Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la jurisprudence en matière religieuse et du contentieux des cultes ["puis" du culte]. 1849.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Pour paraître le 31 janvier prochain.

Le Lecteur est prié de lire jusqu'à la fin, car il s'agit de ses intérêts.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

BULLETIN
DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE
DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE
ET DU CONTENTIEUX DES CULTES.

CONTENANT :

LÉGISLATION.—Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Eglise, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. — Les arrêts et avis du conseil d'Etat, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités, rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS.—Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte, les conseils de fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaire.

BULLETIN RELIGIEUX.—Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les événements de Rome, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les meilleurs sermons et conférences, les cours des facultés de théologie, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts.

A Paris, rue Cassette, 25.

PROSPECTUS

La Révolution qui vient de s'accomplir amènera, sans aucun doute, des changements nombreux dans nos lois administratives, municipales, électorales, et même civiles et criminelles. Nos lois sur la liberté de conscience, sur la liberté des cultes, sur l'organisation des cultes reconnus, sur la discipline ecclésiastique proprement dite, sur les associations religieuses, sur l'instruction primaire et secondaire, subiront inévitablement des modifications importantes. En même temps, tous les citoyens, prêtres ou laïcs, sont appelés à prendre part aux affaires publiques, à la gestion des intérêts de la commune, du département, du pays ; et, pour eux, ce n'est pas seulement un droit, une prérogative, c'est encore un devoir, à l'accomplissement duquel ils ne devront jamais manquer.

Dans ces circonstances nouvelles, lorsque les intérêts sacrés de la religion et de ses ministres sont en jeu, un recueil périodique destiné à reproduire les lois et actes de l'autorité publique relatifs aux matières ecclésiastiques, nous a semblé plus nécessaire que jamais au clergé en général, au clergé des campagnes en particulier. On connaissait, du moins a-peu-près, les lois anciennes, les principaux règlements : on ne connaîtra pas la nouvelle législation ; il faudra cependant en avoir sous les yeux le texte et l'explication. D'ailleurs, depuis que le législateur s'est arrogé le droit de tout régler civilement dans le domaine de l'Église, le clergé ne peut plus ignorer les lois qui le concernent. Il doit les connaître pour en étudier les tendances, pour en apprécier la valeur canonique, pour les discuter, et pour les exécuter s'il y a lieu. Car il ne faut pas se le dissimuler, la bonne harmonie, si précieuse entre l'Église et l'État, repose sur l'exécution stricte des lois.

D'après cela, nous n'avons point hésité à fonder le Bulletin que nous annonçons, et

nous avons l'espoir qu'il remplira le but que nous nous proposons ; que, par les divers éléments dont il se composera, il réunira toutes les conditions d'utilité pratique dans l'ordre du ministère ecclésiastique, considéré sous le rapport de la légalité.

Ainsi, nous reproduirons *textuellement*, à commencer par la Constitution, les lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement tous les actes qui émaneront de l'autorité civile, et qui seront relatifs aux cultes et aux personnes ecclésiastiques. Nous rapporterons les discussions de l'Assemblée nationale et du comité des cultes, sur ces lois. Nous les accompagnerons aussi de commentaires quand cela sera nécessaire. Nous aurons, dans tous les cas, soin de les comparer à l'ancienne législation et au droit canon, et de montrer par-là quelle valeur on devra leur attacher au point de vue de l'autorité de l'Église.

Nous rapporterons les arrêts et avis du conseil d'État, les arrêts de la Cour de cassation, ceux des cours d'appel, les jugements des tribunaux, afin que chaque pasteur connaisse non-seulement le texte de la loi, mais encore la manière dont elle est appliquée.

Nous ne nous bornerons pas toutefois à rapporter les actes de l'autorité civile, touchant les matières ecclésiastiques ; nous traiterons aussi les grandes questions qui sont à l'ordre du jour du comité des cultes et de l'Assemblée nationale, et qui intéressent à un si haut point l'avenir de la religion, savoir : La dotation du clergé, l'indépendance de l'Église, la liberté de l'exercice du culte, le droit d'association religieuse, l'augmentation ou la réduction des évêchés, la nomination des évêques, la collation des titres ecclesiastiques, l'inamovibilité des desservants, le rétablissement des officialités, la tenue des synodes diocésains, la comptabilité des fabriques, la liberté d'enseignement, etc., etc.

L'administration temporelle des paroisses sera l'objet de dissertations longues et détaillées. MM. les curés ne savent que trop combien leurs rapports avec les maires et les conseils de fabriques engendrent de difficultés, pour la solution desquelles beaucoup ont besoin d'être éclairés.

Nous nous appliquerons à donner des décisions pratiques et usuelles ; nous accompagnerons nos instructions de modèles d'actes et de procès-verbaux des délibérations des conseils de fabriques ; nous fournirons enfin aux ecclésiastiques, aux conseils de fabriques, aux maires, aux diverses autorités civiles, les documents propres à les éclairer sur leurs droits respectifs. Nous arriverons par-là à concilier l'intérêt des communes avec celui des fabriques, à empêcher des scissions souvent scandaleuses, et à entretenir parmi elles, par l'intermédiaire du pasteur armé du droit, la bonne intelligence, ce qui est toujours si désirable pour le bien de la religion.

Un conseil de jurisprudence est institué près du Journal [1]. Chaque abonné aura le droit de le consulter gratuitement sur toutes les questions d'intérêt public ou privé, en matière de droit civil ecclésiastique et de contentieux du culte. Suivant l'importance de l'objet et le désir du consultant, la solution motivée sera insérée dans le recueil, avec le nom de l'abonné qui aura soumis la question, ou bien, s'il le préfère, elle lui sera adressée directement par lettre. Il sera répondu à toutes questions sans exception, et avec la plus grande exactitude.

Bulletin religieux. — Nous avons cru devoir ajouter à notre Bulletin législatif un Bulletin religieux destiné à reproduire les nouvelles et faits divers dignes de prendre date dans les archives ecclésiastiques. Ainsi, nous publierons les brefs du Pape et autres actes du Saint-Siége, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les mandements de nos évêques, les meilleurs sermons et conférences, les cours des facultés de théologie, de droit canon, un résumé de la situation politique générale jugée au point de vue religieux, en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts. De cette manière, notre Recueil pourra tenir lieu du Journal religieux le plus étendu, et en éviter les frais à beaucoup de MM. les ecclésiastiques.

Nous ne devons point omettre de dire ici que nous avons consulté nos supérieurs ecclésiastiques sur l'opportunité d'un semblable recueil. Nous avons eu la satisfaction de voir qu'ils partageaient unanimement la pensée qui nous a dirigés. Mgr. Affre, qui était

---

[1] Ce conseil est composé de Messieurs : BERRYER, avocat à la cour d'appel de Paris, membre de l'Assemblée nationale ; BECHARD, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, membre de l'Assemblée nationale ; l'abbé ICARD, professeur de droit ecclésiastique à la Sorbonne ; l'abbé RECEVEUR professeur de théologie à la Sorbonne ; l'abbé DENIS, chanoine honoraire de Montpellier, aumônier de la Charité ; l'abbé VAN-WETER, docteur en droit canon ; BIOCHE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, membre du conseil de fabrique de l'église Saint-Severin, à Paris ; GUILLEMIN, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat ; DE CAQUERAY, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat ; MASSON, avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit ; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris ; SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique.

si compétent en cette matière, nous encourageait encore à cette œuvre peu de temps avant son glorieux martyre. Plusieurs autres prélats nous ont également exhortés à son accomplissement. Heureux et forts tout-à-la-fois de ces honorables sympathies, c'est avec confiance que nous venons demander au clergé son concours pour cette publication, qui est appelée à répandre des connaissances vraiment utiles, et dont tout prêtre, qui tient à se maintenir dans la légalité vis-à-vis de l'autorité civile, de son maire, du conseil municipal, de son conseil de fabrique, sentira facilement le besoin.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Recueil paraîtra à la fin de chaque mois. Chaque livraison mensuelle, composée de deux, et quelquefois trois feuilles grand in-8°, contenant la valeur de 200 pages de l'in-8° ordinaire, sera envoyée sous couverture imprimée.

Le prix annuel de la souscription est de 6 fr. pour Paris et les départements, et 8 fr. pour l'étranger [1]. Le montant en doit être envoyé au bureau en même temps que la souscription.

[1] Nous avons fixé le prix le plus bas possible, parce que nous voulons que notre publication soit à la portée de tout le monde. En supposant que quelques-uns de MM. les ecclésiastiques ne soient pas déterminés à s'imposer cette somme pour conserver personnellement notre Recueil, le montant en peut être

---

Il suffit, pour s'abonner, de remplir ce Bulletin, de le signer lisiblement, de le détacher, de le plier, de le cacheter et de le jeter à la poste sans affranchir.

Bulletin de Souscription.

Je soussigné (Nom et qualité).

demeurant à

déclare m'abonner au Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques, *pour une année, à partir du 1er janvier 1849, et je m'engage à payer, à Paris, à M. le Directeur dudit* Bulletin, *la somme de* 6 *fr., montant de mon abonnement.*

A *canton de*

département d *ce* *184*

Signature.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, dix souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

porté au budget de la fabrique. Les conseils de fabrique ne s'y refuseront point ; ils ont même intérêt à ce qu'il en soit ainsi : car notre ouvrage étant pour ainsi dire indispensable à chaque fabricien, tous, de cette manière, pourront l'avoir à leur disposition, le consulter, et s'éclairer sur toutes les matières qui les concernent, sans aucun frais pour eux. Il ne faut pas croire non plus que la dépense dont il s'agit soit critiquée par l'autorité diocésaine ; au contraire, elle sera approuvée par elle avec empressement, parce que NN. SS. les évêques sont de plus en plus désireux de voir les administrations fabriciennes remplir avec régularité les fonctions que la loi leur confie. Nous espérons, au surplus, que cette mesure sera prochainement encouragée d'une manière officielle.

Pour ce qui est du mode de recouvrement, le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Journal le prix de l'abonnement, consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin, et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie. (Affranchissement de 6 fr. 12 cent, Loi de Finances, 1846. Affranchiss. de la lettre à partir du 1er janvier, 20 c.; en tout 32 c.)

Ceux de nos abonnés des départements qui préféreront payer à leur domicile à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux, auront à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

NOTA. L'Administration a établi dans ses bureaux un employé spécialement chargé de représenter à Paris MM. les ecclésiastiques, d'y suivre, soit dans les ministères, soit ailleurs, les diverses affaires qu'ils pourraient avoir à y traiter, de faire pour eux les achats et envois dont ils auraient besoin, etc., etc., le tout sans frais pour eux.

Ce prospectus peut être communiqué aux conseils de fabriques dans la séance du 1er dimanche de janvier.

(Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé *franco* à M. Jules Morin, au bureau, rue Cassette, 25).

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

Monsieur le Directeur
du Bulletin des lois civiles ecclésiastiques,
25, rue Cassette.
PARIS.

ETIN

ISTIQUES

BULLETIN

DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DES CULTES.

BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DES CULTES.

CONTENANT :

LÉGISLATION.—Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Eglise, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. — Les arrêts et avis du conseil d'Etat, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités, rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS.—Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte, les conseils de fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaire.

BULLETIN RELIGIEUX.—Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les événements de Rome, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les meilleurs sermons et conférences, les cours des facultés de théologie, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts.

Conseil de Jurisprudence.

MM. BERRYER, avocat à la cour d'appel de Paris, membre de l'Assemblée nationale; BECHARD, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, membre de l'Assemblée nationale; l'abbé ICARD, professeur de droit ecclésiastique à la Sorbonne; l'abbé RECEVEUR professeur de théologie à la Sorbonne; l'abbé DENIS, chanoine honoraire de Montpellier, aumônier de la Charité; l'abbé VAN-WETER, docteur en droit canon; BIOCHE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, membre du conseil de fabrique de l'église Saint-Severin, à Paris; GUILLEMIN, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; DE CAQUERAY, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; MASSON, avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris; SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique.

TOME PREMIER.

PARIS

AU BUREAU DU BULLETIN, RUE CASSETTE, 25.

1849

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

De toutes les questions si graves qui se débattent aujourd'hui, il en est une qui, pour les hommes sérieux, est toujours la première : c'est la question religieuse, car, pour eux, c'est de sa solution que dépend la solution de toutes les autres.

Cette question, telle qu'elle se présente en ce moment, consiste tout entière dans les rapports de l'Église et de l'Etat, et dans les rapports des divers membres de l'Eglise entre eux. Ainsi considérée, elle est véritablement digne de toutes les préoccupations, et l'on ne doit point s'étonner qu'au dedans comme au dehors de l'Eglise, elle émeuve tous les esprits. La paix publique peut, en effet, se trouver compromise, si les relations de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle ne sont pas établies sur de vraies et solides bases. Il ne peut pas y en avoir d'autres en ce moment que la distinction et l'indépendance réciproques des deux puissances pour tout ce qui est de leur domaine respectif. Toute doctrine qui porterait atteinte à ce principe, et qui menacerait soit l'Etat, soit l'Eglise, serait grosse de tempêtes pour l'avenir. Demander la distinction et l'indépendance des deux puissances, ce n'est pas demander leur séparation, c'est au contraire poser l'unique fondement d'un bon et durable accord. Et de même, la paix intérieure de l'Eglise dépend de la manière dont se trouvent réglés les rapports des différents ordres qui composent sa hiérarchie. Il y a souffrance dans le sein de l'Eglise et danger de schisme chaque fois que ces rapports ne sont pas établis sur le pied d'une juste subordination et d'une légitime indépendance. Comme l'Eglise est le plus parfait des gouvernements, il y a là moins qu'ailleurs de subordination aveugle et d'indépendance absolue. Tout y est réglé par d'admirables tempéraments qui rendent l'autorité forte sans arbitraire, et l'obéissance docile sans contention ni bassesse.

L'inquiétude actuelle des esprits, ce malaise qui existe dans l'Eglise et dans la société, et qui se traduit souvent par des plaintes, des récriminations et même des hostilités déclarées, tout cet ensemble de symptômes peu rassurants pour l'avenir, prouve assez que les divers rapports dont nous venons de parler ne sont pas, en France, établis sur une base parfaitement bonne. Toute

souffrance qui se prolonge indique ordinairement un vice de constitution. On pourrait donc dire, sans courir grand risque de se tromper, que la constitution de l'Eglise de France, telle qu'elle a été établie au commencement de ce siècle, n'est pas sans graves défauts, et qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer soit sa position vis-à-vis de l'Etat, soit son régime intérieur. Il y a, en effet, selon les hommes les plus compétents, à expliquer les principes qui règlent les rapports avec l'Etat, pour qu'on ne puisse pas en tirer, comme on l'a essayé souvent, des conséquences subversives de l'autorité et de l'indépendance spirituelle de l'Eglise. Il y a ensuite, pour ce qui regarde le régime intérieur, à modifier plusieurs dispositions que des circonstances exceptionnelles avaient nécessitées, mais qui ne sauraient être considérées comme définitives. Il y a enfin à combler çà et là dans l'organisation des lacunes importantes.

Il n'appartient sans doute à personne en particulier de faire toutes les améliorations que notre situation réclame. Il n'y aura de remède complet et efficace que dans un nouvel accord de l'Église et de l'État, et, par suite, dans un remaniement des lois organiques du culte. Mais en attendant cet heureux accord et ce résultat suprême, auxquels l'État et l'Église sont également intéressés, il nous semble qu'il n'est pas sans utilité de chercher à éclairer l'opinion publique sur ces matières. Tel est le but que nous nous sommes proposé, en publiant le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, qui doit comprendre tous les documents qui y sont relatifs. Notre pensée n'est point de susciter des questions irritantes et inopportunes. Nous n'admettons que sous certaines réserves l'intervention du pouvoir civil dans les affaires de l'Église, mais nous respecterons la loi existante, soit qu'elle se réfère à l'exercice du culte, soit qu'elle s'applique à la simple administration temporelle des paroisses. Nous n'avons, au surplus, qu'une ambition, c'est celle de défendre les intérêts sacrés de la religion contre l'entraînement des mauvaises passions, de contribuer à améliorer les rapports établis entre l'Église et l'État, à secouer le joug des vieilles tendances parlementaires, à mettre en accord la législation ecclésiastique avec les nouveaux principes de notre droit constitutionnel, et par là favoriser la liberté de l'Église, guérir les vices d'une organisation qui lui fut imposée, et rendre enfin au ministère ecclésiastique toute son indépendance.

Lois et Actes du gouvernement.

CONSTITUTION DÉCRÉTÉE LE 4 NOVEMBRE 1848 (1).

En présence de Dieu, et au nom du Peuple français, l'Assemblée nationale proclame :

I. La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'*augmenter* l'aisance de chacun par la ré-

(1) Quoique la Constitution soit aujourd'hui généralement connue, nous croyons cependant devoir en reproduire le texte ; c'est l'accomplissement de la promesse que nous avons faite. Cet acte est d'ailleurs un de ceux dont on ne se borne pas à lire la teneur, mais que l'on garde, parce qu'il renferme les destinées de notre patrie. Il veut être médité, jugé d'après sa lettre et d'après son esprit. Pour nous, nous n'en dirons rien, nous en attendrons l'exécution. Qu'il nous suffise de faire remarquer que cette Constitution, appelée Constitution républicaine, est, à peu de chose près, basée sur les mêmes principes que ses devancières. Les nouveaux législateurs ont pensé que l'homme moderne n'avait point changé et qu'il n'y avait que son intelligence et ses besoins qui eussent grandi, et ils ont eu raison. Aussi, avec un peu de l'une, un peu de l'autre, ils sont parvenus à faire un tout tel quel, qu'ils nous présentent comme une nouveauté, mais dans laquelle toutefois ils n'ont point introduit un seul principe nouveau. Nous n'en accuserons point leur génie, qui dans tous les cas est bien au-dessus de notre critique, mais seulement la destinée de la malheureuse humanité, qui est bien décidément, quoi qu'en pense l'honorable citoyen Proudhon, condamnée à tourner dans un cercle d'où elle ne sortira jamais, et dans lequel elle ira toujours de l'enfance à l'âge mûr, de l'âge mûr à la vieillesse, et de la vieillesse à l'enfance, jusqu'à ce qu'enfin l'heure de la régénération céleste ait sonné pour elle.

Au reste, la Constitution nouvelle a été votée à une immense majorité. Sur 769 voix, 30 seulement ont voté contre. De plus, elle a été accueillie avec enthousiasme par la population. Par les nouveaux droits qu'elle confère aux citoyens, elle est appelée à devenir leur manuel journalier, car personne aujourd'hui ne peut plus ignorer la Constitution politique de son pays. Ceux qui désireraient connaître, outre le texte des articles, les discussions générales qu'ils ont fait naître, pourront se reporter au *Moniteur universel.* Les débats à l'Assemblée Nationale ont commencé le 4 septembre, et le vote définitif sur l'ensemble de la Constitution n'a eu lieu que le 4 novembre. Quant aux discussions sur l'art. 7, qui est relatif à la liberté religieuse, à la protection qui lui est due, au traitement du clergé, elles seront intégralement rapportées dans notre prochain numéro.

Maintenant, nous formons un vœu, c'est que la Constitution de 1848 vive plus longtemps que ses sœurs aînées, qu'elle soit loyalement exécutée, et qu'elle nous préserve, pour l'avenir, de ces révolutions successives qui nous usent et qui ne sont point, à nos yeux, une preuve de progrès, mais bien un symptôme d'une espèce de lassitude qui est quelquefois bien voisine de la mort.

duction graduée des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumières et de bien-être.

II. La République française est démocratique, une et indivisible.

III. Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

IV. Elle a pour principes : la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Elle a pour bases : la famille, le travail, la propriété, l'ordre public.

V. Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

VI. Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République et la République envers les citoyens.

VII. Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République. la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de l'Etat en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer, par le travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entr'aidant fraternellement les uns les autres, et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

VIII. La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes ; elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler.

En vue de l'accomplissement de tous ces devoirs, et pour la garantie de tous ces droits, l'Assemblée nationale, fidèle aux traditions des grandes assemblées qui ont inauguré la Révolution française, décrète ainsi qu'il suit la Constitution de la République.

CHAPITRE Ier. *De la Souveraineté.*

Art. 1er. La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français. Elle est inaliénable et imprescriptible. Aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice.

CHAPITRE II. *Droits des citoyens garantis par la Constitution.*

Art. 2. Nul ne pourra être arrêté ou détenu que suivant les prescriptions de la loi.

Art. 3. La demeure de toute personne habitant le territoire français est inviolable ; il n'est permis d'y pénétrer que selon les formes et dans les cas prévus par la loi.

Art. 4. Nul ne sera distrait de ses juges naturels ; il ne pourra être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 5. La peine de mort est abolie en matière politique.

Art. 6. L'esclavage ne peut exister sur aucune terre française.

Art. 7. Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection. Les ministres soit des cultes actuellement reconnus par la loi, soit de ceux qui seraient reconnus à l'avenir, ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat.

Art. 8. Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes, de pétitionner, de manifester leurs pensées par la voie de la presse ou autrement. L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui, et la sécurité publique. La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

Art. 9. L'enseignement est libre. La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois et sous la surveillance de l'État. Cette surveillance s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement sans aucune exception.

Art. 10. Tous les citoyens sont également admissibles à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que leur mérite, et suivant les conditions qui seront fixées par les lois. Sont abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste.

Art. 11. Toutes les propriétés sont inviolables. Néanmoins l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'utilité publique légalement constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 12. La confiscation des biens ne pourra jamais être rétablie.

Art. 13. La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie. La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité des rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires, et l'établissement par l'État, les départements et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés ; elle fournit l'assistance aux enfants abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressource et que leurs familles ne peuvent secourir.

Art. 14. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'Etat envers ses créanciers est inviolable.

Art. 15. Tout impôt est établi pour l'utilité commune. Chacun y contribue en proportion de ses facultés et de sa fortune.

Art. 16. Aucun impôt ne peut être établi et perçu qu'en vertu de la loi.

Art. 17. L'impôt direct n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent être consenties pour plusieurs années.

CHAPITRE III. *Des Pouvoirs publics.*

Art. 18. Tous les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, émanent du peuple. Ils ne peuvent être délégués héréditairement.

Art. 19. La séparation des pouvoirs est la première condition d'un gouvernement libre.

CHAPITRE IV. *Du Pouvoir législatif.*

Art. 20. Le Peuple français délègue le pouvoir législatif à une assemblée unique.

Art. 21. Le nombre total des représentants du peuple sera de sept cent cinquante, y compris les représentants de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 22. Ce nombre s'élèvera à neuf cents pour les assemblées qui seront appelées à réviser la Constitution.

Art. 23. L'élection a pour base la population.

Art. 24. Le suffrage est direct et universel. Le scrutin est secret.

Art. 25. Sont électeurs, *sans condition de cens*, tous les Français âgés de vingt-et-un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 26. Sont éligibles, sans condition de domicile, tous les *électeurs* âgés de vingt-cinq ans.

Art. 27. La loi électorale déterminera les causes qui peuvent priver un citoyen français du droit d'élire et d'être élu. Elle désignera les citoyens qui, exerçant ou ayant exercé des fonctions dans un département ou un ressort territorial, ne pourront y être élus

Art. 28. Toute fonction rétribuée est incompatible avec le mandat de représentant du peuple. Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée de la législature, être nommé ou promu à des fonctions publiques salariées dont les titulaires sont choisis à volonté par le pouvoir exécutif. Les exceptions aux dispositions des deux paragraphes précédents seront déterminées par la loi électorale organique.

Art. 29. Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux Assemblees élues pour la révision de la Constitution.

Art. 30. L'élection des représentants se fera par département, et au scrutin de liste. Les électeurs voteront au chef-lieu de canton. Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton pourra être divisé en plusieurs circonscriptions, dans la forme et aux conditions qui seront déterminées par la loi électorale.

Art. 31. L'Assemblée nationale est élue pour trois ans, et se renouvelle intégralement. Quarante-cinq jours au plus tard avant la fin de la législature, une loi détermine l'époque des nouvelles élections. Si aucune loi n'est intervenue dans le délai fixé par le paragraphe précédent, les électeurs se réunissent de plein droit le trentième jour qui précède la fin de la législature. La nouvelle Assemblée est convoquée

de plein droit pour le lendemain du jour où finit le mandat de l'Assemblée précédente.

Art. 32. Elle est permanente. Néanmoins, elle peut s'ajourner à un terme qu'elle fixe. Pendant la durée de la prorogation, une commission composée des membres du bureau et de vingt-cinq représentants nommés par l'Assemblée au scrutin secret et à la majorité absolue, a le droit de la convoquer d'urgence. Le président de la République a aussi le droit de convoquer l'Assemblée. L'Assemblée nationale détermine le lieu de ses séances ; elle fixe l'importance des forces militaires établies pour sa sûreté, et elle en dispose.

Art. 33. Les représentants sont toujours rééligibles.

Art. 34. Les membres de l'Assemblée nationale sont les représentants, non du département qui les nomme, mais de la France entière.

Art. 35. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Art. 36. Les représentants du peuple sont inviolables. Ils ne pourront être recherchés, ni accusés, ni jugés, en aucun temps, pour les opinions qu'ils auront émises dans le sein de l'Assemblée nationale.

Art. 37. Ils ne peuvent être arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, ni poursuivis qu'après que l'Assemblée a permis la poursuite. En cas d'arrestation pour flagrant délit, il en sera immédiatement référé à l'Assemblée, qui autorisera ou refusera la continuation des poursuites. Cette disposition s'applique au cas où un citoyen détenu est nommé représentant.

Art. 38. Chaque représentant du peuple reçoit une indemnité à laquelle il ne peut renoncer.

Art. 39. Les séances de l'Assemblée sont publiques. Néanmoins, l'Assemblée peut se former en comité secret, sur la demande du nombre de représentants fixé par le règlement. Chaque représentant a le droit d'initiative parlementaire; il l'exerce selon les formes déterminées par le règlement.

Art. 40. La présence de la moitié plus un des membres de l'Assemblée est nécessaire pour la validité du vote des lois.

Art. 41. Aucun projet de loi, sauf le cas d'urgence, ne sera voté définitivement qu'après trois délibérations, à des intervalles qui ne peuvent pas être moindres de cinq jours.

Art. 42. Toute proposition ayant pour objet de déclarer l'urgence est précédée d'un exposé de motifs. Si l'Assemblée est d'avis de donner suite à la proposition d'urgence, elle en ordonne le renvoi dans les bureaux, et fixe le moment *où le rapport sur l'urgence lui sera présenté. Sur ce rapport*, si l'Assemblée reconnaît l'urgence, elle le déclare et fixe le moment de la discussion. Si elle décide qu'il n'y a pas urgence, le projet suit le cours des propositions ordinaires.

CHAPITRE V. *Du Pouvoir exécutif.*

Art. 43. Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de président de la République.

Art. 44. Le président doit être né Français, âgé de trente ans au moins, et n'avoir jamais perdu la qualité de Français.

Art. 45. Le président de la République est élu pour quatre ans, et n'est rééligible qu'après un intervalle de quatre années. Ne peuvent non plus être élus après lui, dans le même intervalle, ni le vice-président, ni aucun des parents ou alliés du président jusqu'au sixième degré inclusivement.

Art. 46. L'élection a lieu de plein droit le deuxième dimanche du mois de mai. Dans le cas où, par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le président serait élu à une autre époque, ses pouvoirs expireront le deuxième dimanche du mois de mai de la quatrième année qui suivra son élection. Le président est nommé au scrutin secret et à la majorité absolue des votants, par le suffrage direct de tous les électeurs des départements français et de l'Algérie.

Art. 47. Les procès-verbaux des opérations électorales sont transmis immédiatement à l'Assemblée nationale, qui statue sans délai sur la validité de l'élection et proclame le président de la République. Si aucun candidat n'a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés, ou au moins deux millions de voix, ou si les conditions exigées par l'art. 44 ne sont pas remplies, l'Assemblée nationale élit le président de la République, à la majorité absolue et au scrutin secret, parmi les cinq candidats éligibles qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 48. Avant d'entrer en fonctions, le président de la République prête, au sein de l'Assemblée nationale, le serment dont la teneur suit :

« En présence de Dieu et devant le peuple français, représenté « par l'Assemblée nationale, je jure de rester fidèle à la République « démocratique, une et indivisible, et de remplir tous les devoirs que « m'impose la Constitution. »

Art. 49. Il a le droit de faire présenter des projets de loi à l'Assemblée nationale par les ministres. Il surveille et assure l'exécution des lois.

Art. 50. Il dispose de la force armée, sans pouvoir jamais la commander en personne.

Art. 51. Il ne peut céder aucune portion du territoire, ni dissoudre, ni proroger l'Assemblée nationale, ni suspendre, en aucune manière, l'empire de la Constitution et des lois.

Art. 52. Il présente, chaque année, par un message à l'Assemblée nationale, l'exposé de l'état général des affaires de la République.

Art. 53. Il négocie et ratifie les traités. Aucun traité n'est définitif qu'après avoir été approuvé par l'Assemblée nationale.

Art. 54. Il veille à la défense de l'État; mais il ne peut entreprendre aucune guerre sans le consentement de l'Assemblée nationale.

Art. 55. Il a le droit de faire grâce; mais il ne peut exercer ce droit qu'après avoir pris l'avis du conseil-d'État. Les amnisties ne

peuvent être accordées que par une loi. Le président de la République, les ministres, ainsi que toutes autres personnes condamnées par la haute cour de justice ne peuvent être graciés que par l'Assemblée nationale.

Art. 56. Le président de la République promulgue les lois au nom du peuple français.

Art. 57. Les lois d'urgence sont promulguées dans le délai de trois jours, et les autres lois dans le délai d'un mois, à partir du jour où elles auront été adoptées par l'Assemblée nationale.

Art. 58. Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander une nouvelle délibération. L'Assemblée délibère; sa résolution devient définitive; elle est transmise au président de la République. En ce cas, la promulgation a lieu dans le délai fixé pour les lois d'urgence.

Art. 59. A défaut de promulgation par le président de la République dans les délais déterminés par les articles précédents, il y serait pourvu par le président de l'Assemblée nationale.

Art. 60. Les envoyés et les ambassadeurs des Puissances étrangères sont accrédités auprès du président de la République.

Art. 61. Il préside aux solennités nationales.

Art. 62. Il est logé aux frais de la République, et reçoit un traitement de six cent mille francs par an.

Art. 63. Il réside au lieu où siége l'Assemblée nationale, et ne peut sortir du territoire continental de la République sans y être autorisé par une loi.

Art. 64. Le président de la République nomme et révoque les ministres. Il nomme et révoque, en conseil des ministres, les agents diplomatiques, les commandants en chef des armées de terre et de mer, les préfets, le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, les gouverneurs de l'Algérie et des colonies, les procureurs généraux et autres fonctionnaires d'un ordre supérieur. Il nomme et révoque, sur la proposition du ministre compétent, dans les conditions réglementaires déterminées par la loi, les agents secondaires du Gouvernement.

Art. 65. Il a le droit de suspendre, pour un terme qui ne pourra excéder trois mois, les agents du pouvoir exécutif élus par les citoyens. Il ne peut les révoquer que de l'avis du Conseil-d'État. La loi détermine les cas où les agents révoqués peuvent être déclarés inéligibles aux mêmes fonctions. Cette déclaration d'inéligibilité ne pourra être prononcée que par un jugement.

Art. 66. Le nombre des ministres et leurs attributions sont fixés par le pouvoir législatif.

Art. 67. Les actes du président de la République autres que ceux par lesquels il nomme et révoque les ministres n'ont d'effet que s'ils sont contre-signés par un ministre.

Art. 68. Le président de la République, les ministres, les agents

et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration. Toute mesure par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison. Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions ; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale ; les juges de la haute cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public. Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite.

Art. 69. Les ministres ont entrée dans le sein de l'Assemblée nationale ; ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent, et peuvent se faire assister par des commissaires nommés par un décret du président de la République.

Art. 70. Il y a un vice-président de la République nommé par l'Assemblée nationale sur la présentation de trois candidats faite par le président, dans le mois qui suit son élection. Le vice-président prête le même serment que le président. Le vice-président ne pourra être choisi parmi les parents et alliés du président, jusqu'au sixième degré inclusivement. En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace. Si la présidence devient vacante par décès, démission du président, ou autrement, il est procédé dans le mois à l'élection d'un président.

CHAPITRE VI. *Du Conseil-d'État.*

Art. 71. Il y aura un Conseil-d'État, dont le vice-président de la République sera de droit président.

Art. 72. Les membres de ce Conseil sont nommés pour six ans par l'Assemblée nationale ; ils sont renouvelés par moitié dans les deux premiers mois de chaque législature, au scrutin secret et à la majorité absolue. Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 73. Ceux des membres du Conseil-d'État qui auront été pris dans le sein de l'Assemblée seront immédiatement remplacés comme représentants du peulpe.

Art. 74. Les membres du Conseil-d'État ne peuvent être révoqués que par l'Assemblée, et sur la proposition du président de la République.

Art. 75. Le Conseil-d'État est consulté sur les projets de loi du Gouvernement, qui, d'après la loi, devront être soumis à son examen préalable, et sur les projets d'initiative parlementaire que l'Assemblée lui aura renvoyés. Il prépare les règlements d'administration publique ; il fait seul ceux de ces règlements à l'égard desquels

l'Assemblée nationale lui a donné une délégation spéciale. Il exerce à l'égard des administrations publiques tous les pouvoirs de contrôle et de surveillance qui lui sont déférés par la loi. La loi réglera ses autres attributions.

CHAPITRE VII. *De l'Administration intérieure.*

Art. 76. La division du territoire en départements, arrondissements, cantons et communes, est maintenue. Les circonscriptions actuelles ne pourront être changées que par la loi.

Art. 77. Il y a 1° dans chaque département une administration composée d'un préfet, d'un conseil général, d'un conseil de préfecture; 2° dans chaque arrondissement, un sous-préfet; 3° dans chaque canton, un conseil cantonal; néanmoins un seul conseil cantonal sera établi dans les villes divisées en plusieurs cantons; 4° dans chaque commune, une administration composée d'un maire, d'adjoints et d'un conseil municipal.

Art. 78. Une loi déterminera la composition et les attributions des conseils généraux, des conseils cantonaux, des conseils municipaux, et le mode de nomination des maires et adjoints.

Art. 79. Les conseils généraux et les conseils municipaux sont élus par le suffrage direct de tous les citoyens domiciliés dans le département ou dans la commune. Chaque canton élit un membre du conseil général. Une loi spéciale réglera le mode d'élection dans le département de la Seine, dans la ville de Paris et dans les villes de plus de vingt mille âmes.

Art. 80. Les conseils généraux, les conseils cantonaux et les conseils municipaux peuvent être dissous par le président de la République, de l'avis du Conseil-d'État. La loi fixera le délai dans lequel il sera procédé à la réélection.

CHAPITRE VIII. *Du Pouvoir judiciaire.*

Art. 81. La justice est rendue gratuitement au nom du Peuple français. Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Art. 82. Le jury continuera d'être appliqué en matière criminelle.

Art. 83. La connaissance de tous les délits politiques et de tous les délits commis par la voie de la presse appartient exclusivement au jury. Les lois organiques détermineront la compétence en matière de délits d'injure et de diffamation contre les particuliers.

Art. 84. Le jury statue seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits ou délits de presse.

Art. 85. Les juges de paix et leurs suppléants, les juges de première instance et d'appel, les membres de la cour de cassation et de la cour des comptes, sont nommés par le président de la République, d'après un ordre de candidature ou d'après des conditions qui seront réglées par les lois organiques.

Art. 86. Les magistrats du ministère public sont nommés par le président de la République.

Art. 87. Les juges de première instance et d'appel, les membres de la cour de cassation et de la cour des comptes sont nommés à vie. Ils ne peuvent être révoqués ou suspendus que par un jugement, ni mis à la retraite que pour les causes et dans les formes déterminées par les lois.

Art. 88. Les conseils de guerre et de révision des armées de erre et de mer, les tribunaux maritimes, les tribunaux de commerce, les prud'hommes et autres tribunaux spéciaux, conservent leur organisation et leurs attributions actuelles, jusqu'à ce qu'il y ait été dérogé par une loi.

Art. 89. Les conflits d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire seront réglés par un tribunal spécial de membres de la cour de cassation et de conseillers d'Etat, désignés tous les trois ans en nombre égal par leurs corps respectifs. Ce tribunal sera présidé par le ministre de la justice.

Art. 90. Les recours pour incompétence et excès de pouvoir contre les arrêts de la cour des comptes seront portés devant la juridiction des conflits.

Art. 91. Une haute cour de justice juge sans appel ni recours en cassation les accusations portées par l'Assemblée nationale contre le président de la République ou les ministres. Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, que l'Assemblée nationale aura renvoyées devant elle. Sauf le cas prévu par l'art. 68, elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale, qui désigne la ville où la Cour tiendra ses séances.

Art. 92. La haute cour est composée de cinq juges et de trente-six jurés. Chaque année dans les quinze premiers jours du mois de novembre, la cour de cassation nomme parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, les juges de la haute cour, au nombre de cinq et deux suppléants. Les cinq juges appelés à siéger feront choix de leur président. Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la République, et, en cas d'accusation du président ou des ministres, par l'Assemblée nationale. Les jurés, au nombre de trente-six, et quatre jurés suppléants, sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements. Les représentants du peuple n'en peuvent faire partie

Art. 93. Lorsqu'un décret de l'Assemblée nationale a ordonné la formation de la haute cour de justice, et dans le cas prévu par l'article 68, sur la réquisition du président ou de l'un des juges, le président de la cour d'appel, et, à défaut de cour d'appel, le président du tribunal de première instance du chef-lieu judiciaire du département tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

Art. 94. Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute cour, parmi les membres du conseil général du département où siégera la cour.

Art. 95. Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à une amende de mille à dix mille francs, et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus.

Art. 96. L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation comme en matière ordinaire.

Art. 97. La déclaration du jury, portant que l'accusé est coupable, ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 98. Dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le ministre inculpé soit devant la haute Cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles.

Art. 99. L'Assemblée nationale et le président de la République peuvent, dans tous les cas, déférer l'examen des actes de tout fonctionnaire, autre que le président de la République, au Conseil-d'État, dont le rapport est rendu public.

Art. 100. Le président de la République n'est justiciable que de la haute Cour de justice; il ne peut, à l'exception du cas prévu par l'art. 68, être poursuivi que sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale et pour crimes et délits qui seront déterminés par la loi.

CHAPITRE IX. *De la Force publique.*

Art. 101. La force publique est instituée pour défendre l'État contre les ennemis du dehors, et pour assurer au-dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. Elle se compose de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer.

Art. 102. Tout Français, sauf les exceptions fixées par la loi, doit le service militaire et celui de la garde nationale. La faculté pour chaque citoyen de se libérer du service militaire personnel sera réglée par la loi du recrutement.

Art. 103. L'organisation de la garde nationale et la constitution de l'armée seront réglées par la loi.

Art. 104. La force publique est essentiellement obéissante. Nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 105. La force publique, employée pour maintenir l'ordre à l'intérieur, n'agit que sur la réquisition des autorités constituées, suivant les règles déterminées par le pouvoir législatif.

Art. 106. Une loi déterminera les cas dans lesquels l'état de siége pourra être déclaré, et réglera les formes et les effets de cette mesure.

Art. 107. Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français sans le consentement préalable de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE X. *Dispositions particulières.*

Art. 108. La Légion-d'Honneur est maintenue ; ses statuts seront révisés et mis en harmonie avec la Constitution.

Art. 109. Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français, et sera régi par des lois particulières, jusqu'à ce qu'une loi spéciale les place sous le régime de la présente Constitution.

Art. 110. L'Assemblée nationale confie le dépôt de la présente Constitution et des droits qu'elle consacre à la garde et au patriotisme de tous les Français.

CHAPITRE XI. *De la Révision de la Constitution.*

Art. 111. Lorsque, dans la dernière année d'une législature, l'Assemblée nationale aura émis le vœu que la Constitution soit modifiée en tout ou en partie, il sera procédé à cette révision de la manière suivante : Le vœu exprimé par l'Assemblée ne sera converti en résolution définitive qu'après trois délibérations successives, prises chacune à un mois d'intervalle et aux trois quarts des suffrages exprimés. Le nombre des votants devra être de cinq cents au moins. L'Assemblée de révision ne sera nommée que pour trois mois, Elle ne devra s'occuper que de la révision pour laquelle elle aura été convoquée. Néanmoins, elle pourra, en cas d'urgence, pourvoir aux nécessités législatives.

CHAPITRE XII. *Dispositions transitoires.*

Art. 112. Les dispositions des codes, lois et règlements existants, qui ne sont pas contraires à la présente Constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Art. 113. Toutes les autorités constituées par les lois actuelles demeurent en exercice jusqu'à la promulgation des lois organiques qui les concernent.

Art. 114. La loi d'organisation judiciaire déterminera le mode spécial de nomination pour la première composition des nouveaux tribunaux.

Art. 115. Après le vote de la Constitution, il sera procédé, par l'Assemblée nationale constituante, à la rédaction des lois organiques, dont l'énumération sera déterminée par une loi spéciale.

Art. 116. Il sera procédé à la première élection du président de la République conformément à la loi spéciale rendue par l'Assemblée nationale le 28 octobre 1848.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1848.

Arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur l'administration du personnel des cultes dans les colonies. (10 décembre 1848.)

Art. 1er L'administration du personnel des cultes dans les colonies

françaises est placée dans les attributions du ministre des cultes, qui prendra, toutefois, pour la nomination des supérieurs ecclésiastiques, l'avis du ministre de la marine.

2. Les règlements relatifs à l'administration des cultes dans les colonies seront arrêtés de concert entre le ministre des cultes et le ministre de la marine, chargé de l'administration générale des colonies. Il y aura également concert préalable entre les deux ministres, toutes les fois qu'il s'agira de la création d'un établissement ecclésiastique ou religieux.

3. Les supérieurs ecclésiastiques correspondront avec le ministre des cultes, par l'intermédiaire du gouverneur, qui enverra leurs rapports au ministre de la marine.

4. Les gouverneurs des colonies conserveront à l'égard des membres du clergé les pouvoirs et les attributions qui leur ont été conférés par la législation coloniale.

5. Les dépenses relatives à l'administration des cultes dans les colonies, aux traitements et aux frais de transport des prêtres qui y seront envoyés continueront à être portées sur le budget du département de la marine et des colonies. Elles seront réglées par le ministre de la marine après avoir pris l'avis du ministre des cultes.

6. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

Jurisprudence.

ABUS ECCLÉSIASTIQUE. — EXERCICE DU CULTE. — CONSEIL DE FABRIQUE. — DIFFAMATION.

Il n'y a abus ecclésiastique donnant lieu à recours au Conseil d'État, préalablement à toute poursuite devant les tribunaux, pour délits commis par des ecclésiastiques, qu'autant que le fait incriminé a été commis par le prêtre dans l'exercice du culte. (Loi du 18 germ. an X, art. 6 et 8.)

Et il n'y a exercice du culte, et par suite abus ecclésiastique, que lorsque le fait incriminé se confond nécessairement avec l'exercice du sacerdoce, et s'identifie en quelque sorte avec les actes dont les ecclésiastiques seuls peuvent se rendre coupables en abusant du caractère dont ils sont revêtus.

SPÉCIALEMENT, — *Le desservant, en assistant au conseil de fabrique, ne remplit pas de fonctions sacerdotales, et dès lors, il peut être poursuivi directement devant les tribunaux, sans recours préalable au Conseil d'État, à raison du délit de diffamation dont il s'est rendu coupable dans une séance du conseil de fabrique, envers l'un des membres de ce conseil.*

Ainsi jugé par l'arrêt de la cour de Rouen, du 6 janvier 1848. Cette décision nous semble grandement sujette à contestation, car il est évident que le prêtre, dans un conseil de fabrique, remplit une

fonction sinon sacerdotale, du moins inhérente à sa qualité de prêtre ; et comme la loi du 18 germinal an X ne fait à ce sujet aucune distinction, la garantie accordée par cette loi aux ministres du culte n'en devait pas moins être appliquée.

FABRIQUE. — COMMUNE. — PRESBYTÈRE.

Dans les communes où il n'y a pas de presbytère, la commune ne doit une indemnité de logement pour le curé ou desservant, qu'autant que les revenus de la fabrique sont insuffisants pour y pourvoir.

A l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, il appartient de statuer sur les difficultés qui s'élèvent à cet égard.

Ces deux solutions résultent de l'arrêt du Conseil-d'État du 21 avril 1848, rendu dans l'affaire de la fabrique de Saint-Epvre contre la ville de Nancy ; elles sont conformes à un arrêt du même Conseil, du 21 août 1839, mais il faut dire aussi qu'elles sont en opposition avec la jurisprudence de la cour d'Appel de Dijon et de la cour de Cassation, qui, par leurs arrêts des 1er juillet 1837 et 7 janvier 1839, ont décidé que l'indemnité de logement des curés est à la charge des communes, dans tous les cas.

Solutions délibérées et arrêtées en comité (1).

Lorsqu'une nouvelle église a été construite avec l'approbation du gouvernement, suffit-il de l'autorisation de l'évêque pour y transférer l'exercice du culte?

Le conseil de fabrique qui a pris une délibération par laquelle il a ordonné que tous les objets servant au culte seront transportés de l'ancienne église dans la nouvelle ne dépasse-t-il pas les limites de son droit, en comprenant la cloche parmi ces objets, quand cette cloche sert de timbre à une horloge communale placée dans le clocher?

Si cette cloche vient à être enlevée violemment de l'église nouvelle, dans laquelle elle avait été transférée, ce conseil est-il en droit d'en demander le rétablissement, et dans le cas de l'affirmative, quels moyens doit il employer pour arriver à ce résultat?

---

(1) Les consultations formeront une des parties essentielles de ce recueil, et nous y apporterons tout le soin dont nous sommes capables. Nous avons pris l'engagement de répondre à toutes les lettres qui nous seront adressées sur ce sujet. Pour tenir notre promesse, nous traiterons des questions quelquefois bien élémentaires, et dont beaucoup de nos lecteurs connaissent déjà, sans doute, la solution; mais ils nous pardonneront de les publier dans l'intérêt de ceux qui ne les connaissent pas. Nous n'avons encore, à cet égard, qu'un but, celui d'être utile en éclairant MM. les Ecclésiastiques sur leurs droits, et en aplanissant les difficultés qu'ils ne rencontrent que trop souvent dans l'exercice du ministère sacré et dans leurs rapports avec les autorités locales.

Ces questions sont nées à l'occasion des faits suivants :

La fabrique de la paroisse de N... fit construire, il y a quelques années, sans le concours de la commune, par le moyen de quêtes et de souscriptions, une église dans une partie du village offrant plus de commodité pour la généralité de ses habitants. L'église terminée, elle se fit faire une donation en forme du terrain sur lequel elle avait été élevée, et obtint, le 16 décembre 1846, l'autorisation du gouvernement pour accepter cette donation. Mais pour éviter des frais d'enregistrement, au lieu d'énoncer dans l'acte que l'église était terminée, on mentionna seulement que le terrain était donné pour y construire une église.

L'évêque approuva le transfert du culte dans la nouvelle église, et interdit même pour le dimanche l'exercice du service divin dans l'ancienne église. Le conseil de fabrique se mit alors en mesure pour faire transporter de l'ancienne église dans la nouvelle tous les objets servant à l'exercice du culte. Il prit à cet effet, quelques jours avant la bénédiction, dans une réunion légale, une décision par laquelle il ordonnait le transport desdits objets. Ce transport fut effectué ; la cloche fut montée au clocher de la nouvelle église, le tout sans réclamation aucune, soit de la part des habitants, soit de la part du maire, soit de la part du conseil municipal. Trois ans se passèrent pendant lesquels tout le monde semblait content. Mais les événements de Février vinrent bouleverser les têtes; l'esprit d'opposition s'est éveillé parmi les voisins de l'ancienne église. Le 27 novembre dernier, quelques individus, agissant en leur propre nom, mais encouragés, nous dit-on, par un adjoint intéressé à conserver le culte dans l'ancienne église, enlevèrent la cloche du nouveau clocher, et la replacèrent dans l'ancien.

Le pasteur de la paroisse et la fabrique protestèrent énergiquement contre cet acte de violence; mais le maire refusa d'intervenir, sous le prétexte qu'il y a trois ans la cloche avait été déplacée illégalement par la fabrique. Les réclamations adressées au préfet furent également sans résultat; de telle sorte que la paroisse dont s'agit est depuis plus de deux mois privée de la sonnerie pour les offices; car M. le curé a défendu de sonner la cloche à l'ancienne église.

Il est bon de faire observer qu'il existait dans l'ancien clocher une horloge qui, par le fait du transport de la cloche dans la nouvelle église, était devenue inutile. Dans sa session du mois de mai 1847, le conseil municipal avait voté 200 fr. pour l'achat d'un timbre, mais il n'avait pas encore été posé à la révolution de Février, et aujourd'hui, par suite de l'enlèvement de la cloche, cette horloge sonne les heures comme autrefois.

1° En ce qui touche la translation de l'exercice du culte d'une église dans une autre. — Cette question, considérée au point de vue canonique, ne peut faire l'objet d'un doute. Les évêques ont, en droit, la direction de tout leur diocèse; ils y peuvent faire de leur

propre mouvement toutes les modifications réclamées par les besoins spirituels des fidèles. Le droit qu'ils ont à ce sujet ne regarde pas seulement les personnes ecclésiastiques, mais encore les églises, les choses saintes, et généralement tout ce qui tient au culte et à la discipline. Par conséquent, ils peuvent toujours, quand ils croient avoir des raisons suffisantes pour le faire, interdire l'exercice du culte dans une église et l'autoriser dans une autre. Mais dans l'état actuel de la législation, une pareille mesure de leur part, pour avoir quelque effet civil, nécessite l'intervention de l'autorité administrative. Ou il s'agit de la translation d'un chef-lieu de paroisse d'un endroit dans un autre, en sortant des limites de la circonscription ecclésiastique; ou bien, il s'agit simplement d'un changement d'église, c'est-à-dire de la translation de l'exercice du culte d'une église dans une autre, dans la circonscription de la même paroisse. Dans le premier cas, la translation ne peut se faire qu'en vertu de l'autorisation du gouvernement, et d'après la même instruction que pour l'érection des paroisses, conformément au décret du 30 septembre 1807, à la décision ministérielle du 5 avril 1809 et à l'ordonnance royale du 5 juillet 1836. Dans le second cas, il suffit que l'évêque ait pris l'avis du préfet, parce que ni le titre ecclésiastique, ni la circonscription paroissiale n'ont subi de modifications, et qu'il s'est agi purement et simplement de changer de local, et d'abandonner une vieille église pour une nouvelle, situées l'une et l'autre dans le même endroit.

2° En ce qui touche le droit du conseil de fabrique.—La fabrique, en ordonnant le transfert des objets servant au culte dans la nouvelle église, s'est fondée sur la décision de l'évêque diocésain qui l'avait autorisé; elle n'est point sortie des limites de son droit, et n'a fait, au contraire, que remplir son devoir, en se conformant à la décision épiscopale. La translation de la cloche ne nous semble pas faire plus de difficulté que le transport des autres objets consacrés au culte. Les cloches sont, en effet, d'après la législation canonique, rangées parmi les choses sacrées. Celle de l'église de N... a donc dû suivre le sort des autres meubles de l'église, et nous ne voyons pas pourquoi l'horloge qui existe dans le clocher eût été un obstacle à ce transfert, car rien n'empêchait de transporter aussi l'horloge dans la nouvelle église, qui est bien plus au centre de la population de la commune.

La cloche, ayant été reportée à son ancienne place d'une manière illégale, doit être rétablie dans la nouvelle église; la fabrique a le droit d'exiger ce rétablissement. Mais quel moyen prendre? Les faits nous apprennent que son enlèvement est le résultat de la violence, et que cette violence n'a même pas été réprimée par les autorités, qui sembleraient en être complices. Dans cette position, il est réellement difficile d'arriver à un résultat satisfaisant sans blesser quelques susceptibilités. Nous conseillerions à la fabrique de faire dresser un procès-verbal des divers faits qui se rattachent aux voies

de fait signalées dans cette affaire, et de l'adresser à l'évêque ; ce prélat s'entendra avec le préfet pour faire ordonner le rétablissement de la cloche dans le lieu où elle doit être légalement placée. Si le préfet montrait la même négligence que l'autorité municipale, l'évêque aurait alors à se pourvoir auprès du ministre.

Il naît ici une question, c'est celle de savoir si le conseil de fabrique ne serait point en droit de réclamer, soit de ceux qui ont enlevé la cloche, soit du maire qui n'a point voulu s'opposer à cet enlèvement, des dommages-intérêts pour les dégradations qui ont été faites à la nouvelle église. Nous ne croyons pas qu'une pareille demande soit fondée, du moins en ce qui concerne le maire, qui n'a opposé aux sollicitations du pasteur et de la fabrique qu'une inertie coupable ; mais elle peut parfaitement être intentee contre ceux qui ont accompli l'acte de violence dont la fabrique de N... a si justement droit de se plaindre ; indépendamment du fait matériel dont ils sont responsables devant la loi, ils répondent de ses suites et notamment des dégradations qu'il peut avoir occasionnées dans l'église et à la cloche elle-même. Mais il y a plus. Si l'enlèvement n'est pas un fait que l'on puisse qualifier de sacrilége, il n'en a pas moins été accompli avec des circonstances qui le rendent criminel. Les art. 260, 261 et suivants du Code pénal punissent les troubles apportés à l'exercice du culte, et les outrages faits aux objets de ce culte. Or, en quoi consistent ces troubles et ces outrages? la loi ne s'est point expliquée à ce sujet, mais on doit évidemment ranger dans cette catégorie tout fait et tout acte de nature à troubler l'exercice du culte ou à outrager d'une manière quelconque l'un des objets de ce culte. Si ceux qui entrent violemment dans une église au mépris de la sainteté du lieu, qui escaladent tumultueusement le clocher, en enlèvent la cloche pour la porter dans un lieu frappé de l'interdiction de l'évêque, si ceux-là, dirons-nous, n'apportent point de trouble au culte ni ne font outrage à la majesté des choses saintes, on conviendra que la loi que nous citions tout-à-l'heure est peu sévère, et que son application ne doit pas être heureusement très-fréquente. Quoi qu'il en soit du caractère criminel de l'enlèvement en question, il mérite une répression quelconque, et nous ne comprenons pas le ministère public de ne l'avoir pas poursuivi.

En résumé, nous estimons que dans l'espèce, pour donner un effet civil à la translation du culte de l'ancienne église dans celle nouvellement construite, il a fallu joindre à la décision de l'évêque celle du préfet; que la fabrique a agi dans la limite de son droit, en ordonnant que la cloche serait transportée, comme les autres objets consacrés au culte, dans la nouvelle église ; que cette cloche, ayant été enlevée violemment, ladite fabrique est fondée à en exiger le rétablissement par le moyen que nous avons indiqué, et que ceux qui se sont rendus coupables de l'enlèvement dont il s'agit sont non-seulement responsables des dégradations qu'ils ont occasionnées, mais

encore qu'ils sont susceptibles d'être poursuivis pour ce fait devant les tribunaux compétents.

A qui appartient la nomination du sonneur de l'église dans la commune où la cloche sert tout à-la-fois aux besoins du culte et à certains usages communaux?

L'article 33 du décret du 30 décembre 1809 avait statué d'une manière générale que la nomination et la révocation des sonneurs, comme celle des autres serviteurs de l'église, appartenait aux marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant. Cette disposition qui avait plusieurs inconvénients, notamment celui de mettre le pasteur dans une position gênante vis-à-vis de ses marguilliers, en l'obligeant à solliciter de leur bon vouloir la révocation ou la nomination de gens qui sont immédiatement sous ses ordres, a été modifiée par l'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, d'après lequel, la nomination et la révocation des sonneurs appartient directement au curé, dans les communes rurales.

Ainsi les paroisses sont aujourd'hui divisées, quant à la nomination des sonneurs et autres serviteurs de l'église, en deux catégories : la première, composée des communes urbaines, dans lesquelles la nomination est dévolue au bureau des marguilliers, le curé n'ayant qu'un droit de présentation; la seconde, composée des communes rurales, dans lesquelles cette nomination appartient au curé, conformément à l'ordonnance que nous venons de citer.

Resterait à examiner ce qu'on doit entendre par paroisse urbaine et par paroisse rurale; mais cette question n'a point été soulevée. Il est d'ailleurs évident qu'il n'existe aucuns signes certains et légaux auxquels on puisse se référer pour la distinction dont il s'agit. C'est, comme on l'a déjà fait remarquer, à l'autorité administrative supérieure, c'est-à-dire, au ministre des cultes d'accord avec le ministre de l'intérieur, à trancher la question d'après les faits particuliers, la connaissance des localités, le chiffre de la population, les anciennes dénominations et la notoriété publique.

ADMINISTRATION FABRICIENNE.

Travaux des marguilliers pendant le mois de février.

Aux termes de l'article 22 du décret du 30 décembre 1809, le bureau des marguilliers doit s'assembler tous les mois, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil.

Pendant le cours du mois de février, MM. les trésoriers des conseils de fabriques ont à s'occuper de la préparation de leur compte annuel, pour pouvoir le présenter, avec les pièces justificatives, au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche de mars, conformément à l'article 85 du décret précité.

S'il était quelques paroisses où le choix des prédicateurs pour le

carême n'eût pas encore été fait, nous rappellerions à MM. les curés qu'ils doivent s'empresser de pourvoir à ce choix. Le décret du 30 décembre 1809 contient sur ce chapitre une disposition assez bizarre. Il attribue la nomination des prédicateurs au bureau des marguilliers, lorsqu'il était tout naturel que le curé choisît lui-même celui qui est chargé momentanément de le remplacer. Il est vrai que l'article ajoute que cette nomination sera faite sur la présentation du curé ou desservant, mais il n'y en a pas moins là une de ces choses singulières qui compliquent l'administration inutilement, et qui gênent nécessairement la liberté du curé, sans profit aucun pour l'autorité fabricienne.

Le même article porte aussi que les prédicateurs choisis doivent obtenir l'autorisation de l'ordinaire.

Chronique.

Travaux du comité des cultes.

La question de l'inamovibilité des desservants, dont MM. Isambert, Quinet, Pascal Duprat et plusieurs autres représentants ont saisi le comité des cultes, a été discutée ces jours derniers dans le sein de ce comité. Les signataires de la proposition ont fait ressortir la nécessité d'assurer aux simples succursalistes des garanties suffisantes pour rendre leur position moins précaire. Ils ont demandé pour les desservants une situation analogue à celle des curés de canton, et pour ceux-ci, aussi bien que pour les succursalistes, l'établissement de tribunaux ecclésiastiques, sans le jugement desquels ils ne pourraient être changés ni révoqués.

Ils ne veulent pas, ont-ils dit, toucher aux matières de la foi; ils se bornent à demander l'abrogation des articles organiques, qui donnent aux desservants une position inférieure à celle des curés. D'ailleurs, ils ne demandent que le rétablissement de la discipline ecclésiastique antérieure à 89, et qui a duré pendant plusieurs siècles.

M. Chapot a soutenu que cette question ne pouvait être décidée par un décret de l'Assemblée, sans avoir eu recours à l'autorité papale. M. Fournier, curé de Nantes, a défendu avec talent la cause du clergé inférieur. Mgr l'évêque d'Orléans a terminé le débat en concluant contre la proposition. Le comité a décidé que l'art. 31 des statuts organiques du clergé serait supprimé; qu'il serait ouvert immédiatement des négociations avec le Souverain-Pontife pour régler les conditions d'inamovibilité des desservants. Le comité entendra, dans une de ses prochaines séances, le ministre de la justice et des cultes.

M. Clément a aussi développé un projet relatif à la réorganisation des conseils de fabrique. Dans le système de ce projet, la nomination des fabriciens serait soumise aux mêmes formalités que l'élec-

tion des conseillers municipaux et serait faite par les mêmes électeurs.

L'administration de la fabrique ne serait plus alors qu'une administration purement civile. Une telle disposition serait une atteinte à la législation canonique, et nous aimons à croire qu'elle ne sera point acceptée. Nous reviendrons, au surplus, sur ces matières, et nos lecteurs peuvent être certains que nous leur communiquerons exactement tous les documents qui s'y rattachent.

Décrets votés par l'Assemblée nationale dans le courant du mois.

Ces décrets, que nous allons citer, n'ont aucun rapport direct aux matières ecclésiastiques qui doivent spécialement entrer dans ce recueil ; mais nous n'en citerons pas moins le sommaire, parce qu'ayant été rendus dans un intérêt général, ils doivent par là même intéresser un certain nombre de nos lecteurs. Voici la nomenclature de ceux qui ont été votés pendant le courant du mois de janvier par l'Assemblée nationale :

Décret qui abroge celui du 15 avril portant suppression de l'impôt du sel, et qui ordonne simplement la réduction de cet impôt ;—décret qui alloue un crédit de 10,000 fr. pour compléter le traitement de Monseigneur le cardinal-archevêque de Bourges ;—décret qui ouvre sur l'exercice de 1848 un crédit extraordinaire de 400,000 fr., applicable au chap. 5 du budget des cultes : *Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial ;*—décret qui rétablit le travail dans les prisons ;—décret qui accorde au ministre des cultes, en augmentation des restes à payer des exercices de 1845 et 1846, un crédit supplémentaire de 67,078, fr. 50 c., montant des nouvelles créances constatées sur ces exercices ;—décret qui modifie les droits de douane sur les sels étrangers ;—décret relatif à l'organisation de l'assistance publique à Paris ;—décret qui ordonne qu'aucune proposition ne sera reconnue définitivement comme loi qu'après trois lectures faites à cinq jours d'intervalle ;—décret qui fixe le traitement du vice-président de la République à 48,000 fr. et qui statue que ce fonctionnaire sera logé aux frais de l'État ;—décret qui ordonne le renvoi des auteurs de l'attentat du 15 mai devant la haute cour nationale, et qui décide que cette haute cour se réunira à Bourges dans les quarante jours qui suivront la promulgation de ce décret ;—décret relatif aux attributions du Conseil-d'État, et au nombre des membres qui le composeront.

Des deux questions qui ont le plus préoccupé les esprits en France dans le cours de janvier, l'une a reçu sa solution par la nomination de M. Boulay (de la Meurthe) à la vice-présidence de la République. La seconde, qui est relative à la dissolution de l'Assemblée nationale, est encore pendante et contribue à entretenir une certaine agita-

tion dans la capitale. De tous les points du territoire il arrive des pétitions demandant cette dissolution. Les Montagnards s'en indignent et multiplient leurs protestations. D'une autre part, l'accord qui semble exister entre le président de la République et les membres de son ministère n'existe plus entre celui-ci et l'Assemblée nationale. Ce sont là des symptômes qui ne sont guère de nature à rendre la situation plus calme et plus rassurante.

Quelques journaux ont soulevé la question d'intervention dans les affaires d'Italie. Elle a été de leur part l'objet de discussions contradictoires. En fait, nous la croyons plus avancée à l'étranger qu'en France. L'Autriche, le roi de Naples, l'Espagne et le Portugal manifestent des dispositions qui ne laissent aucun doute à cet égard. Nous, les héritiers de Charlemagne, abandonnerons-nous son œuvre à la démagogie romaine? c'est ce que l'avenir nous apprendra. Du reste, plusieurs correspondances de Rome s'accordent à dire que Pie IX refuse l'intervention étrangère, et qu'il désire que ses sujets, éclairés par l'expérience, le rappellent d'eux-mêmes dans ses États.

Un projet relatif à la création de trois évêchés dans les colonies françaises est en ce moment présenté par le gouvernement à l'approbation du Saint-Père. Nous croyons savoir que tel est à-peu-près le plan de ce projet : les trois évêchés seraient établis : à la Martinique, à Saint-Denis (île de la Réunion) et à Saint-Louis de Sénégal. A chacun des évêchés seraient attachés deux vicaires-généraux, l'un résidant près de l'évêque, l'autre administrant la partie la plus éloignée du diocèse. Ainsi, dans les Antilles, l'un des vicaires-généraux resterait à la Martinique et l'autre à la Guadeloupe.

—Un des plus grands scandales du régime de juillet a été, sans contredit, l'expulsion des religieuses hospitalières d'Avignon. Jamais déni de justice ne fut plus flagrant et plus opiniâtre; jamais plus insolent oubli des convenances les plus vulgaires, jamais ingratitude plus noire et plus cruelle, animosité plus impitoyable et plus aveugle ne déconsidéra, ne souilla une administration publique. Grâce à Dieu, ce scandale vient d'être réparé. Le nouveau conseil municipal est revenu sur cette affaire. Il a chargé une commission spéciale de l'examen. Cette commission vient de produire un rapport dont les conclusions, adoptées à l'unanimité par le conseil, prononcent la rentrée des sœurs hospitalières de Saint-Joseph.

—M. de Falloux est, à bon droit, regardé comme la personnification de la liberté d'enseignement: aussi son entrée dans le ministère est-elle une garantie donnée à l'opinion publique touchant la solution de cette importante question. Un des premiers actes de ce ministre a été de nommer deux commissions chargées de préparer les projets de lois sur l'instruction primaire et sur l'instruction secondaire. La

première de ces commissions était composée de MM. Poulain de Bossay, Cuvier, Michel, Armand de Melun, Henri de Riancey, Cochin, Buchez, l'abbé Sibour, Roux-Lavergne, de Montreuil, Peupin et Alexis Chevalier, secrétaire.

La seconde, c'est-à-dire, celle pour l'instruction secondaire, était composée de MM. Cousin, Saint-Marc-Girardin, Dubois, Dupanloup, Janvier, Laurentie, Bellaguet, Freslon, de Montalembert, Corne, de Corcelles, Fresneau et Housset, secrétaire.

Ces deux commissions, qui avaient l'une et l'autre pour président M. le ministre de l'instruction publique, ont été réunies en une seule, et la présidence en a été déférée à M. Thiers. MM. Corne et Buchez ont donné leur démission.

—Nous n'avons point à parler ici des pétitions innombrables dont l'Assemblée nationale est assaillie. En voici une cependant sur le compte de laquelle nous ne saurions nous taire, parce qu'elle est de nature à exciter la réprobation de tous les honnêtes gens. Il s'agit d'une demande ayant pour but d'organiser l'enseignement de l'athéisme. Cette cynique proposition a été repoussée, il faut le dire, par un ordre du jour énergique. Mais cela ne suffit pas. Ce n'est pas la première fois que le pétitionnaire a abusé de la patience de l'Assemblée. N'y aurait-il pas lieu de renvoyer la pétition au ministre de la justice, pour qu'il soit fait une enquête sur l'odieux pétitionnaire qui, tout porte à le croire, se cache sous un nom qui n'est pas le sien?

—L'appel fait à la charité de la population catholique de France continue à porter ses fruits; les quêtes et souscriptions du denier de Saint-Pierre s'enregistrent de toutes parts, et déjà plusieurs sommes sont parties de divers diocèses pour Gaëte. Nous ferons ultérieurement connaître le relevé de ces souscriptions.

—Mgr. le cardinal Dupont, archevêque de Bourges, vient d'arriver à Paris, appelé par le gouvernement. Le cardinal partira sous deux jours pour Gaëte, où se trouve Mgr. le cardinal Giraud. Mgr. l'évêque de Montpellier est également arrivé dans la Capitale.

—L'assassin du malheureux comte Rossi a été empoisonné à Viterbe, par la même main qui lui compta douze mille écus pour payer l'assassinat consommé. On a voulu se débarrasser d'un scélérat dont les révélations auraient pu démasquer ceux qui l'armèrent du poignard.

On parle aussi de la mort du meurtrier de Mgr. Palma, secrétaire des lettres latines de Sa Sainteté Pie IX.

—Une importante question est enfin sur le point d'être résolue en Espagne par le projet de loi présenté par le ministère pour la dotation du clergé. Ce projet établit pour le Clergé trois sources de revenus dont la plus importante et la plus certaine est une espèce de dîme perçue par le clergé lui-même sur tous les revenus fonciers et le bétail. Ce qui sera payé ainsi pour la dotation sera réduit des cotes de la contribution foncière perçue par le gouvernement, de

manière à ce que les propriétaires ne se trouvent pas frappés d'un double impôt. Le total de la dotation du clergé s'élèvera environ à 38 millions de francs.

—Voici une nouvelle qui prouve que le vieux fanatisme musulman fait place à des idées plus libérales, dans l'esprit du gouvernement de la Sublime Porte : On écrit de Constantinople que le sultan a publié un firman qui accorde aux chrétiens le droit de parvenir aux dignités de pacha et de visir.

—La commission chargée de préparer la loi électorale ne considère pas les ecclésiastiques qui touchent un traitement de l'Etat comme des fonctionnaires publics, et en conséquence ne leur applique pas le principe de l'incompatibilité avec le mandat de représentant.

— On lit dans les journaux américains : « Le steamer *Martha-Washington* est arrivé à Louisville avec 43 moines trappistes venant de France. Arrivés du Hâvre à la Nouvelle-Orléans en trente jours, par le navire *Brunswick*, ils se sont réembarqués aussitôt sur le *Martha-Washington* pour le Kentucky. De notre ville ils se sont dirigés vers Bardstown, où ils possèdent 14,000 acres de terrain. Ils manifestent l'intention de s'établir définitivement dans cet endroit. Il y a parmi eux six prêtres qui paraissent des hommes supérieurs. Ils sont très-austères dans leurs mœurs et très-industrieux. Ils emportent avec eux toutes sortes d'instruments, de fruits, de fleurs, de semences et tout ce qui est nécessaire pour établir une colonie dans les déserts du Kentucky.

—Le gouvernement a demandé vendredi à l'Assemblée nationale la fermeture des clubs. Cette mesure, que tous les honnêtes gens appelaient de leurs vœux, a provoqué le lendemain quelques rassemblements qui se sont formés sur les boulevards, dans le quartier latin et dans les environs du Palais-Législatif. Pendant le cours de M. Lherminier, qui semble aussi devoir être un sujet de troubles pour les agitateurs, sept à huit cents étudiants et ouvriers signèrent une protestation aux cris de : *A bas les Jésuites* ! *A bas Falloux* ! *A bas les ministres* ! Cette colonne a été dispersée en arrivant au Palais de l'Assemblée. Ces rassemblements ont donné lieu à un certain mouvement de troupes. Quelques arrestations ont été faites, mais d'ailleurs tout paraît être aujourd'hui rentré dans l'ordre.

Nouvelles d'Italie.

Les événements de Rome prennent tous les jours plus de gravité. Rien n'arrête plus le parti démagogique ; la ville éternelle est véritablement menacée des horreurs les plus épouvantables, si Dieu n'arme bientôt le bras des grandes Puissances pour étouffer ce foyer d'incendie qui est prêt à tout détruire. Pie IX en est venu aux dernières mesures que lui fournit son autorité spirituelle. Il a consenti à l'excommunication. Sa voix, qui avait été jusque-là si méconnue,

a enfin trouvé de l'écho. Cet acte lui a valu, dans les rues de Rome et de la part de quelques sicaires soudoyés, de nouveaux outrages. Mais cet essai de saturnales n'est qu'une hideuse exception. Il n'y a eu dans les masses ni mépris, ni injures, ni dédain pour l'excommunication du 1er janvier. Il y a eu douleur chez tous et remords chez beaucoup. L'impression produite est telle, que s'il y avait eu un seul homme d'action dans la ville cette semaine, le pape serait peut-être à cette heure-ci rentré au Quirinal.

Les élections de la Constituante, qui avaient été fixées au 21 de ce mois, sont, écrit-on de Rome, probablement ajournées faute de votants, quoique les ministres, pour atténuer l'effet de la protestation du pape, aient établi à Rome et dans les provinces un comité de salut public, avec la mission de rechercher ceux qui tenteraient, directement ou indirectement, d'empêcher la convocation des colléges électoraux. Quel sera le terme de ces événements ? Il est bien difficile de le prévoir. Mais il faut le dire, ils affligent plus l'homme politique que le chrétien. Il n'y a rien à redouter pour la papauté. Il faut tout craindre pour la liberté de l'Italie. C'est la destinée de la papauté, comme du catholicisme, d'être attaquée ou méconnue ; elle ne peut pas périr. La liberté de l'Italie peut s'éteindre dans les excès d'une démagogie sans règle et sans frein. La tiare brille à Gaëte du même éclat qu'au milieu des pompes du Vatican, et si la couronne du prince s'est brisée au front de Pie IX, le pontife n'a jamais paru plus grand et plus auguste que depuis qu'il a reçu cette solennelle consécration de l'ingratitude et du malheur, et qu'il a montré au monde chrétien avec quelle sérénité d'âme et quelle majesté il savait porter l'une et l'autre.

— On mande de Rome : « Comme quelques feuilles ont cru pouvoir affirmer sans réserve que désormais toutes les affaires ecclésiastiques sont transportées à Gaëte, nous pensons qu'il n'est pas inutile d'ajouter ici quelques renseignements sur une matière si importante, pour la gouverne des administrations diocésaines. Ainsi nous renouvelons l'avis que les congrégations ecclésiastiques n'ont pas fermé leurs bureaux ; elles expédient les affaires déjà ouvertes, elles reçoivent les demandes qui leur sont de nouveau présentées.

« Le cardinal Castracane reste chargé de la pénitencerie ; le cardinal Bianchi, préfet de la discipline régulière, a reçu la signature des rits et indulgences ; Mgr d'Andréa, archevêque de Mélitène, est chargé de la congrégation du concile ; celle des évêques et réguliers est confiée à Mgr Luciardi, secrétaire ; la signature des brefs a été donnée à Mgr Picchioni, substitut du secrétariat ; la Daterie continue à fonctionner sous la direction de Mgr Barbolani, sous-dataire ; la chancellerie est confiée à M. Gioja, régent, et aux prélats abréviateurs qui y sont attachés ; la propagande est dirigée par Mgr Bernabo, secrétaire ; la congrégation des affaires ecclésiastiques extra-

ordinaires n'a pas été suspendue ; Mgr Corboli, secrétaire, a reçu des pouvoirs pour les affaires purement ecclésiastiques.

« Il n'y a que la secrétairerie-d'État qui ait été transférée à Gaëte.»

Actes du Saint-Siége.

Consistoires secrets tenus à Gaëte.

CONSISTOIRE SECRET DU 11 DÉCEMBRE.

Sa Sainteté Pie IX a proposé dans ce consistoire les églises suivantes :

L'église métropolitaine d'Avignon pour Mgr Debelay, transféré de l'église épiscopale de Troyes.

L'église métropolitaine de Santa-Severina pour le R. D. Montalcini, près de la congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

L'église épiscopale de Fulda pour le R. D. Kœtt, prêtre du diocèse de Strasbourg.

L'église épiscopale de Terni pour le R. D. Magrini, prêtre du diocèse de Rimini.

L'église épiscopale de St-Jacques de Capoverde pour le R. D. Patrice-Xavier de Moura, curé et vicaire forain dans le diocèse de Lisbonne.

L'église épiscopale de Bruges pour le R. D. Malou, prêtre de ce diocèse et professeur de théologie à l'Université de Louvain.

L'église épiscopale de Troyes pour le R. D. Cœur, prêtre du diocèse de Lyon, docteur en théologie, chanoine et vicaire-général de Paris.

L'église épiscopale de Digne pour le R. D. Meirieu, vicaire-général de Digne.

L'église épiscopale de Pignerol pour le R. D. Renaldi, prêtre du diocèse de Turin et docteur en théologie.

L'église épiscopale de Gallipolis pour le R. D. Moccia, prêtre du diocèse d'Oria et examinateur pro-synodal du clergé de ce diocèse.

L'église épiscopale de Gallelly-Noro pour le R. D. Marongico, prêtre, docteur en théologie et chanoine théologal du diocèse d'Iglesias.

L'église épiscopale de Conversano pour le R. D. Mucedola, prêtre, curé dans le diocèse de San-Severo.

CONSISTOIRE SECRET DU 22 DU MÊME MOIS.

Dans ce consistoire ont été proposées :

L'église métropolitaine de Sorrente pour Mgr Léon Giampa, transféré de l'église archiépiscopale de Conza.

L'église métropolitaine de Conza, à laquelle est annexée l'administration perpétuelle de l'église épiscopale de Campagna, pour le R. D. Joseph Fappalardo, chanoine, professeur d'histoire ecclésiastique.

L'église métropolitaine de Lanciano, à laquelle est annexée l'administration perpétuelle de l'église épiscopale d'Ortona, pour le R. D. Jacques De Vicentiis, chanoine et pro-vicaire-général de l'église métropolitaine de Chieti.

L'église métropolitaine de Trani, à laquelle est annexée l'administration perpétuelle de l'église épiscopale de Bisceglia, pour le R. D. Joseph de Bianchi Dottulai, de la famille des marquis de Montrone, chanoine de la métropole de Naples et docteur en théologie.

L'église métropolitaine de Palmyre *in partibus infidelium* pour Mgr Joseph Marie da Silva Torres, transféré de l'église archiépiscopale de Goa.

L'église épiscopale d'Alife et Telese, unies canoniquement, pour le R. D. Gennaro di Giacomo, prêtre du diocèse de Naples, curé et chanoine de cette métropole.

L'église épiscopale de Venosa, pour le R. D. Antonio-Michel Vaglio, prêtre du diocèse de Nardo, archiprêtre, curé et docteur en théologie.

La longueur de la Constitution, que nous n'avons pas voulu scinder, nous a forcés à supprimer un excellent article sur les libertés et les servitudes de l'Église, que nous devons à M. Alexandre Guillemin, l'un des membres de notre Conseil de jurisprudence, et que nous publierons dans notre prochain numéro.

Table des Matières.

Avant-propos. Pages 5

LOIS ET ACTES DU GOUVERNEMENT. — Constitution du 4 novembre 1848. 7

—Arrêté relatif à l'administration du personnel des cultes dans les colonies. 18

JURISPRUDENCE. — Abus ecclésiastique. — Exercice du culte. — Conseil de fabrique.—Diffamation. 19

—Fabrique.—Commune.— Presbytère.— Indemnité de logement.— Nouvel arrêt du Conseil-d'Etat. 20

SOLUTIONS.—Translation de l'exercice du culte d'une église dans une autre.—Formalités.—Droits des fabriques relativement au transport des objets servant au culte, etc. *Ibid.*

—Sonneur.—Nomination. 24

ADMINISTRATION FABRICIENNE.—Travaux des marguilliers pendant le mois de février. ibid.

CHRONIQUE. — Travaux du comité des cultes.— Nomenclature des décrets votés dans le mois.—Faits divers.—Nouvelles d'Italie. —Actes du Saint-Siége, etc., etc. 25 à 32

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

Des Libertés et des Servitudes de l'Église gallicane.

Depuis trop longtemps l'orthodoxie du royaume très-chrétien se trouve placée en regard d'une législation rarement amie, souvent hostile, et toujours ombrageuse; et, il faut en faire l'aveu, le désaccord des lois civiles et des lois canoniques, en France, remonte encore plus haut que nos troubles révolutionnaires. Les Parlements avaient mis à l'index de leur jurisprudence presque tous les actes de la cour de Rome; il sembla que le roi était leur souverain pontife, jusqu'au jour où leur révolte contre l'autorité royale couronna leur hostilité contre les papes. Ils avaient ainsi creusé à deux mains l'abîme qui les engloutit.

Malheureusement encore, la même prévention contre la plus sainte des autorités leur a survécu; et pourtant, quels gages de paix, d'ordre et de bonheur, l'unité catholique ne donne-t-elle pas aux gouvernements temporels? Jamais donc un système de défiance et de haine contre l'Église n'aurait dû trouver place et moins encore prendre racine dans les Codes français.

La doctrine décorée du nom de *Libertés de l'Église gallicane* a un double tort, en la forme et au fond.—En la forme, elle met injustement le Saint-Siége en état de suspicion légale.—Au fond, tandis qu'elle fait grand bruit des *libertés*, elle garde le silence sur les *servitudes* du Clergé de France. Ces deux reproches lui furent adressés à une époque où elle avait ému toute la catholicité, et par un gallican qu'elle ne saurait récuser, par le savant abbé Fleury, qui, dans son mémorable discours sur les *Libertés de l'Église gallicane*, s'exprime ainsi: « Mais il faut dire la vérité, « ce ne sont pas seulement les étrangers et les partisans de la « cour de Rome qui ont affaibli la vigueur de l'ancienne disci- « pline et diminué nos libertés; les Français, les gens du roi, « ceux-là même qui ont fait sonner plus haut ce nom de liberté, « y ont donné de rudes atteintes en poussant les droits du roi « jusqu'à l'excès, en quoi l'injustice de Dumoulin est insuppor- « table. Quand il s'agit de censurer le Pape, il ne parle que des « anciens canons; quand il est question des droits du roi, aucun « usage n'est nouveau ni abusif; et lui, et les jurisconsultes qui « ont suivi ses maximes, inclinaient à celles des hérétiques mo- « dernes, et auraient volontiers soumis la puissance, même spi- « rituelle de l'Église, à la temporelle du prince. Cependant, ces « droits exorbitants du roi et des juges laïques, ses officiers, ont

« été un des motifs qui ont empêché la réception du Concile de « Trente. »

Fleury signale ensuite la déplorable extension des *appels comme d'abus*. « Car les Parlements, dit-il, reçoivent toujours « ces appellations ; sous ce prétexte, examinent les affaires « dans le fond, et ôtent à la juridiction ecclésiastique ce qu'ils « ne pourraient lui ôter directement. Il y a quelques Parlements « dont on se plaint qu'ils font rarement justice aux évêques. « D'ailleurs le remède n'est pas réciproque. Si les juges laïques « entreprennent sur l'Église, il n'y a point d'autre recours qu'au « conseil du roi, composé de juges laïques, nourris dans les « mêmes maximes des Parlements. Ainsi, quelque mauvais « Français réfugié hors du royaume pourrait faire un traité *des* « *servitudes de l'Église gallicane*, comme on en a fait *des libertés* « et ne manquerait pas de preuves (1). »

Un siècle s'est écoulé depuis ces justes doléances, et la nouvelle législation de la France n'a fait qu'aggraver le mal.

Il est donc utile, il est nécessaire de vérifier à la lumière de l'orthodoxie les prétendues libertés et les déplorables servitudes de l'Église gallicane, et sans dénier à la loi civile sa force extérieure, il sera permis de signaler ses erreurs et ses vices, afin d'en provoquer en temps opportun la révision.

Tandis qu'un *auteur de palais* (2), comme l'aurait nommé Fleury, affiche un esprit de dénigrement contre le Saint-Siége dans l'étude du droit canonique, peut-être convient-il qu'une autre voix venant aussi du barreau explique ce même droit dans un esprit de soumission à l'Église, en face des lois qui la persécutent, et qui dès-lors appellent une essentielle réforme.

Les rébellions gallicanes ont apparu, ou du moins se sont développées au temps du grand schisme.

Confessons qu'elles avaient de nombreux prétextes. Jamais *la nécessité* des scandales et des hérésies, pour l'épreuve des cœurs fidèles et pour la confusion des cœurs pervers, n'avait répondu avec tant d'éclat aux paroles qui l'ont prophétisée.

Chose effrayante ! après avoir été assoupi dans un concile, le schisme renaissait dans un autre concile, et les pères de Constance, qui avaient si bien mérité de l'univers catholique, laissaient eux-

---

(1) *Opuscules de Fleury*, Paris, 1818 (Adrien Leclère). Le discours entier y est rectifié sur le manuscrit même de l'auteur.

(2) M. Dupin.

mêmes dans quelques-uns de leurs actes, des germes de nouveaux troubles et de nouvelles tempêtes.

Alors, la papauté, si déplorablement compromise et si merveilleusement sauvée, sauva elle-même la catholicité ; en vain quelques sessions des conciles, devenues des conciliabules, essayèrent une séditieuse permanence, en votant leur convocation quinquennale, septennale et décennale (1). La puissance monarchique du chef de l'Eglise resta inébranlable au milieu des écueils ; et le Concile de Trente, le seul œcumémique depuis trois siècles, la laissa en possession de sa prérogative suprême.

On comprend les paroles d'un catholique. A Dieu ne plaise que nous cessions d'être soumis de cœur et d'âme à tous les décrets véritablement *conciliaires*, comme à toutes les saintes doctrines de l'Eglise ! Mais, de l'aveu du gallicanisme et surtout de la trop fameuse pragmatique de Bourges elle-même, les empiètements du Concile de Bâle, agissant en dehors de l'autorité papale, étaient alors menaçants, et elle y voyait une cause ou une occasion périlleuse de perpétuer les Conciles généraux et d'absorber ainsi l'autorité du Siége apostolique : *Causam seu occasionem perpetuandi generalia concilia et absorbendi auctoritatem sedis apostolicæ, etc.*

Et cependant, là se trouve le secret des premières hostilités gallicanes. C'est pourquoi nous devons préliminairement étudier et fixer, comme prolégomènes indispensables, les notions orthodoxes sur la puissance respective des Papes et des Conciles.

Pour l'Eglise de France comme pour toutes les fidèles Eglises, la première question est, en effet, de savoir jusqu'où s'étend la puissance du chef visible de l'Eglise universelle. Cette question

---

(1) Frequens generalium conciliorum celebratio agri dominici præcipua cultura est, quæ vepres, spinas et tribulos hæresium, errorum et schismatum extirpat, excessus corrigit, deformata reformat, et vineam Domini ad frugem fertilitatis adducit : illorum verò neglectus præmissa disseminat atque fovet. Hæc præteritorum temporum recordatio et præsentium consideratio ante oculos nostros ponunt.

Quapropter hoc edicto perpetuo sancimus, decernimus atque ordinamus ut amodò generalia concilia celebrentur. Ita quòd primum a fine hujus concilii in quinquennium immediatè sequens : secundum verò a fine illius immediate sequentis concilii in septennium : et deinceps de decennio in decennium perpetuè celebrentur in locis quæ summus pontifex, per mensem ante finem cujuslibet concilii, approbante et consentiente concilio, vel in ejus defectum, ipsum concilium deputare et assignare teneatur, ut sic per quamdam continuationem semper aut concilium vigeat, aut per termini pendentiam expectetur. (*Concil. Constant.* Sess. XXXIX.)

capitale se trouve posée devant un siècle qui, trop souvent incrédule, comprend du moins la logique de la foi.

Or, nous lisons dans l'Evangile ces paroles sorties de la bouche de Jésus-Christ :

« Vous êtes Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise; et les « portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle (1). »

Et encore :

« Pierre, m'aimez-vous ?... Paissez mes agneaux... paissez mes « brebis (2). »

« Pierre, j'ai prié pour vous afin que votre foi ne défaille point ; « et, quand vous serez converti, affermissez vos frères (3). »

La primauté de saint Pierre et des successeurs de saint Pierre, primauté de droit, est donc d'institution divine. Quiconque en doute, est hérétique : *Dubius in fide, infidelis est.*

Le Pape est sur la terre le représentant de Dieu, le vicaire de Jésus-Christ; il est le pasteur universel, le pasteur suprême, pasteur des agneaux et des brebis, pasteur des pasteurs, comme du troupeau, pasteur de l'Eglise-mère, comme de toutes les Eglises qui en sont pour ainsi dire les filles et qui ne font avec elle qu'une seule et même Eglise.

Il suit de là que le gouvernement de l'Église est essentiellement monarchique. Les conciles délibèrent et jugent dans les circonstances solennelles où ils sont convoqués; le Pape gouverne et gouverne seul. Un auteur français, Edmond Richer, ancien ligueur, avait émis des propositions subversives de ce principe, dans son *Traité de la puissance ecclésiastique et politique*, et il fut condamné en France aussi formellement qu'à Romo.

Mais le Pape est-il infaillible en matière de foi et quand il prononce *ex cathedrâ ?*

Notre première réponse, c'est le témoignage de vingt siècles. Durant tout le cours de cette longue carrière, plus de deux cent cinquante Papes ont gouverné l'Eglise, et jamais l'hérésie n'a pu s'asseoir dans la chaire de saint Pierre.

Deux souverains pontifes, Libère et Honorius, ont seuls été en butte aux accusations ennemies de l'infaillibilité doctrinale.

Libère, d'abord confesseur de la foi, aurait un moment cédé aux souffrances, en signant la condamnation de saint Athanase; mais le triomphe passager de la persécution équivaut-il à une adhésion volontaire de la victime ? Et d'ailleurs, Libère a fini aussi sainte-

---

(1) Matt. XVI-18. — (2) Joan. XXI-16 et 17. — (3) Luc. XXII-32.

ment qu'il avait commencé. Ce n'est point ici le lieu de discuter à fond les monuments historiques, il suffit de fixer les résultats. Rappelons donc que Libère a été justifié par saint Athanase lui-même, et qu'il a été salué comme *bienheureux* par saint Basile, saint Ambroise et plusieurs autres Pères de l'Église.

Quant à Honorius, loin d'avoir embrassé l'erreur des monothélites, il les a lui-même repris aussitôt que leur doctrine lui parut entièrement expliquée; aussi les plus graves auteurs font observer que ce Pape mourut en possession du Saint-Siége, que sa cendre reposa avec honneur au Vatican, que ses images continuèrent à briller dans l'Église et son nom dans les Diptyques sacrés; qu'un saint l'a préconisé depuis comme un homme divin, et que nonobstant sa regrettable correspondance avec Sergius, le huitième concile général déclara que la pure doctrine avait été invariablement enseignée sur le Siége apostolique.

On peut donc redire ici ces belles paroles du cardinal de la Luzerne sur la prière de Jésus-Christ en faveur du prince des Apôtres :

« Elle s'étend sur tous les siècles, cette prière du divin Sauveur : son effet s'est continué jusqu'à nous, il se perpétuera tant que le christianisme subsistera. *Jamais la foi de saint Pierre, conservée dans ses successeurs, n'a défailli; jamais elle ne défaudra.* Cette chaire, plus inébranlable que la roche du Capitole sur laquelle elle est posée, ne manquera jamais à l'Église. Malgré les efforts des ennemis de Dieu, elle subsistera autant que le monde ; malgré les erreurs des hérésies et les divisions des schismes, elle conservera constamment et présentera à l'univers la doctrine qu'elle reçut de Jésus-Christ. Si, dans quelques occasions très-rares, ce soleil qui répand sur la terre la lumière de la foi a paru pendant peu d'instants offusqué d'un nuage, ç'a été pour en ressortir immédiatement après plus étincelant et pour dissiper par son éclat les vapeurs qui avaient pu l'obscurcir. La chute momentanée de Libère, *l'équivoque de mots* qui avait séduit Honorius, n'ont été que des éclipses passagères qui l'ont fait reparaître plus brillant que jamais, et dans lesquelles il a semblé reprendre une force nouvelle et une plus vive lumière. Toujours Pierre, promptement converti, a confirmé dans la foi ses frères, et a ramené à la vérité par ses instructions, par son autorité à l'unité, ceux qui s'étaient égarés (1). »

Alex. Guillemin,
Avocat à la Cour d'appel, docteur en droit.

La suite à la prochaine livraison.

---

(1) Considérations sur la Passion.

Constitution de 1848.

Discussions auxquelles a donné lieu, dans le sein de l'Assemblée nationale, l'article 7 de la Constitution, relatif à la liberté religieuse, à la protection due aux cultes, et au traitement du clergé. (Séance du 19 septembre 1848.)

En rapportant la Constitution de 1848 dans son entier, nous avons cru remplir le vœu de tous nos lecteurs, parce que, cet acte réglant les nouvelles destinées de la France, il n'est personne qui ne sente la nécessité de l'avoir continuellement sous la main pour le consulter au besoin. La connaissance, en effet, n'en est pas moins utile aux ecclésiastiques qu'aux laïcs. Les ecclésiastiques sont citoyens comme les autres, et comme eux ils sont appelés à prendre part à l'administration de la chose publique.

Nous publions aujourd'hui des documents d'un intérêt plus direct pour la religion et ses ministres. Nous voulons parler des discussions auxquelles l'art. 7 de la Constitution a donné lieu dans le sein de l'Assemblée nationale. Ces discussions sont fort importantes à connaître, car elles peuvent être considérées comme l'expression de l'état des esprits des hommes politiques de nos jours, touchant les affaires religieuses, et à ce titre, nous ne saurions nous dispenser de les consigner dans notre bulletin.

L'article 7 de la Constitution, dont on peut lire la teneur dans notre livraison de janvier, page 9, est relatif à la liberté religieuse, à la protection due aux cultes, et au traitement du clergé. La commission avait proposé de le rédiger ainsi : « Chacun professe librement sa religion et reçoit pour son culte une égale protection. — « Les ministres des cultes reconnus par la loi ont seuls droit à recevoir un traitement de l'État. »

C'est sur ce projet que la discussion s'est engagée. Il n'a pas été présenté moins de six amendements sur cet article. Le premier est de M. Pierre Leroux, qui a proposé de le réduire à ces mots : « Chacun professe librement sa religion. »

Voici, d'après le *Moniteur*, comment l'honorable représentant développe son amendement :

Citoyens représentants, je ne suis point partisan de la distinction absolue du spirituel et du temporel, autrement dit, de la séparation de l'Église et de l'État ; car cette séparation n'est pas conforme, selon moi, à l'unité vers laquelle doit tendre le genre humain. Mais, puisque nous sommes dans un temps où cette division de la religion et de la politique s'est emparée de tous les esprits, puisque vous vous efforcez d'effacer ce qui, dans les expressions les plus simples et les plus claires, peut, de près ou de loin, rappeler la religion, je désire que vous soyez conséquents avec vous-mêmes et que vous admettiez dans toute son étendue cette séparation de l'ordre politique et de l'ordre religieux ; je pense que vous ne pouvez entrer dans un système de compromis qui aurait ce double et fâcheux résultat de faire taxer l'État d'hypocrisie et de jeter de la défaveur sur l'Église.

Or, je vous demande si, en proclamant, d'une part, la liberté des cultes, c'est-à-dire en déclarant l'État indépendant de tous les cultes, qu'il s'en-

gage seulement à protéger, en reconnaissant toutefois, d'autre part, un privilége pour *certains cultes*, dont les ministres seraient salariés par l'État, on ne donne pas lieu au compromis auquel je fais allusion.

Voyez, en effet, comment est conçu l'article de la Constitution sur lequel j'ai proposé mon amendement : « Art. 7. Chacun professe librement sa religion et reçoit pour son culte une égale protection. — Les ministres des cultes reconnus par la loi ont seuls droit à recevoir un traitement de l'État. »

Quels sont donc ces cultes qui, suivant l'art. 7, sont reconnus par la loi ? De quelle loi veut-on parler ? Il n'est qu'une loi qui jusqu'ici ait privilégié certains cultes, et cette loi, c'est le Concordat. Personne n'ignore cependant jusqu'à quel point le Concordat est une œuvre d'hypocrisie, l'œuvre d'un gouvernement entre les mains de qui la religion fut uniquement un moyen de gouverner. (Rumeurs.)

Le citoyen Charles Dupin. Je demande la parole.

Le citoyen Pierre Leroux. Les Chartes de 1815 et de 1830 confirmèrent le Concordat par des raisons politiques du même ordre. Des hommes que l'esprit de l'Évangile n'inspira jamais, qui ne comprenaient ni Dieu ni humanité, et ne voyaient dans la société humaine que des individus sans lien, et placés par le hasard dans des conditions bonnes ou mauvaises, inférieures ou supérieures ; des hommes, enfin, pour lesquels le gouvernement de la société n'était qu'un maniement d'affaires, devaient regarder les ministres de tous les cultes, et principalement ceux du culte catholique, comme ils regardaient les nombreux employés de leur ordre administratif. L'État ne croyait pas à la religion, n'était pas religieux; mais sa politique lui commandait de se faire un instrument de la religion. Les hommes d'État disaient alors de la religion ce qu'ils disaient du travail : La religion est un frein, laissons la religion au peuple.

Citoyens représentants, serait-il digne de la République française de marcher sur les traces du gouvernement de l'ex-roi Louis-Philippe ? Les prêtres de certains cultes seront-ils encore initiés aux tendances du *système*, comme on disait naguère, et engagés par leur condition de mercenaires à faire aboutir ces tendances ! Toujours réduits à prôner le présent comme parfait et immuable, perdant tout idéal au contact de leurs maîtres temporels, seront-ils encore forcés d'accepter le rôle subalterne d'instruments dans les mains de l'État ?

Peu de temps avant la Révolution, des voix amies conseillaient au clergé de France de secouer le joug honteux sous lequel il gémissait, et conjuraient l'État de lui rendre la croix de bois en place de la croix d'or. Un esprit de liberté se faisait jour parmi les ministres du culte catholique. J'espère que cet esprit a grandi depuis ce temps, et qu'il se fera jour avec plus d'éclat encore au sein même de cette Assemblée.

Mais, citoyens représentants, comprenez ceci : c'est que, si l'abolition du salaire des prêtres importe à l'affranchissement de l'Église, la même abolition n'importe pas moins à l'indépendance de l'État. Cela doit paraître contradictoire. Cela n'est que la conséquence d'une position fausse et sans sincérité. L'Église et l'État ne recueillent, de rapports qui ne sont point basés sur la foi commune, qu'un esclavage réciproque. Cette grande lutte de l'Université et du clergé, voyez-vous dans l'art. 7 de la Constitution un moyen d'y mettre une fin ? Oui, répondra-t-on, puisque la Constitution proclame, en outre, la liberté de l'enseignement. Mais cela ne veut pas dire, apparemment, que l'État renonce à son droit d'enseigner. Eh bien, puisque l'État n'a point de religion, le voilà forcé, pour enseigner la religion aux enfants, d'appeler à lui les docteurs du catholicisme, c'est-à-dire tout le clergé catholique. Il en résulte que ce clergé se trouve de fait, sinon de droit, le clergé d'une religion admise par l'État, puisque l'État, qui le salarie, a besoin de son aide spirituelle. Comment alors ne prétendrait-il pas avoir la haute direction de l'enseignement, et n'aspirerait-il pas à remplacer l'Université ? A mon sens, tant que les ministres catholiques seront salariés par l'État, leurs réclamations, eu égard à l'enseignement, seront fondées.

Quoi ! la religion catholique est, en fait, la religion dominante du pays

en fait cette religion est admise par l'État à titre de privilégiée, et ses ministres n'auraient pas la direction de l'enseignement public! Mais cela est tout-à-fait inconséquent! Qui donc a plus le droit d'enseigner que la religion? Si vous voulez sortir de cette difficulté, abolissez le salaire des prêtres ou proclamez l'État catholique.

Mais, citoyens, quelles seraient donc les hautes raisons de décider en faveur de l'art. 7 de la Constitution et de rejeter mon amendement? Aurait-on en vue, par hasard, d'être agréable aux nombreux fidèles qui pratiquent les cultes reconnus par le Concordat, ou se ferait-on un devoir d'aider au maintien du catholicisme et du protestantisme officiel, comme étant les expressions les plus avancées de la religion? Dans le premier cas, je ferai remarquer qu'il ne s'agit pas ici de plaire à la majorité des citoyens sans tenir compte des intérêts de la minorité, et qu'il y a là une question d'équité naturelle à résoudre.

S'il est juste, légitime, indispensable, de faire contribuer par l'impôt tous les citoyens indistinctement et sans exception au maintien de la société civile, vis-à-vis de laquelle tout citoyen est nécessairement engagé, il est au contraire souverainement injuste et irrationel de prélever pour le soutien d'une Eglise particulière un impôt sur la généralité des citoyens, ce qui fait peser la charge et sur les citoyens qui ne suivent les pratiques d'aucun culte et sur ceux qui ont des cultes étrangers au protestantisme officiel et au catholicisme.

J'ajouterai que, loin de servir à la religion, c'est-à-dire à un fond divin et éternellement progressif, on empêche son développement, on se rend complice de sa pétrification, de son ensevelissement dans les vieilles formes. Qu'importe que toute la face de la France soit couverte d'églises, et que le moindre hameau ait son prêtre? Cela ne prouve rien en faveur de la religion, car cela ne prouve pas une interprétation plus avancée des dogmes et des mystères. Quel progrès voulez-vous que puisse faire une religion dont les ministres sont enchaînés par des liens tout matériels? Eh! qui sait d'ailleurs, les temps sont peut-être venus d'une nouvelle phase, d'une nouvelle époque pour la religion! Le scepticisme du monde en général, et le scepticisme de l'État en particulier, et votre scepticisme à vous qui cherchez en vain un principe de certitude, n'a peut-être pas d'autre cause que l'avénement prochain de cette nouvelle phase. Comment cette phase viendra-t-elle si vous ne proclamez l'indépendance absolue de tous les cultes, la liberté des sectes, et si vous ne les réalisez en faisant à tous les cultes et à toutes les sectes des conditions égales vis-à-vis de l'État?

Ne salariez aucun culte, et par-là mettez la vérité au concours. Vous avez en France des catholiques, des protestants, des juifs; parmi les protestants, plusieurs communions qui n'appartiennent ni à la Confession d'Augsbourg, ni à l'Eglise réformée de Calvin. Vous avez, de plus, des sectes nouvelles issues de la philosophie! Que toutes ces sectes, régies par les mêmes lois de liberté, soient soumises aux mêmes chances matérielles d'existence et de durée, n'aient d'autre appui moral et intellectuel que celui qu'elles puiseront en elle-mêmes et dans leur degré de vérité.

Car voyez ce qui arrivera si vous en décidez autrement. Nous retomberons, à cet égard, dans l'état où nous étions sous la monarchie; nous verrons se renouveler les proscriptions contre les sectes religieuses; nous serons de nouveau soumis à cette jurisprudence qui proscrivait des communions protestantes en se fondant sur ce qu'elles n'étaient pas *reconnues par la loi*. Ai-je besoin de rappeler l'inique arrêt de la Cour d'Amiens contre les protestants baptistes, et l'inique arrêt de la Cour de cassation confirmant la dispersion des mennonites, expulsés du lieu de leur réunion par un commissaire de police? Voilà ce qui se passa sous la monarchie, et je déclare que je vis alors avec chagrin le protestantisme officiel ne point protester contre cette violation de la liberté des cultes.

Le citoyen Coquerel. Il a protesté; j'ai dressé moi-même la protestation.

Le citoyen Pierre Leroux. Le principe du protestantisme supérieur à toutes les questions qui divisent les sectes protestantes, c'est la tolérance. Luther, Zwingle, Arminius, OEcolampade, Calvin, ne s'accordent pas et ne

s'excluent pas pour cela absolument les uns les autres. Aussi trouve-t-on les mennonites depuis longtemps établis dans toute l'Allemagne, en Hollande, en Angleterre; n'est-il donc pas étrange qu'on leur interdise la manifestation de leur culte en France, dans la patrie de Montaigne, de Voltaire, de Rousseau et de Montesquieu, qui, certes, étaient des protestants d'une autre trempe, et après le dix-huitième siècle, dans un pays régi par des lois dites de liberté? Une secte qui politiquement est si peu à craindre qu'elle se trouve vivre en sécurité dans les États despotiques du Nord, une secte qui religieusement est d'accord ou peu s'en faut avec tout le protestantisme officiel de France, cette secte, parce qu'elle porte le nom de mennonite, au lieu de s'appeler calviniste ou luthérienne, ne pourrait avoir d'église en France?

Ah! il est temps qu'un pareil état, indigne de la France, indigne de la religion, indigne des ministres des cultes qui jusqu'ici ont vécu du monopole, cesse et ne se renouvelle plus. Nous avons voulu écrire en tête de notre Constitution que nous adoptions la République, pour conserver à la France l'initiative du progrès et le poste le plus avancé de la civilisation. Si, après réflexion, nous avons supprimé ce programme, certes, ce n'est pas à dire que nous voulions rester en arrière de tous les peuples libres. Eh bien! sur ce point de la liberté des sectes, nous ne pouvons pas rester en arrière des États-Unis, sans abandonner complétement le programme que nous avions eu l'intention de proclamer. Pour nous élever au degré de liberté de ces Etats, nous n'avons, dans la position où nous sommes, qu'un moyen, c'est de voter l'abolition du salaire des prêtres de tous les cultes.

Le citoyen Coquerel. Je demande la parole pour un fait personnel. (Oh! oh! — Réclamations diverses. — Bruit.) — Je viens seulement, dit l'honorable représentant, en peu de mots, relever une assertion inexacte de l'honorable préopinant qui descend de la tribune. Les arrêts de la Cour de cassation et de la Cour royale d'Amiens qu'il a rappelés ont été en effet le sujet d'une protestation que j'ai rédigée moi-même et qui a été signée par tous les pasteurs des deux églises de Paris.

Le protestantisme officiel, comme l'honorable préopinant l'a appelé, n'a jamais voulu de la liberté pour lui seul; il l'a toujours voulue pour tout le monde et pour toutes les communions. (Très-bien! très-bien!)

Le citoyen Lherbette. (Aux voix! aux voix!) Messieurs, j'ai demandé la parole, moins contre l'amendement de M. Pierre Leroux qu'à l'occasion de cet amendement, lorsque M. le président a annoncé qu'il existait sur cet article cinq ou six amendements. Des questions nombreuses peuvent être soulevées, et ont été de tout temps soulevées à l'occasion des diverses religions qui peuvent être ou n'être pas reconnues par l'État.

Ces questions touchent au sentiment le plus élevé, le plus respecté chez l'homme. Je viens défendre la rédaction de la commission; je viens défendre le principe qu'elle a posé; s'il vous semble réellement évident qu'il y ait lieu à l'adopter sans discussion... (Oui! oui! — Aux voix!)

Le citoyen président. L'amendement de M. Pierre Leroux est-il appuyé? (Non! non! — Oui!)

Le citoyen Vivien. La question de salaire va venir sur un amendement spécial.

Le citoyen Lherbette. Pardon! l'amendement de M. Pierre Leroux consiste à demander la suppression du salaire des cultes.

Le citoyen Vivien. Il y a un amendement spécial.

Le citoyen Lherbette. Si la chambre aime mieux réserver la discussion pour un amendement spécial, je parlerai à ce moment, ou je ne parlerai pas, comme elle voudra.

Le citoyen président. Je dois prévenir que le deuxième paragraphe de l'article a donné lieu à plusieurs amendements dans lesquels vient, en effet, la question du traitement du clergé. Mais sur la première partie de cet article, il n'y a que l'amendement de M. Pierre Leroux. Cet amendement ayant été appuyé, je le mets aux voix.

(L'amendement est rejeté.)

Le citoyen président. Les autres amendements conservent tous la rédac-

tion du premier paragraphe de la commission ; par conséquent, je vais le lire et le mettre aux voix :

« Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection. »

Le citoyen Bouzique. La rédaction que j'ai proposée est différente ; je demande la parole.

Le citoyen président. La rédaction de la commission commence ainsi :

« Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection. »

M. Bouzique propose de dire :

« Chacun professe librement la religion qui convient à ses croyances, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection. »

Voix nombreuses. Mais c'est la même chose !

Le citoyen Bouzique. Du tout. Je demande à expliquer mon amendement.

Le citoyen président. M. Bouzique a la parole pour expliquer la différence qu'il trouve entre sa rédaction et celle de la commission.

Le citoyen Bouzique. Si l'on ne voyait que le texte de l'article, je comprendrais qu'il fût pris par tout le monde dans un sens unique. Mais si l'on se reporte aux antécédents de la question, si l'on veut voir, par exemple, que le paragraphe est pris textuellement dans les anciennes chartes constitutionnelles, on acquerra la preuve que cependant, nonobstant les chartes constitutionnelles, on ne permettait à personne d'élever une nouvelle église, d'embrasser un nouveau culte.

On vous a cité tout à l'heure des arrêts de la Cour d'Amiens, des arrêts de la Cour de cassation, qui proscrivaient les nouveaux cultes qui voulaient s'établir ; c'est pour ces motifs seulement que je tenais à faire préciser quel était le sens de ces mots : « chacun professe librement sa religion ». Si on les entend en ce sens que chacun peut professer non-seulement sa religion d'origine, mais encore une religion nouvelle, dans le cas où ses convictions religieuses viendraient à changer, je n'ai pas d'objections à faire.

Plusieurs membres. C'est incontestable.

Le citoyen Bouzique. Sous la monarchie, on l'entendait tout autrement, et cependant l'article est pris dans la Charte constitutionnelle. Voici ce qu'on disait dans ce temps-là :

La religion de l'individu, disait-on, c'est celle dans laquelle il est né, il a été élevé ; c'est par suite de cette interprétation qu'on poursuivait devant les tribunaux les Eglises nouvelles qui voulaient s'établir ; c'est par suite de cette interprétation qu'on interdisait l'adoption d'Eglises nouvelles. Mais s'il est entendu que ces mots « Chacun professe librement sa religion » s'appliquent non-seulement à la religion dans laquelle on est né, mais à la religion qu'on embrasserait ultérieurement, si bon semblait...

Le citoyen Fayet. Cela n'est pas douteux.

Le citoyen Bouzique. Alors je n'ai plus d'objections à faire.

Le citoyen président. Après ces explications, M. Bouzique ne persiste pas dans son amendement. Je mets donc aux voix le premier paragraphe de l'article.

(Le premier paragraphe est mis aux voix et adopté.)

Le citoyen président. Voici le deuxième paragraphe :

« Les ministres des cultes reconnus par la loi ont seuls droit à recevoir un traitement de l'État. »

Le citoyen Bourzat a la parole sur le deuxième paragraphe.

Le citoyen Bourzat. Mon amendement est conçu de manière à être substitué à l'article proposé par la commission. Pour que l'Assemblée le connaisse, il faut qu'elle me permette de le lire :

« Chacun professe librement sa religion et obtient pour l'exercice de son culte une égale protection.

« L'exercice public des cultes est soumis aux lois et règlements jugés nécessaires au maintien de l'ordre et de la paix publics.

« Aucune communauté ou congrégation religieuse ne pourra s'établir que dans les formes et sous les conditions déterminées par une loi spéciale d'autorisation. Cette loi ne devra être rendue que sur le vu et après la publication des statuts de la communauté ou congrégation.

« Les ministres des cultes actuellement reconnus ont seuls droit à un traitement de l'Etat. Les ministres des cultes qui seront reconnus à l'avenir ne pourront recevoir de traitement qu'en vertu d'une loi de révision de la constitution. »

L'amendement que j'ai l'honneur de présenter a un triple objet. Son premier objet tend à soumettre l'exercice public des cultes aux lois et règlements jugés nécessaires au maintien de l'ordre et de la paix publics. Son second objet ne permet l'établissement des communautés ou congrégations religieuses que dans les formes et sous les conditions déterminées par une loi spéciale.

Enfin le troisième objet de mon amendement est de déclarer que les ministres des cultes qui seront reconnus à l'avenir ne pourront recevoir de traitement qu'en vertu d'une loi de révision de la constitution.

Je m'occupe d'abord du premier objet de mon amendement.

La liberté de conscience est illimitée ; mais, lorsque le culte n'est plus intime, lorsque le culte se manifeste par la parole, par la cérémonie, par les rites, lorsque le culte devient public, c'est un fait matériel ; ce fait se lie à l'ordre, à la morale ; l'Etat est donc en droit d'intervenir. La loi protége les cultes, elle les protége tous au même titre ; elle doit donc prévenir et réprimer les conflits qui pourraient survenir entre les cultes. Sous ce point de vue encore, la loi, le magistrat politique sont en droit d'intervenir.

Tel culte a son chef à l'étranger ; une question religieuse recèle souvent une question politique ; une question religieuse n'est souvent qu'une question politique. Sous ce point de vue encore l'Etat est en droit d'intervenir.

La première partie de mon amendement se trouve donc justifiée.

Je passe à la seconde partie, celle où je juge nécessaire une loi d'autorisation pour l'établissement d'une congrégation.

Une congrégation, citoyens, c'est une société secondaire dans la grande société. Cette société peut lier ses membres par des vœux perpétuels ; elle peut les lier au mépris de l'autorité paternelle ; elle peut leur imposer une obéissance passive à un chef étranger. Une congrégation peut avoir une organisation militaire, elle peut avoir une organisation politique ; elle peut nier toute espèce de pouvoir civil ; elle peut ne reconnaître qu'un pouvoir spirituel, et vouloir que ce pouvoir spirituel, non-seulement domine dans les choses saintes, mais encore dans les choses temporelles. Une congrégation peut avoir des maximes immorales, grandir en influence, en richesses ; et, lorsque le moment impérieux de la supprimer sera venu, on ne pourra le faire qu'avec les plus puissants efforts. L'établissement d'une congrégation peut donc être un danger pour l'individu, pour la famille, pour la société.

Sous tous ces rapports donc, l'État est en droit d'exiger qu'on lui donne connaissance des institutions, des constitutions, du gouvernement de la société. Tels étaient, citoyens, les principes admis par notre ancien droit public ecclésiastique.

Nous dira-t-on qu'à cette époque il y avait un culte dominant ou exclusif ? mais ces principes étaient aussi admis au temps du Consulat, de l'Empire, après la révolution de Juillet, et, à cette époque, il n'y avait ni religion de l'Etat, ni culte dominant et exclusif. C'est que les ordres religieux ne sont pas de l'essence de la religion, c'est que les ordres religieux ne sont pas d'institution divine ; ils sont d'institution humaine, et le devoir du membre de la congrégation doit toujours fléchir devant le devoir du citoyen ; c'est que, prêtre ou laïque, catholique ou non, adoptant un culte ou les protégeant tous, le magistrat politique est toujours en droit de veiller à la sûreté publique ; c'est que les limites de son pouvoir ne sont que dans la nécessité sociale, c'est qu'il y a ici une question d'ordre, et que les questions d'ordre sont toujours des questions temporelles, et que les questions temporelles, pour emprunter le langage du droit public ecclésiastique, ne sont jamais du domaine de Dieu, mais toujours du domaine de César.

Je dois maintenant, citoyens, m'occuper de la troisième partie de mon amendement.

Qu'une loi soit nécessaire pour allouer un traitement aux ministres des cultes qui seront reconnus à l'avenir, cela, je crois, est un point incontes-

table. Il s'agit, en effet, de la création d'une dépense en dehors de toute spécialité et de toute prévision. Une loi est donc nécessaire.

J'avais cru qu'une loi de révision de la constitution était aussi nécessaire, mais quelques amis m'ont fait observer que c'était bien plutôt une mesure organique; que la réunion d'une Assemblée constituante pour une pareille question serait peut-être un embarras. Je ne résous donc pas la difficulté, je la livre à la haute sagesse de l'Assemblée nationale.

Si l'on ne veut pas une loi de révision de la constitution, il suffira d'effacer les mots de mon amendement : *loi de révision de la constitution.*

Je persiste toujours dans mon amendement.

Le citoyen président. L'amendement de M. Bourzat est-il appuyé ? (Non! non ! — Oui !)

Le citoyen Charles Dupin a la parole pour le combattre. (Aux voix ! aux voix ! — L'amendement n'est pas appuyé.)

Le citoyen Charles Dupin. Il y a une question de premier ordre qui est soulevée, et que vous allez avoir à décider tout à l'heure. Il ne s'agit plus du premier paragraphe, vous l'avez voté; il ne peut s'agir que du deuxième paragraphe, du paragraphe relatif aux salaires.

Les citoyens Vivien et Dufaure. Il y a un amendement spécial là-dessus.

Le citoyen Charles Dupin. Je ne conçois pas qu'on gêne de cette manière-là la liberté. (Aux voix l'amendement!)

Le citoyen Dufaure. La question viendra tout à l'heure.

Le citoyen président. Je dois prévenir l'Assemblée qu'en effet, sur la question des salaires, il y a un amendement de M. Lavallée qui pose la question de la manière la plus précise. Il est ainsi conçu :

« Nul ne peut être forcé à contribuer aux dépenses d'aucun culte. La République n'en salarie aucun. »

La question de salaire est donc là posée nettement; je mets seulement aux voix l'amendement de M. Bourzat.

Quelques membres. La division !

Le citoyen président. Je vais consulter l'Assemblée paragraphe par paragraphe.

(Les trois paragraphes de l'amendement du citoyen Bourzat sont successivement mis aux voix et rejetés.)

Le citoyen président. Nous passons à l'amendement de M Lavallée, qui est ainsi conçu :

« Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'aucun culte. La République n'en salarie aucun. »

Le citoyen Flocon. Je demande la parole pour la position de la question.

Le citoyen président. Parlez.

Le citoyen Flocon. Citoyens représentants, lorsque j'ai demandé la parole sur l'amendement de M. Bourzat, je l'ai demandée, il est vrai, trop tard ; le vote était déjà engagé. Cependant, pour moi et pour beaucoup de mes amis, le vote aurait été plus facile si nous avions pu dire que, sans préjuger le principe qui était posé, et qui était mis en discussion devant l'Assemblée, nous avions à voter sur l'utilité de le faire entrer dans le projet de constitution. Voilà l'observation que je voulais faire au moment où j'ai demandé la parole sur le second paragraphe. Il est donc entendu que l'Assemblée n'a pas voté sur le principe en ce moment, mais sur l'utilité de le faire entrer dans le projet de constitution. (Oui ! oui ! — Très-bien !)

Le citoyen président. Je dois déclarer que c'est également le sentiment de la commission.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Jurisprudence.

ÉTABLISSEMENT RELIGIEUX.—LEGS.—FIDEICOMIS.—NULLITÉ.

Un legs fait à une personne dénommée, pour être employé au profit d'un établissement religieux de bienfaisance non autorisé, peut être

déclaré nul, comme fait au profit de cet établissement lui-même. Vainement, dans ce cas, soutiendrait-on que le legs est fait bien moins à l'établissement qu'aux personnes qui doivent y être admises. Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi, par appréciation des faits et circonstances, échappe sous ce rapport à la censure de la Cour de cassation (1).

(Arnold.—C. héritiers de Montblanc.)

Le 3 avril 1841, Mgr de Montblanc, archevêque de Tours, avait fait un testament dans lequel se trouvait la disposition suivante : « Je donne et lègue à M. l'abbé Pasquier la somme de 20,000 fr. pour sa petite communauté de la Purification et pour ses orphelins et ses orphelines ; et je me recommande particulièrement à ses prières et saints sacrifices de la messe.»

Un codicile du 6 avril 1841 ajoute : « Je donne aussi 10,000 fr. de plus, tant pour la petite communauté de la Purification que pour les orphelins et orphelines ; c'est à M. l'abbé Pasquier que je désire que l'on remette cette somme que je laisse pour cet établissement. »

Enfin, il était dit dans un autre codicile : « Quant aux différents legs que j'ai faits aux communautés qui ne sont pas reconnues, quoique j'aie nommé une ou deux personnes, comme pour celles de mesdames les Carmélites et M. Pasquier, mon intention est que ces legs soient pour leur établissement. »

Mgr de Montblanc est décédé le 28 décembre 1841 ; l'abbé Pasquier le suivit de près, et mourut à son tour le 21 juin 1842, laissant un testament par lequel il léguait à l'abbé Arnold les 30,000 fr., qui faisaient l'objet des deux legs de l'archevêque de Tours, à la charge d'employer cette somme selon les intentions exprimées par Mgr de Montblanc.

L'abbé Arnold demanda alors aux héritiers de Montblanc la délivrance de ces deux legs ; mais ceux-ci s'y refusèrent, en se fondant sur ce que ces legs étaient nuls comme faits au profit, non de l'abbé Pasquier personnellement, mais au profit d'établissements de charité ou d'utilité publique qui, n'ayant pas été autorisés, n'avaient aucune existence légale.

---

(1) Il a été jugé par un arrêt de la Cour de Grenoble, du 17 août 1847, rapporté dans le journal de jurisprudence de cette Cour, dans un sens opposé à l'interprétation ci-dessus, que le legs fait à une personne déterminée, pour soutenir un établissement de religieuses institutrices (une école de jeunes filles, sise à Beaurepaire), ne contenait ni substitution, ni disposition au profit d'une congrégation religieuse ou d'un établissement d'utilité publique, alors qu'il était reconnu, en fait, que cet établissement n'avait aucune existence propre et indépendante, qu'il ne subsistait que par la volonté du légataire, qui en était le fondateur et le directeur, lequel y faisait donner l'enseignement, à ses frais, par trois religieuses d'une congrégation autorisée.

4 février 1845, jugement du tribunal de Tours, qui déclare l'abbé Arnold mal fondé dans sa demande.

Appel, et le 3 avril 1846, arrêt de la Cour royale d'Orléans qui confirme. Cet arrêt considère en substance, que le testament entier de l'archevêque de Tours révèle chez le testateur la volonté de consacrer en bonnes œuvres et en œuvres pieuses les sommes qu'il avait acquises durant son séjour en Angleterre, et qui lui étaient advenues pendant ce séjour; que dès lors il est tout naturel d'induire que, donnant à l'abbé Pasquier, pour un établissement religieux et charitable, dont celui-ci était le directeur, le testateur a entendu donner non à la personne, mais à l'établissement même; que cette induction est d'autant plus fondée, qu'après avoir donné, par le testament du 3 avril 1841, à l'abbé Pasquier 20,000 fr., tant pour sa petite communauté de la Purification que pour les orphelins et orphelines, il a ajouté, par son codicile, fait quatre jours plus tard, qu'il donnait 10,000 fr. de plus pour les objets dont s'agit, en exprimant que la somme laissée pour l'établissement fût remise à l'abbé Pasquier; que si, dans des circonstances qui ne sont pas celles de la cause, un legs conçu dans de pareils termes peut être réputé fait au profit personnel du légataire, il résulte de ce qui précède que telle n'a pas été la pensée de l'archevêque, relativement au legs fait à l'abbé Pasquier, qu'il n'a considéré que comme son exécuteur testamentaire; —que le legs aux orphelins et orphelines n'a pas été fait à des personnes certaines et déterminées, ayant des droits distincts à une fraction quelconque de la somme léguée; qu'il a été fait au profit d'un être moral et collectif, et constituant un établissement d'utilité publique qui, aux termes de l'art. 910 du Code civil, doit être autorisé pour être capable de recevoir.

Pourvoi en cassation par l'abbé Arnold : 1° pour violation des art. 912, 1002, 1014 et 1044 du Code civil, et des autres règles sur la matière des legs, par suite d'une fausse application des art. 1025 et 1032 du même code, et des dispositions qui régissent les mandats testamentaires, en ce que la Cour royale a jugé que les legs faits par l'archevêque de Tours n'étaient pas faits à l'abbé Pasquier personnellement, mais aux établissements qui devaient en profiter, bien qu'en réalité ces legs constituassent des dispositions modales, c'est-à-dire des dispositions faites en faveur de l'abbé Pasquier, légataire à la charge d'en faire un usage déterminé, de telle sorte que ces legs étaient valables, quelle que fût d'ailleurs l'incapacité prétendue des établissements d'utilité publique ou de bienfaisance au profit desquels ils devaient tourner.

2° Pour excès de pouvoir, violation des art. 902, 967, 1002, 1014, 1044 et suiv. du Code civil, et faussse application de l'art. 910 du même code, en ce que la Cour royale a jugé que les établissements charitables gratifiés par l'archevêque de Tours étaient incapables de recevoir, bien que la gratification s'adressât moins aux établissements

eux-mêmes qu'aux personnes qui s'y trouvaient, tels que les orphelins et orphelines.

ARRÊT.

La Cour : — Attendu, sur le premier moyen, qu'il s'agissait en premier lieu, devant la Cour royale, de savoir si le legs de 30,000 fr. contenu aux testament et codiciles de l'archevêque de Tours, avait été fait au profit personnel de l'abbé Pasquier ou au profit des établissements de charité dont celui-ci était directeur ; que cette question d'interprétation de la volonté du testateur, qui était du domaine exclusif de la Cour royale, a été décidée par elle d'après les termes des actes et circonstances de fait qui ont accompagné et suivi la confection du testament ; que sous ce rapport, la décision dont s'agit n'est pas susceptible d'être attaquée par la voie de la cassation ;

Attendu, sur le deuxième moyen, que les juges du fond ayant une fois reconnu que l'intention de l'archevêque de Tours avait été de gratifier uniquement les établissements charitables dirigés par l'abbé Pasquier, il ne restait plus qu'à examiner si les dites maisons de la Purification des orphelins et orphelines devaient être rangées parmi les établissements d'utilité publique, qui, d'après l'art. 910 du Code civil, à défaut d'autorisation du gouvernement, sont incapables de recevoir par testament ; qu'en attribuant ce caractère aux maisons dont il s'agit, la Cour royale n'a fait qu'user du droit qui lui appartient exclusivement d'apprécier les faits de la cause, et que la conséquence qu'elle a tirée de ces faits, loin d'être en opposition avec la loi en matière de dispositions testamentaires, en est, au contraire, la juste application ; — Rejette, etc.

Arrêt de la Cour de cassation du 15 *novembre* 1847.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — PORTES ET FENÊTRES. — CURÉS. — PRESBYTÈRES.

Le curé qui dessert à la fois les églises de deux communes, ayant chacune un presbytère, ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle.

(Affaire Renard.)

Au nom du peuple français, — nous, membres de la Commission du pouvoir exécutif, etc. ; — Vu la requête présentée par le sieur Renard, curé desservant de Biencourt et de Ribeaucourt, ladite requête tendant à l'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture de la Meuse, du 19 novembre 1846, qui a maintenu la taxe des portes et fenêtres ouverte au nom de ce contribuable, pour 1846, dans le rôle de Ribeaucourt, à raison des ouvertures du presbytère de cette commune ; — Vu les lois des 4 frimaire an VII et 21 avril 1832 ; — Considérant que les ecclésiastiques logés gratuitement dans les propriétés communales servant de presbytère ne sont imposables à la contribution des portes et fenêtres que pour la partie desdits presbytères servant à leur habitation personnelle ; qu'il résulte de l'ins-

truction que le sieur Renard dessert à-la-fois les églises de Biencourt et de Ribeaucourt; qu'il a son domicile dans la première de ces communes, et que le presbytère de Ribeaucourt ne sert pas à son habitation personnelle; que, dès-lors, c'est à tort que le conseil de préfecture a maintenu le requérant au rôle de la contribution des portes et fenêtres de ladite commune;

Art. 1er. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Meuse, du 19 novembre 1846, est annulé.

Art. 2. Décharge est accordée au sieur Renard de la contribution des portes et fenêtres à laquelle il a été imposé, en 1846, dans la commune de Ribeaucourt, pour les ouvertures du presbytère de ladite commune.

Arrêt du conseil d'État, du 22 juin 1848.

Questions proposées.

Les fabriques qui reçoivent des subventions communales, doivent-elles fournir au conseil municipal à l'appui de leur demande en subvention d'autres pièces que leur compte et leur budget?

Sur la fin de l'année dernière, une difficulté s'est élevée entre la fabrique de la cathédrale de Toul et le conseil municipal de cette ville, relativement au traitement d'un vicaire que la commune paie depuis longtemps. Se fondant sur le décret du 30 décembre 1809, la fabrique a pensé qu'elle ne devait à la commune que la production du compte de 1847 et le budget de 1849. Celle-ci, au contraire, a prétendu que la fabrique lui devait donner non-seulement ces deux pièces, mais encore le budget de 1847 à 1848, plus un devis des bancs que ladite fabrique se propose de faire confectionner, et enfin toutes les pièces à l'appui de ses comptes. Elle ajoutait même que c'était à elle aussi bien qu'à la fabrique d'apurer et d'approuver les comptes du trésorier.

Sans admettre dans son intégralité la prétention élevée par la commune de Toul, nous croyons qu'elle est fondée en droit, en ce qui concerne la production des pièces justificatives, et que la fabrique doit lui fournir toutes celles qui lui sont demandées et qu'il est en son pouvoir de donner.

En effet, d'après les dispositions littérales du décret du 30 décembre 1809, les conseils municipaux n'étaient point appelés à connaître des comptes des fabriques; on ne leur communiquait que les budgets pour justifier de l'insuffisance de leurs revenus (art. 93). Quant aux comptes, une copie seulement devait être déposée à la mairie, conformément à l'art. 89. Mais depuis la loi du 18 juillet 1837, d'autres règles ont été prescrites. En maintenant la production du budget pour justifier de l'insuffisance des revenus de la fabrique, cette loi non-seulement a imposé l'obligation de mettre les comptes

sous les yeux du conseil municipal (art. 30, § 14), mais encore a voulu que ce conseil exprimât son avis sur le budget, le compte et la gestion de la fabrique.

Par suite, on a conclu que ce conseil devait être éclairé suffisamment pour exprimer son avis, et que, si la production des comptes ne suffisait pas pour cela, il avait le droit de demander les pièces justificatives à l'appui : un avis du conseil d'État du 20 novembre 1839 a décidé la question dans ce sens, et une circulaire ministérielle du 16 janvier 1840 a donné aux préfets des instructions pour établir cette jurisprudence. Toutefois, il est à remarquer que les conseils municipaux ne peuvent infirmer (c'est une disposition expresse de la circulaire) l'approbation qu'aurait donnée pour certaines dépenses l'autorité diocésaine, dont la décision doit être respectée.

On peut donc dire, en résumant les dispositions des actes que nous venons de citer, que les fabriques qui produisent leurs comptes et budgets pour réclamer une subvention de la commune ne sont pas obligées de joindre de suite les pièces justificatives ; qu'elles y sont tenues, si le conseil municipal, voulant être éclairé davantage, leur en fait la demande ; qu'enfin dans aucun cas, la délibération de ce conseil ne peut avoir pour résultat d'infirmer l'approbation que l'évêque aurait donnée à des dépenses faites et aux comptes arrêtés.

Maintenant, pour ce qui regarde la prétention émise par la commune de Toul qu'il lui appartient aussi bien qu'à la fabrique d'apurer les comptes du trésorier, il y a évidemment erreur. Aucune disposition de loi n'a consacré une pareille faculté en faveur des communes. La loi du 18 juillet 1837 les appelle à donner leur avis sur ces comptes, quand elles sont obligées de payer quelque subvention à la fabrique, parceque dans ce cas elles ont intérêt à savoir comment sont employés les deniers de la fabrique ; mais le droit de donner son avis sur un compte n'a jamais emporté celui d'apurer ou d'approuver ce compte. Ce droit a été conféré au conseil de fabrique par le décret du 30 décembre 1809, et cette législation n'a point encore été changée.

Nous estimons donc, d'après cet exposé succinct des règles du droit sur la matière, que le conseil municipal de Toul n'est nullement compétent pour apurer les comptes de la fabrique, mais que cependant il est fondé à lui demander toutes les pièces qu'il croit de nature à pouvoir éclairer son vote dans l'allocation qu'il est tenu de payer à ladite fabrique. (*Consultant*, M. George, curé de la cathédrale de Toul.)

Terrain appartenant à la fabrique. — Abandon d'une partie à la commune pour la construction d'une maison d'école. — Prétention tuelle de la commune.

M. le curé de Parigny (Manche) nous expose qu'il y a près de dix

ans, le conseil municipal de sa commune a pris sur un terrain appartenant à la fabrique, du consentement de ladite fabrique, une superficie de cinq ares pour la construction d'une maison d'école. Aujourd'hui, il est question d'envahir une nouvelle portion de ce terrain. Le consultant nous demande si le conseil municipal est fondé dans sa prétention, et si la fabrique n'a pas quelque moyen d'y résister.

L'envahissement dont la paroisse de Parigny est menacée est un de ceux dont un grand nombre de fabriques ont à se plaindre. Il semble aux yeux de certains conseils municipaux que les propriétés fabriciennes sont toujours à la disposition des communes. Les biens des fabriques, quelle que soit leur origine, sont cependaut distincts des biens communaux ; ils sont affectés à l'église, à son entretien, au service du culte, à toutes les dépenses qu'il nécessite. Ils ne peuvent être détournés de leur affectation, du moins sans l'accomplissement des formalités légales. Dans tous les cas, ils ne sauraient être envahis par les communes malgré les fabriques, et nous engageons bien celles-ci à ne jamais lâcher prise, parce qu'elles ont pour elles le droit et la justice. Les actes législatifs et réglementaires sur ces matières ne laissent d'ailleurs aucun doute à cet égard. La question s'est présentée souvent pour le presbytère et le jardin y attenant. Nous trouvons, à la date du 3 nivôse an XI, un rapport de Portalis, dans lequel ce magistrat, sans rejeter d'une manière positive une demande en distraction d'une partie d'un presbytère, conclut à ce qu'aucune demande de ce genre ne soit admise par l'autorité gouvernementale, qu'après que l'évêque diocésain a été consulté sur la convenance de cette distraction. L'ordonnance royale du 3 mars 1825 adopta complétement ce système, en décidant de son côté qu'aucune distraction des parties même superflues des presbytères ne pourrait être faite sans l'autorisation du roi et d'après l'avis de l'évêque et du préfet. C'est cette règle qui a été constamment suivie sous l'administration du gouvernement de Juillet. Or, il s'agissait de propriétés communales, car les presbytères et les jardins y attenant sont, à tort ou à raison, nous examinerons plus tard la question, considérés comme appartenant aux communes, à moins qu'il ne soit établi par les fabriques qu'elles les ont fait construire de leurs propres deniers. La loi, en prescrivant ces formalités pour une propriété communale qui a reçu une destination spéciale, a montré par là combien elle respectait cette destination, et combien elle désirait qu'on la respectât. C'est cet esprit de la loi que les administrations locales ne connaissent pas toujours suffisamment et au-dessus duquel elles croient pouvoir s'élever impunément.

Au reste, ce que nous venons de dire ne peut s'appliquer aux biens propres des fabriques. Ces biens n'en sont point encore arrivés à subir le sort des presbytères et des jardins presbytéraux ; les fabriques, aux termes des lois et règlements, en ont la propriété incommutable. Elles n'en peuvent être privées que comme tout particu-

lier, c'est-à-dire pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

D'après ces considérations, nous estimons que, dans l'espèce proposée par le consultant, la fabrique ne peut être contrainte à céder une nouvelle portion de son terrain qu'après que l'utilité publique aura été dûment déclarée, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Le maire, l'adjoint, un conseiller municipal peut-il être nommé trésorier de la fabrique?

D'après la jurisprudence suivie à l'administration des cultes, le maire ne doit pas être nommé marguillier. Or, il résulte de là qu'il ne peut pas être appelé à remplir les fontions de trésorier, puisque celui-ci, suivant l'art. 19 du décret du 30 décembre 1809, doit toujoujours être pris parmi les membres du bureau. Cette incompatibilité vient spécialement de la surveillance que le maire doit exercer, dans l'intérêt de la commune, sur la gestion des revenus de la fabrique; et comme le bureau des marguilliers, et particulièrement le trésorier, sont chargés de cette administration, quelle que fût la place que pourrait y occuper le maire, il serait toujours tenu, en sa qualité d'administrateur communal, de contrôler des opérations auxquelles il aurait pris part avec les autres marguilliers. Les principes généraux posés par la loi du 15 octobre 1794 sont contraires à la réunion de ces fonctions. (Voy. dans ce sens deux lettres du ministre des cultes, en date des 25 décemb. 1831, et 28 décemb. 1833, citées dans le *Traité de l'Administration du Culte calholique*, par M. Vuillefroy.)

La même solution devrait, par les mêmes motifs, être appliquée à l'adjoint, qui est souvent appelé à remplacer le maire.

Il en devrait être de même pour le conseiller municipal, car il y a parité de motifs; mais ce serait peut-être trop multiplier les incompatibilités, qui sont de droit étroit, et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre; il y a, du reste, une autre raison pour ne point exclure le conseiller municipal; c'est que, s'il arrivait, comme cela se présente dans quelques localités, que les membres de la fabrique fussent uniquement choisis parmi les membres du conseil municipal, la fabrique serait dans l'impossibilité de trouver un trésorier. Ce résultat est inadmissible, et il en faut conclure que le conseiller municipal, qui est entré dans le bureau, est apte à remplir les fonctions de trésorier.

La question a également été soulevée à l'égard des curés. Nous ne connaissons aucune décision administrative qui l'ait résolue. L'ancienne jurisprudence leur défendait d'accepter cette place (Voy. arrêt du parlement de Rouen, du 8 mars 1736). La nouvelle législation n'a point reproduit cette prohibition d'une manière caté-

gorique; mais, en décidant qu'une des clefs de l'armoire à trois serrures sera remise au curé, une autre au trésorier, l'auteur du décret du 30 décembre 1809, nous semble avoir voulu que les curés ne remplissent pas les fonctions de ce comptable. Dans tous les cas, nous croyons que MM. les ecclésiastiques agiront toujours très-sagement en évitant, autant que possible, de se charger des deniers de la fabrique. Ils empêcheront par là, selon la remarque fort judicieuse de M. Affre, des soupçons souvent injurieux pour le ministère sacerdotal, et des débats toujours fâcheux.

On a demandé encore si la loi permet à une fabrique de rétribuer annuellement son trésorier. Aucune loi ne le défend; mais nulle part cela n'a lieu. Les fonctions de trésorier sont partout exercées gratuitement. Au surplus, celui-ci ne peut prélever de son chef aucun salaire sur le montant des perceptions par lui faites. C'est ce qui résulte formellement d'une décision ministérielle du 15 juin 1811, à laquelle nous donnons une entière adhésion.

Service du saint sacrifice de la messe. — Sacristain.— Charge de la fabrique.

Le soin de pourvoir l'église d'un servant de messe est dévolu au curé à la nomination duquel sont tous les serviteurs d'église, dans les paroisses rurales; mais c'est à la fabrique qu'incombe la charge de le payer, et celle-ci ne saurait s'y refuser, puisqu'un servant de messe, qu'il soit enfant de chœur ou sacristain, est d'une indispensable nécessité pour assister le prêtre à l'autel.

ADMINISTRATION FABRICIENNE.

Travaux des marguilliers pendant le mois de mars.

Dans notre livraison de janvier, nous avons cru devoir rappeler que MM. les trésoriers de fabriques avaient à s'occuper, pendant le mois de février, de la préparation de leur compte annuel. Aux termes de l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, ce compte doit être présenté, avec les pièces justificatives, au bureau des marguilliers, dans la séance du mois de mars. Cette séance tombe, cette année, le 4 mars.

Ce compte doit comprendre les recettes et les dépenses qui ont été faites pendant le cours de l'année qui vient d'expirer, c'est-à-dire depuis le 1^er^ janvier 1848 jusqu'au 31 décembre de la même année. La forme dans laquelle il doit être dressé est indiquée par les art. 82 et suivants du décret que nous venons de citer.

Quant aux pièces justificatives qui doivent accompagner le compte, on ne peut en donner ici la nomenclature, parce qu'elles varient nécessairement selon la nature de chaque opération; mais le tréso-

rier doit, en général, communiquer toutes celles qui établissent que les opérations portées dans son compte ont été réellement et régulièrement faites.

Au moment où le trésorier remet son compte et les pièces à l'appui aux marguilliers, le président ou l'un d'eux doit lui donner un récépissé de cette remise, conformément à la prescription de l'article 85 précité. MM. les marguilliers procèdent immédiatement à l'examen de ce compte et préparent leur rapport, qui doit être fait au conseil de fabrique dans la séance du dimanche de *Quasimodo*.

Après l'examen du compte présenté par le trésorier, il y a lieu par les marguilliers de s'occuper, dans la même séance de mars, de la préparation du budget. C'est une règle établie par la loi, que le budget des fabriques, comme celui de toutes les administrations publiques, doit être voté une année à l'avance. Ils arrêteront donc le budget de 1850, celui de 1849 ayant été réglé l'année dernière et étant en cours d'exécution depuis le 1er janvier. MM. les curés savent quelle est leur obligation à cet égard. Ils doivent, d'après l'art. 45 du décret du 30 décembre 1809, présenter chaque année au bureau des marguilliers un état par aperçu des dépenses nécessaires à l'exercice du culte, soit pour les objets de consommation, soit pour réparation et entretien d'ornements, meubles et ustensiles d'église. Cet état, après avoir été, article par article, approuvé par le bureau, est porté en bloc sous la désignation de *dépenses intérieures* dans le projet de budget : le détail de ces dépenses est annexé audit projet.

La forme des budgets de fabriques n'a point été prévue par la loi ; par conséquent les marguilliers sont libres d'adopter celle qui leur convient. Dans plusieurs diocèses, des modèles ont été donnés par les évêques ; nous ne pouvons qu'applaudir à cette mesure, et engager les conseils de fabrique à les suivre.

Réclamations en matière de contributions. — MM. les marguilliers doivent encore examiner, dans le courant de mars, s'ils n'ont point quelques réclamations à faire relativement aux contributions imposées sur les biens de la fabrique. Si l'émission du rôle a été fixé au premier janvier, comme cela arrive presque toujours, le délai pour ces réclamations expire définitivement le 31 mars.

Les réclamations doivent être adressées, en forme de pétition, soit au préfet du département, soit au sous-préfet de l'arrondissement dans l'étendue duquel le contribuable est imposé. Il n'est pas nécessaire qu'elles soient écrites sur papier timbré, si elles n'ont pour objet qu'une cote moindre de trente francs. Mais s'il s'agit d'une cote excédant cette somme, elles sont assujetties au droit du timbre. Il faut, dans tous les cas, y joindre les quittances des termes échus de la contribution, et toutes autres pièces de nature à justifier la réclamation. Les pétitions ne peuvent réunir des réclamations relatives à des contributions différentes.

Nous croyons devoir rappeler à ce sujet que la contribution foncière n'est pas due pour les presbytères (art. 105 de la loi du 28 frimaire an VII; arrêt du Conseil-d'État du 22 janvier 1840), ni pour les maisons d'écoles appartenant aux fabriques (arrêts du Conseil-d'État, des 19 juin 1838 et 1er juillet 1840); qu'il y a exemption des portes et fenêtres pour les bâtiments servant d'église ou d'école, même lorsque ces bâtiments sont loués par l'administration (arrêt du Conseil-d'État du 19 mai 1843); que le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le premier janvier n'y doit aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté, et que, lorsqu'il dessert deux églises, il est également affranchi de la contribution des portes et fenêtres pour le presbytère de sa seconde desserte (arrêt du Conseil-d'État du 22 juin 1848).

De l'allocation des secours portés au budget de l'État pour les anciens prêtres, les anciennes religieuses, les curés et desservants en retraite.

C'est pendant le mois de mars que MM. les anciens prêtres, les anciennes religieuses, les curés et desservants en retraite, qui croient avoir droit à participer aux secours qui leur sont annuellement accordés par le gouvernement, doivent adresser leurs demandes à NN. SS. les archevêques et les évêques.

Voici, suivant la jurisprudence ministérielle, d'après quelles règles il est procédé à la distribution de ces secours.

Les secours *aux anciens prêtres* ne peuvent être accordés qu'aux ecclésiastiques qui n'ont point été employés depuis 1802.

Les secours aux *anciennes religieuses* ne s'appliquent qu'à celles dont la profession est antérieure à la loi du 13 février 1790. Aucune de celles qui n'auraient fait profession que depuis cette époque ne saurait être inscrite sur les états de propositions dressés par les évêques.

Les secours aux *prêtres en retraite* sont exclusivement destinés aux curés, desservants ou vicaires qui se trouvent forcés de cesser leurs fonctions, soit à cause de leur âge, soit à raison de leurs infirmités. Il ne pourrait être donné aucune suite à une proposition ayant pour objet un ecclésiastique qui continuerait de rendre des services actifs.

Aucune allocation, à quelque titre qu'elle soit accordée, ne peut dépasser 500 fr.

Les secours sont spécialement destinés à soulager les ecclésiastiques ou les anciennes religieuses qui se trouvent réellement dans le besoin. Il est donc essentiel de ne faire figurer sur les états que ceux qui ne pourraient trouver dans leur propre fortune ou dans celle de leur famille des ressources suffisantes.

Il est adressé chaque année aux archevêques et évêques des états

destinés à contenir leurs propositions relativement à l'allocation de ces secours.

Des secours *accidentels* peuvent être accordés à quelques prêtres en activité ; mais il faut à cet égard des demandes spéciales de la part des évêques.

Des secours de 1,500 fr. peuvent aussi être accordés à d'anciens vicaires-généraux. Mais il faut remarquer qu'aux termes de l'ordonnance du 29 septembre 1824, qui les a institués, 1° ils ne peuvent être accordés qu'aux vicaires-généraux ayant trois ans consécutifs d'exercice, et forcés de quitter leurs fonctions soit par l'âge ou les infirmités, soit par suite d'un changement d'évêque ; 2° ils cessent aussitôt que l'ecclésiastique qui en est l'objet a été promu à un canonicat ou à un autre titre ecclésiastique susceptible d'être soumis à l'agrément du gouvernement. (Voy. *la circulaire du ministre des cultes*, du 1er avril 1841.)

Chronique.

Travaux du Comité des Cultes.

Nous avons promis à nos lecteurs de les tenir au courant des discussions soulevées dans le sein du Comité des Cultes par la grave question de l'inamovibilité des desservants et du rétablissement des officialités diocésaines. Voici un rapport que M. Pradié, membre de ce Comité, a fait, à propos de plusieurs pétitions relatives à cette question, et que nous croyons devoir reproduire.

De l'inamovibilité des Desservants.

Vous savez, Messieurs, que la nomination des prêtres desservant les paroisses dites succursales n'est pas soumise à l'agrément du gouvernement, comme celle des curés de canton. Les desservants sont nommés par les évêques, qui peuvent les changer et les révoquer, suivant qu'ils le jugent utile à la bonne administration de leur diocèse. Les pétitionnaires voudraient que cette situation eût un terme et que les desservants ne pussent être changés ou révoqués qu'après jugement rendu dans les formes canoniques. Ils s'appuient pour cela sur l'ancienne discipline de l'Eglise. Mais il nous paraît que la question est mal posée, surtout devant une assemblée qui n'est pas un concile et qui n'a pas à discourir sur les canons et les coutumes de l'Eglise.

Ainsi les pétitionnaires invoquent le 17e canon du concile de Sardaigne, tenu en 347 ; le 11e canon du concile de Carthage, tenu en 350 ; le 26e canon du concile œcuménique, tenu en 869 ; le 6e canon du premier concile de Séville ; le 13e canon du concile de Clermont, tenu en 1095 ; le 9e canon du concile de Nîmes, tenu en 1096 ; le 2e concile de Latran (1139) ; le concile de Reims (1113) ; le concile

de Londres (1225) ; le concile d'Avranches (1272) ; le 4e concile de Latran ; les conciles de Tours (1163) ; de Béziers, en 1235, et enfin, pour abréger les citations, le concile de Trente, sess. 7, can. 7, dont la doctrine sur ce point a été confirmée par l'ordonnance de Louis XIII, de 1629, et la déclaration de Louis XIV, de 1657.

Le Comité me permettra de ne pas entrer dans la discussion de tous ces canons. Nos anciens rois avaient beaucoup plus de courage que nous sur ce point. Tout semble indiquer que l'Assemblée nationale, par une heureuse innovation sur les vieux parlements, proclamera son incompétence, sa neutralité, sur toutes les matières théologiques, et qu'elle laissera aux évêques le soin de décider la valeur, au point de vue canonique, des modifications réclamées par les pétitionnaires. Qu'il nous suffise à cet égard de citer l'opinion de M. l'évêque de Digne, dont la science éclairée et les vues libérales coïncident si heureusement avec sa récente élévation.

Voici donc ce que dit ce pieux et savant évêque :

« La question de l'inamovibilité des desservants doit être considérée au double point de vue de la canonicité et de l'opportunité. Est-il contre la discipline de l'Eglise que les desservants des paroisses soient amovibles? Quand on pose ainsi la question, on la pose très-mal, car il n'y a pas une discipline de l'Eglise immuable. Il faudrait donc savoir de quelle discipline on veut parler, si c'est de l'ancienne ou de la moderne, de la discipline des premiers siècles, pendant lesquels l'inamovibilité des desservants a été inconnue, ou bien de celle des derniers, qui l'ont souvent recommandée. »

M. l'évêque de Digne montre très-bien que l'inamovibilité n'est qu'une question de temps et de circonstance, c'est-à-dire une question d'opportunité. Avant 347, ou dans les temps de la primitive Eglise, il n'était pas question de l'inamovibilité des curés. Depuis cette époque la discipline de l'Eglise, invariable dans ses principes essentiels, s'est accommodée, dans la matière qui nous occupe, aux temps et aux circonstances. Le concordat et les organiques, qui nous régissent en ce moment, ont concentré, comme au temps de la primitive Eglise, l'autorité entre les mains des évêques, d'où la juridiction religieuse émane; il s'agit donc simplement de savoir s'il convient, en ce moment, de changer cet état de choses et de revenir à des usages et à des coutumes inconnues dans les anciens siècles du christianisme, mais qui avaient prévalu, après le quatrième siècle, dans plusieurs églises de la chrétienté.

Ceux qui sollicitent le retour à ces usages s'appuient sur les plaintes dont plusieurs ecclésiastiques ont fait retentir les journaux dans ces dernières années, et sur l'asservissement supposé d'un clergé que la crainte rend docile aux volontés des évêques, mais qui est impatient de briser le joug et de reconquérir son indépendance. En sorte que, à en croire ceux qui ont pris à cœur l'émancipation du clergé, rétablir l'inamovibilité des titres serait une mesure impatiemment attendue,

et que le clergé du second ordre accueillerait avec une faveur marquée. Tout cela est contesté par les partisans du *statu quo*, qui déclarent que la mesure en question n'est réclamée que par des prêtres isolés et la plupart frappés par les censures de l'Eglise, tandis que la grande masse du clergé vit en paix et en bonne harmonie avec les premiers pasteurs, dont l'autorité paternelle ne s'est jamais exercée que pour le bien-être des desservants et la bonne administration du diocèse.

Les pétitionnaires se plaignent encore de l'instabilité pleine d'inquiétude qui plane sur les desservants. Ils peuvent être changés et même révoqués à la volonté de l'évêque, sans jugement préalable. Mais les partisans du *statu quo* répondent qu'il est à peu près sans exemple que des prêtres dignes de leur ministère aient été jamais révoqués, et qu'il est d'une bonne administration de pouvoir changer de poste les ecclésiastiques qui ne conviennent pas à ceux qu'ils occupent, par cette raison bien simple que les prêtres sont faits pour les populations et non les populations pour les prêtres.

Je ne suis ici que le narrateur exact et impartial des raisons que l'on fait valoir pour ou contre l'inamovibilité des desservants. Au fond, M. l'évêque de Digne a pensé qu'il était convenable de ne pas déplacer un desservant malgré lui, et de ne pas le révoquer sans qu'un jugement, basé sur une faute de sa part, soit intervenu pour autoriser l'évêque à agir avec rigueur.

« Il y a certainement, dit le savant et pieux évêque, quelque chose à faire pour améliorer le sort des desservants. Il faut, s'il est possible, leur donner une plus grande stabilité. Pour nous, nous sommes entré dans cette voie, en tant que nous le pouvions, par cette loi que nous nous sommes imposée, et qui est devenue une des dispositions de notre officialité, de ne déplacer aucun desservant malgré lui, si ce n'est quand un jugement, toujours basé sur une faute de sa part, nous y aura autorisé. » (*Instit. dioc.*, 1er volume, p. 486.)

Après ce qui vient d'être dit, il est facile de déterminer en quoi consistent les garanties réclamées par les pétitionnaires en faveur des desservants. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas une inamovibilité absolue, car une inamovibilité de cette nature n'a jamais existé et ne saurait jamais exister ; ce qu'ils veulent, c'est la garantie qui résulte pour les desservants d'un jugement contradictoire, rendu par un tribunal institué à cet effet ; ce qui nous amène naturellement à entrer dans l'examen de la seconde question qui vous est soumise par les pétitionnaires, et qui dépend, comme vous le voyez, de la précédente, avec laquelle elle a une étroite liaison.

(Nous reproduirons dans notre prochain numéro le rapport du même représentant sur le rétablissement des officialités.)

Décrets votés par l'Assemblée nationale pendant le mois de février.

Décret qui autorise le ministre des travaux publics à prélever sur les crédits mis à sa disposition, pour le paiement des indemnités de terrains du chemin de fer de Marseille à Avignon, un million de francs pour la continuation dudit chemin. (2 février.)

Décret relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la convocation de l'Assemblée législative. (14 fév.) (1).

Décret qui ordonne qu'il sera célébré une fête nationale le 24 Février, en commémoration du 24 Février de l'année dernière. (15 février).

Décret qui assujettit à un droit de mutation les biens dits de main-morte. (20 février.)

Mgr l'archevêque de Toulouse, sentant le poids de son grand âge et des nobles fatigues de son épiscopat, a manifesté le désir d'avoir un coadjuteur, et il paraîtrait que Mgr Mioland, évêque d'Amiens, serait, selon le vœu de l'illustre prélat, désigné pour ce titre avec future succession. M. l'abbé de Salinis, vicaire-général de Bordeaux et professeur à la Faculté de théologie de cette ville, serait nommé à l'évêché d'Amiens. Il vient d'arriver à Paris.

— C'est M. l'abbé Foulquier qui est nommé à l'évêché de Mende, laissé vacant par la mort de Mgr Bruley de la Brunière.

—Le sacre de M. Cœur, évêque de Troyes, a eu lieu à Paris, dimanche 25 février, dans l'église métropolitaine de Notre-Dame. Mgr l'archevêque, assisté de NN. SS. les évêques d'Amiens et de Verdun, était le consécrateur. Mgr l'archevêque de Calcédoine, Mgr l'évêque de Natchez, Mgr l'évêque nommé d'Amiens étaient présents à la cérémonie. On y remarquait aussi MM. le général Cavaignac, Dupin aîné, de Tocqueville, de Corcelles, Poujoulat, et autres person-

---

(1) Ce décret est assez important pour que nous en donnions ici la teneur :

Art. 1er. Il sera immédiatement procédé à la première délibération de la loi électorale. La deuxième et la troisième délibération auront lieu à l'expiration des délais fixés par le règlement.

Art. 2. Aussitôt après la promulgation de cette loi, il sera procédé à la formation des listes électorales. Ces opérations commenceront le même jour dans tous les départements. Les élections de l'Assemblée législative auront lieu le premier dimanche qui suivra la clôture définitive desdites listes dans tous les départements. L'Assemblée législative se réunira quinze jours après la réunion des colléges électoraux.

Art. 3. L'ordre du jour de l'Assemblée sera réglé de manière que, indépendamment de la loi électorale, la loi sur le conseil d'État, la loi de responsabilité du président de la république et des ministres, et le budget de 1849, soient votés avant la dissolution.

Art, 4. Le décret du 11 décembre 1848 est rapporté dans celles de ses dispositions qui sont contraires à la présente loi.

nages de distinction. Une députation du chapitre de Troyes représentait ce diocèse.

— Mgr Meyrieu, évêque de Digne, a également été sacré le 24 par Mgr l'archevêque d'Aix, assisté des évêques de Nîmes et de Gap.

— Mgr de Hercé, dont la mort récente a plongé dans le deuil toute la population de Nantes, était né à Mayenne, le 18 février 1776; il était, par conséquent, âgé de 73 ans. Il avait été sacré évêque *in partibus* de Botra, et coadjuteur à Nantes, le 17 avril 1836, et évêque de Nantes le 12 mai 1838.

Le chapitre de la cathédrale de Nantes a nommé vicaires capitulaires, MM. Dandé et Vrignaud, vicaires-généraux, pour administrer le diocèse jusqu'à l'arrivée de Mgr Jacquemet, appelé à occuper le siége épiscopal de Nantes.

— Nous avons à déplorer encore la perte de Mgr Manglard, évêque de Saint-Dié (Vosges). Ce digne prélat vient de succomber dans la 58e année de son âge. Mgr Manglard était né à Paris, oú il occupa pendant plusieurs années la cure de Saint-Eustache, Depuis qu'il avait été promu au siége de Saint-Dié, la noblesse et la bonté de son caractère, sa haute piété et son inépuisable charité, lui avaient concilié l'amour de tous ses diocésains. Mgr Manglard était un des prélats qui les premiers ont encouragé la publication du *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*. Il était au nombre de nos abonnés.

Les membres du chapitre de Saint-Dié ont nommé vicaires-généraux capitulaires : MM. Martin et Gérard, vicaires-généraux du prélat décédé ; M. Choiselat, secrétaire particulier du même prélat, et M. Micard supérieur du grand séminaire.

Le même chapitre a adressé au ministère une demande à l'effet de faire inhumer le corps de Mgr Manglard dans la cathédrale de Saint-Dié.

—Mgr l'évêque d'Aire a reçu de S. S. Pie IX, en réponse à la lettre qu'il lui avait écrite à la fin de décembre, un bref dans lequel l'auguste pontife lui exprime de la manière la plus touchante ses remercîments pour l'attachement qu'il lui témoigne et pour les prières qu'il a bien voulu ordonner en sa faveur dans son diocèse.

— Sur la demande de M. Pavy, quatorze paroisses viennent d'être érigées en Algérie pour les nouvelles colonies agricoles, et elles ont été immédiatement pourvues de pasteurs. Le nouveau cantonnement de Sétif a également été érigé en paroisse par Mgr l'évêque d'Alger.

—Aux termes de l'article 75 de la nouvelle loi électorale, voté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 22, les archevêques, évêques et vicaires-généraux ne peuvent être élus à la députation dans les départements compris en tout ou en partie dans le ressort de leur juridiction.

—Le révérend Père Lacordaire a repris dimanche ses conférences à Notre-Dame de Paris.

—Quatre prêtres du séminaire des Missions étrangères, se sont embarqués à Nantes pour la Chine. Ce sont MM. Latry, du diocèse d'Aire; Lalanne, du diocèse de Bayonne; Bonnard, du diocèse de Lyon, et Marizien, du diocèse de Langres.

—L'évêché de Gaëte a été érigé en archevêché. Mgr Parisi est maintenant archevêque. Les revenus de l'évêché étaient de 2,200 ducats; ils ont été augmentés de 1,500 ducats. Le chapitre a reçu le privilége de la mitre. Chaque chanoine a eu une augmentation de 20 ducats.

—L'archevêque de Cologne, mu par l'ardent désir de perfectionner de plus en plus son clergé paroissial, vient de publier une ordonnance en vertu de laquelle, indépendamment des examens qui doivent précéder l'ordination sacerdodale, et d'un second examen duquel doit dépendre l'admission des prêtres aux bénéfices à charge d'âmes, établit une commission permanente d'examen à l'effet de constater, suivant les prescriptions du saint concile de Trente, à diverses époques, la capacité des curés, avant de leur accorder la prolongation ou le renouvellement de leurs pouvoirs. Ces examens seront à la fois verbaux et écrits.

—Un journal anglais, le *Morning-Chronicle* nous fait connaître une résolution du plus haut intérêt qui vient d'être prise par un certain nombre d'évêques catholiques d'Irlande. Ces prélats, pour se conformer à la recommandation du Pape, ont résolu la formation d'une université catholique, dont le plan général sera débattu dans l'assemblée générale des évêques irlandais, qui doit avoir lieu au mois d'octobre prochain. En attendant, ils ouvrent une souscription, en faisant appel à tous les catholiques, pour le succès de cette noble entreprise, qui intéresse si fort la religion.

— L'empereur de Russie a publié dernièrement un ukase portant qu'en vertu d'un traité conclu récemment entre la Russie et le Saint-Siége, il sera établi à Cherson une septième éparchie du culte catholique romain, qui administrera toutes les églises de ce cercle dans les provinces de Cherson, d'Ecathérinoslaw, de la Tauride, de Saratow, d'Astrakan, de la Bessarabie, de la Caucasie et de la Transcaucasie. On va créer à Cherson un séminaire et un chapitre catholique romain.

L'inquiétude que le complot avorté du 29 janvier dernier avait répandue dans les esprits est à peu près calmée. Le ministère, mis par la montagne au banc de l'accusation pour nous avoir préservés de nouvelles journées sanglantes, s'est raffermi sur sa base, et il paraît aujourd'hui, plus que jamais, décidé à opposer une digue invincible à la démagogie. Tous les vrais amis des libertés publiques, de

la liberté civile, comme de la liberté religieuse, l'en féliciteront, car l'expérience a prouvé que les républicains de la veille ou de l'avant-veille, comme ils s'appellent, sont fort peut compétents en fait de libertés.

Parmi les événements qui se sont accomplis pendant le mois de février, le plus capital est sans contredit le vote de l'Assemblée nationale, relatif à sa dissolution prochaine. Par suite de ce vote, l'ordre des travaux de l'Assemblée est maintenant définitivement réglé. Déjà la loi électorale est presque entièrement votée.

Il va donc être incessamment procédé aux élections générales qui doivent nous amener une Assemblée législative. C'est dévant cette nouvelle Assemblée que sera discuté le reste des lois organiques; c'est devant elle aussi que viendront, sans aucun doute, les grandes questions religieuses dont le comité des cultes a déjà été saisi, et qu'il importe tant à l'église de France de voir résolues.

La question de la réintégration du Pape dans sa souveraineté temporelle fait toujours l'objet des préoccupations générales. On parle de conférences diplomatiques qui auraient lieu prochainement à ce sujet, et dans lesquelles seraient représentées presque toutes les Puissances européennes. Des interpellations ont été faites, le 20 de ce mois, au Gouvernement, qui ne les a point niées, et qui a, au contraire, soutenu très-franchement la nécessité de l'indépendance temporelle de la papauté.

En effet, pour la France, qui compte au moins trente millions de catholiques, la question religieuse est en même temps une question politique. Personne n'ignore que la moitié du rôle que la France a joué dans le passé ne s'explique que par son caractère de puissance catholique prépondérante. Nous verrions donc avec bonheur la France entrer dans cette voie de négociations générales, qui lui permettrait d'exercer un arbitrage digne d'elle, et qui pourrait conduire à ce congrès européen que nous appelons de tous nos vœux. Après le terrible ébranlement qui a secoué dans leurs fondements tant de socictés européennes, il n'y a qu'un accord de ce genre qui puisse prévenir une guerre générale et amener la solution de toutes les difficultés pendantes.

Des troubles assez graves ont eu lieu à Niort le 18 de ce mois; des désordres d'une nature non moins affligeante ont aussi éclaté à Lyon le 21. Dans l'une et l'autre de ces villes, ce sont les soldats qui ont été attaqués par les anarchistes. On dit que les soldats ont opposé une légitime défense, et que plusieurs assaillants ont été grièvement blessés.

—La fête anniversaire du 24 Février a été célébrée à Paris, suivant la prescription du décret voté par l'Assemblée. Le service religieux a eu lieu dans l'église paroissiale de la Madelcine; c'est Mgr

l'archevêque qui a officié pontificalement. Le président de la République, les ministres, les membres de l'Assemblée nationale, les membres du corps diplomatique et des députations des autorités civiles et militaires y assistaient. Rien n'est venu troubler la tranquillité publique dont jouit en ce moment la capitale.

Nouvelles d'Italie.

Depuis la publication de notre livraison de janvier, le mouvement démagogique et le radicalisme révolutionnaire ont fait en Italie de rapides progrès, et les événements les plus graves se sont accomplis. A Rome, l'Assemblée constituante a été ouverte le 5 février. La commission provisoire avait décidé que les représentants inaugureraient leurs travaux par l'audition de la messe du Saint-Esprit dans l'église de Santa-Maria in Aracœli. Mais les honnêtes gens n'ont pas été dupes de cette hypocrisie. Avec cette apparence religieuse, les démagogues méditaient les plus sinistres projets.

En effet, cinq jours après, la République a été proclamée, et la déchéance du pape prononcée.

C'est du balcon du palais municipal que Galetti a donné lecture du décret de l'Assemblée constituante. Il est vrai que par ce décret il est pourvu à l'indépendance du souverain pontife touchant le pouvoir spirituel; mais c'est là une disposition dérisoire et perfide qui n'a même pas pour effet d'atténuer l'odieuse mesure dont elle est la suite, et qui fera à jamais la honte du peuple romain.

Il a ensuite été ordonné par la commission que, dans un délai de trois jours, les armes et insignes du gouvernement pontifical seraient enlevés de tous les édifices publics et privés. Trois drapeaux et un bonnet phrygien ont été appendus au haut de l'obélisque, sur la place du Peuple. Les troupes ont pris le drapeau et la cocarde tricolores.

Mais l'œuvre de destruction des démagogues n'est point encore achevée.

Non contents d'avoir chassé le pape de ses États et d'avoir abreuvé son auguste personne de tous les outrages, ils tournent maintenant leurs armes contre le clergé de Rome. Ils ont supprimé le paiement des fonds alloués aux cardinaux qui se trouvent hors de l'État. Il n'y a maintenant dans tout l'État que six cardinaux : à Rome, les cardinaux Mezzofanti, Castracane, Tosti, Bianchi; à Magliano, dans la Sabine, sa patrie, le cardinal Serafini; à Assise, au couvent des Anges, le cardinal Marini. On parle aussi de confisquer les biens des émigrés et d'exiger du clergé un serment à la Constituante, serment qu'il ne prêtera certainement pas. Or, refuser ce serment sera se déclarer traître à la patrie, et il faudra bien fuir pour

échapper aux comités de salut public; ce qui augmentera le nombre des émigrations et par conséquent la quantité de biens à confisquer. Pour ce qui concerne les biens du clergé, des congrégations religieuses ou des établissements ecclésiastiques, la confiscation en est sans aucun doute consommée. C'est du moins ce que l'on peut induire du projet de décret présenté à la Constituante, le 13, par Herbini, qui déclare tous les biens de main-morte propriétés de l'État, en prohibe l'aliénation par les possesseurs actuels, sous peine de nullité, et prononce même l'annulation de toutes les aliénations qui en auraient été faites depuis le 24 novembre dernier.

Le clergé, toutefois, reste calme et digne au milieu de cette tempête révolutionnaire, évitant avec soin de se mêler aux saturnales politiques dont il est malheureusement le témoin. Le 11, sur l'ordre du gouvernement, un *Te Deum* a été chanté à Saint-Pierre de Rome, au Vatican, en présence de la Constituante et de l'armée. Mais le clergé de cette basilique a refusé de prendre aucune part à cette cérémonie sacrilége. Il a fallu recourir à un aumônier militaire pour remplir le rôle d'officiant. Des soldats ont été ses acolytes.

Le délire révolutionnaire, qui a eu à Rome de si tristes fruits, s'est emparé des principales villes de l'Italie. Gènes et Florence sont en pleine révolution. Le grand-duc de Toscane a pris la fuite. Un gouvernement provisoire de trois membres dirige en ce moment les affaires du pays. On dit même que la république y a été proclamée. Elle l'aurait également été à Livourne. Du reste, ce sont les mêmes tendances anarchiques, les mêmes mesures de violence qu'à Rome. Plusieurs membres du clergé ont déjà été l'objet de menaces furibondes. L'archevêque de Florence, Mgr Minucci, prélat vénérable et qui jouissait d'une grande popularité, a été réduit à s'enfuir de Florence par suite de menaces proférées contre lui, d'insultes et attaques contre son palais, dont on a brisé les vitres.

GAETE.

Le pape est toujours l'objet de la vénération publique à Gaëte. S. S. ayant désiré voir le sacré-collége réuni autour de lui, tous les cardinaux qui étaient à Naples ou dans les environs se sont rendus à Gaëte. Il y a eu un grand consistoire le 9 février.

Une personne ordinairement bien informée, dit le *Positivo*, assure que le Saint-Père, dans ce consistoire, a déclaré aux cardinaux qu'il était décidé à abdiquer plutôt que de demander l'intervention armée de l'Autriche en faveur du Saint-Siége. Alors le cardinal Macchi aurait pris la parole au nom de tous, et aurait dit : « Non, Saint-Père,

vous ne pouvez abdiquer qu'après être rentré dans les États de l'Eglise; vous pourrez alors les remettre à votre successeur, comme vous les avez reçus vous-même. » Le Saint-Père aurait alors adhéré à la proposition du cardinal et aurait signé la demande formelle d'une intervention autrichienne, en annonçant qu'il était résolu à abdiquer.

Quoiqu'il en soit de cette nouvelle, nous pouvons donner comme certain que, le 14 février, Pie IX, entouré du sacré collége, et en présence du corps diplomatique, a protesté solennellement contre le décret qui a proclamé la République, l'a déclaré nul, et a demandé en même temps que les puissances amies du Saint-Siége lui maintinssent le droit sacré du domaine temporel dont il est depuis tant de siècles le légitime possesseur.

—On donnait aujourd'hui comme officielle la nouvelle que les troupes autrichiennes étaient entrées à Ferrare, et qu'elles etaient en marche sur Rome, où elles se rendaient directement. On s'attendait à un mouvement général en faveur du Pape dans la Romagne.

Table des Matières.

DES LIBERTÉS ET SERVITUDES DE L'ÉGLISE GALLICANE. Pages 33
CONSTITUTION DE 1848.—Discussion de l'article 7. 38
JURISPRUDENCE.—Établissement religieux.—Legs.—Fidéicomis. —Nullité. 44
—Contributions directes.—Portes et fenêtres.—Curés.—Presbytères. 47
QUESTIONS PROPOSÉES —Fabriques.—Recours à la commune. —Pièces à produire au conseil municipal à l'appui de la demande en subvention. 48
—Terrain appartenant à la fabrique. — Abandon d'une partie à la commune pour la construction d'une maison d'école.—Prétention de la commune. 49
—Fonctions de trésorier.—Maire, adjoint, conseiller municipal. 51
—Servant de messe.—Choix.—Paiement. 52
ADMINISTRATION FABRICIENNE. — Travaux des marguilliers pendant le mois de mars. — Réclamations en matière de contributions. Ibid.
DE L'ALLOCATION des secours portés au budget de l'État pour les anciens prêtres, les anciennes religieuses, les curés et desservants en retraite. 54
CHRONIQUE.— Travaux du comité des cultes.— Décrets votés dans le mois.—Faits divers.—Nouvelles d'Italie. 55 et suiv.

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. LIBRAIRIES

ACTES OFFICIELS.

Constitution de 1848.

Discussions auxquelles a donné lieu, dans le sein de l'Assemblée nationale, l'article 7 de la Constitution, relatif à la liberté religieuse, à la protection due aux cultes, et au traitement du clergé. (Séance du 19 septembre 1848.)

Suite. (*Voir la livraison de février.*)

M. Lavallée a la parole pour développer son amendement.

Le citoyen Lavallée. Citoyens, la première de toutes les libertés, la plus précieuse, la plus sacrée, la liberté religieuse, doit être une des conquêtes de la Révolution de 1848. Jusqu'à ce jour elle n'a été qu'un droit, elle doit devenir un fait; elle doit être inscrite en termes clairs, sans restriction aucune dans la constitution que nous avons mission de donner au pays; car, si nous n'avions pas cette liberté, nous n'aurions pas longtemps les autres. Qui ne sait que l'indépendance n'est qu'une fiction, alors que la conscience n'est pas libre?... Or, plus de fictions aujourd'hui; la liberté tout entière; pour cela, établissons dans la constitution la séparation des cultes et de l'Etat.

Tel est, citoyens représentants, le but de l'amendement que j'ai l'honneur de vous proposer.

L'art. 7 du projet de constitution établit, dans sa première partie, que *chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection.*

Mais dans le deuxième paragraphe de ce même article, il est dit que les ministres des cultes *reconnus par la loi* ont seuls droit à recevoir un traitement.

Ainsi, cette première partie de l'article promet la liberté religieuse, en plaçant toutes les religions sous le même niveau, et le deuxième paragraphe retire cette promesse et détruit les dispositions égalitaires du premier.

En accordant au gouvernement le droit de reconnaître certains cultes, cette seconde partie de l'article confère en même temps au pouvoir la faculté et le moyen de restreindre cette liberté.

La liberté religieuse, proclamée d'abord dans toute sa plénitude, disparaît amoindrie devant la restriction du second paragraphe, qui consacre un privilége évident au profit des cultes reconnus, c'est-à-dire au profit des cultes qui auraient traité avec l'Etat, et qui se trouveraient ainsi placés en dehors du droit commun. N'est-il pas à craindre qu'avec l'art 7 du projet tel qu'il est rédigé, la deuxième partie ne devienne la règle, et le principe posé dans la première ne soit, par la suite, que l'exception.

Que l'on ne vienne pas dire que la liberté religieuse est possible avec le droit donné au gouvernement de reconnaître les cultes : que l'on ne dise pas surtout que cette reconnaissance s'étendra à toutes les religions. Une pareille allégation ne pourrait se soutenir et tombe d'elle-même; car, qui se chargera d'arrêter d'une manière juste et précise le nombre des opinions et des croyances religieuses?... Ne peut-il donc pas se faire qu'il en surgisse chaque jour de nouvelles? Celles qui existent ne peuvent-elles pas se modifier? Evidemment, personne n'aura la prétention de ne pas faillir à une pareille tâche, car ce serait entreprendre de poser des bornes à l'infini.

Tout homme, citoyens représentants, a incontestablement le droit de fonder un nouveau culte; nul ne peut l'en empêcher; nul ne peut réglementer sa prière ni les élans de son âme vers le Dieu que sa raison a choisi. Or, croyez-vous qu'il suffira à cet homme d'aller faire sa déclaration au ministère des cultes pour que son culte, à lui, soit reconnu?... Croyez-vous qu'il se verra aussitôt inscrit sur la liste de ceux qui prennent part au budget?... Admettra-t-on, par exemple, les ministres de la religion arabe? Et si l'on admettait cette reconnaissance générale, où trouverait-on, je le demande, un budget assez bien arrondi pour faire face à d'incalculables dépenses? Nous retombons encore dans l'impossibilité.

Il y a plus, citoyens représentants, fût-il dans l'intention de l'Etat de reconnaître tous les cultes sans exception aucune, fût-il en position de les salarier tous, il serait encore dans l'impossibilité d'arriver à ce but. En effet, il est des citoyens tellement soucieux de la dignité de leur culte, qu'ils ne demanderont jamais qu'il soit reconnu, et qu'ils ne consentiront jamais à recevoir un salaire officiel. Ce culte se verrait-il donc astreint à pourvoir aux dépenses des autres cultes?... Violenterait-on à ce point la conscience au profit d'un privilége qui ne se comprend que sous les monarchies absolues ou quasi-absolues, et qui constituerait évidemment, sous notre République, la plus étrange anomalie comme la plus intolérable et révoltante iniquité?...

Nous n'en avons pas fini, citoyens représentants, avec les impossibilités de la reconnaissance des cultes; car il est encore des gens qui n'ont pas de culte, qui ne croient à rien; leur culte, c'est de n'en pas avoir, c'est l'athéisme. C'est là un grand mal, mais c'est un fait que nous ne pouvons pas ne pas reconnaître. Eh bien, pourrez-vous, en bonne justice, leur arracher une subvention pour un culte quelconque?... Admettriez-vous donc sans blesser l'équité qu'on peut vous contraindre à salarier les ministres d'un culte dont les doctrines ne sont pas les vôtres? des doctrines que vous considérerez même comme dangereuses, et que vous devez dès lors repousser? Non; la conscience se révolte à cette idée. Il y aurait là, il faut bien le reconnaître, une violence morale sans nom, condamnée, par les principes de justice, d'équité et de vraie liberté. Soyons donc justes et équitables, et en demandant la liberté des cultes pour nous, apprenons donc à la vouloir aussi pour les autres.

Avec l'alliance des cultes et de l'Etat, citoyens représentants, la religion perd de son empire sur l'esprit des populations. Le peuple aujourd'hui a ouvert les yeux à la lumière, et quelque effort qu'on puisse faire en certains lieux, on ne la replacera point dessous le boisseau. Le peuple, en religion comme en toute chose, use librement du droit d'examen; or, si plusieurs cultes sont salariés, si le judaïsme et le christianisme, par exemple, figurent au même titre au budget, quelle en sera la conséquence? Le peuple ne se demandera-t-il pas, tout naturellement, comment il se fait que l'Etat environne de la même bienveillance, de la même sollicitude et qu'il place ainsi sous le même niveau, deux religions dont l'une est la négation de l'autre? Ne se demandera-t-il pas comment il se fait que ces religions peuvent être également bonnes et salutaires?... Et n'est-il pas à craindre qu'il n'arrive à cette conséquence, que du moment où l'Etat salarie toutes les religions, il les trouve toutes bonnes? dès lors, l'indifférence de l'Etat devient manifeste, elle passe au peuple et le conduit inévitablement à l'incrédulité.

Qu'on n'allégue pas ici, à l'appui du paragraphe que je combats, que les cultes reconnus sont ceux de la majorité...

Cette objection serait loin de démontrer que la minorité n'est point lésée, ni ne prouverait davantage que cette minorité ne donne pas plus qu'elle ne reçoit. Encore une fois, il est souverainement injuste de ne lui rendre qu'une minime partie de ce qu'on lui prend.

La séparation des cultes et de l'Etat, citoyens représentants, profitera à la fois et à la religion et à l'Etat. Ils y ont un intérêt commun. A cette condition seulement, on pourra dire que la liberté religieuse existe, et cette liberté est l'élément indispensable à la religion, qui y trouvera sa grandeur, sa prospérité et son prestige.

Ses ministres ne toucheront plus leur salaire des préposés de l'Etat, mais ils recevront l'offrande de mains amies, du bien-être des croyants, qui savent bien que les ministres d'un culte ont droit à ce salaire, le seul acceptable et le seul légitime, parce qu'il est le seul qui émane de l'affection. Dans un pareil salaire, rien de blessant, rien de vexatoire comme dans un impôt prélevé sur la conscience des citoyens.

Les partisans du salaire des cultes prétendent néanmoins qu'il rehausse les ministres en les élevant au rang de fonctionnaires, et qu'il leur confère sur le troupeau un ascendant qu'il n'aurait point sans cela. D'abord, je doute fort que les ministres de tous les cultes consentent à devenir les fonctionnaires de l'Etat. Il sera certainement plus facile de faire accepter à quelques-uns d'eux le salaire que la qualification dont

je parle. Et, quant au troupeau, le meilleur ascendant qu'ils puissent avoir sur lui est, sans contredit, cet ascendant moral qui naît de l'indépendance et que le salaire exclut.

Non, citoyens représentants, jamais le salaire ne rendra à la religion le saint respect qu'inspirent seuls l'abnégation et le dévouement ; non, le salaire ne rendra jamais à la religion cette vénération qui l'environnera, lorsque, affranchie de tout engagement, elle ne sera plus désormais une sorte de police gouvernementale, mais la religion selon les préceptes de son divin fondateur.

Je dis : libre de tout engagement, car il ne faut pas s'y tromper, l'Etat, pour ne pas formuler expressément la condition d'obéissance des cultes, ne la leur impose pas moins tacitement dans l'alliance qu'il passe avec eux...., alliance funeste où les parties contractantes cherchent toujours à se soustraire aux clauses du contrat. Car qui ne sait que, lorsque l'Etat ne domine pas sur l'Eglise, c'est l'Eglise qui domine sur l'Etat ?

Combien de rois et l'empire lui-même ont payé leur tribut à cette fausse idée, que, pour être fort, il faut qu'un gouvernement s'appuie sur les cultes !... et cependant l'expérience si souvent renouvelée n'a-t-elle pas, jusqu'à l'évidence, démontré que ce n'était là qu'une dangereuse erreur ?...

Les partisans du salaire m'accuseront peut-être d'imprudence, d'agiter cette question en ce moment où, diront-ils, le sol est profondément ébranlé.

Mais quand donc se feraient les réformes, sinon en temps de révolution ? Faut-il donc attendre que le sol soit raffermi pour l'ébranler encore ? Il ne faut pas détruire pour le plaisir de réédifier, mais il faut nous conformer à l'esprit de notre révolution, et, pendant que nous sommes à cette tâche difficile, il faut la poursuivre courageusement et ne l'abandonner qu'après l'avoir entièrement achevée... Autrement, citoyens représentants, il serait à craindre que nous ne fussions bientôt contraints de revenir à l'œuvre, et c'est ce qu'il faut éviter.

De ce que les cultes sont nécessaires pour paralyser les masses, on en conclurait à tort que l'Etat doit payer leurs ministres. Comment, en effet, pourrait-il se faire que la religion cessât de moraliser les populations et de les réprimer du jour où elle ne prendrait plus part au budget ? C'est le contraire qui arriverait. Dégagée de tout lien, de toute entrave. elle retrouvera sans le salaire officiel son activité et sa puissance primitives ; elle reconquerra tout son ascendant, du jour où elle n'apparaîtra plus comme la salariée du pouvoir, mais comme la messagère du ciel, enseignant fraternellement la vérité selon les préceptes du divin maître.

Non, citoyens représentants, le salaire ne saurait être à-la-fois un stimulant et un frein. S'il est vrai qu'il développe les forces de l'Eglise, il est évident qu'il ne peut être en même temps une entrave à sa domination.

Le salaire, pensez-y bien, n'a jamais, à aucune époque, éteint cet esprit de domination. Sans reporter bien loin dans le passé nos investigations, nous en rencontrons une preuve.

Qui ne se rappelle, en effet, ce grave conflit entre une Eglise et l'Etat à propos de la question d'enseignement ? croyez-vous donc que ce conflit ait cessé ? mais il n'a pas même été ajourné par le 24 Février, et pour avoir un moment perdu en apparence de sa gravité, il n'est pas moins vrai que cette Eglise, qui prend ses inspirations ailleurs qu'en France, ne reconnaîtra jamais au Gouvernement, quel qu'il soit, le droit de surveillance dans ses établissements. Cette surveillance, elle la subira, mais elle ne l'acceptera jamais, et la lutte sera incessante pour s'en affranchir. Oh ! quant au salaire, c'est bien différent, si cette Eglise conteste à l'Etat son droit de surveillance, elle ne lui conteste pas le droit de payer.

Si vous voulez que les cultes demeurent étrangers à la politique, si vous voulez qu'ils ne deviennent pas des Etats dans l'Etat, il faut leur interdire tout accès à cette politique ; il faut les séparer de l'Etat. Car si vous les y attachez par le salaire, si vous les faites entrer ainsi, par leur intérêt pécuniaire, dans la politique, comment voulez-vous donc qu'ils ne s'occupent pas de politique ?

Quant aux arguments tirés de l'intérêt des citoyens, ils consistent à dire que, sans le salaire, l'*universalité*, la *perpétuité* et l'égalité du culte n'existeraient plus.

Il ne faut pas s'y méprendre, citoyens, le pauvre est tout aussi religieux que le riche, il l'est davantage peut-être. Ainsi que le riche, il éprouve les besoins de l'âme comme les besoins du corps, et, pour profiter des bienfaits de la religion, il apportera sa quote-part de sacrifices sans y être contraint par le garnisaire. C'est donc au nom du pauvre surtout que je demande l'abolition du salaire, afin qu'il lui soit donné, comme au riche, de suivre la religion de son choix.

La perpétuité du culte he disparaîtra pas davantage. Riches et pauvres ont un égal intérêt à la religion; tous y trouveront des consolations, tous s'empresseront, dès-lors, d'assurer cette perpétuité pour laquelle les partisans du salaire seuls paraissent craindre.

L'égalité n'est point davantage en péril. L'Eglise qui abandonnerait le pauvre, qui lui interdirait tout accès aux consolations religieuses par l'augmentation démesurée du casuel, serait bientôt une Eglise maudite, justement frappée de la déconsidération et destinée à périr.

Le casuel, mais au lieu d'augmenter par la suppression du salaire, il subira lui-même cette suppression. De 1794 à 1802, le clergé non salarié l'avait supprimé, c'était alors une nécessité pour lui de rentrer complétement dans la voie de l'Evangile et de la démocratie, d'où il n'est sorti que par le rétablissement du salaire et du pouvoir despotique.

Il est encore une crainte mal fondée, la crainte de voir reparaître, avec la suppression du salaire, les biens de main-morte.

En effet, l'Etat ne sera-t-il pas toujours là pour faire bonne garde? Et ne sera-t-il pas une sentinelle d'autant plus vigilante qu'il n'aura plus intérêt à ménager tel ou tel culte?... alors il appliquera sans faiblesse les lois contre la captation. Il ne reconnaîtra, au surplus, que des individus comme propriétaires; et les ministres des différents cultes n'étant plus aux yeux de l'Etat que de simples citoyens, se trouveront ainsi, sans distinction aucune, placés sous l'empire du droit commun.

Les églises d'un même culte s'associeront. Les églises riches répartiront l'excédant de leur bien-être sur les églises pauvres, et toutes vivront de la même vie, de la vie du dévouement et de la fraternité. Au lieu d'être imposé, le pasteur sera l'élu de son troupeau; le petit clergé, qui attend en esclave l'heure de la délivrance, acquerra plus de force, dans certaines églises, contre ceux qui l'asservissent, et il reconquerra le droit d'élire ses chefs. Alors seulement toutes les églises seront réellement nationales, car toutes tiendront véritablement au pays.

Je ne pense pas que l'on m'objecte que, pour certain culte, le salaire soit une *indemnité* pour les biens enlevés à son clergé dans notre première Révolution; car si le salaire était autre chose qu'une concession bienveillante de l'Etat, cette Eglise, en l'an III, n'eût pas manqué de le revendiquer comme un droit.

L'Eglise était propriétaire avant la Révolution, c'est un fait que personne ne conteste; mais comment l'était-elle? Ce n'était point comme individu; elle était détentrice de biens, de par les abus des possessions collectives et des captations. L'Etat ne pouvait tolérer plus longtemps une propriété qui n'en avait que le nom; car loin de s'appuyer sur le travail ou sur des services rendus au pays, elle n'était que le fruit de fraudes pieuses, il est vrai, et ne reposait que sur des priviléges qui n'étaient que la spoliation sanctionnée par l'iniquité du despotisme.

Que la mesure prise alors ait froissé l'Eglise dans ses intérêts matériels, c'est possible. Mais la Révolution qui avait été faite contre tous les priviléges, et qui avait déjà aboli tous les autres, pouvait-elle, sans blesser la justice, s'arrêter devant les priviléges de l'Église : elle ne pouvait reconnaître le droit de propriété sur des biens acquis par des moyens si illégitimes, qu'à toutes les époques ils ont soulevé des plaintes tellement énergiques, qu'il serait par trop imprudent aux défenseurs du salaire d'évoquer les souvenirs du passé.

Si l'on objectait encore que les cultes ne peuvent se soutenir que par le salaire, je répondrais que la religion qui emploierait un pareil argument avouerait par cela même son inutilité et son impuissance. Pourquoi donc l'État continuerait-il à salarier un culte, car du moment où il ne tire sa

valeur et ses avantages que du salaire, l'État pourrait, en retenant ce salaire, conserver lui-même tous les avantages qu'il conférerait à un culte qui n'aurait d'existence que par l'argent.

Je n'insisterai pas sur ce point. L'expérience parle plus haut que tous les raisonnements possibles, et je répondrai victorieusement par des faits.

De 1794 à 1802, la séparation des cultes et de l'État a existé. Les cultes ont-ils donc péri dans cette épreuve ?

L'abbé Grégoire nous dit qu'un relevé fait à l'administration des domaines, en vendémiaire an V, c'est-à-dire avant l'arrivée de Bonaparte au consulat, et quatre ans avant le concordat, prouve qu'alors 32,214 paroisses, presque toutes desservies par des prêtres assermentés, avaient ouvert leurs églises et repris l'exercice du culte, et 4,571 étaient en réclamation pour obtenir le même avantage :

« Prélats imposteurs, qui mentez à votre conscience, ajoute l'ancien évêque de Blois, dites après cela que le concordat a relevé nos autels. »

Mais les églises que je viens d'énumérer n'étaient pas les seules églises catholiques qui existassent en 1796. Il y en avait d'autres que les ecclésiastiques hostiles à la Révolution desservaient.

Ce qui était possible alors ne serait-il donc plus possible aujourd'hui ? Les cultes sont-ils dans une position moins avantageuse ? Non, sans doute. Nous n'avons point vu, nous, après Février, comme en 1793, fermer tous les temples ni proscrire l'exercice du culte. Tous les cultes, au contraire, ont trouvé dans la République une égale protection. Le peuple, en 1848, n'est pas moins religieux qu'en 1794. C'est un fait que l'on ne saurait nier; comment donc ce qui était possible à cette époque ne le serait-il plus de nos jours?

La République américaine n'a salarié aucun culte ; sont-ils donc moins prospères que chez nous? Est-ce que la religion a disparu aux Etats-Unis? Mais c'est tout le contraire. Toutes les religions trouvent dans les dons volontaires de quoi subvenir largement aux frais du culte. Là, chacun bâtit son église, son séminaire, et les établissements religieux, déjà nombreux, augmentent chaque jour. Le salaire par l'État n'est donc pas essentiel à l'existence de la religion. Il ne peut, au contraire, comme je l'ai déjà dit, que compromettre sa dignité et son indépendance, sans lesquelles elle n'a qu'une existence morale tout-à-fait précaire.

J'appelle, citoyens représentants, toute votre attention sur l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter. Je n'insisterai pas pour en démontrer l'utilité. Cette question n'est pas neuve, et je n'ai pas la prétention de vous présenter des arguments nouveaux.

La liberté de conscience a existé en France de 1794 à 1802. Pourquoi ne l'aurions-nous pas en 1848 ?

Au point de vue religieux, comme au point de vue politique, il faut que le passé nous serve de leçon. Avant 1789, l'autel a aussi bien perdu le trône que le trône a perdu l'autel. Napoléon a dû reconnaître que le concordat lui avait suscité les plus grands embarras.

La Restauration, dominée par le clergé sur lequel elle s'appuyait, a été contrainte de reprendre le chemin de l'exil... Et les concessions faites à ce même clergé par la dynastie de Juillet n'ont contribué qu'à la dépopulariser et à la perdre.

Voudriez-vous donc, citoyens, pour notre République, d'une alliance qui a conduit fatalement à leur perte tous les gouvernements qui ont eu l'imprudence de la contracter! Non, ni les hommes vraiment religieux, ni les citoyens dévoués à la République ne peuvent en vouloir.

Les raisons que je viens de donner en faveur de mon amendement doivent suffire pour son adoption. Il en est encore de puissantes au point de vue économique ; je me contenterai de les signaler. Le seul culte catholique n'absorbe pas moins, selon le budget de 1848, de 38,712,900 fr.

En y ajoutant les frais d'administration du ministère des cultes, les pensions en sus des salaires, les frais du culte dans les colonies, on arrive à la somme ronde de 42,050,000 fr., et ce d'après le budget de 1848.

Si à cette somme, déjà énorme, l'on ajoutait les dépenses des édifices et les dépenses seulement *nécessaires*, d'après le budget de 1848, où elles sont évaluées, pour cinquante-sept départements, à *cent soixante millions*, nous aurions le total rond de 202,050,000 fr.

J'en ai assez dit. La crise financière dans laquelle nous nous trouvons nous impose le devoir de réformer le budget de la France. C'est au Gouvernement et aux divers clergés à s'entendre pour la transition ; mais la suppression du salaire des cultes est inévitable. Si nous voulons fonder la République d'une manière durable, il faut nous hâter d'alléger le fardeau trop lourd des charges publiques que la Restauration et la quasi-Restauration ont fait peser sur les contribuables.

Le citoyen président. L'amendement de M. Lavallée est-il appuyé? (Non ! — Oui !) Je le mets aux voix.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. Bouzique propose de dire :

« Les ministres des cultes actuellement établis en France toucheront un traitement du Trésor public. Les ministres des cultes qui s'établiraient à l'avenir seront payés par l'État lorsqu'ils compteront au moins 50,000 adhérents. » (Rumeurs diverses.)

Plusieurs voix. Renvoyez la proposition aux lois organiques.

Le citoyen président. M. Bouzique a la parole pour développer son amendement.

Le citoyen Bouzique. Citoyens représentants, j'ai peu de réflexions à vous soumettre sur mon amendement. Mais il me paraît nécessaire de bien préciser le sens de la rédaction de la commission. La commission, en disant : « Les cultes reconnus par la loi auront seuls droit à un traitement de l'Etat » , a voulu mettre l'Etat à l'abri des réclamations des Eglises nouvelles sans consistance qui viendraient à se fonder. Mais la rédaction est vague et obscure.

Qu'entend-on par ces mots : « Les cultes reconnus par la loi? »

Il me semble qu'on peut l'entendre de trois manières : ou la loi désigne exclusivement les cultes qui sont reconnus aujourd'hui par la loi; ou bien on entend les cultes qui le sont aujourd'hui et ceux qui pourraient l'être ultérieurement ; ou bien enfin on entend les cultes reconnus par la loi existante à quelque époque que cette loi ait été rendue ; de telle sorte que les cultes qui sont reconnus aujourd'hui pourraient cesser de l'être demain si une loi nouvelle le décidait ainsi.

Il importe donc de bien préciser quel est le sens de cette rédaction. Suivant moi, son sens naturel est celui-ci : l'Etat ne paiera que les cultes qui seront reconnus par la loi existante, à quelque époque que cette loi ait été rendue. D'où il suivrait que, si, dans la suite, une loi était rendue par une autre législature, qui, par exemple, voulût cesser de reconnaître tel ou tel culte, ce culte cesserait d'avoir une subvention par l'Etat. Voilà pourquoi je dis que la rédaction de la commission me paraît obscure, et qu'il est nécessaire de la préciser.

Le citoyen Fayet. Oui, s'il s'agissait de la loi actuelle; mais il s'agit de la loi à venir.

Le citoyen Bouzique. L'objection qu'on me fait prouve qu'on ne m'a pas saisi. Je dis que la rédaction de la commission présente trois sens possibles : ou l'on entend seulement les cultes qui sont reconnus aujourd'hui ; ou bien on pourra entendre les cultes qui sont reconnus aujourd'hui et ceux qui le seront ultérieurement ; ou bien enfin, troisième explication, on entend seulement les cultes qui seront reconnus par la loi existante à telle ou telle époque, à quelque époque que cette loi ait été rendue.

Eh bien, je dis que, dans ce troisième sens, qui est le sens naturel, à mon avis, il arrivera qu'il dépendra des législatures qui viendront après nous de reconnaître ou de ne pas reconnaître tel ou tel culte, et qu'ainsi les religions des minorités, par exemple, seront exposées à se voir refuser les subventions de l'Etat.

C'est donc pourquoi il me paraît fort important que la rédaction de la commission sorte du vague dans lequel elle est placée, suivant moi, et c'est dans ce but que j'ai proposé mon amendement, indiquant que tous les cultes actuellement établis recevront un traitement de l'État. Je ne change rien à ce qui existe aujourd'hui. Vous avez actuellement le culte catholique romain, le culte protestant et le culte israélite, qui reçoivent des traitements de l'Etat. Je ne demande pas autre chose ; mais je demande que

leurs droits soient garantis par un texte formel. Or le texte de la commission ne me paraît pas suffisant. (Aux voix ! aux voix !)

Le citoyen président. M. Vivien a la parole au nom de la commission.

Plusieurs membres. C'est inutile ! — (Aux voix ! aux voix !)

Le citoyen président. Il est important que la commission donne une explication sur ces mots « reconnus par la loi », qui ne paraissent pas suffisamment compris par les auteurs des amendements.

Le citoyen Vivien. L'honorable préopinant demande une explication sur la portée des termes du second paragraphe de l'art. 7 de la Constitution ; et, moyennant cette explication, il n'insisterait pas sur son amendement.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Les ministres des cultes reconnus par la loi ont seuls droit à recevoir un traitement de l'Etat. »

L'honorable préopinant craint qu'il ne résulte de cette rédaction que l'on pourrait à l'avenir ne point reconnaître par la loi tel culte aujourd'hui reconnu, et ainsi lui enlever la garantie du traitement que la constitution veut lui donner.

Telle n'était pas notre pensée ; et nous croyons même qu'il faut quelque peu forcer notre rédaction pour en tirer cette conséquence.

Cependant, pour éviter toute équivoque, nous pensons que la rédaction suivante pourrait être adoptée :

« Les ministres des cultes actuellement reconnus par la loi et de ceux qui seront reconnus à l'avenir ont droit à recevoir un traitement de l'Etat. »

Plusieurs voix. Il faudrait dire : « . . . qui seraient ! »

Le citoyen président. M. Bouzique insiste-t-il ?

Le citoyen Bouzique. Non !

Quelques membres. Et l'amendement de M. Bérenger ?

Le citoyen président. M. Bérenger a proposé l'amendement suivant :

« La loi détermine les cultes dont les ministres recevront un traitement de l'Etat. »

M. Bérenger insiste-t-il ?

Le citoyen Bérenger. Messieurs, j'avais été frappé comme beaucoup d'entre vous de l'inconvénient qui paraissait résulter de l'introduction dans le projet de la commission du mot *reconnus*, appliqué aux cultes.

Cette rédaction proposée ne me paraissait pas suffisamment claire ; on pouvait croire que l'Etat avait ou pouvait avoir quelquefois à s'occuper de reconnaître l'existence d'un culte, alors même qu'il ne se serait pas agi de son salaire ; telle n'était pas l'intention de la commission. L'intention de la commission était seulement de constater constitutionnellement le droit, au profit des cultes actuellement salariés, de leur conserver ce privilége, ou du moins de leur continuer le droit d'être salariés et de permettre à tous les cultes qui ultérieurement pourraient être jugés dignes de cette faveur, de jouir du même privilége.

J'avais pensé que, précisément à cause de la variabilité qui se rencontre dans cette question, on devait laisser aux lois ordinaires le soin de déterminer les cultes qui doivent ou non être salariés par l'Etat. La commission ne le pense pas : toutefois elle semble reconnaître que sa rédaction présente quelque difficulté. Si l'Assemblée croit qu'on puisse, sans inconvénient, abandonner à la législation ordinaire le droit de déterminer quels sont les cultes qui recevront ou ne recevront pas un traitement de l'Etat, je persiste dans mon amendement ; si, au contraire, l'Assemblée ne croit pas qu'il faille abandonner à la législation ordinaire un semblable pouvoir, il me semble que ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait de renvoyer la fin de l'art. 7 à l'examen de la commission de constitution, sauf à passer aux articles suivants.

Le citoyen Vivien. Nous croyons que l'article proposé suffit. Si, du reste, nous y reconnaissions par la suite quelques imperfections, dans le travail de révision nous pourrions en modifier la rédaction ; mais nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de le faire.

Quant à la proposition de l'honorable M. Bérenger, je ferai remarquer qu'elle a l'inconvénient de ne pas résoudre la question de savoir si les cultes reconnus par les lois ultérieures seront salariés par l'Etat. Elle porte :

« La loi détermine les cultes qui reçoivent un traitement de l'État.»

Elle ne résout absolument rien, et elle ouvrirait chaque année une discussion sur la question de savoir si l'État doit ou non rétribuer les ministres des cultes. Or nous croyons que cette question doit être résolue affirmativement par la Constitution. (Approbation.)

Le citoyen président. M. Bérenger persiste-t-il dans son amendement?

Le citoyen Bérenger. Non, monsieur le président.

Le citoyen président. M. Isambert avait proposé de dire :

« Les subventions de l'État en faveur des Églises établies, ainsi que les rapports de ces Églises avec l'État, sont réglés par la loi. »

Le citoyen Isambert. Je demande à dire quelques mots de ma place.

Je crois m'apercevoir que l'Assemblée n'est pas disposée à examiner à fond les questions extrêmement graves qui se rattachent aux Eglises établies... (Si! si! — Non! non!) Je crois qu'elle n'y est pas disposée. A raison de cette circonstance, et surtout à raison du changement que la commission vient de proposer relativement aux Eglises qui ne sont pas encore reconnues par la loi, je préfère ajourner la discussion des rapports de l'Eglise et de l'Etat aux lois organiques. (Approbation.)

Je retire mon amendement.

Le citoyen président. L'amendement étant retiré, je relis le 2e paragraphe de l'art. 7, tel qu'il est proposé maintenant par la commission :

« Les ministres des cultes actuellement reconnus par la loi et de ceux qui seraient reconnus à l'avenir ont droit à recevoir un traitement de l'Etat.»

Le citoyen Marchal. Je propose de mettre *peuvent seuls recevoir*, au lieu de : *ont droit à recevoir.*

Si vous mettez *ont droit*, vous créez un droit constitutionnel...

Le citoyen Vivien. Oui! oui !

Le citoyen Marchal... qui enchaînera le législateur dans les temps ordinaires, et qui lui interdira d'examiner la question; tandis que, si vous mettez *peuvent seuls recevoir*, le législateur, dans tous les temps, aura une liberté entière, et pourra se livrer à l'examen de la question sans être obligé de réviser la constitution.

Le citoyen Dufaure. C'est avec intention que la commission repousse l'idée qui vient d'être exposée par M Marchal.

La commission n'a pas voulu mettre *pourront recevoir*, elle a voulu consacrer le droit, et voici pourquoi; j'en dirai très-rapidement deux raisons.

Déclarer que les ministres des cultes *pourront recevoir*, c'est les mettre chaque année dans la nécessité de solliciter le salaire dont ils auraient besoin; c'est porter atteinte à l'indépendance et en même temps à la dignité.

Et puis, rappelez-vous l'observation qui était faite par l'un de nos collègues : c'est s'exposer à ce qu'un jour le culte de la minorité succombe devant une majorité qui voudrait lui refuser le salaire.

Tranchons cette question immédiatement, résolvons-la; accordons le droit; l'Etat conserve toute sa puissance de police et de surveillance; mais accordons le droit pour éviter les deux inconvénients que j'ai l'honneur de vous signaler. (Marques d'assentiment.)

On a fait quelque objection relativement au mot *reconnus.*

Je crois devoir dire à l'Assemblée, avant qu'elle achève l'article par son vote définitif, que, quand nous avons parlé de reconnaissance de cultes, nous n'avons pas entendu dire que l'Etat reconnaîtrait un culte officiel, que par cette reconnaissance il en déclarerait la vérité exclusive. Ce n'est pas là notre opinion, ce n'a jamais été notre opinion. Le mot *reconnus* est un mot consacré qui veut dire uniquement que l'Etat admet le culte dans son sein pour recevoir un salaire, qu'il le consacre à ce point de vue seulement; mais en aucune manière on n'a voulu dire que ce serait un culte officiel de l'Etat, qui serait reconnu par la loi.

Nous demandons donc à l'Assemblée de vouloir bien adopter la rédaction que nous lui proposons.

Le citoyen président. M. Marchal propose de substituer dans la nouvelle rédaction de la commission les mots *pourront recevoir,* aux mots : *auront droit à recevoir.*

Je mets ce sous-amendement aux voix.

(Ce sous-amendement est mis aux voix et rejeté.)

Le citoyen président. Je mets maintenant aux voix le deuxième paragraphe de l'art. 7, tel qu'il est définitivement rédigé par la commission :

« Les ministres des cultes actuellement reconnus par la loi et de ceux qui seraient reconnus à l'avenir ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat. »

Quelques membres. Ont *seuls* le droit. (Bruit.)

Le citoyen président. Je mets aux voix le deuxième paragraphe de l'art. 7 tel que je viens de le lire.

(Le paragraphe 2 est mis aux voix et adopté.)

L'ensemble de l'art. 7 est également mis aux voix et adopté.

(*Extrait du* Moniteur *du* 20 *septembre* 1848.)

Jurisprudence.

FABRIQUE.—MÉTROPOLE.—CHAPITRE MÉTROPOLITAIN.—
BIENS RESTITUÉS.

Les chapitres des églises métropolitaines sont sans qualité pour demander l'envoi en possession des biens non aliénés qui doivent être restitués aux fabriques en vertu du décret du 15 ventôse an XIII; c'est à la fabrique seule de la métropole qu'il appartient de faire une telle réclamation.

Le chapitre métropolitain de Tours a réclamé la restitution, aux termes du décret du 15 ventôse an XIII, des biens non aliénés dépendant de l'ancien doyenné d'Huismes, qui se trouvaient entre les mains de l'État par l'effet des lois révolutionnaires. Cette demande a été repoussée par un arrêté préfectoral du 11 janvier 1844.

A son tour, le ministre des finances, saisi de la question, a jugé dans le même sens, en se fondant sur ce que le décret du 15 ventôse an XIII n'aurait ordonné la restitution aux fabriques que de ceux des biens qui étaient antérieurement affectés aux dépenses mêmes du culte, et nullement de ceux qui étaient consacrés à l'entretien des chanoines. Or, le ministre soutenait que les biens réclamés avaient toujours eu cette dernière destination. Dans tous les cas, ajoutait le ministre, en admettant même que ces biens eussent appartenu au chapitre métropolitain, ils n'appartenaient pas à la fabrique du chapitre, et le décret invoqué n'ordonnait la restitution que des biens non aliénés, provenant des fabriques des ci-devant chapitres métropolitains et cathédraux.

Recours au conseil d'État de la part du chapitre de Tours, par une requête présentée au nom de la fabrique du chapitre. Le chapitre s'attache à démontrer que les biens du doyenné d'Huismes, ont toujours été la propriété de l'église métropolitaine, et jamais des chanoines de Tours. Le commissaire du Gouvernement, M. Hély-d'Oissel, chargé de porter la parole dans cette affaire, tout en reconnaissant au fond le bien fondé de la réclamation, a émis l'avis que la

fabrique du chapitre n'avait pas qualité pour faire valoir les droits de l'église de Tours. Il n'y a plus en ce moment, a dit ce magistrat, de fabriques de chapitres aux yeux de la loi, il n'y a que des fabriques d'églises : ces fabriques seules ont qualité pour intenter les actions de l'église. En conséquence, M. le commissaire conclut au rejet du pourvoi comme ayant été formé par un être moral sans qualité pour cela.

Au nom du peuple français : — Nous, membres du Gouvernement Provisoire, etc. ;— Vu la Charte contenant donation du domaine d'Huismes à l'église métropolitaine de Tours; les lettres-patentes du 21 juin 1782 ; l'assignation du 31 mai 1784 ; — Vu le décret du 15 ventôse an XIII ; — Considérant qu'il est allégué par la demande, et qu'il résulte de l'instruction que le domaine d'Huismes a été anciennement donné à l'église cathédrale de Tours, pour être consacré à l'entretien de ladite église et aux frais du culte ; que s'il a été affecté pendant un certain temps à la rémunération personnelle du doyen du chapitre, il n'a cependant pas cessé d'être la propriété de l'église; qu'il a été rendu à sa destination primitive par les lettres-patentes du 21 juin 1782, et que c'est en cet état que, par l'effet des lois des 17 novembre 1789, 12 et 21 juillet 1790, il est devenu propriété nationale ; — Considérant qu'aux termes du décret du 15 ventôse an XIII, les biens non aliénés provenant des fabriques des métropoles et cathédrales des anciens diocèses, ceux provenant des fabriques des ci-devant chapitres métropolitains et cathédraux, appartiennent aux fabriques des métropoles et cathédrales et à celles des chapitres actuels dans l'étendue desquels ils sont situés.

Considérant que, par application des dispositions de ce décret, le chapitre du diocèse actuel de Tours réclame les biens non aliénés dépendant du domaine d'Huismes, comme provenant du ci-devant chapitre de Tours ; — Considérant que si ces biens étaient autrefois administrés par ledit chapitre, c'est parce qu'à cette époque ce chapitre était chargé de pourvoir à l'entretien et à la réparation de l'église métropolitaine, et qu'il exerçait ainsi les attributions qui appartiennent aujourd'hui aux fabriques des cathédrales; qu'ainsi, lesdits biens doivent être considérés comme provenant de la fabrique d'une métropole ; que dès-lors, aux termes du décret précité, le chapitre de Tours est sans qualité pour en réclamer l'envoi en possession ; — Art. 1^er^. Les requêtes ci-dessus visées du chapitre métropolitain de Tours sont rejetées.

Arrêt du conseil d'État du 21 *avril* 1848.

Questions proposées.

Quel est le minimum du traitement que les vicaires reconnus par le gouvernement sont aujourd'hui en droit d'exiger des communes?

Avant le décret du 30 décembre 1809, les vicaires n'avaient aucun

traitement. La loi du 18 germ. an X, sur la réorganisation du culte, ne leur en avait attribué aucun ; elle avait seulement statué (art. 68) qu'ils seraient choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en vertu des lois de l'Assemblée constituante, et que le montant de ces pensions ainsi que le produit des oblations constitueraient leur émolument. L'auteur du décret du 30 décembre 1809 comprit qu'il y avait là une lacune préjudiciable à une notable partie du clergé de France, et il crut devoir la combler en créant en faveur de ces ecclésiastiques un traitement fixe. Le paiement de ce traitement fut mis à la charge des fabriques (art. 37), et subsidiairement des communes (art. 92) ; le taux en fut, en outre, déterminé. Tel fut l'objet de l'article 40, qui porte que « le traitement des vicaires sera de 500 fr. au « plus et de 300 fr. au moins. »

Les vicaires restèrent dans cette position jusqu'en 1816 : la loi de finance du 28 avril de cette année ayant alloué de nouveaux fonds pour améliorer le sort du clergé, une ordonnance du 5 juin consacra une partie de ces fonds à accorder un secours de 200 fr. aux vicaires autres que ceux des villes de grande population. Cette allocation fut successivement portée à 250 fr. par l'ordonnance du 9 avril 1817 ; à 300 fr., par l'ordonnance du 31 juillet 1821 ; et enfin à 350 fr., par l'ordonnance du 8 janvier 1830. Ces secours n'avaient évidemment rien de commun et ne devaient nullement être confondus avec le traitement proprement dit, assuré aux vicaires par l'art. 40 du décret du 30 décembre 1809. C'est ce qui est déclaré d'une manière péremptoire dans la circulaire du ministre de l'intérieur (M. Lainé), du 7 mars 1818. « Le mot *secours* est employé, dit cette « circulaire, parce que la somme de 250 fr., dont il s'agit, n'est qu'une « amélioration au sort des vicaires réglé précédemment, et qu'elle « ne doit, en aucune manière, être un motif, pour les communes, « de supprimer ou de réduire les rétributions qu'elles ont jusques ac- « tuellement acquittées pour cet objet. »

Les termes de cette circulaire étaient fort clairs, et d'ailleurs l'esprit des autres règlements sur la matière ne l'était pas moins. Cependant, en 1830, à cette époque où se manifesta une réaction violente contre le clergé, on pensa que la loi du 2 août 1829 ayant permis d'augmenter de 50 fr. l'indemnité des vicaires, le minimum de leur traitement à la charge des fabriques ou des communes, fixé à 300 fr. par le décret du 30 décembre 1809, pouvait être réduit à 250 fr. Une circulaire, en date du 5 mai 1831, fut adressée aux préfets dans ce sens. Quelques conseils municipaux profitèrent de la latitude qui leur était donnée, et il en résulta que, dans un certain nombre de paroisses, les vicaires, au lieu de recevoir le traitement légal de 300 fr., ne touchèrent plus que 250 fr. Cette jurisprudence était inadmissible, car elle consacrait évidemment une violation de la loi. En effet, aucune disposition législative n'avait abrogé l'art. 40 du décret du 30 décembre 1809. L'allocation contenue dans la loi du

2 août 1829 était de même nature que celles qui avaient été faites précédemment par les ordonnances des 5 juin 1816, 9 avril 1817, 31 juillet 1821 et 8 janvier 1830 ; elle avait été votée dans le même esprit et pour les mêmes motifs. Il s'agissait dans la loi de 1829, comme dans ces ordonnances, d'améliorer le sort des vicaires par l'augmentation d'un secours dont on reconnaissait l'insuffisance, et non point de décharger les communes. Il suffit pour s'en convaincre de lire la discussion de la loi de finances du 2 août 1829. Dans cette discussion, plusieurs députés émirent le vœu que le traitement des desservants étant porté de 750 à 800 fr., il fût fait, dans les *suppléments alloués par les communes*, une réduction proportionnée à cette augmentation. Le ministère donna son adhésion à cette mesure, et une circulaire, du 10 avril 1830, invita les préfets à s'y conformer. Mais il ne fut pas proféré un seul mot qui donnât à entendre qu'il y eût lieu à réduire le chiffre du traitement des vicaires; et cependant, si telle avait été l'intention du législateur, il y avait pour lui une obligation plus étroite de l'exprimer, puisqu'il s'agissait d'abroger la disposition impérative d'un décret, tandis qu'à l'égard des desservants rien de semblable n'existait. Du reste, il ne saurait suffire, pour abroger un acte ayant force de loi, d'une intention présumée. Il eût fallu de la part de la chambre ou du gouvernement une volonté exprimée et certaine, et c'est ce qui n'a pas eu lieu.

Ce n'est pas tout, la pensée de la loi du 2 août 1829 nous semble encore manifestement reproduite dans la circulaire du 10 avril 1830, que nous citions tout à l'heure. Par cette circulaire, le gouvernement informe les préfets que, par suite de l'augmentation accordée aux desservants par la loi du 2 août 1829, et des explications qui avaient accompagné le vote, le taux des suppléments de traitement qu'il était facultatif aux communes d'accorder à ces desservants devait être réduit dans la même proportion ; mais il n'est nullement question des vicaires. Certainement, s'il eût dû résulter de la même loi une diminution de leur traitement, le ministre n'aurait pas manqué de le signaler aux préfets, puisque cette mesure entraînait tout à la fois l'abrogation d'une loi et le changement d'un système suivi depuis 1816. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? C'est que tel n'était pas le sens de la loi, et que telle n'avait pas été non plus l'intention de ses auteurs.

Il résulte donc de ces diverses considérations, que la loi du 2 août 1829 et l'ordonnance du 8 janvier 1830, qui ont élevé de 300 fr. à 350 fr. le secours alloué par l'État aux vicaires autres que ceux des villes de grande population, n'ont point dérogé à l'art. 40 du décret du 30 décembre 1809 ; que la circulaire du 5 mai 1831 qui a autorisé la réduction du traitement de ces ecclésiastiques à 250 fr., toutes les fois que les conseils municipaux voulaient s'en tenir à ce minimum, est illégale, et qu'elle ne saurait non plus modifier ledit article ; que la disposition qu'il consacre est toujours en vigueur, et

que par conséquent aujourd'hui encore, le traitement à payer aux vicaires par les fabriques et les communes ne peut pas être moindre de 300 francs.

Cette solution est incontestable ; c'est celle donnée par M. Affre, dans son *Traité de l'Administration temporelle des Paroisses*, page 456; par le *Journal des Conseils de Fabriques*, t. III, page 273; par le *Journal des Communes*, t. VIII, p. 219. Cependant il arrive encore que des conseils municipaux croient pouvoir réduire le traitement de leur vicaire à 250 fr., conformément à la circulaire ministérielle du 5 mai 1831. Quels moyens restent alors au vicaire pour faire valoir ses droits ?

Le premier moyen de recours à employer consiste à réclamer auprès du préfet contre la décision du conseil municipal. Si le préfet statuait dans le sens de cette décision, le vicaire aurait à adresser une réclamation semblable aux ministres de l'intérieur et des cultes. Enfin, si la décision des ministres était conforme à celle du préfet, il n'y aurait pas autre chose à faire que de se pourvoir contre cette décision, par la voie contentieuse, devant le conseil d'État. (Consultant M. Bellegarde, curé du Verdier, Tarn.).

La prescription qui soumet au timbre les certificats à produire à l'église pour la justification du mariage civil est-elle tellement obligatoire, que le ministre du culte doive refuser la bénédiction nuptiale à ceux qui ne lui présentent qu'un certificat sur papier libre?

D'après le décret impérial du 9 décembre 1810, les certificats dont il s'agit sont assujettis au timbre de 25 centimes. Quoique cette disposition soit très-précise, cette mesure fiscale n'a pas toujours été rigoureusement observée, et la jurisprudence du ministère des finances a plusieurs fois varié sur ce point. Après avoir, depuis 1810, exigé que ces certificats fussent timbrés, l'administration cessa, en 1832, de les regarder comme assujettis à cette formalité. Elle les regarda soit comme des actes délivrés par un fonctionnaire public à un autre fonctionnaire public, soit comme des actes de police générale ayant pour objet d'assurer l'exécution de l'art. 54 de la loi du 18 germinal an X ; et elle les considéra, à ce titre, comme rentrant dans les exceptions établies par les § 2 et 14 du n° 1er de l'art. 16 de la loi du 13 brumaire an VII. En conséquence, une décision du ministre des finances, du 7 juin 1832, et plus tard, une autre décision du même ministre, du 28 septembre 1833 (*Journal de l'Enregistrement*, 1833, n° 10739), leur firent application de cet article de la loi, et les déclarèrent dispensés du timbre.

Mais en 1839, cette interprétation fut abandonnée, et l'on en revint à décider que les certificats en question devaient être soumis au timbre. Tel est le sens de la délibération du conseil d'administration de l'enregistrement du 16 avril 1839, et de la décision ministérielle du 27 avril de la même année.

Aujourd'hui, donc, les certificats à produire aux ministres du culte pour constater le mariage civil, sont rentrés sous l'application du décret du 9 décembre 1810. Ils doivent par conséquent être timbrés. Mais si les officiers de l'état-civil ne se conforment point à cette nouvelle jurisprudence, soit parce qu'ils n'ont pas de papier timbré, soit pour tout autre motif, s'ensuit-il que le ministre du culte doive surseoir à la bénédiction nuptiale jusqu'à ce qu'on lui présente un certificat sur timbre? Nous ne le pensons pas. Nulle part la loi ne donne aux prêtres la mission de surveiller la légalité des actes de l'état-civil; ils prennent ceux qu'on leur donne, quand ils leur apparaissent procéder réellement de ceux auxquels est conféré le soin de les délivrer. Il suffit qu'il leur soit justifié, en bonne forme, de l'accomplissement préalable du mariage à la municipalité. Il est d'après cela certain, que si le maire, en délivrant un certificat sur papier libre, s'expose à l'amende, le curé qui le reçoit comme valable, ne se rend coupable d'aucune contravention, et qu'aucune disposition pénale ne saurait lui être appliquée.

Les frais de célébration des services religieux ordonnés par le gouvernement, comme ceux ordonnés récemment pour l'anniversaire du 24 Février, constituent-ils des dépenses obligatoires pour le culte, qui soient à la charge des fabriques?

Les fabriques ne peuvent-elles pas réclamer des communes le montant de ces frais?

Ces questions, qui nous ont été adressées par plusieurs de nos abonnés, sont résolues par l'avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du 21 juillet 1838, que nous nous contenterons de citer.

« Les membres du conseil d'Etat composant le comité de l'intérieur, qui, sur le renvoi ordonné par M. le ministre de la justice et des cultes, ont pris connaissance d'un rapport sur la question de savoir : si la fabrique de l'église cathédrale de Montauban est fondée à demander au conseil municipal le vote préalable ou le remboursement spécial des dépenses nécessaires pour la célébration de l'anniversaire du 28 juillet 1830, et si, malgré le refus du conseil municipal, le ministre de l'intérieur peut d'office inscrire la dépense sur le budget de la ville; — Vu la lettre du 20 juillet 1838, par laquelle le ministre de l'intérieur se joint à son collègue le garde des sceaux, ministre des cultes, pour soumettre la question au comité; — Vu le décret du 30 décembre 1809, et notamment les art. 37 et 92; — Vu l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1839 sur l'administration municipale; — Considérant que la célébration du service anniversaire de juillet, ordonnée par le gouvernement dans toutes les églises de France, constitue une dépense du culte obligatoire, qui tombe à la charge des fabriques et doit entrer dans leurs budgets et comptes annuels; — Que la fabrique de Montauban, considérée soit comme cathédrale, soit comme paroisse, doit satisfaire à cette obligation; —

Quant à la question de savoir si la fabrique est fondée, dans le cas d'insuffisance de ses revenus, à venir réclamer une subvention spéciale du conseil municipal, et si, malgré le refus de ce conseil, cette subvention peut être inscrite d'office par le ministre au budget de la ville ; — Considérant que, dans le cas où la fabrique de l'église cathédrale de Montauban serait fondée à exercer contre la commune le recours ouvert par le décret de 1809, pour le paiement des frais du culte paroissial, sa demande actuelle ne saurait être admise dans la forme dans laquelle elle est présentée ; — Qu'en effet, il n'entre ni dans les termes ni dans l'esprit du décret de 1809, que les communes soient appelées à voter, sur la demande des fabriques, des subventions pour un objet spécial ; — Que ce n'est qu'après la liquidation des comptes et le règlement de leur budget, et seulement en cas de déficit sur l'ensemble des dépenses mises à leur charge par l'article 37 du décret du 30 décembre 1809, que les fabriques des églises paroissiales sont admises à présenter leurs budgets et leurs comptes au conseil municipal, et à réclamer, au nom de l'art. 92 du décret et de l'art. 30, § 14, de la loi du 18 juillet 1837, l'allocation de la somme nécessaire, non pour couvrir telle ou telle dépense, mais pour suppléer au déficit général du budget ;

Sont d'avis, 1° Que la fabrique ne peut se refuser à faire les frais du service anniversaire de juillet ; — 2° Qu'il n'y a pas lieu, quant à présent du moins, d'inscrire d'office au budget de la ville de Montauban la somme demandée d'une manière spéciale pour la célébration de ce service. »

Il existe sur le même sujet, à la date du 13 septembre 1838, une lettre du ministre des cultes, qui a statué dans le même sens que le présent avis, et d'où il résulte aussi que les frais des services religieux ordonnés par le gouvernement doivent entrer dans le budget et les comptes annuels de la fabrique, susceptibles d'être présentés au conseil municipal en cas d'insuffisance des ressources fabriciennes, conformément à l'art. 30, § 14, de la loi du 12 juillet 1837.

ADMINISTRATION FABRICIENNE.

Travaux des Conseils de fabriques et des Marguilliers pendant le mois d'avril.

CONSEILS DE FABRIQUES. — MM. les fabriciens savent que l'époque de la seconde session ordinaire de *Quasimodo* approche, et qu'elle est fixée, cette année, au 14 avril. Cette session est la plus importante de toutes, parce que les intérêts les plus graves de l'Église et les points les plus capitaux de l'administration fabricienne y doivent être discutés et réglés.

Il n'est peut-être pas inutile de présenter ici quelques observations touchant les opérations qui doivent occuper les conseils de fabriques

pendant cette session. Parmi ces observations, il en est qui sont applicables à toutes les sessions ordinaires; d'autres, à chacune des diverses sessions en particulier.

Observations applicables à toutes les sessions ordinaires.

Convocation, mode. — Aux termes de l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809, l'avertissement de chaque séance doit être publié au prône de la grand'messe, le dimanche qui précède la réunion. Cela regarde spécialement MM. les curés. Indépendamment de cette publication, les présidents des conseils ou MM. les curés envoient quelquefois au domicile des fabriciens des lettres de convocation. Cette mesure n'est nullement prescrite par la loi, mais elle est excellente, et nous savons par expérience qu'elle est fort utile dans un grand nombre de paroisses.

Lieu de réunion. — Les conseils de fabriques doivent se réunir, à l'issue de la grand'messe ou des vêpres, dans l'église, dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère (art. 10 du décret précité). Le choix de l'un ou l'autre de ces lieux est ordinairement laissé au pasteur. Dans le cas contraire, c'est au président à s'entendre avec lui pour cette désignation. S'il s'élevait quelque difficulté à cet égard, ce serait au conseil à statuer. Dans les paroisses où il n'existe pas de presbytère et où le curé reçoit en remplacement une indemnité pécuniaire, le conseil de fabrique peut valablement se réunir dans le logement occupé par lui (art. 10 et 92 du décret précité).

Présidence de l'assemblée. — Il peut arriver que le président soit empêché d'assister à la séance; dans ce cas, elle doit être présidée soit par le plus âgé des membres présents, comme doyen d'âge, soit par un président par intérim que le conseil nommerait à cette fonction, mais pour cette fois seulement.

Absence, délibérations, nombre de fabriciens nécessaire pour délibérer. — L'absence du maire ou de tout autre fabricien ne doit point empêcher la séance d'avoir lieu, si d'ailleurs les membres du conseil sont en nombre suffisant pour pouvoir délibérer valablement. Ils sont en nombre suffisant, lorsqu'ils forment la moitié des fabriciens dont le conseil doit être composé (art. 9 du décret précité).

Le fabricien qui s'abstient de prendre part à une délibération ne peut compter pour former la moitié des membres dont la présence est exigée, et doit par conséquent être considéré comme absent.

Les conseils de fabriques, dans leurs séances ordinaires, ont le droit de délibérer sur tous les objets qui rentrent dans leurs attributions. Un de leurs premiers soins est de procéder au remplacement des membres qui, depuis la dernière séance, seraient décédés ou se seraient démis de leurs fonctions. Il est à remarquer que les fabriciens ainsi nommés ne sont élus que pour le temps d'exercice qui restait à ceux qu'ils sont destinés à remplacer (art. 3 de l'ordonn. royale du 12 janv. 1825). Si, un mois après la séance ordinaire qui a suivi la vacance, le conseil

n'a pas pourvu au remplacement, c'est à l'évêque qu'il appartient d'y procéder (art. 7 de la même ordonn.).

Séance extraordinaire. — S'il arrivait qu'un conseil n'eût pas dans sa séance le temps suffisant pour arrêter ses délibérations sur tous les objets dont il aurait à s'occuper, il devrait immédiatement demander à l'évêque ou au préfet l'autorisation de se réunir ultérieurement en session extraordinaire (art. 10 du décret précité).

D'après l'art. 9 du décret du 30 déc. 1809, les délibérations doivent être prises à la pluralité des voix. En cas de partage, le président du conseil, ou le président par intérim qui le remplace, a voix prépondérante ; mais il a été décidé que cette faculté qui lui est donnée pour les délibérations ordinaires ne lui appartient pas en matière d'élections (avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du 9 juillet 1839).

Il est permis à tout fabricien qui provoque une décision d'appuyer sa proposition d'un projet de délibération, et le secrétaire ne peut refuser d'en faire au procès-verbal les diverses insertions que le conseil a ordonnées. Toutes les difficultés élevées sur la rédaction de ce procès-verbal sont décidées par la majorité.

Les délibérations doivent être signées par tous les membres présents à la séance (art. 9 précité) ; et elles doivent être inscrites sur un registre spécial, coté par première et dernière, et paraphé sur chaque feuille par le président du conseil.

Observations spéciales à la session de Quasimodo.

Les conseils de fabriques ont à s'occuper, dans la séance de *Quasimodo*, de diverses opérations qui méritent toute leur attention.

Reddition du compte du Trésorier.—Il doit être procédé dans cette session à la reddition et à l'apurement du compte du trésorier. Les marguilliers, auxquels ce compte a été présenté dans leur séance du mois de mars, font leur rapport au conseil, et la discussion s'engage immédiatement. Le trésorier a le droit d'assister et de prendre part à cette discussion ; mais il est admis par la jurisprudence qu'il doit se retirer au moment du vote. Au cas où la séance ne suffirait pas pour la discussion et la clôture du compte, l'art. 85 du décret autorise le conseil à la proroger au dimanche suivant. S'il s'élève quelques débats sur un ou plusieurs articles du compte, le compte n'en doit pas moins être arrêté, sous la réserve des articles contestés (art. 86 du décret). Lorsque l'on ne peut s'entendre sur le règlement du compte ou de quelques-uns des articles, c'est devant l'autorité administrative que les débats doivent être portés, sauf à revenir ensuite devant les tribunaux ordinaires, pour faire ordonner le paiement du reliquat ou statuer sur les contestations élevées sur l'exécution dudit compte (arrêt de la Cour de cassation, du 9 juin 1823, rapporté dans Sirey, t. XXIV, 1re partie, page 36).

Le compte qui n'a soulevé aucune difficulté n'a pas besoin d'être

approuvé, à moins que l'évêque ne veuille le voir et le soumettre à son approbation, ce qu'il a toujours le droit de faire (décis. minist. du 10 mars 1812). La délibération de la fabrique qui en approuve le règlement est immédiatament exécutoire.

Dans tous les cas, le compte du trésorier doit être en double copie: l'une est déposée dans la caisse ou armoire à trois clefs, l'autre à la mairie de la commune (art. 89 du décret du 30 déc. 1809).

Il est inutile de parler ici de l'obligation imposée au trésorier de rendre son compte annuellement. Cependant il est bon de savoir que, s'il s'y refusait, comme s'il ne voulait point en payer le reliquat, il pourrait y être contraint judiciairement. Dans ce cas, le conseil de fabrique, après avoir épuisé les voies de conciliation, a recours aux moyens coërcitifs qui sont indiqués dans l'art. 90 du décret du 30 décembre 1809.

Vote du Budget.—C'est dans la session de *Quasimodo* que le budget de l'année prochaine, c'est-à-dire de l'année 1850, doit être discuté et arrêté. Ce budget ayant été préparé par le bureau des marguilliers, c'est sur le projet proposé par eux que la discussion doit s'engager. Lorsqu'il a été arrêté, il est envoyé, avec l'état des dépenses de la célébration du culte, à l'évêque diocésain, pour que ce prélat lui donne son approbation (art. 47 du décret du 30 déc. 1809).

Le budget doit, aux termes de l'art. 46 du décret précité, établir la recette et la dépense de l'église. On peut se demander ici si, parmi les articles dépenses, le conseil de fabrique est obligé de porter l'indemnité de logement à payer au curé, pour défaut de presbytère? Cette indemnité est, d'après les dispositions littérales des lois, à la charge des communes; le décret du 30 déc. 1809 et la loi du 18 juill. 1837 ne laissent aucun doute à cet égard. La Cour de cassation même s'est prononcée dans ce sens, par son arrêt du 7 janv. 1839; mais une nouvelle jurisprudence a prévalu, et aujourd'hui l'on tient pour constant dans l'administration que l'indemnité de logement, au cas où elle est due, n'est une charge communale que lorsque les fabriques n'ont pas les ressources suffisantes pour y subvenir. Telle est la décision d'un nouvel arrêt du conseil d'État, du 21 avril 1848, que nous avons cité dans notre livraison de janvier. D'après cela, si la commune refuse de pourvoir à cette dépense, la fabrique ne doit point négliger de la porter dans son budget, pour ne point laisser le curé dans l'embarras. Il est encore une observation à faire à ce sujet, c'est que, si cette indemnité n'était allouée ni par la commune ni par la fabrique, le curé est autorisé à la réclamer par voie de pétition au préfet ou au ministre des cultes; mais il ne le peut point par voie d'action devant les tribunaux civils (même arrêt).

Quoique le décret du 30 décembre 1809 et plusieurs décisions ministérielles aient mis les frais de clôture et d'entretien des cimetières à la charge des fabriques, il est cependant évident que cette dépense est essentiellement communale, comme le suppose formelle-

ment l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837. Dès-lors, les conseils de fabriques pourraient se dispenser de la porter à leur budget ; mais dans un certain nombre de paroisses, il n'en est pas ainsi, à cause de la grande incurie des conseils municipaux à cet égard.

Que faudrait-il faire si un conseil de fabrique refusait de porter à son budget une dépense indispensable? Dans ce cas, le curé ou tout autre fabricien doit en prévenir l'évêque qui est autorisé à inscrire d'office à ce budget l'allocation nécessaire. (On peut voir dans ce sens un avis du conseil d'État du 19 mai 1811.)

La discussion du budget offre naturellement au conseil l'occasion d'examiner la situation générale de la fabrique. Nous l'engageons à le faire avec le plus grand soin. Ainsi, le conseil portera son attention sur l'état des églises et presbytères, sur les reconstructions et réparations qu'il y aurait lieu de faire ; il s'assurera s'il n'y a pas des actes conservatoires à faire, des prescriptions à interrompre, des déchéances à prévenir, des inscriptions hypothécaires à renouveler ; il vérifiera si toutes les rentes sont régulièrement payées, s'il n'y a pas quelques poursuites à exercer contre les débiteurs en retard, si tous les dons et legs faits à la fabrique ont été acceptés, ou si du moins les démarches nécessaires pour arriver à cette acceptation ont eu lieu, etc. Quand il est venu à sa connaissance que quelque testateur ait prescrit à ses héritiers ou légataires de faire acquitter des messes à son intention, il ne doit pas manquer de charger le trésorier de faire les démarches nécessaires pour en poursuivre l'acquittement s'il y a lieu. Le trésorier est un des plus intéressés à ce que ces divers actes d'administration ne soient point négligés, car il est personnellement responsable du préjudice ou des pertes que leur omission pourrait entraîner pour la fabrique. La même responsabilité pèse d'ailleurs sur le bureau et sur le conseil qui auraient à se reprocher à cet égard quelque négligence.

C'est, autant que possible, dans la session de *Quasimodo* que les conseils de fabriques doivent délibérer sur les demandes de secours à faire à la commune. Les délibérations qu'ils peuvent prendre à cet égard seront envoyées sans retard avec le budget à l'évêque, afin que le budget étant revêtu de son approbation, l'un et l'autre soient présentés au conseil municipal dans sa session du mois de mai, époque à laquelle ce conseil dresse le budget communal.

Quant aux pièces à fournir à l'appui de la demande en subvention, voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans notre livraison de février, page 48.

Les demandes en érection de cures, de succursales, de chapelles, de vicariats et d'annexes, doivent également être, autant que possible, adressées aux conseils municipaux pour leur session de mai.

Élections. — Les élections ont été fixées au dimanche de *Quasimodo* par l'art. 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825. Les conseils de fabriques ont donc à procéder dans la séance de ce jour,

au remplacement des fabriciens sortants (art. 7 et 8 du décret du 30 décembre 1809) ; au renouvellement du président et du secrétaire (art. 9, même décret) ; enfin, à la nomination de celui de leurs membres qui doit entrer dans le bureau des marguilliers, à la place du marguillier dont les pouvoirs sont expirés (Art. 11 du décret précité).

Quelle que soit l'époque de l'installation d'un conseil de fabrique, il doit être renouvelé le dimanche de *Quasimodo* de la troisième année de son exercice (Avis du comité de l'intérieur du 9 juillet 1839).

D'après le même avis, lorsque le président du conseil se trouve au nombre des membres sortants, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, de nommer un président provisoire avant de procéder aux élections.

Un avis du conseil de l'administration des cultes, du 7 août 1841, a décidé que, pour qu'un conseil de fabrique puisse valablement procéder aux élections du renouvellement triennal, il suffit que les fabriciens prenant part à ces élections soient, dans les conseils des paroisses de 5,000 âmes, au nombre de quatre, et dans ceux des paroisses de moins de 5,000 âmes, au nombre de trois. Quand il ne reste en fonctions, par suite de décès, démission ou d'expiration de pouvoirs, qu'un nombre de membres insuffisant pour pouvoir procéder valablement à ces élections, c'est à l'évêque qu'il appartient de faire les nominations. En matière d'élections, le président n'a pas voix prépondérante, ainsi que nous l'avons déjà dit. En cas de partage, on doit procéder à un second tour de scrutin, et si le partage continue, c'est le plus âgé des concurrents qui doit être élu. (Avis du Comité de l'intérieur du 9 juillet 1839.)

L'art. 3 du décret du 30 décembre 1809 indique quelles conditions il faut remplir pour être nommé fabricien. Il faut être notable, catholique, domicilié dans la paroisse, et âgé au moins de vingt-cinq ans. Du reste, d'après l'art 8 du même décret, les fabriciens, comme les marguilliers sortants, peuvent être réélus.

C'est au scrutin individuel et à la majorité absolue que doit être faite l'élection du président, celle du secrétaire et celle du marguillier qui doit entrer dans la composition du bureau. (Art. 9 et 11 du décret du 30 décembre 1809.)

S'il arrivait qu'un conseil de fabrique ne pût s'entendre sur les élections à faire, et qu'il laissât ainsi passer l'époque prescrite, il y aurait lieu de demander immédiatement à l'évêque ou au préfet l'autorisation de se réunir en session extraordinaire pour y procéder dans le mois qui suit le dimanche de *Quasimodo*. Il ne faudrait pas manquer de spécifier dans la demande d'autorisation l'objet de la réunion, car les élections faites dans une séance extraordinaire non spécialement autorisée à cet effet seraient susceptibles d'être annulées par un arrêté du Gouvernement. Du reste, bien que des élections faites par un conseil de fabrique soient entachées de nullité,

ce conseil ne peut, tant que cette nullité n'a pas été prononcée, procéder à de nouvelles élections. (Ordonn. du roi du 30 sept. 1839.)

Un mois après *Quasimodo*, le conseil ne peut plus procéder aux élections; c'est alors au curé ou à tout autre fabricien à prévenir l'évêque, qui nomme directement aux fonctions vacantes, conformément à l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825.

Bureaux des marguilliers. — Les bureaux des marguilliers ont à s'occuper aussi, de leur côté, du renouvellement de leur président, de leur trésorier et de leur secrétaire. C'est ce qu'ils doivent faire dans leur première réunion après la séance de *Quasimodo* du conseil de fabrique (Art. 16, 17, 19 et 22 du décret du 30 décembre 1809). Il n'y a aucune disposition de loi qui éloigne formellement les curés et les maires de la présidence du bureau ; mais, d'après la jurisprudence ministérielle, ils ne doivent point être appelés à cette fonction. (Lettres ministérielles des 4 avril 1811, 13 novembre 1834, 24 décembre 1841, et 24 août 1842.)

Après les élections, les marguilliers procèdent à la vérification du bordereau trimestriel de situation, à l'évaluation des dépenses du trimestre suivant, à la formation du fonds de roulement, et à la vérification du compte-rendu des fondations, dont le tableau doit être affiché dans la sacristie, conformément à l'art. 26 du décret du 30 décembre 1809. Le récolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église est ordinairement dressé à la même époque. Aux termes de l'art. 55 du décret précité, ce récolement doit être signé par le curé et par le président du bureau.

Chronique.

TRAVAUX DU COMITÉ DES CULTES.

Rapport de M. Pradié, au Comité des Cultes, sur la question de l'inamovibilité des desservants et du rétablissement des officialités. (Suite.)

DES OFFICIALITÉS.

La question des officialités est une des questions les plus délicates de la discipline ecclésiastique, parce qu'elle touche aux sources mêmes de la juridiction ou de l'autorité de l'Église, juridiction et autorité qui ne sauraient être méconnues et déplacées sans entraîner la ruine même de tout l'édifice religieux, que nous avons pour mission de protéger et de défendre, puisqu'il est la dernière et peut-être la seule digue contre l'envahissement des doctrines les plus extrêmes, et, s'il est bien compris, le plus ferme soutien de la démocratie moderne.

Suivant la croyance de l'Église, croyance que l'Assemblée nationale devra respecter, de même qu'elle devra respecter toutes les autres croyances sous peine de porter atteinte au grand principe de

l'incompétence de l'État en matière religieuse, suivant la croyance de l'Église, la juridiction spirituelle réside dans le Pape et les évêques, et ne réside que là. La souveraineté temporelle, bien qu'elle ait une règle supérieure dans la raison divine, réside essentiellement dans le peuple, car, dans la société civile, où nous sommes tous égaux par nature, le droit est dans tous, parce qu'il est à un degré égal dans chaque individu; mais lorsqu'il s'agit de religion, c'est autre chose, parce que la religion n'est rien, ou elle est une révélation, et si elle est une révélation, son autorité n'a pu nous venir que par le canal de quelques-uns, en qui doit résider, par délégation, la souveraineté divine. Ainsi, dans la société civile, le pouvoir vient d'en bas, et dans la société religieuse il vient d'en haut. La solution du problème social et religieux consiste dans l'alliance de ces deux souverainetés, afin qu'il n'y ait dans le monde et hors du monde aucune solution de continuité entre le peuple et Dieu.

Je le répète, je ne fais qu'exposer en philosophe chrétien la doctrine de l'Église. D'après ce que je viens de dire, cette doctrine est respectable, comme tout ce qui est grand et élevé. L'Assemblée nationale devra donc la respecter, comme l'a fait le peuple des barricades.

Cela posé, il nous sera facile d'éviter les écueils contre lesquels ont été se briser presque tous les législateurs qui, sans mission et sans autorité, et surtout sans aucune véritable science, ont entrepris de régler et de limiter par des lois civiles la juridiction même de l'Église.

Deux écueils sont à redouter dans la question qui nous occupe, l'erreur presbytérienne et l'erreur parlementaire. C'est à louvoyer entre ces deux écueils que consiste la sagesse.

J'ai dit que, d'après la croyance de l'Église, la juridiction résidait dans les évêques.

Dans les matières religieuses, « les laïques, dit saint Ignace, disciple des apôtres, doivent être soumis aux diacres, les diacres aux prêtres, et les prêtres à l'évêque. » (*Epist. ad Smyrneos.*) « Que les prêtres et les diacres, disent les canons catholiques, se gardent de rien entreprendre sans l'autorité de l'évêque, car c'est à lui que le peuple de Dieu a été commis, et c'est lui qui doit un jour rendre compte des âmes. » (*Can. 40.*)

Les constitutions apostoliques s'expriment comme les canons. « L'évêque doit vous présider comme investi de l'autorité de Dieu même ; c'est en vertu de cette autorité qu'il tient le clergé sous sa puissance et qu'il commande à tout le peuple. » Tel est le langage de toute l'antiquité.

C'est pour avoir méconnu ce langage, qu'Aërius, prêtre obscur et ambitieux d'Arménie, attaqua au quatrième siècle la juridiction épiscopale, en niant la supériorité des évêques sur les prêtres, et jeta les premiers fondements du presbytérianisme. C'est pour avoir méconnu

ce langage, que les légistes et les parlements, réagissant contre les empiétements qu'ils reprochaient aux évêques, dont les officialités, par une concession des temps, s'étaient emparées d'un grand nombre de causes temporelles, c'est, dis-je, pour avoir méconnu ce langage, que les légistes et les parlements, sous prétexte de dépouiller les évêques de toute juridiction civile, les dépouillèrent d'une partie essentielle de la juridiction religieuse, et s'avisèrent, au dix-huitième siècle, d'ordonner, par arrêt des parlements, l'administration des sacrements à des malades que l'Église rejetait de sa communion.

La constitution civile du clergé, décrétée le 26 août 1790, et dont l'avocat Camus, connu par ses opinions jansénistes, fut le principal rédacteur, ne fut que la consécration ou l'application des erreurs presbytériennes et jansénistes, puisque, d'une part, elles relâchaient les liens de subordination qui doivent unir à l'évêque les pasteurs du second ordre, en faisant nommer les uns et les autres par le peuple, et que, d'un autre côté, elle attribuait à une assemblée politique le droit de disposer en souveraine de l'autorité spirituelle, et de donner ce qu'elle n'avait certainement pas, la juridiction ecclésiastique.

Le concordat de 1801 et les organiques de 1802 ont fait disparaître toute trace de presbytérianisme. Par une réaction inévitable et qui caractérise l'esprit de l'Empereur, toujours porté vers les idées absolues, cette législation a concentré entre les mains des évêques tout l'exercice de la juridiction ecclésiastique sur les prêtres tel qu'il existait dans les premiers siècles de l'Église. Il était sans doute utile, à cette époque où il s'agissait de réorganiser le culte en France, que les évêques pussent, dans l'intérêt d'une bonne administration, changer et révoquer leurs prêtres sans recourir à toutes les formes canoniques usitées dans les officialités. Mais ce qui était moins utile, c'est que l'État escomptât ses faveurs en s'emparant subrepticement d'une partie du domaine spirituel.

Grâce à la Révolution de Février, qui, plus sincère, il faut l'espérer, que la Révolution de Juillet, non-seulement a proclamé, mais mettra en pratique le grand principe de l'incompétence de l'État en matière religieuse, grâce, dis-je, à la Révolution de Février, nous n'avons plus à craindre de tomber dans le presbytérianisme ou dans le jansénisme, par une raison bien simple, c'est que nous laisserons l'Église régler avec ses docteurs ces matières théologiques.

Toutefois, nous avons des vœux à lui adresser, et, maintenant que les diocèses sont réorgarnisés, il n'est peut-être pas intempestif d'examiner si les évêques ne devraient pas déléguer, comme le demandent les pétitionnaires, une partie de leur juridiction à des ecclésiastiques chargés de rendre la justice en leur nom.

Si nous sommes incompétents sur ces questions, l'Église ne l'est pas, et nous avons incontestablement le droit, sans blesser le principe de l'État en matière religieuse, et sans porter atteinte à l'autorité spirituelle, d'adresser nos vœux à l'Église, afin qu'elle donne

satisfaction à ce que les pétitions qui nous sont soumises ont de juste et de raisonnable.

Des prières nous sont adressées, des plaintes nous sont envoyées; c'est notre devoir de les examiner, pour voir si elles ont quelque fondement, et, dans le cas où elles en auraient, les soumettre à l'autorité légitime.

Dans les premiers siècles de l'Église, les évêques jugeaient par eux-mêmes, non-seulement les causes spirituelles, mais quelquefois les causes temporelles qui étaient soumises à leur arbitrage. C'est ce qu'on appelait la juridiction arbitrale.

« Pour ce qui est des arbitrages, dit M. l'évêque de Digne, Constantin permit à tous ceux qui auraient des difficultés de choisir les évêques de préférence aux juges séculiers. Il voulut que leur sentence fût assimilée à la sentence impériale, dont il n'y avait pas appel, et que les gouverneurs de province étaient chargés de faire exécuter. » (*Inst. dioc.*, 1er vol., p. 251.)

On voit donc que c'est par le libre consentement des parties et par la concession des princes qui accordaient aux jugements de l'évêque la sanction des lois civiles, que s'est établie insensiblement la juridiction temporelle des évêques. Cette juridiction s'était étendue à ce point que, sous prétexte de péché, le privilége clérical embrassait une foule de causes purement temporelles.

Au reste, cette juridiction fut utilement exercée par les évêques, qui rendirent à cette époque, où le droit était enveloppé dans les ténèbres de l'ignorance, des services signalés.

« L'évêque, dit M. Sibour, devint un véritable magistrat. Sa surveillance s'étendait sur tout ce qui regardait la police des mœurs et l'honnêteté publique. Si les pères ou les maîtres étaient assez infâmes pour vouloir livrer à la prostitution leurs filles ou leurs esclaves, celles-ci pouvaient implorer la protection de l'évêque pour conserver leur innocence. Il pouvait aussi empêcher qu'on fît monter sur le théâtre, malgré elle, une femme libre ou esclave; il devait veiller à la liberté des enfants exposés. Il intervenait encore dans les affaires qui regardaient les orphelins, les insensés ou les mineurs. Il devait visiter les prisons une fois la semaine, et s'informer du sujet de la détention des prisonniers esclaves ou libres, pour dettes ou pour crimes, avertir les magistrats, et, s'il y avait de leur part négligence, en donner avis à l'Empereur. L'Église prenait ainsi sous sa protection tout ce qu'il y avait de faible et de malheureux dans la société, et les lois favorisaient l'action bienfaisante de la charité. » (*Inst. dioc.*, t. 1er, p. 204.)

Quoi qu'il en soit de l'utilité ou des dangers de la juridiction épiscopale appliquée au jugement des causes temporelles, toujours est-il qu'elle a porté ombrage aux légistes et aux magistrats, qui sont parvenus à la faire supprimer. Les attaques contre cette juridiction ont commencé vers le douzième siècle, et ont abouti à la célèbre ordon-

nance de 1539, que M. Isambert, dans son *Recueil des anciennes lois françaises*, t. 12, 2e partie, p. 600, appelle l'acte le plus important du règne de François Ier.

Art. 1er. « C'est à savoir que nous avons défendu et défendons à tous nos sujets de ne faire citer ni convenir les laïques par-devant les juges d'Eglises ès actions pures personnelles, sur peine de perdition de cause et d'amende arbitraire.

Art. 4. « Sans préjudice, toutefois, de la juridiction ecclésiastique ès-matière de sacrement et autres pures spirituelles et ecclésiastiques dont ils pourront connaître contre lesdits purs laïques en la forme de droit. »

L'Assemblée contituante de 1790 acheva ce que l'ordonnance de 1539 avait commencé. L'art. 13 de la loi du 7 septembre supprima tous les offices de judicature, tous les tribunaux particuliers, toutes les juridictions privilégiées. Les officialités ecclésiastiques furent nommément comprises dans cette suppression, et l'art. 10 des articles organiques du Concordat abolit tout privilége portant exemption ou attribution de juridiction épiscopale.

Ce n'est pas les anciennes officialités que les pétitionnaires vous proposent de rétablir. Ces tribunaux, grâce à l'extension des bénéfices et des fiefs ecclésiastiques, dont les causes relevaient des officialités, grâce aussi aux procès des clercs qui en ressortaient, quelle que fût la nature de ces procès, ces tribunaux, dis-je, étaient plutôt temporels que spirituels. Ce que les pétitionnaires vous proposent d'établir, ce sont des tribunaux purement ecclésiastiques, chargés de juger des causes purement spirituelles.

Les pétitionnaires parlent, à l'appui de leur demande, de l'asservissement du clergé de second ordre et de l'urgence de son affranchissement. Nous avons dit ce qu'il y a d'exagéré et d'injuste dans ces plaintes. Ce qu'il y a de sérieux dans les pétitions qui vous sont soumises, le voici. L'évêque, en concentrant en lui-même tous les pouvoirs, pouvoir législatif, pouvoir administratif, pouvoir judiciaire, a naturellement moins de temps à consacrer à la prédication, aux œuvres de charité et à l'administration des sacrements.

« Le motif principal, dit M. l'évêque de Digne, qu'eut le concile de Latran pour exhorter les évêques à se faire suppléer par des délégués dans l'exercice de leurs fonctions, fut, nous l'avons vu, l'étendue des diocèses et la multiplicité des affaires. Certes, ce motif est bien plus puissant aujourd'hui. Les diocèses sont plus étendus qu'au treizième siècle, et les dispositions des esprits, l'affaiblissement de la foi et de la piété exigent de la part des évêques des travaux apostoliques qui ne se concilieront pas toujours, peut-être, avec les affaires administratives de leur église »

Le savant évêque ajoute que le meilleur moyen de faire aimer et respecter son pouvoir, c'est de savoir le limiter, surtout lorsque ce pouvoir a pour objet la discussion et la censure des actes du ministère sacerdotal, discussion et censure naturellement exposées à la critique et à la malignité.

NÉGOCIATION AVEC LE SAINT-SIÉGE.

Plusieurs des pétitionnaires vous proposent de placer la cause du clergé secondaire sous le patronage du grand Pape Pie IX. Cette proposition dictée par un esprit qu'il faut encourager, puisqu'il révèle dans ceux qui ont conçu la proposition une véritable confiance dans le chef de la catholicité, cette proposition soulève la question la plus grave que le comité aura sans doute à résoudre, et il aura bien mérité de la patrie et de la religion, et l'Assemblée nationale avec lui, si, au lieu de renouer la tradition de la Constituante de 89, il sait imprimer à la discussion, qui ne peut manquer de s'ouvrir vive et peut-être passionnée, cet esprit de sagesse et de conciliation, de réserve et de prudence, qui a essentiellement fait défaut au législateur de 89, encore sous l'empire des idées jansénistes et presbytériennes, et qui s'est laissé aller jusqu'à la constitution civile du clergé, sans songer qu'il y avait au bout de cette voie la proscription et l'échafaud.

L'histoire des législations passées et les fruits de vie ou de mort qu'elles ont produits, doivent servir d'école à ceux à qui la Providence a confié la redoutable tâche de résoudre les mêmes difficultés. Or, vous savez, Messieurs, l'écueil contre lequel sont venus échouer nos devanciers. Deux voies s'ouvraient devant eux.

Incompétents en matière de juridiction ecclésiastique, et fidèles à la maxime de la séparation du spirituel et du temporel, et au principe de la liberté des cultes, ils devaient, ce semble, exposer au Saint-Siége qu'une révolution profonde s'étant accomplie dans l'ordre temporel, il était urgent, indispensable, de modifier le régime ecclésiastique de manière à le mettre en harmonie avec le régime temporel, sans porter pour cela atteinte à aucun des principes essentiels de la juridiction religieuse. Nul doute qu'alors, si les propositions du gouvernement eussent été acceptables, Rome, qui sait se plier avec tant de sagesse aux progrès des temps, ne les eût acceptées avec empressement. Au lieu de cela, l'Assemblée constituante, abusée par un comité de théologiens plus passionnés que véritablement éclairés, se laissa aller à la tentation d'une usurpation qui a été encore plus fatale à la république qu'à la religion, grâce à la réaction qu'elle ne pouvait manquer de provoquer au sein d'un peuple encore attaché à la foi catholique. Voici quelles furent les conséquences fatales, inévitables, de cette déplorable erreur.

Le 24 août 1790, l'Assemblée constituante décrétait la constitution civile du clergé, et le 26 décembre 1790, et le 9 janvier 1791, elle se voyait obligée, pour protéger son œuvre, de prescrire aux ecclésiastiques le serment de s'y conformer. Le 30 janvier, elle ordonnait de remplacer les prêtres qui auraient refusé de prêter ce serment. Le 23 juin de la même année, il fallut prescrire des poursuites contre les récalcitrants, et, telle est la logique des mauvaises mesures, le 26 août 1792, il devint nécessaire d'ordonner aux prêtres insermentés de sortir de France sous peine de déportation. Le 24 avril suivant, un

décret ordonnait leur déportation à la Guyane; un autre, du 21 octobre 1793, condamnait à la peine de mort ceux qui auraient la témérité de rentrer dans leur patrie; tandis que d'autres décrets ordonnaient la confiscation des biens des déportés, prescrivant l'exécution des jugements, sans appel ni recours en cassation, et punissant des mêmes peines, comme complices, les receleurs des ecclésiastiques insermentés.

Si je rappelle toutes ces circonstances, ce n'est pas pour flétrir l'Assemblée constituante de 1789, qui proclama la première les droits de l'homme et du citoyen, qui nous ouvrit la voie où le monde moderne s'est si glorieusement engagé, et dont les fautes mêmes renferment tant d'utiles enseignements; si, dis-je, je rappelle toutes ces circonstances, c'est pour bien constater que les moyens pacifiques et réguliers mènent plus vite et plus loin que les moyens trop hardis et trop violents.

L'œuvre de 1790 a été et devait être une œuvre stérile; il ne faut pas qu'il en soit de même de l'œuvre de 1848. Le comité des cultes de 1790, trompé par quelques théologues, engagea l'Assemblée constituante dans une voie au bout de laquelle il ne pouvait y avoir que la proscription et l'échafaud. Le comité des cultes de 1848, éclairé par l'expérience du passé, adoptera sans contredit une voie différente. Cette voie nous est tracée par le vœu des pétitionnaires. Plusieurs d'entre eux semblent s'en référer au Pape Pie IX. Je ne vois pas pourquoi nous aurions moins de confiance qu'eux dans un pontife qui a si bien compris les vœux de son siècle, qui n'a jamais fermé le cœur à aucune amélioration légitime, et qui s'est révélé dans tous ses actes comme une providence bien propre à éclairer en France l'alliance si désirable de la République et dela Religion. Un autre motif doit nous porter à mettre entre les mains de ce grand Pape la cause du clergé du second ordre; c'est qu'il s'agit ici d'une mesure générale et d'ensemble, applicable à tous les diocèses de France.

M. l'évêque d'Orléans nous a assuré que la plupart des évêques avaient ou se disposaient à avoir des officialités, pour se décharger sur elles d'une partie de leur pesant fardeau; mais n'est-il pas convenable que la mesure soit générale et uniforme? Or, pour cela, à moins de convoquer un concile national, il faut qu'elle vienne de Rome, sauf à Rome à s'entendre avec les évêques et à les consulter sur les besoins de leurs diocèses respectifs.

D'après toutes ces considérations, votre sous-commission est d'avis qu'il y a lieu de proposer à l'Assemblée nationale de prendre ces pétitions en considération.

DÉCRETS VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

dans le mois de mars.

L'Assemblée nationale a voté dans le cours de ce mois :

La loi qui ouvre au ministre des finances un crédit de 151,119 fr. 83 c.,

nécessaires pour le paiement du semestre de l'emprunt grec, à échoir le 1er mars 1849 (1er mars) ;

La loi organique du conseil d'État (6 mars) ;

La loi qui autorise la perception des impôts et revenus indirects jusqu'au 1er juin 1849, ouvre aux ministres un nouveau crédit provisoire sur l'exercice 1849, pour le service des mois d'avril et de mai, et alloue une somme de 50,000 fr, par mois au président de la République, pour frais de représentation (12 mars) ;

La nouvelle loi électorale (15 mars) ;

Le décret portant l'interdiction des clubs (21 et 24 mars) ;

La loi modificative de l'art. 9 du Code civil (22 mars).

Nous avons joui pendant le mois qui vient de s'écouler d'un calme presque parfait. Nous n'aurions même aucun événement à signaler, si la discussion de la loi sur les clubs n'était venue réveiller l'esprit révolutionnaire de la Montagne, et raviver le germe de nos discordes.

La majorité de l'Assemblée nationale avait voté, aux applaudissements de tous les hommes modérés, l'interdiction absolue de ces réunions que l'on a appelées à bon droit des foyers d'insurrection. Mais cette interdiction ayant paru à la Montagne attentatoire au droit de réunion, garanti par la Constitution, celle-ci a pris tout-à-coup la résolution de ne point participer au vote de la loi, et, abandonnant l'Assemblée, s'est retirée dans le local de l'ancienne Chambre, où elle s'est mise à délibérer et à protester, comme si l'Assemblée nationale, qui a fait la Constitution, n'avait pas le pouvoir de définir et de régler les droits quelle y a consacrés. Ce n'était là toutefois qu'une boutade, qui dans l'esprit de ses auteurs pouvait avoir le mérite de singer la scène du *Jeu de Paume* ou la retraite du peuple Romain sur le mont Sacré, mais qui, au fond n'était que ridicule, et ne devait avoir d'autre conséquence que de prouver encore une fois à ceux qui voudraient en douter, que les démocrates pur sang sont peu disposés à respecter le vote de la majorité produite par le suffrage universel. Il n'y avait d'ailleurs rien de sérieux dans cette tentative de scission montagnarde; les hommes les plus importants qui l'avaient provoquée ou qui s'en étaient rendus complices, et qui n'avaient pas craint de partager ainsi l'Assemblée en deux camps, ces hommes, disons-nous, ont reconnu leur erreur. Ils ont en quelque sorte fait amende honorable, et nous les en félicitons. Quant à la loi, elle a dû nécessairement se ressentir de cet incident si peu parlementaire; elle a été corrigée et augmentée. Mais au milieu de ces corrections et augmentations, le projet ministériel a disparu, et en résumé, si les *clubs* ne peuvent plus exister sous cette dénomination, ils n'en sont pas moins permis sous le titre de *réunions*. Voilà le résultat de quatre grands jours de discussion.

Du reste, quoiqu'on ait parlé de manifestations populaires en faveur des clubs, aucune n'a eu lieu, et la tranquillité publique n'a pas cessé un instant de régner dans Paris.

Si nous sommes en France à l'état de repos, il n'en est pas de même à l'étranger. L'Angleterre, qui vient d'éprouver dans l'Inde des pertes considérables, va lancer de nouveaux bataillons sur ces lointains rivages ; la Russie déploie ses innombrables cohortes jusque dans les principautés Danubiennes; les provinces de l'Allemagne s'arment les unes contre les autres; le Danemark et la Prusse se menacent; la Hongrie est en proie à une guerre qui la dévore ; la Sicile, en révolte contre son souverain; toutes les villes d'Italie sont en état d'insurrection, et se préparent à la guerre au nom de l'indépendance; les armées Piémontaises et Autrichiennes sont aux prises sur les bords du Tessin. Voilà quel est, à l'heure où nous écrivons, le spectacle que nous offre l'Europe civilisée. Que sortira-t-il de cet immense mouvement des esprits et des hommes? Dieu seul le sait.

A Rome, le gouvernement se traîne d'iniquité en iniquité. Toutes les mesures de spoliation et de persécution que nous avions annoncées ont été mises à exécution. A peine les biens ecclésiastiques ont-ils été confisqués, que l'on s'est empressé d'en ordonner la vente. Les chefs-d'œuvre du Vatican n'ont point été épargnés. Le cardinal Antonelli a protesté, au nom du Pape, contre la vente que l'on se proposait d'en faire, et a adressé sa protestation au corps diplomatique. Mais elle est restée vaine, et l'on continue à dépouiller les églises et les couvents de leurs richesses, de leurs tableaux et de tous leurs ornements. L'argenterie saisie est convertie en monnaie, et les cloches en canons. Le vandalisme de ces odieux démagogues n'a même pas respecté les portes de bronze de Saint-Pierre et de Saint-Côme ; ces chefs-d'œuvre de l'art, qui ornaient le seuil du temple de la vie, sont peut-être déjà convertis en instruments de mort.

Le gouvernement ne se borne pas d'ailleurs à dépouiller le Pape, les églises, les corps religieux et les dépôts de charité, il s'est encore emparé des dépôts existants au mont-de-piété et à la banque du Saint-Esprit. Oh! il est bien vrai, les appétits révolutionnaires sont toujours les mêmes. L'argent! l'argent! et pour arriver à l'argent, le vol, le meurtre et le pillage.

Sous l'influence du terrorisme qui règne en ce moment à Rome, il va sans dire que les personnes ne sont pas plus respectées que les biens. Tout ce qui porte un habit ecclésiastique est marqué au signe de la réprobation et persécuté. Les arrestations et les emprisonnements sont tous les jours plus considérables. Parmi les prêtres emprisonnés, nous avons vu figurer le cardinal de Angelis, archevêque de Fermo, l'évêque de Gubbio, celui d'Orvietto, et un grand nombre d'ecclésiastiques et de religieux. Le cardinal Mezzofanti, cet illustre savant qui connaissait toutes les langues de l'Europe et un grand nombre de langues d'Orient, et qui vient de mourir à Rome, est encore une des victimes des persécutions suscitées par le gouvernement romain. Il en faut dire autant du cardinal Ostini, qui vient de succomber à Naples. Mais il nous est impossible de rappeler tous les

faits de cette nature. Pour se faire une idée de la situation actuelle de Rome, il faut se reporter aux plus mauvais jours de notre première Révolution. Ce sont les mêmes tendances et les mêmes excès. Puissions-nous bientôt voir la fin de ces jours néfastes!

Quant à la position de notre Saint-Père le Pape, elle est toujours la même. Il attend avec résignation les arrêts de la Providence. Les soins de l'Église universelle occupent sa grande âme, qui n'a point de plus ardent désir que de voir la société catholique rester calme au milieu des tempêtes politiques qui menacent de bouleverser le monde.

L'exposé des dépenses des cultes, pour l'exercice 1849, a été distribué à l'Assemblée.

Du chiffre total des crédits demandés, qui se monte à 40 millions 577,642 fr. 82 cent.. il semblerait résulter une différence en plus de 1 million 273,059 fr. 82 cent. sur le budget rectifié de 1848, qui était de 39 millions 304,583 fr.

Mais cette augmentation n'est qu'apparente, au moins pour la plus forte partie; et, après en avoir déduit : 1° les dépenses du culte, en Algérie, portées pour la première fois au budget des cultes, et qui figuraient précédemment au budget de la guerre; 2° des augmentations pour services spéciaux, déjà sanctionnés par des crédits supplémentaires ; 3° l'allocation spéciale pour les travaux de la cathédrale de Paris,

Le reste se justifie par des allocations partielles de moindre importance. On pourrait même au besoin justifier d'une diminution réelle de 6,902 fr. portés tant sur le personnel de l'administration des cultes que sur les exercices périmés.

—Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser, en date du 21 mars, une circulaire aux architectes des édifices diocésains. A cette circulaire est jointe une instruction pour la conservation, l'entretien et la restauration des édifices diocésains et particulièrement des cathédrales. Nous reproduirons ultérieurement ces actes, qui sont de nature à intéresser nos lecteurs.

—Mgr l'Évêque de Verdun a écrit à ses collègues MMgrs les Évêques de France une lettre dans laquelle il leur communique le résultat d'une enquête qu'il a ordonnée au sujet *de la célèbre prophétie d'Orval*, qui depuis quelque temps préoccupait singulièrement les esprits. Il est résulté de cette enquête que ces prophéties sont entièrement apocryphes; il a recueilli de la bouche même de l'auteur l'aveu de cette coupable mystification.

—C'est M. l'abbé Caverot, curé de la cathédrale de Besançon et vicaire-général du diocèse, qui est nommé à l'évêché de Saint-Dié.

—L'autorité ecclésiastique s'est depuis longtemps préoccupée des prêtres qui quittent leur propre diocèse pour venir à Paris. On comprend que l'administration diocésaine de Paris est dans l'impuissance absolue d'assigner des fonctions ou de donner des secours permanents

à tous ceux qui en réclament : il suit de là que les embarras et les dangers de la misère viennent souvent compliquer et aggraver la situation de ces ecclésiastiques que des mécontentements ou des illusions ont amenés de divers points de la France. L'autorité diocésaine aurait vivement à cœur de prévenir ou au moins d'atténuer un mal qu'elle n'a pu jusqu'à présent empêcher. Elle désire donc qu'on sache qu'il n'y a aucune espérance pour les prêtres étrangers d'être placés à Paris. Les règles précédemment établies pour la délivrance des *Celebret* seront rigoureusement observées. Tout prêtre qui ne viendra pas à Paris transitoirement pour ses affaires ou ses études, avec une permission expresse de son évêque, ne recevra aucune espèce d'approbation. Ceux qui désireraient venir s'y fixer devront préalablement 1° adresser leur demande motivée à l'archevêque ; 2° justifier de leurs moyens d'existence ; 3° présenter aussi une autorisation de leur évêque. Tout le monde comprendra les motifs de cette mesure.

—Conformément aux dispositions de la loi électorale, la distribution des cartes électorales se fera le 7 mai, les élections le 13 mai, et la réunion de l'Assemblée législative aura lieu le 28 mai.

CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES.

Plusieurs conférences ecclésiastiques de France nous ont adressé, par l'entremise de leurs secrétaires, le programme des questions qu'elles ont à traiter cette année de mai à octobre. Parmi ces questions, qui sont pour la plupart relatives à l'Ecriture-Sainte, au dogme et à la morale, nous en avons trouvé un certain nombre d'un autre ordre et qui se réfèrent au droit public de l'Eglise, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses. Nous applaudissons de tout notre cœur à cette innovation, qui est pour nous la preuve que l'étude du droit ecclésiastique reprend faveur, et que son utilité est de jour en jour plus appréciée. Nous nous efforcerons de fournir à nos lecteurs, sur ces questions, des documents certains, et de les aider ainsi à les résoudre plus sûrement. Voici quelques-unes de celles qui nous ont été indiquées comme les plus pratiques, et que l'on nous a priés de traiter successivement dans le Bulletin :

Les assemblées du clergé sont-elles prohibées sous l'empire de la Constitution de 1848 ?

En d'autres termes, la tenue des conciles provinciaux, des synodes métropolitains et diocésains, est-elle encore subordonnée à l'autorisation du Gouvernement ?

Quelles sont les lois civiles applicables à ces réunions, et quelle pénalité encourraient ceux qui y prendraient quelque part ?

Un membre du conseil de fabrique peut-il se rendre adjudicataire d'un banc ou d'une place dans l'église ?

Qui, de la fabrique, instituée légataire à titre particulier dans un testament, ou des héritiers appelés à recueillir la succession du testateur, est tenu au paiement 1° des frais de la demande en délivrance du legs, 2° des droits de mutation dus à l'occasion de ce legs ?

En cas d'omission, par un conseil de fabrique, de procéder au remplacement annuel du membre sortant du bureau des marguilliers, le droit de procéder à ce remplacement passe-t-il à l'évêque, ou appartient-il toujours au conseil de fabrique?

Un curé peut-il, sans autorisation, ouvrir une porte de communication entre le presbytère et l'église, lorsque les deux bâtiments ne sont séparés que par un jardin ?

Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'appartient le droit d'autoriser ou d'empêcher l'établissement d'une pareille ouverture ?

Les quêtes facultatives, faites dans certaines localités, au profit des curés et desservants, peuvent-elles être remplacées par une allocation annuelle portée au budget communal en faveur de ces ecclésiastiques?

Quels sont les droits du curé sur les arbres existant dans le jardin ou autres dépendances du presbytère? A-t-il le droit de faire abattre ces arbres et d'en percevoir le prix ? Quelles sont les formalités à observer pour l'abattage ?

Le curé qui est changé peut-il arracher les arbres qu'il a lui-même plantés?

Quelles sont en général les règles à observer par lui pour l'administration des biens qui composent la dotation de la cure?

Le legs fait à un curé, pour être employé en messes, est-il soumis à la formalité de l'autorisation par le Gouvernement ?

Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'incombe la charge des frais de clôture et d'entretien des cimetières?

Quelles sont les obligations des curés, par rapport aux services religieux demandés par le Gouvernement ou par l'évêque du diocèse?

Quelle est, au point de vue canonique, la valeur des règlements émanés de l'autorité civile seule sur les matières religieuses ?

Le prêtre est-il obligé, en conscience, de se conformer à la loi civile, qui lui enjoint de procéder aux cérémonies de la sépulture, dans le cas où l'Église le lui défend ?

Le conseil municipal peut-il, de sa propre autorité, distraire une partie du presbytère ou de ses dépendances, sous prétexte que cette partie est superflue? A qui appartient-il de décider si cette distraction est nécessaire, et d'en autoriser l'exécution?

La commune ou la fabrique peut-elle voter moins de 300 fr. pour le vicaire légalement établi ?

Les anciens cimetières appartenant aux fabriques ont-ils cessé, par l'effet des lois révolutionnaires, de leur appartenir?

Table des Matières.

CONSTITUTION DE 1848.—Suite de la discussion de l'article 7. 65

JURISPRUDENCE. — Fabrique. — Métropole.—Chapitre métropolitain.—Biens restitués. 73

QUESTIONS PROPOSÉES.—Vicaires.—Traitement.—Minimum. 74

—Bénédiction nuptiale.—Constatation du mariage civil.—Certificats sur papier non timbré.—Droits des curés. 77

—Services religieux demandés par le Gouvernement.—Frais à la charge des fabriques. 78

ADMINISTRATION FABRICIENNE. — Travaux des conseils de fabriques et des marguilliers pendant le mois d'avril. 79

CHRONIQUE.—Travaux du comité des cultes. 85

—Décrets votés dans le mois. 91

—Situation — Nouvelles d'Italie. — Faits divers. — Nomination de M. Caverot à l'évêché de Saint-Dié. 92

—Conférences ecclésiastiques. 95

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Actes officiels.

LOI ORGANIQUE ÉLECTORALE du 15 mars 1849 (1).

TITRE Ier.—*Formation des listes électorales.*

Art. 1er. Dans les douze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, la liste électorale sera dressée pour chaque commune par le maire.

Art. 2. Elle comprendra par ordre alphabétique : 1° tous les Français âgés de vingt-un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, et habitant dans la même commune depuis six mois au moins; 2° ceux qui, n'ayant pas atteint, lors de la formation de la liste, les conditions d'âge et d'habitation, les acquerront avant la clôture définitive. Les militaires en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ. Les conditions d'habitation depuis six mois au moins dans la commune ne seront point exigées des citoyens qui, en vertu du décret du 10 septembre dernier, auront quitté la France pour s'établir en Algérie.

Art. 3. Ne seront pas inscrits sur la liste électorale : 1° les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement; 2° ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction; 3° les condamnés pour crime à l'emprisonnement, par application de l'art. 463 du Code pénal; 4° les condamnés à trois mois de prison au moins pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics, ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du Code pénal; 5° ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison par application des art. 318 et 423 du Code pénal; 6° ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure; 7° les interdits; 8° les faillis qui, n'ayant point obtenu de concordat ou n'ayant point été déclarés excusables, conformément à l'art. 538 du Code de commerce,

---

(1) Cette loi ne semble intéresser le Clergé qu'en ce qu'elle a établi pour quelques-uns de ses membres une certaine incapacité électorale *territoriale*. (Voy. l'art. 82 ci-après). Mais nous n'en avons pas moins jugé utile de la reproduire dans son entier, parce que, comme loi fondamentale, elle doit être indispensablement connue de tous les citoyens et particulièrement de ceux qui par leur position peuvent être souvent appelés à éclairer les autres sur ses dispositions.

n'ont pas d'ailleurs été réhabilités. Toutefois le paragraphe 3 du présent article n'est applicable ni aux condamnés en matière politique, ni aux condamnés pour coups et blessures, si l'interdiction du droit d'élire n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcée par l'arrêt de condamnation.

Art. 4. Après l'expiration du délai porté à l'art. 1er, la liste dressée par le maire sera immédiatement déposée au secrétariat de la mairie pour y être communiquée à tout requérant; elle pourra être copiée et reproduite par la voie de l'impression. Le jour même du dépôt de la liste, avis de ce dépôt sera donné par affiches apposées aux lieux accoutumés.

Art. 5. Une copie de la liste et du procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent sera en même temps transmise au sous-préfet de l'arrondissement, qui l'adressera dans les deux jours, avec ses observations, au préfet du département.

Art. 6. Si le préfet estime que les formalités et les délais prescrits par la loi n'ont pas été observés, il devra, dans les deux jours de la réception de la liste, déférer les opérations du maire au conseil de préfecture du département, qui statuera dans les trois jours, et fixera, s'il y a lieu, le délai dans lequel les opérations annulées devront être refaites. Dans ce dernier cas, le conseil de préfecture pourra, par la même décision, réduire à cinq jours le terme pendant lequel les citoyens devront prendre connaissance de la liste et former leurs réclamations; il pourra également ordonner que les réclamations seront, dans les trois jours de leur date, portées devant le juge de paix, directement et sans examen préalable, par la commission municipale.

Art. 7. Tout citoyen omis sur la liste pourra, dans les dix jours à compter de l'apposition des affiches, présenter sa réclamation à la mairie. Dans le même délai, tout électeur inscrit sur l'une des listes du département pourra réclamer la radiation ou l'inscription de tout individu omis ou indûment inscrit. Il sera ouvert, dans chaque mairie, un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date : le maire devra donner récépissé de chaque réclamation.

Art. 8. L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti sans frais par le maire, et pourra présenter ses observations. Les réclamations seront jugées dans les cinq jours par une commission composée, à Paris, du maire et de deux adjoints, partout ailleurs du maire et de deux membres du conseil municipal désignés à cet effet par le conseil.

Art. 9. Notification de la décision sera, dans les trois jours, faite aux parties intéressées par le ministère d'un agent assermenté. Elles pourront en appeler dans les cinq jours de la notification.

Art. 10. L'appel sera porté devant le juge de paix du canton; il sera formé par simple déclaration au greffe; le juge de paix statuera dans les dix jours, sans frais ni formes de procédure, et sur simple aver-

tissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées. Toutefois, si la demande portée devant lui implique la solution préjudicielle d'une question d'État, il renverra préalablement les parties à se pourvoir devant les juges compétents, et fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences. Il sera procédé en cette circonstance conformément aux art. 855, 856 et 858 du Code de procédure.

Art. 11. La décision du juge de paix sera en dernier ressort, mais elle pourra être déférée à la Cour de cassation.

Art. 12. Le pourvoi ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision ; il ne sera pas suspensif. Il sera formé par simple requête, dispensé de l'intermédiaire d'un avocat à la Cour, et jugé d'urgence sans frais ni consignation d'amende.

Art. 13. Tous les actes judiciaires seront, en matière électorale, dispensés du timbre et enregistrés gratis. Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs seront délivrés gratuitement sur papier libre à tout réclamant. Ils porteront en tête de leur texte l'énonciation de leur destination spéciale, et ne seront admis pour aucune autre.

Art. 14. Si la décision du maire a été réformée, le juge de paix en donnera avis au préfet et au maire dans les trois jours de la réformation.

Art. 15. A l'expiration du dernier des délais fixés par les art. 1, 6, 7, 8, 9, 10, paragraphes 1er et 14 de la présente loi, le maire opérera toutes les rectifications régulièrement ordonnées, transmettra au préfet le tableau de ces rectifications, et arrêtera définitivement la liste électorale de la commune. Dans tous les cas, et nonobstant toute espèce de retard, les listes électorales, pour toutes les communes, seront censées closes et arrêtées le cinquantième jour qui suivra celui de la promulgation de la présente loi.

Art. 16. La minute de la liste électorale reste déposée au secrétariat de la commune ; la copie et le tableau rectificatif transmis au préfet, conformément aux art. 5 et 15 de la présente loi, restent déposés au secrétariat général du département. Communication en est donnée aux citoyens qui la demandent.

Art. 17. Dès que les listes seront devenues définitives, le préfet en enverra à l'intendant militaire un extrait contenant les noms de tous les électeurs en activité de service militaire. L'intendant militaire adressera aux conseils d'administration, aux chefs de corps copie officielle de la partie de cet extrait concernant les hommes sous leurs ordres. Des extraits semblables, en ce qui concerne les hommes immatriculés sur les rôles de l'inscription maritime et retenus par le service des ports ou de la flotte, seront également envoyés par les préfets aux commissaires de marine, qui les transmettront sans délai aux chefs maritimes sous les ordres desquels ces hommes sont placés.

Art. 18. Toutefois, et pour l'élection de la prochaine Assemblée législative, dans les localités où les extraits officiels de la liste définitive n'auront pu parvenir aux conseils d'administration ou aux chefs de corps pour le jour de l'élection, les militaires et les hommes au service des ports ou de la flotte seront admis à voter sur le vu de l'extrait de la liste, telle qu'elle aura été originairement dressée par le maire, et transmise en copie au préfet, conformément aux art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente loi. A cet effet, dès la réception de cette copie, le préfet pourvoira à ce que les extraits en soient immédiatement envoyés, comme il est dit en l'article précédent.

Art. 19. Quinze jours avant l'élection, le préfet fera publier, dans le recueil des actes administratifs du département, le tableau des corps auxquels appartiennent les électeurs du département en activité de service militaire ou maritime, et l'indication des lieux où ces corps se trouvent. Ce tableau sera en même temps déposé au secrétariat de la préfecture pour y être communiqué à toute réquisition.

TITRE II. — *Révision annuelle des listes électorales.*

Art. 20. Les listes électorales sont permanentes. Il ne peut y être fait de changement que lors de la révision annuelle ; cette révision s'opère conformément aux dispositions suivantes :

Art. 21. Du 1er au 10 janvier de chaque année, le maire de chaque commune ajoute aux listes les citoyens qu'il reconnaît avoir acquis les qualités exigées par la loi, ceux qui acquerront les conditions d'âge et d'habitation avant le 1er avril, et ceux qui auraient été précédemment omis. Il en retranche : 1° les individus décédés ; 2° ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente ; 3° ceux qui ont perdu les qualités requises ; 4° ceux qu'il reconnait avoir été indûment inscrits, quoique leur inscription n'ait point été attaquée. Il tient un registre de toutes ces décisions, et y mentionne les motifs et les pièces à l'appui.

Art. 22. Le tableau contenant les additions et retranchements faits par le maire à la liste électorale est déposé au plus tard le 15 janvier au secrétariat de la commune. Il est ensuite procédé, à l'égard de ce tableau, conformément aux art. 4, 5, 6, 1er paragraphe, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la présente loi.

Art. 23. Le 31 mars de chaque année, le maire opère toutes les rectifications régulièrement ordonnées, transmet au préfet le tableau de ces rectifications, et arrête définitivement la liste électorale de la commune. Il est ensuite procédé conformément aux art. 16 et 17 de la présente loi. La liste électorale reste jusqu'au 31 mars de l'année suivante telle qu'elle a été arrêtée, sauf néanmoins les changements qui y auraient été ordonnés par décisions du juge de paix, et sauf aussi la radiation des noms des électeurs décédés ou privés des droits civils et politiques par jugement ayant force de chose jugée. L'élec-

tion, à quelque époque de l'année qu'elle ait lieu, se fait sur cette liste.

TITRE III. — *Des Colléges électoraux.*

CHAPITRE Ier.

Art. 24. Les colléges électoraux s'ouvrent au jour fixé par la loi pour les élections auxquelles ils doivent procéder. Le jour de l'ouverture du scrutin devra toujours être un dimanche ou un jour férié, sauf toutefois le cas prévu par le 3e paragraphe de l'art. 31 de la Constitution.

Art. 25. Les électeurs se réunissent au chef-lieu de canton.

Art. 26. Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en circonscriptions.

Art. 27. Cette division ne peut excéder le nombre de quatre circonscriptions.

Art. 28. Le tableau des circonscriptions est arrêté par le préfet, conformément à l'avis du conseil-général. Les conseils cantonaux sont préalablement consultés. Le tableau est révisé tous les trois ans.

Art. 29. Si la division opérée pour un canton excède le nombre de circonscriptions autorisé par l'article précédent, le ministre de l'intérieur, soit d'office, soit sur la réclamation d'un ou de plusieurs électeurs du département, annule la délibération du conseil-général, l'arrêté du préfet qui s'en est suivi, et pourvoit, par la même décision, à une nouvelle division dans les limites légales.

Art. 30. Transitoirement, et seulement pour les élections de la prochaine Assemblée législative, les circonscriptions resteront telles qu'elles ont été formées pour l'élection du 10 décembre dernier. Néanmoins, à l'égard des cantons où, contrairement à la loi, la division aurait été faite en plus de quatre circonscriptions, il sera procédé, par le ministre de l'intérieur, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Art. 31. Chaque canton ou circonscription cantonale peut être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que le rend nécessaire le nombre des électeurs inscrits; mais toutes les sections doivent siéger au chef-lieu du canton ou dans la commune désignée comme chef-lieu de la circonscription électorale.

Art. 32. Les colléges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont réunis. Toutes discussions, toutes délibérations leur sont interdites.

Art. 33. Le président du collége ou de la section a seul la police de l'assemblée. Nulle force armée ne peut, sans son autorisation, être placée dans la salle des séances ni aux abords du lieu où se tient l'assemblée. Les autorités civiles et les commandants militaires sont tenus de déférer à ses réquisitions.

Art. 34. Le bureau de chaque collége ou section est composé d'un

président, de quatre assesseurs et d'un secrétaire choisi par eux parmi les électeurs. Dans les délibérations du bureau, le secrétaire n'a que voix consultative.

Art. 35. Les colléges et sections sont présidés au chef-lieu de canton par le juge de paix et ses suppléants, et, à leur défaut, par les maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune. Dans les autres circonscriptions, la présidence est dévolue aux maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune désignée comme chef-lieu de la circonscription électorale. Si les juges de paix, suppléants, maires, adjoints et conseillers municipaux ne se trouvent pas en nombre suffisant pour présider toutes les sections, les présidents sont désignés par le maire parmi les électeurs sachant lire et écrire. A Paris, les sections sont présidées, dans chaque arrondissement, par le maire, les adjoints ou des électeurs désignés par eux.

Art. 36. Les assesseurs sont pris, suivant l'ordre du tableau, parmi les conseillers municipaux sachant lire et écrire : à leur défaut, les assesseurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire. A Paris, les fonctions d'assesseurs sont remplies dans chaque section par les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire.

Art. 37. Trois membres du bureau au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations du collége.

Art. 38. Le bureau prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations du collége ou de la section. Ses décisions sont motivées. Toutes les réclamations et décisions sont insérées au procès-verbal ; les pièces ou bulletins qui s'y rapportent y sont annexés, après avoir été paraphés par le bureau.

Art. 39. Pendant toute la durée des opérations électorales, une copie officielle de la liste des électeurs, contenant les nom, domicile et qualification de chacun des inscrits, reste déposée sur la table autour de laquelle siége le bureau (1).

Art. 40. Tout électeur inscrit sur cette liste a le droit de prendre part au vote.

Art. 41. Ce droit est suspendu pour les détenus, pour les accusés contumax, et pour les personnes non interdites, mais retenues, en vertu de la loi du 30 juin 1848, dans un établissement public d'aliénés.

Art. 42. Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste.

Art. 43. Toutefois seront admis au vote, quoique non inscrits, les citoyens porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription, ou d'un arrêt de la Cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé une radiation.

---

(1) L'ancienne loi électorale du 19 avril 1832, article 40, exigeait l'affiche de la liste des électeurs dans la salle des élections.

Art. 44. Lors de l'élection soit du président de la République, soit des membres de l'Assemblée nationale, les représentants du peuple seront également admis au vote, s'ils le requièrent, dans la circonscription électorale du lieu où siége l'Assemblée.

Art. 45. Nul électeur ne peut entrer dans le collége électoral s'il est porteur d'armes quelconques.

Art. 46. Les électeurs sont appelés successivement par ordre de communes.

Art. 47. Ils apportent leurs bulletins préparés en dehors de l'assemblée. Le papier du bulletin doit être blanc et sans signes extérieurs.

Art. 48. A l'appel de son nom, l'électeur remet au président son bulletin fermé. Le président le dépose dans la boîte du scrutin, laquelle doit, avant le commencement du vote, avoir été fermée à deux serrures, dont les clefs restent, l'une entre les mains du président, l'autre entre celles du scrutateur le plus âgé.

Art. 49. Le vote de chaque électeur est constaté par la signature ou le paraphe de l'un des membres du bureau, apposé sur la liste en marge du nom du votant.

Art. 50. L'appel par commune étant terminé, il est procédé au réappel de tous ceux qui n'ont pas voté.

Art. 51. Le scrutin reste ouvert pendant deux jours : le premier jour depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir, et le second jour depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

Art. 52. Les boîtes de scrutin sont scellées et déposées pendant la nuit au secrétariat ou dans la salle de la mairie, et elles sont gardées par un poste de la garde nationale. Les scellés sont également apposés sur les ouvertures de la salle où ces boîtes ont été déposées.

Art. 53. Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement de la manière suivante : La boîte du scrutin est ouverte, et le nombre des bulletins vérifié. Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. Le bureau désigne parmi les électeurs présents un certain nombre de scrutateurs sachant lire et écrire, lesquels se divisent par quatre au moins. Le président répartit entre les diverses tables les bulletins à vérifier. A chaque table, l'un des scrutateurs lit chaque bulletin à haute voix, et le passe à un autre scrutateur; les noms portés sur les bulletins sont relevés sur des listes préparées à cet effet.

Art. 54. Le président et les membres du bureau surveillent l'opération du dépouillement. Néanmoins, dans les colléges ou sections où il sera présenté moins de 300 votants, le bureau pourra procéder lui-même, et sans l'intervention des scrutateurs supplémentaires, au dépouillement du scrutin.

Art. 55. Les tables sur lesquelles s'opère le dépouillement du scrutin sont disposées de telle sorte que les électeurs puissent circuler à l'entour.

Art. 56. Sont valables les bulletins contenant plus ou moins de noms qu'il n'y a de citoyens à élire. Les derniers noms inscrits au-delà de ce nombre ne sont pas comptés.

Art. 57. Les bulletins blancs, ceux ne contenant pas une désignation suffisante, ou contenant une désignation ou qualification inconstitutionnelle, ou dans lesquels les votants se font connaître, n'entrent point en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils sont annexés au procès-verbal.

Art. 58. Immédiatement après le dépouillement, le résultat du scrutin est rendu public, et les bulletins autres que ceux qui, conformément aux art. 38 et 57, doivent être annexés au procès-verbal, sont brûlés en présence des électeurs.

Art. 59. Pour les colléges divisés en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section. Le résultat est immédiatement arrêté et signé par le bureau; il est ensuite porté par le président au bureau de la première section, qui, en présence des présidents des autres sections, opère le recensement général des votes et en proclame le résultat.

Art. 60. Dans les cantons divisés en plusieurs circonscriptions, le résultat du recensement dans chaque circonscription est porté au bureau de la circonscription du chef-lieu, et le recensement cantonal est fait par ce bureau en présence des présidents des autres bureaux.

Art. 61. Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque canton sont rédigés en double. L'un de ces doubles reste déposé au greffe de la justice de paix; l'autre double est porté au chef-lieu du département par le président du bureau ou par l'un des membres que le bureau délègue à cet effet. Le bureau pourra, au besoin, décider que ce double sera envoyé par la poste ou par un courrier spécial. Le recensement général des votes se fait au chef-lieu du département, en séance publique, et en présence des bureaux des assemblées cantonales, sous la présidence du juge de paix ou du doyen des juges de paix du chef-lieu. A Paris, ce recensement a lieu sous la présidence du doyen des maires.

Art. 62. Les militaires présents sous le drapeau sont, dans chaque localité, répartis en sections électorales par département. Chaque section est présidée par l'officier ou sous-officier le plus élevé en grade, ou, à défaut, par le soldat le plus ancien, assisté de quatre scrutateurs. Ces quatre scrutateurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire. Il est procédé de la même manière pour les marins et ouvriers portés sur les rôles de l'inscription maritime, et retenus par leur service hors du lieu de leur résidence habituelle. Le résultat est, pour chaque département, envoyé au préfet par le président de la section. Le résultat transmis par le préfet au président du bureau électoral du chef-lieu est compris dans le recensement général des votes du dé-

partement. Néanmoins, l'exercice du droit électoral est suspendu pour les armées en campagne et pour les marins de la flotte se trouvant en cours de navigation.

Art. 63. Le recensement général étant terminé, le président en fait connaître le résultat. S'il s'agit d'élections à l'Assemblée nationale, le président proclame représentants du peuple, dans la limite du nombre attribué au département par la loi, les candidats qui ont obtenu le plus de voix, selon l'ordre de la majorité relative.

Art. 64. Néanmoins, nul n'est élu ni proclamé au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni un nombre de voix égal au huitième de celui des électeurs inscrits sur la totalité des listes électorales du département.

Art. 65. Dans le cas où le nombre des candidats réunissant au moins ce chiffre de voix est resté inférieur au nombre de représentants attribué au département par la loi, l'élection est continuée au deuxième dimanche qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier scrutin, et alors elle a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des suffrages obtenus.

Art. 66. Dans tous les cas où il y a concours par égalité de suffrages, le plus âgé obtient la préférence.

Art. 67. Aussitôt après la proclamation du résultat des opérations électorales, les procès-verbaux et les pièces y annexées sont transmis par les soins des préfets au président de l'Assemblée nationale.

Art. 68. Les opérations électorales sont vérifiées par l'Assemblée nationale ; elle est seule juge de leur validité.

Art. 69. Pour l'élection du président de la République, les militaires en activité de service votent avec les autres électeurs au lieu où ils se trouvent au jour de l'élection.

Art. 70. Dans les villes divisées en plusieurs sections, ils sont répartis entre les diverses sections par un arrêté spécial du maire.

Art. 71. Leurs bulletins sont confondus dans la même urne avec ceux des autres citoyens.

Art. 72. Au cas où des circonstances particulières rendent impossible le vote en commun avec les autres électeurs, les opérations électorales ont lieu sous la présidence de l'officier le plus élevé en grade, assisté de quatre scrutateurs choisis comme il est dit en l'art. 62.

Art. 73. Le scrutin est dépouillé séance tenante, et le procès-verbal signé par les membres du bureau est envoyé directement au président de l'Assemblée nationale.

Art. 74. Les électeurs momentanément retenus par leurs affaires ou leur travail dans une commune autre que celle sur la liste de laquelle ils sont inscrits, sont également, pour l'élection du président de la République, admis à voter dans le lieu de leur présence actuelle, s'ils produisent la preuve de leur inscription régulière sur la

liste de leur commune. Pour jouir de cette faculté ils doivent, dans les trois jours qui précèdent celui de l'élection, déposer les pièces justificatives de leur droit au secrétariat de la mairie; il leur est donné en échange une carte indiquant le collége ou la section dans laquelle ils seront admis à voter.

CHAPITRE II.

Dispositions spéciales pour l'Algérie et les colonies.

Art. 75. Les élections pour la présidence de la République et pour l'Assemblée nationale auront lieu :

En Algérie, 15 jours,
Aux Antilles, 45 jours,
Au Sénégal et à la Guyane, 80 jours,
A l'ile de la Réunion, 120 jours,
} avant celui fixé pour les mêmes élections en France.

Art. 76. Néanmoins, pour l'élection de la prochaine assemblée législative, les délais et formalités, en ce qui touche les colonies, seront réglés ainsi qu'il suit : Aussitôt après la publication de la présente loi dans chaque colonie, il sera procédé à la formation des listes électorales. Les élections auront lieu, dans chaque colonie, le premier dimanche qui suivra la clôture desdites listes.

Art. 77. Les subdivisions électorales en sections par communes, quartiers ou sous-arrondissements, seront, dans chaque colonie, déterminées par l'autorité administrative.

Art. 78. Les fonctionnaires désignés par la présente loi seront, au besoin, remplacés par ceux dont les fonctions sont analogues; une instruction ministérielle y pourvoira conformément aux nécessités locales.

Art. 79. Ne peuvent être élus représentants du peuple : 1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement; 2° ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote, d'élection ou d'éligibilité, par application des lois qui autorisent cette interdiction; 3° les condamnés pour crime à l'emprisonnement, par application de l'art. 463 du Code pénal; 4° les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics, ou attentat aux mœurs prévu par l'art. 334 du Code pénal; 5° ceux qui ont été condamnés par application des art. 318 et 423 du Code pénal; 6° ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure; 7° ceux qui ont été condamnés pour adultère; 8° les accusés contumaces; 9° les interdits et les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire; 10° les faillis non réhabilités, dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France. Toutefois. le paragraphe troisième du présent article n'est applicable ni aux condamnés en matière politique, ni aux condamnés pour coups et blessures, si l'inter-

diction du droit de vote, d'élection ou d'éligibilité n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcée par l'arrêt de condamnation.

Art. 80. Sera déchu de la qualité de représentant du peuple tout membre de l'Assemblée nationale qui, pendant la durée de son mandat législatif, aura été frappé d'une condamnation emportant, aux termes de l'article précédent, l'incapacité d'être élu. La déchéance sera prononcée par l'Assemblée nationale, sur le vu des pièces justificatives.

Art. 81. Ne peuvent être élus représentants du peuple : 1° Les individus chargés d'une fourniture pour le gouvernement ou d'une entreprise de travaux publics; 2° les directeurs et administrateurs de chemins de fer. Tout représentant du peuple qui, pendant le cours de son mandat, aura entrepris une fourniture pour le gouvernement ou accepté une place soit de directeur, soit d'administrateur de chemin de fer, ou qui aura pris un intérêt dans une entreprise soumise au vote de l'Assemblée nationale, sera réputé démissionnaire et déclaré tel par l'Assemblée nationale. Tout marché passé par le gouvernement avec un membre de la législature, dans les six mois qui la suivent, est nul. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas, pour l'élection de la prochaine législature, aux individus ayant passé des marchés avec le gouvernement antérieurement à la promulgation de la présente loi.

Art. 82. Ne peuvent être élus par les départements compris en tout ou en partie dans leur ressort, les premiers présidents, les présidents et les membres des parquets des cours d'appel; les présidents, les vice-présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des tribunaux de première instance; le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine; le préfet de police, les préfets, sous-préfets, secrétaires-généraux et conseillers de préfecture; les ingénieurs en chef et d'arrondissement; les recteurs et inspecteurs d'académie; les inspecteurs des écoles primaires; les archevêques, évêques et vicaires-généraux; les officiers-généraux commandant les divisions et les subdivisions militaires; les intendants divisionnaires et les sous-intendants militaires; les préfets maritimes; les receveurs-généraux et les receveurs particuliers des finances; les directeurs des contributions directes et indirectes, des domaines et de l'enregistrement, et des douanes; les conservateurs et inspecteurs des forêts. Cette prohibition s'applique, pour les colonies, aux gouverneurs et à tous les citoyens y remplissant une fonction correspondant à l'une de celles énumérées au présent article (1).

---

(1) Telles sont les exclusions prononcées pour ce qu'on a appelé *incapacité territoriale*. Ces incapacités déjà si nombreuses eussent été plus nombreuses encore, si tous les amendements qui avaient pour objet de les augmenter eussent été adoptés. Ainsi, l'on avait proposé d'y joindre les Conseillers de Cour d'appel, les juges, les colonels de gendarmerie, les com-

Art. 83. La prohibition continuera de subsister pendant les six mois qui suivront la cessation de la fonction par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux fonctionnaires dont les fonctions auront cessé soit avant la promulgation de la présente loi, soit dans les dix jours qui la suivront.

Art. 84. Tout fonctionnaire rétribué, élu représentant du peuple et non compris dans les exceptions admises par les art. 85 et 86 de la présente loi, sera réputé démissionnaire de ses fonctions, par le seul fait de son admission comme membre de l'Assemblée législative, s'il n'a pas opté, avant la vérification de ses pouvoirs, entre sa fonction et le mandat législatif.

Art. 85. Sont, en vertu de l'art. 28 de la Constitution, exceptés de l'incompatibilité prononcée par cet article entre toute fonction publique rétribuée et le mandat de représentant du peuple, les ministres; le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine; le procureur-général à la cour de cassation; le procureur-général à la cour d'appel de Paris; le préfet de la Seine, les citoyens chargés temporairement d'un commandement extraordinaire ou d'une mission extraordinaire, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur; toute mission qui aura duré six mois cessera d'être réputée temporaire (1).

Art. 86. Sont également exceptés : Les professeurs dont les chaires sont données au concours ou sur présentation faite par leurs collègues, quand ils exercent leurs fonctions dans le lieu où siége l'Assemblée nationale; les fonctionnaires appartenant à un corps ou à une administration dans lesquels la distinction entre l'emploi et le grade est établie par une loi.

Art. 87. Les fonctionnaires désignés dans le dernier paragraphe de l'article précédent seront, par le seul fait de leur admission à l'Assemblée législative, réputés avoir renoncé à leur situation d'activité. En conséquence, à dater du jour de leur admission, et pendant la durée de leur mandat, les officiers de tous grades et de toutes armes, nommés représentants du peuple, seront considérés comme étant en mission hors cadres, les officiers et soldats comme étant en

---

missaires de marine, les ingénieurs de constructions navales, les commandants de dépôts de remonte, les payeurs, les sous-inspecteurs des forêts, les inspecteurs ou sous-inspecteurs des douanes, le grand-rabbin; mais ces divers amendements ayant été rejetés, tous ces citoyens pourront être élus représentants dans leur propre territoire, c'est-à-dire dans le département où ils exercent leurs fonctions.

(1) Cette incompatibilité n'existe point non plus pour les membres du clergé qui ne sont point considérés comme fonctionnaires. Ainsi les archevêques, les évêques, les vicaires-généraux peuvent être admis à l'Assemblée nationale sans perdre leur position sacerdotale. Mais si le principe de cette incompatibilité ne les atteint pas, ils sont atteints par le principe de l'*incapacité territoriale*. Voy. l'art. 82 ci-dessus.

congé temporaire. Les ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines seront réputés démissionnaires de leur emploi, et ne conserveront, pour être remis en activité, quand l'incompatibilité aura cessé, que l'aptitude constatée par leur grade au moment de leur admission dans l'Assemblée législative.

Art. 88. Les fonctions publiques rétribuées, commandements ou missions auxquels, par exception à l'art. 28 de la Constitution, les membres de l'Assemblée nationale peuvent être appelés, pendant la durée de la législature, par le choix du pouvoir exécutif, sont ceux énumérés en l'art. 85.

Art. 89. La prohibition exprimée par le deuxième paragraphe de l'art. 28 de la Constitution comprend toute la durée de la législature, et six mois au-delà.

TITRE V.

Dispositions générales.

Art. 90. Chaque département élit au scutin de liste le nombre de représentants qui lui est attribué par le tableau annexé à la présente loi. Ce tableau sera révisé dans les trois premiers mois de l'année 1852, et ensuite tous les cinq ans (1).

Art. 91. Le représentant élu dans plusieurs départements doit faire connaître son option au président de l'Assemblée nationale dans les dix jours qui suivent la déclaration de la validité de ces élections. A défaut d'option dans ce délai, la question est décidée par la voie du sort et en séance publique.

Art. 92. En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, le collége électoral qui doit pourvoir à la vacance est réuni dans le délai de quarante jours.

---

(1) Voici, d'après ce tableau, le nombre des représentants à élire par chaque département : Ain, 8. Aisne, 12. Allier, 7. Alpes (Basses), 3. Alpes (Hautes), 3. Ardèche, 8. Ardennes, 7. Ariége, 7. Aube, 5. Aude, 6. Aveyron, 8. Bouches-du-Rhône, 9. Calvados, 10. Cantal, 5. Charente, 8. Charente-Inférieure, 10. Cher, 6. Corrèze, 7. Corse, 5. Côte-d'Or, 8. Côtes-du-Nord, 13. Creuse, 6. Dordogne, 10. Doubs, 6. Drôme, 7. Eure, 9. Eure-et-Loir, 6. Finistère, 13. Gard, 8. Garonne (Haute-), 10. Gers, 7. Gironde, 13. Hérault, 8. Ille-et-Vilaine, 12. Indre, 5. Indre-et-Loire, 6. Isère, 12. Jura, 7. Landes, 6. Loir-et-Cher, 5. Loire, 9. Loire (Haute-), 6. Loire-Inférieure, 11. Loiret, 7. Lot, 6. Lot-et-Garonne, 7. Lozère, 3. Maine-et-Loire, 11. Manche, 13. Marne, 8. Marne (Haute-), 5. Mayenne, 8. Meurthe, 9. Meuse, 7. Morbihan, 10. Moselle, 9. Nièvre, 7. Nord, 24. Oise, 8. Orne, 9. Pas-de-Calais, 15. Puy-de-Dôme, 13. Pyrénées (Basses-), 10. Pyrénées (Hautes-), 5. Pyrénées-Orientales, 4. Rhin (Bas-), 12. Rhin (Haut-), 10. Rhône, 11. Saône (Haute-), 7. Saône-et-Loire, 12. Sarthe, 10. Seine, 28. Seine-Inférieure, 16. Seine-et-Marne, 7. Seine-et-Oise, 10. Sèvres (Deux-), 7. Somme, 12. Tarn, 8. Tarn-et-Garonne, 5. Var, 7. Vaucluse, 5. Vendée, 8. Vienne, 6. Vienne (Haute-), 7. Vosges, 9. Yonne, 8. Algérie, 3. Martinique, 2. Guadeloupe, 2. Guyane, 1. Sénégal, 1. Ile de la Réunion, 2. —Total : 750.

Art. 93. Ce délai est de deux mois pour la Corse et l'Algérie ; de trois mois pour les Antilles et la Guyane ; de quatre mois pour le Sénégal ; de cinq mois pour l'île de la Réunion.

Art. 94. L'intervalle entre la promulgation de l'arrêté de convocation du collége et l'ouverture du collége est de vingt jours au moins.

Art. 95. L'Assemblée nationale a seule le droit de recevoir la démission d'un de ses membres.

Art. 96. L'indemnité prescrite par l'art. 38 de la Constitution est fixée à 9,000 fr. par an. Elle est incompatible avec tous traitements d'activité, de non-activité ou de disponibilité. Ces traitements restent suspendus pendant la durée de la législature ; toutefois les représentants du peuple investis des fonctions énumérées dans l'art. 85 touchent le traitement afférent à leur fonction, sans pouvoir cumuler avec ce traitement l'indemnité législative. Les représentants envoyés des colonies reçoivent, en outre, l'indemnité de passage pour l'aller et le retour.

Art. 97. A partir de la réunion de la prochaine Assemblée législative, les dispositions de l'art. 5 du décret du 10 juillet 1848 cesseront d'avoir leur effet. L'indemnité fixée pour les représentants pourra être saisie, même en totalité.

TITRE VI.

Dispositions pénales.

Art. 98. Toute personne qui se sera fait inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités, ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la loi, ou aura réclamé ou obtenu son inscription sur deux ou plusieurs listes, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr.

Art. 99. Celui qui, déchu du droit de voter, soit par suite d'une condamnation judiciaire, soit par suite d'une faillite non suivie de concordat, d'excuse déclarée par jugement, ou de réhabilitation, aura voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieure à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription postérieure, mais opérée sans sa participation, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, et d'une amende de 50 fr. à 500 fr.

Art. 100. Quiconque aura voté dans une assemblée électorale, soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'art. 99, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 200 fr. à 2,000 fr.

Art. 101. Sera puni de la même peine tout citoyen qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois.

Art. 102. Quiconque, étant chargé dans un scrutin de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des ci-

toyens, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins, ou lu des noms autres que ceux inscrits, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr.

Art. 103. La même peine sera appliquée à tout individu qui, chargé par un électeur d'écrire son suffrage, aura inscrit sur le bulletin des noms autres que ceux qui lui étaient désignés.

Art. 104. L'entrée dans l'assemblée électorale avec armes apparentes sera punie d'une amende de 16 fr. à 100 fr. La peine sera d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, et d'une amende de 50 fr. à 300 fr. si les armes étaient cachées.

Art. 105. Quiconque aura donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques sous la condition, soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr. Seront punis des mêmes peines ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés, ou de tout autre avantage, soit individuel, soit collectif. Si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera du double.

Art. 106. Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé ou auront tenté de le déterminer à s'abstenir de voter, ou auront soit influencé, soit tenté d'influencer son vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. La peine sera du double si le coupable est fonctionnaire public.

Art. 107. Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné, tenté de surprendre ou de détourner des suffrages, déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

Art. 108. Lorsque, par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, on aura troublé les opérations d'un collége électoral, porté ou tenté de porter atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2,000 fr.

Art. 109. Toute irruption dans un collége électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'interdire ou d'empêcher un choix, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 fr.

Art. 110. Si les coupables étaient porteurs d'armes, ou si le scrutin a été violé, la peine sera la réclusion.

Art. 111. Elle sera des travaux forcés à temps si le crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté, soit dans

toute la République, soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs arrondissements.

Art. 112. Les membres d'un collége électoral qui, pendant la réunion, se seront rendus coupables d'outrages ou de violence, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 2,000 fr. Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de 1,000 à 5,000 fr.

Art. 113. L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1,000 fr. à 5,000 fr. Si cet enlèvement a été effectué en réunion et avec violence, la peine sera la réclusion.

Art. 114. La violation du scrutin, faite soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposés à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de la réclusion.

Art. 115. Sera puni d'une amende de 25 fr. à 300 fr. tout président de collége ou de section qui aura fermé le scrutin avant l'heure fixée par l'art. 51 de la présente loi. Dans ce cas, les art. 116 et 117, § 1er, ne seront pas appliqués.

Art. 116. Les condamnations encourues en vertu des articles précédents emporteront l'interdiction du droit d'élire et d'être élu. Cette interdiction sera prononcée par le même arrêt pour un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 117. Les crimes et délits prévus par la présente loi seront jugés par la Cour d'assises. L'art. 463 du Code pénal leur est applicable. Lorsque, en matière de délits, le jury aura reconnu l'existence des circonstances atténuantes, la peine prononcée par la Cour ne s'élèvera jamais au-dessus du minimum déterminé par la présente loi. Dans le même cas, la Cour pourra ne pas prononcer l'interdiction du droit d'élire ou d'être élu.

Art. 118. En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi et commis antérieurement au premier acte de poursuite, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 119. Si le crime ou délit est imputé à un agent du gouvernement, la poursuite aura lieu sans qu'il soit besoin d'une autorisation préalable.

Art, 120. Si le fonctionnaire inculpé est renvoyé de la plainte, la partie civile pourra, selon les circonstances, être condamnée à une amende de 100 fr. à 5,000 fr. et aux dommages-intérêts. Le jury statuera sur le point de savoir s'il y a lieu à amende ; il prononcera de plus, mais à la simple majorité, sur le chiffre des dommages-intérêts, dans tous les cas où il en aura été demandé, soit par la partie civile, soit par l'accusé.

Art. 121. L'action publique et l'action civile seront prescrites

après trois mois, à partir du jour de la proclamation du résultat de l'élection.

Art. 122. La condamnation, s'il en est prononcé, ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'annuler l'élection déclarée valide pas les pouvoirs compétents, ou devenue définitive par l'absence de toute protestation régulière formée dans les délais voulus par les lois spéciales.

Art. 123. Les électeurs du collége qui aura procédé à l'élection à l'occasion de laquelle les crimes ou délits auront été commis auront seuls qualité pour porter plainte; toutefois leur défaut d'action ne portera aucun préjudice à l'action publique.

Art. 124. Les lois antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions de la présente loi.

Questions proposées.

Un membre du conseil de fabrique ou du bureau des marguilliers peut-il se rendre adjudicataire d'un banc ou d'une place dans l'église?

Nous n'hésitons point à nous prononcer pour l'affirmative. D'abord, pour ce qui concerne les membres du conseil de fabrique, la question ne peut faire l'ombre d'un doute. Il n'existe dans le décret du 30 décembre 1809, ni dans aucune autre loi, aucune disposition qui les ait frappés d'incapacité à cet égard ; or, il n'appartient à personne d'appliquer une exclusion que la loi n'a point prononcée.

Quant aux membres du bureau, la solution ne nous semble pas devoir être plus douteuse. Il est vrai que l'art. 61 du décret du 30 décembre 1809 statue « qu'aucun des membres du bureau des mar-« guilliers ne peut se porter, soit pour adjudicataire, soit même pour « associé de l'adjudicataire, des ventes, marchés de réparations, « constructions, reconstructions ou baux des biens de la fabrique. » Mais si l'on se reporte, ainsi que le fait observer le *Journal des Conseils de Fabriques*, vol. 1836, p. 133, aux motifs qui ont fait établir la prohibition contenue dans cet article, on voit facilement qu'elle n'est pas applicable au cas spécial dont il s'agit dans la question proposée. On pouvait craindre qu'un membre du bureau des marguilliers n'usât de son influence pour faire régler d'une manière peu avantageuse à la fabrique les conditions de l'adjudication d'une vente, d'un marché, d'un bail, pour écarter ensuite les adjudicataires, et enfin, pour se procurer ainsi, au moyen d'une adjudication consentie soit à lui-même, soit à un associé, des bénéfices illicites et frauduleux. On pouvait craindre surtout que, devenu adjudicataire d'une fourniture ou d'un bail, il n'exécutât mal les conditions du contrat, et que par sa présence et son vote au sein de la fabrique il

n'étouffât les plaintes qu'on aurait tenté d'élever à ce sujet. C'est pour prévenir ces inconvénients que le législateur a justement porté l'interdiction dont nous venons de parler. Ces motifs conserveraient leur force, et la loi devrait recevoir son application si un marguillier se proposait comme adjudicataire de la totalité des bancs de l'église, pour en faire ensuite la sous-location. Mais quand il se présente pour se faire adjuger un seul banc pour son usage personnel et celui de sa famille, ces mêmes motifs ne sont plus à invoquer, parce qu'en effet, il n'est pas à craindre qu'un marguillier cherche à profiter de sa position pour faire d'une adjudication semblable une occasion de lucre. Voici d'ailleurs ce qui arriverait si l'on adoptait l'opinion contraire, c'est que les marguilliers et leurs familles seraient exclus de l'usage des bancs de l'église. Or, cette prétention ne serait pas soutenable dans le silence de la loi, et ce résultat seul devrait suffire pour faire rejeter le système dont il serait la conséquence.

Nous estimons donc, d'après ces considérations, que la prohibition de l'art. 61 du décret du 30 décembre 1809 ne doit pas être étendue au-delà des termes dudit article, qu'elle ne s'applique point à l'adjudication des bancs et places dans l'église, et que, par conséquent, les membres du conseil ou du bureau peuvent individuellement s'en rendre adjudicataires pour leur usage personnel, comme les autres paroissiens.

Qui, de la fabrique instituée légataire à titre particulier dans un testament, ou des héritiers appelés à recueillir la succession du testateur, est tenu au paiement : 1° des frais de la demande en délivrance du legs, 2° des droits de mutation dus à l'occasion de ce legs?

Cette question est résolue par l'art. 1016 du Code civil qui statue, d'une part, que les frais de la demande en délivrance de legs sont à la charge de la succession du défunt; de l'autre, que les droits d'enregistrement sont dus par le légataire appelé à profiter de la libéralité. La première de ces dispositions légales est fondée sur ce que les héritiers ou successeurs du testateur étant saisis de plein droit, par sa mort, de tous les biens de la succession, sont en cette qualité, et par le fait de leur acceptation, chargés de délivrer les legs qu'il a laissés. Tous les frais de cette délivrance et même ceux de la demande doivent donc être à leur charge, puisque c'est une partie de leurs obligations, et comme une espèce de compensation pour les droits de saisine que la loi leur confère.

La seconde disposition se justifie par cette considération que la mutation s'opérant au profit des légataires, il est juste de leur faire supporter le paiement des droits qu'elle peut occasionner. Autrefois, l'enregistrement était considéré comme indivisible; le légataire qui voulait demander la délivrance de son legs était obligé de faire en-

registrer le testament en entier, sauf répétition contre ses co-légataires pour leur part et portion; de telle sorte que ceux qui ne pouvaient faire l'avance de ces frais étaient obligés d'attendre qu'un autre plus aisé eût rempli cette condition, ce qui pouvait quelquefois durer fort longtemps. Le Code civil a prévenu ces inconvénients, en autorisant les légataires à faire enregistrer leur legs séparément, conformément au dernier paragraphe de l'article 1016 précité.

La disposition qui met cet enregistrement à la charge du légataire forme le droit commun, mais il peut y être dérogé; et si le testateur, ainsi que l'y autorise l'art. 1016, avait déclaré que son intention était que ces frais fussent supportés par la succession, cette déclaration serait parfaitement valable, elle serait considérée comme une augmentation du legs, et les héritiers du défunt ne seraient point admis à l'attaquer.

C'est donc, dans l'espèce proposée, aux héritiers du défunt à payer les frais de la demande en délivrance du legs, mais c'est à la fabrique qu'incombe la charge des droits de mutation dus à l'occasion de ce legs.

Pour ce qui concerne la quotité de ces droits, elle n'a pas toujours été la même; l'article 81 du décret du 30 décembre 1809 avait statué que les dons et legs faits aux fabriques ne seraient assujettis qu'à un droit fixe d'un franc. L'article 7 de la loi du 16 juin 1824 porta ce droit à dix francs. La même loi étendit l'exception aux acquisitions d'immeubles que les fabriques et autres établissements publics pouvaient être autorisés à faire; mais cette législation a été changée par l'art. 17 de la loi du 18 avril 1831, et aujourd'hui les fabriques sont astreintes à payer pour leurs acquisitions, comme pour les dons et legs qui leur sont faits, les droits proportionnels d'enregistrement et de transcription ordinaires.

Administration Fabricienne.

Travaux des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de mai.

Nous n'avons que peu d'observations à faire relativement à l'administration fabricienne pendant le mois de mai. Dans notre dernière livraison nous avons donné un grand nombre d'indications propres à diriger les fabriques dans les diverses opérations auxquelles elles ont à se livrer dans la session de *Quasimodo*. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. Nous pensons que tous les conseils de fabrique se sont acquittés des devoirs que la loi leur impose pendant cette session. Cependant, s'il en était quelques-uns qui n'y eussent point satisfait, il ne faudrait pas pour cela rester dans l'inaction, et surtout dans un état d'irrégularité dont les conséquences sont toujours préjudiciables aux intérêts de l'église.

Ainsi, la reddition et l'apurement du compte du trésorier sont de toute nécessité. Quand ce compte a été rendu et réglé, le trésorier doit en payer le reliquat. Ce sont là des obligations auxquelles le trésorier ne saurait se soustraire, et à l'accomplissement desquelles les conseils de fabrique doivent rigoureusement tenir la main.

« Faute par le trésorier, dit l'article 90 du décret du 30 décem-
« bre 1809, de présenter son compte à l'époque fixée et d'en payer
« le reliquat, celui qui lui succédera sera tenu de faire, dans le mois
« au plus tard, les diligences pour l'y contraindre; et à son défaut,
« le procureur du roi, soit d'office, soit sur l'avis qui lui en sera
« donné par l'un des membres du bureau ou du conseil, soit sur l'or-
« donnance rendue par l'évêque en cours de visite, sera tenu de
« poursuivre le comptable devant le tribunal de première instance,
« et le fera condamner à payer le reliquat, à faire régler les articles
« débattus, ou à rendre son compte s'il ne l'a été, le tout dans un
« délai qui sera fixé ; sinon, et ledit temps passé, à payer provisoi-
« rement, au profit de la fabrique, la somme égale à la moitié de la
« recette ordinaire de l'année précédente, sauf les poursuites ulté-
« rieures. »

L'action de la fabrique contre le trésorier est une action personnelle qui ne se prescrit que par le laps de trente ans, à compter de la fin de l'exercice. Au surplus, le trésorier est, en cette qualité, comme les administrateurs comptables des établissements publics, responsable, sous l'hypothèque légale de ses biens (art. 2121 du Code civil), et passible de la contrainte par corps (art. 126 et 127 du Code de prcédure civile).

En ce qui concerne le budget, nous avons dit que lorsqu'il a été arrêté par le conseil dans la séance de *Quasimodo*, il doit en être envoyé une double expédition à l'évêque diocésain, conformément à l'art. 47 du décret du 30 décembre 1809. Cet envoi ne doit point être négligé, parce que c'est uniquement l'approbation que donne le prélat au budget qui le rend définitif. Ainsi, s'il y avait quelques conseils de fabrique qui n'eussent point encore rempli cette importante formalité, nous les engagerions à le faire le plus promptement possible.

Relativement aux élections, les conseils de fabrique qui n'y auraient point pourvu le dimanche de Quasimodo et qui ne se feraient point autoriser à y procéder dans le mois qui suit cette séance, auraient perdu le droit de les faire. Il ne pourrait plus y être pourvu que conformément à l'art. 4 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, c'est-à-dire par l'évêque diocésain. Il en serait différemment, s'il ne s'agissait que des élections des président et secrétaire du conseil. Quand ces nominations n'ont point été effectuées à Quasimodo, l'évêque, auquel le curé doit toujours donner avis de ces omissions, peut les provoquer de la part du conseil, mais il n'a pas le droit de les faire, ce droit appartenant toujours au conseil lui-même.

Nous n'avons rien à ajouter présentement à ce que nous avons dit dans notre dernière livraison au sujet des demandes en subvention à adresser aux conseils municipaux dans leur session de mai. Mais nous rappellerons à MM. les curés que des fonds viennent d'être alloués dans le budget des cultes pour l'acquisition et les réparations des églises et presbytères; et que les fabriques qui auraient quelques secours à demander pour cet objet doivent s'empresser d'adresser leur demande aux préfets.

Quant aux opérations des marguilliers, nous renvoyons également aux indications contenues dans notre livraison de mars. S'il n'avait point encore été pourvu par eux à la visite et aux réparations des édifices consacrés au culte, suivant les prescriptions de l'art. 41 du décret du 30 décembre 1809, ils ne devraient pas attendre plus longtemps pour s'acquitter de cette fonction.

Chronique.

COMITÉ DES CULTES.

Le Comité des cultes, ayant épuisé l'objet de ses délibérations, vient de terminer ses séances. Ceux de nos lecteurs qui n'ont point été tenus au courant des diverses propositions dont il a été saisi et des discussions auxquelles elles ont donné lieu ne liront sans doute pas sans intérêt le résumé que l'un de ses secrétaires, M. Pradié, vient de publier de ses importants travaux. D'abord, par une résolution générale et qui devait s'appliquer à toutes les déterminations qu'il pouvait prendre ultérieurement, il a arrêté que non-seulement il était incompétent, mais qu'à ses yeux l'Assemblée nationale était complétement incompétente dans toutes les matières religieuses; que sa compétence ne commençait que dans les matières mixtes; que même dans ce cas, l'État devrait se concerter avec l'Église avant d'attacher à ses décrets la formule obligatoire. Ce principe une fois convenu et arrêté, le Comité est passé à l'examen des différentes questions qui lui étaient soumises, et il a donné son avis sur chacune d'elles, sauf l'approbation, bien entendu, des évêques et du Saint-Siége, dans les matières de leur ressort. Cela posé, il a examiné un à un les articles du Concordat et de la loi organique de 1802, et, après avoir constaté ce qu'il y avait d'abusif et d'inconciliable avec les véritables principes de liberté, dans cette législation en partie impraticable, en partie tombée en désuétude, il a émis l'avis de l'abrogation des articles organiques et de la négociation d'un nouveau Concordat dont il a voulu arrêter les bases.

« Ainsi, 1° sur la question de la nomination des évêques, le Comité a pensé que si on faisait intervenir l'élection à un degré quelconque, il fallait exclure les laïques du corps électoral; que les électeurs pris exclusivement dans le clergé présenteraient trois candidats au chef

de l'État, et que celui-ci choisirait l'évêque soit parmi les candidats, soit parmi ceux qui auraient été précédemment désignés par les électeurs des autres diocèses.

« 2° Il a décidé que le traitement du clergé devait être conservé, afin de maintenir entre l'ordre spirituel et l'ordre temporel ces liens fraternels d'où résulte cette harmonie d'ensemble qui fait la force des sociétés et constitue leur unité. Il a émis le vœu que le traitement ne fût pas diminué, et que celui des curés de campagnes fût augmenté, quand les ressources de l'État pourraient le permettre.

« 3° Dans le cas où on croirait devoir modifier la circonscription des diocèses, le Comité a émis l'avis qu'il y eût un évêque par département, fallût-il, pour obtenir cette concession du gouvernement, sacrifier quelques archevêchés.

« 4° Le Comité a émis le vœu que les succursales ne fussent pas multipliées sans nécessité, et que des vicariats fussent créés, de préférence dans les paroisses surchargées.

« 5° A propos du service religieux de la basilique de Saint-Denis, et dans le cas où ce chapitre d'évêques viendrait à être supprimé, le Comité a pensé qu'il fallait assurer une retraite convenable aux évêques qui ne trouveraient plus dans ce lieu un asile à leur vieillesse ou à leurs infirmités, et qu'il importait de maintenir à Saint-Denis un chapitre de chanoines-prêtres pour entretenir la dignité du culte dans cette antique basilique, à laquelle se rattachent tant de souvenirs.

« 6° Le Comité a pensé qu'un haut enseignement théologique devait être établi par le gouvernement, de concert avec le Saint-Siége, à Paris, Lyon et Toulouse. Il a déterminé les règles qui devaient présider à l'organisation des facultés et à l'observation des grades, et quels étaient les grades qui devaient être exigés à l'avenir pour devenir pasteur d'une simple paroisse, curé de première classe, chanoine titulaire, professeur de théologie, vicaire-général, évêque.

« 7° Le Comité s'est encore occupé, à propos du budget, des matières qui concernent les ordinations, les bourses des séminaires, les secours aux ecclésiastiques et aux anciennes religieuses, l'entretien des édifices diocésains, les dépenses des cultes protestants et israélite.

« 8° Il a surtout largement élaboré un projet de pensions de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes.

« 9° Il a donné son avis sur la question du célibat des prêtres.

« 10° Il a examiné s'il convenait de changer la législation des fabriques et s'il fallait introduire le mode électif dans la nomination des membres des conseils de fabrique.

« 11° Mais ce qui a fait surtout l'objet de ses méditations a été la question de savoir si l'inamovibilité des desservants devait être rétablie et s'il fallait reconstituer des tribunaux ecclésiastiques pour donner au clergé du second ordre des garanties suffisantes contre

des révocations ou des changements de poste, livrés à la seule discrétion de l'évêque (Voy. à ce sujet le rapport de M. Pradié, livraisons de février et de mars). Le Comité a pensé que si l'inamovibilité civile du desservant pouvait avoir des inconvénients, il n'en était pas de même de l'inamovibilité canonique, et que s'il était dangereux pour la bonne administration des diocèses d'assimiler les simples succursalistes aux curés de canton en les faisant agréer par l'État, il n'y avait pas le moindre inconvénient à rétablir les officialités, qui sont déjà en vigueur dans plusieurs diocèses et qui auraient pour objet de rendre moins précaire la situation du clergé de second ordre. Au reste, comme il s'agit d'une mesure générale qu'il importe d'établir dans tous les diocèses, le comité a jugé qu'elle devait faire l'objet d'une négociation avec le Saint-Siége et constituer une des bases les plus importantes du nouveau concordat.

Voici la proposition dont le Comité demande la prise en considération.

Article unique. « L'art. 31 de la loi organique du concordat est rapporté en ce qui concerne la révocabilité des desservants. Il sera ouvert immédiatement par le Gouvernement des négociations avec le Souverain Pontife pour régler les conditions d'après lesquelles seront rétablies l'inamovibilité des desservants et les officialités ecclésiastiques. »

C'est M. Chapot qui a été chargé de faire le rapport à l'Assemblée nationale. Ce rapport a été lu au Comité et adopté par lui dans sa séance du 26 mars dernier. Nous en publierons la teneur dans notre prochaine livraison, en attendant que nous revenions d'une manière plus spéciale sur l'ensemble des travaux du Comité.

TRAVAUX LÉGISLATIFS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ET DÉCRETS VOTÉS PAR ELLE PENDANT LE MOIS D'AVRIL.

L'Assemblée nationale a voté dans le cours de ce mois les décrets suivants :

Décret qui ouvre un crédit de 2 millions 571,647 fr. pour la solde et l'entretien de la Garde républicaine, dépense dont la ville de Paris supportera la moitié (2 avril) ;

Décret relatif à un crédit de 109,161 fr. pour l'appropriation des Tuileries à l'exposition des objets de peinture et de sculpture de 1849 (7 avril) ;

Décret relatif au paiement du traitement du vice-président de la République (9 avril) ;

Décret qui ouvre un crédit de 1.200,000 fr. pour subvenir aux frais de l'expédition d'Italie (16 avril) ;

Résolution relative aux congés à accorder aux membres de l'Assemblée nationale (19 avril) ;

Décret qui proroge jusqu'au 1er août prochain la loi du 8 août 1848, relative aux cautionnements des journaux (20 avril).

Décret qui attribue au gouvernement l'exploitation du chemin de fer de Versailles à Chartres ;

Décret relatif à un crédit de 500,000 fr. destiné à subvenir aux premières dépenses auxquelles l'invasion du choléra pourrait donner lieu (22 avril).

L'Assemblée a voté en outre les budgets de l'agriculture, des travaux publics, de l'intérieur, de l'instruction publique, des cultes, des affaires étrangères, des finances et de la marine ; puis elle a discuté, sans les adopter définitivement, le projet de décret relatif à l'indemnité des colons par suite de l'affranchissement des esclaves, et celui sur l'organisation de la force publique.

Les budgets de l'instruction publique et des cultes, qui ont été votés dans la séance du 9 avril, ont donné lieu à deux décisions fort importantes et qui méritent d'être signalées. Sur la proposition de M. Pascal Duprat, proposition agréée avec empressement par M. de Falloux, le traitement des instituteurs primaires a été porté à 550 fr. Un million a également été accordé sur la proposition de M. Chapot, en augmentation du crédit affecté au budget des desservants, ce qui permettra de porter à l'avenir leur traitement à 850 fr.

L'Assemblée ne pouvait assurément rien faire de plus juste, de plus convenable, de plus utile à la religion, à la société, dont l'intérêt se confond si étroitement avec celui de la religion. Après avoir relevé l'instituteur de l'indigence dans laquelle il vivait, elle a pensé qu'elle devait aussi s'occuper de la situation si précaire du desservant, qui reçoit à peine de l'État son pain de chaque jour, et dont la main est souvent vide d'aumônes quand son cœur est toujours plein de charité.

Le presbytère et la maison d'école sont les deux colonnes sur lesquelles nous voudrions appuyer l'édifice de la liberté moderne. Le prêtre, c'est la vertu ! L'instituteur, c'est la lumière ! Moraliser et éclairer, voilà toute la science sociale ! L'instituteur prépare le citoyen ; le prêtre forme le chrétien. Ce sont deux titres qui se confondent dans la double nature de l'homme et qui résument toute sa destinée dans ses deux patries, l'une sur la terre, l'autre dans le ciel !

Mais si vous voulez que le prêtre soit véritablement l'apôtre de la liberté chrétienne, donnez-lui toute sa dignité, afin qu'il ait toute son influence ! Relevez-le aux yeux des populations en le mettant à l'abri de ces besoins vulgaires sous le poids desquels la nature morale se dégrade et l'âme se flétrit. Qu'il soit assez riche pour être généreux, pour être bienfaisant, pour consoler d'une main la misère qu'il sanctifie de l'autre, pour refuser du pauvre le prix de ses bénédictions et de ses prières ? Alors sa modeste aisance se traduira en trésor de reconnaissance, de résignation, d'espérance, d'amour de Dieu et de la patrie dans le cœur du malheureux. Vous avez augmenté le budget d'un million, mais le clergé vous rendra en améliorations sociales, en agrandissement du sentiment religieux, en conquêtes sur la débauche, sur l'ivrognerie, sur toutes les mauvaises passions, ce que vous lui aurez donné en argent !

Et qu'on ne craigne pas l'influence du clergé au point de vue politique ; nous ne sommes plus à cette époque où le clergé avait à défendre non pas seulement sa foi religieuse, mais sa puissance poli-

tique, une riche dotation de nombreux priviléges ; maintenant il est pauvre, il n'appartient à aucun parti, il appartient à tous, il n'a ni priviléges, ni préférences, ni haines, ni rancunes ; il n'a que l'enthousiasme de la charité et l'amour du bien. Voilà le prêtre. Nous ne pouvons donc que féliciter l'Assemblée d'être entrée dans cette voie d'amélioration, et de n'avoir point hésité à accorder aux desservants, à ces humbles ouvriers de la foi et de la civilisation, ces quelques deniers qu'ils ne recevront de l'État que pour les rendre aux pauvres, au nom de Dieu et de la France.

La question de l'intervention française dans les affaires des États-Romains vient enfin de recevoir sa solution. Le Gouvernement envoie à Civita-Vecchia une flotte portant 14,000 hommes, sous le commandement du général Oudinot. Cette flotte a mis à la voile le 21 de ce mois. Tous les cœurs véritablement français applaudiront à cette détermination que les déplorables excès dont Rome est le théâtre depuis le mois de novembre dernier, ont rendue si nécessaire, et qui est d'ailleurs si légitime en droit. Le pouvoir spirituel est, sans contredit, le principal dans le Pape, et le pouvoir temporel en forme l'accessoire ; mais cet accessoire est indispensable. La restauration de la papauté intéresse toute la chrétienté. Le monde catholique, à la tête duquel marche encore la France, a le droit d'exiger que l'oracle infaillible de ses dogmes soit libre et indépendant. Par conséquent, la question de souveraineté, qui est partout une question politique, est à Rome une question essentiellement religieuse. Le peuple, qui peut être souverain partout, ne peut l'être à Rome. Les États pontificaux n'appartiennent pas à Rome, ils appartiennent au monde catholique ; le monde catholique en a reconnu le Pape possesseur, parce que c'était le seul moyen de consacrer à jamais son indépendance. Ces principes, qui sont certains, ont trouvé une sanction solennelle dans la réprobation généralement manifestée par tous les États de l'Europe, contre les événements qui ont forcé l'éloignement de Pie IX de sa capitale, dans l'ordre qu'ils ont donné à leurs agents diplomatiques de suivre le Saint-Père à Gaëte, au lieu de continuer leur résidence à Rome, auprès du Gouvernement révolutionnaire; et nous en voyons encore la confirmation dans la mesure dont nous parlions au commencement de cet article, et qui a excité de si unanimes acclamations dans toute la France. Honneur donc au Gouvernement qui a su prendre une pareille initiative qui lui assure pour l'avenir une large part de prépondérance dans les destinées politiques de l'Europe.

Des événements importants se sont accomplis en Italie depuis notre dernière livraison. L'armée Piémontaise a été vaincue par les Autrichiens, et Charles-Albert a abdiqué en faveur de son fils ; la ville de Brescia a été réduite en cendres ; Florence a rouvert ses portes au grand-duc de Toscane ; et Gênes est rentré sous la domination du nouveau roi de Piémont. En Sicile, l'insurrection a perdu du terrain ; Catane a été bombardée, et cette ville ainsi que Syracuse se sont rendues à discrétion au souverain napolitain.

D'une autre part, le vote de l'Assemblée nationale de Francfort, qui a conféré au roi de Prusse le titre d'empereur d'Allemagne, paraît être un sujet de discorde entre l'Autriche, la Bavière et la Prusse ; la guerre est allumée entre le Danemark et l'Allemagne. A Stuttgard, le roi de Wurtemberg a pris la fuite, et l'on dit que la république y a été proclamée.

A Rome, l'état des choses ne s'est point non plus amélioré. Le triumvirat républicain ne se maintient que par la violence. Incapable d'exciter l'enthousiasme de ces lâches Italiens qui ont abandonné le Pape, au lieu de défendre avec lui l'indépendance générale de l'Italie, il trouve plus commode de piller les riches, de persécuter le clergé, de s'approprier ses biens

et de lui défendre d'en posséder à l'avenir. Mais toutes ces mesures iniques, qui ne sont guère faites pour le populariser, ne le sauveront pas de sa perte. Les gouvernements tyranniques et corrompus ne peuvent vivre longtemps. La réaction en faveur de l'ordre, qui vient de se manifester en Toscane, ne tardera pas à triompher dans les autres villes de l'Italie, et Rome, nous l'espérons, ne sera pas la dernière à secouer le joug des démagogues, et à tendre les bras à l'illustre Pontife, duquel seul elle doit attendre son bonheur et la véritable liberté.

Actes officiels du Saint-Siége.

ENCYCLIQUE DE PIE IX

Aux patriarches, primats, archevêques et évêques de tout l'univers, sur l'immaculée conception de la Sainte-Vierge.

« Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique. Dès les premiers jours où, élevé sans aucun mérite de notre part, mais par un secret dessein de la divine Providence, sur la chaire suprême du prince des apôtres, nous avons pris en main le gouvernail de l'Église entière, nous avons été touché d'une souveraine consolation, vénérables frères, lorsque nous avons su de quelle manière merveilleuse, sous le pontificat de notre prédécesseur Grégoire XVI, de vénérable mémoire, s'est réveillé dans tout l'univers catholique l'ardent désir de voir enfin décréter par un jugement solennel du Saint-Siége, que la très-sainte mère de Dieu, qui est aussi notre tendre mère à tous, l'immaculée Vierge Marie, a été conçue sans la tache originelle.

« Ce très-pieux désir est clairement et manifestement attesté et démontré par les demandes incessantes présentées tant à notre prédécesseur qu'à nous-même, et dans lesquelles les plus illustres prélats, les plus vénérables chapitres canoniaux et les congrégations religieuses, notamment l'ordre insigne des Frères-Prêcheurs, ont sollicité à l'envi qu'il fût permis d'ajouter et de prononcer hautement et publiquement dans la liturgie sacrée, et surtout dans la préface de la messe de la conception de la bienheureuse Vierge, ce mot : « Immaculée. » A ces instances notre prédécesseur et nous-même avons accédé avec le plus grand empressement. Il est arrivé en outre, vénérables frères, qu'un grand nombre d'entre vous n'ont cessé d'adresser à notre prédécesseur et à nous des lettres par lesquelles, exprimant leurs vœux redoublés et leurs vives sollicitations, ils nous pressaient de vouloir définir comme doctrine de l'Eglise catholique que la conception de la bienheureuse Marie avait été entièrement immaculée et absolument exempte de toute souillure de la faute originelle.

« Et il n'a pas manqué aussi dans notre temps d'hommes éminents par le génie, la vertu, la piété et la doctrine, qui, dans leurs savants et laborieux écrits, ont jeté une lumière si éclatante sur ce sujet et sur cette très-pieuse opinion, que beaucoup de personnes s'étonnent que l'Église et le Siége apostolique n'aient pas encore décerné à la très-sainte Vierge cet honneur que la commune piété des fidèles désire si ardemment lui voir attribuée par un solennel jugement et par l'autorité de cette même Église et de ce même Siége. Certes, ces vœux ont été singulièrement agréables et pleins de consolation pour

nous, qui, dès nos plus tendres années, n'avons rien eu de plus cher, rien de plus précieux que d'honorer la bienheureuse Vierge Marie d'une piété particulière, d'une vénération spéciale et du dévouement le plus intime de notre cœur, et de faire tout ce qui nous paraîtrait pouvoir contribuer à sa plus grande gloire et louange, et à l'extension de son culte.

« Aussi, dès le commencement de notre pontificat, avons-nous tourné avec un extrême empressement nos soins et nos pensées les plus sérieuses vers un objet d'une si haute importance, et n'avons-nous cessé d'élever vers le Dieu très-bon et très-grand d'humbles et ferventes prières afin qu'il daignât éclairer notre esprit de la lumière de sa grâce céleste, et nous faire connaître la détermination que nous avions à prendre à ce sujet. Nous nous confions surtout dans cette espérance, que la bienheureuse Vierge, qui a été élevée « par la grandeur de ses mérites au-dessus de tous les chœurs des anges jusqu'au trône de Dieu, » qui a brisé, sous le pied de sa vertu, la tête de l'antique serpent, et qui « placée entre le Christ et l'Église » toute pleine de grâces et de suavité, a toujours arraché le peuple chrétien aux plus grandes calamités, aux embûches et aux attaques de tous ses ennemis et l'a sauvé de sa ruine, daignera également, nous prenant en pitié avec cette immense tendresse qui est l'effusion habituelle de son cœur maternel, écarter de nous par son instante et toute-puissante protection auprès de Dieu les tristes et lamentables infortunes, les cruelles angoisses, les peines et les nécessités dont nous souffrons, détourner les fléaux du courroux divin qui nous affligent à cause de nos péchés, apaiser et dissiper les effroyables tempêtes de maux dont l'Église est assaillie de toutes parts, à l'immense douleur de notre âme, et changer enfin notre deuil en joie.

« Car vous savez parfaitement, vénérables frères, que le fondement de notre confiance est en la très-sainte Vierge; puisque c'est en elle que Dieu a placé *la plénitude de tout bien, de telle sorte que s'il y a en nous quelque espérance, s'il y a quelque salut nous sachions que c'est d'elle que nous le recevons, parce que telle est la volonté de celui qui a voulu que nous eussions tout par Marie.*

« En conséquence, nous avons choisi quelques ecclésiastiques distingués par leur piété et très-versés dans les études théologiques, et en même temps un certain nombre de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine, illustres par leur vertu, leur religion, leur sagesse, leur prudence et par la science des choses divines, et nous leur avons donné mission d'examiner avec soin, sous tous les rapports, ce grave sujet selon leur prudence et leur doctrine, et de nous soumettre ensuite leur avis avec toute la maturité possible. En cet état de choses, nous avons cru devoir suivre les traces illustres de nos prédécesseurs, et imiter leurs exemples.

« C'est pourquoi, vénérables frères, nous vous adressons ces lettres par lesquelles nous excitons vivement votre insigne piété et votre sollicitude épiscopale, et nous exhortons chacun de vous, selon sa prudence et son jugement, à ordonner et à faire réciter dans son propre diocèse des prières publiques pour obtenir que le Père miséricordieux des lumières daigne nous éclairer de la clarté supérieure de son divin esprit, et nous inspirer du souffle d'en haut, et que dans une affaire d'une si grande importance, nous puissions prendre la résolution qui doit le plus contribuer tant à la gloire de son saint nom qu'à la louange de la bienheureuse Vierge et au profit de l'Église

militante. Nous souhaitons vivement que vous nous fassiez connaître, le plus promptement possible, de quelle dévotion votre clergé et le peuple fidèle sont animés envers la Conception de la Vierge immaculée, et quel est leur désir de voir le Siége apostolique porter un décret sur cette matière. Nous désirons surtout savoir, vénérables frères, quels sont à cet égard les vœux et les sentiments de votre éminente sagesse.

« Et comme nous avons déjà accordé au clergé romain l'autorisation de réciter un office canonique particulier de la Conception de la très-sainte Vierge, composé et imprimé tout récemment à la place de l'office qui se trouve dans le Bréviaire ordinaire, nous vous accordons aussi par les présentes lettres, vénérables frères, la faculté de permettre, si vous le jugez convenable, à tout le clergé de votre diocèse, de réciter librement et licitement le même office de la Conception de la très-sainte Vierge, dont le clergé romain fait actuellement usage, sans que vous ayez à demander cette permission à nous ou à la sacrée congrégation des Rits.

« Nous ne doutons nullement, vénérables frères, que votre singulière piété envers la très-sainte Vierge Marie ne vous fasse obtempérer avec le plus grand soin et le plus vif empressement aux désirs que nous vous exprimons, et que vous ne vous hâtiez de nous transmettre en temps opportun les réponses que nous vous demandons. En attendant, recevez comme gage de toutes les faveurs célestes, et surtout comme un témoignage de notre bienveillance envers vous, la bénédiction apostolique que nous vous donnons du fond de notre cœur, à vous, vénérables frères, ainsi qu'à tout le clergé et tous les fidèles laïques confiés à votre vigilance.

« Donné à Gaëte, le deuxième jour de février de l'année 1849, l'an 3e de notre pontificat.

Le 2 avril, il a été tenu á Gaëte un consistoire dans lequel ont été préconisés monseigneur Foulquier, évêque nommé de Mende; monseigneur Jacquemet, évêque nommé de Nantes; monseigneur de Salinis, de Metz, et monseigneur de Mioland, archevêque-coadjuteur de Toulouse.

L'épiscopat a fait le 5 de ce mois une perte bien douloureuse dans la personne de Mgr l'évêque d'Orléans. Mgr Fayet, que ses prédications et ses écrits ont rendu célèbre, a occupé à Paris l'importante cure de Saint-Roch, Il fut nommé à l'évêché d'Orléans le 10 octobre 1842. Le temps de son épiscopat a été court, mais il a été néanmoins assez long pour marquer dans les annales du clergé français. M. Fayet avait été député à l'Assemblée nationale, par le département de la Lozère, son pays natal.

C'est M. l'abbé Dupanloup, chanoine de la métropole de Paris, ancien supérieur du petit séminaire, qui a été nommé pour le remplacer. Nous félicitons bien sincèrement le diocèse d'Orléans de la nomination de son nouvel évêque, que ses talents éminents ont placé depuis longtemps déjà au premier rang parmi les prédicateurs français, et M. Dupanloup est aussi auteur de plusieurs écrits remarquables.

La religion, la politique et les lettres viennent aussi de faire une perte sensible par la mort de M. de Genoude, directeur de la *Gazette de France.* Cet infatigable publiciste est décédé à Hyères, le 19 de ce mois.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F.

Du Budget des Cultes.

La question du budget des cultes est une de celles qui ont le plus préoccupé les esprits. Aucune, en effet, n'était de nature à intéresser plus vivement l'Église et l'État, puisqu'il s'agissait de savoir si la République supprimerait ce budget, ou bien, si, conformément au concordat, elle en consacrerait de nouveau le principe et la nécessité.

Disons-le tout d'abord, dans toutes les discussions qui ont été élevées sur ce sujet, les hommes sérieux se sont montrés favorables au maintien du traitement du clergé. Tous, il est vrai, n'ont point été amenés à ce résultat par les mêmes motifs : les uns sont partis de cette idée que la dotation de l'Église par l'État constituait une indemnité obligée pour les biens dont elle a été dépouillée par la première Révolution; les autres ont vu dans cette dotation une rétribution nécessaire pour un service public également nécessaire; d'autres ont cru que ce serait fortifier l'État que de lui donner le droit d'intervenir à certains égards dans ce qui touche à la police des cultes. Mais enfin, malgré cette diversité de vues, tous ont pensé que le budget des cultes était une nécessité sociale, et que l'opinion publique demandait impérieusement qu'il fût conservé au nombre des dépenses nationales. Tel était, en effet, le vœu général, vœu que le comité des cultes a parfaitement compris, et que plus tard l'Assemblée nationale a consacré par un vote solennel.

Les raisons qui militent en faveur du budget des cultes sont tellement puissantes, qu'il est difficile de s'expliquer qu'on en ait sérieusement demandé la suppression. Cependant, cette mesure, dont l'application eût été si funeste, a été réclamée avec une grande ténacité par quelques orateurs de la Chambre et par certains organes de la presse. Il n'est pas de raisons qu'on n'ait alléguées pour faire croire à l'illégalité, à l'illégitimité de la rétribution du clergé par l'État. Si l'État salarie le clergé, disent les partisans de la séparation absolue de l'Église et de l'État, c'est pour lui un droit et un devoir même de surveiller, dans l'intérêt des contribuables, l'emploi des fonds qui reçoivent cette destination. L'État entre alors dans le domaine spirituel, et le principe de l'incompétence de l'État en matière religieuse venant à disparaître, la liberté des cultes et par conséquent la

liberté de la pensée sont frappées du même coup. Que deviennent, en effet, l'indépendance, la dignité des ministres du culte, s'ils sont obligés de tendre la main pour recevoir un salaire; s'ils doivent acheter cette faveur au prix des plus grands sacrifices; si l'État exige en retour la faculté d'intervenir dans la nomination des évêques, des curés, des chanoines, des grands-vicaires, à qui il donne un traitement; si, pour se plier aux exigences du Trésor, il se réserve le droit d'augmenter ou de réduire, suivant les occurrences, le nombre des évêchés, des cures, des succursales, des vicariats, des canonicats; si, à raison des bourses qu'il crée dans les séminaires, il veut savoir combien d'élèves reçoivent l'enseignement théologique, et quel est l'esprit de cet enseignement? D'un autre côté, la liberté de la pensée n'existe plus, toute concurrence devenant impossible avec un clergé entretenu aux frais de l'État. Car, quels seront les cultes salariés? Si tous ne le sont pas, vous constituez des priviléges. Et puis, à quel signe reconnaître ceux qui méritent d'être rétribués et ceux qui en sont indignes? Il faut donc, pour être juste, salarier tous les cultes, toutes les religions, toutes les sectes, même les sectes philosophiques, à moins de vouloir établir des différences injurieuses, à moins de vouloir comprimer, étouffer la libre expansion de la pensée.

Telles sont les considérations par lesquelles les citoyens Pierre Leroux et Lavallée ont combattu le principe de l'allocation du clergé, dans leurs discours, sur l'article 7 de la Constitution. (*Voir* ces discours, ci-dessus, pag. 38 et 65.) Elles procèdent manifestement d'hommes peu religieux, et par conséquent mal disposés en faveur de la religion. Aussi, sont-elles plus spécieuses que véritablement fondées en droit et en raison. Nous n'entreprendrons pas toutefois de les réfuter ici, parce que la question est aujourd'hui définitivement résolue. Au surplus, cette réfutation a été faite d'une manière victorieuse par l'honorable M. Chapot, dans son rapport à l'Assemblée nationale, au nom du comité des cultes. Nous nous bornerons donc à reproduire ce rapport, auquel nous donnons d'ailleurs toute notre approbation.

« Citoyens Représentants, je viens, au nom de votre comité des cultes, vous faire un rapport sur plusieurs pétitions qui ont été adressées à l'Assemblée nationale, et relatives, entre autres choses, à la suppression ou au maintien du budget des cultes.

« Le citoyen Adrien Boissier, pasteur de l'église réformée à Mazères, département de l'Ariège, demande, comme conséquence obli-

gée du principe de la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition du salaire des cultes.

« Il se fonde sur des considérations qui vont trouver leur place dans l'analyse de celles qui sont données en général à l'appui du système qu'il propose.

« Quant au principe de la séparation complète de l'Église et de l'État, invoqué par le pétitionnaire, votre comité a pensé que ce principe était du nombre de ceux dont la discussion devait être réservée à votre comité de constitution, et, sur ce chef de la pétition, il lui a paru convenable, sans rien préjuger, de vous proposer le renvoi pur et simple à ce dernier comité, à titre de renseignement.

« Il en eût été de même de la conséquence déduite de ce principe relativement à la suppression du budget des cultes, si votre comité, dans un but facile à comprendre, celui de calmer les esprits sur une question qui touche à de si nombreux intérêts, n'avait cru devoir révéler une partie de la discussion qui a eu lieu dans son sein sur ce point particulier de la question générale.

« A cet égard, votre comité a reconnu en principe que, la religion étant une base indispensable de toute société régulière, le culte, qui n'est que l'expression, la forme extérieure du sentiment religieux, devait être mis au rang des nécessités sociales. L'histoire, en effet, n'offre point d'exemple d'un peuple vivant sans religion, sans culte; le principe qui vient d'être posé n'est donc que la consécration, le corollaire forcé d'un fait incontestable. Mais l'idée de culte public (et c'est de celui-là seul qu'il s'agit ici) implique avec elle des temples, des ministres, des manifestations matérielles qui appellent nécessairement des dépenses, des frais de toute espèce, un budget, en un mot; et la question est de savoir si la formation de ce budget sera livrée au concours individuel et volontaire des membres qui composent la société, ou bien si on l'établira sous forme d'une allocation spéciale sur le grand budget de l'État.

« Les partisans du premier système disent, à son appui, que, dans un État qui n'affecte aucune religion spéciale, sous un régime de liberté de conscience, il est anormal de contraindre quelqu'un à soutenir une foi qui n'est pas la sienne, à concourir aux frais matériels d'un culte qu'il répudie; qu'il est plus rationnel que celui qui ne veut professer aucun culte soit dispensé d'en supporter les charges, et que chacun concourt, dans les limites de sa volonté, à supporter celles du culte auquel il veut appartenir. Ils ajoutent, en puisant leurs raisons dans un autre ordre d'idées, que le sentiment religieux d'un pays a tout à perdre dans le maintien d'un traitement officiel alloué par l'État au clergé, quel qu'il soit; que par là, en effet le ministre de Dieu n'est plus qu'un fonctionnaire public soumis à toutes les exigences, et surtout à l'indépendance que ce titre impose; que c'est faire revêtir à l'enseignement sacerdotal la forme d'une in-

stitution humaine, ce qui lui ravit l'influence et la considération que son caractère spirituel et divin peut seul lui conserver.

« Votre comité, Citoyens, s'est profondément pénétré de ces raisons et de toutes celles qui peuvent être accessoirement déduites dans le même sens, et, après un mûr examen, son avis à-peu-près unanime a été que le budget des cultes doit être maintenu comme allocation spéciale sur le budget de l'État.

« En voici les raisons principales :

« Si l'on n'avait à se préoccuper que des intérêts du culte catholique, on pourrait chercher peut-être à assigner aux obligations de l'État envers ce culte l'origine et la cause des contrats ordinaires à titre onéreux, c'est-à-dire à établir par actes que le traitement du clergé est une dette contractée par l'État dans les conditions ordinaires de toutes les dettes, et dont il ne lui appartiendrait de s'affranchir qu'en méconnaissant ses promesses et violant la foi des traités ; mais les considérations qui font l'État débiteur envers le culte religieux doivent appartenir désormais à un ordre théorique plus élevé.

« Ce n'est pas, en effet, telle ou telle forme de culte que l'État doit secourir et protéger, c'est *le culte*, expression générale des hommages rendus par la créature au Créateur. Si l'homme a deux fins à poursuivre, l'une matérielle et bornée aux besoins de l'existence temporelle, l'autre s'étendant au-delà de ses limites par sa nature spirituelle et immortelle, l'État n'en a qu'une, c'est celle qui est enfermée dans les limites du temps, et qui est plus ou moins heureuse selon que les rapports des individus entre eux sont plus ou moins bien établis et maintenus. L'avenir spirituel n'est pas et ne peut pas être son domaine, chaque individu l'envisage et se dispose à l'aborder selon les inspirations de sa conscience, et voilà pourquoi la liberté de conscience est le premier principe d'un État bien ordonné ; or, cette liberté entraîne celle du culte, c'est-à-dire de la forme extérieure que le croyant donne à sa prière et à sa pensée religieuse ; et ici naissent, en même temps que les droits, les devoirs de l'État dans une intervention sage et salutaire.

« Veiller à ce que les manifestations extérieures des cultes ne portent réciproquement aucune atteinte à leur liberté, voilà son droit ; les protéger tous et les soutenir avec un égal intérêt, voilà son devoir ; mais il est bien entendu que ce devoir ne commence que là où le culte à soutenir par des subsides est un culte sérieux qui répond à des besoins assez généraux et assez nombreux pour comporter l'organisation et le maintien d'un service public.

« Cela posé, comment peut-on trouver mauvais que l'État pourvoie à l'entretien matériel des cultes au même titre qu'il pourvoit aux frais de tous les grands services publics ?

« Le culte existe comme fait non créé, non provoqué par l'État ; l'universalité des citoyens le professe sous une forme ou sous une

autre ; l'entretien, qui est donc, par la force des choses, à la charge de l'universalité des citoyens, doit être administrativement régi, si l'on tient à distribuer dans une juste et équitable proportion les charges de l'État.

« Mais une autre considération plus puissante peut-être fait un devoir à l'État de maintenir le budget des cultes; ce n'est jamais en vain qu'on blesse les idées de justice et qu'on violente les instincts populaires; or, il est certain que la suppression du budget des cultes, qui blesserait aux yeux de votre comité les idées de justice administrative, violenterait les instincts d'une grande partie du peuple qui tient à sa religion, au culte extérieur, et qui s'est habitué à considérer l'entretien matériel des cultes comme une charge de l'État ; il en résulterait un mécontentement profond, peu propre à créer des amis à la République et aux institutions qu'elle est appelée à fonder.

« Accepter, en le secondant, le patriotique élan de ce peuple religieux qui a applaudi avec transport à la proclamation de cette devise trinitaire empruntée à sa doctrine : *Liberté, égalité, fraternité*, voilà le devoir de l'Assemblée nationale ; votre comité ne connaît pas de raison plus puissante que celle-là, pour ceux qui veulent comme lui solidement asseoir les fondements de la République. D'autre part, il est inexact de dire que le budget de l'État étant le produit collectif et forcé de tous les concours individuels, il y a injustice à affecter une partie des ressources de ce budget à un service qui, malgré son caractère public, ne répond pas aux vœux et aux besoins de tous sans exception.

« La distribution des ressources de l'État doit, en effet, se faire sous l'influence d'une grande idée de réciprocité et de mutualité qui s'applique à tous les services publics, à tous les besoins généraux. L'impôt n'est point payé par ceux qui le doivent, avec telle destination spéciale qu'ils aient droit ou souci d'indiquer. Combien de services publics salariés dont les effets ne sont ressentis par certains membres de la société que d'une manière très-indirecte, ou qui même ne le sont pas du tout! Faudrait-il dire pour cela que le concours partiel et obligé de ces quelques membres à l'entretien de cette partie du service public est une injustice pour eux? Évidemment non. Laissons donc de côté les objections qui s'induisent de cet ordre d'idées, et venons à celles qui affecteraient la considération et l'indépendance des ministres du culte et de la religion elle-même.

« Non, le prêtre qui reçoit un traitement de l'État n'est point, par ce fait, un fonctionnaire de l'État dans l'acception ordinaire de ce mot. Le sens habituel qui s'attache à l'idée de fonctionnaire est celui du mandat salarié avec son caractère essentiel de révocabilité ; c'est-à dire que le fonctionnaire, tel qu'on l'entend communément, tient ses pouvoirs de celui qui le paye, et s'oblige à faire ce qui est commandé. Tel n'est pas, assurément, le prêtre dans un sens absolu ; il ne tient pas ses pouvoirs de l'État ; il est tout-à-fait indépendant de

lui en ce qui touche l'ordre spirituel, et le traitement n'implique pas ici l'idée de mandat révocable à ce point de vue. Ses pouvoirs, il les puise à une source indépendante par son essence, et sur laquelle l'État est complétement dépourvu d'action ; voilà pourquoi son caractère et sa considération n'ont rien à redouter de ce contact avec l'État qui n'intervient que pour réglementer une question du salaire ; le droit qui résulte en cette circonstance au profit de celui qui paie le traitement, n'est autre qu'un droit de surveillance sur la condition qui oblige celui qui reçoit le traitement à exercer le ministère auquel il est attaché, sans examiner comment ce ministère est exercé à l'endroit de l'enseignement dogmatique et de la direction des consciences.

« En quoi le prêtre pourrait-il trouver en cela son indépendance ou sa considération compromises? N'est-ce pas, au contraire, assurer et garantir cette indépendance autant qu'il est possible de le faire? Quoi ! l'on voudrait livrer l'existence matérielle des ministres du culte aux soins volontaires de ceux qui le professent ou qui sentent le besoin de le soutenir! L'on ne trouverait pas là un grand élément de sujétion, d'autant plus dangereuse qu'elle serait immédiate, du ministre ainsi entretenu, envers ceux qui l'entretiendraient?

« Que deviendrait l'égalité, qui doit présider surtout à la distribution des secours spirituels, en présence de cette distinction forcée qui serait faite de part et d'autre, quelquefois entre ceux qui paieraient et ceux qui ne paieraient pas? Le pauvre ne serait-il pas blessé dans sa susceptibilité, et lésé dans ses intérêts les plus chers? Ce serait alors bien autrement le cas de se demander ce que deviendraient l'indépendance et la considération du prêtre avec un tel ordre de choses se produisant dans l'état actuel de nos mœurs?

« Oui, sans doute, il est permis de prévoir l'hypothèse où l'État supprimerait complétement toute allocation officielle en faveur du matériel des cultes, et nul ne songe, en un tel cas donné, à dire que la religion devrait succomber. C'est parce que nous avons dit déjà qu'elle était indépendante de toute contrainte humaine, que son existence ne nous paraîtrait en aucune façon compromise par la suppression d'un budget officiel ; mais cette suppression serait une mesure à-la-fois injuste et impolitique. Voilà, Citoyens, ce qu'a pensé votre comité, et qu'en son nom j'étais chargé de vous dire.

« Reste maintenant une dernière observation que voici : Des voix nombreuses et de très-grande autorité se sont élevées pour revendiquer l'application des principes opposés à ceux de la pétition qui vous occupe; le consistoire de l'Église réformée de Paris, qui avait appelé dans son sein des délégués de tous les consistoires de France, a proclamé bien haut, et à la presque unanimité des suffrages, le principe du maintien du budget des cultes, en s'inspirant, en outre des motifs généraux qui viennent d'être déduits, des exigences par-

ticulières de la situation des pasteurs protestants qui sont pères de famille et qui n'ont point de casuel.

« De leur côté, les membres du clergé catholique, d'une voix qui paraît non moins unanime, demandent tout-à-la-fois la suppression de ce casuel qui leur répugne, et qu'ils considèrent comme une triste invention de certaines lois organiques dont ils appellent de tous leurs vœux la modification, et en même temps la conservation du budget des cultes qu'ils regardent, par rapport à eux en particulier, comme le résultat d'une dette sacrée.

« A cela se réduit, Citoyens, ce que j'avais à vous dire au nom de votre comité des cultes; permettez-moi de vous rappeler qu'il n'a pas cru devoir provoquer de votre part un vote de principe sur la question si grave dont je viens de vous entretenir, et qui trouvera plus naturellement sa solution dans le cours de la discussion à laquelle le projet de constitution va bientôt donner lieu parmi nous.

« Sous le bénéfice de ces considérations diverses, votre comité vous propose donc de renvoyer, à titre de renseignement, au comité de constitution, la pétition dont je viens d'avoir l'honneur de vous faire le rapport. »

Les conclusions de ce rapport ont été adoptées, et l'on sait que dans l'article 7 de la Constitution, l'Assemblée nationale a consacré le principe du maintien du Budget des cultes.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette décision, qui est tout-à-la-fois un acte de haute justice et de sage politique.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Séance du 30 mars.)

Budget des Dépenses de 1849.

MINISTÈRE DES CULTES.

Rapport fait par M. Jean Reynaud, au nom de la commission du budget sur les dépenses du ministère des cultes (1).

Citoyens représentants, votre commission ne vous propose que peu de réductions sur le budget des cultes, et encore la plupart sont-elles de sim-

---

(1) Moniteur du 5 avril 1849.—Voir le tableau à la fin de ce rapport.—La commission du budget était composée de MM. Bonte-Pollet, Bixio, Billault, Lacroix, Cordier, Barthe, Mathieu (Drôme), Durand-Savoyat, Dezeimeris, Bureaux de Pusy, Cavaignac (le général), Jean Reynaud, Gouin, Bastiat, Flandin, Perrinon, Guichard, Lacroix (Augustin), Glais-Bizoin, Corne, Gouttai, Lefrançois, Guérin, Aubry, Goudchaux, Stourm, Lasteyrie (Jules de).

ples ajournements aux exercices prochains. Il ne pouvait en être autrement. En présence de l'état déplorable dans lequel vit une multitude de prêtres âgés ou infirmes par défaut de retraites, de l'insuffisance du traitement de la plupart de ceux qui sont voués aux fonctions de desservants, de la nécessité de faire régner dans les rangs élevés du clergé une instruction plus développée que celle des séminaires, du grand nombre de communes qui n'ont point encore de succursales, enfin de la convenance de donner des satisfactions analogues aux autres cultes reconnus par l'Etat, votre commission a dû regretter que l'état des finances de la République ne lui permît point de vous proposer des augmentations de crédit conformes à ces besoins.

Elle vous exprime du moins son regret. La régularité du service ecclésiastique touche, en effet, la République d'une manière spéciale, car tout ce qui influe sur la moralité du peuple influe désormais sur le Gouvernement lui-même bien plus immédiatement que sous la monarchie. La politique républicaine doit donc se trouver conduite à un surcroît de considération pour ces fonctions sacerdotales qui, aux yeux de la royauté, semblaient participer de l'humilité du peuple, et qui tirent maintenant leur importance de leur infériorité même. L'intérêt commun se joint à la justice pour nous ordonner de faire effort dans cette direction, comme dans celle de l'instruction publique, afin d'attirer des hommes éclairés et capables jusque dans les campagnes les plus abandonnées.

CHAPITRE Ier. — *Personnel des bureaux.*

La direction générale des cultes comprend trois divisions composées chacune de deux bureaux. Les deux premières sont consacrées au culte catholique, la troisième embrasse la comptabilité générale et les cultes non catholiques. Mais, en fait, le service du bureau de la comptabilité se rattache sans intermédiaire au cabinet du directeur général ; d'où il suit qu'en définitive le chef de la troisième division est simplement chargé du service des cultes non catholiques.

Or sur les 40 millions employés par ce ministère, le service des cultes non catholiques ne consomme que 1,400,000 fr. ; il est donc comparativement peu considérable. Aussi le bureau qui lui est affecté ne se compose-t-il que d'un sous-chef et de quatre employés. Il n'a point paru à votre commission que la présence d'un chef de division pour un personnel si minime fût suffisamment justifiée. Elle ne saurait admettre que la dignité ou l'indépendance des cultes non catholiques soit intéressée à l'existence d'une division à part. La présence du directeur général donne une garantie que les affaires ne peuvent arriver devant le ministre qu'après avoir été convenablement étudiées. Votre commission vous propose, en conséquence, la substitution d'un chef de bureau à 5,000 fr. à un chef de division à 9.000 fr.

Votre commission n'a point à faire ici la même critique de la surabondance des employés que dans la plupart des autres administrations centrales. Depuis 1832, ce personnel, tout en satisfaisant aux besoins du service, n'a point augmenté. Nous désirons que le département des cultes demeure fidèle à des précédents si exemplaires. Dans ce but, nous l'invitons à déployer assez d'activité pour se prêter, sans recourir à aucun accroissement de nombre, au service nouveau que l'adjonction des affaires ecclésiastiques des colonies et de l'Algérie lui impose. Nous proposons la suppression d'un employé à 1,500 fr.

CHAPITRE II. — *Matériel.*

Pour maintenir les mêmes principes d'économie que dans les autres administrations centrales, la commission propose une réduction de 2,000. fr Cette réduction se répartira facilement sur les articles qui la comportent.

CHAPITRE IV. — *Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.*

Ce chapitre est un des plus difficiles que votre com mision ait eu à étudier. Il lui eût été facile de le passer sous silence : la m ission sévère qui lui es

imposée ne le lui permettait pas. La somme totale des dépenses dont le chapitre est la source s'élève à 4,874,000 fr.; voilà son importance financière : il est la base de notre organisation ecclésiastique, voilà son importance administrative. Quelles sont les garanties sur lesquelles reposent les charges qu'il s'agit d'introduire dans la République en le votant ? voilà ce qu'il était de notre devoir de rechercher. Plus le service est important, plus il lui faut de solidité.

Le jugement à porter sur l'économie de ce chapitre ne peut être fondé que sur une exacte appréciation des travaux d'inspection et de direction qui sont dévolus au pouvoir épiscopal. Il faut que les circonscriptions diocésaines soient assez resserrées pour que ce service puisse s'accomplir avec toute la fermeté nécessaire; il faut qu'elles soient assez étendues pour que la dignité des évêques n'ait point à souffrir d'une trop grande réduction du cercle de leur juridiction, et que les finances de l'État n'aient point à souffrir non plus d'une multiplication superflue du nombre, et, par conséquent, de la dépense des diocèses ; il faut, en outre, que les conditions d'un bon gouvernement ecclésiastique soient réalisées, autant que possible, au même degré dans toutes les parties du territoire; il faut enfin que la circonscription, par l'effet de l'autorité morale de la loi dont elle procède, soit assurée dans l'opinion publique de tout le respect désirable. En un mot, pour employer ici le langage même de l'Eglise, il faut que tout soit fait avec le nombre, le poids et la mesure.

Le concordat de 1801 avait fixé à 50 le nombre des diocèses. En 1821, le gouvernement, jugeant ce nombre insuffisant, demanda à la chambre d'autoriser l'érection de 12 siéges nouveaux. « Douze nouveaux évêchés, disait le commissaire du roi, dans l'exposé des motifs, paraissent devoir suffire aux besoins présents.... Soixante-deux évêques avec leurs vicaires généraux, leurs chapitres, leurs séminaires, bien choisis et bien composés, régiront facilement les églises de France et les troupeaux commis à leurs soins. » La commission nommée pour l'examen du projet du gouvernement fut choisie dans l'opposition de droite. Visant à rentrer dans l'esprit du concordat de 1817, qui avait fixé à 92 le nombre des diocèses, elle refusa la proposition du gouvernement, et voulut d'abord que la loi, au lieu de limiter à 12 le nombre des évêchés nouveaux, ne s'arrêtât à aucun terme, et l'abandonnât simplement au libre arbitre de la couronne. Enfin, sans avoir allégué d'autres motifs que des considérations de politique générale, elle se rabattit à exiger qu'au nombre 12 on substituât du moins le nombre 30. « La raison du nombre, lui objectait avec raison M. Royer-Collard, ne se trouve, ne peut jamais se trouver que dans la circonscription. Par conséquent, celle-ci doit précéder. Ce qui importe assurément, ce n'est pas que la France ait, soit 50, soit 60 évêques, c'est qu'elle ait précisément le nombre d'évêques dont elle a besoin. » Néanmoins, malgré la résistance soutenue du gouvernement, qui continuait à ne vouloir considérer que les besoins réels du service, le chiffre 30 fut voté, grâce à l'ascendant de la droite. C'est ce chiffre qui, ajouté au chiffre 50 du concordat, compose le chiffre total de 80, qui est inscrit au chapitre qui nous occupe,

La mesure de la circonscription qui doit former l'élément primitif du nombre avait donc au contraire suivi le nombre. Le système de l'empire avait consisté à déterminer les divisions ecclésiastiques comme celles des administrations de la justice, de l'instruction publique, de la guerre, d'après l'étude des convenances propres du service pris en lui-même; celui de la constituante, à identifier le diocèse et le département; celui de 1821, basé sur des principes mal définis, demeurait indécis entre les deux. Certains diocèses renfermaient deux départements, d'autres un seul, d'autres enfin une portion de départements. Le nombre des succursales variait du simple au décuple de l'un à l'autre. Par respect pour les traditions de l'ancienne France, on n'avait pas voulu que des villes, autrefois illustrées par leur siége, en demeurassent privées par l'effet de la révolution. Dans ce but, on avait rejeté le principe général de justice distributive proposé par le Gouvernement, et consistant à déclarer qu'il n'y aurait jamais plus de deux siéges par département. « Plusieurs esprits, disait le commissaire du roi, n'ont trouvé aucun inconvénient à ce qu'il fût établi deux évêchés dans

un département, s'il renfermait deux villes importantes. Cet inconvénient est pourtant de même nature que si l'on plaçait deux cours d'appel dans un même département; c'est celui d'une distribution trop inégale d'un grand moyen de gouvernement spirituel. Le sentiment qui porte des villes à réclamer leurs anciens honneurs ecclésiastiques est louable sans doute, mais ce sont les besoins et les ressources qu'il faut consulter en pareille occasion plutôt que les sentiments. »

Une autre question, plus grave encore, celle de la répartition des secours de l'Etat entre les diverses branches du service ecclésiastique, s'était posée. Ici s'étaient allumées les passions politiques. L'opinion libérale aurait voulu qu'après avoir fait ce que demandait le Gouvernement pour l'épiscopat, on appliquât immédiatement le surplus des ressources à remédier aux souffrances du clergé secondaire. Elle accusait l'opinion royaliste de chercher ici des intérêts politiques, et de ne multiplier les évêchés qu'en vue de développer une noblesse cléricale parallèlement à la noblesse laïque qu'on s'efforçait de restaurer en même temps. « Un parti, disait un des orateurs de la gauche, qui veut rétablir les majorats et les substitutions, en même temps qu'il s'apprête à dépouiller les fils puînés de leurs droits, songe à leur préparer une sorte de dédommagement. — Il ne faut pas s'étonner, répliquait, dans son résumé, le rapporteur de la commission, de la vivacité de ces débats : quand deux principes, la monarchie et la démocratie, se combattent dans l'État, deux principes antagonistes, et qu'on peut appeler aussi monarchique et démocratique, se combattent dans l'Église. » Funestes débats où dans une question que des considérations administratives pouvaient seules décider avec rectitude, les systèmes politiques prenaient le dessus. On se trompait en voyant à travers l'Église la monarchie, et l'on ne serait guère moins trompé en y cherchant la démocratie. Sa hiérarchie n'est ni l'une ni l'autre : le sommet et la base y sont indissolublement unis dans un commun intérêt; et la République, plus grande dans ses calculs que tous les partis, parce qu'elle est plus sincère dans ses desseins, doit embrasser dans un égal intérêt tout l'ensemble.

Telles sont les incertitudes que votre commission a rencontrées en examinant les bases du chapitre. Elles suffisent pour démontrer combien il est exposé, lorsqu'il serait essentiel à tant d'égards qu'il fût supérieur à toute critique. Votre commission n'a pas pensé toutefois qu'il fût dans ses attributions d'entreprendre de les faire cesser : c'est assez de les signaler. Le nombre jugé supérieur aux besoins, en 1821, par le Gouvernement, ne les excède-t-il pas toujours? Dans ce cas, jusqu'à quel point peut-on considérer les habitudes acquises comme formant une recommandation capable de le légitimer? Les principes de la circonscription doivent-ils rentrer dans ceux de l'administration de l'empire? ou bien, la tendance des départements à se constituer en individualités distinctes ne conduit-elle pas, au contraire, à identifier de plus en plus, ainsi que l'avait voulu la constituante, la division diocésaine avec la division préfectorale? En un mot, faut-il diminuer, maintenir, accroître, modifier? c'est ce qu'aucune autorité suffisante ne nous a paru décider.

Votre commission, pour ne pas tomber dans les défauts de précipitation que l'on peut reprocher à l'établissement ecclésiastique de 1821, ne vous adresse donc à ce sujet aucune proposition formelle. Elle se borne à constater que le bon ordre de la République demanderait sur ce chapitre une étude préalable suivie avec les soins et l'impartialité que réclame une matière si délicate et si élevée. L'intérêt de l'Eglise ne l'appelle pas moins que celui de l'Etat, car il importe à tous deux, non-seulement que l'établissement ecclésiastique soit adapté aussi exactement que possible aux convenances réelles de la population, mais plus encore que cet établissement soit désormais fondé, aux yeux de la nation, sur des motifs justes, solides, déduits d'une nécessité positive, et dégagés de toute connexion avec des traditions compromettantes. C'est sur ce dernier point que votre commission concentre particulièrement ses observations : elle les résume en attirant l'attention la plus sérieuse du Gouvernement sur la révision du chapitre.

Supplément de traitement des cardinaux. — La commission est d'avis

d'opérer sur cet article une réduction de 20,000 francs. Le traitement des cardinaux dépasserait dès lors de 5,000 francs celui des archevêques, comme celui des archevêques dépasse lui-même de 5,000 celui des évêques.

Nous ne proposons pas de refuser entièrement l'article, comme on l'avait fait en 1830. Mais nous pensons que, la République ayant donné l'exemple de réduire partout les traitements de luxe, il ne conviendrait pas que le clergé, dans son intérêt même, se dérobât à cette loi. Le traitement de 20,000 francs est un des plus élevés qu'il y ait aujourd'hui en dehors de la capitale.

Quant aux rares voyages des cardinaux à Rome, ils appartiennent à l'extraordinaire, et devraient être réglés par un article à part, à la suite de l'article des indemnités pour les visites diocésaines.

Dépenses diverses. — Sur cet article votre commission n'a d'observation à vous proposer qu'en ce qui touche également aux cardinaux. Les frais de nomination d'un cardinal s'élèvent, y compris, il est vrai, les frais de bulle, à 43,000 francs. Cette dépense nous a paru trop forte. Elle pouvait s'expliquer lorsque les mœurs de la monarchie entraînaient, pour le cérémonial de la nomination et de l'installation des cardinaux, des frais considérables; elle ne se justifie plus avec les habitudes plus modestes que nous a faites la République. En conséquence, nous invitons le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour abaisser désormais, autant qu'il est juste, ce chiffre exorbitant. Aucun crédit spécial à cet article ne nous étant soumis, nous espérons que le Gouvernement, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucun vote, se trouvera d'accord avec nous à cet égard.

CHAPITRE V.

Le chapitre V est le complément du précédent. Il n'est pas moins digne de la haute attention de l'Assemblée. Votre commission lui soumet donc également les observations que son examen lui a inspirées.

Traitement des chanoines. — Les traitements des chanoines s'élèvent à un chiffre total de plus de 1 million. Votre commission ne s'est point dissimulé que, dans un ordre sévère d'économie, cette charge pourrait finir par sembler onéreuse, si le Gouvernement, de concert avec l'autorité ecclésiastique, ne s'appliquait enfin à rendre l'institution des chapitres plus fructueuse qu'elle ne l'est aujourd'hui. La présence des chanoines ajoute sans doute aux pompes du culte un effet avantageux; mais elle n'y ajouterait pas moins si leur ministère recevait, en dehors de la liturgie, l'extension à laquelle il est appelé par les nécessités nouvelles des temps, aussi bien que par les lois anciennes de l'Eglise. Le droit canonique confère aux chapitres des attributions dans l'esprit desquelles il conviendrait de rentrer, dans l'intérêt de la dignité de la puissance épiscopale, non moins que dans celui de sa justice. Les meilleures garanties que puisse trouver aujourd'hui l'exercice du pouvoir consistent en effet dans sa modération et dans la valeur des lumières dont il s'entoure.

Ces sentiments ne sont pas seulement ceux de votre commission : elle es heureuse de reconnaître l'initiative des membres les plus élevés de l'Église et particulièrement M. l'archevêque de Paris, dont les premiers pas ont si favorablement marqué dans cette voie. « Ce que l'on doit désirer uniquement, dit ce prélat dans ses *Institutions diocésaines* (t. I, p. 8), et ce que les besoins de l'Eglise et de la société nous semblent demander au temp où nous vivons, c'est que la bonne administration ecclésiastique ne soit pa seulement garantie dans chaque diocèse par les intentions pures et l sagesse de l'evêque, mais par des règles fixes et des institutions diocésaines déterminées d'avance. Il était sans doute très-sage et très-nécessaire, au début de l'organisation du culte en France, après une révolution qui ne laissait que des débris, de concentrer tout l'exercice du pouvoir ecclésiastique entre les mains de l'évêque, et de ne soumettre cet exercice à aucune forme déterminée qui eût pu en gêner l'action. Mais il est évident aujourd'hui que cette situation est pleine de périls, et tout le monde fait effort pour en sortir... Les évêques savent que si, dans certaines circonstances,

il a été plus utile à l'Église que les évêques exerçassent toute leur autorité par eux-mêmes et d'une manière absolue, les temps actuels sont bien peu favorables à un semblable exercice de la puissance épiscopale. La société religieuse et la société civile, quoique fondées sur des principes différents, ne pourraient pourtant pas demeurer en un tel désaccord, que lorsque l'une offrirait partout des libertés et des garanties, l'autre semblât les redouter et les exclure.»

Votre commission s'associe à ces sages paroles, dans lesquelles les raisons politiques du rétablissement des chapitres dans leur caractère de conseils épiscopaux, ainsi que de la reconstitution des tribunaux ecclésiastiques sont si délicatement indiquées. Mais elle pense que l'intervention du Gouvernement, dans son concert naturel ave le saint-siége, est nécessaire pour le développement comme pour l'application uniforme de ces principes dans tous les diocèses de la République, et ce n'est qu'en adressant au Gouvernement l'expression de ce vœu qu'elle vous propose la sanction du crédit demandé.

Traitement des desservants. — L'opinion publique est touchée depuis longtemps du sort des desservants. L'Assemblée nationale ne pouvait manquer de représenter un sentiment si général. Elle en a donné la preuve en votant au budget de 1848 les allocations nécessaires pour porter à 900 fr. le traitement des prêtres succursalistes âgés de plus de cinquante ans. L'augmentation relative à cet article s'élève, au budget de cette année, à la somme de 779,000 fr. Votre commission vous propose d'autant mieux la confirmation de ce crédit, qu'elle ne doute pas que l'Assemblée nationale n'eût compris tous les desservants dans une mesure générale, comme elle l'a fait pour les instituteurs, si, d'une part, le traitement des desservants ne les mettait déjà depuis longtemps au dessus des souffrances criantes, et si, de l'autre, la loi du sacrifice, imposée dans les circonstances actuelles à tout le monde, ne devait être reçue dans cette classe méritante avec plus de facilité que dans toute autre.

Malgré l'allocation de 779,000 fr., il reste encore 20,462 succursalistes rétribués comme précédemment, à raison de 800 fr. Pour des hommes cultivés par des études littéraires, placés dans une position importante aux yeux de l'État comme de l'Église, voués par devoir et par profession à la bienfaisance, et entourés par la misère, une telle condition est évidemment insuffisante. Aussi, votre commission aurait-elle désiré pouvoir vous proposer de faire, dès cette année, du minimum de 900 fr. la règle commune. Mais cette dépense, vu le nombre considérable de ceux qui participeraient à la mesure, s'élèverait à plus de 2 millions. Si urgente qu'elle soit, il est donc impossible d'y songer jusqu'à ce que la France soit rentrée dans sa prospérité naturelle.

Dans l'impossibilité de vous proposer, du côté financier, aucun remède à la situation fâcheuse des desservants, la commission a dû tourner sa sollicitude vers les autres moyens par lesquels on pourrait, en attendant, l'améliorer également. Personne n'ignore que l'état précaire dans lequel vivent les desservants n'est pas pour eux une moindre affliction que leur pauvreté. Peut-être l'Église, si le Gouvernement lui en faisait sentir les avantages temporels, ne trouverait-elle aucune difficulté à l'établissement d'une troisième classe de curés, dans laquelle prendraient place tous les desservants après une épreuve d'un certain nombre d'années d'exercice. La jouissance de cette dignité, jointe aux droits qu'elle leur conférerait devant les tribunaux ecclésiastiques, suffirait pour leur donner pleine satisfaction à cet égard, tout en rehaussant leur caractère aux yeux des populations. Il faut même remarquer que l'intérêt public est désormais entièrement d'accord sur ce point avec celui des desservants. La mise en pratique du suffrage universel fait, en effet, un devoir à la politique de veiller à ce que l'indépendance des pasteurs de la campagne ne puisse pas être plus suspectée que celle des pasteurs inamovibles des villes.

Par ces considérations, la commission du budget s'unit aux vœux qui vous ont déjà été exprimés à cet égard par le comité des cultes.

Augmentation du nombre des succursales.—Votre commission vous propose a regret une réduction de 40,000 fr. sur cet article. Elle ne conteste

pas la réalité des besoins. Les 320,000 fr. consacrés au binage suffisent pour faire foi qu'il y a au moins 1,600 églises sans desservants. Mais votre commission croit devoir maintenir ici le principe que les améliorations indispensables doivent être seules admises au budget de cette année. Le service ecclésiastique, bien que gêné sur plusieurs points, a cependant pu s'accomplir sans dommage en 1848. En l'améliorant par une augmentation de cinquante succursales, on peut donc être assuré qu'il ne sera compromis nulle part en 1849. Votre commission n'ose vous proposer davantage.

Une autre considération l'a encore déterminée : c'est que l'article dont il s'agit est un de ceux qui, sous les précédents gouverne ments, se sont le plus prêtés à l'abus. Il devrait en être de la circonscription des succursales comme de celle des diocèses qui, en bonne administration, ne saurait avoir d'autre principe que la distribution des habitants Les succursales nouvelles doivent être placées où le droit et non la faveur les appelle. Le chiffre de la population de la commune, joint à celui de la distance à l'église la plus prochaine, sont les éléments réguliers du calcul, et la justice veut qu'ils soient sévèrement maintenus. A la vérité, l'administration a pris l'habitude d'insérer chaque année au budget un tableau des succursales érigées dans le courant de l'exercice précédent. Mais ces noms inconnus ne donnent rien de ce qui est nécessaire au jugement. Il faudrait à la suite du nom de la commune le chiffre de la population avec celui de la distance à l'ancienne succursale, et même, pour achever le contrôle, les éléments correspondants pour les communes qui attendent.

C'est ce que votre commission réclame désormais de l'administration comme pièce justificative à l'appui de toute demande d'augmentation. En principe, une institution nouvelle de succursale, impliquant pour l'État une dépense permanente nouvelle, ne doit être votée, aussi bien que s'il s'agissait d'une institution nouvelle de diocèse, que sous des conditions préalablement définies. C'est avant, et non après leur affectation, que l'Assemblée a besoin de connaître l'emploi des surcroîts de crédit qu'elle accorde. Sans revenir sur le passé, où les abus ont sans doute consisté en tours de faveur d'une commune sur l'autre, nous aimons à le croire, plutôt qu'en désordres véritables, il faut du moins qu'à l'avenir les préférences soient légitimes.

Augmentation des vicariats. — Des réflexions analogues s'appliquent aux vicariats. Votre commission vous propose de réduire également de moitié l'allocation demandée. Bien que les conditions relatives à l'établissement des vicariats soient, à certains égards, plus complexes que celles qui se rapportent aux succursales, rien n'empêche non plus l'administration de soumettre dorénavant à l'Assemblée le tableau des vicariats à instituer, avec les motifs à l'appui, sauf réserve pour les cas imprévus.

CHAPITRE VI. — *Chapitre de Saint-Denis.*

Traitements des membres du Chapitre.— Ce Chapitre, sans analogue dans l'Eglise, a été institué en 1806, par un décret de Napoléon, pour veiller sur les sépultures des empereurs. Il a été maintenu, en 1816, par une ordonnance de Louis XVIII, pour veiller sur les sépultures des rois. Le dernier roi s'est occupé de lui procurer l'institution canonique. Désormais, par l'effet de l'établissement de la République, les sépultures de Saint-Denis, toutes respectables qu'elles soient à jamais dans les souvenirs de la nation, n'ont plus rien de politique. L'institution royale qui y prenait appui est donc sapée dans sa base ; et votre commission s'est vainement efforcée de lui trouver, dans les précédents de Saint-Denis, une raison suffisante d'existence.

Votre commission n'avait point à entrer dans la question de savoir s'il ne serait pas possible d'adapter aux besoins et au caractère de la République quelque institution canonicale du même genre. Devant le budget, elle a dû se borner à ce point de fait, que le chapitre royal de Saint-Denis a été frappé par la révolution de Février, et que la République ne pourrait en consacrer l'existence sans se contredire elle-même.

Considérant que la bulle obtenue par le dernier Gouvernement est en désaccord avec les principes de la République, et n'a pas même reçu d'exécution, elle vous propose de convertir les traitements des chanoines actuels en indemnités annuelles de 6,000 fr. pour ceux du premier ordre, et de 2,000 pour ceux du second.

Votre commission vous propose, en outre, de voter la somme nécessaire pour continuer le service du culte dans la basilique de Saint-Denis. Restaurée à grands frais dans ces derniers temps, elle est un des ornements de la France. Il suffirait, pour atteindre le but, d'inviter le Gouvernement à transporter dans la basilique la cure de la ville, et d'allouer à la fabrique une subvention destinée à entretenir le bas-chœur et le matériel dans l'état convenable. Un crédit de 15,000 fr. paraît suffisant pour cet objet.

Bourses des séminaires. — L'Etat fournit aux séminaires une subvention de 1 million pour l'entretien de 2,482 bourses. Le cours des études des séminaires est de trois ans ; il sort donc régulièrement tous les ans 827 élèves. Le chiffre annuel des décès dans le corps du clergé, calculé sur les tableaux des cinq dernières années, s'élève à une moyenne de 738 : différence en moins d'avec le nombre des boursiers sortant annuellement, 89. Cette différence est compensée par les décès des élèves et les non-vocations. Ainsi, en admettant le principe que le clergé doit être entretenu par l'Etat dès le séminaire, l'allocation portée au budget demeure dans ses limites légitimes.

Mais, bien que ce principe soit tout à fait analogue à celui qui a été adopté par l'Assemblée nationale pour les écoles spéciales, c'est un principe de justice gracieuse, et l'Etat est souverain juge de la mesure dans laquelle il est à propos de l'appliquer. En même temps qu'il sert de soutien aux séminaires, ce principe peut donc leur servir de modérateur. Or les boursiers ne forment pas à eux seuls tout le personnel de ces écoles. La moyenne des ordinations, prise également pour les cinq dernières années sur les états fournis par l'administration, s'élève à 1,193 : différence en plus, relativement à la moyenne des décès dans la même période, 455. On pourrait donc craindre qu'il n'y eût excès, et que le mouvement des séminaires ne dût être, par conséquent, plutôt ralenti qu'excité.

Ce point a dû attirer l'attention de votre commission, car les immunités accordées aux ecclésiastiques retombant à la charge des autres citoyens, il importe à l'Etat de ne pas favoriser l'accroissement du clergé au delà du nombre qui est réellement nécessaire au service général.

Voici donc l'analyse du chiffre précité, 455. D'abord le nombre des nouvelles succursales et des nouveaux vicariats ne peut être évalué en moyenne, d'après les précédents budgets, à moins de 300, bien que cette année les propositions de l'administration ne le portent qu'à 150. C'est ce chiffre qui représente l'accroissement annuel du personnel ecclésiastique inscrit au budget de l'Etat. Outre ce personnel, il en existe un autre qui tire également des séminaires son recrutement et son accroissement, et qui se compose des vicaires entretenus par les fabriques et les communes, des aumôniers d'hospices, de lycées, de congrégations, des prêtres habitués, enfin des professeurs des séminaires et autres établissements d'instruction. Le chiffre total de ce personnel est évalué à 6,000 par l'administration. Proportionnellement à ce qui a lieu pour le clergé inscrit au budget, le chiffre du recrutement de ce personnel devrait être 110, et celui de son accroissement, 45. Ces deux chiffres, ajoutés à celui de 300, reproduisent exactement 455 : il y a justification arithmétique.

Il n'y aurait donc rien à dire si le chiffre des ordinations en 1846 et 1847 ne s'était élevé de beaucoup au-dessus de l'ordinaire. La moyenne de 1843 à 1845 avait été de 1,119 ; la moyenne de 1845 à 1847 est allée à 1,303 ; ce qui porterait à près de 110 l'accroissement anormal du clergé indépendant. Le personnel des vicaires et des aumôniers ne paraissant pas augmenter suivant une progression plus rapide que le clergé dépendant de l'Etat, cet accroissement ne pourrait donc porter que sur le personnel destiné à l'enseignement. Il y a là un danger qu'il était du devoir de votre commission de vous signaler. Pour ne rien perdre de son autorité morale, le clergé ne doit pas se laisser trop facilement détourner de son service. Le passé nous

montre assez que l'on ne peut que compromettre la religion en engageant ses ministres dans des luttes où la religion n'est pas directement intéressée.

En admettant même que les séminaires dussent servir à la formation d'un corps enseignant libre et indépendant de l'Etat, ce corps aurait-il droit à des immunités qui ne sont justifiées que par leur rapport avec les nécessités du culte? En tout cas, ne serait-il pas du devoir de l'Etat d'agir financièrement sur les séminaires pour modérer autant que possible leur action? Telle est l'extrémité de la question que les circonstances commandaient à votre commission de toucher. Elle aurait pu vous la proposer plus directement en vous proposant une diminution de crédit. Mais, considérant que les abus qui se laissent peut-être craindre, ne se sont point encore révélés d'une manière assez sensible pour appeler une répression, elle maintient la totalité du crédit.

Votre commission, tout en se montrant justement désireuse de voir le clergé se contenir dans son domaine, voudrait qu'il pût y jouir de toute l'instruction dont il a besoin. On n'a jamais entendu que les séminaires dussent répondre à un but plus élevé que celui de la formation des candidats au service ecclésiastique ordinaire. C'est pour satisfaire à ce but supérieur qu'avaient été instituées sous l'empire les facultés universitaires de théologie. Mais le clergé, qui ne saurait reconnaître autre part que dans l'Eglise les sources de son enseignement, n'a jamais pu accepter pleinement le principe de cette institution, et il a mieux aimé s'en passer que s'y soumettre. Cependant, la nécessité de l'enseignement de la théologie et du droit canonique ne saurait échapper à personne. Indépendamment de l'utilité qui doit en résulter pour le mouvement général des esprits, il est manifeste que les conseils capitulaires et les tribunaux ecclésiastiques, s'ils se rétablissent, appelleront des hommes formés à leurs importantes fonctions par des études spéciales. En se fondant sur ces considérations d'intérêt public, en même temps que sur le principe de la liberté spirituelle déclaré par la constitution avec une si parfaite sincérité, votre commission serait donc logiquement conduite à vous demander ici les subventions nécessaires pour accroître dans les séminaires, en faveur des sujets les plus distingués, la force et la durée de l'enseignement, si l'examen du budget de l'instruction publique, en ce qui concerne les facultés universitaires de théologie, ne l'avait déjà conduite à une conséquence analogue. Nous ne devons donc faire ici que la rappeler.

CHAPITRE VIII. *Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.*

Secours aux anciennes religieuses. — Les pensions des anciennes religieuses, fixées primitivement a 400 fr., se sont trouvées réduites à 133 fr. par la loi de vendémiaire. Cette somme est augmentée à l'aide de secours distribués par le ministre des cultes aux religieuses qui n'ont pas d'autres ressources. Ces secours, ainsi que s'en est assurée votre commission, ne dépassent pas une moyenne de 315 fr. Il n'y a rien à y revoir. Mais, les extinctions diminuant tous les ans d'une manière notable le crédit nécessaire, il y a lieu de prévoir que ce crédit sera moindre cette année que dans l'exercice précédent. Aussi, conformément à la diminution qui a lieu de 1847 à 1848, vous proposons-nous ici une réduction de 30,000 fr.

Les mêmes considérations s'appliquent au fonds de secours destiné aux ecclésiastiques sans fonctions depuis 1802, et nous proposons également, pour la régularité du budget, de le réduire de 5,000 fr.

Secours à des ecclésiastiques forcés par l'âge ou les infirmités de cesser leurs fonctions. — Cet article a excité la sollicitude de votre commission. Il cache, en effet, un sujet considérable. Dans l'état actuel de notre législation, le clergé étant dépourvu de pensions de retraite, c'est ce fonds qui y supplée, et il ne nous a pas paru qu'il y suppléât d'une manière convenable.

En fait, il y a un grand nombre d'ecclésiastiques qui auraient besoin d'être secourus et qui ne peuvent l'être. Ceux qui sont secourus, le sont, pour la plupart, insuffisamment. Les calculs faits sur les tableaux de répartition de l'administration prouvent que les ecclésiastiques admis aux secours ne reçoivent, en moyenne, que 265 fr. Ils sont au nombre de 2,000. Le maximum des secours est de 500 fr., et les états font foi que ce maximum n'est atteint que bien rarement. Les caisses particulières établies par quelques évêques dans leurs diocèses ne remédient au mal que d'une manière imparfaite. De tous côtés, de vieux serviteurs de l'Etat et de l'Eglise achèvent dans la misère une existence méritoire. Votre commission invite le Gouvernement à ordonner les études nécessaires pour un projet de loi sur les retraites ecclésiastiques. Grâce à la possibilité et souvent même à l'avantage de prolonger jusque dans un âge avancé l'activité du service dans l'état ecclésiastique, une retenue très-faible sur les traitements suffirait. Il est aisé de s'assurer que la subvention à la caisse des retraites n'appellerait pas une somme supérieure à celle qui se dépense aujourd'hui en secours. Ainsi, sans aggravation pour le trésor, le clergé se trouverait soulagé de ce qui est peut-être sa principale souffrance.

CHAPITRE IX. *Dépenses de services intérieurs des édifices diocésains.*

Mobilier pour les évêchés et cathédrales. — Il a paru à votre commission que l'on ne pouvait s'occuper cette année de l'amélioration des mobiliers. 50,000 fr. lui paraissent suffire pour les réparations essentielles.

CHAPITRE X. *Entretien, acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains.*

Votre commission vous propose sur ce chapitre une réduction de 300,000 fr. En présence des circonstances qui font une loi de ne parer qu'aux nécessités urgentes, elle n'aurait même pas balancé à vous proposer une réduction plus forte, si l'examen auquel elle s'est livrée ne l'avait convaincue que l'administration est entrée à cet égard dans un meilleur système de dépenses. Précédemment il n'était annuellement employé sur le crédit que 400,000 fr. pour les travaux de conservation proprement dits; le reste était consacré presque entièrement aux embellissements et restaurations artistiques. Votre commission invite d'une manière formelle l'administration à sortir tout-à-fait de cette voie ruineuse, et à consacrer à des travaux essentiels les 1,700,000 fr. qu'elle vous propose de voter.

La commission se plaît, du reste, à reconnaître les améliorations qui ont été introduites dans ce service depuis l'établissement de la République. Les projets proposés par les architectes des départements sont régularisés au moyen d'une commission officieuse, dont les avis préalables servent, en outre, à assurer désormais contre l'arbitraire ministériel la répartition du crédit. C'est un progrès que votre commission désire voir poursuivre. Dans ce but, elle demande à l'administration de vouloir bien profier des études détaillées qu'elle a fait entreprendre dans les divers diocèses sur l'état des édifices, pour subdiviser désormais ce chapitre en articles spéciaux. Un article a part suffira pour l'imprévu.

CHAPITRE XI. *Secours pour acquisitions et travaux des églises et presbytères.*

Par les mêmes motifs, et avec les mêmes recommandations qu'au précédent chapitre, réduction de 200,000 fr.

CHAPITRE XII. *Secours annuels à divers établissements ecclésiastiques.*

La plupart des congrégations mentionnées dans ce chapitre rendent à la société des services tellement indispensables qu'il est d'un devoir strict pour l'Etat de leur donner des secours lorsqu'elles en ont besoin. Rien ne saurait équivaloir au personnel qu'elles fournissent aux hospices et aux maisons de refuge. On peut, à certains égards, assimiler leurs maisons centrales à des séminaires, et il est d'autant plus nécessaire de les encourager qu'elles ne peuvent se soutenir qu'à l'aide de contributions charitables dont il n'est pas inutile que l'Etat donne l'exemple.

Mais, à côté des congrégations consacrées au soulagement des malades ou à l'édification des femmes repenties, se trouvent des congrégations qui nous ont paru demander une considération à part : ce sont les congrégations enseignantes. Votre commission est bien éloignée de contester que, dans l'état actuel de la législation de l'instruction publique touchant l'éducation des filles, ces établissements, que l'on pourrait nommer écoles normales libres, ne soient d'utilité publique. Mais il lui a semblé que leur mention dans ce chapitre constituait une sorte d'usurpation des cultes sur l'instruction publique, et que les principes d'une administration régulière faisaient une loi de la condamner. Il existe au chapitre X du budget de l'instruction publique, avec crédit de 30,000 francs, un article intitulé : *Allocations pour divers établissements charitables d'instruction primaire des filles.* C'est à cet article que devraient être réunis les crédits qui nous sont demandés dans celui-ci, au cas où l'instruction publique, seul juge compétent dans cette matière, trouverait à propos de les maintenir. En attendant que la question ait été étudiée à ce point de vue, qui est le seul que nous puissions admettre, nous vous demandons l'ajournement des crédits alloués aux dames de l'instruction charitable de Saint-Maur de Paris, ainsi qu'aux sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy.

La commission relève encore dans ce chapitre un autre point : c'est le crédit destiné au paiement des bourses instituées dans le pensionnat des dames Augustines à Paris, et dans celui des dames du Sacré-Cœur à Beauvais. Ces bourses proviennent du transfert de celles qui existaient à la maison royale d'instruction chrétienne, fondée en 1816 par Louis XVIII, dans le sein de la congrégation des dames de Saint-Maur, et ne sont d'ailleurs nullement nécessaires à la prospérité des deux maisons dont il s'agit. Votre commission a dû se demander s'il ne convenait pas à la République de s'en tenir à la maison nationale de Saint-Denis. Elle a pensé que la nature de cet établissement et les principes qui y sont suivis dans la dispensation des bourses offraient à l'Etat toutes les ressources en même temps que toutes les garanties désirables. En conséquence, elle vous propose une réduction de 600 fr. sur chacune de ces deux allocations de faveur, afin d'éteindre les bourses à mesure de leur libération.

CHAPITRE XIV. *Restauration de la cathédrale de Paris.*

La commission propose de réduire à 550,000 fr. le crédit demandé. Elle s'est assurée que ce crédit, convenablement réparti, suffira pour empêcher le chômage des ateliers, et réaliser les travaux jugés nécessaires dans le courant de la campagne. Il restera pour les exercices suivants à peu près la même somme, différence des dépenses effectuées relativement au crédit total de 2,650,000 fr. alloué par la loi de 1845.

CHAPITRE XV. *Dépense du personnel des cultes protestants.*

Augmentation pour rétribuer de nouveaux pasteurs. — Par les mêmes motifs que pour l'augmentation des succursales et pour maintenir la balance, réduction de moitié.

Dépenses des séminaires. — Au point de vue administratif, le régime des séminaires protestants diffère principalement de celui des séminaires catholiques, en ce que les protestants tirent leur instruction des facultés universitaires de théologie, lesquelles, bien que placées dans un ministère différent, se confondent dans la réalité avec les séminaires mentionnés dans ce chapitre. Cet accommodement n'est pas moins contraire aux principes de notre droit public. Le choix des professeurs et la direction de l'enseignement ne sauraient justement appartenir qu'à une autorité émanée de celle des consistoires. D'ailleurs, les églises protestantes, tout en se servant des facultés de théologie telles qu'elles ont été organisées par le décret de l'Empire, ne sont pas moins attachées que l'Eglise catholique au principe de leur indépendance spirituelle. L'Etat n'a aucun intérêt véritable à leur en refuser la jouissance ; et, dans le fait, cette organisation de l'enseignement théologique ne serait pour lui qu'un soulagement.

Ce sujet nous a naturellement conduits à une autre considération qui est de savoir si, dans le cas où l'on érigerait à Paris une école catholique de théologie, il n'y aurait pas convenance à ériger en même temps une école protestante. Il ne semble pas juste de sevrer les églises réformées des ressources nombreuses qu'elles trouveraient à Paris pour l'éducation de leurs ministres. C'est les priver, en quelque sorte, du droit de capitale.

Il n'y a, du reste rien à craindre d'un tel voisinage ; les discussions théologiques peuvent aujourd'hui éclairer l'esprit humain, mais elles ne peuvent plus être un déchirement.

Le comité des cultes s'est occupé, l'année dernière, de cette question, et se fondant sur ce que la ville de Montauban est dépourvue, à la différence de Strasbourg, des établissements scientifiques et littéraires nécessaires au complément des études des élèves en théologie, il a émis le vœu que la faculté de Montauban fût transférée à Paris. La dépense de cette faculté, y compris celle du séminaire, s'élevant à 38,000 fr., on pourrait, en effet, moyennant une faible augmentation de crédit, réaliser ce changement, déclaré par le comité des cultes désirable et urgent.

Sans se prononcer aussi nettement que le comité des cultes sur la translation du séminaire de Montauban, votre commission se borne à recommander à l'attention la plus sérieuse du Gouvernement, comme suite naturelle de la question des écoles catholiques, la question de l'établissement, à Paris, d'une école de théologie protestante.

CHAPITRE XVI. *Dépenses du matériel des cultes protestants.*

Secours pour contribuer aux travaux. — Bien que le culte protestant soit peut-être plus en souffrance au point de vue des édifices que le culte catholique, puisque dans un grand nombre de communes les fidèles sont réduits à se réunir en plein air, souvent sur les ruines de leurs anciens temples, qui ne leur appartiennent même plus, votre commission a pensé qu'il y avait justice à demander sur ce chapitre une réduction proportionnelle à celle des chap. x et xi. Elle vous propose, en conséquence, une réduction de 16,000 fr. sur le crédit.

CHAPITRE XVII. *Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.*

Le comité des cultes, considérant que, dans l'administration des églises du culte réformé, les notables qui assistent les ministres de ce culte exercent leurs fonctions gratuitement, et que l'honneur résultant pour les membres laïques d'être appelés à concourir ainsi à l'administration permet de compter que le consistoire ne sera jamais dépourvu de citoyens considérables, a proposé, sur ce chapitre, une réduction de 6,000 francs. Votre commission s'associe à cette proposition du comité des cultes.

CHAPITRE XVIII ET SUPPLÉMENT. *Dépenses du culte israélite.*

Secours pour contribuer aux travaux. — Réduction proportionnelle de 1,600 francs.

CHAPITRE XIX. *Dépenses des cultes en Algérie.*

Personnel. — L'entretien du culte en Algérie n'est pas seulement un devoir envers les populations que nous avons engagées à s'y établir ; c'est un moyen de politique envers les indigènes. Rien ne les éloigne plus de nos mœurs que notre facilité à l'égard des observances religieuses Ils peuvent aller jusqu'à tolérer la différence, mais ils ne tolèrent pas l'absence de la religion. Il n'y a que des éloges à donner à la sagesse du clergé, qui, au lieu de se livrer à une propagande trop hâtive, s'est appliqué avant tout à dissiper, dans ses rapports familiers avec les marabouts, les préjugés séculaires qui existent chez les musulmans, relativement à la prétendue idolâtrie des chrétiens. Pour qui se propose des résultats généraux et durables, c'est une marche logique. L'affaiblissement des antipathies de croyances est le préliminaire indispensable du ralliement de ces populations dévotes et susceptibles. Aussi votre commission était-elle toute disposée d'avance à souscrire aux augmentations qui seraient jugées nécessaires dans le personnel du clergé de l'Algérie.

L'augmentation de vingt et un ecclésiastiques qui est aujourd'hui demandée, et qui forme le tiers du nombre dont on avait pu se contenter jusqu'ici, n'en a pas moins soulevé au premier abord quelques difficultés. Les chiffres moutrent toutefois que cette augmentation n'a rien d'exagéré. L'Algérie, possédant aujourd'hui une population civile de plus de 100,000 habitants, devrait avoir 115 prêtres, si l'on y suivait les mêmes proportions qu'en France, où le budget compte environ un prêtre par 900 habitants. L'Algérie n'en avait jusqu'ici que 64 ; en recevant un accroissement de 21, elle serait donc encore en déficit relativement au chiffre normal. Il faut même observer que ce chiffre est d'autant mieux justifié, qu'en Algérie la proportion relative de l'armée, ainsi que des hôpitaux, est beaucoup plus forte qu'en France, en même temps que celle du clergé indépendant de l'Etat s'y réduit presque à rien.

Nous devons faire remarquer aussi qu'il ne s'agit pas d'une augmentation en bloc, comme pour les succursales mentionnées au chap. v, mais d'une augmentation définie et basée sur une analyse exacte des besoins. La note remise par l'administration en fait foi, et nous devons ajouter que la commission a reçu de la part de M. le secrétaire du diocèse d'Alger les explications orales les plus complètes. Toutefois, sans méconnaître l'utilité de toutes les créations sollicitées, la commission a pensé que l'on pouvait ajourner à l'année prochaine l'établissement d'un desservant, d'un succursaliste et de quatre vicaires, et l'économie du budget de cette année lui fait une loi de vous proposer cette réduction de vingt et un à quinze.

Matériel. — Réduction de 100,000 fr. sur le crédit demandé pour les travaux de la cathédrale d'Alger ; il suffit de mettre l'édifice en état de recevoir le culte dès cette année, et l'on peut ajourner sans inconvénient à l'exercice prochain une partie des dépenses nécessaires à son entier achèvement.

Réduction à 33,000 fr. des frais de première installation dans la cathédrale ; réduetion à 3,000 fr. de l'achat du mobilier pour l'évêché ; à 2,000 fr. des réparations au palais épiscopal ; à 10,000 fr. des frais imprévus.

MINISTÈRE DES CULTES.

Chap. spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS demandés.		CRÉDITS accordés.		DIFFÉRENCES
		fr,	c.	fr.	c.	fr,
1	Personnel des bureaux des cultes.....	175,400	»	169,900	»	5,500
2	Matériel et dépenses diverses.....	27,000	»	25,000	»	2,000
3	Subvention aux fonds des retraites.....	31,	»	31,895	»	»
4	Traitements des cardinaux, archevêques et évêques.	1,067,000	»	1,047,000	»	20,000
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.....	30,989,600	»	30,940,850	»	48,750
6	Chapitre de Saint-Denis..	92 000	»	57,000	»	35,000
7	Bourses des séminaires....	1,000,000	»	1,000,000	»	»
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.....	800 000	»	765,000	»	35,000
9	Dépenses du service intérieur des édifices diocésains.....	467,000	»	417,000	»	50,000
10	Entretien des édifices diocésains.....	2,000,000	»	1,700,000	»	300,000
11	Secours pour travaux concernant les églises et presbytères.....	1,200,000	»	1,000,000	»	200,000
12	Secours à divers établissements ecclésiastiques...	100,000	»	92,800	»	7,200
13	Dépenses accidentelles...	5,000	»	5,000	»	»
14	Restauration de la cathédrale de Paris.....	730,000	»	550,000	»	180,000
15	Dépenses du personnel des cultes protestants.....	1,166,550	»	1,163,550	»	3,000
16	Dépenses du matériel des cultes protestants.....	100,000	»	84,000	»	16,000
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.	16,000	»	10,000	»	6,000
18	Dépenses du culte israélite.	118,000	»	116,400	»	1,600
19	Dépenses du culte en Algérie.....	492,197	82	392,197	82	00,000
20	Dépenses des exercices clos non périmés.....	»		»		»
21	Dépenses des exercices périmés.....	»		»		»
	Cultes en Algérie.....	148,274	»	109,800	»	38,474
	Totaux.....	40,725,916	82	39.677,392	82	1,048,524
	Réductions proposées....	.....		1.048,524	»	
	Total égal....	.....		40,725,916	82	

Circulaire de M. le Ministre des travaux publics aux préfets, aux ingénieurs et architectes chargés de diriger les travaux nationaux, relative à la suspension de ces travaux le dimanche et les jours fériés (1).

« Paris, le 20 mars 1849.

« Monsieur,

« L'amélioration du sort des ouvriers est l'objet de la constante préoccupation du gouvernement de la République. Vous êtes en position d'apprécier les efforts de l'administration pour accroître, dans la limite des ressources financières, le développement des travaux publics et particuliers.

« Mais, à côté du travail qui fait vivre, je placerai toujours l'amélioration de la condition morale, la satisfaction des besoins de l'intelligence qui élèvent et fortifient chez tous le sentiment de la dignité personnelle, et la facilité laissée à l'ouvrier d'exercer librement les devoirs de la religion et de la famille.

« Le repos du dimanche est donc nécessaire à l'ouvrier ; il faut qu'il soit respecté au double point de vue de la moralité et de l'hygiène. L'exemple, à cet égard, doit être donné par les administrations publiques dans les limites que leur imposent des exigences légitimes et la liberté à laquelle le Gouvernement entend ne porter aucune atteinte.

« En conséquence, j'ai décidé, Monsieur, qu'à l'avenir aucun travail n'aura lieu, dans les ateliers dépendants des travaux publics, le dimanche et les jours fériés, pour les ouvriers employés à la journée au compte du Gouvernement. Dans le cas où des circonstances exceptionnelles justifieraient une dérogation à cette règle, vous devez réclamer les autorisations nécessaires assez à temps pour que l'autorité compétente en puisse apprécier l'opportunité.

« Je vous invite, en faisant connaître ma décision à cet égard aux agents placés sous vos ordres, à prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

« Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le ministre des travaux publics,
« T. Lacrosse. »

---

(1) La pensée qu'exprime cette circulaire est trop morale et trop vraie ; l'hommage qu'elle rend à une institution divine, aussi sociale que religieuse, est trop juste et trop beau pour que nous ne nous empressions pas de féliciter M. le Ministre des travaux publics de l'initiative qu'il a prise. C'est là un noble exemple que donne le Gouvernement républicain ; et tous les catholiques ne pourront qu'applaudir à une mesure que la monarchie de Juillet avait constamment repoussée.

Jurisprudence.

LEGS. — CONDITIONS. — PRÊTRISE.

Le legs fait pour aider le légataire (déjà au séminaire) dans sa vocation religieuse doit être considéré comme un legs fait sous la condition de se faire prêtre, c'est-à-dire, sous une condition contraire aux bonnes mœurs, en ce quelle porte atteinte à la liberté de conscience : dès-lors, une telle condition doit être réputée non écrite, et le legs déclaré pur et simple aux termes de l'art. 900 du Code civil (1).

Le 27 octobre 1841, le sieur Émery fit un testament olographe où se trouve la disposition suivante : « Je lègue au fils d'Auguste Émery, en ce moment élève au petit-séminaire de Grenoble, la somme de 5,000 fr., uniquement pour lui aider dans sa vocation religieuse, et

---

(1) La validité de la condition apposée à un legs, d'embrasser l'état ecclésiastique, est depuis longtemps un sujet de controverse entre les auteurs. Ricard, dans l'ancien droit (*Disp. conditionnelles*, n° 624 et suiv.); Grenier (n° 154), et Duranton (tom. 8, n° 157), sous le Code civil, soutiennent la nullité d'une pareille condition. Mais l'opinion contraire avait été embrassée par Furgole (*Des testaments*, n° 89 et suiv.), et elle avait été suivie depuis par Chardon (*Du dol et de la fraude*), tom. 3, n° 588; Vazeille, *Donat. et Testam.*, n° 16. — D'autres auteurs, tels que Merlin, *Répertoire*, V° *Condition*, sect. 2, § 5; Toullier, tom. 5, n° 265; Coin-Delisle, *Donat. et Testam.*, n° 41; Marcadé, sur l'art. 900 du Code civil, n° 3, etc., pensent que la solution de la question dépend des circonstances.

C'est dans le système intermédiaire que la Cour de Grenoble, de laquelle émane l'arrêt que nous rapportons ici, avait déjà jugé par un arrêt du 22 déc. 1825 (Sirey, 26, 2, 276), que la condition imposée à un légataire, d'entrer dans les ordres sacrés, peut être déclarée n'avoir rien de contraire aux mœurs et à l'ordre public, ni attentatoire à la liberté civile et religieuse, si à l'époque du legs et au décès du testateur le légataire se destinait déjà à l'état ecclésiastique; que dans ce cas et à défaut d'exécution de la condition, le legs doit être déclaré révoqué, surtout s'il résulte du testament que le seul but du testateur était de fournir au légataire universel un titre clérical.

On saisira facilement l'analogie de cette espèce avec celle qu'avait à juger l'arrêt ci-dessus, et cependant la décision est contraire, ce qui prouve la difficulté, si ce n'est l'impossibilité de poser une règle absolue en cette matière, toujours subordonnée à l'influence plus ou moins dominante des idées religieuses au moment où la question se présente à juger. Si toutefois un principe peut servir de guide, c'est celui-là, ce nous semble, que l'on doit considérer comme immorale et non écrite une condition qui aurait pour effet de contraindre en quelque sorte la vocation du légataire et de l'amener par le seul appât de la fortune à embrasser l'état ecclésiastique, ce qui ramène la question à l'appréciation des circonstances particulières de chaque espèce. (Note de M. de Villeneuve, directeur du recueil général des arrêts de la Cour de cassation, continuateur de Sirey.)

non pour autre chose, sous peine de nullité. Cette somme ne pourra être touchée que sur la certitude d'obtenir le résultat désiré, et ne portera pas intérêt. Je déclare choisir pour ma légataire universelle, ma nièce Adèle Émery, fille cadette de mon frère Nicolas Émery, mon enfant d'adoption, et qui a demeuré à la maison depuis l'âge le plus tendre. » — Dans un codicille du même jour, le sieur Émery dit : « Présumant avec raison que mes frères interviendront en faveur du fils d'Auguste Émery, pour l'aider dans son éducation, je réduis à 3,000 fr. le legs de 5,000 fr. porté en l'acte ci-dessus, et transporte la différence au compte de Nina Émery, ma nièce. »

Au décès du testateur, le sieur Achille Émery réclama le legs en prétendant qu'il n'était pas temps de l'employer en frais d'éducation ecclésiastique.

27 mars 1847, jugement du tribunal de Vienne, qui décide que la condition devait être réputée non écrite par les motifs suivants : « Attendu qu'il résulte clairement des clauses du testament du sieur Antoine-Augustin-Joseph Émery, qu'il a légué au mineur Achille Émery une somme de 3,000 fr., à condition qu'il embrasserait l'état ecclésiastique ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 900 du C. civ., les conditions impossibles, contraires aux lois et aux bonnes mœurs, doivent être réputées non-écrites; — Attendu que la condition d'embrasser l'état ecclésiastique gêne la liberté de conscience, elle est contraire à la sainteté de la religion et du ministère sacré ; — Attendu, d'ailleurs, que le sieur Émery, étant entièrement dénué de fortune, a été dans l'impossibilité de continuer son éducation religieuse ; par ces motifs, condamne les mariés de Choin à délivrer à la dame veuve Émery, en la qualité qu'elle agit avec intérêt légitime, le legs de 3,000 fr. fait par Augustin-Antoine-Joseph Émery, au mineur Achille Émery. — Appel, et sur cet appel, arrêt de la Cour royale de Grenoble ainsi conçu :

La Cour ; — attendu qu'il résulte de l'ensemble des dispositions du testament d'Émery, du 27 oct. 1841, et de son codicille du même jour, relatives au legs fait à Achille Emery, que le testateur n'a voulu léguer 3,000 fr. au fils de son frère Auguste qu'à la condition qu'il se ferait prêtre ; que si la première partie de la disposition testamentaire pouvait laisser subsister quelque doute, la disposition finale : « Cette somme ne pourra être touchée que sur la certitude d'obtenir le résultat désiré, et ne portera pas intérêt, » exprime nettement la pensée et l'intention du testateur, qui veut que cette somme ne soit payée qu'autant que le légataire embrassera l'état ecclésiastique ; car la certitude du résultat désiré ne pouvait avoir lieu qu'autant qu'Achille Émery, suivant sa vocation religieuse, recevrait les ordres de la prêtrise ; qu'ainsi le legs a été fait sur la condition que le légataire se ferait prêtre ; — adoptant, pour le surplus, les motifs des premiers juges, sauf le dernier ; — confirme, etc.

Arrêt de la Cour royale de Grenoble du 10 avril 1847.

Questions proposées.

Le vicaire de la paroisse peut-il être élu membre du conseil de fabrique?

Plusieurs lettres émanées du ministère des cultes, et notamment celle du 29 août 1839, ont décidé cette question négativement. Mais nous ne croyons pas que cette jurisprudence soit recevable en thèse générale. En effet, l'on s'était fondé à tort, pour exclure le vicaire du conseil de fabrique, sur ce que, n'étant pas ordinairement domicilié dans la paroisse, il ne remplit pas les conditions prescrites par l'art. 3 du décret du 30 décembre 1809, et en second lieu, sur ce que étant appelé par l'art. 4 du même décret, à remplacer le curé ou desservant, son élection rendrait cette disposition inutile, et exposerait le conseil de fabrique à se trouver souvent incomplet.

D'abord, il n'est pas exact de dire que les vicaires ne soient pas domiciliés dans la paroisse où ils exercent le saint ministère conjointement avec le curé. Sans doute, si ces ecclésiastiques n'étaient point attachés à l'église d'une manière légale, s'ils n'étaient point à poste fixe dans la paroisse, et qu'un autre lieu leur eût été assigné pour résidence, il y aurait impossibilité de les faire entrer dans le conseil. Mais il n'en est pas ainsi : ils demeurent toujours dans la paroisse où ils exercent leurs fonctions; ils y sont domiciliés dans le sens de la loi; de plus, ils y sont au nombre des personnes notables, et ils y peuvent par conséquent remplir les fonctions de fabriciens.

En second lieu, le motif tiré de ce que l'élection du vicaire rendrait inutile la disposition de l'art. 4 du décret du 30 déc. 1809, relative au remplacement du curé, est inadmissible. Le vicaire, il est vrai, pourra être appelé à remplacer le curé dans le conseil de fabrique, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier; mais qu'arrivera-t-il? Le conseil se trouvera diminué d'un membre. C'est peut-être un mal, mais ce résultat n'a rien de décisif; il se présente dans d'autres administrations comme il se présentera encore si le vicaire non fabricien ne peut remplacer le curé.

L'inconvénient signalé est donc à craindre dans tous les cas; mais il n'y a pas lieu de s'en inquiéter, parce qu'il n'est point de nature à paralyser les opérations de la fabrique. Nous savons d'ailleurs qu'il n'a pas toute l'importance qu'on veut lui donner, et que les fabriques qui n'ont à regretter que l'absence d'un membre ne sont pas le moins du monde embarrassées.

Du reste, quelque grand que fût cet inconvénient, il nous semble qu'il devrait disparaître devant la conséquence qu'aurait l'adoption de la doctrine que nous combattons. Il ne s'agit rien moins que de prononcer une incapacité que la loi n'a point établie. Or, cette exclusion serait illégale, parce que les incapacités sont de droit étroit, et qu'elles ne se suppléent pas. Nous ne pouvons donc pas le regarder comme suffisant pour motiver une pareille dérogation au droit commun, et pour faire considérer comme incompatibles les fonctions de fabricien et de vicaire. Au surplus, ce point a été reconnu par l'administration elle-même, ainsi que nous le voyons par les lettres ministérielles des 19 mars 1806 et 22 mai 1813, qui ont décidé positivement que le vicaire peut valablement être élu fabricien de sa paroisse. Telle est aussi l'opinion émise par M. Berryer dans

un article inséré au *Journal des Conseils de Fabriques*, tome Ier, page 173, et par l'auteur du *Recueil général des Lois civiles ecclésiastiques*, tome II, page 395. M. Affre, dans son *Traité de l'Administration temporelle des Paroisses*, paraît pencher pour la même opinion; mais il conseille au vicaire de s'abstenir toutes les fois qu'il reçoit un traitement de la fabrique, ce qui ne permettrait d'appeler ces ecclésiastiques au conseil que dans des cas extrêmement rares, car nous ne sachions pas qu'il existe beaucoup de paroisses où la fabrique ne rétribue le vicaire.

Pour nous, nous avons un motif de plus pour nous décider en faveur de l'aptitude du vicaire. C'est que l'entrée de cet ecclésiastique dans le conseil a pour objet de l'initier à l'administration temporelle de l'église, et que c'est un résultat assez précieux pour que les administrations fabriciennes n'hésitent point à le réaliser autant que possible. Personne n'ignore que presque jamais les vicaires n'ont accès dans les conseils de fabriques, et qu'il arrive également très-rarement qu'ils soient appelés à remplacer leur curé. Il résulte de là que les vicaires, qui sont d'ailleurs absorbés par les soins spirituels de la paroisse, demeurent étrangers aux soins temporels qu'elle nécessite, qu'ils n'ont aucune occasion de connaître et d'étudier les règles de cette administration, établies par l'autorité civile, et qu'ils sont ensuite appelés à desservir une paroisse sans s'être jamais immiscés d'une manière active et pratique dans l'administration temporelle d'une église. Nous savons très-bien que leur intelligence supplée à l'absence d'étude des lois de la matière, et que nos seigneurs les évêques s'appliquent à leur adresser les indications les plus élémentaires à cet égard. Cela est très-bon, mais il est incontestable que rien ne remplace la pratique, et que le peu qu'ils auraient pu acquérir dans leur ancienne paroisse ne laisserait pas que de leur servir beaucoup dans la nouvelle.

Nous concluons donc, par ces divers motifs, qu'en droit, le vicaire de la paroisse est éligible aux fonctions de fabricien, et que, en fait, son élection est avantageuse en ce qu'elle donne à l'église un administrateur zélé et assidu, et qu'elle prépare cet ecclésiastique pour l'administration régulière et entendue de la paroisse qu'il doit un jour être appelé à gouverner.

En cas d'omission, par un conseil de fabrique, de procéder au remplacement annuel du membre sortant du bureau des marguilliers, le droit de procéder à ce remplacement passe-t-il à l'évêque, ou bien appartient-il toujours au conseil de fabrique?

Cette question est résolue par l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, qui est ainsi conçu :

« Si un mois après les époques indiquées dans les deux articles « précédents (le dimanche de *Quasimodo*), le conseil de fabrique n'a « pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui-même. »

D'après cet article, le droit de procéder au remplacement appartient au conseil un mois encore après *Quasimodo*, à la charge toutefois d'obtenir de l'évêque ou du préfet l'autorisation de se réunir extraordinairement à cet effet. Mais s'il laisse passer ce délai sans s'acquitter de ce devoir, son droit est aliéné, et l'évêque est chargé de pourvoir lui-même au renouvellement.

Avant l'ordonnance du 12 janvier 1825, et sous l'empire du décret du 30 décembre 1809, la question était résolue de même, ainsi que

l'indiquent les termes de l'art. 18 de ce décret : « Lorsque l'élection « ne sera pas faite à l'époque fixée, (c'est-à-dire lorsque le conseil « n'aura pas procédé, à *Quasimodo*, à l'élection du fabricien qui doit « remplacer le marguillier sortant (art. 11), il y sera pourvu par « l'évêque. »

D'après l'art. 8 du même décret, l'évêque ne pouvait point nommer immédiatement lui-même. Il était obligé d'ordonner au conseil de fabrique d'y procéder dans le délai d'un mois ; ce n'est qu'après ce délai qu'il était chargé de nommer lui-même, et, encore, pour cette fois seulement.

Mais cette disposition a été modifiée par l'art. 4 de l'ordonnance que nous venons de transcrire, et d'après laquelle l'évêque peut toujours réparer la négligence des conseils de fabriques, et nommer directement, un mois après la session de *Quasimodo*, aux places vacantes, sans avoir au préalable ordonné à la fabrique d'y procéder. (*Voy.* ci-dessus, page 85 et 116, où nous avons aussi indiqué la solution de la présente question).

Administration Fabricienne.

TRAVAUX DES MARGUILLIERS PENDANT LE MOIS DE JUIN.

Les conseils de fabrique ne devant se réunir en séance ordinaire qu'au mois de juillet prochain, nous n'avons à appeler leur attention sur aucun objet spécial pour le mois de juin. Nous ne ferons donc que les inviter à se reporter aux observations contenues dans les livraisons de mars et d'avril, pages 79 et 115. Si quelques omissions avaient été commises, il y aurait lieu d'examiner s'il est encore temps de les réparer, ou bien s'il ne convient pas plutôt d'attendre la session du mois de juillet pour le faire. La négligence que quelques Conseils auraient mise dans le renouvellement de ceux de leurs membres au remplacement desquels il devait être procédé dans la dernière session, doit être dénoncée à l'évêque diocésain, afin que ce prélat puisse nommer lui-même aux fonctions vacantes. L'initiative de cette mesure appartient à tout fabricien, et particulièrement au curé, qui doit toujours, dans l'intérêt de son eglise, veiller à la stricte exécution de la loi.

Lorsque le curé donne à l'évêque l'avis d'une omission de ce genre, il peut en même temps lui adresser une liste contenant les noms des habitants qu'il croit le mieux disposés pour la religion. Le prélat choisit sur cette liste les nouveaux fabriciens ; il peut en choisir d'autres, car il n'est point lié par la désignation du curé ; mais c'est une mesure qui peut être utile, et qui, dans tous les cas, est propre à simplifier le travail de l'administration diocésaine.

S'il se trouvait quelques fabriques parmi celles qui sont obligées de recourir à la commune pour subvenir à leurs depenses, auxquelles l'évêché n'aurait point renvoyé leurs budgets, dûment approuvés, assez à temps pour qu'ils pussent être soumis aux Conseils municipaux dans leur session de mai, il y aurait lieu d'adresser ces budgets aux sous-préfets, qui ne pourraient se dispenser légalement de donner suite aux demandes en subvention régulièrement formées.

Les marguilliers ont à se réunir en séance mensuelle, conformément à l'art. 22 du décret du 30 déc. 1809. Chargés de l'administration matérielle de l'église, ils doivent s'assurer si aucune partie de

cette administration n'est en souffrance ; si les objets de consommation nécessaires au culte, tels que, l'huile, le pain, le vin, l'encens, la cire, le linge d'autel, sont fournis en suffisante quantité et qualité ; si les ornements ont besoin de quelques réparations, s'il n'est pas convenable d'en acheter quelques nouveaux, etc., etc.

Leur sollicitude, qui doit s'étendre sur tout ce qui intéresse l'église, doit spécialement veiller à ce que le pasteur ne manque d'aucune des choses qui sont nécessaires au culte. (Voy. nos Observations, pag. 79 et 115.)

Chronique.

TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LOIS VOTÉES PAR ELLE PENDANT LE MOIS DE MAI.

Loi qui accorde au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1848, un crédit de 480,000 francs pour frais de voyages de courriers, et pour missions extraordinaires (1er mai) ; —Loi relative au premier anniversaire de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale, du 4 mai 1849, et portant allocation d'une somme de 200,000 fr. pour la célébration de cette fête (2 mai) ; —Loi relative aux majorats et substitutions (7 mai) ; —Lois relatives à divers crédits pour les chemins de fer de Tours à Nantes, de Vierzon au Bec-d'Allier et de Montpellier à Nîmes (7 mai) ; —Loi relative à une convention postale entre la France et l'Espagne (8 mai) ; —Résolution de l'Assemblée par laquelle elle demande que l'expédition d'Italie ne soit pas détournée de son véritable but (8 mai) ; —Résolution ayant pour but de mettre à l'ordre du jour de l'armée les articles 6 et 7 du décret du 11 mai 1848 (10 mai) ; —Loi qui autorise le Ministre des travaux publics à exploiter pour le compte de l'État le chemin de fer de Paris à Lyon (10 mai) ; —Loi qui approuve les traités conclus avec différents états de l'Amérique méridionale (10 mai) ; —Loi relative à la suppression des taxes de bassin perçues au Hâvre et à La Rochelle (11 mai) ; —Loi relative à la fixation générale du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1849, et portant suppression de l'impôt sur les boissons à partir du 1er janvier 1850 (19 mai) ; —Loi qui retire au général Changarnier le double commandement des gardes nationales de la Seine et de la première division militaire (19 mai) ; —Loi relative à un crédit extraordinaire pour l'acquittement de créances sur exercices périmés, non frappés de déchéance, pour le ministère des affaires étrangères (21 mai) ; —Résolution relative aux affaires d'Italie et de Hongrie (23 mai) ; —Loi relative à un crédit destiné à solder les travaux de construction et de location de la salle provisoire de l'Assemblée nationale et les dépenses de construction de l'Hôtel de la Présidence (23 mai).

L'Assemblée nationale a voté encore la Proclamation par laquelle elle adresse des remercîments aux gardes nationales et à l'armée ; la loi relative à un crédit de 51,000 fr. pour l'impression et la publication du compte-rendu de ses séances depuis le 4 mai jusqu'en décembre 1848 ; la loi tendant à ramener en France les cendres de Carnot et à élever un monument à sa mémoire ; puis les budgets de la justice et de la guerre, et le budget des recettes.

Quelques-uns des actes qu'on vient de lire ont gravement préoccupé les esprits. Il en est un surtout dont l'objet n'échappera point à l'attention de nos lecteurs, parce qu'il touche d'une manière sensible à la question religieuse : c'est celui relatif à l'expédition d'Italie. La discussion de cet acte a suscité dans l'Assemblée une véritable tempête parlementaire. Malheusement notre expédition n'a point répondu à l'attente générale. Le maréchal Oudinot, après être débarqué à Civita-Vecchia, et s'être emparé de cette ville sans coup férir, s'est présenté devant Rome le 30 avril. Nos soldats, que des manifestations amicales avaient accompagnés jusque là,

marchaient avec confiance ; mais la trahison leur préparait un infâme guet-apens. Les rues sont fermées de barricades, et tout-à-coup une fusillade épouvantable les assaille et les décime d'une manière cruelle. Ce sont des Français, qui le croirait? qui occupent les barricades et qui les premiers tirent sur nos frères. Le général, qui n'avait qu'une partie des troupes de l'expédition, se retira et alla camper à quelques milles de la ville.

Cette tentative malheureuse fut connue à Paris dès le 7 mai, et produisit une sensation pénible. Quelques hommes s'en réjouirent; ce sont ceux qui nous ont amené la République et qui aujourd'hui conspirent contre elle. De violentes interpellations ont été adressées par eux au ministère L'expédition d'Italie, prétendaient-ils, n'avait d'autre objet que de protéger la République romaine, et selon eux le Gouvernement aurait trahi la volonté de l'Assemblée, en cherchant uniquement à rétablir le pape. Des actes d'accusation ont même été déposés à ce sujet contre le Président de la République et tous les ministres. L'Assemblée a eu le bon esprit de ne les point accueillir; mais elle n'a point suffisamment pris le parti du Gouvernement, et par sa mollesse elle a paralysé tellement son action, qu'aujourd'hui la France en est réduite à traiter avec des chefs de bandes dont l'odieux pouvoir ne repose que sur leur audace et la terreur qu'ils inspirent.

Les élections pour l'Assemblée législative ont été faites au milieu de l'émotion produite par la complication des affaires d'Italie. Le parti de l'ordre, par suite de la division des votes, n'a malheureusement pas triomphé partout, et les partisans du socialisme et de l'anarchie comptent dans la nouvelle Assemblée plus de 200 membres. Le clergé, dont l'action, d'ailleurs, ne peut être que très-restreinte dans les assemblées politiques, a perdu plusieurs représentants, notamment l'illustre et savant évêque de Quimper. Six ecclésiastiques seulement prendront part aux travaux de la législative. Ce sont : MM. les abbés Cazalès, Frechon, Lecrom, de l'Epinay, Monnier, et Mgr. Parisis, évêque de Langres.

Les hommes d'ordre sont toutefois en grande majorité, et s'ils demeurent unis, la direction des affaires publiques leur appartient sans retour.

Mais voici qu'un grand sujet d'alarme surgit tout-à-coup pour le parti violent de l'Assemblée, c'est-à-dire pour les hommes qui espèrent encore courber la France sous le joug de l'anarchie. L'autocrate de Russie s'allie à l'Autriche contre la Hongrie. Ses bataillons pénètrent à la fois en Transylvanie, en Pologne, en Gallicie: et en même temps il lance deux manifestes audacieux, où il déclare vouloir s'opposer aux envahissements du socialisme qui menace de tout détruire en Europe.

La Montagne s'agite encore contre le ministère, comme s'il pouvait empêcher l'empereur de s'armer contre l'insurrection et de chercher à se défendre contre ses effets destructeurs. C'est une déclaration de guerre qu'elle réclame. Guerre à l'Autriche, à la Russie, à la Prusse, à toutes les royautés en un mot, tel est le cri des Montagnards. Cependant, une déclaration de guerre de notre part serait le signal d'une nouvelle coalition de l'Europe contre nous. Ils comprennent ce danger, et c'est précisément ce qu'ils cherchent. Ils appellent de tous leurs vœux le moment où nos soldats seront obligés d'aller combattre l'ennemi au-delà de la frontière, parce que pendant ce temps ils espèrent se rendre enfin maîtres du Gouvernement et bouleverser la France. C'est pour arriver à ce résultat que des actes d'accusation sont dressés contre les ministres, que l'on s'est attaqué au commandement du général Changarnier, et qu'enfin la tribune française a entendu depuis près d'un mois des choses que l'histoire aura peine à croire. Au surplus, il était facile de voir que les orateurs les plus passionnés étaient précisément ceux qui allaient quitter cette tribune sans retour. Leurs attaques étaient d'autant plus furibondes qu'il s'y joignait un dépit mal déguisé ; mais l'opinion publique a fait justice de ces accusations aussi maladroites qu'injustes.

L'Assemblée constituante a terminé ses séances samedi 26, et l'Assemblée législative a été ouverte le lundi 28, sous la présidence de M. Kératry, doyen d'âge. Cette inauguration a été faite sans aucun cérémonial. Le mes-

sage du Président de la République ne sera présenté à l'Assemblée que la semaine prochaine. Il y a un grand nombre de projets de loi à l'ordre du jour, et qui tous sont dignes des méditations des hommes les plus graves. Puissent les nouveaux législateurs perdre moins de temps que leurs devanciers en interpellations inutiles, et s'occuper davantage des intérêts réels du pays.

Une réaction en faveur de l'ordre s'est manifestée dans quelques parties de l'Allemagne et de l'Italie, et il y a tout lieu de croire que l'insurrection ne tardera pas à être entièrement comprimée.

A Rome, toutefois, la situation ne change pas. Cette malheureuse cité est livrée à un pillage incessant. Tous les palais des cardinaux sont la proie d'une multitude de voleurs et de condottieri qui en emportent les richesses, tandis que les meubles servent aux prétendues barricades, ou sont amoncelés, à chaque coin de rue, dans de grands incendies. Il n'y a plus de prêtres, plus de service divin ; ou bien quelques misérables profanent les vases sacrés pour faire croire au peuple que la religion est encore respectée.

L'armée française, qui est aujourd'hui forte de 20,000 hommes, est campée à 2 milles de Rome. Les Napolitains et les Espagnols sont également très-rapprochés de la ville. On s'attendait à une attaque pour le 16. Mais elle n'a point eu lieu par suite de l'armistice qui a été conclu par le triumvirat romain avec le général Oudinot, et des nouvelles instructions apportées par M. de Lesseps, envoyé extraordinaire du Gouvernement français.

Pie IX n'a jamais cessé d'être porté à la conciliation.

On mande de Gaëte, à la date du 16, qu'il aurait consenti à une transaction honorable pour rentrer dans ses Etats, et qu'il aurait décidé de rassembler un concile œcuménique pour lui soumettre des questions que présente en ce moment la situation des affaires de l'Eglise. En attendant la transaction définitive, à laquelle paraît consentir le Saint-Père, la ville de Rome serait occupée exclusivement par les troupes françaises, et un gouvernement provisoire administrerait les affaires du pays.

Il est certain que des négociations sont entamées, mais quel en sera le résultat ? C'est ce que nous ne pouvons dire, maintenant surtout que l'objet de l'expédition est devenu assez vague depuis le vote de l'Assemblée du 8 mai. Dans tous les cas, l'armistice a dû expirer le 25, et comme les démagogues de Rome ne paraissent point disposés à accepter une médiation tendant au rétablissement de l'ordre et de la papauté, nous ne tarderons sans doute pas à apprendre que les hostilités ont été reprises, et que nos soldats sont entrés dans la ville par la force des armes.

S. S. Pie IX a tenu le 20 avril dernier, dans le palais royal de la ville de Gaëte, un consistoire secret dans lequel plusieurs prélats ont été préconisés, et entre autres Mgr Louis-Joseph-Eusèbe Caverot, prêtre du diocèse de Langres, pour l'évêché de Saint-Dié.

Le lendemain, il y a eu un consistoire solennel dans lequel le Saint-Père a prononcé une allocution sur la situation des Etats romains et l'état des affaires. La nouvelle de l'expédition française n'était pas encore connue à Gaëte à cette époque.

Mgr l'évêque de Poitiers a été enlevé au commencement de ce mois à l'amour de ses diocésains, frappé par une attaque d'apoplexie foudroyante.

Mgr Joseph-André Guitton était né à Aix le 19 octobre 1797. Il fut longtemps grand-vicaire de Mgr Guigou, évêque d'Angoulême ; il sut, quoique très-jeune, faire goûter dans ce diocèse toute l'aménité de son caractère et de ses vertus éminentes. Nommé à l'évêché de Poitiers le 22 février 1842, Mgr Guitton fut sacré à Paris le 29 juin suivant. Cet aimable et vertueux prélat n'avait point voulu se séparer de ses diocésains lorsqu'on le pressait dernièrement d'accepter l'archevêché d'Avignon. Le jour même où il a rendu son âme à Dieu, il avait officié dans l'une des églises de Niort, où il était alors en tournée pastorale, et prononcé un discours plein d'onction et d'esprit.

Le chapitre de l'église cathédrale a nommé grands-vicaires capitulaires MM. de Rochemonteix, Pamoyault et Jeanner.

C'est M. l'abbé Pie, vicaire-général du diocèse de Chartres, qui est appelé à remplacer l'illustre prélat à l'évêché de Poitiers.

Mgr l'archevêque de Paris a nommé M. l'abbé Sibour vicaire-général-archidiacre en remplacement de Mgr Jacquemet, évêque de Nantes. M. l'abbé Sibour ne s'est pas présenté aux élections pour l'Assemblée législative.

Le choléra ayant déjà fait à Paris un grand nombre de victimes, Mgr l'archevêque s'est empressé de pourvoir aux premiers soins à donner aux orphelins faits par cette épidémie. Il a adressé un mandement aux fidèles à ce sujet. Ainsi, l'œuvre de Mgr de Quélen est renouvelée par l'un de ses dignes successeurs, animé comme lui du véritable esprit de la charité.

D'après des nouvelles de Suisse, le parti radical continue contre les prêtres son odieux système de persécutions. Dans les cantons de Fribourg, de Lucerne, de Lausanne, de Neufchâtel, de Berne et de Vaud, de saints prêtres sont chaque jour destitués sans procès ni jugement.

On vient de publier un décret du grand conseil du canton de Thurgovie qui ordonne la suppression de toutes les abbayes et couvents du canton, et la réunion de toutes leurs propriétés au domaine de l'Etat. Ce décret n'atteint pas moins de huit monastères.

En Chine et en Cochinchine, les Missions catholiques font continuellement de nouveaux progrès.

On écrit de Hong-Kong que S. S. Pie IX a décidé qu'un concile serait tenu cette année à Hong-Kong, pour régler les différends de patronage et de juridiction, ainsi que toutes les questions administratives qui intéressent la paix et la prospérité des Missions catholiques dans ces contrées. Tous les évêques et vicaires apostoliques de Chine, de Cochinchine, du Tong-King, de Siam, de Tartarie, du Japon et de Corée, se rendent immédiatement à Hong-Kong, afin d'aviser aux moyens les plus efficaces de propagande, et pour arrêter d'une manière définitive les limites de circonscription entre les missionnaires français, portugais et espagnols. Le concile sera tenu dans une île chinoise, à cinq mille lieues de la mère-Église, sous pavillon britannique, à l'abri d'autorités protestantes.

Table des Matières.

DU BUDGET DES CULTES. 125
Rapport de M. Chapot au nom du comité des cultes. 126
Rapport par M. Jean Reynaud, à l'Assemblée nationale, au nom de la commission du budget sur les dépenses du ministère des cultes pour 1849. 131
CIRCULAIRE de M. le ministre des travaux publics, relative à la suspension des travaux publics les dimanches et jours de fêtes. 145
JURISPRUDENCE.—Legs.—Conditions.—Prêtrise. 146
QUESTIONS PROPOSÉES.—Vicaire.—Conseils de fabriques.—Élection.
Bureau des marguilliers.—Défaut de renouvellement à l'époque déterminée.—Droit de l'évêque. 148
ADMINISTRATION FABRICIENNE.—Travaux des marguilliers pendant le mois de juin. 150
CHRONIQUE.—Travaux législatifs de l'Assemblée nationale, et actes votés par elle pendant le mois de mai. 151
Observations —Nouvelles de l'expédition d'Italie.—Élections.—Ouverture de l'Assemblée législative.—Nouvelles de Gaëte.—Nouvelles religieuses. *ibid.*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

Budget des Cultes.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 9 avril.—Présidence de M. Armand Marrast.

Discussion du projet de Budget des Cultes pour 1849 (1).

M. *le Président*. Nous passons maintenant au budget des cultes. Personne ne demandant la parole pour la discussion générale, nous passons au vote des chapitres.

« Chap. 1er. Personnel des bureaux des cultes. »

Le crédit demandé par le gouvernement est de 175,400 fr. La commission propose une réduction de 5,500.

La parole est à M. le ministre des cultes.

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes. Messieurs, la réduction de 5,000 fr. qu'on vous demande est minime, mais elle touche à un intérêt très-grave et très-délicat dans le ministère des cultes, c'est-à-dire à l'administration de la communion protestante. Cette réduction a pour but de substituer un chef de bureau à un chef de division pour l'administration du culte réformé.

Au point de vue administratif, cette réduction a un inconvénient que je vous expliquerai en deux mots. Le chef de bureau se trouverait à la fois chargé de la comptabilité et de l'administration morale du culte protestant. Or il est fort difficile de trouver un agent qui soit en même temps un excellent comptable et un représentant suffisammment convenable pour répondre aux besoins moraux qu'il a à traiter avec ses coreligionnaires.

J'ajouterai que, dans un ministère où le culte protestant est représenté uniquement par son bureau administratif, par ses affaires administratives, il est convenable qu'il ait à traiter avec un chef de division. Je regarde cela, non comme une question de liberté des cultes assurément, mais comme une question de haute convenance que je livre à la sage appréciation de l'Assemblée, et j'aurai achevé de lui faire comprendre ce sentiment que j'appelle un sentiment de haute convenance, en lui disant que le chef de division actuel qu'il s'agit de faire disparaître s'appelle Cuvier.

Quant à l'addition de 1,500 fr. pour un employé nouveau, elle est en rapport avec une addition d'affaires considérables. Un vote de l'Assemblée a renvoyé les affaires ecclésiastiques de l'Algérie au ministère des cultes. Tout le monde comprend ce que cette adjonction ajoute d'intérêt et de travail au ministère des cultes. Eh bien, grâce à l'économie de l'administration, économie à laquelle la commission et le rapporteur ont pleinement rendu hommage, cette adjonction complète des affaires ecclésiastiques en Algérie au ministère des cultes n'est représentée que par l'adjonction d'un seul et unique employé à 1,500 fr. de traitement. Je demande donc, à ce double titre, le maintien du chiffre entier de 175,400 fr.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Messieurs, toutes ces discussions de budget commencent d'une manière très-pénible. Elles portent sur les administrations centrales, et derrière chacun des chiffres on voit une personne. La tâche devient encore plus délicate pour le rapporteur, lorsqu'on vient se faire un argument du nom des personnes. C'est un système qui a été suivi lors de la discussion du budget de l'instruction publique et qui se reproduit ici. Je ne crois pas que la chose soit convenable : la mission devient plus pénible encore lorsque le rapporteur, et c'est le cas ici, connaît la personne qui est en question, et a pu apprécier ses services, car la personne

(1) *Moniteur* des 9 et 10 avril 1849.—Voy. dans notre dernière livraison, p. 131 et suiv., le rapport de M. Jean Reynaud, et le tableau qui est à la fin de ce rapport.

est alors à découvert et n'est plus même cachée sous un chiffre. (Très-bien! très-bien !)

M. le ministre vous a dit que nous proposions de substituer un chef de bureau à un chef de division qui avait a la fois la comptabilité et les cultes non catholiques. L'assertion vous allez le voir, n'est pas précisément exacte. Voici la réalité. Les cultes non catholiques sont un service de peu d'importance. Pour en juger, il suffit de voir qu'il s'agit seulement de 700 pasteurs et même moins, de 114 rabbins et ministres officiants. Or, si vous comparez cette division de 800 individus à la division paroissiale du même ministère, division qui embrasse 40,000 individus, vous voyez tout de suite que le travail attribué à ce service n'est presque rien. Et, en effet, quel est son personnel ? Quatre employés et un sous-chef. Et c'est pour ces quatre employés et ce sous-chef qu'on nous demande un chef de division! C'est inadmissible Il est évident que la proportion n'existe pas.

Quant à la comptabilité, c'est une autre affaire. La comptabilité est un service des plus considérables, puisqu'il embrasse le contrôle d'un budget de 40 millions. Aussi avons-nous dix employés ! Mais qu'arrive-t-il cependant ? C'est que la comptabilité se passe parfaitement d'un chef de division; elle se fait par rapports directs entre le chef de bureau et le cabinet du secrétaire général. Néanmoins, le service est très-bien fait, quoique dispensé de l'intermédiaire du chef de division. Nous demandons qu'il en soit de même pour les cultes non catholiques.

Dans le fait, les cultes non catholiques ont toute satisfaction, car, entre les bureaux et le ministre, il y a l'intermédiaire du directeur général; c'est lui qui répond pour les cultes non catholiques. On nous demande qu'il y ait un nouvel intermédiaire, celui d'un chef de division, entre le directeur-général et le bureau composé de quatre employés et un sous-chef. C'est ce qui nous paraît abusif. Il nous semble que, de même que le service de la comptabilité se fait directement entre le chef de bureau et le cabinet du directeur-général, il n'y a aucun empêchement à ce que le service des cultes non catholiques se fasse de même entre le chef de bureau et le directeur général. Il n'y a pas besoin d'un autre intermédiaire entre les bureaux et le cabinet du ministre.

Je me résume en disant qu'à la comptabilité, service important, il n'y a pas de chef de division, et que c'est précisément aux cultes non catholiques, où la présence d'un chef de division n'est nullement nécessaire, qu'on vient nous en demander un! cela n'est pas logique. Nous persistons dans notre réduction. Nous voulons qu'il n'y ait qu'un chef de bureau aux cultes non catholiques, que ce chef de bureau s'entende avec le directeur général, et que le directeur général serve d'intermédiaire entre le bureau et le ministre.

Quant à l'augmentation du personnel, effectivement nous avons à en rendre justice à l'administration des cultes. Jusqu'à présent chaque augmentation de service qui s'est faite à cette administration s'est produite sans tomber dans cet abus que vous avez flétri dans les autres administrations, et par lequel, chaque fois qu'une augmentation arrivait dans les travaux, on demandait une augmentation d'employés. Dans l'administration des cultes cela n'a pas eu lieu, et l'on a pourvu à l'augmentation dans les attributions par une légère augmentation dans le travail du personnel existant. Ce nouveau service des cultes en Algérie est peu de chose. Il s'agit d'une augmentation de moins de deux cents personnes dans une administration qui en compte quarante mille! Quand un service qui comprend quarante mille personnes, est augmenté de deux cents, il n'y a pas lieu à un accroissement de personnel. Par ces raisons la commission persiste.

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes. Je ne remonte à la tribune que pour dire un seul mot. Il est évident que je ne me suis pas appuyé sur la question de comptabilité. Il y aurait quelques raisons à opposer a celles de M. Jean Reynaud. Je ne crois pas que ce soit l'intention de l'Assemblée de les suivre. Je viens seulement dire qu'en citant M. Cuvier, je n'ai pas voulu m'en faire une arme contre M. le rapporteur et le rapport. J'ai voulu seulement rendre sensible, par un seul mot, le sentiment de haute convenance que j'invoquais. (Rumeurs.)

J'ai dit que je croyais qu'il était convenable que le culte protestant eût une division tout entière à lui, avec un chef de division pour suffire en même temps à l'administration des besoins matériels et à la discussion des intérêts moraux; que cela avait toujours été compris ainsi, et que c'était ce sentiment qui avait conduit à donner cette division à un homme aussi haut placé parmi ses coreligionnaires que M. Cuvier. Voilà la seule valeur de l'argument et pourquoi j'ai nommé quelqu'un.

M. Coquerel. Je demande à l'Assemblée la permission de lui adresser une seule observation.

Il y a ici engagés à la fois un intérêt administratif et un intérêt constitutionnel : l'intérêt administratif porte sur cette seule remarque que nous ne reconnaissons pas, dans notre culte, de pouvoir épiscopal, et il en résulte que le chef de division du culte protestant a à traiter quelquefois les questions les plus graves, les plus difficiles et les plus délicates. (Chuchottements.) Il importe donc que ce soit un fonctionnaire d'un rang élevé.

Quant au point de vue constitutionnel, je me bornerai à rappeler à l'Assemblée que la constitution de la République ne promet pas seulement aux cultes une égale protection, mais une égalité parfaite. (Exclamations diverses.) Pour que cette égalité existe, il faut que le culte protestant ait un chef de division aussi bien que le culte catholique. (Réclamations.) Je vais vous en donner la preuve en une seule réflexion : c'est que les questions de religion et de culte sont les dernières qu'on peut réduire à des calculs de majorité et de minorité. (Rumeurs diverses.)

M. le Rapporteur. La commission ne peut pas admettre que la dignité de la religion protestante soit intéressée à la possession d'un chef de division. Comme je l'ai dit, elle est parfaitement garantie par la présence du directeur général, qui sert d'intermédiaire entre le bureau et le ministre. Il est évident que, si chaque culte reconnu par l'Etat venait ici demander un chef de division pour le maintien de sa dignité, les Israélites viendraient vous en demander un aussi pour des affaires qui n'exigent au plus qu'un employé. (Rires et approbation.—Aux voix !)

M. le Président. La réduction proposée par la commission sur le chap. Ier, est de 5,500 fr.

Je consulte l'Assemblée.

(La réduction de 5,500 fr. est mise aux voix et adoptée.

Le chap. Ier, réduit, est également mis aux voix et adopté.)

M. le Président. « Chap. II. Administration centrale (Matériel et dépenses diverses), 27,000 fr. »

La commission propose une réduction de 2,000 fr. ; le ministre y consent.

Je mets aux voix le chapitre réduit.

(Le chapitre II, réduit à 25,000 fr., est mis aux voix et adopté.)

« Subvention au fonds des retraites, 31,895 fr. » (Adopté.)

« Chap. IV. Traitements des cardinaux, archevêques et évêques :

« Crédit demandé par le Gouvernement, 1,067,000 fr.

« Crédit proposé par la commission, 1,047,000 fr.

« Réduction, 20,000 fr. »

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes. L'Assemblée m'a déjà permis, dans une occasion assez récente, de défendre contre elle le supplément de traitement accordé aux archevêques qui sont en même temps revêtus du titre de cardinal, et l'Assemblée a bien voulu, par son vote, sanctionner la cause que j'avais plaidée devant elle. Je ne renouvellerai donc pas en ce moment ce débat, je me permettrai seulement de lire devant l'Assemblée quelques paroles remarquables que j'emprunte à M. le rapporteur ; j'espère que les sentiments exprimés par l'honorable M. Jean Reynaud seront partagés par vous tous. Les voici :

« On se trompait en voyant à travers l'Eglise la monarchie, et l'on ne serait guère moins trompé en y cherchant la démocratie. Sa hiérarchie n'est ni l'une ni l'autre : le sommet et la base y sont indissolublement unis dans un commun intérêt, et la République, plus grande dans ses calculs que tous les partis, parce qu'elle est plus sincère dans ses desseins, doit embrasser dans un égal intérêt tout l'ensemble. »

La hiérarchie, les intérêts de la hiérarchie et ses convenances n'ont jamais

été plus noblement et plus éloquemment exprimés. Je m'en rapporte à ces paroles pour déterminer le vote de l'Assemblée.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Il ne peut pas y avoir ici de longue discussion ; c'est une simple appréciation de chiffres. Voici les deux questions que s'est posée la commission :

N'est-il pas vrai que l'Assemblée nationale a appliqué à tous les corps de l'Etat le principe de l'abaissement des traitements élevés? On l'a appliqué à l'instruction publique, on l'a appliqué à la magistrature, on l'a appliqué à l'administration départementale. Dès lors convient-il que l'Eglise soit mise spécialement en dehors de la loi commune? N'aurait-il pas semblé que la commission, en ne demandant aucun sacrifice sur les traitements que reçoit l'Eglise, jetait un doute sur le désintéressement et l'abnégation des hauts dignitaires du clergé? La commission n'a pas jugé convenable de laisser l'Eglise en dehors de la loi commune, et c'est pour cela qu'elle a proposé une réduction légère sur le traitement des cardinaux.

Secondement la réduction de 5,000 fr. est-elle trop forte? Je ne le pense pas. Voici quelle est l'échelle des traitements du clergé, en y comprenant la réduction proposée : 10,000 fr. pour les évêques; 15,000 fr. pour les archevêques ; 20,000 fr. pour les cardinaux, et enfin 40,000 fr. pour l'archevêque de Paris. Comparez ces traitements avec ceux de la magistrature, qui est le seul corps auquel on puisse comparer le clergé, et vous verrez que l'échelle des traitements du clergé est bien plus élevée que celle des traitements de la magistrature.

C'est pourquoi nous proposons une réduction de 5,000 fr. sur le traitement des quatre cardinaux français, que nous réduisons ainsi à 20,000 fr. Si l'on trouvait que ce traitement de 20,000 fr. est trop faible pour les cardinaux, il faudrait aussi dire que le traitement de 15,000 fr. est insuffisant pour les archevêques; car il n'y a pas une très-grande différence entre la maison d'un cardinal et celle d'un archevêque.

M. le Président. Je mets aux voix la réduction de 20,000 fr., proposée par la commission.

(La réduction est mise aux voix et adoptée.

Le chapitre réduit est ensuite mis aux voix et également adopté.)

M. le Président. « Chap. V. Traitement et indemnités aux membres des chapitres et clergé paroissial.»

Le gouvernement demande 30,989,600 fr.

La commission accorde 30,940,850 fr.

La réduction est donc de 48,750 fr.

Sur ce chap. V, il y a un amendement qui a été déposé par M. de Luppé, et dont voici le texte :

« Les prêtres desservants, âgés de quatre-vingts ans, ayant exercé leur ministère pendant trente-six ans, jouiront du même traitement que les curés de deuxième classe.»

Il y en a un autre de MM. Chapot et Roux-Carbonnel, qui a été développé, mais il porte sur plusieurs articles.

M. de Luppé. Je ne viens pas parler en faveur de gros traitements, je viens simplement supplier l'Assemblée d'aviser à rendre plus heureuses les dernières années d'un très-petit nombre de desservants qui sont arrivés à une époque de la vie où les besoins et les infirmités se font le plus sentir. Je demande à l'Assemblée de vouloir bien porter à 1,200 fr. le traitement des desservants ayant quatre-vingts ans d'âge et trente-six ans d'exercice de leur ministère. (Appuyé.) J'espère que l'Assemblée appréciera la convenance de l'amendement que j'ai présenté, et qu'il ne me sera pas nécessaire de le développer. (Appuyé! appuyé!)

M. le Rapporteur. L'amendement n'ayant pas été distribué, la commission n'a pas pu en délibérer ; mais il s'agit d'une somme si légère, qu'il n'est pas nécessaire d'ordonner le renvoi à la commission, et que l'Assemblée peut voter immédiatement.

Plusieurs représentants. Soixante-quinze ans et trente ans de service.

M. le Président. L'amendement de M. de Luppé est sous-amendé par plusieurs de nos collègues, qui proposent de le rédiger ainsi :

« Les prêtres desservants âgés de soixante-quinze ans, ayant exercé leu

ministère pendant trente ans, jouiront du même traitement que les curés de 2e classe.» (Adopté.)

Voici maintenant l'amendement de MM. Chapot et Roux-Carbonnel :

« Chap. V. Desservants des succursales (965 succursales.)»

M. Lacrosse, ministre des travaux publics. Réservez le chap. IV !

M. le Commissaire du gouvernement. Le chiffre se réglera d'accord entre le rapporteur et le gouvernement.

M. le Président. Les chapitres ne sont jamais votés qu'avec la condition que le total sera fait d'accord entre le Gouvernement et le rapporteur de la commission, d'après les votes de l'Assemblée, bien entendu.

« Succursales, 965 par approximation, occupées par des desservants de soixante à soixante-dix ans, à 1,000 fr., 1,091,000 fr. »

Cette première partie de l'amendement est conforme à l'avis de la commission.

Seconde partie :

«	1,091 succursales par approximation, occupées par des desservants de soixante à soixante-dix ans, à 1,000 fr.....	1,091,000
	Même observation.	
»	27,096 succursales desservies ou à desservir par des desservants au-dessous de soixante ans. à 900 fr.....	24,385,400
«	29,152 (Nombre de succursales actuellement autorisées). .	26,537,900
	« Crédit proposé par la commission.....	24,492,700
	« Augmentation sur ce crédit.....	2,045,200

M. Chapot. Messieurs, le résultat de l'amendement que nous avons l'honneur de proposer serait de porter à 900 fr. le traitement annuel des desservants des succursales, qui n'est, dans l'état actuel, que de 800 fr. Je ne veux pas entrer dans le détail des raisons qui justifient cet amendement au point de vue de l'intérêt politique; chacun peut facilement s'en rendre compte. Ce n'est pas pour de gros traitements que nous cherchons à vous intéresser; le vote que l'Assemblée vient d'émettre légitime surabondamment celui que nous venons lui demander.

En effet, vous avez assuré d'une manière satisfaisante le sort des instituteur primaires; je ne blâme pas cette mesure, je m'y suis complétement associé; mais cela ne rend-il pas nécessaire une mesure analogue dans l'intérêt des desservants? Les curés actuels se divisent en trois classes : ceux de la première jouissent d'un traitement de 1,500 fr.. ceux de la deuxième d'un traitement de 1,200 fr, et les succursalistes sont réduits à un traitement de 800 fr.

Comprend-on, messieurs, la raison d'une telle différence? Est-ce que la situation des derniers n'est pas la même que celle des curés de première et de deuxième classe? Est-ce qu'ils ne sont pas chargés au même degré de tous les soins du ministère qu'ils remplissent? Est-ce que les services qu'ils rendent sont moins nombreux et moins incontestables? C'est donc par une idée de saine justice et d'équitable répartition que nous avons été amenés à proposer l'amendement dont il est question. Je ferai remarquer, au surplus, que, dans les cultes protestants, les pasteurs les moins salariés reçoivent un traitement de 1,500 fr. C'est surtout dans les pays mixtes que cette différence est sensible. Dans le même village le pasteur protestant jouit d'un traitement de 1,500 fr., lorsque le desservant n'a qu'un traitement de 800 fr. (Rumeurs à gauche. — Et le casuel !) Qu'on ne dise pas que le casuel est quelque chose ; je vais au-devant de l'objection.

Personne n'ignore qu'aujourd'hui, dans toutes les campagnes, le casuel n'existe plus en fait. (Réclamations à gauche.) C'est incontestable. Je connais un grand nombre de localités où la perception du casuel n'est plus en usage. (Nouvelles réclamations.) Si vous voulez que nous examinions en deux mots la question au fond, permettez-moi de n'avoir d'autre guide et d'autre organe que le rapporteur de la commission du budget lui-même.

Voici, messieurs, comment la situation des desservants est envisagée par la commission.

« Malgré l'allocation de 779,000 fr. il reste encore 20,462 succursalistes rétribués comme précédemment, à raison de 800 fr. Pour des hommes cultivés par des études littéraires, placés dans une position importante aux yeux de l'Etat comme de l'Eglise, voués par devoir et par profession à la bienfaisance, et entourés par la misère, une telle condition est évidemment insuffisante. Aussi votre commission aurait-elle désiré pouvoir vous proposer de faire, dès cette année, du minimum de 900 fr. la régle commune. »

Ainsi les besoins de cette classe des desservants sont constatés par votre commission elle-même; leur traitement est aujourd'hui *évidemment insuffisant*, voilà comment elle s'exprime. Devez-vous, dans une situation pareille, alors que le fait matériel est ainsi reconnu, faire comme elle, constater le mal, et laisser de côté le remède? Je dis que non, messieurs. Vous devez entourer d'une égale sollicitude les desservants et les instituteurs. Vous avez imposé à votre budget des sacrifices considérables au profit de ces derniers; je viens réclamer justice égale pour les autres; assurément, vous la leur accorderez. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. le Président. M. le rapporteur a la parole.

M. le Rapporteur. Messieurs, la commission a en effet délibéré sur cette question, et elle a chargé son rapporteur d'exprimer son regret. Son regret est fondé sur l'état de nos finances. La situation des succursalistes inspire le plus grand intérêt à la République: l'Assemblée en a donné la preuve l'année dernière, en déclarant que tous les succursalistes âgés de plus de cinquante ans recevraient une augmentation de 50 fr. Par là il est certain que l'Assemblée a témoigné vivement de sa sympathie. Aujourd'hui, dans l'état des finances de la République, il n'est pas possible de faire cette augmentation de 2 millions demandés par le préopinant, du moins la commission l'a pensé ainsi. Cependant, l'argument qui vient d'être invoqué par l'orateur qui descend de cette tribune, et qui consiste à dire que le vote concernant les instituteurs primaires semble donner un droit égal en faveur des desservants, fait que nous demandons que l'amendement soit renvoyé à la commission.

M. le Président. Le renvoi à la commission étant demandé par le rapporteur, il est de droit.

M. Lherbette. Messieurs, puisque le renvoi à la commission vient d'être ordonné, je demanderais la permission de lui soumettre quelques observations qui tendraient à faire envisager la question d'un point de vue un peu plus élevé.

On ne s'occupe que de la question du traitement; il me semble, messieurs, qu'il faudrait s'occuper aussi de la corrélation qui existe entre le traitement et le casuel. (Très-bien!) Nous devons tendre à ce résultat de réduire autant que possible, et même de supprimer le casuel en augmentant le traitement. (Très-bien! très-bien!) Il faut que, lorsque le prêtre se présente chez le pauvre, il s'y présente toujours la main ouverte pour donner et non pour recevoir. Il en résultera un respect plus grand pour les ministres de la religion, et, par suite, pour la religion elle-même. (Approbation.)

Il faudrait aussi (je ne fais que toucher les sommités des idées, je ne veux pas abuser de la patience de l'Assemblée), il faudrait aussi, surtout si l'on supprime le casuel, assurer le sort du prêtre lorsqu'il ne peut plus exercer ses fonctions. Il faudrait que, dans le clergé comme dans les autres professions. il y eût une retraite assurée au fonctionnaire devenu âgé ou infirme. C'est même justice, plus encore pour le clergé que pour les autres professions, car la générosité, qui est vertu dans les autres professions, est presque un devoir obligatoire chez le prêtre. Eh bien, si vous n'assurez pas une retraite à ses vieux jours ou à ses infirmités, il arrivera que le prêtre qui se sera montré économe, que le prêtre qui n'aura pas soulagé les pauvres, que le prêtre qui, en faisant des économies n'aura pas rempli ses devoirs, sera dans une situation beaucoup plus heureuse que celui qui aura accompli le premier des devoirs de la religion chrétienne, de toute religion, la charité. (Nouvelle approbation.)

Encore une observation, si vous le permettez (Parlez!), bien qu'elle n'ait pas tout à fait trait au budget,

Je voudrais aussi qu'on s'occupât du sort des desservants sous un autre

point de vue, sous le point de vue de l'indépendance. (Très-bien!) Je voudrai qu'ils ne pussent pas être révoqués selon le caprice de leurs évêques. (Très-bien! Très-bien!) Je ne réclamerai pas pour eux une inamovibilité complète, une indépendance absolue. Il y a quelque inconvénient à laisser à côté du représentant amovible de l'autorité civile, à côté du maire qui est révocable, un prêtre essentiellement irrévocable. Je pense donc que le curé qui est inamovible a trop d'indépendance, et que le desservant qui est amovible au caprice de l'évêque n'en a pas assez. Il me semble qu'il y aurait quelque chose à faire, qu'il faudrait rétablir pour l'un comme pour l'autre des tribunaux civils ou même ecclésiastiques, tempérés par l autorité civile, dont le jugement serait nécessaire pour la révocation des curés et des desservants. (Bruit.)

Je m'arrête; je ne m'attendais pas à voir surgir aujourd'hui toutes ces questions; j'ai cru pouvoir présenter sommairement ces quelques idées, pour le développement et la rédaction légale desquelles j'avoue, en toute humilité, que je ne suis point préparé. (Très-bien! très-bien.)

M. le Ministre des cultes. L'honorable M. Lherbette a touché, en dernier lieu, à des questions qui, évidemment, ne ressortissent pas à une commission du budget. Mais je demande à appuyer de quelques mots les deux premières considérations qu'il vient de présenter a l'Assemblée. Je déclare, comme ministre des cultes, que je suis parfaitement prêt à le suivre et à le seconder dans la voie qu'il vient d'indiquer, c'est-à dire à arriver à la suppression du casuel, et à assurer aux desservants une retraite convenable; et je puis assurer que si l'amendement de M. Chapot pouvait nous conduire à ce résultat, je serais très-heureux de m'y être associé.

M. le Président. Le chapitre est renvoyé à la commission, par conséquent réservé.

« Chap. VI. Saint-Denis. » 92,000 fr. demandés.

La commission propose une réduction de 35.000 fr.

M. de Falloux, ministre des cultes. Je puis répéter ici, pour le chapitre de Saint-Denis, ce que je disais, il y a quelques jours, dans la discussion du budget de l'instruction publique, pour les facultés de théologie: ce sont deux questions sur lesquelles je me trouve parfaitement d'accord avec la commission et son rapporteur; ce sont des questions sur lesquelles j'ai engagé des négociations; ces négociations ont pour objet la transformation du chapitre de Saint-Denis; elles sont très-avancées. Je demanderai donc à l'Assemblée de ne pas trancher par voie de suppression financière une question pendante et dans laquelle des crédits sont engagés pour un tiers de l'année et portent sur un grand nombre de personnes. Le plus grand nombre de ces prêtres sont dans une situation intéressante. Je m'associe donc aux vœux de la commission et de M. le rapporteur, en demandant seulement que ces vœux ne soient pas sanctionnés immédiatement par une suppression de crédit qui désorganiserait ce qui existe aujourd'hui, avant qu'on ait pu y substituer ce que nous organisons dans ce moment même.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Il ne suffit pas qu'une commission du budget soit d'accord avec un ministre sur un point de cette importance; il est tout à fait nécessaire que l'Assemblée manifeste également son opinion. La commission du budget et l'Assemblée elle-même disparaîtront bientôt; M. le ministre, j'ignore pendant combien de temps il sera à ce banc; il est donc nécessaire qu'il y ait quelque chose d'arrêté, de fixé définitivement.

L'institution du chapitre de Saint-Denis (il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans l'examen de ce qui était autrefois) était une institution toute royale; ce n'est pas une de ces lois de politique générale qui pourraient convenir à la monarchie, qui ne conviennent plus à la République, mais que l'on peut réformer lentement, à son aise. C'était véritablement une dépendance, un appendice du trône. Par conséquent, l'institution de Saint-Denis a dû disparaître en même temps que le trône. Il y a là un fait accompli, et nous ne demandons pas autre chose que de constater, par un vote, ce fait accompli, ce fait parfaitement légitime, et dont M. le ministre ne saurait contester la légitimité.

Maintenant, quant à la négociation dont il s'agit, que devons-nous faire? Nous ne pouvons que vous demander que cette négociation ne repose pas sur

les précédents de Saint-Denis; car vous ne voulez sans doute pas continuer l'institution du chapitre royal de Saint-Denis selon sa tradition dans le passé. Saint-Denis renferme les sépultures des rois; nous voulons les conserver, les respecter comme monuments de l'histoire; mais aujourd'hui que le gouvernement est changé, que l'ordre roule sur un pivot tout différent de celui de la monarchie, il ne peut plus être question du chapitre royal de Saint-Denis.

Eh bien, il ne s'agit donc que d'accepter la réduction que l'on vous propose, car cette réduction n'est que la consécration formelle de la destruction du chapitre royal de Saint-Denis.

M. le Ministre des cultes. J'ai le bonheur de me trouver d'accord avec M Jean Reynaud sur le plus grand nombre des points, et particulièrement sur la fragilité des ministres. Je conçois donc parfaitement qu'on veuille prendre contre eux de certaines précautions qui rendent leurs engagement obligatoires; je n'ai l'intention d'y soustraire ni moi ni mes successeurs; seulement je fais observer à l'Assemblée que, pour une pareille sanction, le chiffre est trop considérable et qu'il frappe sur des positions intéressantes. Je crois qu'au lieu d'une réduction de 35,000 fr., il suffirait d'une réduction de 10 ou de 15,000 fr. pour manifester l'intention formelle de l'Assemblée. Toute assemblée qui viendra ici sera dans les mêmes sentiments.

Une réforme est inévitable; veuillez marquer par un vote votre intention formelle; je m'associe complétement à cette intention. Seulement respectons les existences. Ainsi, je vous en prie, ne portez pas la réduction à 35,000 francs jusqu'à ce qu'il soit statué régulièrement très-prochainement et très-inévitablement.

M. le Rapporteur. Je ferai observer à l'Assemblée que tout est respecté: les personnes sont parfaitement respectées; nous allouons 6,000 fr. d'indemnité annuelle aux chanoines de premier ordre, et 2,000 fr. aux chanoines de second ordre. Quant à l'entretien du culte dans l'Eglise, il est respecté aussi; nous allouons 15,000 fr. à la fabrique, qui, joints à ses ressources ordinaires, suffisent parfaitement.

M. le Président. Je mets aux voix la réduction de 35,000 fr. (Adopté.)

Je mets aux voix le chapitre ainsi réduit. (Adopté.).

« Chap. VII. Bourses des séminaires, 1 million. » Pas d'amendement. (Adopté.)

« Chap. VIII. Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.

« Crédit demandé par le Gouvernement. 800,000 fr.»

La commission propose d'allouer, 765,000 fr.

M. le Ministre des cultes. Le gouvernement accepte.

M. le Rapporteur. Je tiens à donner à la tribune une explication, pour qu'on ne puisse pas se méprendre sur le sens de cette réduction.

Ce n'est pas une réduction véritable des secours aux religieuses et aux anciens ecclésiastiques qui en ont besoin; il s'agit d'un fonds variable qui diminue tous les ans, par les extinctions. De 1847 à 1848, il a baissé par le fait de 33,000 fr.; pour les religieuses et pour les anciens ecclésiastiques, il a baissé de 10,000 fr. Par conséquent, il y a lieu de prévoir que dans l'exercice de 1849 il y aura encore une diminution. Ce n'est donc qu'une affaire de régularisation par rapport au budget, et voilà pourquoi la commission a proposé la réduction, et pourquoi le Gouvernement l'accepte.

(Le chapitre, réduit, est mis aux voix et adopté.)

M. le Président. « Chap. IX. Dépenses du service intérieur des édifices diocésains.

« Crédit demandé par le Gouvernement, 467,000 fr, »

La commission propose d'accorder 417,000 fr.

M. le Ministre des cultes. Le Gouvernement accepte.

(Le chapitre, ainsi réduit, est mis aux voix et adopté.)

M. le Président. « Chap. X. Entretien des édifices diocésains. 2 millions demandés par le Gouvernement. » Crédit accordé par la commission, 1,700,000 fr.

La réduction est de 300,000 fr.

M. Durieu, directeur général des cultes, commissaire du Gouvernement. Je demande à l'Assemblée la permission de lui présenter quelques

explications sur le chapitre qui est actuellement soumis à sa délibération.

Lorsque la commission a proposé la réduction de 300,000 fr. sur le crédit de 2 millions relatif à l'entretien des édifices diocésains, il est à craindre qu'elle ne se soit pas bien rendu compte de la situation actuelle de ces édifices. Pendant longtemps, sur l'ensemble du crédit de 2 millions qui, depuis nombre d'années, est le même au budget des cultes, une somme de 400,000 fr. seulement était appliquée pour l'entretien ordinaire. Qu'en est-il résulté? C'est que les cathédrales, particulièrement, se trouvent dans un état de détérioration déplorable. Tous ceux qui les ont vues, et il n'est pas de représentant qui, chacun pour son département, ne puisse ici en rendre témoignage, les cathédrales, en général, sont dans une situation fâcheuse; la solidité de quelques-unes est même très-gravement compromise. Cela est vrai, cela est incontestable. Un travail qui se prépare en ce moment, un travail d'architecte, le démontrera encore d'une façon plus évidente. Lorsque j'ai pris le service des cultes qui m'a été confié, j'ai dû me rendre compte de la situation des édifices, j'ai vu qu'il y avait pour douze millions de travaux dont les plans avaient été faits et qui avaient été approuvés, c'est-à-dire que ces travaux avaient été reconnus indispensables. Depuis, il s'est produit des nécessités nouvelles. Réduire en ce moment le crédit, ce serait porter une atteinte très-grave au bon entretien des édifices diocésains.

Je comprends que pour des travaux ordinaires, pour des travaux neufs, on puisse les arrêter, quelque inconvénient qu'il y ait. Mais quant à des monuments qui sont sur pied, quant à des cathédrales, il faut bien absolument les entretenir si on ne veut pas qu'elles tombent, et que dans un délai très-rapproché les dépenses à y faire ne deviennent plus considérables. Ici l'économie, je le crains, ne serait pas bien entendue. J'ai peur que pour une économie de 300,000 fr. qu'on refuse cette année, il ne faille dépenser de 6 à 700,000 fr. dans un an ou deux. C'est donc au nom de l'économie même que je demande que la réduction ne soit pas acceptée. Permettez-moi de citer un seul exemple de la situation où nous sommes: je demande pardon à l'Assemblée d'insister ainsi, mais la matière est très-grave. Je citerai la seule cathédrale d'Alby: elle est, comme vous le savez, une des plus intéressantes et des plus curieuses quant au genre de sa construction; l'intérieur est orné de peintures d'un très-grand prix; la toiture laisse passage à l'eau. Ou il faut laisser détruire ces fresques, qu'il ne serait pas possible de rétablir, ou il faut prendre le parti de refaire la toiture.

Il faut environ 90,000 fr., si ma mémoire est bonne. Mais, en même temps, il y a un ouvrage très-important au-devant de la porte d'entrée; c'est un baldaquin très-beau, en pierre. Il va tomber. Eh bien, que fait l'administration? a-t-elle encore 90,000 fr. à donner? non, elle a été obligée de recourir à un expédient que j'ose à peine avouer: elle va faire déposer ce baldaquin, non-seulement dans l'intérêt de la conservation du monument, mais dans l'intérêt de la conservation de la population qui passe dessous. Enfin on en est réduit, par l'insuffisance de ressources, à le déposer et à le mettre en magasin, jusqu'à ce qu'il soit possible de le remettre en place, dans un ou deux ans.

Voilà la position dans laquelle nous sommes. Il est impossible cependant que nous en venions au point de mettre une partie de nos cathédrales en magasin... (Rires approbatifs.) Car, véritablement, c'est ce qui nous arrive... Je vous demande pardon d'exciter l'hilarité de l'Assemblée...

Voix diverses. Au contraire, l'Assemblée vous approuve; très-bien!

M. le Ministre des cultes. Vous êtes approuvé par l'Assemblée.

M. le Commissaire du Gouvernement. En effet, rien ne mériterait plus la risée, dans un pays comme la France, qui professe avec un si légitime orgueil le culte de ses monuments, que de voir successivement dépérir, par des économies mal entendues, des richesses de cette importance. L'Assemblée a traité avec faveur, je le rappelle, le chapitre du ministère de l'intérieur, relatif à la conservation des monuments historiques. Il me semble que nos cathédrales sont bien aussi des monuments historiques et artistiques.

M. le Ministre des cultes. Et de premier ordre.

M. le Commissaire. Et de la plus haute importance. Or, sur le crédit du

ministère de l'intérieur, aucune espèce de somme n'est donnée pour la conservation des cathédrales, de telle façon que l'administration des cultes les entretient avec ses seules ressources, non-seulement en tant qu'édifices consacrés au culte, mais aussi comme monuments d'art, comme monuments historiques. Je dis donc que si, pour la conservation des monuments ordinaires, qui quelquefois ne servent matériellement à aucun emploi, bien que ce soient des monuments d'art très-précieux et qu'il faut entretenir à tout prix, je dis que si, pour l'entretien de ces monuments, on donne des sommes considérables, les cathédrales ne vous présenteront sans doute pas un moindre intérêt.

La commission n'a pas d'ailleurs combattu le crédit de 2 millions par des considérations d'abus qui se seraient déclarés ou qui seraient à craindre: elle a reconnu, je l'en remercie en ce qui me concerne, la bonne organisation de ce service : l'intérêt que l'administration y apporte. les soins scrupuleux qu'elle y donne, l'organisation qui ne permet pas au ministre de dépenser un sou sur ses crédits sans l'avis d'une commission, commission purement gratuite, composée d'achitectes, d'archéologues, qui veulent bien consacrer leur temps à l'administration, sans autre intérêt que celui de l'art et de la science ; toutes ces considérations lui font espérer la bienveillance de l'Assemblée. Peut-être ne refusera-t-elle pas de donner aux hommes qui se dévouent ainsi cet encouragement, le seul qu'ils ambitionnent, c'est-à-dire les moyens nécessaires pour accomplir leur œuvre, la bonne conservation des monuments. (Très-bien ! très-bien !)

M. le Président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Messieurs, j'admets tout à fait les argumenis qu'a employés M. le directeur général des cultes; mais je ne vois pas qu'il ait conclu à 2 millions plutôt qu'à 1,700,000 fr. L'administration n'a donné aucune pièce à l'appui de sa demande ; elle demande en bloc : elle ne sait pas elle-même, M. le directeur des cultes ne sait pas lui-même où mènera au juste le travail de devis qui est en voie d'exécution. Ainsi l'administration ne sait pas encore comment les 2 millions seront dépensés. Elle nous les a demandés en bloc. C'est en bloc que nous lui donnons 1,700,000 fr., et nous ne refusons aucun de ses arguments.

Un membre. Vous avez tort.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Précédemment la somme consacrée à l'entretien proprement dit des cathédrales était de 400,000 fr. seulement. Ainsi jusqu'ici c'est avec 400,000 fr qu'il était pourvu à l'entretien des cathédrales...

Un membre. Aussi elles tombaient !

M. Jean Reynaud, rapporteur. Le reste était employé à des travaux d'embellissement.

M. Manuel. C'est une erreur.

M. Jean Reynaud, rapporteur. Eh bien, nous sommes convaincus qu'en donnant, non pas 400,000 fr., comme précédemnent, mais 1,700,000 fr., et 1,700,000 fr. uniquement destinés à l'entretien, les cathédrales seront maintenues dans un état convenable ; et en continuant l'année prochaine cette même allocation, ou plus, si l'état des finances de la République le permet, les cathédrales se trouveront dans un meilleur état que celui dans lequel elles se sont trouvées jusqu'ici.

M le Ministre des cultes. Je demande à compléter en deux mots les observations si concluantes et si compétentes de M. le directeur-général des cultes qui s'est occupé de cette matière depuis très-longtemps, et qui a introduit dans l'administration architecturale des cultes une organisation telle que le ministre des cultes se trouve lié, et qu'il ne peut rien faire sans le concours d'une commission éclairée, gratuite et indépendante, et c'est cette indépendance même qui me met plus à l'aise pour insister ; car il n'y a pas là d'abus à poursuivre, nous sommes d'accord là-dessus, et la commission a rendu sur ce point pleine justice à l'administration des cultes. Seulement M. le rapporteur a dit que nous avions présenté un travail en bloc, et que la commission l'avait refusé en bloc.

Je lui en demande bien pardon; il existe au ministère des cultes un travail sur 12 millions de devis qui ont été étudiés et approuvés, par conséquent

avec le crédit de 2 millions nous sommes encore bien loin d'avoir épuisé la série et la mesure des plans étudié· et approuvés.

M. le Rapporteur. Mais il s'agit seulement ici de ce qui est nécessaire cette année !

M. le Ministre. Au point de vue de la conservation, tout est nécessaire, et il est extrêmement difficile de choisir.

Je demande la permission d appeler l'attention de l'Assemblée sur un point capital de l'argumentation de M le directeur général des cultes, qui me semble avoir échappé à l'honorable M Jean Reynaud.

M. le directeur général des cultes vous a dit : Dans un an ou deux, nous serons parfaitement à même de faire avec 1,700,000 fr. ce que nous ne pouvons pas faire cette année. M. Jean Reynaud a laissé échapper ce point-ci, c'est que beaucoup de monuments vont en se dégradant, ont beso n de réparations urgentes, et de réparations qui seront encore plus urgentes l'année prochaine si on n'y travaille pas cette année. Et, remarquez-le, je ne parle pas du péril des populations, je ne parle pas de l'intérêt artistique, je parle seulement de l'intérêt financier. Il y a telle réparation qui aujourd'hui coûterait 50,000 fr. et qui dans un an ou deux ans coûtera 2 ou 300,000 fr. Ce sont donc là des économies mal placées ; et, fin de compte, il n'y a même pas d'économie, ce qui est une grande différence. Voilà la partie de l'argumentation sur laquelle je voulais en dernier lieu appeler l'attention de l'Assemblée.

M. le Président. Le gouvernement propose pour ce chapitre un crédit de 2 millions. La commission propose 1,700,000 fr. Réduction 300,000 fr.

Je consulte l'Assemblée.

La réduction est adoptée... (Réclamations.)

Je mets aux voix le chap. X réduit.

(Le chap. réduit est adopté.)

M. Dúrieu, directeur général des cultes, commissaire du Gouvernement. J'ai une demande à faire à la commission sur ce point-ci; c'est un point de pratique, et l'on comprendra l'importance que j'y attache. Cinq douzièmes ont été votés. Pour les traitements, je comprends bien que les douzièmes s'arrêtent au moment du vote du budget, mais je demande si pour les travaux, les cinq douzièmes, qui ont dû être engagés, seront maintenus; on sait qu'il faut commander les travaux d'avance pour qu'ils soient exécutés. Je demande donc si les cinq douzièmes resteront acquis a l'administration. (Interruptions diverses)

Plusieurs voix. Non! non ! c'est une question vidée.

M le Président. Jusqu'à présent, il a été convenu dans le vote des précédents budgets que pour les trois premiers douzièmes, cela ne pouvait pas faire question ; mais le directeur général des cultes demande pour cinq douzièmes.

M. le Commissaire du Gouvernement. Il en a été accordé cinq, et les travaux ont été commandés en conséquence.

Voix diverses. Non! non! c'est voté!

M. le Président. Je continue :

« Chap. XI. Secours pour travaux concernant les églises et les presbytères »

Le Gouvernement demande 1,200,000 fr.; la commission accorde 1 million. Différence 200,000 fr.

Je mets la réduction aux voix.

M. le Commissaire du Gouvernement. C'est exactement la même question.

M. le Président. La parole est à M. Félix Grellet.

M. Félix Grellet. Je viens combattre la réduction proposée par la commission, et il suffira d'une simple observation pour décider l'Assemblée à la repousser.

Le crédit qui est demandé est de 1,200 000 fr, On propose de le réduire à 1 million. Il a été reconnu, lors de la discussion du budget de 1848, que l'état des églises et des presbytères des campagnes demandait, au contraire, une augmentation, et le chiffre de 1,200,000 fr. a été porté à 1,500,000 fr.

J'ajoute, d'un autre côté, que l'on demande pour la réparation de No-

tre-Dame de Paris une somme de 730,000 fr. : or, je vous le demande, si vous accordez 730,000 fr. pour réparer Notre-Dame de Paris, devez-vous n'accorder qu'un million pour la réparation de toutes les églises et de tous les presbytères de toutes les campagnes?

M. Jean Reynaud, rapporteur. La question des secours à donner pour les presbytères et la question de l'entretien de Notre-Dame de Paris sont des questions toutes différentes.

L'entretien de Notre-Dame de Paris comme celui de toutes les cathédrales, appartient à l'Etat; c'est l'Etat qui se charge de les entretenir. Mais, pour les presbytères et les églises, l'Etat ne donne que des secours.

L'Assemblée reconnaîtra sans doute que c'est ici le cas de distinguer entre ce qui est utile et ce qui est absolument nécessaire. Il me semble que c'est la considération qui l'a guidée tout à l'heure dans le vote qu'elle a rendu. Certainement que 1,200,000 fr. seraient utiles, nous ne le contestons pas; mais sont-ils nécessaires? La commission du budget ne les juge pas nécessaires; elle croitqu'avec une allocation d'un million pour cette année, on pourra satisfaire à tous les besoins.

M. le Commissaire du Gouvernement. Cela ne nous donne pas 1 million de subvention.

M. Félix Grellet. Permettez-moi d'insister et de mettre sous les yeux de l'Assemblée une partie du rapport de M. Bignon. (Exclamations.)

Une voix. Que nous fait ce rapport de M. Bignon?

M. Félix Grellet. Ce rapport constate parfaitement les besoins des églises paroissiales et des presbytères... (Aux voix! aux voix!)

(M. Félix Grellet quitte la tribune.)

M. le Président. Je consulte l'Assemblée. La réduction proposée par la commission est de 200,000 fr.

Je mets cette réduction aux voix.

(La réduction est adoptée.

Le chapitre réduit est ensuite mis aux voix et adopté.)

M. le Président. « Chap. XII. Secours à divers établissements ecclésiastiques.

« Crédit demandé, 100,000 fr.— Crédit accordé par la commission, 92,800 fr.»

Ainsi, la commission propose une réduction de 7,200 fr.

Je mets cette réduction aux voix. (Adopté.)

Je mets aux voix le chapitre ainsi réduit. (Adopté.)

« Chap. XIII. Dépenses accidentelles, 5,000 fr. »

Il n'y a pas d'amendement.

(Le chapitre est mis aux voix et adopté.)

« Chap. XIV. Restauration de la cathédrale de Paris.

« Crédit demandé par le Gouvernement 730,000 fr.

« Crédit accordé par la commission, 550,000 fr.

« Réduction, 180,000 fr. »

(La réduction et le chapitre réduit sont successivement mis aux voix et adoptés.)

« Chap. XV. Dépenses du personnel des cultes protestants.

« Crédit demandé, 1,166,550 fr.

« Crédit accordé par la commission, 1,163,550 fr. »

M. le Ministre des cultes. Je demande le renvoi à la commission. C'est la même question que pour le culte catholique.

M. le Rapporteur. La commission demandait aussi le renvoi.

M. le Président. M. le ministre et M. le rapporteur demandant le renvoi de ce chapitre à la commission, le vote de ce chapitre est réservé ainsi que celui du chap. V.

« Chap. XVII. Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.

« Crédit demandé, 16,000 fr. »

La commission propose d'allouer 10,000 fr.

M. le Rapporteur. Le comité des cultes avait examiné, l'année dernière, le budget du directoire général de la confession d'Augsbourg, et avait été d'avis de la réduction de 6,000 fr. La commission du budget l'adopte égale-

ment et vous la propose. Mais dans ce moment même a lieu un travail de remaniement dans la constitution du directoire de la confession d'Augsbourg. Il doit être entendu que la réduction actuelle n'engage pas l'avenir. Une loi sera présentée à l'Assemblée législative sur cette nouvelle constitution du directoire de la confession d'Augsbourg, de sorte que la question actuelle, je le répète, n'engage que le présent.

(La réduction de 6.000 fr. est adoptée.)

Le chap. XVII, ainsi réduit, est ensuite adopté.

« Chap. XVIII. Dépenses du culte israélite.»

118,000 fr. demandés par le gouvernement ; 116,400 fr. proposés par la commission ; réduction 1,600 fr.

M. Crémieux a déposé un amendement.

M. le Rapporteur. Nous demandons le renvoi à la commission de l'amendement de M. Crémieux qui engage le même principe que l'augmentation du traitement des desservants.

Plusieurs voix. Lisez l'amendement.

M. le Président. L'amendement de M. Crémieux, dont l'examen est renvoyé à la commission, est ainsi conçu :

« Chap. XVIII. Dépenses du culte israélite : 17 rabbins communaux, au lieu de 600 fr., 800 fr.; 15 rabbins communaux, au lieu de 500 fr., 700 fr. ; 1 ministre officiant, au lieu de 400 fr., 600 fr.; 40 ministres officiants, au lieu de 300 fr., 500 fr. En tout 14,600 fr. d'augmentation.»

M. le Président. « Chap. XIX. Dépenses du culte en Algérie. »

Crédit demandé par le Gouvernement, 492,197 fr. 82 c. La commission accorde 392,199 fr. 82 c. La réduction est donc de 100,000 fr. Je la mets aux voix.

(La réduction de 100.000 fr., mise aux voix, est adoptée.)

Je mets aux voix le chapitre XIX réduit au chiffre de 392,197 fr. 82 c.

(Le chap. XIX, ainsi réduit, est mis aux voix et adopté.)

« Chap. XX. Dépenses des exercices clos non périmés. » (Mémoire.)

« Chap. XXI. Dépenses des exercices périmés. » (Mémoire.)

« Supplément. Cultes en Algérie, 148,274 fr. »

Le crédit accordé par la commission est de 104,000 fr.

La réduction est donc de 44,274 fr.

Je mets aux voix la réduction de 44,274 fr. proposée par la commission.

(La réduction de la commission, mise aux voix, est adoptée. — Le chapitre est ensuite mis aux voix et adopté.)

M. le Président. Nous voterons sur l'ensemble du ministère lorsque nous aurons reçu le rapport de la commission sur les trois chapitres qui ont été réservés.

Séance du 12 avril. — Présidence de M. Armand Marrast.

SUITE DE LA DISCUSSION DU BUDGET DES CULTES POUR 1849 (1).

M. le Président. L'Assemblée a ajourné le vote d'ensemble du budget des cultes; elle a renvoyé à la commission plusieurs chapitres.

Je donne la parole à M. le rapporteur pour rendre compte des délibérations de la commission.

M. *Jean Reynaud, rapporteur.* Le chapitre V, qui a été ajourné, renferme trois questions que nous venons soumettre à l'Assemblée. La première est relative à un amendement qui a été voté par l'Assemblée, l'amendement de M. de Luppé. Par cet amendement, l'Assemblée déclare que le traitement des succursalistes âgés de soixante-quinze ans et plus, ayant trente ans de service, sera porté au même taux que le traitement des curés de seconde classe. C'est donc 100 fr. d'augmentation par desservant âgé de soixante-quinze ans et plus. La question qu'il faut résoudre est donc de savoir quel est le chiffre que vous devez voter en conséquence de l'amendement adopté.

Il est évident d'abord que la clause de trente ans de service peut être

---

(1) Moniteur du 13 avril 1849.

mise de côté. Un desservant âgé de soixante-quinze ans a généralement plus de trente ans de service : il en a cinquante. Il s'agit donc seulement de savoir quel est le chiffre relatif à cet âge. Ce chiffre, l'administration ne le possède pas ; elle n'a eu à rechercher que le chiffre du septuagénaire inscrit au budget. Dans cet embarras, j'ai consulté les tables de mortalité du bureau des longitudes. En calculant, d'après les tables, quel doit être le nombre des individus de soixante-quinze ans et plus sur un total de 965 septuagénaires, on trouve le chiffre de 420. Je dois faire observer que les tables du bureau des longitudes sont calculées d'après les conditions moyennes de la population tout entière. Ces conditions sont différentes pour les desservants ; au-dessous de soixante ans la mortalité est moindre pour les desservants, mais au-dessus de soixante ans elle s'élève à un chiffre supérieur à la moyenne, parce qu'à cet âge la fraîcheur et et l'humidité des églises deviennent souvent mortelles pour les vieillards. On peut donc adopter avec confiance le chiffre moyen de 420 qui sera plutôt supérieur qu'inférieur à la réalité.

En conséquence, la commisson propose une augmentation de 42,000 fr., correspondant à l'article amendé.

(L'augmentation proposée par la commission est mise aux voix et adoptée.)

M. Jean Reynaud, rapporteur. Sur la seconde question qui se présente actuellement, l'Assemblée ne s'est pas encore prononcée. Il s'agit de l'amendement de M. Chapot relatif à l'augmentation du traitement des succursalistes, qui, dans ce moment, ne reçoivent que 800 fr. Les sentiments qui sont animé l'bonorable auteur de l'amendement sont exactement ceux dont l'Assemblée a donné des preuves dans maintes circonstances : secourir les petits et les faibles. Ce sont également les sentiments qu'a exprimés votre commission du budget dans son rapport ; et aussi l'auteur de l'amendement, l'honorable M. Chapot, s'est-il appuyé sur ces sentiments de la commission à l'égard des succursalistes. Cependant, comme on a seulement cité à cette tribune les paroles du rapport destinées à marquer l'insuffisance du traitement des succursalistes et l'intérêt que mérite leur situation, il serait juste de rappeler aussi pourquoi, en notre qualité de commission du budget, nous n'avons pas cru pouvoir demander immédiatement une augmentation : je demande donc à relire ici deux mots du rapport.

« Votre commission vous propose d'autant mieux la confirmation de ce crédit, qu'elle ne doute pas que l'Assemblée nationale n'eût compris tous les desservants dans une mesure générale, comme elle l'a fait pour les instituteurs, si, d'une part, le traitement des desservants ne les mettait déjà depuis longtemps au-dessus des souffrances criantes, et si, de l'autre, la loi du sacrifice, imposée dans les circonstances actuelles à tout le monde ne devait être reçue dans cette classe méritante avec plus de facilité que dans toute autre. »

Mais le vote rendu par l'Assemblée nationale en faveur des instituteurs primaires, sur la proposition de l'honorable M. Duprat, nous a paru apporter un élément nouveau dans la question. Il est à croire que l'Assemblée, qui a manifesté sa bienveillance à l'égard des instituteurs primaires, en votant 1 million de subvention, est certainement animée des mêmes sentiments à l'égard des desservants, et qu'elle est, par conséquent, disposée à faire pour eux le même sacrifice. C'est pourquoi votre commission s'est trouvée amenée à se relâcher de sa première sévérité. Toutefois elle ne croit pas pouvoir vous proposer l'adoption de l'amendement dans sa totalité. L'état des finances lui fait une loi de demander que l'Assemblée vote simplement une somme de 1 million pour améliorer le sort des desservants, comme elle a voté 1 million pour améliorer le sort des instituteurs primaires.

Je dois ajouter que l'honorable auteur de l'amendement s'est parfaitement rendu aux raisons qui lui ont été exprimées au nom de la commission du budget ; la situation de nos revenus lui a démontré que la somme de 1 million serait parfaitement suffisante aujourd'hui. En même temps que cette somme est en rapport avec les embarras des finances, elle témoigne convenablement des vives sympathies de la République à l'égard des membres

les plus pauvres du clergé. Je dois ajouter que le Gouvernement accepte également cet amendement.

M. Coquerel. Il n'y a aucune proportion entre les desservants et les instituteurs.

M. le Rapporteur. L'échelle des traitements se trouvera donc fixée de manière que le desservant qui tient à rester dans la même commune, dans la commune où il a acquis l'affection et la confiance de la population, y trouvera une position qui s'améliorera d'année en année. Il aura d'abord 850 fr. au lieu de 800 fr. ; puis, à cinquante ans, 900 fr. ; à soixante ans, 1,000 fr.; à soixante-dix ans, 1,100 fr.; à soixante-quinze ans, 1,200 fr.

M. Durieu, directeur général des cultes. Ce sera 1,023,100 fr.

M. le Rapporteur. Le chiffre exact ne pourra être posé que postérieurement, puisqu'il doit y avoir une augmentation dans le nombre des succursales qui n'est pas encore fixé.

M. Manuel. Ce sera toujours le chiffre nécessaire pour qu'il y ait 50 fr. d'augmentation.

M. le Rapporteur. Le troisième point à examiner sur le chap. V est relatif à l'augmentation des succursales. Ici la question est différente. Il ne s'agit pas d'une amélioration générale dans le service ecclésiastique, mais du sort de cent communes que le Gouvernement nous demande de changer.

Jusqu'à présent le service paroissial se faisait avec 29,152 succursales ; le Gouvernement demande que ce nombre soit porté, pour l'exercice actuel, à 29,252. Or c'est un des principes d'économie les plus sévèrement posés par l'Assemblée, que d'éviter autant que possible les aggravations dans les services de la monarchie. Nous demandons, en vertu de ce principe, que l'augmentation, au lieu d'être de 80,000 fr , ne soit que de 40,000 fr.

Et, en effet, veuillez remarquer quelle est la nature du service auquel il s'agit de répondre. En supposant que l'Assemblée acceptât la proposition du Gouvernement, cent communes, qui jusqu'à présent, et pour ainsi dire de temps immémorial, avaient un prêtre qui venait y dire une seconde messe le dimanche ou qui se transportait le dimanche et les jours de fête à une lieue de distance pour aller à la messe dans la commune voisine, recevraient cette année un succursaliste et auraient ainsi leur propre desservant Voilà le résultat de l'augmentation. En principe, nous aurions pu refuser l'augmentation, mais nous ne l'avons pas fait : nous n'avons pas voulu la refuser absolument. Il nous a paru qu'elle correspondait à un progrès qu'il est utile de maintenir, et ce progrès c'est que chaque commune puisse avoir un jour son desservant. Nous acceptons donc le principe de l'augmentation, mais nous croyons qu'avec la moitié de la somme le progrès sera suffisamment respecté dans la circonstance actuelle, et nous proposons en conséquence 40,000 fr. au lieu de 80,000 fr.

Pour l'augmentation des vicariats, nous émettons les mêmes sentiments et concluons de même au vote de la moitié du crédit demandé.

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes. Bien que je considère comme regrettable la réduction que la commission propose sur le nombre des succursales et des vicariats que je proposais moi-même, je me regarderais comme très-coupable si je venais, par le moindre débat, entraver le vote de l'Assemblée ; je viens, au contraire, la supplier de consacrer par son vote la proposition ; elle fera en cela une chose de haute équité et de haute moralité. Elle a montré que, quand il s'agissait des intérêts matériels, elle se croyait obligée à des sacrifices fort regrettables: mais, quand il s'est agi des intérêts intellectuels et religieux, elle s'est départie un instant de cette rigide économie, et je crois qu'elle fera un acte d'une haute portée morale. et, pour mon compte, je ne puis que lui exprimer, au nom des intérêts que je représente, une profonde reconnaissance, si elle veut bien sanctionner par son vote les propositions de la commission. (Très-bien ! très-bien !)

M. le Président. D'après les propositions de la commission, le chap. V serait augmenté d'une somme de 1,018,850 fr. Je mets cette augmentation aux voix.

(L'augmentation est adoptée; elle porte le chiffre du chapitre V à 32,008,450 fr.

L'ensemble du chapitre V, avec les augmentations proposées, est mis aux voix et adopté.)

M. Jean Reynaud, rapporteur. Sur le chapitre XV, *Dépense du personnel du culte protestant*, j'ai à faire observer que les mêmes raisons qui ont déterminé la commission à vous proposer, en considération des circonstances présentes, de réduire de moitié le nombre des succursales nouvelles, la déterminent à vous proposer de réduire également de moitié le chiffre demandé pour l'augmentation des pasteurs. Elle espère que toute l'augmentation nécessaire pourra être donnée au culte protestant par les prochaines assemblées. Il ne s'agit, du reste, que d'une réduction de 3,000 fr. sur le chapitre, qui se trouve ainsi ramené au chiffre de 1,163,550 fr.

M. le Président. Je mets aux voix la réduction de 3,000 fr. proposée par la commission sur le chapitre XV.

(La réduction est mise aux voix et adoptée.

Le chapitre ainsi réduit est ensuite mis aux voix et également adopté.)

M. Jean Reynaud, rapporteur. Sur le chap. XVIII, *Dépenses du culte israélite*, un amendement de M. Crémieux a été renvoyé à la commission.

Dans l'état actuel : Dix-sept rabbins reçoivent 600 fr.; quinze rabbins, 500 fr.; un ministre officiant, 400 fr ; et quarante ministres officiants, 300 fr.

M. Crémieux a demandé une augmentation de 200 fr. pour tous les rabbins et ministres officiants. La commission a adopté le principe de l'augmentation, mais elle demande qu'elle soit réduite à la somme de 100 fr. par personne; de sorte que les rabbins qui reçoivent 600 fr. recevront 700 fr.; ceux qui touchent 500 fr. recevront 600 fr.; de même pour les ministres officiants : ceux qui touchent 400 fr. recevront 500 fr., et ceux qui reçoivent 300 fr. recevront 400 fr.

Il résulte de là une augmentation de dépenses de 7,300 fr.; mais, comme nous vous proposons sur ce même chap. XVIII une réduction de 1,600 fr., relative aux dépenses consacrées à l'entretien des édifices du culte israélite, réduction proportionnelle à celle qui a été adoptée par l'Assemblée sur les dépenses des édifices du culte catholique et du culte protestant, l'augmentation se trouve ramenée au chiffre de 5,700 fr., et le crédit total du chapitre fixé à 123,700 fr.

M. le Président. Je mets aux voix l'augmentation proposée par la commission.

(L'augmentation et le chap. XVIII, augmenté, sont successivement mis aux voix et adoptés.)

M. le Président. L'Assemblée va maintenant voter par la voie du scrutin de division sur l'ensemble du budget des cultes.

(L'Assemblée procède au scrutin de division.)

L'opération donne le résultat suivant:

Nombre des votants	610
Majorité absolue	306
Billets blancs (pour l'adoption)	609
Billets bleus (contre)	1

L'Assemblée a adopté l'ensemble du budget du ministère des cultes.

Actes officiels.

CIRCULAIRE (N° 33) *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les Archevêques et Evêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1849, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite.*

Paris, le 24 mai 1849.

MONSEIGNEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser quatre exemplaires de chacun des cadres destinés à recevoir vos propositions pour secours à accorder,

en 1849, 1° aux anciens prêtres sans fonctions depuis 1802; 2° aux anciennes religieuses dont la profession est antérieure à la loi du 13 février 1790; 3° aux prêtres en retraite.

La loi du 12 avril 1849, portant fixation du budget des cultes de l'exercice courant, a diminué de 30,000 fr. le crédit destiné aux anciennes religieuses, et de 5,000 fr. celui affecté aux anciens prêtres sans fonctions. Cette réduction totale de 35,000 fr. a eu pour motif le nombre présumé des décès; il n'y aura donc pas lieu de faire l'application aux survivants, dans ces deux catégories, d'une portion quelconque du produit des extinctions survenues depuis le 1er janvier 1849.

Le crédit qui a pour objet de venir en aide aux ecclésiastiques forcés par l'âge ou par les infirmités de cesser leurs fonctions n'a subi aucune modification. On a pensé que les extinctions seraient à peu près balancées par les admissions nouvelles, et que les prêtres enlevés par la mort se trouveraient remplacés en proportion égale, sur vos états de secours, par ceux que l'âge ou la maladie atteindrait à leur tour. Dès-lors les sommes que vous proposerez en faveur des prêtres en retraite de votre diocèse ne pourront dépasser le chiffre de l'année dernière.

Je ne puis, d'ailleurs, que me référer aux instructions qui vous ont été adressées le 19 août 1848 (1), en ce qui concerne les conditions indispensables pour obtenir des secours. L'administration des cultes a vivement à cœur d'assister les ecclésiastiques qui se trouvent sans ressources après avoir dignement exercé pendant de longues années le saint ministère; et si elle a souvent à regretter de ne pouvoir apporter que de faibles soulagements à des souffrances qui excitent toute sa sollicitude, c'est pour elle une raison de plus pour réserver les fonds dont elle dispose aux prêtres qui sont bien réellement dans une position nécessiteuse. Il importe donc de constater aussi exactement que possible la nature et l'urgence des besoins qui sont signalés. Le ministre compte à cet égard sur votre concours ferme et éclairé.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien faire remplir le plus tôt possible les cadres ci-joints et de m'en transmettre trois exemplaires par l'intermédiaire de MM. les préfets, qui en feront eux-mêmes un prompt envoi à l'administration des cultes. Vous pouvez être assuré que je ferai, de mon côté, tout ce qui dépendra de moi pour que les allocations et les ordonnancements soient promptement autorisés.

Dans le cas où vous auriez plus tard à faire quelques propositions pour remploi, en allocations nouvelles, de sommes deve-

---

(1) Ces conditions ont été indiquées dans notre livraison du mois de février, pag. 54. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter.

nues disponibles dans le cours de l'année par suite de décès avant la réception des mandats, je crois devoir vous rappeler, Monseigneur, qu'elles doivent parvenir à l'administration, par l'intermédiaire des préfets, avant le 31 décembre 1849.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général de l'Administration des Cultes,
E. DURIEU.

APPROUVÉ :
Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé, A DE FALLOUX.

Questions proposées.

Un curé peut-il, sans autorisation, ouvrir une porte de communication entre le presbytère et l'Église, lorsque les deux bâtiments ne sont séparés que par un jardin?

Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'appartient le droit d'autoriser ou d'empêcher l'établissement d'une pareille ouverture?

C'était autrefois un usage établi que lorsque l'Église et le presbytère étaient contigus ou séparés seulement par une cour ou un jardin, il devait exister entre ces deux édifices une porte de communication à l'usage du pasteur. Cette jurisprudence était, selon nous, très-rationnelle. Une pareille voie de communication, si elle n'était point absolument indispensable, était au moins extrêmement utile pour l'administration spirituelle de la paroisse et pour la garde et la surveillance de l'église. Personne n'ignore que le curé est obligé d'entrer le jour et la nuit dans l'église, soit pour porter les sacrements aux malades, soit pour administrer le baptême, soit pour remplir tout autre acte de son ministère sacré. D'un autre part, il est le gardien-né de l'église ainsi que de tous les objets qu'elle renferme. Cette garde lui appartient par la nature même de ses fonctions. Boyer enseigne dans son *Traité des Paroisses*, t. 1er, p. 63, que sous l'ancien régime cette surveillance était dévolue au curé et aux marguilliers. Il en est de même sous la législation nouvelle, parce que les motifs sont les mêmes, et nous n'en voulons pas d'autre preuve que cette jurisprudence, suivie avec beaucoup de raison au ministère des cultes, que le curé doit avoir seul les clefs de l'église et du clocher. C'est ce que l'on peut voir dans la plupart des règlements sur la sonnerie des cloches, qui sont intervenus depuis 1801 et qui ont été approuvés par l'autorité civile, et notamment dans l'avis du Comité de législation du conseil d'Etat, du 17 juin 1840.

Or, s'il est utile que le curé ait la possibilité d'entrer dans l'église à toute heure du jour et de la nuit, s'il est le premier gardien de cet édifice, il est incontestablement d'une bonne administration de lui accorder les communications les plus promptes, parce que plus ces communications présenteront de commodité, plus sa surveillance et son administration seront faciles.

Mais si l'existence de la communication dont il s'agit présente ce double avantage sans avoir aucun inconvénient, arrivons maintenant à la question de savoir qui a le droit de l'ouvrir là où elle n'a point encore été établie. Est-ce au curé que ce droit appartient? Est-ce à la fabrique, ou est-ce à la commune? Le curé le peut-il sans autorisation? Est-ce la fabrique qui doit donner cette autorisation, ou bien est-ce la commune?

Il n'y a dans la loi aucune disposition qui concède formellement au curé le droit d'exiger cette porte de communication, ou qui l'autorise à l'établir lui-même, si elle lui est refusée. Nous croyons, en effet, que ce droit, s'il lui était accordé, constituerait un empiétement sur les attributions fabriciennes. Les fabriques ont été établies pour prendre soin de l'administration temporelle des églises. Ce sont elles qui sont chargées de les approprier aux besoins du culte, de les entretenir, de les réparer et d'y faire, en un mot, tout ce qui est nécessaire ou utile à leur conservation et à leur embellissement. Il semble donc que permettre au curé d'ouvrir de son chef une porte dans l'église, ce serait l'autoriser à modifier la forme de cette église, à changer une partie de ses dispositions, ce serait lui accorder un droit qui n'appartient qu'à l'autorité que la loi a instituée pour son administration. Ce serait, nous le répétons, empiéter sur les attributions des fabriques.

D'après cela, nous pensons que le droit d'ouvrir une pareille porte n'appartient point au curé, mais seulement à la fabrique. Telle paraît avoir été l'ancienne jurisprudence. C'est du moins ce que l'on peut induire d'un arrêt du Parlement de Paris, du 26 décembre 1633, rapporté dans le *Journal des Audiences*, tom. I, pag. 228, qui décide qu'il appartenait à cette administration de faire à des particuliers la concession d'une porte de communication avec l'église, et même de croisées donnant dans l'intérieur de cet édifice. Si ce droit eût existé en même temps en faveur du curé, il en serait nécessairement résulté des conflits d'autorité. Celui-ci aurait pu vouloir accorder ce que celle-là aurait cru devoir refuser; c'eût été un antagonisme perpétuel qui eût entravé l'administration fabricienne. Il est donc rationnel de conférer ce droit à l'autorité seule que la loi a préposée à l'administration matérielle de l'église. Tel est assurément l'esprit de la législation.

Mais la fabrique pourrait-elle refuser la porte de communication dont il s'agit? Rigoureusement parlant, elle le pourrait, puisque c'est à elle seule que nous reconnaissons le droit d'ouvrir cette porte ou d'en autoriser l'ouverture. Mais il ne lui sera pas facile d'éluder la demande que le curé peut faire à ce sujet. Cette porte lui est en quelque sorte due, son existence est réclamée par un usage constant et non contesté : elle doit donc être accordée. D'ailleurs, si la fabrique refusait sans alléguer de raisons ou sans raisons sérieuses, sa conduite serait digne de blâme. Le curé, dans ce cas, pourrait en

écrire à l'évêque diocésain, qui, si la demande lui paraissait justifiée, serait autorisé à enjoindre à la fabrique d'avoir à se conformer à l'usage établi, dans l'intérêt de l'administration spirituelle de l'église.

Au surplus, cette fabrique ne pourrait alléguer qu'un motif, savoir : qu'elle n'a pas les ressources suffisantes pour subvenir à la dépense qui serait occasionnée par cette porte. Dans ce cas, elle n'est réellement pas obligée d'accéder à la demande du curé ; mais si elle n'exécute pas les travaux à ses frais, elle ne peut point ne pas lui laisser la faculté de le faire aux siens, sauf à en surveiller elle-même la confection.

On a soutenu que ce n'était point à la fabrique à faire ni à permettre cette ouverture, mais bien à la commune. Nous ne croyons pas que cette prétention soit fondée en droit. D'abord il nous semble qu'elle ne saurait être élevée, quand l'église est une propriété fabricienne. Dans ce cas la fabrique a tout droit sur l'église, comme propriétaire et comme autorité légale chargée de son administration. Il serait absurde de lui contester la faculté d'ouvrir une porte de communication entre cette église et le presbytère qui lui est contigu, lorsque cette porte lui a paru utile pour la surveillance et l'administration même de l'église. La question ne peut donc être soulevée que lorsque l'église est une propriété communale; mais encore, dans ce dernier cas, nous estimons que la faculté dont il s'agit appartient à la fabrique.

En effet, en admettant que les églises soient aux communes, il n'en est pas moins vrai que dans l'état actuel de la législation, ce sont les conseils de fabriques qui sont exclusivement investis du droit de veiller à leur conservation et à leur administration. Il est reconnu que si les fabriques n'ont point la propriété intrinsèque et absolue, elles ont sur cette propriété certains droits qui équivalent presque à la propriété elle-même ; elles ont le droit de disposer ces églises de la manière la plus convenable pour le service divin ; c'est dire qu'elles peuvent y faire tous les changements nécessités par ce service. Elles peuvent même faire plus. Aux termes du décret du 30 décembre 1809, elles sont autorisées à les aliéner dans quelques-unes de leurs parties. C'est ainsi qu'elles concèdent, à perpétuité, des places, des bancs, des chapelles, des monuments funèbres, et elles n'ont besoin pour cela que d'agir de concert avec l'autorité religieuse et d'obtenir l'autorisation du gouvernement. Nulle part l'intervention de la commune n'est requise pour ces sortes d'actes ; à plus forte raison ne doit-elle pas l'être , quand il s'agit d'actes moins importants, qui ne se réfèrent qu'aux dispositions intérieures de l'église, et qui, à ce titre, rentrent exactement dans les actes de jouissance et d'administration qui sont exclusivement réservés aux fabriques.

Il est donc manifeste que les communes ne pourraient s'interposer

dans le percement d'une porte jugée nécessaire dans l'église, sans sortir de la limite de leurs droits, sans se mettre à la place des fabriques, et sans usurper les attributions qui leur sont conférées.

Il en serait, toutefois, différemment si les travaux entrepris par la fabrique tendaient à détruire ou à amoindrir la propriété de l'église ou à menacer sa solidité. Dans ce cas l'intervention de la commune se conçoit, et l'on ne saurait la contester au fond, parce que, en définitive, elle a intérêt à ce que les changements opérés ne donnent point naissance à des travaux de reconstruction ou d'entretien dont le poids pourrait retomber sur elle, en vertu de l'art. 92 du décret du 30 décembre 1809. Mais d'après ce qui précède, ce droit ne saurait avoir pour elle d'autre effet que de lui permettre de surveiller la bonne exécution des travaux.

L'opinion que nous soutenons ici est celle qui a été émise dans une savante consultation délibérée par MM. Berryer, Hennequin, De Vatimesnil et plusieurs autres avocats de Paris, et insérée au *Journal des Conseils de fabrique*, tom. Ier, pag. 304. Il est vrai que postérieurement et à la date du 28 décembre 1835, il a été rendu par la Cour royale de Paris un arrêt qui a décidé la question dans un sens contraire. Mais, ainsi que le fait remarquer M. Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses* (4e édition), p. 153, cet arrêt ne consacre point les véritables principes ; il n'a rien de décisif et ne doit point par conséquent être suivi; il faut dire aussi que la Cour a plutôt jugé en fait qu'en droit, qu'elle a été influencée par des motifs particuliers, et qu'elle a moins cherché à faire une juste et rationnelle application des lois de la matière qu'à faire triompher l'esprit de taquinerie et d'opposition auquel le clergé était alors en butte.

Au reste, la doctrine consacrée par l'arrêt de la Cour royale de Paris aurait des conséquences inadmissibles ; elle porterait atteinte aux attributions légales des fabriques et soumettrait les actes les plus ordinaires de leur administration au bon plaisir du corps municipal. Or, ce résultat serait contraire aux principes posés par le décret du 30 décembre 1809 et dont il n'est pas permis de s'écarter.

Concluons donc, par ces divers motifs, que le curé ne peut, sans autorisation, ouvrir une porte de communication entre l'église et le presbytère contigus, ou séparés seulement par une cour ou un jardin, mais que la fabrique doit sur sa demande percer cette porte, toutes les fois que cela lui est possible, et que, soit pour percer cette porte, soit pour accorder l'autorisation de le faire, elle n'a pas besoin du concours du conseil municipal.

Les quêtes facultatives, faites dans certaines localités au profit des curés et desservants, peuvent-elles être remplacées par une allocation annuelle portée au budget communal en faveur de ces ecclésiastiques.

Cette question, sur laquelle nous avons été récemment consultés, s'est déjà présentée en 1845 ; elle fut alors soumise à MM. les mi-

nistres de l'intérieur et des cultes (MM. Duchatel et Martin du Nord), qui pensèrent l'un et l'autre qu'il y avait lieu de la décider négativement. C'est ce qu'ils firent par les deux lettres suivantes que nous nous contenterons de citer, la jurisprudence qu'elles ont établie n'ayant depuis subi aucune modification.

Lettre de M. le Ministre de l'intérieur à M. le Ministre des cultes, statuant que la proposition faite par un conseil municipal de remplacer la perception des droits curiaux et les quêtes facultatives par une allocation annuelle au budget communal ne doit pas être accueillie par l'administration supérieure.

Paris, le 11 février 1845.

« Monsieur et cher collègue, j'ai pris connaissance de la délibération que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer, le 24 octobre dernier, et par laquelle le conseil municipal de Brangues (Isère), d'accord avec le desservant de cette paroisse, demande l'autorisation de porter annuellement au budget communal une somme de 450 francs qui serait payée à cet ecclésiastique, en remplacement des quêtes et des droits d'oblations qui se trouveraient supprimés.

« Cette proposition a été l'objet d'un avis favorable de la part de M. le Préfet et de Mgr l'Évêque; mais, après l'avoir examinée, j'ai reconnu avec vous, Monsieur et cher collègue, qu'elle pourrait soulever de grandes difficultés.

« En effet, le droit de quête en faveur des curés, des desservants et autres prêtres en exercice, n'étant établi par aucune loi ni aucun acte du Gouvernement, ceux-ci ne peuvent réclamer de leurs paroissiens aucune rétribution, sous quelque forme que ce soit, au-delà du tarif diocésain, seul titre qu'ils puissent invoquer : ce tarif, dûment approuvé, fait loi entre les paroissiens et les pasteurs. Et si les premiers ne sont pas fondés à le contester ou à l'eluder, de leur côté les seconds ne pourraient légalement y substituer un mode de perception dont l'effet serait de rendre obligatoire pour tous les paroissiens ce qui ne doit être exigé que de quelques-uns seulement. Or, c'est ce qui arriverait, cependant, si les quêtes qui se font dans quelques localités suivant l'ancien usage, et qui sont tolerées, mais à titre purement volontaire, pouvaient être remplacées, de la part des conseils municipaux, par des allocations annuelles aux budgets communaux.

« Quant au vœu exprimé par le conseil municipal de Brangues, en ce qui concerne les droits curiaux qui sont établis par la loi du 18 germinal an X et par l'ordonnance épiscopale du 20 décembre 1803, il donnerait lieu aux mêmes inconvénients, dans les cas surtout, assez fréquents d'ailleurs, où, pour remplir ses engagements, la commune serait obligée de recourir à une perception de centimes additionnels, qui, étant subordonnée à la volonté des plus imposés, pourrait être l'objet d'un vote négatif; en sorte que l'administration supérieure serait dans la nécessité d'user de la faculté que lui confère l'article 39, § 4, de la loi municipale du 18 juillet 1837; mesure extrême qu'il importe de réserver pour les cas rentrant plus specialement dans les termes de cette loi.

« Je ne vois pas, dès-lors, qu'il soit possible d'accueillir la demande du conseil municipal de Brangues, et j'estime avec vous, Monsieur et cher collègue, qu'il n'y a pas lieu d'y donner suite.

« Ci-joint les pièces que vous avez bien voulu me communiquer. »

Lettre de M. le Ministre des cultes à M. le Préfet de l'Isère, relative au même sujet.

Paris, le 10 mai 1845.

Monsieur le Préfet, la commune de Brangues a voté, en faveur du desservant, une indemnité annuelle de 450 francs, en remplacement des quêtes et des droits d'oblations, qui se trouveraient supprimés. Mgr l'Évêque de Grenoble a été d'avis, en ce qui concerne le desservant, qu'il y avait lieu d'approuver le projet communal. Il a rendu, en conséquence, une ordonnance dans ce sens. En m'adressant ces diverses pièces, vous avez également proposé, monsieur le Préfet, d'approuver les arrangements proposés. J'ai dû, en raison de l'intérêt communal, communiquer ces pièces à M. le ministre de l'intérieur, qui vient de me les renvoyer avec ses observations. Mon collègue pense que, comme les quêtes sont facultatives et non obligatoires, il ne pourrait y avoir lieu d'en autoriser la suppression moyennant indemnité pour le desservant; que d'ailleurs les oblations n'étant dues au desservant que par les familles qui ont besoin de son ministère, il ne serait pas convenable de substituer à ces charges individuelles une charge qui pèserait sur la totalité des habitants. La nécessité de voter chaque année au budget communal l'indemnité de 450 francs lui a paru présenter aussi de graves inconvénients, parce que le conseil municipal pourrait ne pas être toujours disposé à maintenir les arrangements pris avec le desservant.

D'après ces motifs, M. le ministre de l'intérieur a été d'avis qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande du conseil municipal de Brangues. Indépendamment de ces motifs, d'autres encore semblent s'opposer à l'approbation de la mesure proposée. En effet, les frais à payer par les familles pour les diverses cérémonies religieuses qu'elles demandent ne sont pas attribués exclusivement au desservant. Une portion appartient à la fabrique; une autre aux membres du clergé et aux serviteurs de l'Église. Il ne serait point juste de supprimer le tout en indemnisant le desservant seulement. Si la perception des droits doit dès-lors continuer d'être exercée en partie, elle me paraît également devoir être conservée en ce qui concerne les droits curiaux.

En conséquence, je partage entièrement l'avis émis par mon collègue de l'intérieur, et je vous renvoie ci-joint le dossier de l'affaire, comme n'étant susceptible d'aucune suite.

J'adresse copie de la présente à Mgr l'Évêque de Grenoble.

Nous n'ajouterons rien à ces deux lettres, si ce n'est que la faculté qu'elles refusent aux conseils municipaux, et qui cependant pouvait avoir de grands avantages, ne leur enlève nullement celle que la loi leur confère, de voter en faveur de leurs pasteurs des suppléments de traitement quand ils le jugent à propos, et lorsqu'ils ont les ressources suffisantes pour le faire.

Administration Fabricienne.

TRAVAUX DES CONSEILS DE FABRIQUES ET DES MARGUILLIERS PENDANT LE MOIS DE JUILLET.

Conformément à l'article 10 du décret du 30 décembre 1809, les conseils de fabriques ont à se réunir en session ordinaire le premier dimanche de juillet, cette année, le 1er juillet.

La loi n'ayant pas déterminé les objets sur lesquels ces conseils doivent délibérer pendant cette séance, nous n'avons aucune indication particulière à leur rappeler relativement aux soins dont ils peuvent avoir à s'occuper. Nous les invitons à se reporter aux observations générales consignées dans nos précédentes livraisons et notamment dans celle du mois de mars (pag. 79 et suivantes).

Il est cependant un point de l'administration fabricienne sur lequel nous croyons devoir revenir, parce qu'il intéresse au plus haut degré les intérêts de l'Église, et que, d'ailleurs, il a réclamé de la part de plusieurs de nos abonnés quelques explications. Nous voulons parler des demandes en subvention que les fabriques dont les ressources ne suffisent pas à leurs besoins sont dans la nécessité d'adresser aux communes.

Nous avons dit que ces sortes de demandes devaient, autant que possible, être envoyées aux conseils municipaux, dans leur session du mois de mai, parce que c'est à cette époque qu'ils dressent le budget communal. Mais cela n'est point de rigueur, et si cet envoi n'a pu être fait, soit parce que le budget de la fabrique n'est pas revenu assez à temps de l'évêché, soit parce que les fabriques, manquant de quelques-unes des pièces justificatives, ont vu la session du conseil municipal se fermer avant d'avoir pu les produire, soit parce que depuis Quasimodo de nouveaux besoins ont surgi, ces fabriques n'en doivent pas moins poursuivre leurs demandes, comme si le budget de la commune n'était point voté; car, de ce que les allocations demandées n'ont pu être votées au mois de mai par le conseil municipal, il ne s'ensuit pas qu'elles doivent être ajournées à l'année suivante et à la même session. Il est vrai que plusieurs conseils municipaux ont élevé cette prétention, et quelques fabriques ont cru qu'elles devaient accepter cet ajournement comme nécessaire et comme légal. Mais cette manière de procéder ne repose sur aucune disposition législative; elle est inadmissible, parce qu'elle entraverait presque toujours l'administration de l'église. Les fabriques peuvent réclamer la subvention qui leur est nécessaire à quelque époque de l'année que ce soit, et cette subvention peut incontestablement être votée par le conseil municipal, postérieurement à la clôture du budget communal.

En effet, d'après les règles de la comptabilité communale, établies par l'ordonnance du 1er mars 1835, et la circulaire du ministre de l'intérieur, du 26 avril suivant, l'exercice reste ouvert pendant tout le cours de l'année et pendant les trois premiers mois de l'année suivante. Par conséquent, le conseil municipal peut allouer à la fabrique une subvention, non-seulement depuis la confection du budget de l'exercice auquel cette subvention doit s'appliquer, mais encore pendant tout le cours de l'année de cet exercice, et, en outre, jusqu'au 15 mars de l'année suivante. Ainsi, si le conseil municipal n'a pas voté sur cette subvention dans la session de mai, en dressant son budget, il peut la voter ou dans sa session du mois d'août, ou dans celle du mois de novembre, ou encore dans une réunion extraordinaire qui serait tenue avant le 31 décembre, parce que ce n'est qu'à la fin de ce mois que le préfet donne son approbation au budget. Enfin, il peut la voter pendant tout le cours de l'année de l'exercice, et jusqu'au 15 mars de l'année suivante. Dans ces divers cas, l'allocation formera un crédit additionnel, ou sera portée au budget

supplémentaire de la commune ; mais peu importe, elle n'en sera pas moins votée pour l'exercice pour lequel elle a été demandée.

Ainsi, les fabriques ont, à cet égard, une grande latitude, mais il y aurait pour elles quelque inconvénient à ne pas saisir les premières sessions des conseils municipaux. Si donc, parmi celles qui sont obligées d'avoir recours à la commune, il s'en trouve quelques-unes qui n'ont point encore adressé au maire leur demande de subvention, avec leur budget et autres pièces à l'appui, nous les engageons à le faire, afin que ces conseils puissent en délibérer dans leur session du mois d'août.

Ce que nous venons de dire pour les demandes en subvention s'applique à toutes celles que les fabriques peuvent avoir à former dans leur intérêt, et sur lesquelles les conseils municipaux sont appelés, d'après la législation, à voter ou à donner leur avis.

Les marguilliers ont également à se réunir en séance mensuelle (art. 22 du décret du 30 décembre 1809). Dans cette séance du mois de juillet, le trésorier est tenu de leur présenter un bordereau signé de lui et certifié véritable, de la situation active et passive de la fabrique pendant les trois mois précédents : ce bordereau doit être signé de ceux qui ont assisté à l'Assemblée, et déposé dans la caisse ou armoire de la fabrique, pour être représenté lors de la reddition du compte annuel (art. 34 du décret précité).

Dans la même séance, le bureau des marguilliers doit déterminer la somme nécessaire pour les dépenses courantes du trimestre suivant (même art.) Si le trésorier n'a pas cette somme dans les mains, ce qui manque est extrait de la caisse, comme aussi, s'il a quelque excédant de fonds, cet excédant doit être versé dans ladite caisse (art. 53, même décret).

L'attention de MM. les marguilliers doit, en outre, se porter sur le service des fondations. Aux termes de l'art. 26 du décret du 30 décembre 1809, ils sont chargés de veiller à ce que toutes ces fondations soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs, sans que les sommes qui en proviennent puissent être employées à d'autres charges. Un extrait du sommier des titres contenant celles qui doivent être desservies pendant le cours du trimestre doit être affiché dans la sacristie, au commencement de chaque trimestre, avec les noms du fondateur et de l'ecclésiastique chargé d'acquitter chaque fondation.

D'après le même article, il doit être rendu compte à la fin de chaque trimestre, par le curé ou desservant, au bureau des marguilliers, des fondations acquittées pendant le cours du trimestre.

Chronique.

Décrets votés par l'Assemblée

L'Assemblée législative a voté le décret relatif à la mise en état de siége de Paris et de toute la circonscription comprise dans la première division militaire (13 juin), et celui portant interdiction des clubs et réunions politiques pendant un an (19 juin).

Elle a émis plusieurs autres votes, notamment ceux relatifs à la nomination de son président, M. Dupin aîné ; de ses vice-présidents et secrétaires ; à la vérification des pouvoirs de ses membres; aux interpellations sur les affaires d'Italie ; au rejet du nouvel acte d'accu-

sation déposé par la Montagne contre le président de la République et les ministres ; à sa permanence ; et enfin aux diverses demandes d'autorisation de poursuites contre plusieurs représeptants compromis dans les derniers événements.

C'est le 6 juin que le message du président de la République a été présenté à l'Assemblée législative. Cet acte contient l'exposé sommaire de l'état général des affaires du pays. Il en résulte qu'à l'intérieur, si nous ne sommes pas dans une position extrêmement prospère, notre situation est au moins rassurante et doit faire concevoir les plus belles espérances pour l'avenir. Pour ce qui regarde l'extérieur, les meilleures relations existent entre nous et les puissances étrangères. Quant aux affaires d'Italie, où la question qui s'agite est encore plus religieuse que politique, le message fait connaitre que l'Autriche et le roi de Naples, ayant résolu de réintégrer le pape dans ses États, la France fut mise en demeure de s'expliquer si elle entendait coopérer à ce rétablissement. Le Gouvernement, qui pouvait s'associer à l'action des puissances coalisées, a préféré marcher seul : mais il avoue franchement avoir agi dans la prévoyance que sa présence à Rome pouvait avoir pour resultat le retour de Pie IX dans cette capitale. Cette déclaration ne peut que faire beaucoup d'honneur au Gouvernement : nous nous en emparons comme d'un heureux présage pour l'avenir.

Le 13 de ce mois, la société a encore été sérieusement menacée. L'appel aux armes, lancé du haut de la tribune par le représentant Ledru-Rollin, a été entendu : et nous avons eu une véritable insurrection.

Ce sont les affaires d'Italie qui, cette fois, ont servi de prétexte aux factieux. Comme toujours, l'insurrection s'est annoncée par une démonstration pacifique. Il s'agissait de protester contre la politique suivie à Rome par le Gouvernement, et contre la prétendue violation de la Constitution qui en était la suite.

Mais l'autorité, qui est au fait de cette tactique, était sur ses gardes. A peine la colonne qui s'était formée sur le boulevard, et qui pouvait compter 25 à 30 mille hommes, était elle en marche, qu'elle est attaquée résolument par la garde nationale et l'armée. La cavalerie se précipite au galop sur les masses, et, comme un ouragan, les emporte et les disperse. En moins d'une demi-heure, toute la ligne des boulevards qui s'étend de l'église de la Madeleine à la place de la Bastille est balayée, et la circulation des citoyens paisibles est complétement rétablie.

Dans le même temps, les citoyens Ledru-Rollin, Boichot, Rattier et environ 60 représentants de la Montagne, soutenus par 200 hommes environ de l'artillerie de la garde nationale de la Seine, se constituent en Convention nationale, au Conservatoire des Arts et Metiers. Pour les protéger, des barricades s'élèvent sur divers points; mais l'énergie de la force armée impose aux anarchistes. La population, sur laquelle ils comptaient, reste sourde à leur appel aux armes, et les barricades sont emportées à la baïonnette. Ceux qui les défendaient et qui, les premiers, avaient fait feu sur la garde nationale et sur l'armée, sont dispersés ou arrêtés, après avoir vu tomber quelques-uns des leurs. Le Conservatoire des Arts est envahi, et plusieurs de ceux qui s'y étaient installés sont faits prisonniers : mais les principaux meneurs, tels que les représentants Ledru-Rollin, Boichot et Rattier,

avaient eu le temps de s'évader. Les anarchistes, se voyant ainsi battus, et continuant à ne trouver aucun écho dans la population véritablement laborieuse, n'opposèrent bientôt plus de résistance. Quelques tentatives de barricades furent encore faites dans quelques quartiers, mais elles furent bientôt abandonnées. Les forces militaires avaient été dirigées par le général Changarnier avec tant de promptitude et d'habileté, qu'avant 5 heures du soir elles occupaient les principaux points de Paris, et que désormais toute résistance était impossible

Le lendemain, la ville était parfaitement calme, et n'a point, d'ailleurs, cessé de l'être depuis ce moment.

Cette nouvelle insurrection a donné lieu à plusieurs mesures de sûreté publique. L'artillerie de la garde nationale, dont un certain nombre de membres avaient trahi leurs devoirs et la cause de l'ordre, a été licenciée. Paris a été mis en état de siége. Les journaux rouges, qui avaient proclamé l'appel aux armes, ont été suspendus. Un grand nombre d'arrestations ont été faites parmi leurs rédacteurs et parmi les insurgés. Quelques représentants ont également été arrêtés, et, sur la demande du procureur-général de la République, la Chambre a autorisé la mise en accusation de plusieurs autres Les poursuites contre les divers inculpés sont dirigées avec une grande activité, et l'on assure que, d'ici au mois d'août prochain, la haute cour qui doit les juger sera convoquée à Versailles.

On a dit que l'insurrection qui a éclaté à Paris était concertée dans toute la France : c'est un fait indubitable. Les tentatives d'émeute qui ont eu lieu à Reims, à Bordeaux, à Dijon, à Toulouse, et surtout à Lyon, ne le prouvent que trop. Dans cette ville, qui est présentement en état de siége, le sang a coulé avec abondance, et il a fallu canonner les maisons pour se rendre maître de l'insurrection. Grâce au ciel, toutes les mesures de l'autorité légale lui ont réussi pour ramener la tranquillité; et si nous avons eu le malheur de voir couler le sang de nos frères, nous avons aussi la consolation de penser que cette nouvelle victoire de l'ordre sur l'anarchie contribuera à consolider les bases de notre société, qui ont déjà été tant de fois si effroyablement ébranlées.

Les négociations entamées entre notre ambassadeur et le Triumvirat romain n'ont point eu le résultat qu'on en attendait; grâce à M. de Lesseps, elles n'ont servi qu'à embrouiller les choses, et qu'à faire perdre à notre expédition un temps précieux. La meilleure diplomatie, en cette matière, et avec de pareilles gens, est celle dont disposait le général Oudinot. Du reste, le temps perdu a été promptement réparé. Les hostilités ont été recommencées le 4 juin. La tranchée est ouverte devant Rome, et depuis le 13, le canon tonne, peut-être avec encore plus de regret que de fracas, contre ces murs vénérés, mais devenus infidèles. Le siége ne peut pas être long, la ville étant en partie cernée, et les communications interrompues avec la campagne. Une brèche profonde a été pratiquée, et les remparts sont foudroyés dans une longueur de plus de 100 mètres. L'assaut a été donné le 22. Mais l'entrée de nos soldats doit se faire avec beaucoup de précaution, car les démagogues, dans la prévision de ce qui arrive, ont dit-on, miné tous les édifices publics et un grand nombre de rues. Toutes les précautions ont d'ailleurs été prises par le général en chef pour éviter ce nouveau guet-à-pens, et pour que la ville et ses monuments aient le moins possible à souffrir d'un siége que nous avons voulu épargner aux Romains, mais que leur trahison a rendu nécessaire pour l'honneur de nos armes.

Les Autrichiens agissent toujours dans les légations. Ils se sont emparés

de Forli, de Pérouse, de Lorrette et de Sinigaglia. A mesure qu'ils prennent possession du pays, ils s'empressent d'y relever les armes pontificales et de le remettre aux hommes les plus dévoués pour l'administrer au nom de Pie IX. Ils ont bombardé Ancône, mais cette ville ne leur a point encore ouvert ses portes.

Les troupes napolitaines, par suite de quelques obstacles qu'elles ont éprouvés, n'ont fait aucun mouvement en avant. Quant à l'expédition espagnole, qui compte maintenant plus de 6,000 hommes, elle est toujours remplie du plus vif enthousiasme pour la cause qu'elle vient défendre, et elle marche, accompagnée d'un commissaire pontifical, Monseigneur Bérardi.

Ces forces ne doivent toutefois prendre aucune part aux opérations du siége poursuivi par l'armée française.

La prétendue République romaine en est déjà venue à dévorer ses propres enfants. Les gardes civiques qui paraissent avoir perdu confiance dans leurs gouvernants, ne se battent plus qu'avec découragement ou refusent même de se battre; les triumvirs en ont fait fusiller patriotiquement plus de trente qui refusaient de tirer sur les Français. Il suit de là que, si les défenseurs sérieux de Rome sont ébranlés dans leur patriotisme, les bandes de Garibaldi se trouvent constituer la principale force matérielle et morale du triumvirat.

Or, voici ce dont elles sont capables. C'est une correspondance de Naples qui, parmi les atrocités qu'elles commettent journellement contre le clergé, la religion et les monuments religieux, nous rapporte les suivantes :

A Palestrina, ces hordes sauvages et sacrilèges ont envahi les églises; et là les saintes hosties, arrachées des tabernacles, ont été foulées aux pieds ou attachées aux chapeaux, au-dessus des cocardes; les vases sacrés ont servi aux usages les plus immondes, et les saintes huiles ont été employées à l'assaisonnement des mets.

Depuis des siècles l'on n'avait vu de si lamentables horreurs: avec de pareils hommes, Mazzini et ses complices ont-ils véritablement eu l'espoir de faire vivre leur république ?

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

La consécration de M. l'abbé Caverot, nommé évêque de Saint-Dié, a eu lieu à la métropole de Besançon, le dimanche 24 juin courant. Le prélat consécrateur était monseigneur l'archevêque.

— M. l'abbé Pie, dont nous avons annoncé la nomination à l'évêché de Poitiers, avait refusé par deux fois ce poste éminent, alléguant que sa mauvaise santé et sa grande jeunesse, 34 ans, ne lui permettraient pas de le remplir. Il a fallu de vives instances pour vaincre sa modestie. M. Pie, originaire du diocèse de Chartres, a fait des études brillantes au petit séminaire de Saint-Chéron, quoique la faiblesse de sa complexion le forçât à s'interdire toute espèce de travail pendant des mois entiers. Il fit sa philosophie et sa théologie au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris. Ordonné prêtre à Chartres au mois de mai 1839, il remplit pendant cinq ans et demi les fonctions de vicaire de la cathédrale, et, en 1845, monseigneur l'évêque de Chartres le choisit pour son grand-vicaire. Ses sermons à la cathédrale et dans son diocèse, son magnifique éloge de Jeanne d'Arc, à Orléans; son panégyrique de saint Louis, à Blois; ses stations dans plusieurs villes voisines; quelques sermons de charité prêchés à Paris, lui ont créé une réputation justement méritée. Tel est le jeune prélat que la ille de Chartres lègue au siége des Hilaire et des Fortunat.

— Des prières publiques ont été ordonnées à Paris, par monsei-

gneur l'archevêque, pour la cessation de l'épidémie régnante. A la fin de la neuvaine, qui a eu lieu à cet effet, la châsse de sainte Geneviève a été portée processionnellement dans tout le pourtour de l'antique basilique de Notre-Dame. Une multitude immense était accourue de la ville et de la campagne pour assister à cette pieuse cérémonie.

Des prières semblables ont été prescrites dans le diocèse d'Orléans, dans celui de Rennes et dans quelques autres encore.

Cet appel à la foi et à la piété a eu déjà le plus heureux résultat. La confiance des populations s'est ranimée, et le fléau a perdu beaucoup de son extension.

L'autorité ecclésiastique a cru aussi, à Paris, devoir suspendre pendant les ravages du choléra, la loi de l'abstinence pour les vendredis et samedis de chaque semaine; ce qui a été également fait dans les diocèses d'Amiens et de Soissons.

— Les processions de la Fête-Dieu ont eu lieu, cette année, dans toute la France, avec toute la pompe que comportent ces cérémonies sacrées. Nous n'avons point appris qu'elles aient été suspendues là où elles ont été faites jusqu'à présent.

—La rénovation des Facultés de théologie catholique a excité les préoccupations de l'Assemblée nationale et du gouvernement, et le message du président de la République a annoncé qu'une commission a élaboré un projet sur cette délicate question qui touche aux intérêts les plus élevés de la religion. Nous le recueillerons aussitôt qu'il sera connu, pour le porter à la connaissance de nos lecteurs.

M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes, a déposé un projet de loi qui était bien impatiemment attendu. C'est le projet de loi sur l'instruction primaire et sur l'instruction secondaire. Nous le publierons aussi ultérieurement.

— En dépit du décret de l'Assemblée constituante de Francfort, qui bannit à perpétuité les Ligoriens du territoire de l'empire qui est à naître, deux prêtres de cette sainte congrégation viennent d'arriver à Cologne et se sont établis chez le curé de Saint-Castor. Il sera curieux de voir si l'Assemblée de Francfort, ou le gouvernement prussien, fort de ce décret, osera procéder à des voies de violence pour donner force à sa loi. Dans les circonstances actuelles, ce serait assurément un acte de haute témérité.

— Nous apprenons avec une vive satisfaction la nomination à l'épiscopat de M. Masson, missionnaire au Tonquin. Originaire de Saint-Clément (Meurthe), ce bon prêtre, depuis longues années, dans les missions de la Chine et du Tonquin, a rendu d'immenses services à la religion. Il a traversé des moments difficiles au milieu des persécutions cruelles dont il a failli plusieurs fois être victime. Son mérite éminent l'avait fait désigner, à différentes reprises, pour l'épiscopat, honneur qu'il avait toujours décliné, mais qu'il s'est enfin décidé à recevoir, dans l'espérance de pouvoir faire encore plus de bien.

—Le concile des prélats catholiques vient de s'assembler à Baltimore. Après une séance publique et solennelle dans la cathédrale, les prélats ont tenu, durant toute la semaine, deux séances par jour à la résidence archiépiscopale. Le matin, les évêques seuls assistaient aux délibérations; mais, dans l'après-midi, quelques théologiens y étaient admis. Une des principales questions qui ont dû être réglées dans cette réunion est celle des limites du diocèse de Saint-Louis.

— Mgr de Ratisbonne ayant pris l'initiative de la convocation des synodes diocésains décrétés par la réunion épiscopale de Wurtzbourg, celui de son diocèse a été ouvert le 5 de ce mois. Tous les prêtres avaient été invités à lui faire parvenir, avant cette ouverture, l'exposé de leurs vœux et des propositions qu'ils auraient l'intention de soumettre dans cette assemblée.

— Le maréchal Bugeaud, duc d'Isly, a été emporté, le 10 de ce mois, par une attaque de choléra. Il était âgé de soixante quatre ans. Ses derniers moments ont été ceux d'un véritable chrétien, et ont fait l'édification de tous ceux qui l'ont approché Il a été assisté par M. l'abbé Sibour, ex-représentant, et actuellement vicaire-général du diocèse de Paris. Le maréchal Bugeaud, qui a gagné ses galons de caporal à Austerlitz, a été inhumé aux Invalides. La mort de cet illustre capitaine a été une cause générale de deuil pour l'armée, pour le gouvernement et pour tous les citoyens honnêtes, qui avaient trouvé en lui un des plus courageux défenseurs de l'ordre public.

— Un arrêté du président de la République en date du 16, convoque pour le 8 juillet prochain divers colléges électoraux, à l'effet de procéder au remplacement des représentants dont les options, décès, démissions ou annulations d'élections ont été régulièrement notifiés.

— Mgr. Parisis, évêque de Langres, vient de publier une seconde série de *cas de conscience*. Cette nouvelle brochure du docte et zélé prélat porte le titre suivant : LA DÉMOCRATIE *devant l'enseignement catholique*. On sait que tous les théologiens de France n'ont pas tous apprécié de la même manière les premières décisions politiques et religieuses de l'éloquent auteur des *cas de conscience ;* mais tous les catholiques aussi bien que les hommes politiques se sont accordés à honorer les intentions et l'auguste caractère de l'illustre prélat. Nous sommes heureux de citer ce passage du chapitre préliminaire de la remarquable brochure que nous annonçons ; il y a là autant de sagesse que d'excellents à-propos dans ces lignes qui expriment comme le fond de la pensée du célèbre écrivain :

« Assurément, dit monseigneur Parisis, plus que personne nous rendons justice à la pureté d'intention des catholiques qui ont, depuis la révolution de Fevrier, identifié le christianisme avec la démocratie ; ils ont cru sincèrement que c'était une bonne fortune pour la religion. Leur plus grand tort est peut-être d'avoir pensé que l'Église de Jésus-Christ avait besoin, dans nos temps modernes, d'être appuyée sur le système politique auquel ils présument qu'appartient l'avenir des peuples, oubliant que l'Église, divinement fondée, n'a besoin pour se soutenir d'aucun système humain ; qu'elle ne pense pas plus vouloir désormais s'appuyer sur la démocratie, qu'elle n'a pu vouloir autrefois s'appuyer sur la monarchie; que les républiques, aussi bien que les rois, seraient coupables si elles pensaient que c'est sur elles que la religion repose, puisque même sous la loi figurative, Dieu punissait, en le frappant de mort, celui qui voulait, de son bras de chair, soutenir l'arche sainte.

« Quoi qu'il en soit, au milieu du fracas de tant de ruines, du soulèvement de tant de projets, du tumulte de tant d'opinions opposées dans lesquelles l'Evangile est invoqué si hautement et si contradictoirement, nous avons cru entendre l'apôtre nous adresser ces paroles : *O Timothee, Spiritum custodi;* c'est pour cela que nous élevons la voix. »

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. IMPRIMÉS

Actes officiels.—Législation.

Loi portant fixation du budget des dépenses du ministère des cultes, pour l'exercice 1849. (Bulletin 149, n° 1257.)

12 avril 1849.

L'Assemblée nationale a adopté, et le président de l'Assemblée promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. UNIQUE. Des crédits sont ouverts au ministère des finances sur l'exercice 1849 (*Budget du ministère des Cultes*), jusqu'à concurrence de la somme de quarante millions sept cent quarante-six mille quatre cent quatre-vingt-treize francs (40,746,493 fr.), conformément à la partie de l'état A. ci annexée.

ÉTAT A (suite du Budget).

NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS.
Ministère de l'Instruction publique et des Cultes.		
Administration centrale.		
1. Personnel des bureaux des cultes...	169,900	
2. Matériel et dépenses diverses des bureaux des Cultes.....	25,000	226,795
3. Subvention au fonds de retraites des employés des cultes.....	31,895	
Culte catholique.		
4. Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.....	1,047,000	
5. Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial (1).....	32,009,250	
6. Chapitre de Saint-Denis.....	57,000	
7. Bourses des séminaires.....	1,000,000	
8. Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.....	765,000	
9. Dépenses du service intérieur des édifices diocésains.....	417,000	38,642,250
10 Entretiens, acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains.....	1,700,000	
11. Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.	1,000,000	
12. Secours à divers établissements ecclésiastiques.....	92,000	
13. Dépenses accidentelles.....	5,000	
14. Restauration de la cathédrale de Paris (loi du 7 juillet 1845).....	550,000	
A reporter.....	38,869,045	

(1) Les prêtres desservants, âgés de soixante et quinze ans, ayant exercé leur ministère pendant trente ans, jouiront du même traitement que les curés de deuxième classe.

Report.....		38,869,045
Cultes non catholiques.		
15. Dépenses du personnel des cultes protestants.....	1,163,550	
16. Dépenses du matériel des cultes protestants.....	84,000	1,381,250
17. Frais d'administration du directoire gén. de la confession d'Augsbourg.	10,000	
18. Dépenses du culte israélite.....	123,700	
19. Dépenses des cultes en Algérie.....		392,198
» (*Supplém.*) Culte en Algérie.....		104,000
20. Dépenses des exercices clos.....		MÉMOIRE.
TOTAL.....		40,746,493

Arrêté du Président de la République relatif aux augmentations de traitements accordées au budget de 1849 en faveur des desservants des succursales (1).

Au nom du peuple français, le Président de la République française, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la loi de finances du 12 avril 1849, portant ouverture des crédits nécessaires aux dépenses des divers services des cultes, pendant la même année;

---

(1) Le traitement des desservants a subi, depuis la loi du 18 germinal an X, plusieurs variations et augmentations successives. D'après l'art. 68 de cette loi, les desservants et vicaires choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés n'avaient d'autre traitement que le montant de leur pension et le produit des oblations qui pouvaient leur être faites. Deux ans plus tard, en l'an XII, le gouvernement reconnut la nécessité de les doter, et il leur fut alloué une somme de 500 fr. En 1816, ce traitement fut porté à 600 fr. (ordonnance du 16 juin 1816) ; puis à 700 et à 800 fr. pour les septuagenaires (ordonnance du 9 avril 1817); puis à 750 et à 900 fr. pour les septuagenaires (ordonnance du 20 mai 1818); puis à 900 fr. pour les sexagenaires et à 1,000 fr. pour les septuagénaires, et à 800 fr. pour les autres (ordonnance du 6 janvier 1830) ; enfin à 900 fr. pour les desservants âgés de 50 ans (loi du 8 août 1847). Telle était la position des desservants, lorsqu'est venue la loi du 12 avril avec le crédit qui a permis d'ajouter à leur traitement les légères augmentations consignées dans le présent arrêté. Nous disons «légères» augmentations, car 50 fr. de plus pour les desservants âgés de moins de 50 ans, n'amélioreront pas beaucoup leur sort. Il est évident qu'à leur égard le vote de l'Assemblée Constituante n'a consacré qu'une demi-mesure, et que cet état de choses appelle de nouveau l'attention du gouvernement. D'ailleurs aucune allocation n'a été faite en faveur des chapelles vicariales. Nous avons encore plus de 6,000 prêtres qui ne reçoivent du trésor que 350 fr.; ces 350 fr. joints aux 250 ou 300 fr. alloués par les communes donnent pour chaque chapelain un traitement de 600, de 650 ou 700 fr. au plus. Il est impossible de nier l'insuffisance de cette allocation. Aussi nous espérons que l'Assemblée législative, dans le budget de 1850, s'empressera d'apporter quelque changement favorable à une situation si précaire.

Considérant que cette loi comprend une augmentation destinée à améliorer le sort des desservants des succursales;

Arrête :

Art. 1. A compter du 1er janvier 1849, les traitements des desservants des succursales sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Douze cents francs pour les desservants de soixante-quinze ans et au-dessus;

Onze cents francs pour les desservants de soixante-dix à soixante-quinze ans ;

Mille francs pour les desservants de soixante à soixante-dix ans;

Neuf cents francs pour les desservants de cinquante à soixante ans ;

Huit cent cinquante francs pour les desservants au-dessous de cinquante ans.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 17 avril 1849.

Signé : L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,

Signé : FALLOUX ;

Pour ampliation,

Le directeur-général de l'administration des Cultes,

E. DURIEU.

A l'occasion de cet arrêté, M. le directeur général de l'administration des cultes a adressé à NN. SS. les Archevêques et Évêques la circulaire suivante :

CIRCULAIRE (N° 37) *relative aux augmentations de traitement accordées au budget de 1849 en faveur des desservants des succursales* (1).

Paris, le 25 juin 1849.

Monseigneur, la loi du 12 avril dernier, qui a fixé le budget des cultes de 1849, a accordé plusieurs augmentations de crédits pour améliorer le sort des desservants des succursales. J'ai l'honneur de vous informer que, par arrêté en date du 17 avril, Monsieur le Président de la République a réglé de la manière suivante les nouvelles allocations portées au budget en faveur de ces ecclésiastiques (Voy. l'art 1er de l'arrêté ci-dessus).

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien faire connaître à MM. les desservants de votre diocèse ces dispositions, qui sont une nouvelle preuve du bienveillant intérêt du gouvernement.

---

(1) Deux circulaires sur le même objet ont été adressées aux préfets, à la date des 25 avril et 2 juillet. Mais comme elles ne diffèrent point de celle que nous venons de reproduire, nous nous contenterons de les mentionner.

Les ecclésiastiques qui auront droit à un supplément de traitement en raison de leur âge ne pourront l'obtenir qu'après avoir produit leur acte de naissance. Il importe qu'ils remplissent le plus tôt possible cette formalité indispensable.

Je vous ferai remarquer, Monseigneur, en ce qui concerne spécialement les desservants âgés de soixante-quinze ans et au-dessus, qu'aux termes de la loi précitée du 12 avril, ils doivent, indépendamment de la condition d'âge, justifier qu'ils ont exercé le saint ministère pendant trente ans pour jouir du traitement de 1,200 francs. Ces desservants auront donc à vous transmettre un état de leurs services pour que vous puissiez le certifier et le revêtir de votre visa.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général de l'Administration des Cultes,

E. Durieu.

Budget de l'Instruction publique.

Nous avons pensé qu'on ne lirait pas sans intérêt le rapport sur le budget de l'Instruction publique de cette année. Cet acte, qui est dû à M. Corne, renferme un grand nombre de documents utiles à connaître, documents qui deviendront même précieux par suite des changements qui vont être opérés dans le régime universitaire. Il restera comme un souvenir du passé, et comme devant servir d'élément de comparaison pour apprécier le nouveau régime que le projet de loi de M. de Falloux nous promet.

Au reste, personne ne conteste que la question de l'organisation de l'enseignement public ne soit en quelque sorte inhérente à la question religieuse. Il est impossible, au point de vue social, de les concevoir séparées l'une de l'autre. D'ailleurs, la question des facultés de théologie y est longuement traitée, et n'est pas une de celles qui intéressent le moins le clergé. Nous ne croyons donc point dépasser les limites de notre cadre, en reproduisant un acte qui a une liaison si intime avec les matières qui doivent spécialement entrer dans la composition de notre recueil.

Rapport fait par M. Corne au nom de la commission du budget, sur les dépenses du ministère de l'instruction publique (1).

Messieurs, les crédits demandés au budget de 1849 pour les dépenses de divers services de l'instruction publique s'élèvent à la somme totale de 20,760,318 fr.

---

(1) La discussion sur ce rapport a été ouverte le 6 avril et s'est continuée le 9 suivant. C'est dans cette dernière séance qu'il a été voté sur l'ensemble du budget. Voyez le *Moniteur* des 28 mars, 6 et 9 avril.

En rapprochant ce chiffre de celui du budget rectifié de 1848, on remarque tout d'abord une différence au désavantage de l'exercice de 1849.

1849.....	20,760,318
1848.....	19,070,039
Différence.....	1,690,281

Mais cette augmentation est plus apparente que réelle. Elle s'explique : 1° par la raison que divers crédits votés en 1848 n'ont été portés au budget de cet exercice que pour une partie de l'année, et qu'ils exigent un complément pour l'exercice entier de 1849 ; 2° parce qu'il y a lieu de déduire de cet excédant les crédits pour les services de l'instruction publique en Algérie, transportés pour la première fois du département de la guerre à celui de l'instruction publique ; 3° parce que plusieurs portions de crédits non employées sur les exercices antérieurs ont été reportées pour ordre à l'exercice 1849.

Personne ne pense à contester les nécessités de l'ordre le plus élevé auxquelles répondent les allocations du budget de l'instruction publique. Mais, en l'état de nos finances, il était du devoir de la commission de soumettre à l'examen le plus attentif chacun des services de l'instruction publique, pour leur appliquer les règles d'une stricte économie. La commission s'est acquittée de ce devoir. Elle est en mesure de signaler quelques réductions à opérer ; elle a reconnu l'utilité de réorganiser sur une base meilleure quelques-uns des services universitaires ; mais, sous le point de vue financier, les résultats de son travail ne pouvaient conduire à d'importantes économies ; il ne lui appartenait pas de contrarier le mouvement généreux qui a porté l'Assemblée nationale à décréter la gratuité de l'enseignement dans nos écoles spéciales ; à améliorer le sort des instituteurs et institutrices ; à donner un nouvel élan à l'instruction primaire destinée à mettre partout les plus pauvres citoyens au niveau des droits qu'ils sont appelés à exercer. Sous peine de faire rétrograder la marche intellectuelle d'un grand peuple, il n'est pas possible de restreindre notablement les dotations à l'aide desquelles les hautes études sont encouragées et soutenues, et l'instruction élémentaire rendue accessible à tous.

CHAP. I. *Administration centrale* (Personnel).

Crédit demandé.....	405,900
Réduction proposée.....	36,650
Reste.....	369,250

Le personnel de l'administration centrale s'était constamment accru dans les dernières années de la monarchie. Il a subi, depuis la révolution de Février, quelques réductions. Néanmoins, il a paru à la commission que le nombre de 123 employés était encore au-dessus des besoins réels. Elle en propose, en conséquence, la réduction.

Le ministère de l'instruction publique possède quelques milliers de volumes. Dans les dernières années de la monarchie on a jugé bon de créer pour la conservation de cette bibliothèque une fonction spéciale de bibliothécaire, à la rétribution de 4,000 fr. Le bibliothécaire, il est vrai, était, en outre, chargé des souscriptions aux ouvrages littéraires et scientifiques faites sur les fonds du ministère de l'instruction publique, et à la réception du dépôt légal des livres. Mais la commission a pensé que ces diverses attributions pouvaient parfaitement rentrer dans celles du chef du secrétariat. Elle propose la suppression de l'emploi spécial de bibliothécaire.

(La réduction proposée par la commission a été adoptée par l'Assemblée.)

CHAP. II. *Administration centrale* (Matériel).

Crédit demandé.....	101,000
Réduction proposée.....	13,000
Reste.....	88,000 (adopté).

CHAP. III. *Conseil de l'université et inspecteurs généraux.*

Crédit demandé.....	231,000
Réduction proposée.....	27,000
Reste.....	204,000

L'Assemblée nationale, par le vote du budget rectifié de 1848, avait fait sur ce chapitre diverses réductions dont il n'a été qu'en partie tenu compte dans les propositions du budget de 1849. Ces réductions portaient : 1° sur le traitement du chancelier de l'université (de 15,000 à 12,000 fr.), réduction 3,000 fr. ; 2° sur les traitements de douze inspecteurs généraux (de 8,000 à 6,000 fr.), réduction 24,000 fr. ; 3° sur les frais de tournée des inspecteurs généraux (de 72,000 à 30,000 fr.), réduction 42,000 fr.

Le projet du budget pour 1849 rétablit le traitement du chancelier à..... 15,000 fr.
Augmentation..... 3,000
Celui de chacun des douze inspecteurs-généraux à 8,000
Augmentation sur l'ensemble... 24,000
Enfin il rehausse l'article des frais de tournée à... 50,000
Augmentation..... 20,000

Quant aux traitements rehaussés, la commission ne peut accepter cette dérogation aux votes récents de l'Assemblée nationale, alors que tout nous impose plus que jamais la loi d'une sévère économie. Elle accorde les 50,000 fr. de frais de tournée demandés, en raison de ce que ces frais ne devront être payés que sur état, et que les excédants feront retour au trésor public.

(La réduction proposée par la commission a été rejetée, et le chiffre demandé par le gouvernement adopté.)

CHAP. IV. *Services généraux de l'Université.—École normale.*

Crédit demandé.....	246,100
Réduction proposée.....	15,000
Reste.....	231,100

L'importance de l'école normale comme institution et comme partie prenante au budget a déterminé la commission à en faire l'objet d'un chapitre distinct. Elle a trouvé exorbitant le nombre des maîtres et fonctionnaires attachés à cet établissement.

Pour cent vingt élèves, il n'y a pas moins de : trois directeurs et sous-directeurs ; vingt-deux maîtres de conférences ; quatre maîtres surveillants ; dix autres maîtres spéciaux, fonctionnaires et employés ; plus, de nombreux agents inférieurs.

La commission aurait craint d'apporter quelque trouble dans un système d'études combiné d'après des vues d'ensemble, si elle fût venue proposer brusquement d'importantes réductions sur le personnel des professeurs de l'école normale.

Elle reste convaincue que l'enseignement dans cette école ne ferait que se fortifier s'il était concentré dans un moins grand nombre de mains ; elle appelle sur ce point la sérieuse attention de M. le ministre.

Il est reconnu, même par les fonctionnaires de l'école normale, que la création d'une chaire pour la pédagogie n'a pas été une innovation fructueuse ; cet enseignement peut être avantageusement remplacé par les instructions et les conseils adressés aux élèves par le conseiller-directeur, avec l'autorité que donne pour tout enseignement moral la haute position de celui de qui il émane.

(La réduction proposée par la commission a été adoptée.)

CHAP. V (IV du projet). *Services généraux de l'Université. Indemnités et secours.*

Crédit demandé.....	145,000
Réduction proposée.....	28.000
Reste.....	117,000

La réduction proposée par la commission porte d'abord sur l'article *Secours aux membres des anciennes corporations enseignantes, aux anciens membres de l'Université et à leurs veuves.* Cet article ne s'élevait dans les budgets antérieurs qu'au chiffre de 42,000 fr.

M. le ministre de l'instruction publique le porte dans le budget de 1849 à 60,000 fr.; il motive l'augmentation de 18,000 fr. sur la position malheureuse des anciens fonctionnaires ou de leurs veuves, et sur la modicité extrême des secours qu'il est possible de leur distribuer. Il en coûte à votre commission d'être obligée de se montrer économe alors qu'il y a de grandes souffrances à soulager, mais il lui a paru que les nécessités présentes de la fortune publique ne lui permettaient pas de consentir à l'accroissement des crédits qui avaient paru suffisants jusqu'ici. Elle rejette, en conséquence, l'excédant d'allocation demandé, soit 18,000 fr.

La commission propose, en outre, la suppression du crédit relatif à la commission d'examen des livres classiques, 10,000 fr. L'existence de cette commission, et les abus auxquels elle a donné ouverture, ont motivé depuis longtemps de vives réclamations. Sans doute, il importe que les livres placés entre les mains de la jeunesse aient été contrôlés au nom de l'État; mais ce contrôle n'est-il pas dans les attributions naturelles, dans le devoir du conseil de l'université, des inspecteurs généraux et d'académie? Ainsi conçu et pratiqué, l'examen des livres classiques ne donnera plus prise aux critiques fâcheuses qu'il a constamment soulevées sous l'ancien état de choses, et offrira, sans surcharge pour le budget, des garanties plus sérieuses.

Economie sur l'ensemble de ce chapitre, 28,000 fr. (adopté).

CHAP. VI (V du projet). *Administration académique.*

Crédit demandé.	593,600
Réduction proposée.	59,000
Reste	534,600

La réduction de 59,000 fr. porte sur les traitements des recteurs et inspecteurs, traitements que M. le ministre de l'instruction publique propose de relever au-dessus des chiffres fixés par le budget rectifié de 1848. La commission, au contraire, par les motifs déjà exprimés pour un cas analogue, croit devoir maintenir les réductions votées par l'Assemblée nationale en vue de circonstances exceptionnelles dont la pression ne se fait pas moins sentir aujourd'hui que dans les derniers mois de l'exercice de 1848.

Cette réduction, empruntée au budget rectifié de 1848, résulte du chiffre des traitements ainsi posé :

2	recteurs, Paris et Alger, à	8,000
18	recteurs dans les départements, à	6.000
7	inspecteurs, académie de Paris, à.	5,000
2	inspecteurs, Alger, à	5,000
12	inspecteurs (1re classe), à	4,000
12	*id.* (2e classe), à.	3,500
12	*id.* (3e classe), à.	3,000

Frais du service divin à la Sorbonne.

Une somme de 1,000 fr. est portée à cet article pour l'entretien de l'église de la Sorbonne comme chapelle. Cette allocation est ou inutile ou insuffisante.

Si l'église de la Sorbonne est nécessaire aux besoins du culte, il est évident qu'un crédit de 1,000 fr. ne répond aucunement à cette destination, et ne peut mettre cet édifice en situation de suffire aux exigences du culte tel qu'il doit se célébrer dans une église de la capitale.

Si cette allocation n'a pour but que d'en faire une chapelle affectée aux facultés, le motif d'utilité ne s'aperçoit pas, les facultés n'ayant pas de personnel renfermé nécessairement dans leur local et pour qui la pratique du culte dans une chapelle distincte soit nécessaire.

La commission propose de supprimer l'allocation de 1,000 fr.
Économie sur l'ensemble du chapitre. . . . . 59,000 (Adopté.)

CHAP. VII (VI du projet). *Instruction supérieure.*
Facultés de théologie.

Crédits demandés.	154,660
Réduction proposée	34,500
Reste.	120,160

L'existence des facultés de théologie soulève des questions qui méritaient d'être mûrement examinées. La commission les a posées ainsi :

Convient-l que l'enseignement de la théologie continue à être compris au nombre des services universitaires?

L'institution des facultés de théologie est-elle favorable au développement des hautes études?

Est-elle dans l'intérêt de la religion et du culte?

Dès l'origine de l'érection des facultés de théologie, ressortissant au conseil de l'université et faisant partie intégrante de l'enseignement donné par l'Etat, cette création fut mal reçue par le clergé. Les évêques ne reconnaissaient pas à l'université laïque le droit d'être juge de l'enseignement théologique, juge des professeurs appelés à le donner. Ils considéraient cette haute science comme trop essentiellement liée à la croyance religieuse pour être placée dans la main de fonctionnaires étrangers à l'Église.

La conséquence de cet éloignement du clergé pour les facultés de théologie fut de rendre absolument impossible la constitution de l'une d'elles, celle de Toulouse, et de frapper d'atonie les facultés qui parvinrent à s'établir. Les évêques envoyèrent difficilement aux cours de ces facultés les élèves de leurs séminaires ; ces cours manquèrent d'auditeurs. Les grades conférés par ces facultés, n'ayant aucune valeur canonique, furent très-peu recherchés. On peut juger du délaissement des facultés de théologie, sous le rapport des grades, par ce seul fait : dans le budget de 1849, le total des droits de présence aux examens à répartir entre vingt-huit professeurs des cinq facultés catholiques, n'est porté que pour la somme de 200 fr.

En ce moment, les facultés de théologie n'obtiennent que leurs cours soient suivis avec quelque assiduité, qu'à la condition de les transformer en cours à l'usage intérieur des séminaires, comme à Aix, ou de ne professer de la théologie que les parties les plus attrayantes, comme à Bordeaux. Les rapports de l'inspection générale, pour 1848 constatent que, dans cette faculté, le cours d'Ecriture-Sainte réunit un assez grand nombre d'auditeurs, mais que les autres cours ne sont suivis ni par les élèves séminaristes, ni par aucun autre auditeur. Le même rapport établit qu'à Rouen les cours ne sont presque pas suivis, et que l'autorité archiépiscopale s'oppose à ce que les élèves des séminaires y assistent.

La commission a pensé qu'un pareil état de choses ne devait pas subsister plus longtemps. Elle reconnait la nécessité de ne pas laisser tomber en France l'enseignement théologique, qui a puissamment contribué au progrès de l'esprit humain ; mais elle est convaincue que le meilleur moyen de rendre a cet enseignement son utilité, c'est de l'affranchir de la dépendance où il est aujourd'hui placé ; c'est de laisser, avec la surveillance et la protection de l'État, l'enseignement théologique sous la direction et la discipline du clergé. Au lieu d'entretenir dispendieusement cinq facultés de théologie qui sont loin de répondre aux besoins de la science et du culte, il a paru à la commission qu'il y aurait avantage moral et financier à décharger le budget de l instruction publique du crédit destiné à l'entretien des facultés de théologie, et à reporter au budget des cultes un crédit propre à couvrir les subventions qui seraient réclamées par les évêques pour entretenir les hautes écoles de théologie. Sans doute tous les diocèses ne pourraient pas prétendre à voir s'établir dans leur circonscription ce haut enseignement ; mais dans les centres importants il serait possible aux évêques et archevêques de grouper quelques savants professeurs, dont les

cours bien combinés constitueraient l'enseignement complet des sciences théologiques. C'est dans ces conditions que les subventions du ministère des cultes pourraient être utilement accordées.

Ce que nous avons dit de l'éloignement du clergé catholique pour les facultés de théologie ne s'applique pas à l'Église protestante, qui profite au contraire avec empressement de l'enseignement donné dans les facultés protestantes de Strasbourg et de Montauban. Cependant, la raison capitale qui, dans l'opinion de la commission, doit faire cesser de comprendre les facultés de théologie parmi les services universitaires, s'applique avec une égale force à la théologie de l'une et de l'autre Église. Il a donc paru à la commission aussi convenable de faire rentrer l'enseignement théologique protestant sous la direction de la discipline des consistoires, que de replacer ce même enseignement pour les catholiques sous l'autorité des évêques. Au reste, dans sa pensée, les subventions du ministère des cultes viendraient également en aide aux consistoires pour favoriser l'entretien des hautes études en théologie nécessaires à l'Eglise réformée.

La commission invite M. le ministre de l'instruction publique à vouloir bien préparer cette transformation de l'enseignement théologique, après avoir pris l'avis des membres du haut clergé et des consistoires.

En ce qui touche l'allocation budgétaire de 1849, elle croit devoir proposer sur les facultés de théologie catholiques une réduction qui exprime la volonté de l'Assemblée de ne plus les voir comprises au nombre des services universitaires.

Les traitements des professeurs de ces facultés, assimilés à des traitements de disponibilité, seraient réduits, pour Paris, de 4,500 fr. à 3,000; pour les départements, de 3,000 fr. à 2,000 fr.

Total des réductions sur les traitements, 31,500 fr.

Le même système de réduction immédiate n'est pas possible pour les facultés protestantes, dont les cours sont le seul moyen d'instruction des aspirants aux fonctions de ministres du culte réformé, et sont aussi par cela même assidûment suivis.

Sur le matériel des facultés catholiques, la commission propose une réduction de 3,000 fr.

Économie sur l'ensemble du chapitre, 34,500 fr. (Adopté.)

CHAP. VIII (VI du projet). *Facultés de droit.*

Crédit demandé.	792,700
Réduction proposée	50,000
Reste.	742,700

Parmi les facultés il en est deux, celle de droit et celle des lettres, où il arrive que, par la multiplicité des examens auxquels les professeurs sont appelés à faire concourir, l'*éventuel*, combiné avec le traitement fixe, dépasse en moyenne le chiffre de 10,000 fr. pour chacun des professeurs.

Le traitement fixe de chacun des dix-huit professeurs de la faculté de droit de Paris est de 5,400 fr. Des tableaux officiels que la commission s'est fait représenter établissent que les professeurs participent généralement à l'éventuel dans la proportion de 8 à 10,000 fr. Il est tel professeur dont la part d'éventuel, dans l'année 1847, a atteint le chiffre de 12,120 fr. En moyenne, la rémunération annuelle des professeurs de la faculté de droit de Paris s'élève à près de 14,000 fr.

Certes, il est loin de la pensée de la commission de méconnaître la position distinguée et les services des professeurs de la faculté de droit de Paris. Mais enfin ils sont fonctionnaires publics; les règles proportionnelles suivies pour la rémunération de tous les services publics peuvent équitablement leur être appliquées. Alors que, dans le malheureux état de nos finances, 12,000 fr. ont été jugés une somme suffisante pour le traitement des conseillers d'Etat, des conseillers à la cour de cassation, du chancelier de l'université, les professeurs de la faculté de droit, bien moins haut placés dans la hiérarchie, peuvent-ils et doivent-ils prétendre à des traitements supérieurs?

Il a paru à la commission que, sans injustice, un maximum pouvait être déterminé au-delà duquel l'ensemble des traitements fixe et éventuel ne pourrait pas s'élever, et que ce maximum pourrait être fixé à 10,000 fr., soit, en ce qui concerne les professeurs à la faculté de droit de Paris :

Pour traitement fixe. . . . . 5,400 } 10,000
Pour l'éventuel. . . . . 4,600 }

En proposant de renfermer l'éventuel dans les limites de ce maximum, la commission n'a pas entendu qu'il fût rien changé à la participation commune des professeurs aux examens. Cette participation aux examens est un devoir de la fonction.

Dans la pensée de la commission, les suppléants devront, comme par le passé, ne prendre qu'une part secondaire aux examens.

Elle propose de maintenir leur traitement fixe à 1,000 fr.

Et de fixer pour eux le maximum de l'éventuel à 4,000 fr.

Elle maintient le traitement fixe du secrétaire à 3,600 fr.

Et propose de porter pour lui le maximum de l'éventuel au même taux que pour les professeurs, à 4,600 fr.

Dans l'état actuel, les émoluments de ce fonctionnaire, chargé d'une importante comptabilité, dépassent 10,000 fr.

Il importe de remarquer que la proposition de la commission se concilie facilement avec les règles actuellement suivies pour la rémunération des professeurs et suppléants de la faculté de droit de Paris. Pour renfermer cette rémunération dans les limites du maximum, il suffira d'abaisser dans une juste proportion le chiffre des droits de présence aux examens.

La commission, pour l'exercice 1849, propose sur la somme portée en prévision des traitements éventuels, soit 386,700 fr.

une réduction de. 48,000

Elle propose de réduire de 2,000

le préciput du doyen de la faculté porté à 4,000 fr.

Economies sur l'ensemble du chapitre. 50,000

(Une réduction de 14,000 fr. seulement a été adoptée.)

CHAP. IX (VI du projet). *Facultés de médecine.*

Crédits demandés. 738,100

Réduction proposée 1,000

Reste. 737,100

Les traitements des professeurs de la faculté de médecine ne dépassent pas la limite proposée par la commission.

Même, pour assurer à chacun d'eux une rémunération annuelle de 10,000 fr., un minimum de 3,000 fr. leur est accordé, et se combine avec leur traitement fixe de 7,000 fr.

La commission ne propose aucune modification à cet état de choses.

Elle propose une réduction de 1,000 fr. sur le préciput du doyen, porté au budget pour 3,000 fr.

Suppression de deux chaires de clinique à la Faculté de médecine de Paris.

Le nombre des cours, et par suite celui des professeurs à la faculté de médecine de Paris, a paru exagéré à la commission. Les professeurs sont au nombre de 25. Alors que dans de nombreux hôpitaux des médecins d'un mérite incontestable ouvrent aux élèves en médecine des cours libres de clinique, cours suivis avec empressement, la commission ne reconnaît pas la nécessité de huit cours de clinique à l'école de médecine. Elle appelle sur ce point l'attention de M. le ministre de l'instruction publique. Elle le prie de faire étudier cette question, et elle a la conviction qu'au prochain budget la suppression de deux chaires de clinique sera reconnue possible.

Agrandissement de la bibliothèque de l'École de médecine.

La bibliothèque de l'école de médecine est fréquentée, le jour et dans la soirée, par un très-grand nombre de jeunes gens et dans un but sérieux

d'études. Elle ne suffit ni par son local, ni par son mobilier, au public qui vient y travailler. La sous-commission a constaté par elle-même cette affluence d'étudiants et l'insuffisance dont se plaignaient MM. les doyens et professeurs de l'école. Elle a reconnu en même temps qu'il suffirait d'une somme peu importante pour affecter au service de la bibliothèque une salle voisine, et pour accroître le nombre des tables et siéges nécessaires. La commission ne doit pas prendre l'initiative des dépenses, mais elle invite M. le ministre de l'instruction publique à s'entendre avec M. le ministre des travaux publics pour cette appropriation que réclame l'intérêt de la jeunesse studieuse.

Economie sur l'ensemble de ce chapitre, 1,000 fr. (Adopté.)

CHAP. X (VI du projet). *Faculté des sciences.*

Crédit demandé . . . . . 467,000 fr

Le traitement fixe des professeurs de la faculté des sciences. 5,000 fr.
combiné avec l'éventuel, atteint à peine 6,000
Personne ne saurait y voir matière à réduction.

Agrandissement du local de la Faculté des sciences.

Les professeurs de la faculté des sciences réclament contre l'exiguïté et la mauvaise appropriation des locaux mis à leur disposition dans les bâtiments de l'ancienne Sorbonne.

La sous-commission chargée de l'examen préparatoire du budget de l'instruction publique s'est transportée sur les lieux ; elle a, en effet, constaté un état de choses regrettable, nuisible au développement même des cours de la faculté, et tout-à-fait indigne d'un établissement qui rend tous les jours des services signalés à la science et honore le pays. Nous signalons entre autres l'insuffisance et la mauvaise situation du local destiné au cabinet de physique, où les instruments les plus précieux sont entassés de manière que l'usage journalier n'en soit pas possible. Les laboratoires disséminés, étroits et obscurs, ne répondent pas aux besoins du service.

Des projets d'acquisitions de bâtiments voisins et de constructions nouvelles, dans le but d'installer plus convenablement la faculté des sciences, ont été dernièrement agités. La commission pense qu'une saine économie doit faire rejeter tous projets de ce genre. L'inspection des bâtiments de la Sorbonne l'a convaincue que ces bâtiments, malgré leur distribution défectueuse, peuvent, par un remaniement intelligent et économique, offrir aux diverses facultés un espace et une installation convenables, mais à la condition de restreindre les concessions de logements qui absorbent une portion trop considérable de l'édifice. La commission appelle sur ce point l'attention de M. le ministre, et l'invite à faire étudier, avec l'administration municipale de la ville de Paris, une meilleure appropriation des bâtiments de la Sorbonne au service de la faculté des sciences.

CHAP. XI (VI du projet). *Faculté des lettres.*

Crédits demandés 503,696
Réduction proposée 42,000

Reste. 461,696

Le grand nombre d'examens pour les grades exigés à l'entrée de la plupart des carrières procure aux professeurs de la faculté des lettres de Paris un éventuel considérable qui, réuni à leur traitement fixe, dépasse, en certaines années, 12,000 fr.

La commission, par application des principes qu'elle a posés plus haut, propose de déterminer, pour ces traitements, un maximum de. 10,000
Le traitement fixe est de. 5,000
Le maximum de l'éventuel serait d'égale somme, soit. 5,000
Le traitement fixe du secrétaire est de 2,000
Le maximum de l'éventuel serait pour lui, comme pour les professeurs, de. 5,000

Ce comptable perçoit aujourd'hui des émoluments qui dépassent de beaucoup les 7,000 fr. montant des deux traitements combinés selon le système de la commission.

La commission propose, pour consacrer la fixation d'un maximum dans les parts d'éventuel, de réduire de 30,000 fr. le crédit de 148,600 fr. porté en prévision des droits de présence aux examens.

Facultés des lettres dans les départements.

La France possède douze facultés des lettres dans les départements. Toutes ne répondent pas, par la fréquentation des cours, par l'utilité actuelle de leur enseignement, aux sacrifices que l'Etat s'impose pour les entretenir ; mais, sous un gouvernement républicain, où il est si important que le niveau des intelligences s'élève, on ne peut penser à détruire quelques-uns des centres de lumières que la monarchie nous a légués.

Seulement la commission a remarqué que dans trois de ces facultés, celles de Strasbourg, Caen et Toulouse, la littérature ancienne, au lieu de faire l'objet d'un seul enseignement, comme dans les neuf autres, était divisée en deux cours, l'un pour la littérature grecque, l'autre pour la littérature latine. La réunion de ces cours en un seul est indiquée par les rapports intimes des deux littératures. Alors que les auditeurs sont trop rares aux cours des facultés des départements, il ne convient pas de laisser subsister cette superfétation coûteuse de chaires pour chaque branche de la littérature ancienne. La commission propose, en conséquence, de supprimer une chaire dans chacune des facultés de Strasbourg, Caen et Toulouse.

Réduction	12 000
Economie sur l'ensemble du chapitre.	42,000 (Adopté).

CHAP. XII (VI du projet). *Écoles supérieures de pharmacie. Dépenses diverses.*

Crédits demandés	307,900
Réduction proposée	40,000
Reste.	267,900

La nécessité des écoles supérieures de pharmacie placées à côté des facultés de médecine qui présentent, à peu d'exceptions près, les mêmes cours, à côté des facultés des sciences où l'on enseigne également la physique, la chimie, la botanique, cette nécessité n'est pas démontrée à tous les esprits.

Les écoles supérieures de pharmacie sont inscrites au budget pour une somme de 178,400 fr. C'était un devoir pour la commission d'examiner attentivement l'organisation de l'enseignement pharmaceutique et l'utilité spéciale des trois écoles qui lui sont consacrées. Elle s'est éclairée de l'avis de professeurs éminents de la faculté de médecine de Paris, de la faculté des sciences et de l'école supérieure de pharmacie, et elle a reconnu la possibilité et les avantages d'une organisation nouvelle de ces écoles.

L'existence de l'école supérieure de pharmacie à Paris se justifie par la nécessité de maintenir un centre et un foyer d'instruction spéciale en cette matière.

L'enseignement de la pharmacie doit être soigneusement séparé de celui de la médecine, afin qu'il ne soit pas absorbé par ce dernier, et afin que, dans la pratique, selon les prescriptions de la loi, le médecin ne s'immisce pas dans la vente des remèdes, et que le pharmacien ne donne pas dans son officine des consultations médicales.

La véritable préparation à la pharmacie consiste : 1° dans l'apprentissage chez un pharmacien pour connaître la manipulation des médicaments et les mille détails qu'elle comporte ; 2° dans des études théoriques de physique, de chimie et d'histoire naturelle. La commission a considéré que ce haut enseignement est complétement donné dans les départements par les facultés des sciences. Amener les élèves en pharmacie a recevoir cet enseignement, ce serait tout à la fois vivifier les cours de ces facultés et faire pénétrer partout des connaissances de la plus grande utilité. Car, qu'on ne

s'y méprenne pas, la pharmacie, c'est la chimie pratique, c'est l'industrie lucrative qui permet au savant de se procurer des moyens d'existence, et de s'appliquer ensuite avec sécurité à la solution des plus grands problèmes de la science. De là sont sortis des hommes qui, par leurs découvertes, ont été des bienfaiteurs de l'humanité, et quelquefois des agents considérables du progrès des arts manufacturiers.

A Montpellier et à Strasbourg, l'utilité de conserver à l'école supérieure de pharmacie toutes les chaires dont elle est pourvue ne nous a point paru établie. A Strasbourg, c'est dans le même local que se font des cours absolument identiques appartenant à l'école supérieure et à la faculté des sciences; une simple cloison sépare les laboratoires de chimie, les cabinets de physique de la faculté des sciences et de l'école supérieure de pharmacie.

La commission propose de supprimer, à Montpellier et à Strasbourg, les chaires qui existent déjà à la faculté des sciences, et de ne conserver que celles qui sont spéciales à la pharmacie.

Quant aux examens, ils continueraient à être subis à l'école supérieure de Paris, à celles de Strasbourg et de Montpellier, et en outre dans chacune des facultés des sciences. A cet effet, un professeur de l'école supérieure de Paris irait chaque année présider dans chacune des facultés des sciences une commission composée des professeurs de cette faculté.

La distinction des pharmaciens en deux classes, et la réception des pharmaciens de deuxième classe par les jurys médicaux serait supprimée. Tel est le système recommandé par les spécialités de la science, et que la commission invite M. le ministre à faire étudier dans le courant de cette année.

Remises sur les droits d'inscription, d'examen et de diplômes.

La voie dans laquelle vous propose d'entrer M. le ministre de l'instruction publique, en augmentant le fonds des remises de droits d'inscription et d'examen aux élèves pauvres qui suivent les cours des facultés, ne pouvait que recevoir l'approbation de la commission. L'Etat s'applique à faciliter de toute manière, à rendre gratuite même l'instruction secondaire; n'est-il pas raisonnable et juste de fournir aux plus pauvres des jeunes lettrés les moyens d'arriver, par des études spéciales, à la profession qui doit leur assurer une existence honorable?

Mais, trop souvent, l'abus du patronage et la faveur ont dénaturé les meilleures institutions. La commission n'a pas été sans inquiétude que des exemptions de droits ne fussent sollicitées et obtenues par des familles dans l'aisance. Avant que toutes les précautions ne soient arrêtées, pour que l'administration soit à l'abri de ces surprises, la commission ne croit pas devoir augmenter le fonds de subvention dans des proportions aussi considérables que celles qui sont demandées.

Il est aujourd'hui de.	40,000
Elle propose de le porter à.	60,000
Le crédit inscrit au budget de 1849 est de.	100,000
Economie sur l'ensemble du chapitre.	40,000

(Adoption de la réduction de la commission.)

CHAP. XIII (VII du projet). *Instruction secondaire.*
Frais généraux.

Crédits demandés.	101,000
Réduction proposée	14,000
Reste	87,000
Traitements des agrégés.	66,000

Les agrégés, aussi longtemps qu'ils n'occupent point de chaires, reçoivent un traitement de 600 fr. L'allocation de ces traitements d'agrégés n'est pas exempte d'abus. Ils sont quelquefois attribués à des agrégés qui pourraient très-utilement, pour l'instruction secondaire, aller occuper des chaires dans les lycées des départements, et qui préfèrent prolonger leur

séjour à Paris dans l'attente de positions qui soient plus à leur convenance. Sur cet article une réduction de 4,000 fr. est possible : la commission la propose.

Frais du concours général 20,000
La commission propose de réduire ce crédit à. 10,000

Par là elle manifeste le parti qu'elle adopte dans la question de l'utilité du concours général, question qui a été si souvent débattue.

Elle ne conteste pas l'utilité de ce concours pour les hautes classes de nos lycées, mais elle pense que l'université est tombée dans l'abus quand elle a étendu le concours jusqu'aux classes élémentaires.

La commission est d'avis que l'on ne descende plus désormais, pour l'admission au concours général, au-dessous de la classe seconde.

Economie sur l'ensemble du chapitre. . . . . 14,000 (adopté).

CHAP. XIV (VIII du projet). *Lycées et colléges communaux.*

Somme demandée par le gouvernement . . 2,427,000

Traitements des professeurs et fonctionnaires.

Le système de participation des professeurs aux bénéfices industriels des établissements d'instruction secondaire remonte à l'origine même de l'organisation universitaire. L'esprit de fiscalité malheureusement introduit dans cette grande institution présente, sous le rapport tant de la dignité du professorat que des règles d'une bonne administration, des inconvénients graves qui appellent une réforme. L'ascendant moral sur les élèves, la parfaite indépendance vis-à-vis des chefs d'institution et des pères de famille, la facilité dans la répartition des chaires entre les professeurs, l'égalité d'avantages pour des fonctionnaires également dévoués à leurs devoirs, tout aurait à gagner à la substitution d'un traitement fixe aux bénéfices éventuels qui composent aujourd'hui la plus grande part de la rétribution des professeurs ; mais une réforme de cette importance demande une étude approfondie et l'initiative de l'administration. La commission ne pouvait l'introduire dans le budget de 1849 ; elle émet seulement le vœu que M. le ministre de l'instruction publique veuille bien la faire étudier et l'appliquer dans la préparation du prochain budget.

(Adopté sans réduction.)

CHAP. XV (IX du projet). *Instruction primaire. Inspection.* (596,400 fr. demandés.)

L'instruction primaire est du petit nombre des services dont les allocations se soient accrues au milieu des réductions généralement commandées par l'état de nos finances. Il en devait être ainsi, car l'instruction primaire est une dette de l'Etat envers la population, c'est une dette de la République envers tant de citoyens dont elle a reconnu les droits et qu'elle doit mettre en mesure de les exercer dignement. L'Assemblée nationale l'a proclamé elle-même lorsque, par un décret, elle a voté 1,100,000 fr. pour améliorer pendant les six derniers mois de l'exercice 1848 le sort des instituteurs et institutrices des plus pauvres communes.

Sur cette portion du budget de l'instruction publique, votre commission ne peut donc avoir aucune réduction à proposer.

Comptabilité des caisses d'épargne pour les instituteurs.

La comptabilité très-compliquée des caisses d'épargne créées en faveur des instituteurs primaires a été mise à la charge des inspecteurs des écoles primaires. C'est peut-être une économie pour le trésor ; c'est une faute au point de vue de l'intérêt public largement compris. Ces fonctionnaires, dont le contrôle sur tant de milliers d'écoles disséminées dans les campagnes, dont les fréquentes relations avec les instituteurs seraient de la plus haute importance pour les progrès de l'instruction publique, sont transformés, une grande partie de l'année, en commis de comptabilité ; ils absorbent pour une besogne en dehors de leurs fonctions un temps réclamé pour l'accomplissement de leurs devoirs les plus essentiels.

La commission émet le vœu que M. le ministre de l'instruction publique

se concerte avec M. le ministre des finances pour que la comptabilité des caisses d'épargne entre dans les attributions de l'administration financière, et que les inspecteurs de l'instruction primaire en soient déchargés. (Adopté.)

CHAP. XVI (X du projet). *Instruction primaire. Dépenses générales. Construction et réparation de maisons d'école.* (4,620,000 fr. demandés.)

On compte encore en France 4,000 communes absolument dépourvues d'écoles primaires. Le défaut de local, l'impossibilité de construire une maison d'école avec les ressources de la commune, forment l'obstacle essentiel à ce que l'enseignement le plus indispensable soit donné dans ces localités pauvres. En présence d'une telle lacune dans ses moyens d'instruction primaire, la commission n'a pas cru devoir proposer une réduction quelconque sur le crédit de 800,000 fr. destinés à encourager les communes et à les aider dans la construction de leurs maisons d'école. Mais elle ne doute pas que M. le ministre ne comprenne comme elle la nécessité d'appliquer avant tout cette subvention de l'Etat aux constructions d'école dans les communes qui en manquent absolument, et de ne venir que très-secondairement en aide aux simples améliorations et développements demandés pour des écoles déjà existantes.

Il est arrivé trop souvent que la répartition des fonds de subvention pour les maisons d'école, au lieu de s'opérer suivant les règles d'une justice impartiale et proportionnelle aux véritables besoins, a été subordonnée à des calculs politiques, ou livrée aux caprices de la faveur. Pour prémunir l'administration elle-même contre les obsessions qui pourraient détourner de sa destination équitable une partie de cette importante allocation, la commission invite M. le ministre de l'instruction publique à fournir chaque année, à l'appui du crédit demandé, un état indicatif des besoins prévus, et de la répartition approximative qui devra être faite de ces fonds. Après s'être assurée que pour l'exercice 1849, les 800,000 fr. demandés devaient recevoir une juste et utile application, la commission propose à l'Assemblée nationale de les accorder.

(Le crédit demandé par le gouvernement a été augmenté, sur l'amendement de M. Pascal Duprat, qui a proposé de porter le traitement des instituteurs primaires à 550 fr.: ce qui a été adopté par l'Assemblée. Voir notre livraison d'avril, p. 120.)

Ouvroirs publics.

L'art. 2 du chap. XVI (X du projet) renferme en plusieurs paragraphes des crédits montant ensemble à 450,000 francs, et destinés à être répartis en subventions pour l'établissement des salles d'asile, en secours à des établissements charitables d'instruction primaire pour les filles. La commission ne propose pas d'augmenter cette allocation, mais elle appelle la sollicitude de M. le ministre sur un genre d'établissement charitable qui mérite de prendre part à ces libéralités de l'Etat. Dans plusieurs localités, il s'est établi des ouvroirs publics où les jeunes filles pauvres sont admises à apprendre gratuitement la couture et, en général, tous les ouvrages à l'aiguille. Comme enseignement professionnel, ces ouvroirs sont de la plus haute utilité; rien n'est malheureusement plus commun que de rencontrer dans les familles pauvres de nos villes manufacturières et de nos campagnes de jeunes filles à qui la misère même de leurs parents n'a pas permis qu'il fût donné les premières notions de ces arts domestiques, si essentiels à la femme de ménage, à la mère de famille. Multiplier ces ouvroirs, ce serait travailler à l'amélioration matérielle et morale d'une partie de la population digne du plus haut intérêt.

Instruction primaire en Algérie.

Les renseignements recueillis par la commission lui ont permis de remarquer l'extrême élévation des dépenses de l'enseignement primaire en Algérie. Les instituteurs primaires y touchent un traitement de 1,500 fr. au minimum, et dont la plus lourde part retombe à la charge de l'Etat. Au

moment où la colonisation est appelée à se développer rapidement en Algérie, et où elle doit amener avec elle de nouvelles ressources en tous genres, il importe que M. le ministre de l'instruction publique veuille bien étudier les moyens de rapprocher autant que possible les dépenses de l'instruction primaire en Algérie du chiffre proportionnel auquel elles s'élèvent en France.

CHAP. XVII. *Instruction primaire.* (Dépenses départementales.) 4,325,700 fr. demandés. (Accordés.)

CHAP. XVIII. *Instruction primaire.* (Dépenses imputables sur les ressources des écoles normales primaires.) 555,000 fr. demandés. (Accordés.)

CHAP. XIX (XIII du projet). *Institut national de France.*

Crédits demandés.	583,300
Réduction proposée.	1,000
Reste.	582,300

Académie des Beaux-Arts.

L'Académie des Beaux-Arts obtient chaque année une allocation spéciale de 6,000 fr., qui sont dévolus à une commission chargée de rédiger le Dictionnaire des Beaux-Arts. Il est regrettable de dire que le progrès, que la réalisation de ce travail ne se révèlent par aucun indice extérieur. Rien ne s'imprime, rien ne se publie. Le vœu des assemblées législatives, qui ont de tout temps accordé ce crédit de 6,000 fr., ne s'accomplit donc pas.

En cet état de choses, et pour formuler par un vote de l'Assemblée le regret qu'elle éprouve, la commission propose, pour l'exercice 1849, le retranchement d'un sixième de l'allocation, soit : 1,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XX. *Collége de France.* Crédit demandé, 180,000 fr. (Accordé.)

CHAP. XXI. (XV du projet). *Ecole d'administration.*

Crédits demandés.	85,000
Réduction proposée.	30,000
Reste.	55,000

L'école d'administration créée par un arrêté du Gouvernement provisoire n'est pas encore en exercice ; mais deux promotions d'élèves ont été faites. Toutefois le principe de cette institution a été remis en question, et la question est aujourd'hui pendante devant des commissions de l'Assemblée nationale. La commission ne peut que s'en référer aux décisions ultérieures qui interviendront ; mais, pour parer à toutes les éventualités, il lui a paru convenable de maintenir le crédit porté au budget, en le réduisant néanmoins d'une somme de 30 000 fr., à raison de l'époque de l'exercice courant où l'ouverture de cette école devra nécessairement être reportée dans l'hypothèse la plus favorable. (Réduction adoptée.)

CHAP. XXII (XVI du projet). *Muséum d'histoire naturelle.* (486,350 fr. demandés.)

Le Muséum d'histoire naturelle, par ses précieuses collections, par l'incontestable savoir de ses professeurs, par les ressources que son enseignement offre à la jeunesse de nos écoles, mérite la sollicitude de l'Etat et justifie les fortes allocations que le budget lui attribue. Mais nous dirons toute la vérité ; plusieurs des ministres qui se sont succédé au département de l'instruction publique ont rencontré dans le mode d'administration appliqué à cet établissement des embarras et des entraves qui résultent de sa constitution trop indépendante du pouvoir central. La commission invite M. le ministre de l'instruction publique à préparer un plan d'organisation administrative du muséum, qui donne au chef de l'instruction publique, sur l'économie intérieure de cet établissement, sur la manière dont les différents cours y sont institués, sur les moyens d'assurer la conservation de

ses richesses scientifiques, sur l'attribution des logements aux professeurs, etc., une autorité prépondérante. D'accord en cela avec la Cour des comptes, elle insiste pour demander la prompte confection des catalogues qui manquent encore absolument aux collections du Muséum d'histoire naturelle.

Collection d'histoire naturelle de l'homme.

Il existe au Muséum d'histoire naturelle une collection du plus haut intérêt, consacrée à l'histoire naturelle de l'homme; les diverses races et les différences qui les caractérisent y sont soigneusement représentées, et, comme la collection renferme, dès à présent, une série considérable de débris humains recueillis dans les sépultures anciennes, l'histoire s'y trouve intéressée au même degré que la géographie. Les types moulés sur nature dans les diverses contrées visitées par les navigateurs paraissent même susceptibles de devenir, pour les artistes, un objet d'études intéressantes. Jusqu'ici cette collection est restée dans les magasins sans aucun profit pour le public. Il est cependant un local qu'il serait possible de lui consacrer, local occupé par des dépôts qui pourraient trouver place ailleurs. Le conseil des professeurs du Muséum d'histoire naturelle a déjà émis le vœu qu'à l'aide de légères dépenses d'appropriation, ces nouvelles richesses fussent mises en lumière. Il sera facile d'y pourvoir, soit à l'aide de quelques économies à faire sur la dotation du Muséum, soit par l'application à cet objet d'une portion du crédit demandé au budget des travaux publics pour cet établissement. (Crédit accordé.)

CHAP. XXIII. *Etablissements astronomiques.* 121,760 fr. (Adopté.)

CHAP. XXIV. *Dépenses ordinaires.* 283,600 fr. (Adopté.)

CHAP. XXV (XIX du projet). *Bibliothèque nationale* (crédit extraordinaire et transitoire).

Crédits demandés.	125,716
Réduction proposée.	65,716
Reste.	60,000

Un crédit extraordinaire de 1,264,000 fr. a été accordé par une des précédentes législatures pour faire face aux besoins des divers départements de la Bibliothèque nationale. Ce crédit a été réparti en douze annuités de 105,000 fr. Cette année, la somme de 105,000 fr, se trouve accrue de celle de 20,216 fr., représentant les excédants de crédits non employés sur les exercices précédents.

La commission a pensé que des dépenses qui n'ont pour objet que d'accroître, de compléter des collections déjà bien riches, étaient au premier rang celles que les embarras de la fortune publique commandent d'ajourner, du moins en partie.

Elle propose sur l'ensemble de ce chapitre une réduction de 65,716 fr. (Adopté.)

CHAP. XXVI (XX du projet). *Service des bibliothèques publiques.*

Crédits demandés.	231,200
Réductions proposées.	8,900
Reste.	222,300

(Réduction adoptée.)

Organisation du personnel des bibliothèques.

Rien n'a encore été réglé pour l'admission, les traitements et l'avancement dans le service des bibliothèques de l'Etat. Il résulte de là une compétition désordonnée pour les emplois de bibliothécaires, des inégalités de traitements que rien ne justifie, et le champ le plus libre laissé à l'arbi-

traire dans la dispensation d'emplois qui devraient être toujours la récompense d'une vie utilement dévouée à la science et aux lettres. La commission sollicite de M. le ministre de l'instruction publique la prompte solution de cette intéressante question.

Bibliothèque de la Sorbonne.

Dans le vote du budget rectifié de 1848, une réduction de 9,100 fr., sur le crédit de 35,200 fr, demandé pour la bibliothèque de la Sorbonne, a été prononcée.

Au budget de 1849, M. le ministre de l'instruction publique a rétabli une portion de l'excédant supprimé par le vote de l'Assemblée. Il a reporté l'ensemble du crédit à. 30,000

La commission pense devoir rester fidèle à la règle qu'elle s'est imposée de ne consentir à aucun rehaussement des dépenses reconnues par l'Assemblée elle-même susceptibles de réduction. Elle propose de fixer à. . . . . 26,100 l'allocation pour cette bibliothèque.

Réduction. 3,900

La commission reste convaincue d'ailleurs que le service du soir comme celui du jour peut être assuré, malgré l'économie qu'elle propose ; elle désire que M. le ministre tienne la main à ce qu'il en soit ainsi.

Bibliothèque du Louvre.

Ancienne bibliothèque du roi, le dépôt de livres du Louvre a été érigé en bibliothèque publique à la suite de la révolution de Février ; il en est résulté pour le budget de l'instruction publique une charge annuelle de 29,000 fr.

La bibliothèque du Louvre est malheureusement située dans une position à n'attirer jamais qu'un très-petit nombre de lecteurs. Elle se trouve au milieu de vastes espaces non habités, et enfermée entre la bibliothèque Mazarine d'une part, et la Bibliothèque nationale de l'autre. Etablie à un entresol, composée d'une série de pièces étroites et qui toutes se commandent, elle est dans de mauvaises conditions pour le service des agents comme pour l'établissement commode des salles de lecture. Il a paru à votre commission qu'à une époque plus ou moins éloignée, on s'occupera ou de refondre ce dépôt de livres dans d'autres bibliothèques mieux situées, ou de s'en servir pour un établissement nouveau dans un des quartiers neufs de Paris, qui sont complétement privés de bibliothèques publiques.

Indépendamment de ce qu'il y a de précaire dans l'existence de cette bibliothèque, il est de convenance et de bonne administration de ramener les traitements du personnel qui y est attaché au niveau des traitements accordés pour d'autres bibliothèques d'une importance au moins égale et d'une utilité supérieure.

Ainsi, le conservateur-administrateur de la bibliothèque du Louvre ne peut pas prétendre à un traitement supérieur à celui du conservateur-administrateur de la bibliothèque de la Sorbonne, qui ne reçoit que 4,000 fr

Il est porté au bubget pour un traitement de. 6,000
La commission propose le chiffre de. 4,000

Réduction. 2.000

Elle propose en outre de descendre de 3,000 à 2,000 fr le traitement du secrétaire-trésorier ; c'est un taux supérieur à celui du secrétaire-trésorier de la Sorbonne, égal à celui du secrétaire-trésorier de la bibliothèque Sainte-Geneviève.

Réduction. 1,000

Enfin, la commission ne pense pas qu'il convienne, en l'état actuel, de dépenser 3,000 fr. en achats de livres et de reliures pour la bibliothèque du Louvre ; elle propose de réduire l'allocation pour cet article à. . . 1,000

Economie sur l'ensemble du chapitre. 8,90

(*Adopté.*)

CHAP. XXVII (XXI du projet). *Académie nationale de médecine.*

Crédits demandés.	47,000
Réduction proposée.	3,000
Reste. . . .	44,000 (Adopté.)

CHAP. XVIII. *Ecole nationale des Chartes*, 35,400 fr. (Adopté.)

CHAP. XXIX. *Ecoles spéciales des langues orientales vivantes*, 55,800 fr. (Adopté.)

CHAP. XXX (XXIV du projet). *Etablissements divers.*

Crédits demandés.	20,400
Réduction proposée.	15,000
Reste.	5.400

Cours d'archéologie.

Ce cours a lieu actuellement dans une des salles du rez-de-chaussée de la Bibliothèque nationale, où l'on a réuni des antiquités, des monuments archéologiques dont l'affinité avec les autres richesses scientifiques de ce précieux dépôt ne nous frappe pas. Il a paru, au contraire, à la commission, que l'administration de la Bibliothèque nationale, au lieu d'attacher de l'importance à conserver dans ses salles des collections d'antiques qui occupent une place incessamment réclamée par l'affluence des livres, devrait désirer qu'ils allassent au Louvre, ce centre de toutes nos richesses artistiques. Il a paru également incontestable à la commission que le cours d'archéologie serait, avec avantage pour l'enseignement qu'on y donne, transporté au Louvre, auprès des magnifiques collections qui font revivre à nos yeux tous les peuples, toutes les époques, toutes les civilisations. La commission invite M. le ministre de l'instruction publique à concerter ce changement avec M. le ministre de l'intérieur.

Jardin botanique d'Ajaccio.

L'utilité du jardin botanique d'Ajaccio a paru problématique à la commission. Le ministère de l'instruction publique est lui-même dénué de documents qui puissent l'édifier sur les services rendus à la science par cet établissement. A nos questions à ce sujet, il a été répondu que l'administration supérieure ne recevait du jardin botanique d'Ajaccio ni rapports, ni aperçus quelconques des travaux qui s'y produisent.

La commission pense que le jardin botanique d'Ajaccio, destiné principalement à l'acclimatement des plantes et des animaux du midi, ne répond pas à sa destination ; qu'il est mal placé pour cela ; que c'est sur le sol même du continent français, dans nos départements du midi, qu'il conviendrait de fonder un établissement de ce genre; et qu'alors il faudrait voir si, avec une telle destination, cet établissement ne rentrerait pas beaucoup plus à propos dans les attributions du ministre de l'agriculture que dans celles du ministre de l'instruction publique.

En l'état des choses, la commission estime qu'il y a lieu de faire disparaître du budget de l'instruction publique le crédit relatif au jardin botanique d'Ajaccio.

Economie sur l'ensemble du chapitre, 15,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXI. *Souscriptions*, 170,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXII. *Sociétés savantes*, 50,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXIII. *Voyages, missions scientifiques, lectures publiques du soir*, 112,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXIV. *Encouragements et secours aux savants et hommes de lettres*, 197,400 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXV. *Documents inédits d'histoire nationale*, 150,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXVI. *Subvention aux caisses de retraite*, 500,000 fr. (Adopté.)

CHAP. XXXVII. *Réimpression et publication d'OEuvres scientifiques*, 1,939 fr. (Adopté.)

Questions proposées.

Est-il dû un jardin au curé?
Quelle doit être l'étendue de ce jardin?
Quels sont les droits du curé sur les arbres existants dans le jardin ou autres dépendances du presbytère?
Le curé peut-il les faire abattre pour en percevoir le prix?
Quelles sont les formalités à observer pour l'abattage?
Le curé qui est changé peut-il arracher les arbres qu'il a lui-même plantés?

Le conseil, après en avoir délibéré, a été d'avis des résolutions suivantes :

1° En ce qui touche l'obligation de fournir un jardin au curé.

Nous croyons que d'après les termes généraux de la législation sur la matière, il ne saurait être élevé de doute sur la solution affirmative de cette question.

En effet, l'article 72 de la loi du 18 germinal an X, relatif à la restitution des presbytères et des jardins, porte :

« Les presbytères et *jardins attenants*, non aliénés, *seront rendus* « aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces pres- « bytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur « procurer un logement et un *jardin*.»

Il résulte évidemment de cet article que le législateur, dans l'acte réparateur qu'il accomplit, ne sépare point le jardin du presbytère; il restitue l'un et l'autre. Donc, là où un presbytère est fourni en nature, il doit être aussi fourni un jardin.

Le législateur, prévoyant le cas où il n'existerait ni presbytère ni jardin, prend le soin d'autoriser les conseils généraux des communes à les leur procurer : or, quel est le sens de cette précaution s'il n'implique pas l'idée et la reconnaissance du droit pour le curé d'avoir un jardin, et pour les communes la nécessité de le fournir.

Si l'on voulait arguer de ce que les communes n'étant qu'autorisées à procurer le jardin, elles sont libres d'user ou non de l'autorisation, nous répondrions que cette objection est inadmissible, parce que l'autorisation conférée aux communes n'emporte nullement la négation du droit du curé, ce droit étant fondé sur le fait même

de la restitution. La latitude qui est donnée à la fin de l'article aux communes n'a d'autre objet que de les mettre à portée de se conformer, en tout état de cause, à l'obligation qui leur est imposée, ce qui est très-rationnel et très-logique, car, s'il eût fallu que chaque commune fût tenue de se faire autoriser spécialement pour fournir un jardin à son curé, cela n'eût pas manqué d'entraver la marche des affaires, et nous aurions vu, sans doute, un grand nombre de curés sans jardin et même sans presbytères, parce que les communes n'auraient point demandé l'autorisation de les leur procurer. Le législateur a compris qu'il devait obvier à cet inconvénient, et c'est pour cela qu'il a donné cette autorisation générale, qui est la conséquence nécessaire de l'obligation qu'il venait d'établir.

Il ne nous semble pas non plus que l'on puisse tirer argument de ce que l'art. 92 du décret du 30 déc. 1809 n'a pas rappelé l'obligation de la commune à l'égard du jardin comme il l'a fait pour le presbytère. Ce silence ne saurait être interprété contre l'obligation même qui a été stipulée dans la loi organique et fondamentale : la liaison qui existe entre le presbytère et le jardin qui en est une dépendance nécessaire rendait d'ailleurs cette enonciation inutile. C'est donc à tort que quelques conseils municipaux ont cru pouvoir refuser à leur curé un jardin ; c'est à tort qu'ils lui ont refusé une indemnité pécuniaire pour lui en tenir lieu, comme cela se pratique pour le cas où il n'y a pas de presbytère.

Ce refus, qui a été sanctionné après la révolution de 1830 par M. le ministre de l'intérieur, est certainement illégal ; car, ou le jardin est dû, ou il ne l'est pas. S'il n'est pas dû, il n'y a pas lieu à indemnité ; mais alors que devient la disposition impérative de l'article 72 de la loi du 18 germinal, qui ordonne que les presbytères et les jardins seront rendus aux curés et desservants, et qui autorise les communes à en fournir un quand il n'y en a pas. Si, au contraire, le jardin est dû, il est naturel et juste de payer au curé une indemnité pécuniaire, quand il n'en est pas fourni.

Il est probable que la décision du ministre de l'intérieur, qui d'ailleurs ne fait point jurisprudence, a été inspirée par quelques circonstances de fait, et que sans doute, l'indemnité de logement qui était allouée au curé, à défaut de presbytère, a été considérée comme devant lui tenir lieu du tout.

Au surplus, pour soutenir le droit du curé, il est facile de s'étayer sur l'ancienne législation, sous l'empire de laquelle ce droit était incontesté. Les habitants étaient effectivement obligés de fournir le jardin comme le presbytère; ils pouvaient y être contraints judiciairement, en cas de négligence ou de mauvaise volonté. C'est ce que l'on peut voir dans Boyer, *Administration temporelle des paroisses*, page 512, et dans Boutaric sur l'ordonnance de Blois de 1579. Ce droit a été reproduit par la législation révolutionnaire, par la constitution civile du clergé et ses articles additionnels qui réservaient expressé-

ment au curé un jardin presbytéral. C'est donc une nouvelle raison de croire que le législateur de la loi du 18 germinal an X a consacré pour le curé le droit dont il s'agit, parce qu'en le consacrant, il n'a fait que se conformer à ce qui existait autrefois.

Nous estimons donc, d'après cela, que partout où il sera fourni au curé une maison presbytérale, dans les paroisses urbaines comme dans les paroisses rurales, il doit lui être fourni aussi un jardin.

2° En ce qui touche l'étendue du jardin presbytéral.

L'article 72 de la loi du 18 germinal, en restituant aux curés, et en même temps que les presbytères, les jardins y attenants et non aliénés, les a restitués dans les conditions où ils pouvaient se trouver alors. Or, voici, d'après les articles 9 et 10 de la loi du 18 octobre 1790, ce que devaient être ces jardins.

« Art. 9. Par jardins, l'Assemblée nationale entend les fonds qui « dépendaient du presbytère, et dont le sol était en nature de jardin « six mois avant le décret du 2 novembre dernier, en quelque en- « droit de la paroisse qu'ils soient situés, et de quelque étendue qu'ils « soient, pourvu qu'elle n'excède pas celle qu'ils avaient avant la- « dite époque.

« Art. 10. Si le sol n'était pas en nature de jardin avant ladite « époque, et qu'il n'y en eût point, ou s'il y en avait qui ne fussent « pas de l'étendue d'un demi-arpent, mesure de roi, il sera pris sur « ledit sol une quantité suffisante pour former un jardin d'un demi- « arpent d'étendue, mesure de roi. »

Ainsi, le jardin presbytéral doit donc au moins avoir un demi-arpent d'étendue.

Mais, si l'enclos du jardin dépasse cette contenance, la commune sera-t-elle fondée à en demander la réduction, sous le prétexte que l'article 10 de la loi du 18 octobre 1790, que nous venons de citer, n'en exige pas une plus grande? La négative est certaine.

La loi du 18 octobre 1790 a fixé un minimum au-delà duquel l'étendue ne peut pas être réduite; mais en prenant la précaution de fixer ce minimum, elle a clairement manifesté qu'il pouvait y avoir un maximum. C'est évidemment dans ce sens qu'a été rédigé l'art. 9 de la même loi, qui nous semble ne laisser aucun doute à cet égard. Donc, en droit, la commune ne devrait point être admise à réduire le jardin qui dépasserait un demi-arpent. Cependant, malgré ces textes, un grand nombre de communes ont cru pouvoir opérer cette réduction. Nous en connaissons quelques-unes dont le jardin presbytéral contient à peine quelques perches. Les curés s'en contentent, mais il surgit aussi bien souvent des réclamations; dans un pareil état de choses, ne serait-il pas vivement à désirer qu'il intervînt de la part de l'administration une décision en forme, qui ordonnât purement et simplement l'exécution des art. 9 et 10 de la loi du 18 octobre 1790? Quant à la prétention élevée par quelques communes de s'emparer arbitrairement et sans formalité d'une partie du jardin,

pour y bâtir une mairie ou une maison d'école, et de réduire par ce moyen ledit jardin au-delà même d'un demi-arpent, elle est insoutenable. Il n'est pas plus permis aux communes d'enlever au curé une partie du jardin, qu'il ne leur est permis d'enlever une partie du presbytère. L'un et l'autre ont une destination spéciale, qu'on ne pouvait laisser à l'arbitraire du conseil municipal de changer ou de modifier à son gré (Décision ministérielle du 24 août 1806). D'après cela, une commune ne pourrait s'emparer d'une partie du jardin presbytéral, sans avoir pris préalablement l'avis de l'évêque et du préfet, et sans y avoir été autorisée par un arrêté du gouvernement. C'est ce que l'on doit induire du rapport de Portalis du 3 nivôse an XI, et de l'ordonnance royale du 3 mars 1825.

3° En ce qui touche les droits du curé sur les arbres existants dans le jardin ou autres dépendances de la maison presbytérale.

Ces droits, qui sont ceux d'un véritable usufruit, sont réglés par l'art. 12 du décret du 6 novembre 1813, ainsi conçu :

« Les titulaires ayant des bois dans leur dotation en jouiront con-
« formément à l'art. 590 du Code civil, si ce sont des bois taillis.

« Quant aux arbres futaies réunis en bois, ou épars, ils doivent se
« conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes. »

Ces dispositions sont générales et s'appliquent aussi bien aux presbytères et jardins appartenant aux communes ou aux fabriques, qu'aux biens qui appartiennent aux cures et succursales. C'est ce qui a été formellement jugé par plusieurs arrêts, et notamment par celui de la Cour de cassation du 8 février 1837.

Il suffit donc, pour savoir quels sont les droits du curé sur les arbres de son jardin ou des dépendances de la cure, de se reporter aux règles qui ont été prescrites à l'usufruitier.

Y a-t-il des bois taillis? le curé est appelé à profiter des coupes à faire, mais il est tenu de se conformer à l'aménagement qui doit être réglé par arrêté du gouvernement, ou à l'usage suivi jusqu'alors, sans toutefois être admis à réclamer une indemnité pour les coupes ordinaires qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance (Art. 590 du Code civil).

Existe-t-il des bois de haute futaie ? il profite, mais en se conformant aux époques et aux usages antérieurs, des parties de ces bois qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la superficie (Art. 591 du Code civil et 90 du Code forestier).— Dans tous les autres cas, il ne doit pas toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident, ou même en faire abattre pour cet objet, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec la fabrique ou la commune (art. 592 du Code civil), d'obtenir l'autorisation du préfet et de se conformer

d'ailleurs aux règles spéciales établies pour les bois des communes, ainsi que cela est prescrit par le dernier paragraphe de l'art. 12 du décret du 6 novembre 1813.

Le curé a le droit de prendre, dans les bois dépendants du presbytère, des échalas pour les vignes, et généralement tous les produits annuels et périodiques des arbres, en se conformant à la coutume du pays (Art. 593 du Code civil).

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans les dégrader, font aussi partie de son usufruit, mais il doit se conformer à l'usage des lieux pour le remplacement (Art. 590 du Code civil).

Il profite encore de ceux des arbres fruitiers qui meurent ou qui sont arrachés ou brisés par accident, mais à la charge de les remplacer par d'autres (Art. 594 du Code civil).

Relativement aux arbres épars tels que peupliers, ormes, châtaigniers, tilleuls et autres qui peuvent exister dans le jardin presbytéral, les droits du curé sont limités par la dernière disposition de l'article 12 du décret du 6 novembre 1813. Il ne peut les faire abattre, ou lorsqu'ils sont abattus, il ne peut les vendre ni en percevoir le prix. Ce droit n'appartient qu'à la commune ou à la fabrique, propriétaire du jardin. Il lui est seulement permis, par l'art. 592 du Code civil, ainsi que nous l'avons dit, d'employer, pour les réparations dont il est tenu, ceux de ces arbres qui sont arrachés ou brisés par accident, ou même d'en faire abattre pour cet objet, lorsque la nécessité de ces réparations a été dûment constatée.

4° En ce qui touche les formalités à observer pour l'abattage.

Ces formalités consistent dans l'autorisation dont le curé doit toujours se pourvoir; l'abattage étant considéré comme une réduction de la propriété presbytérale, il doit être autorisé, dans la forme réglée par l'ordonnance royale du 3 mars 1825. Il faut donc pour arriver à ce résultat, prendre préalablement l'avis de l'évêque et du préfet, et obtenir un arrêté du gouvernement.

5° En ce qui concerne la question de savoir si en cas de changement, le curé a le droit d'arracher dans le jardin presbytéral les arbres qu'il y a lui-même plantés.

Il est incontestable que le curé a le droit de faire dans le presbytère et ses dépendances des améliorations, pourvu, toutefois, que ces améliorations ne tendent pas à dénaturer la chose. Ainsi il peut faire des plantations soit d'arbres d'agrément, soit d'arbres à fruit. Mais toute action en indemnité lui est refusée, quand même ces plantations auraient ajouté plus de valeur à l'enclos presbytéral; car, d'une part, les avantages qu'il a retirés des améliorations compensent ce qu'elles lui ont coûté; d'autre part, il pourrait porter un préjudice réel au propriétaire, c'est-à-dire, à la fabrique ou à la commune, par des impenses que ces dernières n'auraient peut-être pas le moyen de rembourser : il est censé avoir voulu donner : *donasse censetur.*

Il est vrai que l'art. 599 du Code civil donne à l'usufruitier ou à ses héritiers le droit d'enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état ; d'où l'on pourrait conclure que le curé qui a planté quelques arbres dans le jardin du presbytère est en droit de les arracher quand bon lui semble, en se conformant d'ailleurs à l'article 599.

Nous croyons que si les arbres plantés ne l'ont point été pour en remplacer d'autres, le curé reste bien certainement le maître de leur destinée pendant tout le temps qu'il occupe le presbytère. Mais il faut se placer au cas de l'espèce, c'est-à-dire au moment où il quitte la maison presbytérale et où finit sa jouissance. Nous disons que dans ce cas il ne semble plus autorisé à arracher ces arbres, parce qu'ils sont devenus une partie intégrante du sol, et que d'après le vieil adage de la loi romaine, *Quod solo inædificatur solo cedit*. Le motif qui l'autorise à enlever les glaces, tableaux et autres ornements, qu'il aurait fait placer n'existe pas ici. Ces objets sont mobiliers, de pur ornement et susceptibles d'être enlevés sans fracture. Voilà pourquoi la loi autorise l'usufruitier à les emporter. Mais s'il avait plu au curé d'élever dans le jardin ou dans la cour du presbytère une construction quelconque, il ne serait pas fondé à la démolir, contre le gré de la commune ou de la fabrique ; il ne pourrait enlever les boiseries, parquets ou plafonds qu'il aurait fait placer, car les boiseries ne sont pas de pur agrément ; enfin, il ne pourrait faire enlever les peintures et sculptures en faisant gratter les murs ou plafonds, ou même en offrant de rétablir les choses dans leur état primitif, parce que l'on ne pourrait voir dans cette action qu'une destruction affectée.

Nous croyons qu'il en est de même des plantations, car, enlever des arbres ce serait souvent les détruire. Il n'y a même pas à distinguer entre le cas où ces arbres sont plantés depuis longtemps, et celui où ils n'auraient pas encore poussé de racines. Sous ce rapport, le législateur français s'est écarté des lois romaines. Le Code civil déclare indistinctement acquises au propriétaire du terrain toutes les plantations qui s'y trouvent. (Voy. cependant Toullier, *Droit Français*, *n*. 127.)

Toutefois, malgré la généralité de ces termes, il y a lieu de faire exception pour les arbres en pépinières qui sont naturellement destinés à être déplacés, et encore pour les plantes exotiques, précieuses par leur rareté, et qui n'ont pour des amateurs qu'un prix d'affection. Tel est au moins le sentiment des auteurs qui ont écrit sur cette matière, et notamment de M. Duranton, t. IV, n° 374. Rien n'empêcherait donc, d'après cela, le curé de les enlever, à sa sortie du presbytère.

Administration Fabricienne.

Devoirs des conseils de fabriques et des marguilliers pendant le mois d'août.

Nous n'avons aucune observation à faire à MM. les fabriciens touchant leurs devoirs pendant le mois d'août; nous ne pouvons que leur rappeler que les conseils municipaux se réunissent en session ordinaire au commencement du mois d'août, conformément à l'article 23 de la loi du 21 mars 1831, et que les conseils de fabriques qui auraient à demander à leurs communes quelques fonds, étant toujours à temps pour le faire, ainsi que nous l'avons dit dans notre dernière livraison, doivent s'empresser d'adresser leurs demandes à ce sujet, afin qu'il en puisse être délibéré dans cette session. (Voir, au surplus, nos observations sur cette matière, page 178.)

Réunion mensuelle du Bureau des marguilliers.

Chronique.

DÉCRETS VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'Assemblée législative a voté le règlement sur la tenue de ses séances (6 juillet); — le décret qui modifie les art. 64 et 67 de la loi du 22 mars 1831, sur la garde nationale (7 juillet); — le décret qui ouvre un crédit pour le paiement de l'indemnité des frais de service et de représentation du commandant supérieur des gardes nationales de la Seine (9 juillet); — Le décret relatif à un crédit de 500,000 fr. pour secours aux établissements de bienfaisance de toute nature (25 juillet); — le décret sur la liberté de la presse (26 juillet); — le décret qui proroge l'Assemblée législative à partir du 13 août jusqu'au 30 septembre suivant (28 juillet).

— Le 11 juillet a été consacré, à Flavigny-sur-Ozerain, diocèse de Dijon, le troisième monastère des Frères Prêcheurs, qui complète le nombre des monastères strictement indispensable pour que la province de France soit canoniquement rétablie sur la carte de la grande famille dominicaine. Ce jour-là a été rendu à l'Église de France cet ordre qui autrefois avait donné à l'Université de Paris saint Thomas-d'Aquin, le prince de la théologie, et qui devait nous donner, de nos jours, le plus éloquent et le plus populaire des orateurs chrétiens, le R. P. Lacordaire. Mgr l'évêque de Dijon s'était rendu à Flavigny pour bénir la chapelle du monastère. Plus de soixante prêtres étaient accourus des divers points du diocèse. Après la consécration de la chapelle, le P. Lacordaire a prononcé un magnifique discours, auquel

Mgr l'évêque de Dijon a répondu par une allocution pleine de chaleur et de noblesse. Après la cérémonie religieuse, soixante-quatre personnes, prêtres, religieux et simples fidèles, se sont assises à la même table, sous la présidence de Monseigneur, et ont pris part à un repas servi en maigre, selon la rigueur de la règle dominicaine, mais dont le père Lacordaire a su faire les honneurs avec une gaieté admirablement inspirée et une cordialité pleine de grâce.

— Mgr Mioland a reçu du Saint-Père un bref qui lui tient lieu de *bulles*, et l'autorise à s'installer comme coadjuteur de Toulouse. Mgr l'archevêque vient de publier une lettre pastorale pour annoncer aux fidèles de son diocèse cette nomination.

— Mgr l'évêque de St-Flour vient d'adresser à son clergé une circulaire à l'occasion de la retraite pastorale et de la publication des statuts synodaux. Il exige qu'à partir de la publication de ces règlements diocésains, tous les prêtres, mais plus strictement encore tou les curés, vicaires et aumôniers, assistent au moins tous les trois ans à la retraite pastorale dans le grand séminaire, et non ailleurs. L'intention du prélat était de prescrire l'assistance à la retraite tous les deux ans, comme dans beaucoup d'autres diocèses ; s'il a fixé ce terme, c'est par condescendance, à cause de l'éloignement des localités ou des difficultés du voyage.

— On vient d'achever, à Londres, la construction d'une église destinée à la célèbration du culte suivant les rites de l'Église grecque. C'est le premier temple de ce genre qui ait été élevé dans la Grande-Bretagne. On en loue l'architecture, qui appartient à l'ordre corinthien. La dédicace doit s'en faire, avec la plus grande solennité, dans le courant du mois d'août.

— Le roi de Naples vient d'ordonner de restituer aux PP. de la compagnie de Jésus et aux PP. du Très-Saint-Rédempteur, l'administration des biens que ces religieux possédaient en Sicile au 2 août 1848.

— L'armée française est entrée à Rome le 5 juillet, et l'autorité du Saint-Père y a été rétablie aux acclamations unanimes de la population romaine.

—Mgr l'évêque de Langres, qui avait consulté le Souverain-Pont fe sur l'acceptation du mandat qui lui avait été confié pour la constituante, ayant consulté de nouveau S. S., après son élection à l'Assemblée législative, en a reçu la réponse suivante :

« A notre vénérable frère, salut et bénédiction apostolique.

« Par votre très-respectueuse lettre du 4 de ce mois, vous nous faites connaître, vénérable frère, les inquiètudes actuelles de votre âme. Élu représentant à l'Assemblée nationale, vous êtes obligé de demeurer à Paris, loin de votre cher troupeau, et vous ne pouvez satisfaire régulièrement à la loi de la résidence, comme vous en auriez ardemment le désir. Pour cela, vous nous demandez avec instance de vous venir en aide dans cette anxiété, attendu que dans

cette affaire vous ne désirez rien tant que de vous soumettre entièrement à notre volonté et de trouver votre repos dans son accomplissement.

« Nous vous félicitons avant tout et vous louons de votre sollicitude pastorale, et, dans le désir de pourvoir à votre tranquillité, nous vous accordons par ces présentes, vénérable frère, et, en vertu de notre autorité apostolique, nous vous communiquons, pour tout le temps que durera votre mandat de représentant, le droit et la liberté d'être licitement et sans inquiétude absent de votre diocèse. Nous vous accordons bien volontiers cette facilité, vénérable frère, car nous avons la pleine et ferme confiance que dans l'accomplissement de cette charge, appuyé sur le secours de Dieu, vous ne manquerez jamais aucune occasion d'employer tous les moyens que vous suggérera votre piété, votre prudence, votre courage, pour soutenir et défendre avec ardeur la cause de l'Église, ses droits, sa liberté, tout ce qui est dans ses intérêts.

« Du reste, nous sommes bien persuadé, vénérable frère, que, quoique absent de corps, vous ne cessez pas d'être présent d'esprit dans votre diocèse, ni de déployer constamment toutes les ressources de votre active sollicitude, pour que pendant votre absence il ne lui arrive aucun dommage.

« Nous sommes heureux de cette occasion pour vous donner de nouveaux témoignages et de nouvelles assurances de nos sentiments particuliers pour vous; et, comme gage de ces sentiments, recevez la bénédiction apostolique que nous vous donnons avec amour et toute l'affection de notre cœur, à vous, vénérable frère, et à tout le troupeau confié à vos soins.

« Donné à Gaëte, le 14 juin 1849, dans la troisième année de notre Pontificat.

« PIE IX, PAPE. »

Instruction publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS DU PROJET DE LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE, PRÉSENTÉ PAR M. DE FALLOUX, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES (1).

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a

---

(1) Ce projet de loi a été diversement apprécié. Les uns n'y ont vu qu'une interprétation étroite du droit d'enseigner consacré par la Constitution, les autres, la continuation de l'ancien système de l'université, et par conséquent une nouvelle confiscation de la liberté d'enseignemeent au profit de l'Etat. Il y a quelque exagération dans ces appréciations. Pour nous, qui croyons qu'en cette matière délicate il était impossible de satisfaire tout le monde, nous dirons que si le projet de M. de Falloux ne remplit pas com-

été élaboré dans le sein d'une commission où tous les intérêts, ceux de la famille et ceux de l'État, ceux de l'Église et ceux de l'Université, comptaient d'éminents représentants. C'est fort d'un tel appui que j'espérais paraître devant vous; c'est le travail même de son rapporteur, M. de Corcelles, dont le nom seul était une autorité, que j'espérais apporter à cette tribune. D'impérieuses circonstances en ont décidé autrement; j'ai dû y suppléer à la hâte. Je me suis confié à votre indulgence; je me suis reposé aussi sur l'étude que chacun de vous a faite d'une question si vivement, si longuement controversée. On ne cherchait autrefois ce terrain que pour s'y combattre; on ne s'y rencontre plus aujourd'hui que pour se concerter dans un intérêt commun, supérieur à tous les préjugés personnels. Permettez-moi donc d'aborder ce sujet sans autre préoccupation que le sujet lui-même, et pardonnez-moi d'avoir préféré la promptitude de l'œuvre à l'ambition du langage.

A voir tous les gouvernements qui se succèdent porter la main sur l'enseignement public, il semble que tous se soient flattés d'improviser une société à leur image La liberté d'enseignement, consacrée enfin par notre constitution, doit mettre un terme à ces illusions et à ces tentatives. On n'élève pas l'homme pour telle ou telle forme de gouvernement, mais pour lui-même, pour le développement et la dignité de sa propre nature, pour le développement et le progrès de la société à laquelle il appartient. Les gouvernements y doivent intervenir puissamment, sans doute, mais d'accord avec les lois éternelles de la conscience et de la civilisation.

La famille, pas plus que l'individu, ne doit se mettre en révolte contre l'État; mais l'État ne peut pas, ne doit pas se substituer arbitrairement à la famille.

Toutefois, et en ne considérant que l'intérêt de la liberté, notre premier devoir était de constituer d'abord l'autorité chargée de surveiller les établissements publics. C'est le titre premier de notre projet de loi.

TITRE PREMIER.

Des autorités préposées à l'enseignement.

Au sommet de la hiérarchie, nous avons conservé, à côté du ministre, un conseil supérieur de l'instruction publique. Ce conseil a pour double mission d'assurer l'indépendance constitutionnelle de l'enseignement libre, et de maintenir l'enseignement de l'État en

---

plétement l'idée que certaines gens s'étaient faite de la liberté d'enseignement, il mérite au moins la faveur de tous les hommes amis d'une sage liberté. Dans tous les cas, les approbations du clergé ne lui ont pas manqué, et nous savons qu'un grand nombre d'évêques ont fait connaître à M. le ministre de l'Instruction publique leur adhésion à son projet, en y ajoutant toutefois les vœux qu'ils forment pour les améliorations dont il est susceptible et qu'il sera possible d'obtenir de l'Assemblée législative.

harmonie avec les traditions de l'esprit national qui ont fait siècle par siècle la grandeur et l'unité de la France. Cette double mission avait suggéré à la commission la pensée d'un double conseil ; elle y a promptement renoncé par la crainte de constituer à perpétuité des conflits qu'un seul conseil, équitablement pondéré, réussira sans doute à prévenir.

La discussion s'est donc reportée avec ardeur sur la composition du conseil supérieur lui-même. On s'est arrêté à la combinaison suivante :

Vingt-quatre membres ainsi désignés ;

Huit membres choisis par le ministre parmi les anciens membres du conseil de l'Université, les inspecteurs-généraux, les recteurs et les professeurs de Facultés : trois archevêques ou évêques nommés par leurs collègues ; un ministre protestant nommé par les présidents des consistoires ; trois magistrats de la cour de cassation nommés par leurs collègues ; trois conseillers d'État nommés par le ministre ; trois membres de l'Institut nommés par les cinq classes réunies ; trois membres choisis par le ministre parmi les membres de l'enseignement libre.

Tous les membres du conseil ont des droits égaux ; cependant, comme le conseil doit remplir deux sortes de fonctions, comme il doit tout ensemble surveiller les établissements privés et intervenir d'une manière active dans la direction des établissements de l'État, et que cette dernière fonction est incessante, nous vous proposons de le diviser en deux sections : l'une permanente, l'autre venant régulièrement compléter la première. Nous vous proposons en même temps de faire entrer dans la section permanente les huit membres appartenant à l'Université. Les séances générales auront lieu tous les trois mois, et pourront, à la demande du ministre, être convoquées extraordinairement. Tous les membres du conseil seraient choisis pour six ans, à l'exception des membres de la section permanente, qui seraient nommés à vie. Nous avons cru devoir accorder cette prérogative à des hommes vieillis dans la pratique de l'enseignement, et qui sont comme les magistrats de l'instruction publique. Mais, en même temps, nous n'avons pas voulu que cette inamovibilité fût absolue. Les membres à vie du conseil pourront être révoqués par le président de la République, en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'instruction publique.

Le conseil supérieur, malgré les hautes prérogatives dont il est revêtu, n'exercerait qu'une faible influence sur la direction des études, si son action n'était soutenue par celle d'autres conseils inférieurs en autorité, mais plus à portée des populations. Nous avons créé un conseil analogue au chef-lieu de chaque département. Cette innovation, l'une des plus importantes du présent projet de loi, doit vous être présentée dans ses considérations générales.

Lorsque Napoléon créa l'Université, il institua un nombre d'aca-

démies égal à celui des cours d'appel, et qui correspondait à peu près à l'ancienne division des provinces. Il plaça à la tête de chacune des académies un recteur, et le fit assister par deux inspecteurs.

Cette organisation avait cela de défectueux, que certaines circonscriptions étant beaucoup plus vastes que d'autres, le recteur qui en était chargé ne pouvait suffire à l'étendue de sa tâche. L'arrêté de 1848 qui a diminué le nombre des académies n'a pas affaibli cet inconvénient. L'autorité d'un conseil académique et d'un recteur, dont la juridiction comprend quatre, cinq et six départements à la fois, peut-elle être suffisante? Quand on veut organiser une surveillance sérieuse, énergique, efficace, peut-on accepter cette organisation, ce contrôle impossible ou dérisoire? Nous ne l'avons pas pensé. En même temps que nous étions convaincus des conditions anormales dans lesquelles sont condamnés à se mouvoir les recteurs actuels, nous étions frappés de la vie politique, de la sagesse à la fois libérale et préservatrice qui se révèlent au centre de nos départements. Qu'on y songe, le département, création vigoureuse de 89, a profondément pris place dans la vie publique de la France. Les autorités les plus considérables de tous les ordres y sont réunies. Il est le point juste où chacune de ces autorités agit d'assez près pour être éclairée, d'assez haut pour être obéie. Nous n'avons donc pas craint de témoigner confiance aux départements. Il est temps aussi de décharger le pouvoir central des innombrables attributions sous le poids desquelles il fléchit, et de rendre aux pouvoirs locaux des droits dont ils peuvent et sauront mieux user : de pareilles concessions ne mutilent pas le pouvoir, elles le fortifient.

Mais quel nom donner à la nouvelle institution? Celui de comité départemental ou celui de conseil académique? La première dénomination offrait l'avantage d'être plus sincèrement conforme à la pensée qui avait inspiré la commission, et de mieux marquer la place qu'elle avait entendu faire aux forces vives du département.

D'un autre côté, en repoussant le titre de conseil académique, que l'usage universitaire a consacré, on éveillait de respectables susceptibilités. On semblait prolonger contre les mots des hostilités que l'on déclarait terminées contre les choses. Ces considérations diverses ont conduit à adopter par transaction le titre de conseil académique de département.

Ce conseil académique départemental est composé de onze membres, ainsi qu'il suit :

L'inspecteur de l'Académie, le préfet, l'évêque ou son délégué, un ecclésiastique désigné par l'évêque, un ministre des cultes protestants, dans les départements où il existe une église consistoriale ; un membre délégué de la cour d'appel, et, à défaut de cour d'appel, un membre désigné par le tribunal de première instance ; quatre membres du conseil-général désignés par leurs collègues.

Nous avons à dessein commis une omission dans cette nomencla-

ture, afin d'insister sur un point, objet d'un débat approfondi. Le préfet et l'évêque ne devaient-ils pas avoir à côté d'eux un membre supérieur de la hiérarchie universitaire? Ce membre ne devait-il pas de droit être le recteur? Mais il n'existe que vingt recteurs pour quatre-vingt-six départements. Envoyer de simples délégués des recteurs, n'était-ce pas détruire cet équilibre des compétences que nous nous sommes toujours efforcés de maintenir avec une si rigoureuse précision? Porter à quatre-vingt-six le nombre des recteurs, n'était-ce pas détruire l'institution même du rectorat et paralyser son action sous prétexte de l'étendre? Ce dernier point de vue a été vivement soutenu par les représentants de l'Université. Cependant ils ont fini par préférer l'institution de nouveaux recteurs à celle de simples délégués des recteurs actuellement existant, et il a été reconnu qu'un recteur par département ne pouvait se plaindre de la situation qui lui serait faite à côté des autres autorités, soit religieuses, soit civiles, soit militaires ; qu'enfin son expérience étant incontestable dans les matières soumises à la délibération du conseil, la présidence lui serait dévolue.

L'inspection devait ensuite compléter l'ensemble des autorités préposées à l'enseignement. Indépendamment des autorités locales dont nous parlerons dans le titre consacré à l'instruction primaire, nous confions l'inspection à des inspecteurs-généraux et à des inspecteurs d'académie, ainsi que cela se pratique aujourd'hui : mais fidèles à la pensée d'impartialité qui nous a constamment guidés, nous avons voulu que les inspecteurs généraux fussent choisis également dans les rangs de l'enseignement public et dans ceux de l'enseignement privé.

L'autorité une fois instituée, nous abordons les conditions de la liberté, dans l'enseignement primaire d'abord, dans l'enseignement secondaire ensuite.

TITRE II.

De l'enseignement primaire.

L'enseignement primaire est, dans tous les pays, un des intérêts les plus considérables auxquels le législateur ait à pourvoir. Nulle part on n'en peut méconnaître l'importance ; mais dans un pays de suffrage universel on peut le regarder comme le pronostic de l'avenir de la nation.

Jamais donc il n'avait été plus nécessaire de se demander quel est l'état de l'enseignement primaire en France, quels sont les principes qui le constituent, quels sont les hommes qui le transmettent. La commission s'est livrée à cette enquête avec persévérance. Taire le mal, c'est s'en rendre complice ; le dire à des législateurs calmes et impartiaux, c'est déjà commencer à le réparer. La loi du 28 juin 1833, presque tout le monde en convient aujourd'hui, n'a pas produit le résultat que ses auteurs en attendaient. Comme il arrive trop

souvent aux intentions généreuses, on a compromis de bons effets en voulant les précipiter. Durant quelques années, les comptes-rendus officiels n'ont constaté que d'heureux efforts et de rapides progrès. Le nombre des écoles s'est promptement élevé de 28,379 à 63,028; Le nombre des enfants, d'un million à 3,787,797. Les crédits au budget de l'État sont montés de 300,000 fr. à 3 millions. Napoléon n'avait laissé qu'une École normale; trente ont été créées de 1830 à 1832, et il en existe 78 aujourd'hui. Jamais on n'a vu les chiffres présenter, à ceux qui s'en contentent, un ensemble plus satisfaisant. Mais bientôt ces chiffres n'ont pas suffi à la raison publique. On s'est demandé, avec une inquiétude croissante, s'il n'eût pas mieux valu n'ouvrir d'écoles qu'avec la certitude de n'avoir pas plus tard à les fermer; créer moins d'autorité et les armer de pouvoirs plus efficaces. Il ne faut cependant pas exagérer ce blâme comme naguère on exagérait l'apologie. Non. Dans un très-grand nombre de communes, les instituteurs ont dignement rempli l'attente du pays. Il doit une reconnaissance profonde à ces hommes pleins d'abnégation, à ces bienfaiteurs obscurs, préparant, soit dans nos campagnes, soit dans nos villes, les générations honnêtes qui font précisément aujourd'hui notre sécurité.

Mais en regard de ces perspectives rassurantes, que de contrastes! Combien d'instituteurs ont semblé se liguer pour former au sein de la société même un ordre de mécontents ou d'adversaires! Je pourrais, m'autorisant des faits trop nombreux, répéter le cri d'alarme; je me borne à constater le mal; j'ajoute que le mal n'aura été que passager, si une loi juste et ferme porte le remède là où ce mal est signalé et reconnu.

La loi actuelle prend la loi de 1833 pour point de départ, mais elle en corrige les dispositions que la commission a jugées vicieuses. J'ai conservé avec bonheur et respect ce que l'expérience permettait de conserver : j'ai réformé sans timidité lorsque l'intérêt de la société en péril me faisait évidemment violence. Deux excellentes pensées avaient inspiré les auteurs de la loi de 1833. Ils avaient voulu intéresser le plus grand nombre possible de citoyens à cette belle œuvre de l'instruction primaire. Ils espéraient trouver dans le dévouement des individus assez de ressources pour épargner à l'État la création et la dépense d'une nouvelle tribu de fonctionnaires. Ces deux espérances ont été déçues; les comités locaux n'ont compris qu'imparfaitement la grandeur de leur mission. Dès 1835, il fallut créer des inspecteurs; dès 1837, les sous-inspecteurs. Nous avons remédié à ce premier abus; nous avons voulu, je le répète, placer la surveillance plus près et le contrôle plus haut; nous avons confié au maire et au curé ou pasteur la responsabilité de l'école qu'ils ont sans cesse sous les yeux; nous avons remis au chef-lieu de département où se trouvent en présence le recteur, l'évêque et le préfet, la responsabilité

de ces surveillants eux-mêmes ; puis, enfin, nous avons laissé au ministre le choix d'un inspecteur spécial par département.

Les comités d'arrondissement avaient, mieux que les comités locaux, compris et rempli leur devoir. Nous nous flattons de retrouver encore leurs services sous la forme nouvelle et mieux appropriée, selon nous, de délégués cantonaux.

Un autre moyen d'améliorer l'institution était d'améliorer aussi le sort de l'instituteur lui-même. On ne met pas impunément aux prises l'indigence et l'orgueil. Un gouvernement ne doit tendre de pareils piéges à personne : l'individu y succombe d'abord, la société y périrait bientôt après. Montrons-nous inflexibles envers les torts, mais après avoir apaisé les souffrances. Tout récemment encore la moyenne annuelle pour 27,000 instituteurs était, malgré des promesses réitérées, de 454 fr. Point d'avancement hiérarchique, point de retraite, bien que le principe en eût été posé dans l'ordonnance du 14 février 1830. Un décret récent de l'Assemblée constituante élève le minimum du traitement total à 550 fr. Nous vous proposons de le porter, en y comprenant la rétribution municipale et la rétribution scolaire, à 600 fr. Nous introduisons aussi dans la loi le principe des retenues pour assurer un fonds de retraite.

On peut sans doute préférer d'autres combinaisons : un système de classes qui établit une hiérarchie régulière, un système d'indemnités qui tient mieux compte de la population de l'école ou de la différence du prix des subsistances dans chaque département. Ces combinaisons ont leurs avantages. Mais, dans l'état actuel des finances, nous avons voulu adopter la mesure la plus simple, demander le moins de sacrifices possible à l'État, et laisser d'ailleurs aux villes dont les crédits sont variables, aux familles dont la rétribution n'est pas partout la même, le soin de rétablir des proportions qui sont effectivement désirables. Nous n'avons pas voulu non plus élever seulement le traitement fixe, parce que c'était donner à tous, sans distinguer entre ceux dont le traitement était déjà suffisant, et exiger, pour une rétribution moins juste, des sommes plus considérables.

Nous avons autorisé, en certains cas, le conseil académique à introduire et à favoriser dans nos écoles l'enseignement pratique de l'agriculture.

Quant au certificat de moralité, tantôt délivré par complaisance, tantôt refusé par caprice, témoignage équivoque, garantie douteuse du passé, plus douteuse encore de l'avenir, nous l'avons remplacé par l'appréciation du conseil académique, ou par l'épreuve certaine d'un stage rendu facile.

Il est enfin un vice de la loi de 1833 sur lequel presque tous les esprits éclairés semblent d'accord aujourd'hui. C'est l'inamovibilité de l'instituteur primaire. Nous n'avons pas hésité à modifier profondément cette condition, tout en maintenant de légitimes garanties contre l'arbitraire.

Fallait-il ensuite donner le droit de nommer l'instituteur au pouvoir chargé de le révoquer? Fallait-il le confier au recteur ou aux conseils municipaux? Ce point a longtemps partagé la commission. La vie de l'instituteur ne sera-t-elle pas plus douce dans la commune, s'il est nommé par elle, que s'il lui est imposé? N'aura-t-il pas ainsi lui-même, de son propre mouvement, plus de déférence pour les autorités locales? Nous l'avons espéré, et nous attribuons conséquemment le choix aux conseils municipaux. C'est conserver, en outre, à l'enseignement primaire, son caractère communal que tous les projets qui se sont succédé ont maintenu, c'est respecter dans le père de famille le droit d'intervenir pour le choix de celui qui le remplace auprès de ses enfants.

La liste des candidats sera préparée avec soin par le conseil académique départemental pour éclairer la préférence de la commune, pour certifier la moralité des individus, pour tenir compte de leurs antécédents et de leurs titres, enfin pour prévenir les intrigues et les démarches qui compromettraient d'avance le caractère de l'instituteur. Cette liste est remplacée pour les corporations religieuses par la présentation de leurs supérieurs, que la reconnaissance officielle de l'État met à l'abri de toute objection.

Une question non moins grave se pose ensuite : Comment ceux qui formeront les générations de la France seront-ils formés eux-mêmes? Quelle est la valeur morale des écoles normales primaires? Les instituteurs ne sont pas tous élevés dans les écoles normales. Toutefois, sur dix-sept cents places environ, vacantes chaque année, ces écoles ne fournissent pas moins de sept cent cinquante à huit cents sujets, et ces sujets, qui devraient servir de modèle, servent en ce moment de point de mire aux critiques les plus sévères.

Des voix sérieuses, impartiales, politiques, se sont élevées pour demander la suppression absolue des écoles normales primaires. On n'a pas refusé de sincères hommages à un grand nombre de directeurs de ces établissements, fonctionnaires éminents et dévoués; on a rendu justice à beaucoup d'instituteurs sortis de leurs mains; mais l'institution a été attaquée en elle-même comme essentiellement vicieuse. On a dit que des jeunes gens au-dessous de vingt ans ne devaient point passer dans une fermentation commune leurs plus difficiles années ; qu'ils ne pouvaient voir de près les villes que la plupart n'habiteront pas, toucher à toutes les connaissances et n'en approfondir aucune, sans prendre un sentiment exagéré de leur situation, une trompeuse idée de leurs devoirs; qu'ils ne se voyaient pas décorés de titres superficiellement acquis, sans en garder une ambition inquiète, et qu'il était d'une souveraine imprudence de ramener à la vie des champs des esprits qu'on avait préparés d'avance à la prendre en dégoût ou en haine.

Ces objections sont graves. Cependant nous avons cru que l'épreuve pouvait être continuée moyennant le contre-poids du stage forte-

ment organisé ; qu'en tous cas, ce stage devait avoir produit ses re crues avant qu'on se privât des ressources de l'Ecole normale. Sui tout nous avons voulu laisser les conseils-généraux juges des besoin ou des périls de chaque département ; nous avons éveillé leur vigi lance et armé leur sévérité. Qu'il en soit pour nous de l'enseignemer comme de la liberté : que l'abus ne nous rende jamais ingrats pou le bienfait !

On s'étonnera peut-être qu'aucun article du projet ne soit relati à l'enseignement des filles, aussi important, assurément, que celu des garçons ; car, on l'a dit justement, instruire une femme, c'es créer une école dans la famille. Mais il nous a semblé préférable comme au législateur de 1833, de conserver à cet enseignement un régime spécial. Ces écoles ont produit presque partout des résultat complétements satisfaisants. Il faut donc se garder de toucher à ce dont on n'a qu'à se louer, et un règlement suffira pour introduire dans le régime de ces écoles le petit nombre d'améliorations récla mées pour les mettre en harmonie avec le projet actuel.

Après avoir analysé les mesures principales du nouveau projet de loi, nous pouvons maintenant le résumer en un seul point de vue général. L'instruction est demeurée trop isolée de l'éducation : l'éducation est demeurée trop isolée de la religion.

Prétendre, dit l'un des rapporteurs de la commission, « plier un enfant au joug de la discipline et de l'obéissance, créer en lui un principe d'énergie qui le fasse résister à ses passions, accepter volontairement la loi du travail et du devoir, contracter les habitudes de l'ordre et de la régularité, et ne pas demander cette force à la religion, c'est tenter une œuvre impossible.» Ces paroles, qui ont ému et guidé la commission, doivent être répétées devant l'Assemblée nationale.

Le temps n'est plus, grâce à Dieu, où l'on faisait à la religion l'insulte de croire que, complice de l'ignorance, elle servait d'instrument docile à tous les gouvernements. Nous voulons que la religion ne soit imposée à personne, mais enseignée à tous. Les amis de l'ordre et les amis de la liberté l'invoquent également. Assignons-lui donc franchement sa place : sachons dire qu'en elle aussi nous cherchons le secret de la liberté, de l'égalité et de la fraternité véritablement pratiques.

Mais pour que la religion communique à l'éducation sa puissance, il faut que tout y concoure à la fois, et l'enseignement et le maître. C'est le but que nous avons tâché d'atteindre, autant qu'on peut le faire par des mesures législatives, en confiant au curé ou au pasteur la surveillance morale de l'école primaire.

(*La suite au prochain numéro*).

R. F.

Instruction publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS DU PROJET DE LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE, PRÉSENTÉ PAR M. DE FALLOUX, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

(Suite. V. ci-dessus, p. 212.)

L'enseignement, ainsi constitué, sera-t-il gratuit et obligatoire? La question posée de bonne foi est facile à résoudre. Il ne faut pas s'abuser. Rendre l'enseignement primaire entièrement gratuit, ce n'est pas faire que personne ne le paye, c'est faire, au contraire, qu'il soit payé par tout le monde, c'est-à-dire par l'impôt, charge énorme que le projet du 23 juin 1848 évaluait à 47 millions; c'est, de plus, affranchir les parents et les enfants d'un indispensable lien les uns vis-à-vis des autres.

Les prescriptions de notre constitution actuelle avaient été devancées par le régime financier de la loi de 1833, qui impose les charges précisément dans l'ordre des devoirs respectifs, d'abord à la famille ou au concours volontaire des particuliers, puis à la commune, puis au département, enfin à l'Etat. Ces principes sont excellents, il suffira de les développer. Nos efforts y tendront en commun.

L'enseignement obligatoire n'est pas, comme on le croit trop généralement, une innovation moderne. Cette idée est, comme beaucoup d'autres de ce temps-ci, plutôt renouvelée que nouvelle. Les états-généraux de 1580 voulurent l'imposer en France. Une contrainte de cette nature, opposée à nos mœurs, ne put jamais s'y introduire. Elle n'est pas praticable, elle ne serait point salutaire. Quelle partie de l'enseignement d'ailleurs rendra-t-on obligatoire? Demandez-vous beaucoup? vous imposez une rigueur excessive. Demandez-vous peu? Vous abaissez le niveau de l'enseignement général. Vous révoltez les instincts les plus vivaces du cœur humain contre ceux que vous prétendez servir : vous alarmez la parcimonie trop naturelle du pauvre par vos amendes, vous blessez l'esprit d'indépendance par vos pénalités! Le meilleur, l'unique moyen d'universaliser l'enseignement, c'est de le rendre universellement accessible, applicable. Aujourd'hui, et au sein même de Paris, ce sont les écoles qui manquent aux élèves et non les élèves aux écoles. Fondez et dotez, encouragez les sacrifices, les émulations ; renversez les entraves, récompensez les services, et vous aurez en peu d'années mieux que l'enseignement obligatoire, vous aurez l'enseignement avidement recherché et béni.

TITRE III.

Enseignement secondaire.

Nous arrivons maintenant à l'enseignement secondaire. Aucun degré de l'enseignement ne peut se passer de liberté, mais l'enseignement secondaire moins qu'aucun autre. Le plus humble, comme le plus élevé, a beaucoup à gagner au développement d'une concurrence sérieuse. La nature des choses veut cependant que l'action de cette concurrence ne puisse se faire sentir partout avec la même efficacité. L'enseignement primaire, si modeste, si pénible, n'offre ni aux esprits, ni aux intérêts, ces excitations puissantes qui provoquent et multiplient les vocations. L'influence qu'il exerce sur la société est immense, mais presque latente. La liberté d'un enseignement pareil ne sera jamais que la liberté du dévouement. Telle n'est point la condition de l'enseignement secondaire. Par sa nature même, par la variété et l'étendue des connaissances qu'il embrasse, il s'adresse forcément à la portion la plus aisée de la société; il assure aux maîtres qui s'y livrent une carrière souvent brillante. D'un autre côté, par l'importance, par la durée des cours, il constitue une éducation complète : il n'abandonne l'enfant qu'après l'avoir fait homme, et l'avoir placé sur la pente des grandes vérités ou des grandes erreurs. Ce n'est donc pas seulement ici l'activité individuelle, la concurrence privée qu'il s'agit d'introduire, comme nous le faisons dans les autres branches de l'activité humaine : c'est, avant tout, la conscience responsable des familles qui a besoin de voir rendre libre un enseignement intimement lié à des affections sacrées, à d'inviolables droits.

Notre constitution attache deux conditions à l'exercice du droit d'enseigner :

La capacité et la moralité.

La moralité ne peut faire l'objet d'aucun doute, quant à la nature même des qualités requises. Tout le monde comprend ce qu'exigent, en fait de probité, de régularité de conduite, les hautes et délicates fonctions de l'éducation publique. La difficulté ne consiste pas à se rendre compte de ce qui est exigible, mais à le constater. La morale n'a que des lois; la moralité a des nuances. On peut n'avoir encouru aucune condamnation judiciaire, conserver l'intégrité de ses droits civils et politiques, et n'en avoir pas moins perdu cette considération, ce respect de l'opinion, desquels dépend l'ascendant du maître sur les élèves. Et cependant, comment juger arbitrairement la vie, la réputation, le caractère d'un individu, sans rétablir en réalité le régime de l'autorisation préalable ?

De nombreuses combinaisons ont été proposées à ce sujet aux chambres législatives. On a essayé de faire délivrer par les maires des certificats de moralité ordinaires, puis des certificats spéciaux. Ensuite on a substitué des jurys d'arrondissement à l'autorité muni-

cipale. Ces divers modes d'attestation réunissent les inconvénients de l'autorisation préalable, et n'en présentent pas les avantages. Les dispositions que nous vous soumettons s'efforcent d'atténuer les inconvénients inhérents à toute mesure préventive, sans prétendre y avoir complétement réussi. Nous vous proposons d'admettre aux fonctions de l'enseignement quiconque aura passé plusieurs années dans un établissement, public ou privé, d'instruction secondaire. Après cette épreuve, la présomption de la moralité du candidat est établie. Pendant cinq ans il a été placé sous les yeux, sous la surveillance de l'autorité, soumis à l'inspection comme le chef même dont il dépendait et dont il engageait la responsabilité. On sait d'où il vient, depuis combien d'années il se destine à l'enseignement. Sa persévérance seule est une garantie, car elle prouve qu'il ne se jette pas dans cette noble carrière, comme il arrive trop souvent, par le caprice des circonstances ou par les accidents d'une vie aventureuse. Quand ces gages ont été donnés à la société, ils peuvent tenir lieu de la formalité presque toujours illusoire du certificat de moralité. Il suffit de laisser au pouvoir un simple droit d'opposition concurremment aux autorités académiques, administratives et judiciaires. Ce droit s'exerce devant le conseil académique départemental, dont la composition nouvelle est de nature à rassurer toutes les inquiétudes.

Enfin, l'opposition admise, un dernier recours reste à celui qui se croit victime d'une décision inique. Il peut en appeler au conseil de l'instruction publique. Nous n'avons pas trouvé un meilleur moyen de sauvegarder la liberté, en conservant à la société les garanties qui lui sont nécessaires. Le candidat tient son droit de la constitution et de la loi. Il n'est soumis à aucune autorisation discrétionnaire. Sans doute, si sa vie n'est pas irréprochable, si sa réputation n'est pas intacte, s'il est en procès, pour ainsi dire, avec l'opinion, il a une épreuve à traverser, un jugement à subir. Mais qui pourrait se plaindre d'une pareille condition? La liberté demeure entière, puisque la loi soustrait à toute contestation une vie que rien n'accuse. La société, de son côté, n'abdique pas ses prérogatives, puisqu'elle conserve le droit d'interdiction envers tous ceux contre lesquels s'élève une réclamation fondée.

Quant à la capacité, seconde condition imposée par la constitution et par le bon sens public, nous avons encore eu à lutter, non contre des divergences de pensées, mais contre des difficultés d'exécution.

D'excellents juges, et particulièrement les auteurs de la plupart des projets de loi soumis aux précédentes assemblées législatives, ont paru croire que la capacité requise pouvait s'apprécier ici par le grade universitaire, et qu'elle serait d'autant mieux établie que le grade exigé des candidats serait plus élevé. Nous n'avons pu nous soumettre sans réserve à ces traditions. Les grades représentent assez fidèlement ce qu'on est en droit d'attendre du professorat, mais

non ce qu'il importe d'exiger des chefs d'établissement ou des préposés à la surveillance. Dans les derniers cas, non-seulement les grades élevés, celui de licencié ès-lettres ou le double diplôme de bachelier ès-lettres et de bachelier ès-sciences, ne nous semblent pas l'élément unique d'appréciation, mais ils ne nous paraissent même pas l'élément principal. Ils n'attestent que l'étendue et la variété des connaissances, et non la vocation. Le savoir ne suppose pas nécessairement la rectitude de l'esprit, la fermeté, la discrétion, le sens pratique essentiel à quiconque veut élever et diriger la jeunesse.

Ce dernier genre d'aptitude se développe bien moins par l'étude solitaire des sciences et des lettres que par le contact journalier et intime avec de jeunes et ombrageuses intelligences. La bienveillance du cœur, l'aménité des mœurs, la promptitude, la sûreté du coup-d'œil ne peuvent se reconnaître par examen et se constater par diplôme : cependant ne sont-ce pas les premières qualités du chef d'institution et de ses collaborateurs directs? Ces motifs nous ont déterminés à exiger des candidats le simple grade de bachelier ès-lettres qui, par lui-même, ne témoigne pas sans doute d'une instruction bien solide, mais qui, s'ajoutant à 5 années de stage, offre une précaution suffisante, et permet de se montrer plus exigeant sur les garanties morales.

Des préventions opiniâtres existant en outre chez quelques personnes contre les grades, nous proposons de laisser au candidat la faculté de substituer au titre de bachelier un brevet de capacité spéciale, lequel brevet, alors, ne pouvant en aucun cas conduire aux grades universitaires, serait délivré par un jury de sept membres nommé, tous les ans, par le ministre de l'instruction publique, sur la proposition du conseil académique départemental. Le programme de l'examen serait arrêté par le conseil de l'instruction publique. Néanmoins, le candidat pourra être interrogé plus spécialement sur la partie de l'instruction secondaire constituant l'objet spécial de l'enseignement qu'il se propose de donner.

Toutefois si, à nos yeux, les grades ne sont pas absolument indispensables au chef qui dirige et gouverne, il convient de les demander à ceux qui enseignent sous sa direction. Nous n'aurions donc pas hésité à insérer dans le projet une disposition formelle en ce sens, si l'application n'en avait paru incompatible avec les principes généraux de la liberté et de la concurrence. Soumettre tous les maîtres de tous les établissements aux mêmes conditions, c'est un joug intolérable. L'État même, à cette heure-ci, ne le fait pas peser sur ses propres maisons.

Varier les conditions selon les établissements, c'est se condamner d'avance à une série de mesures vexatoires qui conduisent à l'absurde ou à l'impossible. Il valait mieux s'en rapporter loyalement aux effets naturels de l'émulation, un peu à l'intérêt des chefs d'établissement, beaucoup à la sagacité des pères de famille.

Cette confiance, nous l'éprouvons sincèrement ; cependant, nous ne voulons pas qu'elle soit aveugle ; nous ne voulons pas qu'on nous accuse même d'indifférence pour ce qu'on est convenu d'appeler le niveau des études. Le ministre se réserve donc le droit d'accorder des distinctions spéciales, telles que le titre honorifique d'établissements de plein exercice, aux maisons qui réuniront un certain nombre de professeurs gradués.

Nous voulons davantage encore : un article de la loi reconnaît aux communes le droit de subventionner des établissements d'instruction secondaire ; mais ce droit ne pourra s'exercer qu'en faveur des établissements dans lesquels soit le directeur, soit les maîtres seront pourvus de grades élevés.

La partie du projet qui concerne les établissements libres se termine par des dispositions relatives aux délits et à la pénalité. Ces dispositions sont très-simples, et renouvelées, en grande partie, des lois antérieures ; aussi, ne croyons-nous pas devoir y arrêter d'avance l'attention de l'Assemblée.

Quelques personnes attendent de la présente loi la constitution de ce qu'on nomme l'enseignement professionnel. La commission s'en est occupée. Promptement elle a reconnu que ce devait être là un fruit naturel de la liberté, et non l'objet d'une codification spéciale. Il est à présumer, en effet, que l'enseignement industriel et professionnel prendra sa part de l'élan général, et il ne faut pas songer à gêner son libre essor avant même de l'avoir vu se produire.

Les salles d'asile avaient aussi vivement excité la sollicitude de la commission, et j'avais moi-même, en l'instituant, provoqué son zèle. Mais nous avons reconnu que la solution de cette question se liait intimement à toutes les questions de la prévoyance publique, et nous avons dû ajourner quelque temps encore la part que nous ne manquerons pas de réclamer plus tard.

Je ne me dissimule pas non plus que d'importantes réformes sont manifestement indiquées pour les établissements de l'Etat ; mais ces questions, notamment en ce qui touche les maîtres d'étude, la préférence à donner au système de l'externat ou du pensionnat, seront plus promptement et plus sûrement tranchées par la rivalité des établissemens nouveaux que par la voie législative. Le ministre de l'instruction publique ne peut cependant pas se considérer comme dégagé de ses devoirs à ce sujet, et il y pourvoira, dans la sphère de ses attributions administratives, avec persévérance et activité.

Enfin, Messieurs, je ne pourrais me flatter de vous soumettre un projet de loi complet, que si je vous le présentais étendu à l'enseignement supérieur aussi bien qu'à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire. Mais le temps m'ayant manqué, j'ai cru devoir procéder d'urgence. J'appellerai, du reste, sous très-peu de jours, l'avis d'une commission spéciale sur l'enseignement et le régime des facultés.

Quelque inachevée que soit cette œuvre, Messieurs, veuillez la prendre énergiquement à cœur.

Vous venez de recevoir du pays un glorieux mandat ; le rôle que vous assignait d'avance l'art. 9 de la Constitution n'est pas moins fait pour tenter votre patriotisme. Vous avez beaucoup à fonder, mais sans secousses, sans ruines, sans violence, par l'accomplissement d'une grande promesse, par l'application d'un grand principe! Les sophismes ne redoutent que cette épreuve, la vérité n'attend que ce signal : la pacification des intelligences, la sécurité de l'avenir n'existent plus qu'à ce prix. Les vieilles animosités essaieront de ranimer de vieilles querelles ; elles seront déjouées. Soyez sincères, soyez hardis dans cette voie, et vous assurerez à l'ordre social la plus féconde en même temps que la plus pacifique de ses victoires.

Projet de loi sur l'Instruction publique.

TITRE Ier.

DES AUTORITÉS PRÉPOSÉES A L'ENSEIGNEMENT.

CHAPITRE PREMIER.

Du conseil supérieur de l'instruction publique.

Art. 1er. Le conseil supérieur de l'instruction publique sera composé ainsi qu'il suit : Huit membres choisis parmi les anciens membres de l'Université, les inspecteurs-généraux, les recteurs et les professeurs des facultés ; ces huit membres formeront une section permanente ; trois archevêques ou évèques nommés par leurs collègues ; un ministre du culte évangélique nommé par les présidents des consistoires ; trois magistrats de la Cour de cassation nommés par leurs collègues ; trois conseillers-d'État nommés par le ministre ; trois membres de l'Institut nommés par les cinq classes réunies ; trois membres choisis par le ministre parmi les membres de l'enseignement libre.

Art. 2. Les membres de la section permanente sont nommés à vie. Ils peuvent néanmoins être révoqués par le président de la république en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'instruction publique. Ils reçoivent seuls un traitement.

Art. 3. Les autres membres du conseil sont nommés pour six ans. Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 4. Le conseil supérieur tient au moins quatre sessions par an. Le ministre peut le convoquer en session extraordinaire toutes les fois qu'il le jugera convenable.

Art. 5. Le ministre statue en conseil supérieur : Sur les règlements relatifs aux programmes d'études et d'examens, à l'administration des écoles de l'État et à la surveillance des écoles libres ; sur

l'admission des livres qui pourront être introduits dans les établissements de l'État et sur l'interdiction de ceux qui devront être défendus dans les établissements libres; sur la création des facultés, lycées et colléges, sur les fondations faites en faveur des écoles, et sur les secours et encouragements à leur accorder; sur les affaires contentieuses relatives à l'obtention des grades, aux concours ouverts devant les facultés, à l'ouverture des établissements libres, et sur toutes les questions qui concernent les droits des maîtres particuliers et l'exercice de la liberté d'enseigner; sur les affaires disciplinaires dont la connaissance sera attribuée au conseil supérieur par un règlement d'administration publique. Il délibère, en outre, sur l'état de l'enseignement, sur les abus qui pourraient s'introduire dans les écoles, sur les moyens d'y remédier, et sur toutes les questions qui lui seront soumises par le ministre de l'instruction publique.

Art. 6. La section permanente prépare tous les règlements dont le conseil n'aura pas confié la rédaction à une commission spéciale. Elle assiste le ministre dans l'examen des questions relatives à la discipline du corps enseignant, aux droits et à l'avancement de ses membres, sauf l'exception prévue en l'art. 17. Elle juge les affaires qui se rapportent à la police, à la comptabilité et à l'administration des écoles de l'État, et présente au conseil, au moins une fois par an, un rapport sommaire sur l'état de l'enseignement et de la discipline dans ces écoles.

CHAPITRE II. — *De l'administration académique.*

Art. 7. Il sera établi une académie au chef-lieu de chaque département.

Art. 8. Chaque académie est administrée par un recteur assisté d'un ou plusieurs inspecteurs, et par un conseil académique de département.

Art. 9. Le conseil académique est composé ainsi qu'il suit : Le recteur, président; l'inspecteur de l'académie, le préfet, l'évêque ou son délégué, un ecclésiastique désigné par l'évêque, un ministre des cultes évangéliques dans les départements où il existe une église consistoriale, un membre délégué de la Cour d'appel, ou, à défaut de Cour d'appel, un membre du tribunal de première instance désigné par le tribunal; quatre membres du conseil-général désignés par leurs collègues.

Art. 10. Le conseil académique adresse chaque année au conseil-général du département et au ministre un rapport sur l'état de l'enseignement.

Art. 11. Il délibère : Sur l'état général des écoles de tous les degrés; sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration économique des écoles de l'État; sur les affaires contentieuses, relatives soit aux écoles de l'État, soit aux

membres des corps enseignants; sur les délits qui ont pu être commis par lesdits membres; sur les comptes des lycées et des collèges dans les départements.

Art. 12. Le conseil académique soumet à l'approbation du ministre les règlements intérieurs des écoles publiques. Il fixe le taux de la rétribution scolaire, sur l'avis des conseils municipaux et des délégués cantonaux, établis comme il sera dit ci-après. Il dresse chaque année la liste sur laquelle les conseils municipaux choisissent les instituteurs. Il s'assure de la moralité et des antécédents de ceux qu'il inscrit et qui remplissent d'ailleurs les conditions exigées. Il autorise ceux des instituteurs primaires qui auront subi un examen spécial à cet effet à introduire l'enseignement pratique de l'agriculture dans leurs écoles. Il propose au ministre les instituteurs qui doivent être récompensés, et décerne en son nom les récompenses accordées.

Art. 13. Il détermine, d'après les circonstances locales, les cas où les communes doivent établir des écoles sépanées pour les enfants des divers sexes, ou pour les enfants appartenant aux différents cultes légalement reconnus.

Art. 14. Le conseil académique de département donne son avis sur toutes les demandes de secours et encouragements.

Art. 15. Les rapports des conseils académiques seront envoyés par les recteurs au ministre, et communiqués par lui au conseil supérieur, qui délibérera, soit pour remédier aux abus dénoncés, soit pour juger les délits et contraventions.

CHAPITRE III. — *De l'inspection.*

Art. 16. L'inspection de tous les établissements d'instruction publique est exercée : 1° Par les inspecteurs-généraux; 2° par les inspecteurs d'académie; 3° par les inspecteurs de l'instruction primaire; 4° par les délégués des conseils académiques de département, par le maire et le curé ou pasteur de la commune, en ce qui concerne l'enseignement primaire.

Art. 17. Les inspecteurs d'académies seront choisis par le ministre parmi les professeurs de facultés, les proviseurs de lycées, les principaux des colléges de première classe, les chefs d'institution libre et les professeurs des diverses catégories d'établissements, sous la condition, commune à tous, du grade de licencié et de dix ans d'exercice indépendamment du stage. Les inspecteurs généraux seront choisis par le ministre, soit dans les catégories ci-dessus indiquées, soit parmi les recteurs et inspecteurs d'académie. Un tiers des inspecteurs-généraux sera nécessairement pris parmi les membres appartenant ou ayant appartenu à l'enseignement libre.

Art. 18. L'inspection de l'enseignement primaire est spécialement confiée à quatre inspecteurs-généraux, dont deux au moins doivent

appartenir à l'enseignement primaire public ou libre. Il y a en outre dans chaque académie un ou plusieurs inspecteurs de l'instruction primaire nommés par le ministre. Un règlement déterminera la présentation, le traitement, les frais de tournée, l'avancement et les attributions des inspecteurs de l'instruction primaire.

Art. 19. L'inspection des établissements de l'État s'exercera conformément aux règlements délibérés par le conseil supérieur. Celle des établissements libres ne pourra porter que sur la moralité, le respect de la constitution et des lois, et l'hygiène.

Art. 20. Tout chef d'établissement secondaire qui refuserait de se soumettre à la surveillance de l'État pourra être traduit devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, et condamné à une amende de 100 à 1,000 fr. En cas de récidive, l'amende sera de 500 f. à 3,000 fr., et l'établissement pourra être fermé. Le procès-verbal des inspecteurs constatant le refus du chef d'établissement fera foi jusqu'à inscription de faux.

TITRE II.

DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Art. 21. L'enseignement primaire se divise en deux degrés : Le premier degré comprend l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, le calcul et le système légal des poids et mesures ; le second degré complète ces connaissances et y ajoute : les éléments de la langue française ; l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques ; des notions sur l'histoire de France et la géographie ; des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène ; l'arpentage, le dessin linéaire ; le chant et la gymnastique.

Art. 22. La loi reconnaît deux espèces d'écoles : 1° les écoles fondées et entretenues, en tout ou en partie, par les communes, les départements ou l'État, et qui prennent le nom d'*écoles publiques* ; 2° les écoles fondées et entretenues par des particuliers ou des associations, et qui prennent le nom d'*écoles libres*.

Art. 23. L'enseignement primaire est donné gratuitement à tous les enfants dont les familles sont hors d'état de le payer.

CHAPITRE II. — *Des instituteurs.*

SECTION Ire. — *Des conditions d'exercice de la profession d'instituteur public ou libre.*

Art. 24. Tout individu âgé de vingt-un ans accomplis peut exercer la profession d'instituteur public ou libre dans toute la France, s'il est muni d'un brevet de capacité. Néanmoins, le brevet de capacité pourra être suppléé, pour l'enseignement du premier degré, par un certificat de stage dont il sera parlé ci-après.

Art. 25. Les condamnés à des peines afflictives ou infamantes, les condamnés pour vol, escroquerie, banqueroute, abus de confiance, adultère, attentat aux mœurs et délits politiques, les individus privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'art. 42 du Code pénal, ceux qui ont été interdits en vertu des art. 29 et 34 de la présente loi, sont incapables de tenir une école publique ou libre, ou d'y être employés.

Art. 26. Quiconque aura ouvert ou dirigé une école en contravention aux art. 4 et 5 sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 30 à 200 fr. L'école sera fermée. En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de quinze à trente jours et à une amende de 100 à 400 fr.

SECTION II. — *Des conditions spéciales aux instituteurs libres.*

Art. 27. Tout instituteur qui veut ouvrir une école libre doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où il veut s'établir, lui indiquer le local et lui donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes. Cette déclaration doit être, en outre, adressée par le postulant au recteur de l'Académie et au procureur de la république. Elle demeurera affichée, par les soins du maire, à la porte de la mairie pendant un mois.

Art. 28. Le recteur, soit d'office, soit sur la plainte d'une des autorités scolaires ou du procureur de la république, peut faire opposition à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques, dans le mois qui suit la déclaration. Cette opposition est jugée contradictoirement par le conseil académique du département, dans le plus bref délai, et sans appel. Si le maire refuse d'approuver le local, il est statué à cet égard par le préfet en conseil de préfecture. A défaut d'aucune opposition, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

Art. 29. Tout instituteur libre, sur la plainte d'une des autorités scolaires ou du ministère public, pourra être traduit, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil académique du département, et être interdit de l'exercice de sa profession dans la commune où il exerce ; le conseil académique peut même le frapper d'une interdiction absolue, sauf appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique; cet appel devra être interjeté dans le délai de dix jours, à compter de la notification de la décision, et ne sera pas suspensif.

SECTION III. — *Des instituteurs communaux.*

Art. 30. Les instituteurs communaux sont nommés par le conseil municipal de chaque commune, et choisis, soit sur une liste dressée

par le conseil académique du département, pour les instituteurs laïques, soit sur la présentation qui est faite par les supérieurs des associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'État, pour les instituteurs appartenant à ces associations ; si le conseil municipal avait fait un choix non conforme à la loi, ou n'en avait fait aucun, il serait pourvu à la nomination, après le délai d'un mois, par le conseil académique du département ; l'institution est donnée par le recteur au nom du ministre de l'instruction publique.

Art. 31. Les instituteurs adjoints, les jeunes gens qui se préparent à l'enseignement primaire public dans les établissements autorisés à cet effet, les membres ou novices des associations religieuses consacrées à l'enseignement et reconnues par l'État. sont dispensés du service militaire, s'ils ont, avant l'époque déterminée pour le tirage, contracté devant le recteur l'engagement de se vouer, pendant dix ans, à l'enseignement primaire public.

Art. 32. Il est interdit aux instituteurs communaux d'exercer aucune profession commerciale ou industrielle.

Art. 33. Tout instituteur communal convaincu de négligence dans ses fonctions est mandé devant la réunion des délégués cantonaux dont il sera parlé ci-après, qui peut lui donner un simple avis ou le réprimander, et même le traduire, s'il y a lieu, devant le conseil académique du département. En cas d'urgence, l'instituteur peut être suspendu de ses fonctions par le maire, à charge de rendre compte, dans les deux jours, au délégué cantonal, qui annule la suspension ou la maintient jusqu'à décision de l'autorité supérieure.

Art. 34. En cas de négligence habituelle ou de faute grave, et sur la plainte d'une des autorités locales ou scolaires, ou d'office, le recteur peut révoquer l'instituteur, sauf appel dans le délai de dix jours, devant le conseil académique du département. Le conseil académique peut, d'office, dans les mêmes cas, révoquer l'instituteur, et sans appel. L'instituteur révoqué est incapable d'exercer la profession d'instituteur, soit public, soit libre, dans la même commune. Le conseil académique peut frapper l'instituteur communal d'une interdiction absolue, mais sauf appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique dans le délai de dix jours, à partir de la notification de la décision. Cet appel n'est pas suspensif.

Art. 35. Le conseil académique détermine les écoles auxquelles, d'après le nombre des élèves, il doit être attaché un ou plusieurs instituteurs-adjoints. Ces instituteurs peuvent n'être âgés que de dix-huit ans, et n'avoir pas encore de brevet de capacité ou certificat de stage. Ils sont nommés et révocables par l'instituteur, avec l'agrément du délégué cantonal. Le conseil académique fixe leur traitement, sur l'avis du conseil municipal.

Art. 36. Tout département pourvoit au recrutement des instituteurs communaux en entretenant des élèves-maîtres dans les établissements d'instruction primaire désignés par le conseil académique

ou créés à cet effet par le département, sur l'avis de ce conseil. Le programme de l'enseignement, les conditions d'entrée et de sortie, le personnel, et tout ce qui concerne ces établissements, sera déterminé par des règlements.

CHAPITRE III. — *Des écoles communales.*

Art. 37. Toute commune doit entretenir une ou plusieurs écoles où est donné au moins l'enseignement primaire du premier degré. Le conseil académique du département peut autoriser une commune à se réunir à une ou plusieurs communes voisines pour l'entretien d'une école. Toute commune a la faculté d'entretenir une école entièrement gratuite. Le conseil académique peut dispenser une commune d'avoir une école publique, à condition de pourvoir à l'éducation gratuite, dans une école libre, de tous les enfants dont les familles sont hors d'état d'y subvenir.

Art. 38. Toute commune doit fournir à l'instituteur un local convenable, tant pour son habitation que pour la tenue des classes, et un traitement.

Art. 39. Le traitement des instituteurs communaux se compose : 1° d'un traitement fixe ou rétribution municipale qui ne peut être inférieur à 200 fr.; 2° du produit de la rétribution scolaire; 3° d'un supplément accordé à tous ceux dont le traitement fixe, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint par 600 fr.

Art. 40. A défaut de fondations, dons ou legs, le conseil municipal délibère sur les moyens de pourvoir aux dépenses de l'enseignement primaire dans la commune. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires, il est pourvu à ces dépenses au moyen d'une imposition spéciale votée par le conseil municipal, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par arrêté du pouvoir exécutif. Cette imposition, qui devra être autorisée chaque année par la loi des finances, ne pourra excéder trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Lorsque les communes, soit par elles-mêmes, soit en se réunissant à d'autres, n'auront pu subvenir de la manière qui vient d'être indiquée aux dépenses de l'école communale, il y sera pourvu sur les ressources ordinaires du département, ou, en cas d'insuffisance, au moyen d'une imposition spéciale votée par le conseil-général, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par arrêté. Cette imposition, autorisée chaque année par la loi de finances, ne devra pas excéder 2 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Si les ressources communales et départementales ne suffisent pas, le ministre de l'instruction publique accordera une subvention sur le crédit qui sera porté annuellement pour l'enseignement primaire au budget de l'État. Chaque année, un rapport annexé au projet de budget détaillera l'emploi des fonds alloués pour l'année précédente.

Art. 41. La rétribution scolaire sera perçue dans la même forme

que les contributions publiques directes, sera exempte des droits de timbre, et donnera droit aux mêmes remises que les autres recouvrements. Il est interdit à l'instituteur communal de percevoir lui-même cette rétribution, sous quelque forme que ce soit.

CHAPITRE IV. *Des délégués cantonaux et autres autorités spécialement préposées à l'enseignement primaire.*

Art. 42. Le conseil académique du département désigne plusieurs délégués résidant dans chaque canton, pour surveiller les écoles publiques et libres du canton, et détermine les écoles particulièrement soumises à la surveillance de chacun. Les délégués sont nommés pour trois ans et rééligibles. Chaque délégué est en relation, tant avec le conseil académique, auquel il doit adresser ses rapports, qu'avec les autorités locales, pour tout ce qui regarde l'état et les besoins de l'enseignement primaire dans la circonscription. Il peut, lorsqu'il n'est pas membre du conseil académique, assister à ses séances avec voix consultative. Les délégués se réunissent au moins une fois tous les trois mois au chef-lieu de canton, sous la présidence du juge de paix, pour convenir des avis à transmettre aux conseils académiques, ou pour mander devant eux les instituteurs, comme il est dit à l'art. 33.

Art. 43. Les autorités locales préposées immédiatement à l'enseignement primaire sont, pour chaque école, le maire, le curé ou pasteur de la commune. Dans les communes de population mixte, un ministre de chacun des cultes aura toujours l'entrée de l'école pour veiller à l'éducation religieuse des enfants de son culte. Lorsque les écoles séparées existeront, les enfants d'un culte ne devront pas être admis dans l'école d'un autre culte, sauf ce vœu formellement exprimé par les parents. Le maire, le curé ou pasteur peuvent s'entendre avec les délégués cantonaux pour la surveillance locale dans les villes qui sont à la fois chefs-lieux de canton et d'arrondissement.

Art. 44. Le maire est spécialement chargé de veiller à la salubrité et au régime disciplinaire des écoles.

Art. 45. Le curé ou pasteur est spécialement chargé de surveiller l'enseignement religieux et la direction morale de l'école.

Art. 46. Le conseil académique propose à la nomination du ministre une commission d'examen chargée de juger publiquement, et à des époques déterminées par le recteur, l'aptitude de tous les aspirants au brevet de capacité qui se présentent devant elle. Cette commission se compose de sept membres et choisit son président. L'inspecteur des écoles du département, un ministre de chacun des cultes professés dans le département, et deux fonctionnaires de l'instruction publique, en font nécessairement partie.

Art. 47. Le conseil académique délivrera des certificats de stage aux personnes qui justifieront avoir été employées pendant trois ans

au moins dans les écoles publiques ou libres autorisées à recevoir les stagiaires.

CHAPITRE V. — *Institutions complémentaires.*

SECTION Ire. — *Des pensionnats primaires.*

Art. 48. Toute personne âgée de vingt-cinq ans, ayant au moins cinq années d'exercice comme instituteur, ou deux années comme maître dans un pensionnat primaire, et munie d'un brevet de capacité, peut ouvrir un pensionnat primaire, après avoir déclaré son intention au recteur et au maire de la commune. Le programme de l'enseignement et le plan du local doivent être adressés au maire et au recteur. Le conseil académique prescrira, dans l'intérêt de la moralité et de la santé des élèves, toutes les mesures qui seront indiquées dans un règlement d'administration. Les pensionnats sont soumis aux art. 24, 25, 26, 27 et 28 de la loi, et à la surveillance des autorités qu'elle institue.

SECTION II. — *Des écoles d'adultes et d'apprentis.*

Art. 49. Le conseil académique veillera à la propagation des écoles de premier et de deuxième degré pour les adultes au-dessus de dix-huit ans, et des écoles pour les apprentis au-dessus de douze ans. Il désignera les instituteurs chargés de les diriger. Il ne pourra être reçu dans ces écoles d'élèves des deux sexes.

Art. 50. Nul instituteur libre ne peut ouvrir une école d'adultes ou d'apprentis sans en prévenir les autorités, conformément aux art. 27 et 28.

Art. 51. Il est mis chaque année à la disposition du ministre de l'instruction publique une somme suffisante pour encourager les auteurs de livres ou de méthodes utiles à l'instruction primaire, et à la fondation d'institutions, telles que : les écoles du dimanche ; les écoles dans les ateliers et les manufactures; les classes dans les hôpitaux; les cours publics ouverts avec l'autorisation des autorités compétentes; les bibliothèques de livres utiles, et autres institutions dont les statuts auront été soumis à l'examen de l'autorité.

CHAPITRE VI. — *Mesures transitoires.*

Art. 52. Le ministre, sur le rapport des recteurs, déterminera, par un règlement, à quelle classe appartiendront les inspecteurs et instituteurs actuellement en exercice.

Art. 53. Les comités actuels continueront provisoirement leurs fonctions jusqu'à la constitution des autorités instituées par la présente loi.

Art. 54. Une caisse de retraite et une caisse de secours seront substituées par un règlement, dans le plus bref délai, aux caisses d'épargne des instituteurs.

Art. 55. Un règlement sera fait pour l'application du titre II de la présente loi à la ville de Paris et à l'Algérie.

TITRE III.

De l'instruction secondaire.

CHAPITRE PREMIER. — *Des établissements particuliers d'instruction secondaire.*

Art. 56. Tout Français âgé de vingt-cinq ans au moins, et n'ayant encouru aucune des incapacités comprises dans l'art. 23 de la présente loi, pourra former un établissement d'instruction secondaire, sous la condition de déposer dans les mains du recteur de l'académie où il se propose de s'établir, les pièces suivantes, dont le recteur lui remettra récépissé : 1° Un certificat de stage constatant qu'il a rempli pendant cinq années au moins les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement d'instruction secondaire public ou privé; 2° Soit le diplôme de bachelier ès-lettres, soit un brevet de capacité délivré par le jury d'examen dans la forme déterminée ci-après; 3° Le plan du local, le programme des études et le règlement intérieur de l'établissement.

Art. 57. Les certificats de stage seront délivrés par les chefs des établissements où le stage aura été accompli. Tout certificat faux sera puni des peines portées en l'art 160 du code pénal.

Art. 58. Tous les ans, chaque conseil académique proposera au ministre la liste d'un jury de sept membres, chargé d'examiner les aspirants au brevet de capacité. Le programme de l'examen sera arrêté par le conseil supérieur de l'instruction publique. Il comprendra les connaissances sur lesquelles porte l'examen du baccalauréat. Néanmoins, le candidat pourra être interrogé plus particulièrement, s'il le demande, sur la partie de l'instruction secondaire qui constitue l'objet spécial de son enseignement. Dans ce cas, le brevet de capacité en fera mention. Nul ne pourra être admis à subir l'examen de capacité avant l'âge de vingt-cinq ans,

Art. 59. Pendant le mois qui suivra le dépôt des pièces requises par l'art. 1er, le recteur, le préfet et le procureur de la République pourront se pourvoir devant le conseil académique et s'opposer à l'ouverture de l'établissement, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves. Après ce délai, s'il n'est intervenu aucune opposition, l'établissement pourra être immédiatement ouvert. En cas d'opposition, le conseil académique prononcera, la partie entendue, sauf appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique.

Art. 60. Est incapable de tenir un établissement public ou libre d'instruction secondaire ou d'y être employé, quiconque est atteint

de l'une des incapacités déterminées par l'article 25 de la présente loi.

Art. 61. Quiconque, sans avoir satisfait aux conditions prescrites par la présente loi, aura ouvert un établissement d'instruction secondaire, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de 100 à 1,000 fr. L'établissement sera fermé. En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de quinze à trente jours, et à une amende de 1,000 à 3,000 fr.

Art. 62. En cas de désordre grave dans le régime intérieur d'un établissement particulier d'instruction secondaire, le chef dudit établissement pourra être appelé devant le conseil académique et soumis à la réprimande avec ou sans publicité. La réprimande sans publicité ne peut donner lieu à aucun recours. Le chef d'établissement condamné à la réprimande avec publicité peut interjeter appel dans le délai de dix jours devant le conseil supérieur de l'instruction publique. Pareil recours est admis dans le même délai de la part du recteur appelant *à minimâ*.

Art. 63. Tout chef d'établissement d'instruction secondaire, toute personne attachée à l'enseignement et à la surveillance d'une maison, pourra, sur la poursuite d'office du ministère, ou sur la plainte du recteur d'académie, être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil supérieur de l'instruction publique, et être interdite de sa profession à temps ou à toujours. Appel de la décision rendue pourra toujours avoir lieu devant le conseil-d'État, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par le code pénal.

Art. 64. Les établissements libres pourront obtenir une subvention des communes, des départements ou de l'État, sans que cette subvention puisse excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement. Toute commune subventionnant un établissement libre exigera, soit du directeur de l'établissement, soit de deux professeurs au moins, le diplôme de licencié dans les sciences ou dans les lettres. Si l'établissement subventionné ne comprend que les classes de grammaire, quatre professeurs, y compris le directeur, devront être pourvus du diplôme de bachelier. Les conseils académiques seront appelés à donner leur avis préalable sur l'opportunité de ces subventions ; en cas d'avis défavorable de leur part, le conseil supérieur pourra être saisi.

CHAPITRE II. — *Des établissements publics d'instruction secondaire.*

Art. 65. Les établissements publics d'instruction secondaire sont les lycées et les colléges communaux. Il peut y être annexé des pensionnats.

Art. 66. Les lycées sont fondés et entretenus par l'État, avec le

concours des départements et des villes. Les colléges communaux sont fondés et entretenus par les communes.

Art. 67. Le nombre des lycées sera augmenté selon les besoins des localités. Toute ville dont le collége communal sera érigé en lycée devra faire les dépenses de construction et d'appropriation requises à cet effet, fournir le mobilier et les collections nécessaires à l'enseignement, assurer l'entretien et la réparation des bâtiments. Les villes qui voudront établir un pensionnat près du lycée devront fournir le local et le mobilier nécessaires, et fonder pour dix ans, avec ou sans le concours du département, un nombre de bourses fixé de gré à gré avec le ministre. A l'expiration des dix ans, les villes et départements seront libres de conserver aux mêmes conditions ou de supprimer le pensionnat, sauf le droit acquis aux boursiers en jouissance de leur bourse.

Art. 68. Pour établir un collége communal, toute ville devra satisfaire aux conditions suivantes : fournir un local approprié à cet usage et en assurer l'entretien ; placer et entretenir dans ce local le mobilier nécessaire à la tenue des cours et à celle du pensionnat, si l'établissement doit recevoir des élèves internes ; garantir pour cinq ans au moins le traitement fixe du principal et des professeurs, lequel sera considéré comme dépense obligatoire pour la commune, en cas d'insuffisance des revenus propres du collége, de la rétribution collégiale payée par les externes et des produits du pensionnat.

Art. 69. Les colléges communaux sont de deux ordres : ceux où les élèves reçoivent une instruction complète analogue à celle des lycées ; ceux où les élèves ne reçoivent qu'une partie de cette instruction.

Art. 70. Dans les colléges communaux de premier ordre, les régents devront avoir pour chaque chaire les mêmes grades que les professeurs dans les lycées ; mais le titre d'agrégé ne sera point exigé. Aucun régent ne pourra occuper plus d'une chaire.

Art. 71. Dans les colléges communaux de second ordre où sont enseignées les langues anciennes, cet enseignement ne pourra excéder les classes dites de grammaire. Tout collége communal de second ordre devra avoir au moins quatre régents gradués, y compris le principal.

Art. 72. Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets ou ordonnances relatifs aux établissements d'instruction publique contraires aux dispositions de la présente loi.

Fait à l'Élysée-National, le 18 juin 1849.

Le président de la République,

L.-N. BONAPARTE.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

A. DE FALLOUX.

Jurisprudence.

COMMUNES. — FABRIQUES. — PRODUITS SPONTANÉS DES CIMETIÈRES. — ARBRES. — HAIES. — QUESTION DE PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents, à l'exclusion des conseils de préfecture, pour statuer sur la question de savoir si une haie qui sert de clôture à un cimetière est la propriété de la commune, ou si, à titre de produit spontané du sol, elle appartient à la fabrique, en vertu de l'art. 36 *du décret du* 30 *décembre* 1809.

(Fabrique de l'église de Sainte-Soulle contre la commune de Sainte-Soulle.)

Des difficultés se sont élevées entre la commune de Sainte-Soulle et la fabrique, relativement à la propriété d'une somme de 108 fr. provenant de la vente de la coupe d'une haie qui sert de clôture au cimetière. Cette somme avait été perçue par la fabrique; la commune en a demandé la restitution.

Saisi de cette contestation, le conseil de préfecture de la Charente-Inférieure, par un arrêté du 31 janvier 1845, a statué ainsi qu'il suit :

« Considérant qu'il s'agit de l'attribution à faire, entre la fabrique et la commune de Sainte-Soulle, du revenu d'un bien dont la propriété communale n'est nullement contestée, et ce, par interprétation de l'article 36 du décret du 30 déc. 1809, qui détermine la nature et l'espèce de biens composant les revenus des fabriques; que, sous ce double rapport, l'objet du litige rentre dans la compétence du conseil ;

Considérant qu'aux termes du décret du 23 prairial an XII, les communes sont obligées de fournir les terrains nécessaires aux cimetières dont elles demeurent propriétaires;

« Considérant que, suivant l'art. 3 de cette loi, les cimetières doivent être clos de murs et qu'on y doit faire des plantations, en prenant les précautions les plus convenables pour ne point gêner la circulation de l'air ; que l'art. 15 de cette même loi veut même que dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, on partage le cimetière par des murs, haies ou fossés ;

« Considérant, d'une autre part, que l'art. 30, § 17, de la loi du 18 juillet 1837, met au nombre des dépenses obligatoires pour les communes la clôture des cimetières et leur entretien ; que de l'ensemble de ces dispositions il résulte que, quand une haie existe dans un cimetière, la commune doit profiter des produits de cette haie ;

« Considérant qu'en fait, cette présomption légale doit suppléer au défaut de renseignements produits sur le fait de plantation et de culture de la haie par la commune ;

« Considérant que s'il est vrai que la fabrique paraît avoir joui jusqu'à ce jour des émondes de la haie du cimetière, cette jouissance, purement précaire de sa nature, est absolument insuffisante pour faire acquérir aucun droit de prescription à la fabrique ;

« Considérant, d'ailleurs, qu'il résulte des documents produits que l'existence de la haie est antérieure au décret du 30 déc. 1809, et préexistait ainsi aux droits que ce décret a pu conférer aux fabriques sur les produits spontanés des cimetières ;

« Par ces motifs, arrête : La somme de 108 fr. provenant de la vente du produit de la coupe de la haie dont il s'agit, est attribuée à la commune de Sainte-Soulle. Les prétentions de la fabrique à ce produit sont rejetées, et celle-ci, les ayant perçus, en devra compte à la commune. »

Cet arrêt a été déféré par la fabrique au conseil d'État. Elle soutient qu'il est entaché d'incompétence, en ce qu'il a statué sur des questions de propriété, de prescription et de restitution des fruits qu'il n'appartenait qu'aux tribunaux civils de résoudre.

Le conseil d'État a rendu l'arrêt suivant :

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS. — Le Président de la République, etc., Vu la loi des 12-20 août 1790; — vu le décret du 23 prairial an XII, celui du 30 déc. 1809 et la loi du 18 juillet 1837;

Considérant qu'il s'agissait, dans l'espèce, de statuer sur la question de savoir si la haie du cimetière de la commune de Sainte-Soulle est la propriété de ladite commune, ou si, à titre de produit spontané du sol, elle appartient à la fabrique en vertu de l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809;

Considérant que cette question est une question de propriété sur laquelle les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer; que, dès-lors, le conseil de préfecture, en statuant sur la contestation engagée entre la fabrique et la commune de Sainte-Soulle, a excédé les limites de sa compétence;

Art. 1er. L'arrêté du conseil de préfecture de la Charente-Inférieure, en date du 31 janvier 1845, est annulé pour incompétence.

(*Arrêt du conseil d'État, du 24 mars* 1849.)

OBSERVATIONS.

Cet arrêt, comme on le voit, annulle purement et simplement l'arrêté du conseil de préfecture, sans renvoyer la fabrique et la commune devant les tribunaux, attendu l'intérêt très-minime engagé dans la contestation. Nous n'aimons pas cette manière d'éluder les questions, car c'est un moyen d'éterniser les discussions et de ne jamais fixer la jurisprudence. Il y a ici une question de propriété très-importante, et qui se présente continuellement. Nous la voudrions voir décidée définitivement.

On est généralement d'accord que l'attribution du produit spontané des cimetières faite aux fabriques par l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809 comprend nécessairement les herbages.

Mais ne comprend-elle pas autre chose? Ne comprend-elle pas les fruits et émondes des arbres? Ne comprend-elle pas les arbres eux-mêmes ou tout au moins ceux qui ont crû spontanément, soit dans les haies, soit dans l'intérieur du terrain?

Sous la Restauration, on décidait que les arbres excrus dans les cimetières faisaient partie du produit spontané et appartenaient comme tels aux fabriques. C'est ce qui résulte de plusieurs lettres ministérielles et notamment de celle du ministre de l'intérieur du 21 mai 1818, adressée au préfet de la Somme, dans laquelle nous lisons ce qui suit : « Vous me demandez *si les arbres excrus sur les « terrains servant aux inhumations sont compris dans les revenus « attribués aux fabriques* par l'art. 36 du décret du 30 décembre

« 1809 : *cette question a toujours été résolue affirmativement* par l'an-
« cien ministre des cultes, sur le motif que ces arbres sont venus
« naturellement, et que, s'il y en a quelques-uns de plantés çà et là,
« ces arbres ne demandent pas de culture, et dès-lors ils ne sont
« réellement que des produits spontanés. »

Cette jurisprudence, était selon nous, très-rationnelle, car elle avait pour résultat d'établir pour les fabriques une sorte de compensation pour les frais de clôture qui avaient précédemment été mis à leur charge. Mais elle fut en partie abandonnée par le gouvernement de juillet, et jusqu'en 1840, l'administration parut avoir entièrement sacrifié les intérêts fabriciens aux intérêts communaux. Toutefois, à cette époque, les questions étant devenues plus fréquentes, les ministres de l'intérieur et des cultes crurent devoir s'entendre pour donner quelque uniformité à leurs décisions. Le comité de législation du conseil d'État fut appelé à en délibérer, et à la date du 22 janvier 1841, il émit un avis qui, quoiqu'il ne soit pas complétement irréprochable sous le rapport de la doctrine, a cependant été depuis constamment suivi. Nous engageons nos lecteurs que les présentes questions intéressent à le consulter, car il leur servira à résoudre les difficultés au moins les plus usuelles. En voici la teneur :

Avis du comité de législation du conseil d'État, sur les droits respectifs des fabriques et des communes touchant la propriété et la jouissance des arbres des cimetières. (Du 22 janvier 1841.)

Le comité de législation, qui, sur le renvoi ordonné par M. le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, a pris connaissance d'un rapport de M. le directeur de l'administration des cultes, sur la question générale de savoir à qui, des communes ou des fabriques, appartiennent, selon les cas, les arbres de haute tige qui se trouvent dans les cimetières ;

Vu ledit rapport ; vu la lettre écrite par M. le ministre de l'intérieur à M. le garde des sceaux, à la date du 29 novembre 1839, ladite lettre jointe au dossier ; vu le Code civil, liv. II, au titre *De la propriété* et à celui *De l'usufruit* ; vu le décret du 23 prairial an XII ; vu le décret du 30 déc. 1809 ; vu la loi du 18 juillet 1837 ;

Considérant que les cas prévus dans la question générale posée dans le rapport de M. le directeur de l'administration des cultes peuvent se ranger sous quatre espèces principales, selon :

1° Que les arbres qui se trouvent dans les cimetières ont crû spontanément ;

2° Qu'ils ont été plantés par les communes, conformément aux prescriptions du décret du 23 prairial, an XII ;

3° Qu'ils ont crû au milieu des haies qui servent de clôture aux cimetières ;

4° Qu'ils existaient sur le sol des cimetières, à l'époque où ils sont acquis à la commune ;

Qu'il convient donc d'examiner successivement ces espèces, et en se reportant principalement aux lois qui régissent la police, la propriété et la jouissance des cimetières :

Sur la première espèce : Considérant que le décret du 30 déc. 1809 attribue aux fabriques les produits spontanés des terrains servant de cimetières ;

que le produit spontané s'entend de tout ce qui vient naturellement sans que la main de l'homme l'ait planté ou semé ; que les arbres peuvent être un produit spontané aussi bien que l'herbe et les broussailles ; que cette disposition est entière et absolue ; qu'il n'y a pas lieu de la restreindre dans le sens des obligations imposées par le Code civil à l'usufruitier relativement aux arbres de haute futaie, attendu qu'il n'y a aucune analogie à établir entre la fabrique et un usufruitier ; entre le droit spécial et défini attribué à la fabrique par le décret du 30 déc. 1809, et les droits et obligations qui résultent pour l'usufruitier des dispositions du Code civil ; considérant toutefois que la fabrique ne peut être admise à faire valoir son droit sur les arbres qui auraient crû spontanément, que s'il est établi qu'ils ont pris naissance postérieurement au décret du 30 déc. 1809, puisque le droit n'existe pour elle qu'en vertu de ce décret ;

Sur la deuxième espèce : Considérant que les communes sont propriétaires du sol des cimetières ; que le décret du 23 prairial an XII les a autorisées, dans un but d'ornement et de salubrité, à faire certaines plantations d'arbres dans lesdits cimetières ;

Sur la troisième espèce : Considérant que le décret du 23 prairial an XII et la loi du 18 juillet 1837 prescrivent aux communes de clore les cimetières de murs ou de haies ; que si des arbres se sont élevés au milieu desdites haies, il y a une juste présomption de penser qu'ils ont été plantés par la commune (1) ;

Sur la quatrième espèce : Considérant que, par le fait seul de la préexistence des arbres sur le sol du cimetière à l'époque où il a été acquis à la commune, à quelque époque qu'ait eu lieu cette acquisition, et quelle que soit l'origine des arbres, la commune, propriétaire du sol, doit l'être également des arbres qui le couvrent, en vertu des règles du droit commun ; qu'en effet, ces règles seules sont à invoquer dans l'espèce, puisque l'application des lois de la matière ne commence qu'à partir du jour où le cimetière a été régulièrement ouvert selon les formes établies ;

Est d'avis :

Que, dans la première espèce, les fabriques sont propriétaires des arbres, et ont droit à tous leurs fruits et émondages ;

Que, dans les deuxième, troisième et quatrième espèces, ce sont les communes qui sont propriétaires desdits arbres, et qui ont, par conséquent, les mêmes droits sur leurs fruits et émondages.

Questions proposées.

La législation actuelle donne-t-elle à l'évêque le droit d'ordonner la transcription de ses avis et décisions sur les registres des délibérations des conseils de fabriques ?

Si ce droit n'appartient pas à l'évêque, appartient-il au préfet, ou au ministre des cultes, ou du moins au conseil d'État ?

Ces questions, sur lesquelles le conseil vient d'être appelé à se prononcer, sont nées à l'occasion des faits ci-après :

Le conseil de fabrique de S..., ayant demandé à l'évêque diocésain s'il lui était permis de décider qu'il n'y avait plus lieu de faire aucune réclamation à son ancien trésorier, il lui fut répondu, après

---

(1) Si le contraire était prouvé, c'est-à-dire s'il était constant que ces arbres sont venus spontanément dans la haie, ou encore que c'est la fabrique qui les a plantés en même temps que ladite haie dans laquelle ils ont poussé, ils lui appartiendraient incontestablement.

un mûr examen de toutes les pièces concernant cette affaire : 1° qu'il serait injuste de suspecter en quoi que ce soit la probité de l'ancien trésorier ;

2° Que l'état d'irrégularité où se trouvaient les affaires de cette fabrique n'était point imputable à son receveur ;

3· Qu'en conséquence, le conseil de fabrique de l'église de S... peut et doit en conscience lui donner une décharge pure et simple pour tout le temps de sa gestion ;

4· Que le présent avis avec ses considérants, après avoir été communiqué à M. le préfet, serait transmis à l'ancien trésorier et au conseil de fabrique de l'église de S... pour être inscrit dans le registre de ses délibérations.

M. le préfet adopta ces conclusions et invita le conseil de fabrique à se conformer à cette prescription de l'évêque d'inscrire dans le registre de ses délibérations cette décision épiscopale et préfectorale. Cette prescription avait pour but de détruire certaines insinuations malveillantes insérées dans les délibérations du conseil de fabrique, qui mettaient en suspicion la probité de l'ancien receveur.

Le conseil de fabrique se conforma à cette décision ; mais on désire néanmoins savoir si l'évêque était autorisé par le droit à ordonner une semblable transcription.

Le conseil, après en avoir délibéré, a été d'avis des résolutions suivantes :

En général, il n'y a que les autorités auxquelles la loi a formellement conféré le droit d'ordonner la transcription de leurs décisions ailleurs que dans leurs propres registres, qui soient autorisées à l'exercer. Ce droit existe spécialement pour la Cour de cassation.

« Tout jugement du tribunal de cassation, dit l'art. 22 de la loi des « 27 nov.-1er déc. 1790, sera imprimé et inscrit sur les registres « du tribunal dont la décision aura été cassée. »

L'art. 85 de la loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800), contient une disposition analogue. « Les jugements de cassation seront tran- « scrits sur les registres des tribunaux dont les jugements auront été « cassés. »

Le même droit n'existe point en faveur des Cours d'appel et des autres tribunaux.

Quelques Cours d'appel ont essayé de se l'attribuer en matière disciplinaire ; elles ont cru que le droit de haute surveillance qui leur appartient sur certaines corporations légales, leur conférait celui d'ordonner la transcription de leurs arrêts sur les registres de ces corporations. C'est ce qui a été fait à l'égard de l'ordre des avocats. Les Cours d'Agen et de Rouen, notamment, ont pensé pouvoir ordonner la transcription de leurs arrêts disciplinaires sur les registres du conseil de l'ordre (arrêts des 3 et 24 mars 1847); la Cour de cassation a consacré cette jurisprudence en se fondant sur ce que cette transcription ne constituait pas une aggravation de la

peine, mais qu'elle n'était qu'un moyen de notification autorisé par l'usage dans une matière qui n'est dominée par aucune règle précise de procédure (arrêt du 15 déc. 1847).

Mais cette prétention a été contestée, et n'a été jusqu'à ce jour admise par aucun barreau.

Ce droit de transcription n'existe point non plus dans l'ordre administratif. Nous ne trouvons dans la législation aucun texte qui l'attribue d'une manière explicite ou même implicite, soit au préfet, soit au conseil de préfecture, soit au ministre, soit au conseil d'État.

Ce droit est donc tout à fait exceptionnel.

Cela posé, la question devient facile à résoudre. La loi ne donnant nulle part aux évêques le droit de prescrire l'insertion de leurs décisions dans les registres de délibérations des fabriques, on peut conclure qu'ils ne l'ont point *de plano*.

Il est vrai que des motifs puissants peuvent être invoqués en faveur du pouvoir épiscopal.

Il est incontestable que l'évêque exerce un droit supérieur de surveillance sur toutes les églises et sur toutes les fabriques de son diocèse. Ce droit, pour ne parler que du point de vue civil, lui est formellement concédé par l'art. 9 de la loi du 18 germinal an X et par l'ensemble des dispositions du décret du 30 décemb. 1809.

C'est en vertu de ce droit que spécialement en ce qui concerne les fabriques, il est chargé de les organiser, de les maintenir dans la voie légale, de suppléer à leur négligence, de provoquer leur révocation, etc.

C'est tout à la fois un pouvoir tutélaire et disciplinaire qu'il exerce. Ce pouvoir se manifeste par des actes, par des avis ou des décisions.

N'est-il pas logique d'admettre qu'il emporte avec lui, et comme conséquence, celui d'en prescrire en quelque sorte l'enregistrement dans les procès-verbaux de l'administration qui doit les exécuter? Ainsi, du droit qui est conféré à l'évêque, en cas d'omission par les conseils de fabrique de procéder au renouvellement de leurs membres, de pourvoir directement et après un certain délai aux places vacantes, ne résulte-t-il pas celui d'ordonner l'insertion de l'ordonnance relative à cette opération?

Si l'évêque qui a nommé un certain nombre de fabriciens ne peut ordonner l'insertion de son ordonnance dans les registres du conseil de fabrique négligent, comment les membres du conseil seront-ils avertis de la mesure? Il est cependant important qu'ils le soient, afin qu'ils puissent se conformer à ses prescriptions. Les fabriciens sortants ont principalement intérêt à le savoir, parce que la nomination de l'évêque ayant fait cesser leurs fonctions, ils ne peuvent plus siéger dans le consell. Faut-il signifier à chaque membre sortant une ampliation de l'ordonnance épiscopale? Cela n'est nullement prescrit; il suffit ordinairement de la notification et de l'avertisse-

ment du curé. Mais si cette inscription n'est pas nécessaire comme moyen de notification, elle l'est au moins pour la conservation et la constatation de l'acte épiscopal, acte qui fait le titre des nouveaux fabriciens, et qui, pour cela, devra être mentionné dans les délibérations et annexé au procès-verbal qui en est dressé.

Il est un autre droit conféré à l'évêque, et d'où semble aussi découler le pouvoir en question. C'est celui de porter d'office sur le budget de la fabrique une dépense nécessaire que le conseil aurait cru devoir négliger. On comprend encore ici que le droit d'ordonnance implique nécessairement le droit d'insertion. L'un ne peut pas exister sans l'autre ; l'évêque ne se borne pas à statuer que telle somme sera portée au budget, il l'inscrit directement, comme l'ordonnance approbative du budget est insérée sur le budget même. Il faut donc encore reconnaître que l'évêque n'aurait qu'un droit incomplet, si après avoir prescrit une mesure de ce genre, il n'avait pas celui de l'inscrire ou de la faire inscrire sur le budget.

Le droit de l'évêque sur les comptes fournit un argument peut-être encore plus puissant.

L'art. 87 du décret du 30 décembre 1809 est ainsi conçu :

« L'évêque pourra nommer un commissaire pour assister en son « nom au compte annuel ; mais si ce commissaire est autre qu'un « grand vicaire, il ne pourra rien *ordonner* sur le compte, mais seu- « lement dresser procès-verbal sur l'état de la fabrique et sur les « fournitures et réparations à faire à l'église.

« Dans tous les cas, les archevêques et évêques en cours de visite, « ou leurs vicaires généraux, pourront se faire représenter tous comptes, registres et inventaires, et vérifier l'état de la caisse. »

Il résulte évidemment de cet article que l'évêque est investi d'un droit de rendre des ordonnances relatives aux comptes. Le législateur n'a pris le soin de dire que ce droit ne peut pas être exercé par le commissaire de l'évêque s'il n'est pas grand vicaire, que parce qu'il le reconnaissait à l'évêque lui-même et à son grand vicaire. Toute autre interprétation serait inadmissible. Ce sens est d'ailleurs conforme à l'ancienne législation, et notamment aux lettres patentes du 3 octobre 1571, à celles du 16 mars 1609, à la déclaration du 4 septembre 1619, et enfin à l'art. 17 de l'édit de 1695, qui enjoint aux *officiers de justice de tenir la main à l'exécution des* ORDONNANCES *que lesdits prélats ou archidiacres rendront sur lesdits comptes.*

Mais sur quoi doivent porter ces ordonnances ? La législation nouvelle garde à ce sujet un silence absolu. L'ancienne ne contient rien de bien précis. Nous lisons dans l'art. 17 de l'édit de 1695 que nous citions tout à l'heure, que les officiers de justice devaient tenir la main à l'exécution des ordonnances des évêques rendues en matière de compte, *particulièrement* pour le recouvrement et l'emploi des deniers en provenant. Comme il ne devait être alloué dans les comptes que les frais nécessaires pour le service divin, l'acquit des fon-

dations et l'entretien de l'église, si les prescriptions à cet égard avaient été méconnues, il y avait lieu de retrancher toutes les dépenses folles et superflues, suivant la disposition de l'art. 9 de l'édit de Melun de 1580. Le droit des évêques était donc, dans ces circonstances, de veiller à ce que les biens, rentes et revenus des fabriques fussent employés uniquement à leur destination et de prescrire les mesures qui pouvaient leur paraître nécessaires pour arriver à ce résultat. Ce droit est assurément toujours le même, et le législateur, en écrivant l'art. 87 du décret du 30 décemb. 1809, n'a point eu d'autre pensée que de reproduire la disposition de l'art. 17 de l'édit de 1695.

Or, comment procèdent les évêques quand ils rendent des ordonnances en pareille matière? Ils les inscrivent d'office sur le compte.

Pourquoi donc alors n'auraient-ils pas le droit d'enjoindre à la fabrique de faire cette insertion qu'ils peuvent faire eux-mêmes?

Telles sont les raisons par lesquelles on peut soutenir le droit pour l'évêque d'ordonner l'insertion de ses actes dans les registres des délibérations des conseils de fabriques. Elles ne sont pas sans valeur, car il semble que dans les divers exemples que nous avons énumérés, l'insertion, au moins par extrait, est le moyen le plus naturel et le plus simple pour notifier aux fabriciens les actes de l'évêque. Elles ne sauraient toutefois être considérées comme péremptoires.

En effet, indépendamment de ce que le pouvoir d'ordonner l'insertion dont il s'agit n'est point conféré aux évêques par la législation, cette insertion, si elle était admise d'une manière générale, aurait plus d'un inconvénient.

D'abord, elle pourrait, dans certains cas, gêner la liberté morale de l'administration fabricienne. S'il arrivait, par exemple, comme dans l'espèce, qu'un conseil de fabrique eût à se plaindre de son trésorier, que dans le même temps, l'évêque instruit de l'affaire, ou consulté même par la fabrique, rendît un avis approbatif de la gestion du comptable inculpé, et ordonnât que son avis fût inséré dans le registre des procès-verbaux; que devrait faire le conseil? Évidemment suivre l'avis de l'évêque; mais en supposant que l'avis de l'évêque ne fût point suivi en ce qui concerne l'approbation de la gestion du trésorier et que le conseil persistât à lui intenter une action, que deviendrait cette action en présence du bill d'indemnité accordé au comptable et inséré dans le registre des délibérations du conseil?

En second lieu, les décisions de l'évêque en matière de comptes ne sont point en dernier ressort. Sans doute, l'on n'a point coutume d'en appeler; mais enfin, cela se pourrait. Comme elles peuvent être réformées, soit par le ministre, soit par le conseil de préfecture, soit par le métropolitain, leur inscription sur le registre des fabriques créerait pour elles un certain embarras, car il faudrait rayer celles qui auraient été annulées. Et d'ailleurs, dans le système de la loi, à quoi sont destinés les registres des délibérations des fabriques? A recevoir les procès-verbaux de leurs séances. Ce serait donc changer

leur destination que de les affecter à la transcription des décisions de l'évêque.

Enfin, si cette transcription paraît être un moyen facile de notifier aux fabriciens les décisions épiscopales, d'en constater la réception, d'en assurer l'exécution, cette notification et cette exécution n'en sont pas moins assurées de plusieurs autres manières. Rien n'empêche l'évêque de demander au président de la fabrique un récépissé de ses décisions, D'une autre part, ces décisions font toujours l'objet des délibérations du conseil, et par ce moyen, elles se trouvent nécessairement mentionnées au procès-verbal. La transcription littérale sur ce procès-verbal est donc au fond inutile. Quant à l'exécution, elle doit toujours avoir lieu. Les décisions épiscopales sont pour les fabriques des lois dont elles ne peuvent méconnaître l'autorité, et qu'elles doivent exécuter, sauf à se pourvoir contre elles, si le cas y échet. Au surplus, l'évêque qui après avoir dûment notifié une décision au conseil de fabrique dans la personne de son président ou du curé, apprendrait qu'elle n'est point exécutée, devrait en référer au ministre et provoquer au besoin la révocation du conseil. (Art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825.)

En résumé, aucune loi civile ne donne expressément à l'évêque le pouvoir d'ordonner la transcription de ses décisions sur les registres des procès-verbaux des conseils de fabrique; ce pouvoir ne résulte pas non plus nécessairement pour lui de la haute surveillance qu'il exerce sur les fabriques, ni de ses autres attributions, aucun pouvoir analogue n'existant dans l'ordre administratif.

Nous estimons donc qu'encore bien que cette inscription semble être un moyen naturel de notification, et qu'il fut désirable qu'elle fût consacrée par la loi, il n'appartient cependant pas, en thèse générale, à l'évêque de l'ordonner.

Nous estimons encore que le droit de prescrire cette insertion n'existe pas plus en faveur du préfet ou du ministre des cultes, que pour l'autorité épiscopale, par la raison que la loi est muette à l'égard de tous. Il en faut dire autant du conseil d'État, qui d'ailleurs ne peut être saisi directement.

Délibéré à Paris, par MM. *Berryer, Béchard, Bioche, D. Pasqualini*, l'abbé *Van-Weter, Masson, De Champeaux* et *Suvigny.*

Administration Fabricienne.

Devoirs des marguilliers et des fabriciens pendant le mois de Septembre.

Nous n'avons à rappeler pour ce mois à MM. les fabriciens que la réunion mensuelle des membres du bureau des marguilliers. Dans cette réunion, MM. les marguilliers ont à pourvoir comme à l'ordinaire, aux soins de l'administration et aux besoins matériels de l'église; mais ils feront très bien aussi de s'occuper à l'avance des divers objets sur lesquels le conseil de fabrique pourra avoir à délibérer dans sa séance trimestrielle du premier dimanche du mois prochain.

Chronique.

DÉCRETS VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'assemblée législative a voté jusqu'au 11 août, jour de sa séparation de fait, les décrets suivants : le décret relatif à un crédit de 384,000 fr., au titre de l'exercice de 1848, pour compléter le paiement des dépenses de logement des troupes chez l'habitant (1er août); —Le décret qui ouvre au ministre de l'intérieur sur l'exercice de 1849 un crédit de 200,000 fr. pour secours aux inondés de Saint-Étienne (8 août) ; — le décret qui accorde un crédit de 3,000,000 fr. applicable à l'achèvement des travaux du chemin de fer de Paris à Lyon, partie comprise entre Paris et Châlons (8 août) ; — le décret relatif à l'organisation judiciaire et qui maintient le personnel actuel de la magistrature (id.);—le décret qui abolit l'école d'administration créée par le gouvernement provisoire (9 août);—le décret réglementaire de l'état de siége (id.); — le décret relatif à la levée de l'état de siége dans Paris et toute la circonscription de la première division militaire (id.);— le décret qui saisit la haute cour nationale du jugement de l'attentat du 13 juin et qui ordonne sa convocation à Versailles (10 août);—le décret qui accorde, à titre de récompense nationale, une pension de 2,000 fr. au père de M. Adam, procureur de la république, assassiné dans une émeute à Lodève (id.); — le décret portant abolition des décrets du gouvernement provisoire qui avaient mis à la retraite plusieurs officiers-généraux (11 août).

—Mgr Jaquemet, évêque de Nantes, sacré à Bordeaux le 29 juillet dernier, conjointement avec Mgr de Salinis, évêque d'Amiens, par Mgr Donnet, en présence de Mgr l'archevêque-coadjuteur de Toulouse, de Mgr Dupuch et de NN. SS. les évêques de Périgueux, de Nevers et de Valence, a été installé le 7 août, au milieu du concours du clergé et de toutes les autorités de sa ville épiscopale. Le prélat, à l'occasion de son installation, a adressé au maire de La Rochelle une somme de 500 fr. pour être employée en œuvres de bienfaisance.

L'installation de Mgr de Salinis a eu lieu le 29.

—Mgr l'évêque de Gap vient d'adresser à son clergé, à l'occasion de la seconde visite générale de son diocèse, une lettre pastorale remplie des recommandations les plus paternelles et les plus salutaires sur tout ce qui intéresse la foi, les mœurs, la discipline, la vie du prêtre, la décence du culte, l'entretien et la propreté du temple, du presbytère et du cimetière.

—De son côté, Mgr l'archevêque de Paris vient d'adresser à ses vénérables collègues une lettre relative à l'école des Carmes, école fondée, comme on le sait, par Mgr Affre, dont elle était l'œuvre de prédilection, et qu'il laissa, pour ainsi dire, à l'état de projet.

Dans cette lettre, Mgr Sibour sollicite le concours de l'épiscopat pour le soutien de cette école, dont l'utilité est commune à tous, et dont la conservation est si *nécessaire* pour le développement complet des hautes études ecclésiastiques.

—Le concile provincial que les évêques de la Savoie ont tenu à Chambéry dans les premiers jours du mois de juillet a été d'un excellent exemple. Depuis, les évêques de la province ecclésiastique de Turin ont tenu le leur à Saluces. On annonce ceux des provinces de Gênes et de Verceil. Enfin, l'*Armonia* de Turin croit pouvoir espérer qu'après les conciles provinciaux aura lieu un concile de tous

les évêques des États sardes, qui serait célébré dans le courant de l'année prochaine.

La réunion annuelle des évêques de Belgique vient également d'avoir lieu à Malines, sous la présidence de S. E. le cardinal archevêque de cette ville.

Jusques à quand serons-nous privés en France de ces graves assemblées dont les décisions pourraient avoir des résultats si heureux pour la religion, et une si grande influence sur l'avenir de notre pays.

—Mgr Nakar, archevêque de Nabkh et de Kerietim au mont Liban, est à Paris depuis quelques temps. Sa Grandeur arrive directement de Constantinople, où elle a pu, grâce à la protection française que M. le général Aupick, ministre de France, lui a accordée, obtenir un firman qui lui permet de bâtir une église dans sa ville archiépiscopale, et qui lui confirme d'autres droits que jusqu'à présent les hérétiques lui avaient enlevés.

Le but du voyage de Mgr Nakar est de recommander l'église qu'il va commencer à la générosité européenne, et surtout à la France, qui n'a cessé jusqu'à présent de témoigner aux pauvres catholiques de la Syrie le plus tendre et le plus vif intérêt.

—Les biens appartenant au patrimoine des jésuites dans toute l'étendue des États pontificaux, qui avaient été joints au domaine public par décret du triumvirat du 2 mars dernier, ont été restitués à la commission spéciale d'administration de ces biens, créée par Pie IX avant son départ de Rome.

— La première église des jésuites a été inaugurée à Londres, mercredi, par Mgr Viseman, assisté par le docteur Browne, évêque catholique romain du pays de Galles, le docteur Gillis, évêque catholique romain d'Édimbourg et un nombreux clergé.

—Le 13 de ce mois, les Hongrois ont fait leur soumission au général Paskiewitch, commandant en chef l'armée russe. C'est Georgey qui a pris cette grave détermination en présence des échecs éprouvés par les généraux Kossuth et Bem, à la suite desquels il avait été nommé lui-même dictateur.

— L'évêque de Fünfkirchen, Mgr F. B. Soitowhy de Nagy-ker, vient d'être nommé par l'empereur d'Autriche archevêque de Frand et primat de Hongrie.

—En vertu d'un décret du président de la république, en date du 5 août, la session des conseils-généraux pour la présente année s'est ouverte le 27 courant et sera close le 10 septembre.

Les conseils d'arrondissement se réuniront le 16 septembre pour la seconde partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

— M. le ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux préfets une circulaire relative à la répartition du crédit alloué pour l'augmentation du traitement des instituteurs primaires. Aux termes de cette circulaire, les indemnités accessoires que reçoivent les instituteurs des communes ou des fabriques comme secrétaires de mairies, chantres, etc., devront être comptées et venir en déduction des 600 fr. qui doivent former le minimum de leur traitement fixe et éventuel. Le complément alloué sur le budget pour parfaire cette somme de 600 fr. ne sera payé aux instituteurs qu'à la fin du deuxième semestre de 1849. Jusque-là ils continueront à recevoir des compléments de traitement jusqu'à concurrence de la somme de 500 francs seulement.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

Lettre pastorale

DE MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE DE GAP AU CLERGÉ DE SON DIOCÈSE

A L'OCCASION DE LA SECONDE VISITE DE SON DIOCÈSE.

MESSIEURS ET CHERS COOPÉRATEURS,

Jamais nous n'avions pris avec plus d'empressement que cette année le chemin de vos montagnes, mais jamais aussi nous n'avions éprouvé de telles impressions de bonheur en visitant vos religieuses paroisses; jamais nous n'avions goûté avec autant de douceur l'hospitalité respectueuse et cordiale que cependant nous sommes habitué depuis longtemps à recevoir dans vos presbytères; c'est que, nos chers Coopérateurs, si dans les circonstances ordinaires de la vie il est doux pour un père de se sentir entouré de ses enfants, il se rencontre des temps malheureux où cette jouissance devient un besoin de cœur, le plus impérieux de tous.

Lorsque l'orage a passé sur ses champs, que la tempête a courbé ses arbres, que le torrent a menacé son héritage, que la pluie a battu ses moissons, le laboureur s'en va, le cœur plein d'angoisses, visiter ses récoltes, compter ses pertes, calculer les ravages de la nuit. Mais si, contre toute espérance, rien n'a souffert; si sa digue a résisté, si ses blés se relèvent au soleil, si ses arbres sont chargés de fruits, alors, heureux et content, il remercie le ciel et bénit le modérateur des vents et des tempêtes.

Ainsi, nos chers Coopérateurs, après ces ouragans terribles qui viennent de bouleverser la France, nous nous sommes mis en route, craignant de rencontrer, à chaque pas, dans les esprits et dans les cœurs, les tristes et lamentables effets de toute révolution politique; nous étions effrayé à la pensée de ces haines et de ces divisions que trop souvent laissent après elles les luttes électorales; nous redoutions pour les âmes confiées à votre sollicitude le souffle mortel de ces contagieuses doctrines qui ont fait dans les grandes cités de notre France et jusqu'au sein des campagnes les plus solitaires de si nombreuses victimes.

Nous n'avions pas assez compté, nous l'avouons, sur le bon esprit des populations des Alpes ni sur l'heureuse influence de votre sage conduite et de vos paternels avis. Aussi, avons-nous été frappé de la tranquillité qui règne dans vos paroisses et du recueillement profond dans lequel s'accomplissaient les cérémonies les plus longues et les plus fatigantes. Plus d'une fois de douces larmes, des larmes de joie et de bonheur, ont coulé de nos yeux en voyant la foule se presser à la Table Sainte, ayant à sa tête les autorités locales, revêtues de leurs insignes. Il nous serait impossible, nos chers Coopérateurs, d'oublier jamais l'accueil plein d'un affectueux respect que nous avons reçu d'un bout à l'autre de notre diocèse. Vous et votre peuple

avez compris que c'était un père et un ami qui venait vous visiter, et vous l'avez fêté avec cette cordialité qui fait le prix et le charme des réunions de famille. Tous, vous avez obtempéré aux avis que nous vous avions donnés sur la frugalité des repas : aussi la table qui nous a réunis a été, comme celle des premiers chrétiens, environnée de frères, n'ayant tous qu'un cœur pour s'aimer et qu'une âme pour l'épancher dans celle de son voisin.

Après avoir satisfait, dans nos visites pastorales, la paternelle sollicitude de notre cœur pour vous, nos vénérables Frères, nous nous sommes souvenu de l'instruction de saint Paul à son bien-aimé disciple : *Tu verò vigila* (1). Cette vigilance imposée à l'Evêque doit s'étendre sur tout ce qui intéresse la foi, les mœurs, la discipline, la vie du prêtre, la décence du culte, l'entretien et la propreté du temple, du presbytère et du cimetière. Notre attention s'est donc portée sur ces différents objets, et nous vous soumettons le résultat des principales observations que nous avons consignées dans nos procès-verbaux de visites.

Églises. — Dans beaucoup de paroisses, les églises ont été réparées, quelques-unes ont été reconstruites, et nous avons eu la douce satisfaction d'en consacrer plusieurs. Ces réparations, ces constructions nouvelles ont été faites, il faut l'avouer, au prix des plus durs, des plus pénibles sacrifices, et c'est ce qui les rend à nos yeux si magnifiques. Nous connaissons des communes bien pauvres où le zèle de la foi a su créer des ressources inespérées et trouver l'argent nécessaire pour accomplir les prescriptions que nous avions faites, lors de notre première visite, touchant les réparations des édifices paroissiaux. Nous savons de religieuses populations qui n'ont pas de quoi relever de ses ruines le toit paternel croulant de toutes parts, et qui cependant ont logé avec une remarquable décence l'hôte céleste qui veut bien résider au milieu d'elles. Honneur à ces chrétientés ferventes qui ont ainsi triomphé du plus insurmontable des obstacles : la misère. Puisse leur exemple multiplier ces merveilles et répondre à toutes les objections de l'apathie et de l'indifférence !

En faisant la visite de vos églises, nos chers Coopérateurs, nous avons remarqué que leurs décorations n'étaient pas toujours de bon goût, que souvent elles ne se trouvaient pas en rapport avec le style architectural de l'édifice, que même certaines réparations intérieures étaient opposées aux principes les plus élémentaires de l'art et manquaient à toutes les règles de l'ornementation religieuse.

Nous vous engageons beaucoup à vous défier de ces artistes ambulants que vous laissez, sous prétexte d'un bon marché toujours cher, barbouiller les murs de vos églises de peintures ridicules et

---

(1) 2 ad Tim. 4-5.

ignobles. Pour obvier à ces inconvénients si graves, nous désirerions que jamais le projet d'aucune réparation de quelque importance ne fût exécuté sans que préalablement il nous eût été soumis et eût été revêtu de notre approbation. Nous savons que ce désir sera désormais pour vous un ordre.

Autels. — Une observation que nous avons encore été à même de faire, c'est que, sur plusieurs autels, la pierre sacrée, au lieu d'être encadrée dans une boiserie, est simplement enchâssée dans le plâtre. Sur ce plâtre nu et humide vous étendez les nappes qui en peu de temps pourrissent et tombent en lambeaux. Il est donc nécessaire qu'une tablette de bois recouvre toute la surface de l'autel et entoure la pierre sacrée, qui ne doit pas être éloignée du bord extérieur de cette boiserie de plus de 15 centimètres.

Assez généralement on manque à un décret de la sacrée congrégation des Rites, qui défend de faire servir le tabernacle où est conservé le Saint-Sacrement de piédestal à une statue ou à un reliquaire (1).

Lampe. — Dans un grand nombre d'églises, nous avons remarqué qu'une lampe ardente n'était point placée devant le Saint-Sacrement.

Vous savez, nos très-chers Coopérateurs, combien sont sévères les peines portées par les canons, et combien graves sont jugées par les théologiens les négligences en apparence les plus légères sur ce point. (Consulter sur cette question le compte-rendu des conférences de 1843 : *Discipline.*)

En conséquence, nous défendons que dans aucune église de notre diocèse le Saint-Sacrement soit conservé, si une lampe, jour et nuit ardente, n'est placée devant l'autel.

Nous nous réservons de donner dispense de cette obligation pour les paroisses tellement pauvres qu'il y aurait impossibilité à elles d'entretenir cette lampe.

Cette impossibilité sera constatée par une supplique à nous adressée et revêtue de la signature du curé de canton et du secrétaire de la conférence. La dispense ne sera accordée que pour un an et par écrit. *Cette prescription est de rigueur à partir de la publication de cette lettre pastorale*, et nous déclarons en faire reposer l'exécution sur la conscience de MM. les Curés.

Vases sacrés et ornements. — Nous appelons l'attention des fabriques sur la conservation des calices, croix processionnelles, etc., accusant par leur forme, la richesse de la matière et du travail, une haute antiquité; ces objets d'un grand prix, tels que nous en avons remarqué dans plusieurs églises, sont recherchés et fréquemment demandés par des marchands, qui offrent en échange des ornements ou des vases sacrés d'un plus bel effet, mais d'une bien moindre va-

---

(1) S. C. 31 mars 1821.

leur. Nous défendons expressément à messieurs les Fabriciens de conclure sans notre permission aucun de ces échanges, presque toujours faits au détriment des sacristies.

Fonts baptismaux. — Dans un grand nombre d'églises, les fonts baptismaux, qui ont pour nous de si touchants, de si doux souvenirs, manquent de cette décence qui attire le respect. Ainsi, beaucoup ne sont point entourés d'une balustrade qui tienne la foule à distance ou au moins surmontés d'une boiserie de forme conique, propre à les préserver de toute irrévérence, en ôtant la possibilité de s'y asseoir ou d'y déposer les chapeaux ; d'autres sont dans un état de malpropreté qui fait peine ; d'autres enfin, sont placés peu convenablement dans quelque partie retirée de l'église, disparaissant pour ainsi dire, sous un amoncellement de meubles qui les écrase et les déshonore ; nous appelons votre attention sur ces objets sacrés, et nous attendons de votre zèle et de votre foi des améliorations sur ce point. Cependant nous devons dire, à l'honneur de plusieurs d'entre vous, que les ordonnances laissées par écrit à ce sujet dans les procès-verbaux de nos premières visites ont été parfaitement remplies.

Presbytères. — Beaucoup de presbytères demandent de promptes réparations ; quelques-uns même sont inhabitables. Pour mettre un terme à la douleur que nous avons toujours éprouvée en voyant nos frères exposés au froid et à l'humidité dans des maisons délabrées, sales, ouvertes à tous les vents, nous nous sommes déterminé à priver de leur pasteur plusieurs paroisses qui ne pouvaient plus leur offrir un logement convenable. Nous le savons, hélas ! la misère de ces communes est profonde, l'insuffisance des ressources est incontestable, mais l'administration supérieure connaît ce triste état de choses et nous avons la promesse qu'elle s'empressera de seconder par des allocations les plus larges possible les efforts que feront les autorités locales pour relever ces ruines et donner un modeste abri aux ministres du Seigneur. Nous le disons à votre louange, nos chers Coopérateurs, partout les efforts de votre zèle se sont dirigés de préférence vers l'embellissement de vos églises, et vous vous êtes oubliés vous-mêmes. Mais ne craignez pas de provoquer des réparations à votre demeure ; vous nous trouverez toujours disposé à solliciter des fonds auprès du Gouvernement pour venir au secours des communes qui s'imposeront des prestations en nature. Notre attachement pour vous nous rendra éloquent et persévérant quand il s'agira de plaider pour la décence de votre habitation.

Cimetières. — Nous avons constaté que dans plusieurs paroisses, depuis nos précédentes visites, il y avait eu de nombreuses améliorations dans la tenue décente des cimetières ; mais trop souvent encore notre âme a été attristée par un spectacle de ruines et de dégradations auxquelles nous ne pouvons habituer ni nos yeux ni notre cœur. Il est difficile, en effet, de voir sans être affligé la

demeure des morts transformée en place publique, en théâtre de réunions profanes, souvent en réceptacle d'immondices et en lieu de pâture pour les animaux les plus immondes. Quel plus désolant spectacle ! là, des murs croulants, une porte abattue, une croix dégradée ; ici, un sol hérissé de ronces, couvert d'ossements dispersés ; ailleurs, une enceinte trop étroite où les nouveaux venus disputent avant le temps aux anciens possesseurs la place qu'ils occupent. L'homme le plus indifférent, l'incrédule même pourrait-il s'empêcher de partager notre juste indignation ? Ne cessez de répéter à vos paroissiens que c'est une tache, une honte, pour une commune et ses habitants, de laisser ainsi presque à la voirie les restes abandonnés de leurs aïeux. Ne craignez pas de leur redire ce que vous nous avez entendu leur prêcher sur la tombe même de leurs pères : que le sauvage est plus fidèle qu'eux au culte du souvenir ; que son religieux respect, sa vénération profonde pour les tombeaux, nous donnent à nous, chrétiens, de touchants exemples et de bien sévères leçons. Stimulez vos magistrats et faites-leur comprendre que le premier et le plus saint devoir d'une administration municipale est de mettre à l'abri de toute profanation ces asiles de la mort, d'environner de respect les dépouilles et la cendre des défunts, de leur assurer un repos honorable, une demeure tranquille et la possession paisible de quelques pieds de terre, seule fortune qu'ils se soient réservée. Nous avons la ferme confiance que les communes entendront ce nouvel appel et que notre dernière visite, comme les précédentes, sera marquée par des réparations nombreuses faites aux cimetières.

Registre de paroisse. — Dans notre lettre pastorale du 28 octobre 1844, nous vous avions engagés, nos chers Coopérateurs, à ouvrir un registre dit *Registre de paroisse*, dans lequel vous consigneriez les faits remarquables et pouvant intéresser la religion, les usages de la paroisse, surtout à l'égard des processions rurales, des binages, des bénédictions, des confréries, du casuel, etc. ; les traditions locales, la succession des curés, les reconstructions ou réparations des édifices paroissiaux, les achats d'ornements ou de vases sacrés, les dons faits à l'église, les noms des bienfaiteurs, les ordonnances épiscopales, l'érection des confréries, la liste des premières communions et confirmations, etc.

Nous avons eu soin, lors de nos visites, de nous faire représenter ce registre. Dans beaucoup de paroisses, nous l'avons trouvé parfaitement tenu. Il est malheureusement quelques curés qui semblent ne point comprendre l'importance de nos prescriptions à cet endroit. Cependant nous avons répété assez souvent qu'entre mille avantages, le registre de paroisse avait particulièrement celui de mettre, en quelques heures, un nouveau curé à même de connaître la paroisse et de lui épargner bien des fautes en débutant. Le registre de

paroisse fait connaître dès l'abord les usages particuliers, les heures de l'office, les abus, les moyens employés pour les détruire ; en un mot, le registre de paroisse sert à perpétuer l'uniformité dans la bonne administration, et par là il fait éviter souvent des innovations. Or, il arrive fréquemment que les innovations mettent sur les bras du nouveau curé des embarras qui paralysent sa mission et le forcent à demander son changement. Nous vous invitons donc de nouveau et d'une manière plus pressante à ouvrir un registre de paroisse, à le tenir avec ordre et propreté, à le rédiger sans longueur, sans exagération, d'une manière nette et avec une grande exactitude de dates.

Costume ecclésiastique. — En nous agrégeant à la milice sainte, nos chers Coopérateurs, l'Église nous a donné le droit et nous a imposé l'obligation de porter les glorieuses livrées du sacerdoce. Elle a voulu que l'habit clérical rappelât sans cesse au prêtre la sainteté de son caractère, la réserve qu'il lui commande, la décence, la gravité qui doivent régner dans toutes ses démarches, le respect qu'il se doit à lui-même. Aussi les Conciles, les Papes, les Évêques, gardiens de la discipline ecclésiastique, appréciant tout ce que l'abandon de ces insignes extérieurs pouvait apporter d'atteintes graves à la régularité du clergé, ont-ils prescrit, dans les plus minutieux détails et sous les peines les plus sévères, le port d'un costume clérical dont ils ont déterminé la forme et la couleur. Or, nos chers Coopérateurs, nous avons plus d'une fois remarqué qu'il s'était glissé parmi vous quelques négligences à cet égard. La plus grave est l'abandon presque général de la tonsure.

La tonsure ou couronne a toujours été considérée comme la marque principale de la cléricature. Un très-grand nombre de Conciles en a ordonné le port sous peine d'anathème, de perte du privilége clérical, de suspense du bénéfice, d'inhabileté à être promu à des ordres supérieurs, etc., etc. Les théologiens graves dont vous aimez à suivre la doctrine n'hésitent pas à déclarer coupables les confesseurs qui donnent l'absolution aux prêtres qui habituellement, ne portent pas la tonsure. Nous ordonnons donc à tous les ecclésiastiques de notre diocèse constitués dans les ordres sacrés de se conformer sur ce point à la discipline générale de l'Église.

Un second abus, depuis quelques années, se généralise et demande une prompte réforme ; nous voulons parler de l'habitude de porter le pantalon, si malheureusement substitué à la culotte courte ; rien de moins ecclésiastique, rien qui, à l'autel et dans les cérémonies sacrées, soit d'un plus mauvais effet. On objecte que c'est pour se garantir du froid, de la neige, de la pluie, etc. D'abord cette raison n'est pas admissible pour la saison de l'été, et en hiver les guêtres sont plus commodes et défendent mieux contre ces inconvénients que le pantalon. A Rome, on regarde l'usage du pantalon comme

peu ecclésiastique et dans plusieurs diocèses de France les Evêques l'ont proscrit sévèrement.

Déjà plusieurs fois nous avons déclaré que le chapeau triangulaire devait être le seul en usage dans ce diocèse. Cependant, il est encore quelques prêtres qui ne se sont pas conformés à nos ordonnances sur ce point. Accoutumé à votre docilité et à votre déférence, nous pensons que ce dernier avis fera disparaître le pantalon, et ces chapeaux de forme bizarre et disgracieuse.

Pour établir l'uniformité si désirable dans le costume, nous ordonnons donc aux ecclésiastiques de porter la tonsure, les cheveux longs par derrière, la soutane, le rabat, la ceinture, la culotte courte, et le chapeau tricorne. Pour complément, on pourra ajouter les boucles d'argent ou d'acier aux souliers, usage ancien et tout-à-fait ecclésiastique.

Surplis à la romaine. — Dès l'année 1845, nous avions aboli, comme contraire au droit canon, l'usage des rochets. Le terme assigné à leur disparition étant expiré, nous ordonnons que le *surplis à la romaine* soit seul employé dans toutes les paroisses pour l'administration des sacrements et les cérémonies religieuses. Nous défendons de mettre aux manches des aubes des parements rouges. Nous avons aussi remarqué des aubes en tulle, doublées en soie rouge pour faire transparent. Nous ne savons dire autre chose à ce sujet, si ce n'est que c'est ridicule, par conséquent intolérable.

Retraite de 1849. — Au retour, nos très-chers Coopérateurs, de cette visite pastorale, qui a été pour la religion un véritable triomphe, et pour nous la source d'ineffables délices, car elle a fait éclater d'une manière admirable l'ardeur du zèle dont votre âme est embrasée et les fruits abondants de salut opérés par votre ministère, nous venons vous annoncer, à vous qui êtes *notre joie et notre couronne*, que le Seigneur, riche en miséricordes, prépare à notre faiblesse de nouveaux secours, et à notre cœur la plus douce des consolations, celle de vous revoir bientôt tous réunis auprès de nous, au sein de la retraite pastorale qui s'ouvrira dans notre grand séminaire le mardi 11 septembre prochain, à 6 heures du soir.

Il nous semble vous voir, nos très-chers Coopérateurs, à ce seul nom de retraite ecclésiastique, tressaillir dans le Seigneur *d'une joie ineffable et pleine de gloire* (1). Et comment ne pas éprouver cette joie au souvenir des grâces spéciales et des faveurs célestes dont vous avez été gratifiés jusqu'à ce jour dans le mystérieux cénacle, où l'esprit puise tant de lumières, le cœur, tant d'énergie et de consolation ?

C'est le divin Sauveur parlant lui-même à son prêtre dans la retraite, c'est ce Pontife suprême qui nous avertit plus fortement que

---

(1) 1 Pet. 1-8.

jamais, dans les circonstances alarmantes où nous nous trouvons, de ressusciter en nous *la grâce incomparable* de l'ordination *que nous avons reçue par l'imposition des mains du premier Pasteur* (1). Il veut que nous nous *affermissions* de plus en plus dans la force de cette *grâce* que le prêtre va puiser au cœur sacré du Pontife éternel, de l'*Oint* du Seigneur, du *Sauveur* du monde (2). En effet, cette grâce sacerdotale doit toujours grandir, se fortifier, se développer toujours; or, c'est surtout dans la retraite que les avenues mystérieuses de cet adorable cœur sont ouvertes au sacerdoce catholique.

C'est dans la retraite que nous comprendrons les obligations multipliées de cette milice sainte dans laquelle il a plu au divin Sauveur de nous enrôler, afin que, pleins de courage, d'intrépidité, de patience, nous sachions supporter tous les travaux du camp du Seigneur, nous préparer et nous endurcir à toutes les fatigues qu'il semble nous préparer. C'est dans le cénacle, séparés du monde, que nous apprendrons à mépriser ses espérances et ses menaces, car les armes trempées aux sources de la foi n'ont rien à redouter des ennemis que nous avons à combattre. C'est là, en un mot, en présence de Dieu, du jugement, de l'éternité, que nous reprenons avec un nouveau courage le casque du salut, le baudrier de la justice, le glaive de l'esprit, pour travailler *comme de bons soldats de Jésus-Christ*, dans les jours mauvais (3).

C'est dans le calme de la retraite que l'âme du prêtre vient reprendre des forces pour se précipiter de nouveau, athlète invincible, au milieu des luttes continuelles que nous avons à soutenir, toujours assaillis par ces ennemis multipliés qui sans cesse se déchaînent contre nous.

Mais il est des lois proclamées par celui qui, le premier, est entré seul dans cette lutte sanglante, et *le Prêtre ne parvient à la couronne qu'en les observant avec fidélité* (4).

Tout souffrir, tout endurer de la part de tous; supporter, au besoin, le châtiment et la tache déshonorante réservés *aux malfaiteurs;* laisser, *s'il le faut, charger de chaînes* ces mains qui ne sont employées qu'à bénir; en un mot, *tout endurer*, à l'exemple du grand apôtre, *pour les élus de Dieu*, (5), *dans la longanimité, dans la charité, dans la patience* (6). Se représenter souvent les fatigues *du bon laboureur et sa persistance à cultiver le champ*, dont il se pro-

---

(1) 2 Timoth. 1-6.
(2) Ibid. 2-1.
(3) Ibid. 2. 3-4.
(4) Ibid. 5.
(5) Ibid. 2-9-10,
(6) Ibid. 3-10.

met une moisson d'autant plus abondante, *qu'elle aura été achetée par de plus grandes sueurs* (1).

Le grand Apôtre invitait son cher disciple *à pénétrer bien avant dans l'intelligence* de ces mystères ; et lorsqu'il ajoute *que le Seigneur découvre aux yeux de l'âme sacerdotale tous ces secrets importants* (2), ne nous apprend-il pas que c'est surtout dans la retraite que nous allons les puiser avec certitude?

Venez donc, nos bien-aimés Coopérateurs, *vous asseoir, solitaires, dans la ville* épiscopale, pour y être revêtus d'une augmentation *de la force d'en haut* (3). *Venez-y avec cette grande joie qui transporte les Apôtres au cénacle* (4), en la compagnie des disciples et de l'incomparable *Marie, mère de Dieu* (5), afin que nous sortions de ce saint asile, tous remplis de cet esprit de grâce qui animera nos paroles, et qui donnera aux œuvres de notre ministère une nouvelle énergie.

Dans le désir que MM. les retraitants ne perdent rien de ces huit jours de bénédictions, nous autorisons le binage pour le dimanche qui se trouve dans le courant de la retraite. Nous ne voudrions même pas que l'impossibilité de faire dire la messe dans une paroisse fût un obstacle pour un pasteur de venir à ces saints exercices.

MM. les Curés qui se disposent à assister à la retraite auront soin, le dimanche qui précédera leur départ, d'avertir leurs paroissiens de leur absence, en indiquant celui des prêtres voisins à qui ils ont confié le soin spirituel de leur paroisse. Ils s'informeront aussi s'il n'y a point de malades; ils les visiteront et désigneront aux parents le prêtre qu'ils doivent aller chercher en cas de besoin.

Chaque retraitant nous écrira quelques jours à l'avance, afin que les places puissent être assignées sans embarras au moment de l'arrivée.

Il est nécessaire d'apporter avec soi un surplis à la *romaine*, une étole pastorale, un Nouveau Testament et un livre de méditations, pour s'occuper utilement dans l'intervalle des exercices.

Nous ordonnons aux prêtres qui ne pourront assister à la retraite de réciter à la messe pendant ces huit jours l'oraison : *Deus, qui corda.*

Recevez, Messieurs et bien chers Coopérateurs, l'assurance de notre entier et bien vif dévouement.

IRÉNÉE, *Évêque de Gap.*

Par Mandement : L'abbé LÉPINE, *Ch. Secr. gén.*

---

(1) 2 Timoth. 2-6.
(2) Ibid. 7.
(3) Luc. 24-49.
(4) Luc. 24-52.
(5) Act. apost. 1-14.

Actes officiels.

Rapport de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, et décret de M. le Président de la République, relatif à la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains (1).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Rapport au Président de la République.

Monsieur le président,

Plusieurs prélats ont manifesté le désir, qu'ils avaient souvent et inutilement exprimé sous les précédents régimes, de se réunir en conciles métropolitains pour s'occuper de diverses questions qui, dans l'ordre spirituel, touchent à l'exercice du culte et à la discipline intérieure du clergé.

Ce désir trouve une justification naturelle dans la nouvelle situation de la France. Après les commotions qu'a éprouvées l'ordre social, après la consécration de droits et de devoirs nouveaux écrits dans la constitution, on comprend que les archevêques aient senti le besoin d'appeler à eux leurs suffragants, afin d'arrêter en commun les mesures que pouvaient exiger la bonne direction de leur clergé et les soins de leur administration spirituelle.

L'autorité publique ne pouvait que s'associer à cette pensée : elle devait voir sans ombrage des assemblées qui sont une des institutions du culte catholique, et qui, au fond, n'ont rien que de conforme à l'esprit libéral de notre constitution. Un entier assentiment a donc été donné.

Mais, en prenant l'intérim de l'administration des cultes, j'ai dû me demander si, au point de vue des formes conservatrices de notre droit public, cet assentiment ne devait pas être plus explicitement exprimé.

A cet égard, il m'a semblé que l'art. 4 de la loi du 18 germinal an X, en statuant « qu'aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans

---

(1) Ces deux actes ont été publiés dans le *Moniteur* du 17 septembre, le jour même de l'ouverture du concile de la province de Paris.—On sait que, par suite de la maladie de M. de Falloux, le portefeuille de l'instruction publique et des cultes a été confié par interim à M. Lanjuinais, ministre actuel de l'agriculture et du commerce.

Voy. sur la légalité des conciles et des synodes la dissertation ci-après, page 266.

la permission *expresse* du Gouvernement, » exigeait que les réunions dont il s'agit, pour avoir un caractère suffisant de légalité, fussent l'objet d'une autorisation formulée dans un décret du président de la République.

C'est le but, monsieur le président, du projet que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux.

Le temps n'est sans doute pas éloigné où le Gouvernement pourra, dans cet esprit de vraie liberté qui est au fond de ses sentiments comme dans les principes de la constitution, soumettre à un examen sérieux l'ensemble de notre législation religieuse et reviser, en particulier, les dispositions de la loi organique du 18 germinal an X. Aujourd'hui il se borne à en assurer l'exécution.

Si vous me faites l'honneur, monsieur le président, d'approuver le présent rapport, je vous prierai de vouloir bien signer le projet de décret ci-joint.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du portefeuille de l'instruction publique et des cultes.

V. LANJUINAIS.

Paris, le 16 septembre 1849.

DÉCRET.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le président de la République,

Vu les art. 1 et 16 du concordat du 26 messidor an IX ;

Vu l'art. 4 de la loi organique du 18 germinal an X ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du portefeuille de l'instruction publique et des cultes, et après en avoir délibéré en conseil des ministres,

Décrète :

Art. 1er. Sont et demeurent autorisés, pendant l'année 1849, les conciles métropolitains et les synodes diocésains que les archevêques et évêques jugeront utile de tenir en leur métropole ou diocèse pour le règlement des affaires qui, dans l'ordre spirituel, touchent à l'exercice du culte et à la discipline intérieure du clergé.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée, le 16 septembre 1849.

Le président de la République,

L.-N. BONAPARTE.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du portefeuille de l'instruction publique et des cultes,

V. LANJUINAIS.

Jurisprudence.

COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE.—EXTINCTION.—SOEURS CONVERSES.—VOEUX RELIGIEUX.—NULLITÉ.—TIERS.

Les sœurs converses, bien que ne jouissant pas des mêmes privilèges que les autres religieuses ou dames du chœur, n'en font pas moins partie de la communauté.

Par suite, après le décès des dames du chœur, la communauté est représentée par les converses survivantes, qui ont, dès lors, le droit de jouir des dons et legs faits à la communauté (1).

Les tiers qui ont des intérêts à débattre avec une communauté religieuse légalement autorisée ne sont pas recevables à contester la validité des vœux des personnes qui en font partie, pour omission des formalités prescrites par la loi civile, dans l'intérêt de la liberté des engagements religieux.

Spécialement, *et en ce qui touche les congrégations de femmes hospitalières, les tiers ne sont pas admis à prétendre que les vœux des personnes qui en font partie doivent être considérés comme non existants par le motif qu'il ne serait pas justifié qu'ils ont été constatés devant l'officier de l'état civil, dans la forme prescrite pour ces sortes de congrégations par l'art. 8 du décret du* 18 *fév.* 1809 (2).

(Hérit. d'Auzun et Dames Blanches de La Rochelle—C. les Sœurs Hospitalières de Mauzé.)

Par testament du 25 déc. 1808, la demoiselle d'Auzun avait légué à la dame Gerbier, ancienne religieuse hospitalière, une somme de

---

(1 et 2. Cette décision est rapportée dans le *Recueil général des lois et des arrêts* de M. Devilleneuve, vol. 49, 1re part. pag. 492 Dans l'origine des communautés religieuses d'hommes ou de femmes, tous ceux qui en faisaient partie étaient considérés comme personnes laïques Ce ne fut que plus tard, lorsqu'il devint d'un usage général parmi ceux qui se vouaient à la vie monastique de prendre les ordres sacrés et de s'élever au sacerdoce, que l'on distingua les religieux ou religieuses proprement dits des frères *convers* ou *sœurs converses*, qui, bien que réputés aspirer au même état, étaient employés en attendant aux travaux manuels ou extérieurs du couvent. En général, les convers, même ceux qui assistaient aux prières du chœur, n'avaient pas le droit de voter pour l'élection de l'abbé ou de l'abbesse, et ils étaient incapables de posséder des bénéfices : la règle, en ce qui touche l'election, ne recevait exception que pour quelques couvents de femmes. Aussi, dans la suite, a-t-on douté si, dans un monastère où la règle veut que tous ceux qui y sont admis aspirent aux ordres sacrés et chantent au chœur, on pouvait considérer comme de véritables religieux les simples *convers* ou frères *lais*, *oblats*, etc, employés seulement aux travaux manuels ou aux œuvres serviles de la maison — Voy sur ce sujet le *Dictionn. de droit canonique* de Durand de Maillane, v° *Convers*. Voy. aussi l'*Encyclopédie*, *eod. verb* — Tel était l'état des choses avant la révolution. Depuis, il a été modifié, lors de la réorganisation des couvents par Assemblée constituante, et particulièrement en ce qui touche *les* sœu

31,000 fr., à la charge de fonder une maison de religieuses hospitalières soit à La Rochelle, soit ailleurs. La dame Gerbier réunit un certain nombre de ses anciennes compagnes, et fonda une maison de religieuses hospitalières à Mauzé. Cette communauté fut autorisée par décret du 18 août 1811, et un nouveau décret du 12 janv. 1812 autorisa l'acceptation du legs fait par la demoiselle d'Auzun.

Dans la suite, la communauté ne reçut point de novices, aucune ne s'y étant présentée pour y faire profession de vie religieuse en qualité de religieuse du chœur. Une seule y fut reçue, mais en qualité de sœur converse : c'est la demoiselle Adèle Bry, qui fit profession de foi sous le nom de sœur Sainte-Angèle.

Les autres religieuses décédèrent successivement. La sœur Sainte-Angèle seule leur a survécu.

Les héritiers naturels de la demoiselle d'Auzun ont alors prétendu que la communauté religieuse fondée par la dame Gerbier était éteinte, une sœur converse ne pouvant à elle seule constituer et représenter la communauté, comme aurait pu le faire une religieuse du chœur, et que, dès lors, les biens légués aux hospitalières de Mauzé devaient faire retour aux héritiers de la testatrice; et, en même temps, ils ont légué ces mêmes biens, sous la réserve d'une somme de 4,000 fr., à la communauté des Dames Blanches de La Rochelle, qui furent autorisées à accepter ce legs.

De là, un procès porté devant le tribunal de Niort, d'une part, entre les héritiers de la demoiselle d'Auzun et les Dames Blanches de La Rochelle, qui soutenaient que la communauté de Mauzé n'existait plus ; et, d'autre part, la sœur Sainte-Angèle, qui soutenait que la communauté n'était pas éteinte; qu'elle résidait en sa personne, et que, dès-lors, elle avait le droit de jouir des biens qui avaient été légués à cette communauté.

---

converses, par un décret spécial du 8 déc. 1790, qui semble placer ces sœurs au rang des membres de la communauté, en les appelant à participer avec les religieuses de chœur à l'élection de la supérieure et de l'économe du couvent. — Notons, comme curiosité historique, que, par un bizarre concours de circonstances, c'est dans l'institution des convers ou oblats que l'on retrouve l'origine de la fondation de l'hôtel des Invalides par Louis XIV, en 1674. Depuis des siècles, les rois de France s'étaient acquis le droit de placer dans les abbayes ou monastères soumis à leur garde des convers ou oblats, et ils donnaient ordinairement cette espèce de prébende monacale à des soldats que l'âge ou leurs blessures avaient mis hors d'état de servir dans les armées. Ces anciens soldats reçurent ensuite du couvent une modique pension pour subvenir à leur entretien. et ils étaient employés à la garde des portes, à sonner les cloches, etc. Or, ce sont ces pensions qui, plus tard, réunies par Louis XIV, ont formé la première dotation de l'hôtel des Invalides. On peut voir sur ce point, entre autres ordonnances, celle de janv. 1629 (Code Michaud), art. 219 et 235, les édits d'avril 1674 (Collect. Isambert, tom. 16 et 19), et dans le *Dictionn. de droit canonique* de Durand de Maillane, *ubi sup.*, les lettres-patentes du 7 juill. 1716, la déclaration du 2 avril 1768.

L.-M. Devilleneuve.

29 juill. 1844, jugement du tribunal de Niort qui déclare les héritiers d'Auzun et les Dames Blanches de La Rochelle mal fondés dans leurs prétentions : — « Attendu, en droit, porte ce jugement, que tant qu'il existe encore un membre d'une communauté, ce membre conserve à la communauté ses droits et ses titres, et que, dès-lors, la communauté n'est pas éteinte ; — Attendu qu'une ordonnance royale qui autorise l'acceptation d'une libéralité ne fait pas obstacle à ce que les tribunaux puissent ultérieurement examiner si cette libéralité a été consentie dans des conditions telles, qu'elles doivent produire effet ; — Attendu, en fait, que la demoiselle Bry faisait partie de la communauté des dames hospitalières de Mauzé, et qu'elle en est aujourd'hui la seule représentante ; — Attendu que l'ordonnance royale de 1842, qui a autorisé les Dames Blanches à accepter la donation qui leur était faite par les héritiers de la demoiselle d'Auzun, n'a pu rien préjudicier sur la question de savoir si la communauté de Mauzé était ou non éteinte, puisque l'autorité administrative n'avait à apprécier que l'opportunité de l'autorisation d'acceptation qui lui était demandée ; que cela est si vrai que, même en présence de cette ordonnance de 1842, le ministre des cultes, consulté en 1843, répondait que les tribunaux pourraient seuls prononcer sur les difficultés que faisait naître l'exécution de la donation dont l'acceptation avait été autorisée ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la question de savoir si, dans la communauté de Mauzé, la demoiselle Bry était sœur converse, ou religieuse du chœur ; que ces distinctions ne sont pas admises par la loi civile, et particulièrement par le décret de 1809, qui ne reconnaît que des novices et des religieuses ; — Attendu que, des pièces produites au procès, et, notamment, des trois testaments et des attestations de l'autorité ecclésiastique, d'une lettre de l'évêque de Poitiers et des titres que justifient des actes d'administration, il résulte incontestablement que la demoiselle Bry est en possession de la qualité et de l'état de religieuse hospitalière de la communauté de Mauzé ; — Attendu que l'on ne voit pas, dans le décret de 1809, que les dispositions de ce décret relatives au mode de profession et de constatation des vœux des dames hospitalières soient prescrites à peine de nullité ; — Attendu que l'irrégularité prétendue dont seraient entachés les vœux de la demoiselle Bry consisterait en ce qu'on ne peut représenter le registre sur lequel seraient constatés ses vœux ; d'où l'on conclut que l'officier de l'état civil n'aurait pas assisté à la profession de ces vœux ; — Attendu, en supposant ces faits avérés, que la présence de l'officier de l'état civil n'est pas une condition essentielle de la validité, puisqu'il résulte de l'art. 8 du décret de 1809 que le rôle de ce fonctionnaire consiste à rédiger acte de l'engagement auquel il assiste ; — Attendu que si, par les expressions de l'art. 8, « l'engagement devra être pris, etc., » on était conduit à induire que la présence de l'officier de l'état civil et la ré-

daction de l'acte sont exigées à peine de nullité, cette nullité ne serait, dans tous les cas, que relative, et ne pourrait jamais être opposée par les tiers. »

Appel par les Dames Blanches et les héritiers d'Auzun; mais, le 29 mai 1845, arrêt de la Cour de Poitiers, qui confirme en adoptant les motifs des premiers juges.

Pourvoi en cassation. — 1er *Moyen*. Violation des art. 1, 6 et 26 de la loi du 18 germ. an X, et du décret du 18 fév. 1809, combinés, et, par suite, violation de l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825. — On soutenait, à l'appui de ce moyen, qu'aux termes des canons reçus en France, et qui sont obligatoires d'après le concordat, les sœurs converses ou frères convers ne faisaient pas partie des communautés. C'est ce qu'on faisait résulter de ce que, suivant un décret de Boniface VIII, les convers n'étaient pas admis au droit d'élection des supérieurs : « *In ecclesiis regularibus vel monasteriis, ii qui non sunt... professi non debent cum professis, vel conversi laïci cum clericis, electionibus interesse (Bonif. VIII, cap. ex eo, § In ecclesiis, de Electione et Electi potest. in 6°)*. On ajoutait que la règle contraire n'avait lieu qu'exceptionnellement, et pour certaines communautés (Héricourt, *Lois ecclésiast. F. III*, n° 15; Durand de Maillanne, *Dict. de droit canon*, v° *Abbé*); que les statuts autorisés de la plupart des communautés, et spécialement de la communauté des hospitalières de Mauzé, refusent aux sœurs converses ou domestiques toute part au gouvernement de la maison, qui n'appartient qu'aux sœurs du chœur ou sœurs professes; d'où l'on concluait que les sœurs converses, privées du droit d'élection et du droit d'administration, ne pouvaient être considérées comme constituant à elles seules la communauté après le décès des sœurs du chœur ou professes, puisqu'on ne pouvait pas concevoir une communauté qui n'aurait pas le droit de s'administrer elle-même.

2e *Moyen*. Violation des principes en matière de possession d'état, consacrés par l'art. 195, Code civil, et violation de l'art. 8 du décret du 18 fév. 1809, en ce que la Cour d'appel a considéré la demoiselle Bry comme faisant partie de la communauté des hospitalières de Mauzé, bien que ses vœux ne fussent pas constatés par la représentation du registre prescrit par le décret du 18 fév. 1809 et par l'accomplissement des formalités exigées par l'art. 8 du même décret; et en ce que la possession avait été admise par l'arrêt attaqué, comme tenant lieu de la preuve de l'accomplissement des formalités exigées. — On soutenait à cet égard que les vœux monastiques qui, aux termes du décret précité, n'ont d'effet que pour cinq ans, et qui, dès-lors, doivent être renouvelés tous les cinq ans, ne sont obligatoires qu'autant que l'officier de l'état civil en a dressé procès-verbal, et que l'absence de ce procès-verbal constitue une nullité radicale, qui ne peut être couverte par la possession d'état.

ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur les moyens du pourvoi : — Attendu qu'une congrégation religieuse régulièrement autorisée peut continuer à subsister comme être moral, bien qu'il ne reste qu'une seule des personnes qui en faisaient partie; — Attendu que l'arrêt attaqué établit, en fait, que la défenderesse faisait partie, sous le nom de sœur Sainte-Angèle, de la communauté autorisée des sœurs hospitalières de Mauzé, dont elle est aujourd'hui le seul représentant, et qu'elle n'avait pas cessé d'agir et d'être considérée comme religieuse de ladite communauté, soit avant, soit depuis le décès des autres religieuses;

Attendu qu'on lui opposait qu'en admettant qu'il fût établi au procès, comme le portent les qualités dudit arrêt, qu'elle avait fait et périodiquement renouvelé devant l'autorité ecclésiastique les vœux communs à toutes les religieuses de cette congrégation, cependant ces vœux devaient être considérés comme non existants, par le motif qu'il n'était pas justifié qu'ils eussent été constatés devant l'officier de l'état civil dans la forme prescrite par le décret du 18 fév. 1809; et. qu'en tout cas, la défenderesse ne les aurait faits qu'à titre de *sœur converse* seulement, ce qui, aux termes des statuts ecclésiastiques, ne lui aurait conféré aucun droit d'administration; d'où résultait le défaut de qualité de ladite défenderesse;

Attendu, sur le premier point, que, dès qu'une communauté a été légalement autorisée, il n'appartient pas aux tiers qui ont des intérêts à débattre avec cette communauté comme être moral de soulever contre elle, à l'égard des vœux contractés par les personnes reconnues et déclarées en faire partie, les questions qui pourraient résulter de l'omission des formalités prescrites par le décret précité, lesquelles ont été établies dans l'intérêt de la liberté des engagements religieux;

Attendu, sur le second point, que, si les statuts ecclésiastiques ont admis des différences entre les dames du chœur et les converses quant à leurs prérogatives pour la direction religieuse de la congrégation, aucun texte de loi ne les exclut de l'association religieuse elle-même, non plus que de l'exercice de ses droits civils;

Attendu, d'après ce qui précède, qu'en décidant que, par suite de l'existence de la défenderesse, sœur Sainte-Angèle, dans la communauté de Mauzé, ladite communauté n'était pas éteinte, et que ladite sœur Sainte-Angèle avait qualité pour conserver et administrer les biens de cette congrégation, l'arrêt attaqué n'a violé ni le décret du 18 germ. an x, ni celui du 18 fev. 1809, ni l'art. 195, Cod. civ., ni aucune autre loi; — Rejette, etc.

Arrêt de la Cour de cassation du 23 mai 1849.

INDEMNITÉ DE LOGEMENT.—FIXATION.

L'indemnité pécuniaire qui est due au curé ou desservant, à défaut de presbytère ou de logement, doit représenter le prix de la location d'un logement convenable.

Un conseil municipal n'est pas fondé à prétendre ne devoir qu'une somme déterminée et inférieure à celle payée par le curé pour son logement; mais celui-ci ne doit pas non plus aggraver les charges de la commune en ajoutant à sa location un plus grand nombre de pièces que cela ne lui est véritablement nécessaire.

Ces solutions résultent de la lettre ci-après de M. le ministre des cultes à M. le préfet de la Vienne.

Paris, 7 septembre 1849.

M. le préfet, des difficultés se sont élevées entre la commune et

le desservant de Luchapt, au sujet de la fixation de l'indemnité de logement à laquelle ce dernier a droit, à défaut de presbytère.

Le 23 juillet dernier, je vous ai communiqué, pour avoir votre avis, la réclamation que le desservant de Luchapt m'avait adressée à ce sujet.

Il résulte des renseignements que vous m'avez adressés, le 31 du même mois, que le conseil municipal ne consent à allouer que 100 fr. d'indemnité, tandis que le desservant paye, d'après un bail sous seing-privé, en date du 26 septembre 1840, une somme de 240 francs pour son habitation.

Ce prix vous avait paru raisonnable, et vous étiez disposé à prendre, en conseil de préfecture, un arrêté pour ordonner l'inscription d'office au budget communal de la somme de 140 fr., afin de porter à 240 fr. l'indemnité de logement. Mais, comme le desservant a demandé d'élever cette indemnité à 480 fr., vous avez cru, M. le préfet, ne devoir rien prescrire avant de connaître ma décision.

L'augmentation subie par le loyer du desservant a été occasionnée par la location de quatre nouvelles pièces affermées d'abord à un cabaretier, dont le desservant a voulu écarter le voisinage. Sans contester la légitimité du motif qui a porté le desservant de Luchapt à faire cesser les inconvénients auxquels donnait lieu un tel voisinage, vous avez pensé, M. le préfet, qu'avant d'aggraver les charges de la commune par un bail additionnel, il aurait dû en prévenir l'autorité locale pour qu'elle avisât à lui procurer une habitation plus en rapport avec la dignité de son caractère.

Dans cet état de choses, vous émettez l'avis qu'il y a lieu de fixer provisoirement à 240 fr. l'indemnité de logement dont il s'agit.

Aux termes de l'art. 92 du décret du 30 décembre 1809, il doit être fourni aux curés et desservants un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire.

Ainsi, cette indemnité doit représenter le prix de la location d'un logement convenable. Or, comme la somme de 240 fr. a été reconnue suffisante, depuis l'année 1840, par le desservant lui-même, pour se loger convenablement, on ne peut pas admettre ses prétentions ultérieures à une indemnité de 480 fr., car les nouvelles pièces qu'il a louées n'étaient nullement nécessaires à son habitation.

D'après ces motifs, M. le préfet, j'adopte entièrement votre avis sur cette affaire. Je vous en renvoie le dossier ci-joint.

Lettre du 7 septembre 1849 de M. le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes. (M. V. LANJUINAIS).

Questions proposées.

Droit public ecclésiastique.

De la liberté des conciles provinciaux et des synodes diocésains.

Il n'y a point de liberté sur la terre si, avant tout, la liberté religieuse n'est pas inviolable.

La liberté religieuse, entendons bien ! c'est-à-dire la liberté intérieure et extérieure d'aimer Dieu, d'adorer Dieu, de prier Dieu, de servir Dieu, d'honorer Dieu, comme la foi nous dit qu'il doit être aimé, adoré, prié, servi, honoré.

La liberté religieuse embrasse ainsi le dogme, la discipline, la morale et le culte.

Mais la religion n'est point la politique, alors même que sa lumière en éclaire les voies, et annonce aux peuples comme aux rois les jugements éternels.

Cela posé, et bien compris, il faut en conclure que la liberté est essentielle à tous les actes de l'Église, et que les pouvoirs humains n'ont pas plus de droits contre elle que contre la loi divine.

Aussi, dans sa lettre datée du jour de la Nativité de Marie de l'an 1849, M. l'archevêque de Paris, en parlant de la convocation du concile de sa *Province ecclésiastique*, ajoute aussitôt : « Nous nous « mettrons ainsi en possession d'une des plus salutaires libertés de « l'Église. »

C'est dire en termes équivalents : la puissance séculière, sous la monarchie absolue, comme sous la monarchie constitutionnelle, s'était souvent fourvoyée jusqu'au point de s'immiscer, sans aucun autre intérêt que celui de quelques sectaires, dans l'administration des choses purement spirituelles. La Providence a mis ordre à ces prétentions despotiques ; l'Église survit à toutes les catastrophes, et, après les épreuves, elle reprend, avec calme, au jour marqué dans les décrets de Dieu, l'exercice de son imprescriptible liberté.

A cette voix catholique, le *gallicanisme* mourant vient d'essayer, par l'organe d'un ministre de la République, une réponse dont la timidité et la pudeur annoncent le doute et l'embarras ; et elle appelle parconséquent une discussion toute pacifique.

M. Lanjuinais veut bien reconnaître, dans son rapport, que *les assemblées du clergé* (il aurait dû dire les conciles, les synodes) *sont une des institutions du culte catholique*, et, *au fond*, *n'ont rien que de conforme à l'esprit libéral de notre Constitution*. Mais « il lui a SEMBLÉ « que l'art. 4 de la loi du 18 germinal an X, en statuant *qu'aucun* « *concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune* « *assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission* EXPRESSE *du*

« *gouvernement*, exigeait que les réunions dont il s'agit, pour avoir « un caractère suffisant de légalité, fussent l'objet d'une autorisation « formulée dans un décret du Président de la République.....

« Le temps n'est sans doute pas éloigné, ajoute le ministre, où le « gouvernement pourra, dans cet esprit de vraie liberté qui est au « fond de ses sentiments, comme dans les principes de la Constitution, « soumettre à un examen sérieux l'ensemble de notre législation « religieuse, et réviser en particulier les dispositions de la loi du « 18 germinal an X. Aujourd'hui, il se borne à en assurer l'exé- « cution. »

En conséquence, le Président de la République a rendu le décret suivant :

« Sont et demeurent autorisés, pendant l'année 1849, les conciles « métropolitains, les synodes diocésains que les archevêques et évê- « ques jugeront utile de tenir en leur métropole ou diocèse, pour le « règlement des affaires qui, DANS L'ORDRE SPIRITUEL, *touchent à* « *l'exercice du culte et à la* DISCIPLINE INTÉRIEURE *du clergé*. »

Ainsi, le ministre, sans être sûr de sa doctrine, mais uniquement parce qu'elle lui SEMBLE probable (et cela en matière de liberté, et de liberté religieuse), se permet de présenter la chaîne de la servitude au clergé de France !

Puis, il s'excuse sur de bonnes intentions pour l'avenir ; l'*esprit de vraie liberté est au fond de ses sentiments, comme dans les principes de la Constitution* ; il fait pressentir la prochaine *révision* de la loi d'esclavage ; et en attendant, il se borne à en *assurer l'exécution*.

Enfin, après les précautions oratoires du rapport, le décret dispose avec une telle *assurance* qu'il ose exprimer nettement son but, celui d'atteindre le *règlement des affaires qui*, DANS L'ORDRE SPIRITUEL, *touchent à l'exercice du culte et à la* DISCIPLINE INTÉRIEURE *du clergé*.

En d'autres termes, le clergé ne peut rien délibérer *dans l'ordre spirituel*, touchant le culte, rien sur sa *discipline intérieure*, sans la permission de M. le Président de la République !

Cette loi de l'an X que l'on invoque, a été justement flétrie.

Il n'est plus permis d'ignorer la fraude pratiquée pour accoler, après coup, les *Organiques* au Concordat de 1801 (1).

Un membre éminent du conseil d'État, M. de Cormenin, s'est livré, dans plusieurs de ses écrits, à une juste indignation contre cette *supercherie*. Mais ce puissant écrivain ne garde sa puissance que quand il tient la vérité ; et, par une étrange contradiction, tout en déclarant que Rome n'est pour rien dans le frauduleux appendice du Concordat, il concède aux lois organiques qu'*elles liaient les évêques d'eux à l'État, comme lois de l'État*, tandis qu'*elles ne liaient pas et ne pouvaient pas lier le Pape de lui à la France*.

---

(1) V. le *Memorandum* des libertés et des servitudes de l'Église gallicane.

« ..... Jamais (avons-nous déjà répondu), jamais les évêques en « leur qualité d'évêques ne sauraient être tenus de reconnaître « comme orthodoxes toutes les lois de l'État; et, certes, nul pouvoir « constitutionnel n'aurait eu ni le droit, ni même la prétention de « les forcer à tolérer soit le mariage des prêtres, soit le divorce des « laïques, et à permettre une nouvelle bénédiction nuptiale pour les « unions adultères des époux divorcés (1). D'une autre part, le ser- « ment imposé par l'art. 6 du concordat ne parle en aucune ma- « nière des lois de l'État. Et d'ailleurs, sous aucune espèce de rap- « port, l'épiscopat ne saurait être soumis à des obligations radicale- « ment contradictoires. Jamais non plus les Organiques, en ce « qu'elles ont de contraire à la foi et d'injurieux pour le Saint-Siége, « ne peuvent être opposées aux évêques, ni opérer aucun lien d'eux « à l'État (2) »

Ajoutons que M. de Cormenin, en séparant ici la cause des évêques de celle du Pape, oublie l'indivisibilité de l'Église, la *communion* intime de toute la catholicité.

Eh bien ! pour reprendre maintenant la question dans ses termes précis, comment supposer que les évêques de France puissent accepter l'art. 4 de la loi de germinal qui soumet au bon plaisir de l'autorité civile les *conciles* et les *synodes*, c'est-à-dire les convocations purement ecclésiastiques?

Sans doute, quand il s'agissait jadis des assemblées du clergé de France, délibérant comme corps de l'État, et sur des intérêts temporels, l'intervention de la puissance royale n'était ni contestée ni contestable. Aussi, l'orateur des Organiques en a bien établi la différence dans son rapport :

« On distingue, disait Portalis, les conciles métropolitains et na- « tionaux, et les synodes diocésains d'avec les simples assemblées « délibérantes, parce que de simples assemblées d'évêques ou d'ec- « clésiastiques ne sont ni des conciles ni des synodes. Sous l'ancien « régime, l'assemblée du clergé de France, qui était convoquée « tous les cinq ans avec la permission du roi, n'avait jamais été pla- « cée dans le rang des synodes et des conciles. D'Héricourt a bien « prétendu que cette assemblée était une espèce de concile de toute « la nation; mais cet auteur s'est égaré par inattention ou il a parlé « avec complaisance. M. l'abbé Fleury, plus instruit que lui de « notre droit public et des affaires ecclésiastiques, reconnait que les « assemblées du clergé de France n'étaient pas des conciles, étant

---

(1) On en peut dire autant de plusieurs dispositions du Code civil qui n'en sont point encore effacées, notamment de l'art. 25, § 8, aux termes duquel le mariage est *dissous* par la mort civile, en telle sorte que l'épouse du condamné pourrait légalement se remarier ! Cet exemple suffit pour signaler en passant l'imprévoyance de la lettre du président de la République sur les affaires de Rome, où l'on prétend imposer au Pape, entre autres conditions impératives, le *Code Napoléon ! !*

(2) *Memorandum*, page. 376 et suiv.

« convoquées principalement pour les affaires temporelles, et par « députés seulement, comme les assemblées des États. »

Cette distinction entre les simples assemblées du clergé et les conciles, ou synodes, aurait dû entraîner une solution négative sur la question d'autorisation préalable, à l'égard des convocations conciliaires ou synodales; et nous devons faire observer que la *constitution civile du clergé*, si éloignée de l'orthodoxie sur tant d'autres points, avait été, sur celui-ci, plus rationnelle que les organiques (1); elle avait en effet posé le principe de la liberté des synodes dans son article 5, ainsi conçu : « Lorsque l'évêque diocésain aura prononcé « dans son synode, sur des matières de sa compétence, il y aura lieu « au recours au métropolitain, lequel prononcera dans le synode « métropolitain. »

On le voit, la Constituante de 1790 n'exige là ni avertissement, ni permission préalable. Les synodes sont de droit, et ils sont les premiers juges de leur compétence.

Et cependant, Portalis, plus complaisant encore que l'auteur dont il suspecte la *complaisance*, Portalis, qui avait flairé le despote dans le consul, essayait de justifier toutes les parties de l'art. 4 des organiques, en confondant sciemment, et non point par erreur ou inattention, comme il le reproche à d'Héricourt, les assemblées politiques du clergé avec les conciles et les synodes, pour les frapper les unes et les autres d'une égale suspicion.

Déjà, sous un autre régime (en 1847), nous avons déploré cette confusion, et il faut citer encore nos paroles pour montrer qu'une chose vraie peut se reproduire et se défendre dans tous les temps et dans les mêmes termes : « Sans doute (disait le MEMORANDUM, p. 388 « et suiv.), lorsque le gouvernement professe le culte catholique, on « comprend son intervention comme puissance extérieure, comme « autorité surveillante avec l'impulsion favorable de sa propre « croyance; on peut même aller jusqu'à dire qu'il est alors le pro- « tecteur, non point de la religion même, dont le vrai protecteur ne « saurait être que Dieu seul, mais de la liberté des fidèles, qui, pour « être orthodoxes, n'en sont pas moins membres de la communauté « sociale, avec tous les droits des autres citoyens.—Sans doute en- « core, dans les pays mêmes où il n'y a point de religion de l'État, « la puissance publique a une police à exercer, de près ou de loin, « sur les grandes manifestations du culte, et dès lors aussi sur les « assemblées chrétiennes. Mais là doit se borner sa sollicitude; et si, « comme de longs siècles d'expérience le proclament, on n'entend « que de saintes prières, que de pieux chants, que des instructions « et des exhortations édifiantes dans nos temples, il n'y a ni permis-

---

(1) Voy. le texte de cette constitution, ainsi que sa réfutation contenue dans l'*Exposition des principes sur la constitution du clergé, par les évêques députés à l'Assemblée nationale*, dans le Recueil général du droit civil ecclésiastique, p. 366.

« sion à demander de la part des fidèles, ni autorisation à donner de « la part du gouvernement pour les actes religieux où le concours « des populations est nombreux et quelquefois immense.

» L'art. 5 de la Charte de 1814, textuellement reproduit dans la » Charte de 1830, en a fait la déclaration solennelle : *chacun professe « sa religion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même « protection.*—Seulement, le culte dont parle la loi doit être un culte « sérieux, imposant par le nombre des croyants, et digne à la fois « (même en faisant abstraction des vérités révélées), digne à la fois « et de la notion universelle de Dieu, et de l'âme immortelle de « l'homme, sa créature.—Or, quelle croyance plus respectable et en « effet plus respectée dans le cours des siècles, que la religion de « nos pères, proclamée aujourd'ui encore *la religion de la majorité « des Français?*

« Mais le culte est inséparable de la foi; mais la foi est inséparable « du dogme; mais le dogme est inséparable de la mission divine; « mais la mission divine est inséparable des docteurs sacrés; mais « enfin l'action des docteurs sacrés est inséparable de la liberté la « plus légitime, de la liberté des consultations et des délibérations « ecclésiastiques.

« Et vous, gouvernement, qui ne voulez plus de religion de l'État, « vous qui, légalement, ne professez aucune croyance, vous préten- « dez soumettre à votre bon plaisir les pacifiques réunions des pre- « miers pasteurs de l'Église de France? Quelle contradiction!— « N'est-il pas de toute évidence que l'art. 4 des Organiques est in- « compatible avec l'art. 5 de la Charte constitutionnelle, comme il « l'était déjà avec l'art 1er du Concordat! Et voilà, sans contredit, « l'un des secrets motifs de la supercherie du 18 germinal an x. »

La Constitution du 4 novembre 1848 (1) a fait pareillement justice, et même avec plus de précision que les deux Chartes, de l'art. 4 des Organiques : car après avoir dit (art. 7) *chacun professe librement sa religion*, elle reconnait (art. 8), pour tous les citoyens, *le droit de s'assembler paisiblement et sans armes*, et aussi *le droit de manifester leurs pensées par la voie de la presse, ou autrement.*

A la vérité, elle ajoute aussitôt : « L'exercice de ces droits n'a « pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité pu- « blique. »

Et, en conséquence de cette juste réserve des droits d'autrui, et surtout de la sécurité publique, une loi nouvelle a modifié la liberté des associations politiques. Mais il a fallu la décréter, cette loi, et, jusqu'à sa promulgation, les clubs étaient entièrement libres. Et, certes, si cette loi n'existait pas, jamais ni le président, ni les ministres de la République ne s'aviseraient de *formuler*, comme ils disent, une autorisation là où la Constitution est si formelle et si largement libérale.

---

(1) Voyez notre livraison de janvier, p. 7 et suiv.

Or l'Épiscopat français a-t-il donné le moindre prétexte à la modification de l'art. 8 de la Constitution, en ce qui touche les assemblées ecclésiastiques, ou, pour parler avec la dernière exactitude, en ce qui touche les conciles et les synodes? Osera-t-on faire aux évêques l'injure de les comparer aux clubistes? A-t-on provoqué à leur égard la moindre restriction au principe de liberté dont ils observent tous, avec ce calme, avec cette majesté inséparables de leur mission sainte, toutes les conditions essentielles? Est-ce que la République doit craindre de voir quelque part, sous son règne, une liberté plénière, une liberté digne, sans abus comme sans entraves, une liberté sacrée et en quelque sorte toute divine? Comment donc son président et ses ministres ont-ils le courage de présenter à l'Église gallicane le joug de l'autorisation? Comment osent-ils nous reparler seulement des plus funestes traditions du despotisme? Ici, la liberté, nous ne saurions trop le redire, la liberté est de l'essence même du pouvoir spirituel; elle n'est pas, elle ne peut pas être une concession du pouvoir temporel; le droit des synodes ne saurait dépendre d'une permission séculière. Il existe de par le Ciel, de par l'Évangile, de par Dieu. Pierre, et, avec lui les apôtres, ont reçu la mission d'*enseigner toutes les nations;* et il leur a été dit : « Tout ce « que vous lierez sur la terre sera lié dans le Ciel, et tout ce que vous « délierez sur la terre sera délié dans le Ciel »; et il leur a dit encore, toujours par la bouche même de Jésus-Christ : *Voilà que je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles.*

En présence de la loi divine, on comprend trop bien les persécutions suscitées par l'impiété, par la tyrannie; mais il est moins facile de concevoir la perversité des conseils du gallicanisme, qui, tout en professant le respect de la foi chrétienne, s'arroge le droit d'imposer un *veto* sur l'Épiscopat et de régenter l'Église de Dieu.

Le rapporteur des Organiques proclame comme un principe de notre droit public qu'*aucune assemblée quelconque ne peut avoir lieu si la convocation n'en est pas autorisée par la puissance publique;* et il en conclut que *la même permission est nécessaire pour la convocation des conciles et des synodes.* Mais, encore une fois, la compétence des pouvoirs doit être leur première règle; et, comme la puissance temporelle n'a aucune espèce d'action sur la puissance spirituelle, le principe politique, lors même qu'il aurait survécu à l'ancien régime, est manifestement inapplicable ici.

Ce prétendu principe, chose remarquable! n'a point de place parmi les quatre-vingt-trois articles du code gallican de Pierre Pithou! Non! il n'y en a pas un seul qui ait érigé en maxime la disposition dont Portalis a fait l'art. 4 de la loi de germinal (1).

---

(1) Avant la conversion des empereurs, la faculté de s'associer et de se

L'art. X DES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE disait bien que les ROIS TRÈS-CHRÉTIENS *ont assemblé ou fait assembler des synodes ou conciles provinciaux et nationaux;* mais il est évident qne Pithou présupposait une libre adhésion de l'Épiscopat; et il ne s'avisait pas de prétendre que le roi eût le droit d'interdire une assemblée conciliaire ou synodale.

Il est vrai que l'art. XIII disait encore que les prélats *ne peuvent sortir du royaume sans commandement ou licence et congé du roi;* maxime dont on a fait l'art. 20 de la loi du 18 germinal an X, maxime tyrannique dans son absolue généralité, et qui jamais n'a reçu de véritable exécution; redisons même qu'elle est inexécutable quand il s'agit des grands intérêts de l'Église; et, pour en donner une preuve sans réplique, un seul exemple suffira : « Si le Pape, dont les gallicans, plus encore que les despotes, prétendent soumettre l'infaillibilité à celle des conciles, si le Pape veut convoquer un concile général, est-ce qu'une autorité quelconque, dans l'ordre civil et politique, aura le droit d'arrêter les pas des vénérables représentants de la catholicité?—Quel monarque chrétien, ou soi-disant tel, oserait, à l'exemple d'un Constance ou d'un Valens, s'interposer ainsi à force ouverte dans les délibérations doctrinales ou disciplinaires de l'Église?—Bonaparte, consul, a essayé en vain d'introduire le germe de cette prétention dans la loi française: le gallicanisme en a rougi de honte. Napoléon Bonaparte, empereur, a vainement tenté aussi de poser son bras de fer sur l'Église de France; son despotisme s'est confessé vaincu; car, s'il a brisé le concile national de Paris, aussitôt qu'il a désespéré de s'en pouvoir servir comme d'un instrument, il a proclamé ainsi lui-même l'indépendance de l'épiscopat (1). »

Enfin, si l'art. LXVII *des libertés* voulait que le roi eût le droit de *donner licence et congé pour élire* à certaines charges ecclésiastiques, on pouvait voir là une interprétation exagérée ou abusive du Concordat de Léon X; mais il y a loin d'un pareil abus à l'invasion du bras séculier dans les convocations conciliaires ou synodales.

Donc la prétendue maxime de droit public, invoquée par l'orateur du consulat, ne trouve aucune justification, aucune excuse, ni même aucun prétexte dans les documents de la législation gallicane.

L'art. 4 de la loi du 18 germinal an X, destitué de toute espèce d'appui, est tombé sans retour devant le principe de liberté religieuse consacré formellement dans les deux Chartes de 1814 et 1830, et plus largement encore dans la Constitution de 1848. Nous parlons ainsi avec la loi politique elle-même. Mais c'est sans préjudice de

---

réunir n'était point admise dans le droit public romain; elle n'existait pas non plus, d'une manière absolue, dans le droit public du moyen âge, mais, depuis 89, elle est devenue de droit constitutionnel. (Voyez les *Institutions diocésaines* de Mgr Sibour, t. 2.

(1) Voy. le *Memorandum*, p. 193.—Voy. aussi, pour l'historique du concile de 1811, le *Recueil général du droit civil ecclésiastique* précité, Tome II, p. 437.

l'inviolabilité absolue des droits de l'Église, contre lesquels aucune loi humaine ne saurait jamais prévaloir.

Que la puissance temporelle soit respectée ; que l'on rende à César ce qui est à César ; c'est l'Évangile qui le dit, c'est l'Évangile qui l'ordonne. Mais l'Évangile recommande aussi de rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Or, tout le peuple chrétien, et surtout les pasteurs de ce peuple innombrable, ont des devoirs à remplir envers Dieu et envers l'Église de Dieu. Un bras de chair, un pouvoir périssable, n'y peut rien. Aussi l'Église, dans sa diffusion universelle, existe partout, et Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où le premier Pasteur, le Pasteur des pasteurs, transporte son inamissible puissance. De même les évêques, éloignés de leurs diocèses, ne perdent rien pour cela de leurs droits spirituels, et ils gouvernent toujours les âmes, encore bien qu'ils n'administrent pas en personne, mais par délégation. Tous autres administrateurs se rendraient coupables d'intrusion. Voilà l'Église ! constitution vraiment divine, et qui ne saurait tomber sous la main des hommes !

Ainsi, et cette dernière considération montre l'inanité de l'art. 4 des Organiques : les évêques français auraient le droit, parfaitement canonique, en cas de force majeure, de s'assembler dans un pays où la liberté religieuse n'èst pas un vain nom, en Belgique, par exemple, et même en tous lieux où ils trouveraient un abri contre les servitudes gallicanes ; et là ils pourraient prendre des délibérations aussi valables, et rendre des décrets aussi obligatoires pour les fidèles de France, que si le concile ou le synode était réuni sur le sol français.

Mais de telles extrémités ne sont point à craindre aujourd'hui. Rendons même cette justice au gouvernement actuel, rien dans sa politique, ni dans ses tendances, n'annonce la pensée et encore moins la résolution de jamais contrarier la vraie liberté religieuse, et l'acte contresigné par le ministre Lanjuinais, ainsi que la lettre du président de la République sur les affaires de Rome, ne peuvent s'expliquer que par le souffle des sectaires dont le pouvoir républicain est malheureusement entouré, comme le pouvoir monarchique le fut lui-même trop longtemps aussi !

Rendons-lui grâce encore, à ce pouvoir nouveau, de ce qu'il a laissé définitivement à l'écart les autres lois anti-catholiques, et en particulier l'art. 291 du Code pénal, dont on a si longtemps abusé contre les réunions religieuses ! Rendons-lui grâce enfin de son langage dubitatif, car le doute n'est pas l'erreur finale. Mais, dans le doute, on ne force point, on n'*assure* point l'*exécution* d'une loi anti-libérale ; dans le doute, on s'abstient du moins ; ou bien on fait mieux, et avec le droit que les siècles ont assez justement appelé la *raison écrite*, on prononce en faveur de la liberté : *in dubio, pro libertate respondendum.*

Au surplus, le doute n'est plus permis en face des *principes de la Constitution*, comme en face des droits de la conscience ; et il n'y a

rien à *réviser* dans les lois qui leur sont contraires, et qui sont tombées avec le règne du despotisme.

ALEXANDRE GUILLEMIN,

Avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État.

Le curé qui ne doit pas l'impôt foncier pour le presbytère ni pour le jardin y attenant, est-il tenu de payer cet impôt pour une pièce de terre attachée à la jouissance de la cure, qui, du reste, est une propriété communale?

Est-il soumis à la contribution des portes et fenêtres, à la contribution personnelle et mobilière, et à la prestation pour la réparation des chemins vicinaux?

1° En ce qui concerne l'impôt foncier de la pièce de terre attachée au presbytère, la question doit être résolue d'après les distinctions suivantes : Si la pièce de terre dont il s'agit se confond avec l'enclos presbytéral ou le jardin y attenant, et que le prêtre n'en retire pas d'autre revenu que celui que l'on retire ordinairement d'un jardin, elle n'est soumise à aucune contribution, car il est de jurisprudence constante que les presbytères et leurs jardins ne sont pas imposables, comme étant affectés à un service d'utilité publique. (*Voy.* art. 105 de la loi du 3 frimaire an VII (1); art. 4 du décret du 11 août 1808 (2); circulaire du ministre des finances du 28 septembre 1808 (3); recueil méthodique des lois, etc., approuvé

---

(1) Voici le texte de cet article : « Les domaines nationaux non productifs « exceptés de l'aliénation ordonnée par les lois et réservés pour un service « national, tels que les deux palais du corps législatif, celui du directoire « exécutif, le Panthéon, les bâtiments destinés au logement des ministres et « de leurs bureaux, les arsenaux, magasins, casernes, fortifications et autres « établissements dont la destination a pour objet l'utilité générale, ne se- « ront portés aux états de sections et matrices de rôle que pour *mémoire;* « ils ne seront point cotisés. »

(2) Cet article est ainsi conçu : « Les lieux employés par les préfectures « et sous-préfectures, et appartenant à l'Etat ou au département, à l'ar- « rondissement ou à la ville, cesseront d'être portés au rôle de la contri- « bution foncière, à compter de 1809. »

(3) Cette circulaire est signée de M. Gaudin, alors ministre des finances. Comme elle est spéciale pour la question qui nous occupe, il n'est pas « inutile de la reproduire ici. — « Monsieur le préfet, vous n'avez pas « perdu de vue les dispositions de l'art. 105 de la loi du 3 frimaire an VII. Le « but de cet article a été évidemment que tous les immeubles servant à « l'utilité générale, ne fussent pas passibles de la contribution foncière. « D'un autre côté, un décret impérial qui vient d'être rendu le 11 du mois « dernier porte, art 4 : (voir le texte ci-dessus).... Nul doute, d'après ces « deux dispositions bien précises, qu'il ne faut point comprendre dans les « rôles de la contribution foncière : 1° les bâtiments et palais impériaux, « ceux du sénat, les jardins et parcs en dépendant, les manufactures impé-

par le ministre des finances, de 1811 (1); arrêt du conseil d'État du 23 avril 1836 (2)).

Mais si cette pièce de terre est distincte du jardin presbytéral, et qu'elle constitue une propriété séparée productive, non indispensable à la jouissance du pasteur, elle est assujettie à l'impôt comme les biens communaux, fabriciens ou curiaux qui produisent quelque revenu, et cela, en vertu des articles 108, 109 et 110 de la loi du 3 frimaire an VII (3) (23 novembre 1798). Dans ce cas, c'est au curé à payer ledit impôt, puisque c'est lui qui profite des fruits.

2° En ce qui concerne l'impôt des portes et fenêtres, la question doit être résolue affirmativement. Si le curé ne doit point l'impôt foncier pour le presbytère et le jardin proprement dit, il n'est pas de même affranchi de la contribution des portes et fenêtres (Art. 27 de la loi du 21 avril 1832; arrêts du conseil d'État des 23 avril 1836, 19 avril 1838, 1er novembre même année, et 22 janvier 1840). Il est vrai que l'art. 5 de la loi du 4 frimaire an VII (4) exemptant de cette

---

« riales au compte du gouvernement, et qu'il doit en être de même des « temples consacrés au culte public, et des cimetières, indépendamment « des autres objets énoncés dans la loi du 3 frimaire, et qui subsistent « encore; 2° les bâtiments des préfectures et bureaux en dépendant; les « archevêchés, évêchés et séminaires, les maisons communes et les *pres-* « *bytères*.... Ces exceptions, au surplus, ne s'appliquent pas aux propriétés « foncières qui appartiendraient à des particuliers, et qui seraient tenues « d'eux a loyer pour l'un des services publics ci-dessus désignés; elles doi- « vent continuer à être cotisées sous le nom des propriétaires, etc. »

Avant 1808, les presbytères étaient portés au rôle de la contribution foncière, et les communes ou les particuliers auxquels ils appartenaient étaient obligés d'en acquitter le montant. C'est ce qui résulte d'une décision du ministre des finances, du 22 mars de la même année. Le déc. du 11 août et la circulaire du 28 sept. 1808 que nous venons de rapporter, ont donc eu pour objet de changer à cet égard la jurisprudence de l'administration.

(1 et 2) Ce recueil ne fait que répéter les termes de la circulaire que nous venons de reproduire. Il ajoute seulement que l'exemption de l'impôt foncier des presbytères s'applique aux jardins y attenant. Quant à l'arrêt du conseil d'État du 23 avril 1836, nous le rapporterons ultérieurement.

(3) Ces articles portent : « Art 108. Les domaines nationaux productifs « déclarés aliénables seront évalués et cotisés comme les propriétés parti- « culières de même nature et d'égal revenu. En cas de surtaxe, la régie « poursuivra le dégrèvement, soit d'office, soit sur la dénonciation du fer- « mier, en la forme ordinaire.—Art. 109. La contribution foncière, due par « les propriétés appartenant aux communes, et par les marais et terres « vaines, et vagues situées dans l'étendue de leur territoire, qui n'ont aucun « propriétaire particulier, ou qui auront été illégalement abandonnés, sera « supportée par les communes et acquittée par elles. Il en sera de même « des terrains connus sous le nom de biens communaux, tant qu'ils n'auront « point été partagés...—Art. 110. Les hospices et autres établissements « publics (par conséquent, les archevêchés, les évêchés, les chapitres, les « séminaires, les fabriques, les cures et succursales) acquitteront la con- « tribution assise sur leurs propriétés foncières de toute nature, en princi- « pal et centimes additionnels. »

(4) ... « Ne sont pas également soumises à ladite contribution les portes et « fenêtres des bâtiments employés à un service public, militaire ou d'in- « struction, ou aux hospices —Néanmoins si lesdits bâtiments sont occupés « en partie par des citoyens auxquels la République ne doit point de loge-

contribution les bâtiments destinés à un service public, on en pourrait conclure que les presbytères ne doivent pas non plus cet impôt. Mais l'art. 27 de la loi du 21 avril 1832 (1) porte expressément que les ecclésiastiques logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'État, aux départements, arrondissements ou communes, seront imposés nominativement pour les portes et fenêtres des parties de ces bâtiments servant à leur habitation personnelle. Dans cette position, il ne peut y avoir doute sur la question. Il paraît, en effet, difficile de discuter contre un texte de loi qui est formel; on aperçoit toutefois, au premier abord, la contradiction qui existe dans la législation à cet égard. D'une part, on reconnaît que le presbytère ne doit pas l'impôt foncier, parce qu'il est affecté à un usage public, à l'instar de l'église, dont il est en quelque sorte la dépendance; de l'autre, on croit pouvoir l'imposer à la contribution des portes et fenêtres, lorsque, en principe, tous les bâtiments consacrés à un service public en sont dispensés. Nous dirons, avec l'auteur du recueil général *du Droit civil ecclésiastique*, que si la maison presbytérale est réellement considérée comme affectée à un usage public, et si, à ce titre, elle jouit de l'exemption de la contribution foncière, il serait rationnel qu'elle jouît, au même titre, de celle des portes et fenêtres, conformément au principe posé dans l'art. 5 de la loi du 4 frimaire précitée.

3° En ce qui concerne la contribution personnelle et mobilière, MM. les curés et desservants sont également assujettis par l'art. 15 de la loi précitée du 21 avril 1832 (2). Il n'y a même pas d'exception pour les vicaires logés en garni ou gratuitement chez leur curé. C'est ce qui a été décidé par un arrêt du conseil d'État du 26 décembre 1839, cité dans le recueil général *du Droit civil ecclésiastique*, t. II, page 48.

4° Relativement à la prestation pour la réparation des chemins vicinaux, MM. les curés et desservants n'en sont point exemptés par leur qualité de ministres du culte. D'après l'art. 3 de la loi du 21 mai 1836 (3), il semble qu'ils ne doivent cet impôt qu'autant qu'ils sont,

---

« ment d'après les lois existantes, lesdits citoyens seront soumis à ladite « contribution, à concurrence des parties des bâtiments qu'ils occuperont. »

(1) Voici la teneur de cet article : « Les fonctionnaires, les ecclésiastiques « et les employés civils et militaires, logés gratuitement dans les apparte- « ments appartenant à l'Etat, aux départements, aux arrondissements, aux « communes ou aux hospices, seront imposés nominativement pour les « portes et fenêtres des parties de ces bâtiments servant à leur habitation « personnelle. »

(2) « Les fonctionnaires, dit cet article, les ecclésiastiques et les employés « civils et militaires logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à « l'Etat, aux départements, aux arrondissements, aux communes ou aux « hospices, sont imposables d'après la valeur locative des parties de ces « bâtiments affectées à leur habitation personnelle. »

(3) Voici comment est conçu cet article : « Tout habitant, chef de famille « ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de

dans la commune, propriétaires, régisseurs, fermiers ou colons partiaires ; mais cette interprétation n'a point été admise par le conseil d'État, qui a décidé que la prestation en nature est due par tout *habitant porté au rôle des contributions directes*, alors même qu'il ne serait pas chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire. (Arrêts du conseil d'État des 1er juillet 1840 et 30 décembre 1841).

(*Consultants* : MM. Bénard, curé du diocèse de Besançon), Drumare, curé de Surville (diocèse de Bayeux), Noblet, curé de Saint-B... (diocèse de Bourges), et Couzin, curé de Chiry (diocèse de Beauvais).

Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'incombe la charge des frais de clôture et d'entretien des cimetières?

Cette question qui naît encore fréquemment dans la pratique, était résolue législativement sous l'ancien régime. L'édit du mois d'avril 1695 avait une disposition formelle à ce sujet : « Seront pareillement tenus les habitants des paroisses, dit l'art. 22 de cet « édit, d'entretenir et de réparer la clôture des cimetières. »

Cette règle a été constamment suivie jusqu'à la Révolution de 89. Lors de la réorganisation du culte, de nouveaux principes s'établirent. Les cimetières cessèrent d'être considérés comme des lieux religieux, et soumis à l'autorité ecclésiastique ; ils n'eurent plus qu'un caractère purement civil. Sous l'empire de cette tendance, il semblait assez naturel qu'après avoir fait du cimetière un terrain communal destiné à recevoir les cadavres des habitants, l'entretien en fût laissé à l'autorité à laquelle il appartenait et qui seule en avait la police et la surveillance. Il n'en fut cependant pas ainsi. Dès 1804, le gouvernement impérial crut devoir obliger les fabriques à consacrer à l'entretien des lieux d'inhumation une partie du produit des pompes-funèbres dont il leur allouait le bénéfice. C'est ce qu'il fit par l'article 23 du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) ainsi conçu : »

« L'emploi des sommes provenant de l'exercice ou de l'affermage « de ce droit sera consacré à l'entretien des églises, des lieux d'in« humation, et au paiement des desservants... »

Cette disposition fut confirmée et étendue par le décret du 30 décembre 1809, dont l'art. 37 charge directement les fabriques de veil-

---

« colon partiaire, porté au rôle des contributions indirectes, pourra être « appelé à fournir, chaque année, une prestation de trois jours :—1° pour sa « personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de dix-huit ans au « moins et de soixante au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune;—2° pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, « au service de la famille ou d'établissements dans la commune. »

ter à l'entretien des cimetières (1). Il n'y avait plus de doute possible sur l'intention du législateur, mais il y avait manifestement dans le résultat une contradiction ; il était, en effet, difficile d'admettre que les fabriques dussent être soumises, et d'une manière générale, aux dépenses d'entretien du cimetière, lorsque ce cimetière n'était nullement sous leur dépendance.

On crut un instant que la loi du 18 juillet 1837 avait fait disparaître cette contradiction ; l'article 30, § 17 de cette loi range, en effet, les frais de clôture et d'entretien des cimetières parmi *les dépenses obligatoires* des communes (2). Cette disposition était tellement explicite, que quelques auteurs pensèrent qu'elle consacrait d'une manière définitive l'affranchissement des fabriques et l'obligation des communes. Tel fut notamment le sentiment de M. Affre, dans son *Traité de l'Administration temporelle des Paroisses*. Mais ce sentiment, fort juste au fond, ne devait pas être partagé par l'administration supérieure. L'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837 fut interprété par elle en ce sens que la dépense dont s'agit était certainement obligatoire pour la commune, mais qu'elle ne le devenait, toutefois, que lorsque la fabrique n'avait point les ressources suffisantes pour y subvenir, comme s'il s'agissait d'une dépense quelconque du culte. C'est ce système qui a été admis par M. le ministre de l'intérieur dans une lettre au préfet de Saône-et-Loire, du 23 mai 1838. Voici la teneur de cette lettre : on verra sur quels motifs de droit l'administration de l'intérieur s'est fondée pour exonérer les communes au détriment des fabriques.

« Monsieur le préfet, plusieurs fabriques de votre département « ayant refusé de justifier de l'insuffisance de leurs ressources pour « subvenir à la réparation des murs de clôture des cimetières, en al- « léguant que cette dépense était à la charge des communes, que la « loi du 18 juillet 1837 (art. 30, n° 17) a déclarées propriétaires des « cimetières, vous m'avez demandé, le 2 mai, si cette loi a abrogé « les dispositions de la législation antérieure, et notamment celles de « l'art. 37 du décret du 30 décembre 1809.

---

(1) Cet article est ainsi conçu : « Les charges de la fabrique sont : 1° de fournir aux frais nécessaires du culte, savoir : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens, le paiement des vicaires, des sacristains, chantres, organistes, sonneurs, suisses, bedeaux et autres serviteurs de l'église, selon la convenance et les besoins des lieux ; 2° de payer l'honoraire des prédicateurs de l'Avent, du Carême et autres solennités ; 3° de pourvoir à la décoration et aux dépenses relatives à l'embellissement intérieur de l'église ; *4° de veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières* ; et, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, de faire toutes diligences nécessaires pour qu'il soit pourvu aux réparations et reconstructions, ainsi que le tout est réglé au § 3. »

(2) « Les dépenses des communes sont obligatoires ou facultatives.—Sont obligatoires les dépenses suivantes : ..... 17° la clôture des cimetières, leur entretien et leur translation, dans les cas déterminés par les lois et règlements d'administration publique.... » (Art. 30.)

« Les dépenses d'entretien des cimetières, qui comprennent né-
« cessairement la réparation des murs de clôture, sont une charge
« imposée aux fabriques par l'art. 37, § 4, du décret précité, et ce
« n'est qu'en cas d'insuffisance de leurs revenus que les communes
« doivent être appelées subsidiairement à y pourvoir. C'est ce qui
« résulte d'ailleurs du décret du 23 prairial an XII, qui, après avoir
« donné aux fabriques le droit exclusif de faire les fournitures né-
« cessaires aux inhumations, déclare (art. 23) que les produits de
« l'affermage de ce droit seront employés entre autres dépenses à
« l'entretien des lieux d'inhumation. La loi du 18 juillet 1837 n'a
« rien changé à cet état de choses. Sans doute, elle déclare obliga-
« toire pour les communes la dépense d'entretien des cimetières,
« mais évidemment sous la réserve des dispositions de la législation
« antérieure, c'est-à-dire en cas d'insuffisance des revenus des fa-
« briques, ainsi qu'il résulte de la combinaison de l'art. 37 du décret
« du 30 décembre 1809, avec les art. 92, 93 et 94 (1). »

On voit que dans la pensée de M. le ministre, les dépenses d'entretien du cimetière ne diffèrent point des autres dépenses du culte, et que comme celles-ci elles ne tombent à la charge de la commune que lorsque la fabrique n'a point les ressources suffisantes pour y faire face. Mais cette assimilation est-elle exacte? il est permis d'en douter. Les fabriques n'ont point l'usage des cimetières, comme elles ont celui des églises et presbytères. Ces lieux ne sont plus que des lieux civils ouverts à tous, et où, suivant sa communion, tout individu, catholique, juif ou protestant, peut être enterré. Les dépenses d'entretien et de clôture qui les concernent ne regardent en rien le culte ; elles n'en sont point les accessoires, elles ne naissent pas de lui ; elles en sont, au contraire, indépendantes. L'exemple suivant suffira pour faire sentir la justesse de cette observation. Supposons que dans telle paroisse il s'établisse cet usage que tous les habitants se fassent enterrer sans cérémonie religieuse aucune, ou se rendent indignes de la sépulture chrétienne ? La fabrique ni le curé n'auront plus rien à faire dans ce cimetière. Ce lieu sera donc devenu pour eux un lieu étranger. Or, comment admettre, dans ce cas, que la fabrique puisse être obligée d'entretenir et réparer la clôture de ce ci-

---

(1) Cette décision ministérielle a été rapportée textuellement dans la *Collection générale des lois civiles ecclésiastiques* de M. de Champeaux. Voici de quelle observation cet auteur a cru devoir l'accompagner : « La « solution contenue dans cette lettre est très-contestable. Si les communes « sont, sous le nouveau régime, propriétaires des cimetières, elles devraient « logiquement être chargées de leur entretien. Cette opinion est celle du « *Journal des conseils de fabriques*, tom. IV, p. 123, et nous la croyons « parfaitement fondée en droit et en raison. Nous adopterions toutefois « volontiers la décision du ministre si elle avait pour objet de rendre à « l'autorité religieuse les droits qui lui appartiennent sur les cimetières ; « car c'est assurément une loi anti-canonique que celle qui déclare que ces « lieux ne sont et ne peuvent, en aucun cas, être soumis à l'autorité ecclé- « siastique. »

metière ? Il y aurait assurément de l'injustice à lui imposer cette obligation.

Ainsi, la disposition législative qui nous occupe n'est même pas justifiée par le droit d'exploitation des pompes-funèbres qui lui a été concédé. Elle ne l'est pas davantage par l'attribution qui lui est faite du produit spontané du cimetière, car qui ne sait que ce produit, qui est presque toujours contesté aux fabriques, se réduit à rien pour elles. Dailleurs, le législateur, en attribuant aux fabriques ces droits, ne les en a nullement gratifiées; elles en ont toujours joui. On peut voir, à ce sujet, dans la collection que nous venons de citer, l'arrêt du parlement de Paris, du 10 juin 1693, et de plus l'arrêt du grand-conseil, rendu en 1743, et rapporté par Merlin au mot *Cimetière*. Cette disposition constitue donc pour les fabriques une dépense sans compensation aucune, tandis qu'il eût été facile d'éviter cet inconvénient, en mettant en tout état de cause la dépense dont il s'agit à la charge de la commune, et en établissant, par ce moyen, une distinction réelle entre les dépenses relatives aux lieux d'inhumation, et celles relatives au culte et à ses accessoires. Au surplus, il est certain que l'obligation des fabriques ne doit s'entendre ici que de l'entretien de la clôture existante ; elle n'irait pas jusqu'à clore le cimetière qui ne le serait pas. Les communes devant, aux termes de l'art. 3 du décret du 23 prairial an XII, fournir, pour les inhumations, des terrains clos de murs, c'est à elles que cette première dépense est imposée.

Nous estimons donc, d'après toutes ces considérations, que suivant la législation actuelle et la jurisprudence de l'administration, les frais d'entretien de la clôture du cimetière sont à la charge des fabriques, sauf à se pourvoir auprès des communes quand elles manquent de ressources pour y satisfaire ; mais, qu'il serait beaucoup plus rationnel que ces frais incombassent directement à la charge des communes, propriétaires du cimetière, et chargées seules de sa police et de sa surveillance.

Délibéré à Paris, par MM. *F. Béchard*, *Alex. Guillemin*, l'abbé *Van-Weter*, *Masson*, *De Champeaux* et *Suvigny*.

Administration Fabricienne.

Devoirs des fabriciens et des marguilliers pendant le mois d'octobre.

MM. les fabriciens touchent à leur quatrième et dernière session ordinaire. Cette session s'ouvrira, cette année, le 7 du mois d'octobre.

Tout ce qui concerne la convocation du conseil, le lieu de sa réunion, sa présidence, le nombre de fabriciens nécessaire pour délibérer, la forme des délibérations, etc., a fait l'objet de plusieurs obser-

vations générales que nous avons insérées dans notre livraison de mars. Il est par conséquent inutile de les reproduire ici. Nous prions donc ceux de nos lecteurs qui auraient besoin de quelques indications à cet égard, de vouloir bien s'y reporter. (Voy. ci-dessus, page 80.)

La loi n'a point déterminé d'avance, pour cette session, les matières sur lesquelles les conseils de fabrique auraient à délibérer; mais il est plusieurs points d'administration qui doivent nécessairement les occuper et sur lesquels il n'est peut-être pas inutile d'appeler leur attention.

MM. les fabriciens et marguilliers savent ce que la loi leur prescrit relativement au bordereau trimestriel de situation à remettre par le trésorier, à l'évaluation des dépenses et au fonds de roulement pour le trimestre suivant (art. 35 du décret du 30 déc. 1809); au compte-rendu et à l'affiche des fondations par le curé ou desservant (art 26 du même décret). Voy. ce que nous avons dit à ce sujet, page 179.

Dans un grand nombre de localités, les baux des bancs et chaises se renouvellent en octobre et en novembre. MM. les marguilliers ne sauraient apporter trop de soin dans cette partie de leur administration. La location des bancs et chaises est sans contredit la principale source de revenus des églises. Nos Seigneurs les évêques ont, dans plusieurs diocèses, fait connaître les formes et conditions légales de cette location. Il n'est pas nécessaire, d'après cela, que nous entrions dans de grands développements à cet égard.

En général, les locations individuelles de bancs arrivant à leur expiration, le conseil de fabrique en fait d'avance avertir publiquement les fidèles. Il fait annoncer, en même temps, et consigner dans une délibération en forme de cahier des charges, qui est affichée, les conditions générales sous lesquelles sera opérée la concession des divers bancs, ou les causes spéciales de la location de chaque banc. D'après l'art. 68 du décret précité, la fabrique peut consentir la location d'un banc, ou par bail, pour une prestation annuelle, ou bien au prix d'un capital une fois donné, ou encore moyennant l'abandon d'un immeuble. Le bureau est spécialement chargé de recevoir et d'instruire les demandes de location. 1° Lorsqu'il s'agit d'une location par bail pour une prestation annuelle, celui ou chacun de ceux qui veulent se rendre adjudicataires, doivent adresser d'abord au bureau des marguilliers leur demande écrite, avec l'indication de la redevance annuelle qu'ils offrent de payer. Le bureau fait publier par trois dimanches, et afficher pendant un mois à la porte de l'église, la demande ou la plus élevée des demandes. Pendant ce temps, et jusqu'au moment de l'adjudication, chacun est libre de présenter des offres plus avantageuses. A la fin du mois, le conseil de fabrique entend le rapport du bureau, délibère sur les offres reçues, et, s'il est d'avis de les accepter, il déclare le banc adjugé au plus offrant. La délibération du conseil relative à cette concession est un titre

suffisant, et il n'est besoin d'aucune autre formalité (art. 69 et 70 du décret du 30 déc. 1809). Il convient toutefois d'y joindre la demande écrite du concessionnaire, et même, autant que possible, de lui faire signer la délibération.

2° Lorsqu'il s'agit d'une concession pour un capital une fois payé, il y a lieu de procéder comme précédemment en ce qui concerne la demande du concessionnaire, sa publication et son affiche à la porte de l'église (art. 69 précité). Mais, dans ce cas, la délibération du conseil qui accorde la location ne suffit plus ; il faut qu'elle soit approuvée par l'autorité civile. Le conseil de fabrique est obligé d'obtenir l'autorisation du préfet, si la valeur mobilière n'est que de 300 francs ou au-dessous, et un arrêté du gouvernement lorsque cette valeur est au-dessus de cette somme (art. 71 du décret précité).

3° S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, la demande doit encore être adressée, publiée et affichée dans la forme prescrite par l'art. 69 précité. Mais le bureau doit, de plus, faire évaluer l'immeuble offert en capital et en revenu; cette évaluation doit être comprise dans les affiches et les publications, afin que les paroissiens puissent juger de la valeur de l'offre et enchérir, si bon leur semble. Le conseil entend le rapport des marguilliers, et, s'il est d'avis d'accorder la concession du banc demandé, il prend une délibération à cet effet, et il sollicite l'autorisation du gouvernement dans les mêmes formes que pour l'acceptation des dons et legs. Il adresse, en conséquence, les pièces au sous-préfet, qui donne son avis et renvoie le tout au préfet. Celui-ci les transmet au ministre des cultes, qui provoque l'arrêté autorisant la concession (art. 71 du décret du 30 déc. 1809).

S'il s'agissait de la location générale, c'est-à-dire de la mise en ferme des chaises ou des bancs, les formalités seraient différentes. D'après l'art. 67 du décret du 30 déc. 1809 et l'ordonnance du 31 déc. 1837, la location, dans ce cas, est faite par adjudication, après trois affiches apposées de huitaine en huitaine, par la voie des enchères publiques ou par la voie des soumissions écrites, au bureau de la fabrique et en présence des marguilliers. Au reste, c'est toujours le plus offrant qui est déclaré adjudicataire ou locataire. Le bail ou plutôt le procès-verbal d'adjudication doit faire mention de ces formalités; les délibérations du bureau et du conseil relatives au prix des chaises et aux diverses conditions de l'adjudication doivent y être annexées, conformément à l'art. 67 du décret précité.

D'après ce que nous venons de dire, il est tout-à-fait inutile de faire intervenir un notaire pour recevoir les actes de concession des bancs ou des chaises. Nous ne pensons pas que cela soit nécessaire, alors même que l'adjudicataire ne saurait pas signer, car, dans l'exercice de cette fonction, les marguilliers agissant comme fonctionnaires publics, ont par conséquent qualité suffisante pour donner à leur procès-verbal d'adjudication un caractère de légalité et d'authenti-

cité, qui fait preuve tout à la fois du consentement et de l'obligation du locataire.

Il n'est pas besoin de faire observer que, dans la location des places, MM. les marguilliers doivent toujours laisser dans l'église un espace libre où puissent se placer ceux qui ne louent ni chaises ni bancs. Cette réserve est formellement prescrite par l'art. 65 du décret du 30 déc. 1809.

Il y a quelques paroisses où le bureau ne croit pas devoir mettre aux enchères la stalle ou la place occupée par le maire. C'est sans doute par pure convenance, car aucune place distinguée et gratuite n'est due à ce fonctionnaire les dimanches. C'est un point de jurisprudence constant. Il n'a droit à cette place que les jours de cérémonies publiques, et concurremment avec les autres autorités. Gardons nous toutefois de nous élever contre cet usage, qui peut priver la fabrique de quelques francs, mais qui contribue à maintenir entre le pasteur et le maire cette bonne harmonie qui est toujours si désirable pour le bien de la religion.

MM. les marguilliers donneront aussi leurs soins aux baux des autres biens des fabriques, soit qu'ils se renouvellent en octobre, soit qu'ils ne se renouvellent qu'en novembre. Ces baux sont faits dans la forme de ceux des biens communaux (art. 60 du décret du 30 déc. 1809; loi du 15 mai 1818; ordonn. roy. du 17-26 oct. 1818; loi des 25 mai 1835 et 18 juillet 1837).—Depuis la loi du 25 mai 1835, ils peuvent être faits pour dix-huit années, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf ans.

D'après l'art. 61 du décret du 30 décemb. 1809, il est interdit aux membres du bureau des marguilliers de se porter pour adjudicataires, soit même pour associé de l'adjudicataire des baux des biens de la fabrique. Cette prohibition toutefois n'existe point à l'égard des baux des bancs et chaises, lorsqu'il s'agit d'adjudication des bancs séparés, mais elle leur serait applicable s'il s'agissait d'une adjudication de tous les bancs en bloc.

MM. les marguilliers porteront également leur attention sur plusieurs autres objets de l'administration fabricienne qui ont été indiqués dans notre livraison de mars. Ils n'oublieront point notamment qu'avant l'hiver ils doivent vérifier par eux-mêmes et par des gens de l'art l'état des bâtiments paroissiaux, et pourvoir aux réparations nécessaires, conformément aux art. 41 et suivants du décret du 30 déc. 1809.

S'il y avait quelque dépense urgente à faire, et qu'il n'y eût point dans la caisse de la fabrique de fonds disponibles, ou qu'il n'y en eût pas de suffisants, il y aurait lieu de se pourvoir auprès du conseil municipal pour obtenir de la commune l'allocation nécessaire. La commune est obligée de contribuer à toutes les dépenses régulières du culte auxquelles la fabrique ne peut pas subvenir avec ses propres fonds; par conséquent, la fabrique doit être toujours à temps pour

former ces sortes de demandes. Ce point a d'ailleurs été établi formellement dans notre livraison de juin, page 178. Ainsi, les conseils municipaux ayant à se réunir au commencement de novembre, rien n'empêche les fabriques qui auraient quelques secours à demander à la commune, d'en délibérer et d'adresser leurs demandes à ces conseils.

La forme de ces demandes, ainsi que la marche à suivre, est indiquée par les art. 43, 93 et suiv. du décret du 30 déc. 1809, et 30 et 39 de la loi du 18 juillet 1837. Le bureau commence d'abord par faire au conseil un rapport sur la nécessité de la dépense et sur l'insuffisance des ressources de la fabrique. Celui-ci, dans sa séance ordinaire ou réuni extraordinairement, s'il est nécessaire, prend une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune. Cette délibération est jointe à une expédition du budget de la fabrique, et ces deux pièces, dûment signées par le président et le secrétaire du conseil, sont adressées directement au conseil municipal, quand l'on suppose que le conseil n'élèvera aucun obstacle. Dans ce cas, ledit conseil accorde l'allocation demandée, sur la vérification du budget de la fabrique, et celle-ci procède elle-même à l'adjudication des travaux. Mais si l'on prévoit un refus du conseil municipal, les deux pièces en question, au lieu d'être adressées directement à ce conseil, doivent être envoyées par le président de la fabrique au préfet, qui fait instruire l'affaire administrativement et selon les prescriptions des art. 93 et suiv. du décret du 30 déc. 1809 et des art. 30 et 39 de la loi du 18 juillet 1837.

Plusieurs de MM. nos abonnés nous ont demandé des modèles de procès-verbaux des diverses séances des conseils de fabrique. Il ne nous a pas encore été possible de les satisfaire. Mais nous avons l'intention de mettre successivement sous leurs yeux les formules de tous les actes usités dans l'administration fabricienne. Nous commençons par le procès-verbal d'une séance ordinaire. Ce modèle, que nous offrons et qu'il est facile de remplir et de développer, est le plus simple que nous connaissions et celui qui est le plus généralement suivi.

Formule d'un procès-verbal d'une séance ordinaire d'un conseil de fabrique.

L'an mil huit cent quarante-neuf, le septième jour d'octobre, premier dimanche dudit mois, le conseil de fabrique de l'église (paroissiale ou succursale) de... (le nom de la paroisse), dûment convoqué, s'est réuni, à l'issue de la messe paroissiale (ou des vêpres), dans la sacristie (ou au presbytère), en séance ordinaire, sous la présidence de M.....

Etaient présents M....., curé (ou M....., vicaire représen-

tant M. le curé) (1); M....., maire de la commune de..... (ou M....., adjoint, représentant M. le maire) (2); MM....., membres du conseil de fabrique, et M....., également membre et secrétaire du conseil : le président et lesdits membres présents formant plus de la majorité du conseil (3).

M. le président, après avoir ouvert la séance, a exposé que les objets sur lesquels il y avait lieu d'appeler l'attention du conseil étaient les suivants :

. . . . . .

M. le président propose au conseil de décider que.....

Le conseil,— considérant que... (énonciation des motifs de la décision),

Arrête, à la majorité de cinq voix contre trois (ou à l'unanimité) :

Art. 1er.....

Art. 2.....

Art. 3.....

M. le curé, ayant demandé la parole, a exposé au conseil.....

Il a proposé, en conséquence, au conseil de décider.....

M....., maire, a fait observer que.....

M....., trésorier, a soutenu que la proposition ne pouvait être adoptée parce que.....

M. le curé a répondu.....

Le conseil, d'après ces explications,— considérant que... (motifs de l'adoption ou du rejet),

Arrête, à la majorité de six voix contre deux :

Art. 1er....., etc.

Aucun autre objet ne restant à mettre en délibération, et personne ne demandant plus la parole, le présent procès-verbal a été clos, et les membres présents ont signé après lecture faite (4).

(Signatures.)

Chronique.

Le sacre de Mgr Foulquier, évêque de Mende, a eu lieu à Rodez le 2 septembre, avec la plus grande solennité, et au milieu d'un concours immense de fidèles accourus de tous les points du diocèse

---

(1 et 2) L'art. 4 du décret du 30 déc. 1809 porte que le curé, qui doit avoir la première place dans le conseil de fabrique, pourra s'y faire remplacer par un de ses vicaires. Le maire peut également s'y faire remplacer par l'un de ses adjoints. Si le maire n'est pas catholique, il doit se substituer un adjoint qui le soit, ou, à défaut un membre du conseil municipal, catholique.

(3) Le conseil ne peut valablement délibérer que lorsqu'il y a plus de la moitié des membres présents à l'assemblée (art. 9 du décr. du 30 déc. 1809).

(4) Quand quelqu'un des membres présents ne peut signer ou refuse de le faire, cette circonstance doit être mentionnée, et l'on termine ainsi : « A l'exception de M....., lequel a déclaré ne vouloir ou ne pouvoir signer. »

pour assister à cette cérémonie. Mgr l'évêque de Rodez a présidé à la consécration du nouveau prélat qu'assistaient Messeigneurs d'Agen et de Saint-Flour.

— Mgr l'évêque de Nevers a tenu un synode général de son clergé diocésain le 11 de ce mois. Ont été appelés à ce synode MM. les chanoines, les curés de 1re et de 2e classe, les directeurs-prêtres des deux séminaires, les aumôniers d'hospices ou communautés, et en outre deux curés desservants de chaque canton. Le synode s'est ouvert par une messe solennelle, à laquelle tout le clergé a communié. Il a été clos le jeudi suivant à midi par le chant du *Te Deum*. Le cérémonial du synode a été conforme en tout point aux prescriptions du *pontifical* romain.

— Mgr Jacquemet a accordé des lettres de grands-vicaires honoraires à MM. de Courson, supérieur-général de Saint-Sulpice, Morel, supérieur du grand séminaire de Nantes, Litoust, doyen du chapitre, et Richard, chanoine honoraire.

— A la retraite pastorale qui vient d'être prêchée par le P. de Bussy, Mgr l'évêque d'Angoulême a annoncé à son clergé que le bréviaire romain abrégé, tel qu'il se récite maintenant, dans son diocèse, sera remplacé par le bréviaire romain pur, à partir du 1er janvier 1850. Mgr Régnier doit faire paraître incessamment une ordonnance à l'occasion de ce retour complet à l'ancien bréviaire.

— On assure que l'abbaye de Fontgombault a été achetée par la société religieuse de la Trappe, qui va la faire restaurer pour y établir une colonie agricole pénitencière analogue à celle de Mettray.

— Par décision de M. le ministre de l'intérieur, il vient d'être accordé à l'église de Poix, classée au nombre des monuments historiques du département de la Somme, un secours s'élevant à plus de 8,000 fr., pour aider la fabrique et la commune à solder les travaux de restauration exécutés à cette église. Nous ne pouvons qu'applaudir à la munificence du Gouvernement envers l'église de Poix; mais les amis des arts auraient désiré voir accorder aussi une allocation importante à la belle église de Saint-Riquier.

— L'épiscopat français vient de perdre un de ses plus anciens et de ses plus vénérables prélats : Mgr l'évêque de Moûlins est mort le 22 septembre.

Mgr Antoine de Pons était né à Riom le 29 mars 1759; il avait été nommé évêque de Moulins le 6 janvier 1822 et sacré le 13 juillet 1823. Il avait quatre-vingt-dix ans.

— La retraite pastorale du clergé de Paris a été ouverte dimanche 30 septembre, elle sera présidée par Mgr l'Archevêque, et prêchée par le R. P. Barrel, de la compagnie de Jésus.

— S. Em. le cardinal-archevêque de Naples à présenté à S. M. le roi des Deux-Siciles une requête pour le rétablissement dans son royaume de la compagnie de Jésus; quatre autres évêques, ceux de

Palerme, de Lecce, d'Aquila et de Sorrente ont de leur côté adressé au roi la même demande.

— Le Saint-Siége a promulgué un décret du 30 mai, revêtu le 6 juin de l'approbation du Souverain-Pontife, par lequel sont condamnés et mis à l'*index* les deux ouvrages de l'abbé Rosmini : *Des cinq plaies de l'Église*, et : *La Constitution selon la justice sociale;* le pamphlet en cinq volumes de l'abbé Gioberti : *Le Jésuite moderne*, et la triste oraison du P. Ventura : *Discours funèbre pour les morts de Vienne*. L'abbé Rosmini, dont la foi et la piété égalent et surpassent le talent et la science, s'est soumis, comme c'était son devoir, à la décision du Saint-Siége. Le P. Ventura a fait de même. Espérons que l'abbé Gioberti ne tardera point à suivre ce noble exemple.

Départ de S. S. Pie IX de Gaëte.

Le Saint-Père a quitté Gaëte le 4 septembre, à huit heures du matin, après y être demeuré plus de neuf mois. Sa Sainteté s'est embarquée sur la frégate à vapeur *il Tancredi*, avec le roi, la famille royale de Naples, les cardinaux Antonelli, Riario-Sforza, camerlingue, Asquini, Piccolomini, Riario-Sforza, archevêque de Naples, et Mgr Garibaldi, nonce de Naples. *Le Tancredi* avait arboré l'étendard papal. L'escadre, saluée à son départ de Gaëte de 101 coups de canon, était composée de deux vapeurs de guerre espagnols portant les officiers supérieurs de l'expédition espagnole et le vice-amiral Bustillos, de deux vapeurs napolitains outre le *Tancrède* et du vapeur de guerre français le *Vauban*. Le voyage du Saint-Père jusqu'à son arrivée à Portici, où le roi l'a quitté pour regagner sa capitale, a été une véritable ovation.

Le Saint-Père vient de publier un édit pour la constitution du Gouvernement pontifical. Il résulte de ce document, daté de Portici, du 14 septembre, que des institutions municipales et provinciales sont accordées dans les États romains. Les conseils municipaux seront le produit de l'élection, mais d'après des conditions de cens qui ne sont point indiquées. Ces conseils éliront des candidats aux conseils provinciaux; le Pape choisira entre ces candidats. Les conseils provinciaux éliront des candidats au conseil d'État; le Pape choisira entre ces candidats les membres de ce conseil, qui délibérera sur les lois. Le Pape se réserve d'ajouter aux membres choisis sur présentation un nombre indéterminé de conseillers qu'il nommera directement. Il y aura en outre une consulte d'État pour les finances; elle réglera les comptes et donnera son avis sur les impositions nouvelles; elle sera nommée aussi sur des listes de candidats présentés par

les conseils provinciaux. De larges réformes judiciaires et administratives sont promises.

Voilà les bases indiquées dans ce document, qui se termine par une amnistie avec des restrictions. Il n'est rien dit de la question de sécularisation relativement aux membres du ministère.

CONCILE PROVINCIAL DE PARIS.

Dans notre dernière livraison, en parlant des réunions conciliaires des évêques de Belgique, de Savoie, de Turin, de Gênes et de Verceil, nous exprimions le regret de voir l'Église de France privée de ces saintes assemblées, que les intérêts de la religion et les besoins de l'époque réclament depuis si longtemps. Le vœu que formait alors notre cœur a été rempli, et le clergé français est maintenant en possession de la salutaire et imprescriptible liberté de pouvoir se réunir et délibérer sur les affaires intérieures de l'Église. Grâces en soient rendues au digne et illustre archevêque de Paris, qui au titre qu'il à déjà à la reconnaissance publique vient encore d'ajouter celui d'avoir remis entre les mains de l'Église l'un de ses moyens d'action les plus puissants et les plus légitimes.

Le concile de la province de Paris s'est ouvert le 17 septembre au séminaire de Saint-Sulpice par le saint sacrifice de la messe, célébré par Mgr l'Archevêque.

Assistaient en personne au concile NN. SS. l'archevêque de Paris, l'évêque de Meaux, l'évêque de Versailles, l'évêque de Blois. Mgr l'évêque de Chartres était représenté par un procureur, M. le supérieur du grand-séminaire, vicaire-général. M. l'abbé Dupanloup, évêque désigné d'Orléans, était également présent, ainsi que plusieurs autres prélats français ou étrangers, NN. SS. l'archevêque de Sens, l'évêque de Troyes, l'archevêque de Tuam et un autre prélat d'Irlande. Chaque chapitre était représenté par ses délégués; le chapitre métropolitain a choisi MM. Tresvaux, doyen, et Surat, archiprêtre de Notre-Dame. Les chapitres cathédraux avaient un seul représentant.

Parmi les théologiens du concile, on remarquait MM. de Courson, supérieur général de la compagnie de Saint-Sulpice; le R. P. de Ravignan, de la compagnie de Jésus; le R. P. Rubillon; MM. Carrière et Icard, directeurs et professeurs au séminaire de Saint-Sulpice; M. l'abbé Langlois, supérieur du séminaire des Missions-Etrangères; MM. Annat, curé de Saint-Merry; Hanicle, curé de Saint-Séverin; Corbière, curé de Passy; M. l'abbé Gerbet, M. l'abbé Bautin, et plusieurs autres ecclésiastiques distingués par leur science.

Le concile s'est divisé en cinq commissions présidées chacune par un évêque. Ces commissions étaient : 1° Commission des dé-

crets ; 2° commission de la doctrine; 3° commission des études ecclésiastiques ; 4° commission de la discipline ; 5° commission du droit canonique.

Le métropolitain a proposé aux pères du concile, et désigné avec leur approbation, les officiers du concile dont les titres suivent : Un promoteur, un vice-promoteur, un secrétaire, un sous-secrétaire, un maître des cérémonies, des théologiens et des canonistes.

On sait que l'ordre de préséance dans le concile provincial se règle, non sur la dignité ou la prééminence des siéges, mais sur l'ancienneté de consécration pour les évêques et de prêtrise pour les prêtres fondés de pouvoir des évêques absents, ou d'institution canonique pour les membres des chapitres délégués.

Le concile, après s'être constitué, a procédé 1° en congrégations particulières, 2° en congrégations générales, 3° en sessions solennelles.

Les congrégations particulières étaient comme les commissions ou bureaux entre lesquels étaient distribuées les matières dont le concile avait à s'occuper.

Les congrégations générales étaient celles dans lesquelles les congrégations particulières faisaient le rapport de leur travail, et le soumettaient à la discussion pour former les décrets.

Les sessions solennelles et publiques étaient destinées à prononcer et à publier les décrets arrêtés dans les congrégations générales.

Le costume des évêques consistait dans le rochet et la mosette pour les congrégations : le rochet, la chape et la mitre pour les sessions. Les évêques étrangers à la province gardaient le rochet et la mosette pendant les sessions. Mgr Dupanloup, évêque nommé d'Orléans, portait le rochet à dentelle et la mosette noire.

Le costume des ecclésiastiques du second ordre consistait dans la soutane, le manteau long et la barette, soit pour les congrégations, soit pour les sessions.

Les Pères du Concile et les théologiens habitaient le Grand-Séminaire : ils s'étaient astreints à la vie commune et au règlement dont voici le détail : A cinq heures, lever, oraison et récitation du Bréviaire ; à sept heures et demie, messe du Concile, à laquelle assistaient tous les évêques en vêtements pontificaux ; à huit heures et demie, congrégation particulière des évêques ; à une heure, Bréviaire ; à trois heures, congrégation générale ; à six heures, Bréviaire ; à huit heures trois quarts, prière et coucher. Les deux repas du jour avaient lieu à onze heures et à six heures et demie : pendant les repas la lecture était faite dans les saintes Écritures et la vie de saint Charles Borromée.

Le Concile a tenu trois sessions solennelles, et s'est terminé vendredi, 28. Pendant ces trois sessions solennelles, il a voté les décrets

dont voici les titres et la nomenclature complète : les trois premiers comme les trois derniers sont de forme et d'usage.

Première session.—1° De apericndâ synodo ; 2° de modo vivendi in Concilio; 3° de professione fidei emittendâ.

Deuxième session.—Cap. primum. *De Hierarchia et personis ecclesiasticis.* 4. De auctoritate sanctissimæ Sedis. 5. De dignitate Episcoporum. 6. De obligationibus Episcoporum. 7. De Metropolitano et suffraganeis. 8. De Concilio provinciali. 9. De habendâ Synodo diœcesanâ. 10. De capitulis cathedralibus. 11. De parochis et eorum vicariis.

Troisième session (1).—Cap. secundum. *De Fide.* 12. Contra errores qui totius religionis fundamenta subruunt. 13. Contra novam sectam quœ commentitium *misericordiæ opus* annuntiat. 14 De miraculis ac prophetiis non recognitis. 15. De sacris imaginibus, de reverentiâ locis et rebus sacris debitâ et præcavendis abusibus. 16. Contra errores qui justitiæ ac caritatis principia subvertunt. 17. De quibusdam calumniis quæ hisce temporibus contra Dei Ecclesiam circumferuntur.

Cap. tertium. *De Disciplinâ.* 18. De auditorio Episcopali seu *officialitate.* 19. De residentiâ. 20. De sanctificatione diei Dominicæ et aliarum festivitatum. 21. De prædicando verbo divino ac pueris catechizandis. 22. De unitate servandâ in ritibus ac cæremoniis. 23. De curâ ac visitatione infirmorum. 24. Pro tempore pestilentiæ. 25. De fundationibus. 26 De oblationibus fidelium ac casuali. 27. De agendi ratione pro clero circa res politicas. 28. De scriptoribus qui res ecclesiasticas tractant. 29. De conversatione fidelium inter eos qui alieni sunt à fide.

Cap. quartum. *De Studiis ecclesiasticis.* 30. De studiis seminarium. 31. De collationibus ecclesiasticis et annuo juniorum ecclesiasticorum examine. 32. De decretorum executione. 33. De promulgatione testium synodalium. 34. De subscriptione decreto-

---

(1) Quatorze Archevêques et Evêques se trouvaient rassemblés dans la chapelle du Séminaire pour cette session : C'étaient NN. SS. l'Archevêque de Nicée, Nonce apostolique; l'Archevêque de Besançon, l'Archevêque de Sens, l'Archevêque de Tuam (Irlande), l'Archevêque de Paris et l'Archevêque de Nabq et Keriatim au Mont-Liban ; les Evêques étaient, outre quatre Evêques de la Province, NN. SS. de Meath et de Donn et Connor en Irlande, de Carcassonne, de Nevers et de Troyes. Deux Prélats, Mgr Lasagni, Auditeur de la Nonciature apostolique et le R. P. Abbé mitré de la Trappe de Staouëli (Algérie), M. l'abbé Persichelli, secrétaire de la Nonciature, le R. P. Azar, Vicaire-Général de l'Archevêque de Saïda et délégué du Patriarche des Maronites, étaient également présents, ainsi que tous les Théologiens et Canonistes qui ont pris part aux travaux du Concile. Mgr l'Archevêque de Reims et Mgr l'Evêque d'Amiens, qui étaient pour quelques instants dans la capitale, avaient témoigné le désir d'assister à la Session ; ils ont vivement regretté de ne pouvoir s'y rendre, étant obligés de repartir pour l'ouverture du Concile de la Province de Reims.

rum. 35. De indictione proximæ Synodi provincialis. 36. De fine Concilii.

Ces décrets vont être soumis à l'approbation du souverain pontife, après quoi ils seront publiés et offerts à la vénération des fidèles.

Quant aux questions relatives à l'inamovibilité ou à l'amovibilité des desservants, le Concile n'a pas cru devoir les traiter, attendu que le Saint-Siége se les est expressément réservées, comme le témoigne la lettre du Saint-Père à Mgr l'Évêque de Liége. Il en a été de même de l'Immaculée Conception de la très-sainte Vierge, chacun de Nos seigneurs les Évêques ayant répondu de son côté à l'Encyclique de N. S.-P. le Pape.

Les témoins synodaux nommés ont été MM. Petetot, curé de Saint-Roch; Portalès, curé de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle; Delaunay, curé de Clichy; Bruyère, premier vicaire de Saint-Laurent, pour Paris. Deux témoins ont été également désignés pour les autres diocèses. Chaque Père a signé de sa main les actes du Concile. Après le décret *de fine*, Mgr l'Archevêque de Paris a de son siége adressé une allocution aux membres du Concile.

C'est alors qu'a eu lieu une des plus magnifiques cérémonies de ce rite solennel, c'est-à-dire les *acclamations*, qui sont dans l'Église d'un usage traditionnel. Du haut de la chaire le Secrétaire du Concile prononçait la formule, et les Pères, à haute voix, répétaient tous ensemble l'acclamation. En voici la traduction :

Le Secrétaire. A notre bienheureux Seigneur le Pape Pie IX, Pontife de la sainte et universelle Eglise, bénédiction du Dieu tout-puissant; propagation du nom chrétien dans toutes les contrées de la terre, obéissance de toutes les nations et réunion en un seul bercail!

Les Pères. Bénédiction sur lui, prospérité durable et exaltation de la sainte Eglise de Dieu.

Le Secrétaire. Que Dieu répande la rosée de ses grâces sur notre révérendissime Seigneur le Métropolitain de cette Province et le Président de ce Concile, qu'il le conserve pour la gloire éternelle!

Les Pères. Que Dieu répande sur lui la rosée de ses grâces et le conserve pour la gloire éternelle!

Le Secrétaire. Que le même Esprit saint qui a rassemblé dans ce sain-Synode les révérendissimes Evêques, pour la gloire et l'utilité de notre Province, les ramène heureusement, et exempts de tout mal, dans leurs Eglises, et les conserve pendant de longues années!

Les Pères. Qu'il les ramène exempts de tout mal, et qu'il les conserve pendant de longues années!

Le Secrétaire. A tous ceux qui ont pris part à ce Concile, paix véritable et bénédiction abondante!

Les Pères. Que Dieu ait pitié de nous et qu'il nous bénisse.

Le Secrétaire. A notre patrie et à tous les peuples chrétiens, zèle pour la

religion catholique, justice. abondance de la paix, et victoire sur tous les ennemis de la foi chrétienne!

Les Pères. Zèle pour la foi, justice, paix et victoire!

Le Secrétaire. A la cité et à la province de Paris, tranquillité, salut et abondance des grâces divines!

Les Pères. Que les grâces et la tranquillité se multiplient parmi nous!

Le Secrétaire. Nous tous qui sommes ici présents, demandons humblement à Dieu, qui est le dispensateur de tous les biens, demandons-lui dans l'unanimité de la prière et par l'intercession de la bienheureuse Vierge Marie, Mère de Dieu, des bienheureux apôtres Pierre et Paul, des bienheureux patrons de cette province et de tous les saints, la salutaire observance des décrets de ce Concile.

Les Pères. Qu'il en soit ainsi! Qu'il en soit ainsi! Ainsi soit-il. Ainsi soit-il.

C'était quelque chose de touchant et de magnifique que ces vœux adressés unanimement au Seigneur, pour le Pape, pour l'Église, pour la hiérarchie sacrée, pour la patrie, pour la ville et pour la province. Les larmes sont venues aux yeux des assistants en entendant répéter ces admirables soubaits : « A la patrie, amour de la loi, justice, paix et victoire à la cité et à la province, grâce et tranquillité, *Amen! Amen!* »

Certes, des vœux aussi purs, des prières aussi saintes seront exaucés, et le Dieu des miséricordes prendra en pitié le siècle et le pays d'où ils s'élèvent librement vers son trône!

Les évêques ont ensuite reçu et donné le baiser de paix, et le président a donné la bénédiction solennelle : le Secrétaire a publié cent jours d'indulgence pour tous les assistants, et l'assemblée s'est retirée processionnellement en chantant le *Te Deum!*

Ainsi s'est terminé, à la joie profonde des fidèles, à l'honneur de la métropole de Paris, à la gloire de la sainte Église de Dieu, le premier des Conciles provinciaux tenus en France au dix-neuvième siècle. Cette date restera inscrite en lettres d'or dans les annales de notre patrie, dans le souvenir de tous les cœurs chrétiens et dans les bénédictions de la postérité!

A l'exemple de M. l'Archevêque de Paris, plusieurs archevêques et évêques se préparent à tenir leurs synodes prochainement. Les conciles de Soissons, de Tours, de Besançon, de Lyon, de Reims et de Toulouse, sont annoncés pour les mois d'octobre et de novembre.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. IMPRIMÉS

Septième concile de Baltimore.

Nous avons annoncé dans notre livraison de Juin que les prélats des États-Unis s'étaient réunis de nouveau en concile à Baltimore. Quelques journaux de Paris ont depuis publié la lettre synodale que les Pères de ce concile ont adressée aux fidèles de leurs diocèses. Cette lettre, qui fait connaître le sentiment de l'épiscopat du Nouveau-Monde sur des questions d'une haute gravité dans les circonstances actuelles, trouve naturellement sa place dans le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, et nous la reproduisons en entier.

Sept conciles provinciaux ont déjà été tenus à Baltimore : en 1829, 1833, 1837, 1840, 1843, 1846 et 1849, ces trois derniers, de trois en trois ans, conformément à la prescription du concile de Trente.

Le texte des actes et décrets de ces conciles est rapporté dans le *Bullarium Pontificium* sacræ congregationis de propaganda fide, tome IV et suiv.

Les Archevêques et Évêques des États-Unis, assemblés dans le septième Concile provincial de Baltimore, au clergé et aux fidèles de leurs diocèses.

« Vénérables Frères du clergé, et bien-aimés Frères laïcs,

« Conformément aux canons sacrés, nous nous sommes encore une fois assemblés pour délibérer sur les intérêts généraux de la religion dans les États-Unis, sous l'invocation de l'Esprit divin, dont l'assistance est spécialement promise aux pasteurs de l'Église. Le vœu manifesté par notre Saint-Père le Pape Pie IX a d'abord dirigé notre attention sur l'organisation plus complète de notre hiérarchie, qui sera portée à votre connaissance quand elle aura reçu de lui la sanction nécessaire. L'absence temporaire qui éloigne le Pontife de son siége n'occasionnera probablement aucun délai extraordinaire à la confirmation de nos actes, attendu que son énergie personnelle et toute la vigueur inhérente aux fonctions apostoliques se sont manifestées d'une manière frappante dans le lieu même de son exil. Et ici, Frères bien-aimés, nous ne pouvons retenir l'expression de nos sentiments par rapport aux événements qui ont marqué la courte période qui s'est écoulée depuis son élévation au Souverain-Pontificat. Bien que le royaume du Christ ne soit pas de ce monde et que le successeur de Pierre n'ait de droit divin aucun

domaine temporel, cependant par la munificence des princes chrétiens et par les actes spontanés d'un peuple racheté de la servitude, grâce à l'influence paternelle de l'Évêque de Rome, une petite principauté a été attachée au Saint-Siége pendant plus de mille ans, sous le nom de Patrimoine de Saint-Pierre. Se trouvant ainsi chargée des devoirs du Souverain temporel, par suite de son élection à l'office d'Évêque universel de l'Église catholique, Sa Sainteté ouvrit son administration civile par des actes de clémence et des mesures de politique libérale ayant pour but d'améliorer la condition sociale de ses sujets. Ces concessions excitèrent, comme on devait s'y attendre, les expressions d'une gratitude sans bornes de la part du peuple des États-Romains, et obtinrent l'admiration et les applaudissements de tout le monde civilisé. Nous n'avons pas besoin de dire de quel retour a été payée cette politique éclairée et spontanée. Nous aimerions à nous persuader que les outrages commis contre l'autorité du Pontife doivent être attribués aux machinations désespérées d'un petit nombre d'hommes perdus. N'étant pas ses sujets dans l'ordre temporel, et profondément attachés aux institutions républicaines sous lesquelles nous vivons, nous nous sentons juges impartiaux des événements qui sont résultés de sa fuite hors de sa capitale, et des tentatives subséquentes pour le déposer de tout pouvoir civil. Nous ne pouvons cependant, comme amis de l'ordre et de la liberté, nous empêcher de déplorer que sa politique éclairée n'ait pas été laissée à même de se développer, et que la violence et l'outrage aient souillé les actes de ceux qui se proclament les amis du progrès social. Nous devons en même temps proclamer notre conviction que la principauté temporelle des États-Romains a servi, dans l'ordre de la Providence, à l'exercice libre et non suspect des fonctions spirituelles du Pontificat, et au développement des intérêts religieux en contribuant à l'entretien d'institutions de science et de charité. Si l'Évêque de Rome était le sujet souverain politique ou le citoyen d'une République, il y aurait à craindre qu'il ne jouît pas toujours de cette liberté d'action qui est nécessaire pour que ses décrets et ses mesures soient respectés par les fidèles dans tout l'univers.

« Nous savons bien que, s'il plaisait un jour à Dieu de souffrir qu'il fût définitivement dépouillé de tout pouvoir civil, il garderait par protection divine le libre exercice de son autorité spirituelle, comme ce fut le cas dans les trois premiers siècles, sous le règne des empereurs païens, où les évêques de Rome déployèrent une énergie apostolique partout sentie et partout respectée. Eu égard à la principauté bien autrement excellente attachée dès le commencement à l'Église de Rome, comme fondée par les glorieux apôtres Pierre et Paul, chaque église particulière, c'est-à-dire tous les chrétiens dans chaque partie du monde, se sentait obligée de s'harmoniser dans la foi avec cette antique et illustre Église, et de chérir

inviolablement sa communion. Le successeur de Pierre, même dans des circonstances si défavorables, veillait sur les intérêts de la religion en Asie et en Afrique, aussi bien qu'en Europe, et proscrivait avec autorité toute erreur opposée à la révélation divine, et tout usage renfermant un danger pour son intégrité.

« L'Office pontifical est d'institution divine et tout à fait indépendant de toutes les vicissitudes auxquelles la principauté temporelle est sujette. Quand le Christ notre Seigneur promit à Pierre qu'il bâtirait son Église sur lui comme sur un roc, il lui donna l'assurance que les portes de l'enfer, c'est-à-dire les puissances des ténèbres, ne prévaudraient point contre elle, ce qui implique nécessairement que son office est fondamental et essentiel à l'Église, et doit continuer jusqu'à la fin des temps. Pierre fut constitué pasteur des agneaux et des brebis, c'est-à-dire du troupeau entier du Christ, lequel, par lui, forme un seul bercail sous un seul berger. Notre-Seigneur, à sa dernière cène, pria pour que ses disciples et ceux qui, par leur ministère, croiraient en lui, ne fussent qu'un comme son père et lui ne sont qu'un ; et attendu qu'il est toujours exaucé, nous ne pouvons douter que cette unité ne soit un caractère inséparable de l'Église ; par conséquent l'office de pasteur suprême, par lequel l'unité est maintenue, ne saurait jamais cesser. Nous vous exhortons, frères bien-aimés, à persévérer inébranlablement dans votre attachement à la chaire de Pierre, sur laquelle vous savez que l'Église est bâtie. Puisqu'il a plu à la divine Providence d'établir cette chaire dans la ville de Rome, la capitale du monde païen, afin de faire éclater de la manière la plus frappante la victoire du Christ, celui-là est un schismatique et un prévaricateur qui tente d'établir une autre chaire en opposition avec le siége de Rome, ou indépendante de lui.

« Cette Église a été consacrée par le martyre des apôtres Pierre et Paul, qui lui ont légué toute leur doctrine avec leur sang. Le Christ notre Seigneur a placé la doctrine de vérité dans la chaire d'unité, et a chargé Pierre et ses successeurs de confirmer leurs frères, après avoir prié spécialement pour que la foi de Pierre ne vînt jamais à faillir. Au moyen de la tradition ininterrompue de cette Église, descendant des apôtres à la succession des évêques, nous confondons ceux qui, par orgueil, par complaisance en leur sens propre, ou par quelque autre influence perverse, osent enseigner autre chose que ce que la révélation divine certifie, et tentent d'altérer la doctrine qui, comme les flots purs d'une source sans tache, en découle à travers le monde entier.

« Dans les circonstances de difficulté spéciale où l'Évêque suprême est placé par la privation temporaire de son domaine temporel et des revenus qui y sont annexés, il convient que tous les enfants de l'Église donnent la preuve de leur sympathie sincère en contribuant de leur ressources à le mettre à même de faire face aux dépenses

extraordinaires que le gouvernement de l'Église lui impose. Puisque le Saint-Siége a toujours veillé sur les églises de ces États avec une sollicitude maternelle, et nous a nourris du lait de la pure doctrine comme des enfants nouveau-nés, en nous donnant gratuitement tout ce qui était nécessaire pour nous conduire jusqu'à la pleine maturité de la vertu chrétienne, il convient que nous, qui avons reçu les trésors spirituels de sa charité désintéressée, nous procurions au Pontife exilé les nécessités temporelles dans le temps de sa détresse et de son affliction. Sur la proposition du très-révérend archevêque de Baltimore, nous avons unanimement et par acclamation résolu de vous inviter à présenter vos libres offrandes, et nous avons dans ce but désigné le premier dimanche de juillet, qui tombe dans l'octave de la fête de saint Pierre et de saint Paul, pour une collecte générale dans les églises des États-Unis. Que chacun de vous, Frères, mettant de côté ce qu'il voudra, puisse présenter son offrande comme une preuve de son attachement envers le suprême Pasteur. Les collectes faites dans le jour mentionné devront être transmises sans délai dans chaque diocèse à l'évêque respectif, qui les fera passer au métropolitain archevêque de Baltimore, afin d'être mises à la disposition du Saint-Père, en témoignage de la sympathie de ses enfants spirituels des États-Unis, et comme une contribution pour l'aider à supporter ses charges.

« Les sollicitations répétées des évêques de diverses parties de l'Église auprès du Saint-Siége ont engagé Sa Sainteté à demander à tous ses collègues leurs conseils par rapport au point de doctrine que la Mère de notre Sauveur a été préservée par grâce divine de toute souillure de péché originel. Cela a été considéré jusqu'ici comme une pieuse croyance, qui tirait sa force et sa sanction de la solennité de l'Immaculée Conception, célébrée depuis plusieurs siècles dans toute l'Église. Dans l'Orient, cette fête fut observée dès le cinquième siècle, sous le titre de Conception de sainte Anne, la mère de la sainte Vierge; on ne sait pas si elle a été introduite en Occident avant le neuvième siècle. Partout, dans toute l'étendue de l'Église, dès les temps les plus anciens, Marie a été appelée sainte et immaculée, comme il ressort des livres liturgiques et des écrits des Pères. Saint Éphrem de Syrie, dans le quatrième siècle, proclamait que sa pureté et sa sainteté étaient bien plus grandes que celles des plus sublimes esprits entourant le trône de Dieu, puisque c'est son tout spécial privilége d'être la Mère du Verbe incarné. « Elle est, « dit-il, une Vierge immaculée, sans tache, sans corruption, toute « chaste, et libre de toute souillure et de toute flétrissure de péché, « l'Épouse de Dieu, la Vierge, Mère de Dieu, inviolée, sainte, plus « sainte que les séraphins, et incomparablement plus glorieuse que « toutes les armées célestes. » (*Orat. in Sanctissimam Dei genitricem.*) Quoique l'attention de l'Église, dans les âges primitifs, fût spécialement fixée sur le mystère de l'Incarnation, et que son auto-

rité fût principalement employée contre les hérésies destructives qui l'attaquaient directement, cependant l'honneur de la Vierge-Mère fut revendiqué par elle toutes les fois qu'il fut mis en question. Quand Nestorius essaya de diviser le Christ, attribuant à sa nature humaine une personnalité distincte, le grand concile d'Éphèse, en proscrivant cette nouveauté, proclama Marie la mère de Dieu, conformément à la constante doctrine de toute l'antiquité. Sa virginité perpétuelle fut déclarée dans la suite, quand des novateurs osèrent la nier. Son exemption de tout péché actuel fut établie par le saint concile de Trente, dans une définition de foi; et la même autorité vénérable la désigna comme *Immaculée* dans une déclaration adjointe aux canons touchant le péché originel. Les Pères déclarent que ce n'est pas leur intention de renfermer la bienheureuse et immaculée Vierge Marie dans ces décrets, mais qu'il faut observer à cet égard les constitutions du Pape Sixte IV. Ce Pontife, par suite de disputes qui s'étaient élevées sur la Conception de Marie, avait trouvé nécessaire de défendre, sous des peines graves, de traiter d'hérésie ou le pieux sentiment de l'Immaculée Conception, ou l'opinion contraire. Il arriva, par rapport à ce point de doctrine, comme sur plusieurs autres, que, dans le progrès des temps, des doutes s'élevèrent sur la tradition et la foi de l'Église. Les disputes qui naquirent à ce sujet furent tolérées par elle avec la même considération et la même patience que le conflit de sentiments par rapport à la nécessité des observances légales avait été souffert dans le premier concile de Jérusalem, jusqu'à ce que la voix de Pierre terminât la discussion. L'Église s'abstint d'un jugement décisif tant que l'excitation subsista, se contentant que les parties contendantes protestassent de leur soumission sans réserve à leur autorité, et remettant à examiner mûrement toute preuve et toute difficulté, et à les peser au poids du sanctuaire. Mais en laissant aux théologiens le droit d'investigation privée, les Pontifes eurent soin de maintenir l'usage de célébrer la fête, et défendirent, sous des peines graves, toute expression publique d'un sentiment dérogeant à la croyance pour laquelle les fidèles avaient un pieux attachement.

« Puisque les divines Écritures enseignent que tous les hommes ont péché dans Adam, et que nous sommes par nature enfants de colère, la Vierge Marie, comme descendante naturelle d'Adam, aurait encouru la peine commune, si elle n'en avait été préservée par grâce divine. — L'ange Gabriel l'assura qu'elle avait trouvé grâce devant Dieu, et la salua pleine de grâce. Elle fut déclarée bénie entre toutes les femmes, et par le messager céleste, et par sa cousine Élisabeth parlant sous l'inspiration du Saint-Esprit. Saint Irénée la représente comme réparant par son obéissance les maux causés au genre humain par la désobéissance de la mère de la famille humaine. Son exemption de la malédiction générale peut être

inférée de ce fait, qu'elle a été choisie pour être la Mère de notre Rédempteur, dont le corps a été formé de sa substance. Saint Augustin, en parlant du péché actuel, que dans les termes les plus forts il attribue à tout enfant d'Adam, observe qu'il ne faut pas l'entendre en ce sens qu'il y enferme la Vierge Marie, touchant laquelle il ne saurait souffrir qu'on conçût aucune pensée ayant trait au péché, pour l'honneur de Notre-Seigneur; « car nous savons, dit-il, que grâce lui a été donnée pour triompher de toute espèce de péché, puisqu'elle a été choisie pour concevoir et mettre au jour celui qui est essentiellement et souverainement libre du péché (*de naturâ et gratiâ*). — Guidés par ce principe très-juste, nous pouvons interpréter les assertions générales des Pères sans préjudice de l'unique et bienheureuse créature dont le sein, comme une châsse sanctifiée, a porté notre Rédempteur, et dont les mamelles l'ont allaité.

« La foi vivante et la tradition orale de l'Église doit être regardée comme l'écho d'une antique tradition apostolique et comme l'authentique expression d'une vérité révélée. Le Saint-Esprit est toujours avec les successeurs des apôtres pour les guider vers toute vérité et pour leur retracer les doctrines qui ont été originairement enseignées par le Christ, et qui resteront toujours, quand le ciel et la terre passeraient. Il veille sur eux, afin que la doctrine révélée soit conservée libre de tout mélange d'erreur.

« Nous ne voulons pas anticiper le jugement solennel de l'Évêque suprême ; mais en même temps nous vous exhortons, Frères, à continuer d'entretenir une tendre dévotion pour la Mère de Notre-Seigneur, puisque l'honneur que vous lui payez est fondé sur la relation qui l'unit à lui, et est un hommage rendu au mystère de son incarnation. Plus vous vénérerez la Mère, comme la plus pure et la plus sainte des créatures, plus vous manifesterez un sentiment profond de la divinité du Fils; aussi les pieux serviteurs de Marie, dans les temps anciens et dans les nouveaux, ont-ils toujours été distingués par leur zèle à soutenir les mystères de la foi. Depuis saint Éphrem de Syrie jusqu'à saint Bernard de Clairvaux, et depuis saint Thomas d'Aquin jusqu'à saint Alphonse de Liguori, tous ont brûlé de l'amour de Jésus-Christ, et ont été distingués par la pureté de leur vie et par leur zèle pour la perfection chrétienne. Au contraire, ceux qui ont attaqué la vénération de la sainte Vierge sont aisément tombés jusqu'à nier la divinité de son Fils. La dévotion envers elle est un rempart avancé de l'Église, qui protége la foi dans les divins mystères.

« Nous ne doutons pas, Frères bien-aimés, que la puissante intercession de Marie obtiendra, par les mérites de Jésus-Christ notre Seigneur et Rédempteur, du père des lumières et du dispensateur de tout don, la lumière et l'aide nécessaires pour le Pasteur suprême de l'Église, et les grâces et les bénédictions désirables pour le peuple chrétien. Quand nous jetons un regard sur le monde chré-

tien, et que nous voyons les trônes renversés, les monarques fuyant dans la crainte, la société agitée de convulsions, des erreurs désastreuses répandues au loin par les infatigables efforts d'hommes impies, la confusion et le désordre prévalant presque partout, nous sommes affligés presque jusqu'au désespoir; mais, lorsque nous élevons nos pensées là-haut jusqu'au royaume de lumière et d'amour, où Marie siége près du trône de son divin Fils, nous nous sentons remplis de la confiance que celle qui, au pied de la croix, nous a tous reçus pour ses enfants dans la personne du disciple bien-aimé, plaidera efficacement notre cause. Par elle nous avons reçu toute grâce, puisqu'elle a mis au monde celui qui nous a rachetés de son sang, et que par lui elle a écrasé la tête du serpent infernal. Allons donc avec confiance au trône de miséricorde, nous reposant sur les mérites infinis de Jésus-Christ, notre unique Sauveur, et nous recommandant aux prières de sa sainte Mère, qui est toujours exaucée à cause du lien intime qui l'unit à lui, et du tendre amour qu'elle a pour lui. Demandons que la tête de l'hydre de l'hérésie puisse être écrasée pour toujours, et que la vérité révélée dans toute sa plénitude soit reconnue par tout le genre humain, et que la prière du Psalmiste s'accomplisse : « Que le peuple vous loue, ô Dieu! que tout le peuple vous glorifie! » Prions pour que toute division et toute dispute cesse, et que tous ceux qui portent le nom de chrétiens soient unis dans la même communion religieuse, entretenant soigneusement l'unité de l'esprit dans le lien de la paix. Demandons en même temps avec un redoublement de ferveur que tout scandale soit expulsé du troupeau du Christ, et que la pureté de la morale et les grandeurs de la sainteté arrivent à fleurir partout.

« Prenez, Frères bien-aimés, le bouclier du salut et le glaive de l'esprit, qui est la parole de Dieu. Quant à nous, priant en tout temps et implorant le secours des saints, nous demandons que la parole nous soit donnée afin que notre bouche s'ouvre avec confiance pour vous annoncer le mystère de l'Évangile. La paix soit avec vous, Frères, et la charité avec la foi en Dieu le Père, et en notre Seigneur Jésus-Christ. »

Signé: Samuel Eccleston, archevêque de Baltimore; Pierre Bichard Kenrick, archevêque de Saint-Louis; Jean Fitz Patrick, évêque de Boston; Guillaume Tyler, évêque de Hartford; Jean Mack Closkey, évêque d'Albany; Jean Timon, premier évêque de Buffalo; Jean Hugues, évêque de New-York; Richard Whelan, évêque de Richmond; Ignace Reynolds, évêque de Charlestown; Martin Spalding, coadjuteur et administrateur de Louisville; Richard Miles, évêque de Nashville; François Patrice Kenrick, évêque de Philadelphie; le docteur O'Connor, évêque de Pittsburgh; andré Byrne, évêque de Little-Rock; Jean, Furcell, évêque de Cincinnati; Jacques Vande-

velde, évêque de Chicago; Pierre-Paul Lefèbre, coadjuteur et administrateur de Détroit ; Henri, évêque de Melwankie ; Michel Portier, évêque de Mobile ; Antoine Blanc, évêque de la Nouvelle Orléans ; Jean Chance, évêque de Natchez ; le docteur Loras, évêque de Dubuque ; Amédée Rapp, évêque de Cleveland ; le docteur Saint-Palais, évêque de Vincennes ; J. M. Odin, évêque de Galveston; et Benoît-Joseph Flaget, évêque de Louisville.

Actes officiels.

CIRCULAIRE *de M. le directeur général de l'administration des cultes, à MM. les préfets, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année* 1848 (du 28 août 1849).

Cette circulaire, qui se réfère à la comptabilité générale de l'administration des cultes, ne nous a pas semblé offrir assez d'intérêt pour être reproduite textuellement. Il suffit d'ailleurs d'en consigner ici l'objet, qui est de rappeler à MM. les préfets que, d'après l'art. 50 du règlement du 31 décembre 1841, sur la comptabilité des cultes, un compte supplémentaire et final doit être annuellement dressé pour les dépenses du culte catholique de chaque département, au 1er octobre de la seconde année de l'exercice, c'est-à-dire à l'époque à laquelle aucune liquidation ne peut plus être effectuée pour le même exercice.

Ce compte, qui est destiné à retracer les modifications survenues dans les diverses dépenses depuis l'envoi du compte primitif, doit contenir les détails et renseignements les plus propres à faire connaître la totalité des sommes dues, soit pour service fait dans l'année, soit pour toutes autres dépenses qui n'auraient pas été comprises dans le premier document; et ses résultats doivent être entièrement d'accord, chapitre par chapitre, avec ceux du bordereau mensuel des opérations du préfet, arrêté au 1er octobre 1849, et dont l'envoi est prescrit par les articles 45, 143 et 144 du règlement du 31 décembre 1841.

L'envoi de cette circulaire est accompagné de deux exemplaires du modèle du compte final à rendre par le préfet pour l'exercice 1848; l'un d'eux est destiné à servir de minute et doit rester dans les bureaux de la préfecture, le second doit être renvoyé rempli à l'administration des cultes.

CIRCULAIRE *de M. le directeur général de l'administration des cultes, à MM. les préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux du département, dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes* (du 1er octobre 1849.)

La reproduction textuelle de cette circulaire, est également inutile, nous nous bornerons à l'indiquer ici par son objet.

CIRCULAIRE *de M. le directeur général de l'administration des cultes, à MM. les préfets, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice* 1849.

Paris, le 4 octobre 1849.

Monsieur le préfet, aux termes de l'art. 161 du règlement sur la comptabilité des cultes, en date du 31 décembre 1841, les fonds néceessaires au paiement du dernier trimestre des dépenses périodiques des cultes ne peuvent être ordonnancés que d'après les renseignements donnés par MM. les préfets sur la quotité qu'ils présument se rapprocher le plus possible des besoins réels.

L'ordonnancement doit, d'ailleurs, précéder d'un mois environ l'échéance du trimestre, afin d'éviter tout retard dans le paiement.

Il est donc urgent d'assurer l'exécution de ces dispositions ; j'ai, en conséquence, l'honneur de vous adresser le modèle d'un état destiné à contenir les sommes auxquelles pourront être évaluées, pour l'année 1849, les dépenses concernant les *traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial*, les *bourses des séminaires*, ainsi que le *personnel des cultes protestants*.

Dans l'une de ses colonnes sera porté le montant des dépenses déjà constatées pour les trois premiers trimestres, et dans la suivante sera inscrite l'évaluation du quatrième trimestre. Cette évaluation doit être faite avec beaucoup de soin et sur les renseignements les plus exacts, pour lesquels vous pourrez vous concerter avec MM. les évêques, afin qu'il ne reste autant que possible ni déficit à couvrir ultérieurement, ni excédant de quelque importance à reprendre

La comparaison du total des dépenses avec celui des ordonnances de délégation déjà délivrées fera connaitre la somme qu'il est nécessaire d'ordonnancer encore.

Je vous invite très-expressément, monsieur le préfet, à me renvoyer *avant la fin du mois*, *terme de rigueur*, l'un des deux exemplaires de l'état ci-joint, soigneusement rempli.

Recevez, etc. *Le directeur général de l'administration des cultes*,

E. DURIEU.

CIRCULAIRE *de M. le directeur général de l'administration des cultes, à MM. les préfets, relative à la situation des dépenses des cultes au* 31 *octobre* 1849, *par suite de la clôture des paiements, et au paiement des dépenses d'exercices clos réordonnancés sur cet exercice.*

Paris, le 16 octobre 1849.

Monsieur le préfet, l'art. 146 du règlement sur la comptabilité des cultes, en date du 31 décembre 1841, porte qu'aussitôt après la clôture des paiements d'un exercice, c'est-à-dire au 1er novembre de la seconde année, les ordonnateurs secondaires adressent au ministre un bordereau final (*Modèle n° 38*) récapitulant, par chapitre et pour tout l'exercice, le montant des droits constatés, des mandats délivrés et des paiements effectués ; que la comparaison des droits constatés et des paiements effectués fait ressortir, dans une colonne séparée, les sommes restant à payer, dont le détail doit être inséré, par créancier, et avec tous les renseignements nécessaires sur leurs noms et qualités, et sur l'objet précis des créances, à la seconde page du bordereau. En effet, toute omission ou négligence à cet égard pourrait retarder le réordonnancement de ces créances sur les exercices subséquents, au fur et à mesure des réclamations.

J'ai l'honneur de vous adresser deux cadres en blanc destinés à contenir

pour l'exercice 1848 les renseignements qui viennent d'être rappelés, et dont un devra m'être renvoyé de manière à me parvenir, *sans faute*, dans les premiers jours du mois de novembre prochain.

Je ne saurais trop vous recommander, monsieur le préfet, de comprendre dans ce bordereau, qui est définitif, toutes les dépenses résultant de services faits et de travaux liquidés; et si le montant des droits constatés et des mandats délivrés n'y était pas entièrement conforme aux renseignements compris, pour cette nature d'opérations, dans votre bordereau arrêté au 1er octobre 1849, il serait nécessaire de donner la cause détaillée de la différence dans la colonne d'observations. Une des causes habituelles de différence est le décès d'ecclésiastiques ou d'anciennes religieuses antérieur à la remise des mandats de secours qui ont pu leur être accordés, et dont la connaissance n'est acquise que postérieurement; le paiement de ces secours ne devant pas être effectué, la dépense doit être retirée du montant des droits constatés et des mandats délivrés. Vous n'omettrez pas de déduire également des droits constatés et des mandats délivrés, *sur le chapitre spécial des dépenses des exercices clos*, la portion qui n'en aurait pas été payée au 31 décembre 1848, parce que les opérations de ce chapitre se terminent avec l'année, et que cette portion a été ou sera susceptible de réordonnancement sur le même chapitre du budget des cultes des exercices suivants, jusqu'aux époques de déchéance fixées par la loi du 29 janvier 1831.

A cet égard, vous remarquerez que, selon les dispositions de cette loi, les créances de l'exercice 1845 non acquittées au 31 décembre 1849 se trouveront alors frappées de déchéance. Il est donc très-important de recommander à tout porteur de mandat pour une dépense de cet exercice, réordonnancée sur l'exercice 1849, de se présenter avant le 31 décembre prochain aux caisses qui doivent en effectuer le paiement; et si quelque créance de cette nature était réclamée sans avoir été réordonnancée, vous devriez m'en adresser sans retard l'indication, afin que je puisse mettre sur-le-champ à votre disposition les fonds nécessaires à son acquit. Il sera convenable également de presser les porteurs de mandats pour les dépenses de tout autre exercice clos, réordonnancées sur l'exercice 1849, de les présenter au paiement avant le 31 décembre prochain, afin d'éviter ultérieurement un nouveau réordonnancement.

Recevez, etc. *Le directeur général de l'administration des cultes,*

E. Durieu.

Lettre de Monseigneur l'Évêque de Gap

AUX CURÉS DE SON DIOCÈSE CONCERNANT LA PRODUCTION DE L'AUTORISATION D'INHUMER ET DU CERTIFICAT JUSTIFICATIF DU MARIAGE CIVIL.

Gap, 26 juillet 1849.

Monsieur le Curé,

Des poursuites dirigées en ce moment-ci contre quelques prêtres, pour inhumations faites sans l'autorisation de l'officier de l'état civil, me peinent profondément et me forcent de vous rappeler que l'article 77 du Code civil défend « qu'aucune inhumation ne soit faite « sans une autorisation, *sur papier libre et sans frais*, de l'officier « de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté « auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, et que « vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les « règlements de police. »

L'art. 1er du décret du 4 thermidor an XIII défend à tous curés d'aller lever aucun corps et de l'inhumer sans ladite autorisation (1).

Le curé qui procède à cette inhumation sans l'autorisation préalable se rend coupable d'une contravention de police et passible d'une amende (2).

En conséquence, Monsieur le Curé, vous voudrez bien ne jamais procéder, SOUS AUCUN PRÉTEXTE, à une inhumation sans cette autorisation *donnée par écrit*. Les démarches pour l'obtenir doivent être faites par la famille du défunt et ne vous regardent en aucune façon.

Je sais que la négligence de quelques maires et l'éloignement ou la difficulté des chemins rendent difficile l'accomplissement de cette formalité légale, mais ce ne peut jamais être un motif à vous de ne point l'exiger.

Vous comprenez combien il doit m'être pénible de voir un prêtre de mon diocèse traduit par-devant le ministère public pour une omission de ce genre. Épargnez-moi donc ce désagrément; ne vous exposez pas vous-même à des poursuites si désagréables; faites que

---

(1) Voici le texte de cet article : « Il est défendu à tous maires, adjoints et membres d'administrations municipales de souffrir le transport, présentation, dépôt, inhumation des corps, ni l'ouverture des lieux de sépulture; à toutes les fabriques d'églises et consistoires ou autres ayant droit de faire les fournitures requises pour les funérailles, de livrer lesdites fournitures; à tous curés, desservants et pasteurs, d'aller lever aucun corps, ou de les accompagner hors des églises et temples, qu'il ne leur apparaisse de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil pour l'inhumation, à peine d'être poursuivis comme contrevenants aux lois. »

Postérieurement à cet acte, le Code pénal a porté sur les infractions aux lois sur les inhumations la disposition suivante : — Art. 358. « Ceux qui, « sans autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est « prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de six « jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 fr. à 50 fr.; « sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit « pourraient être prévenus dans cette circonstance. La même peine aura « lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, « à la loi et aux règlements relatifs aux inhumations précitées. »

Mais cet article ne s'applique toutefois qu'à ceux qui ont quelque intérêt à l'inhumation, et nullement aux ministres du culte qui ne font que lever les corps et les accompagner hors des églises et des temples. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 27 janv. 1832, qui a positivement décidé que le fait de la part d'un prêtre de procéder à une inhumation sans autorisation préalable de l'officier de l'état civil, au mépris de la défense portée par le décret du 4 thermidor an XIII, ne constitue pas le délit prévu et puni par l'art. 358 du Code pénal précité. Un tel fait a seulement le caractère d'une contravention de police, passible à défaut d'autres peines portées par le décret de l'an XIII. des peines de police prononcées par les art. 600 et 606 du Code du 3 brumaire an IV (aujourd'hui par le nº 15 de l'art. 471 du Code pénal.)—(Arrêt de la Cour de Cassation du 27 janv. 1832, rapporté par Devilleneuve, vol. 32, 1re part., pag. 386.)

(2) Voyez la note précédente.

(*Notes du Rédacteur en chef.*)

la loi soit accomplie, et ne vous départez jamais de cette prescription quelles que soient les raisons que puisse vous alléguer la famille du défunt (1).

Je profite de cette lettre, Monsieur le Curé, pour vous rappeler que les certificats qui doivent vous être remis, d'après l'art. 54 de la loi du 18 germinal an X (2), pour justifier de l'accomplissement des formalités du mariage civil et vous autoriser à procéder au mariage religieux, doivent être délivrés *sur papier timbré*, conformément à l'art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, et au décret du 9 décembre 1810.

---

(1) La nécessité de l'autorisation du maire pour inhumer le corps d'un défunt, est fondée sur une raison de police qui n'a point échappé à nos lecteurs. Elle a pour objet de prévenir des crimes malheureusement trop communs dans notre siècle d'impiété et de scepticisme, et il est certain que nombre d'assassinats et d'empoisonnements eussent échappé à la justice si cette formalité légale n'eût point été établie et exécutée ; mais elle ne doit point être considérée comme attentatoire à la liberté des cultes, elle ne blesse en rien la conscience ni la dignité du prêtre.

Il suffit de se bien pénétrer de cette règle indiquée par Mgr l'évêque de Gap, que ce n'est point au prêtre qu'est imposée la formalité de l'autorisation d'inhumer, et que par conséquent ce n'est point à lui a se pourvoir auprès du maire pour l'obtenir. Ce soin incombe directement à la famille du défunt.

De ce que le curé n'a pas besoin d'autorisation pour inhumer et qu'il faut seulement qu'il lui soit justifié par l'exhibition du permis que l'autorité locale s'est assurée du décès et qu'elle permet l'inhumation du décédé, il résulte que ce n'est point en son nom que ce permis doit être délivré. MM. les curés doivent donc s'élever contre cet usage et ne point souffrir que leurs maires leur donnent une autorisation dont ils n'ont point personnellement besoin.

Nous avons adressé directement à plusieurs de nos abonnés qui nous ont consulté sur cette matière la formule ordinaire dont doivent se servir les officiers de l'état civil. Nous allons la reproduire, car elle satisfait tout à la fois aux dispositions de la loi et aux convenances.

« Nous, maire (ou adjoint) remplissant les fonctions d'officier de l'état civil de la commune d..., autorisons l'inhumation de (*nom, prénoms, âge, profession et domicile du décédé*), décédé ainsi que nous nous en sommes assuré, le... du présent mois, à..., heure du...

« Fait et délivré à... le... du mois de... 1849. »

Au reste, si quelques-uns de MM. les curés avaient encore à se plaindre de ce défaut de forme, ils peuvent adresser leurs réclamations au préfet du département, et au besoin à M. le ministre des cultes.

(2) Cet article est ainsi conçu : « Ils ne donneront (les curés) la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir « contracté mariage devant l'officier de l'état civil. »

La sanction de cette disposition est dans les art. 199 et 200 du Code pénal, dont voici la teneur :

« Art. 199. Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage « préalablement reçu par les officiers de l'état civil sera, pour la première « fois, puni d'une amende de seize fr. à cent fr. — Art. 200. En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir : Pour la première « récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et pour la seconde, « de la détention. »

(*Notes du Rédacteur en chef.*)

Veuillez, en conséquence, vous conformer aux lois précitées, en n'admettant à la bénédiction nuptiale que sur la présentation d'un certificat *sur papier timbré* (1).

Les ministres du culte doivent donner les premiers l'exemple du respect pour la loi et de l'accomplissement intégral de ses prescriptions.

Je vous engage à conserver avec soin, en regard de l'acte, ces certificats soit pour mariage, soit pour inhumation : il peut être utile de pouvoir les présenter si quelque difficulté s'élevait.

Recevez, Monsieur le Curé, l'assurance de tout mon dévouement.

IRÉNÉE, *Évêque de Gap.*

Par Mandement : L'abbé LÉPINE, *Ch. Secr. gén.*

Jurisprudence.

CONSEILS DE FABRIQUES. — RENOUVELLEMENTS ANTICIPÉS. — IRRÉGULARITÉ. — FORMATION NOUVELLE.

Les conseils de fabriques doivent se renouveler partiellement tous les trois ans, et la durée des fonctions des fabriciens est de six ans révolus.

En conséquence, le conseil de fabrique qui, avant l'expiration du temps que doivent durer les fonctions des membres nouvellement entrés dans son sein, procède au remplacement de l'un ou plusieurs d'entre eux, est en état d'irrégularité, et il y a lieu de procéder à la formation d'un nouveau conseil d'après les règles établies par l'art. 6 *du décret du* 30 *déc.* 1809.

La fabrique de l'église succursale de Trélivan (Côtes-du-Nord) a été organisée, en 1839, au moyen d'un renouvellement intégral ; mais les conseillers nommés alors ne se sont pas conformés depuis aux dispositions du décret du 30 décembre 1809, concernant les élections triennales. Ainsi, au lieu de procéder à ces élections en 1842, 1845 et 1848, l'un des trois conseillers réélus en 1842 l'a été en outre en 1843, 1844 et 1845, et les deux autres ont été réélus en 1846 et 1848; quant aux deux fabriciens non sortants en 1842, l'un a été réélu en 1843, puis en 1845, et l'autre en 1843, 1846 et 1848.

Sur les cinq membres ordinaires dont se composait le conseil de fabrique de Trélivan, quatre se sont démis de leurs fonctions ; mais le cinquième a refusé de se démettre, comme on le lui avait proposé. On ne pouvait dès lors considérer ce conseil comme dissous et procéder à un renouvellement intégral puisqu'il restait encore trois

---

(1) Voy. ci-dessus, pag. 77.

conseillers en état de fonctionner; mais l'irrégularité de son organisation étant incontestable, il devenait indispensable de faire déclarer cette irrégularité, afin de rendre aux autorités diocésaines et départementales le droit de nommer de nouveaux conseillers en conformité de l'art. 6 du décret du 30 déc. 1809.

C'est ce qu'ont pensé Mgr l'évêque de Saint-Brieuc et M. le préfet des Côtes-du-Nord, et ils ont en conséquence proposé à M. le ministre des cultes de prendre une mesure dans ce sens afin que la fabrique de Trélivan rentrât dans la règle.

Aux termes de l'art. 7 du décret du 30 décembre 1809, la durée des fonctions des fabriciens est de six ans révolus; ce n'est que tous les trois ans que doivent avoir lieu les renouvellements partiels. Or, l'une et l'autre de ces dispositions ont été violées par le conseil de fabrique de Trélivan. Il suffit d'examiner les dates des élections et réélections des membres de ce conseil pour se convaincre de cette double infraction aux règles. Au reste, le registre des délibérations ne faisait aucune mention des réélections du conseil de fabrique; c'est seulement d'après les feuilles du budget que l'on a pu en former un tableau.

M. le ministre des cultes a rendu l'arrêté suivant :

Le ministre, etc. — Vu la lettre du 17 juillet 1849, par laquelle Mgr l'évêque de Saint-Brieuc propose de déclarer irrégulière l'organisation du conseil de fabrique de l'église succursale de Trélivan; vu l'avis conforme à cette demande de M. le préfet des Côtes-du-Nord, en date du 3 août 1849; vu le tableau des élections et réélections des membres du conseil de fabrique de Trélivan; vu le décret du 30 déc. 1809;

Considérant que, aux termes de l'art. 7 de ce décret, les conseils de fabriques doivent se renouveler partiellement tous les trois ans, et que la durée des fonctions des fabriciens est de six ans révolus;

Considérant que le conseil de fabrique de Trélivan ne s'est conformé ni à l'une ni à l'autre de ces dispositions; qu'il a d'abord contrevenu à la première, puisque, après avoir été renouvelé intégralement en 1839, au lieu de procéder aux élections triennales en 1842, 1845 et 1848, il s'est renouvelé partiellement en 1842, 1843, 1844, 1845, 1846 et 1848; qu'il a également méconnu la seconde, car ces réélections ont été faites avant l'expiration des fonctions des

Arrête :

Art. 1er. L'organisation de la fabrique de l'église succursale de Trélivan (Côtes-du-Nord) est déclarée irrégulière.

Art. 2. Il sera procédé à la formation d'un nouveau conseil de fabrique d'après les règles établies par l'art. 6 du décret du 30 décembre 1809.

Art. 3. Les anciens administrateurs seront tenus de rendre compte de leur gestion au nouveau conseil de fabrique, lequel de-

vra faire immédiatement tous actes conservatoires, toutes diligences nécessaires pour le maintien des droits de la fabrique et le recouvrement des sommes qui lui seraient dues conformément aux dispositions du décret du 30 déc. 1809, et pour assurer la responsabilité des fabriciens et du trésorier sortants.

Art. 4. Mgr l'évêque de Saint-Brieuc et M. le Préfet des Côtes-du-Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 4 septembre 1849.

Le ministre de l'agriculture et du commerce chargé par intérim, etc.

V. LANJUINAIS.

Questions proposées.

Le legs fait à un curé pour être employé en messes est-il soumis à la formalité de l'autorisation du Gouvernement?

Cette question, qui a déjà fait l'objet de plusieurs consultations que nous avons adressées directement aux consultants, doit être résolue d'après les principes et les distinctions ci-après.

D'après la législation existante, les fondations de services religieux, les dons et legs faits au profit d'un service public ou d'utilité publique, ne peuvent être acceptés par l'établissement légataire ou donataire que lorsqu'il y a été préalablement autorisé par le gouvernement (Art. 910 du Code civil ; loi du 2 janvier et ordonnances royales des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831). Mais, en même temps, toute disposition faite en faveur d'une personne *dénommée*, quel que soit son titre, est considérée comme concernant spécialement cette personne, et comme n'étant pas soumise à cette approbation (Décision ministérielle du 30 avril 1831).

Tels sont les principes qui régissent la matière, et dans l'application desquels il faut chercher la solution de la question proposée.

Nous distinguerons trois cas. — Il s'agit ou d'un legs fait à un *prêtre* dénommé, pour être employé en messes une fois célébrées; ou d'un legs fait au *curé* d'un lieu désigné, pour le même objet; ou enfin d'un legs fait à un prêtre ou au curé, avec charge de services religieux permanents.

Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de demander l'autorisation du gouvernement. En effet, toutes les fois qu'un legs est fait à un ecclésiastique nominativement désigné, et qu'il résulte des termes de l'acte que la disposition a été faite à la personne plutôt qu'à la qualité, en sorte que cet ecclésiastique, en changeant de paroisse, emporte avec lui le bénéfice du legs, ou encore, que s'il venait à

mourir avant le testateur, le legs serait caduc, ce legs est essentiellement individuel; il n'intéresse aucun établissement, aucun service public ou d'utilité publique : il n'est donc point assujetti à la formalité de l'autorisation gouvernementale.

Dans le second cas, qui est celui de l'espèce, cette autorisation est nécessaire. Ici, le testateur est censé avoir fait abstraction de l'individualité du prêtre, et n'avoir eu en vue que son titre et les services religieux que lui seul peut célébrer. Les choses sont dans ces conditions que les messes doivent être dites dans la paroisse du curé légataire, qu'elles ne doivent pas nécessairement être dites par lui, que s'il quitte la paroisse il n'est point tenu de les célébrer ailleurs, puisque la charge n'est point inhérente à sa personne, mais seulement au titre dont il est revêtu, qu'elles peuvent être célébrées par son successeur. Un pareil legs intéresse évidemment le titre ecclésiastique ou la cure proprement dite, par le bénéfice qui peut en résulter pour les titulaires successifs, parce que si le curé actuel ne juge pas à propos de l'accepter, son successeur peut trouver convenable de le faire. Il intéresse par conséquent un établissement public, car les cures et succursales sont mises au rang de ces établissements. Il doit donc être, d'après les principes que nous avons rappelés ci-dessus, soumis à l'autorisation préalable du gouvernement.

Dans le troisième cas, cette autorisation est à plus forte raison exigée, parce que le legs impliquant l'idée d'un service religieux permanent, c'est-à-dire d'une véritable fondation, intéresse directement la fabrique, qui est l'établissement chargé par la loi de faire exécuter les fondations. Il doit être accepté simultanément par le curé, comme institué légataire et appelé à profiter de la somme léguée, et par la fabrique, comme devant tout-à-la-fois veiller à l'acquit de la fondation perpétuelle et recueillir une partie du bénéfice qu'elle confère; et par ce motif, cette acceptation ne peut être faite que lorsqu'elle aura été dûment autorisée (Ordonnance royale du 2 avril 1817). C'est ce qui aurait encore lieu, quand bien même le legs serait fait nominativement à M... N..., curé de N..., car, dans ce cas, quoique le testateur ait désigné un légataire et par son nom et par son titre, cette désignation de sa part ne saurait avoir pour effet de changer la nature de sa disposition qui constitue au fond une véritable fondation, laquelle ne peut être acceptée qu'en vertu de l'autorisation du gouvernement.

En résumé, il suffit, pour que cette autorisation soit nécessaire, que la libéralité comporte des services religieux permanents, ou qu'elle soit faite au titre ou à la fonction.

Au reste, cette formalité n'est pas sans utilité. Elle a pour objet d'assurer l'exécution des dispositions pieuses des défunts, et elle est quelquefois le seul moyen d'arriver à ce résultat. Elle donne au curé le droit de réclamer des héritiers l'exécution du legs, et en cas

de refus de leur part, de leur intenter une action en justice pour le paiement de la somme léguée. Ainsi, indépendamment de ce qu'elle sauvegarde les intérêts de la société et des individus qui la composent, elle sauvegarde encore ceux des légataires et ceux des établissements publics, dont le gouvernement est le tuteur et le protecteur. Elle corrobore enfin les titres constitutifs des libéralités dont elle est, pour ainsi dire, le premier acte d'exécution. (*Consultants:* M. Labois, curé du diocèse d'Orléans; M. le curé de Saint-Honoré, (diocèse de Nevers); M. Moreau, curé du diocèse de Poitiers).

La fabrique a-t-elle le droit de faire placer à ses frais une horloge au clocher de l'église paroissiale, sans l'autorisation du maire et du conseil municipal, ce maire ayant pris part à la délibération relative à ladite horloge?

La fabrique a-t-elle le droit de faire appel, pour un objet d'utilité religieuse, à la libre générosité des paroissiens au moyend'une souscription, d'une quête à domicile, sans y être autorisée par le maire?

L'autorisation n'ayant pas été demandée, le maire a-t-il le droit d'interdire au pasteur et au trésorier la quête ou la souscription annoncée au prône, et de verbaliser contre les contrevenants à son arrêté, comme s'il s'agissait d'un délit de mendicité?

Après avoir interdit la souscription volontaire et fait défense à son curé de se présenter chez ses paroissiens pour recevoir leurs libres offrandes, a-t-il encore le droit de prohiber la distribution d'une adresse imprimée portant invitation de remettre ces mêmes offrandes au domicile soit du pasteur, soit du trésorier?

Ces questions qui nous ont été adressées par M. Berthier, vicaire-général du diocèse de Grenoble, notre abonné, sont nées à l'occasion des faits suivants :

La fabrique de la Balme (Isère) avait voté par une délibération prise à l'unanimité la somme de 800 fr. pour l'acquisition d'une horloge paroissiale. Elle avait arrêté en même temps que le pasteur serait prié d'annoncer, le dimanche suivant, une souscription à domicile pour le même objet, et de se rendre chez tous les habitants avec le trésorier du bureau, afin de recueillir les offrandes.

Le curé et le trésorier ayant accepté ce mandat de confiance, la souscription fut annoncée au prône avec invitation de concourir à cette œuvre. Le maire, qui cependant avait signé la délibération, s'offensa de ce que ces messieurs n'avaient pas demandé son autorisation, et le même jour, 9 septembre dernier, il leur signifia défense de se présenter chez les habitants et à ceux-ci de répondre à leur appel.

Cette défense inattendue fut affichée au son du tambour dans tous

les coins du village. Le lendemain matin, à cinq heures, le garde champêtre porta l'arrêté du maire au curé ; le trésorier avait reçu, la veille, sommation positive de surseoir à la souscription. L'un et l'autre s'abstinrent en vue de la paix. Ils soumirent le conflit à l'autorité civile et à l'administration diocésaine ; la première n'a pas encore prononcé.

En attendant la décision de la préfecture, le trésorier, homme fort honorable sous tous les rapports, fit imprimer et distribuer à ses conciloyens une circulaire pour les inviter à remettre entre ses mains, ou au presbytère, le montant de leurs offrandes. Il espérait que le maire laisserait enfin à ses administrés la liberté de faire le bien, et à la fabrique celle de réaliser un projet conforme aux besoins et aux vœux de la paroisse. Il se trompa encore : car M. le maire fit une nouvelle défense et intima l'ordre au sacristain de la Balme de cesser la distribution de l'adresse.

Le conseil, après en avoir délibéré, a été d'avis des résolutions suivantes :

1° En ce qui concerne le droit de la fabrique de faire placer à ses frais une horloge au clocher de l'église paroissiale sans l'autorisation du maire et du conseil municipal :

Le conseil estime qu'il n'y a rien dans la loi qui oblige directement ou indirectement les fabriques à recourir à l'autorisation du maire ou du conseil municipal pour placer une horloge dans le clocher ou dans une partie quelconque de l'église.

La jouissance et l'administration de ces édifices leur appartient exclusivement, aux termes du décret du 30 décembre 1809 ; elles en ont la disposition entière, et elles ont par là même la faculté de placer de leur chef tous les objets mobiliers dont l'acquisition peut leur paraître présenter quelque utilité pour le service du culte ; c'est en vertu de ce droit qu'elles y établissent des bancs, qu'elles les suppriment, qu'elles en changent la forme, qu'elles augmentent le volume des cloches, etc. (Décret du 30 déc. 1809, art. 37, § 3. Voyez d'ailleurs M. Affre, *Administration temporelle des paroisses*, 5e édition, pages 229 et 230.) Or, pour aucun de ces faits les fabriques ne sont tenues de prendre l'autorisation du maire ou du conseil municipal, parce que ce sont des actes d'administration qui entrent dans leurs attributions spéciales. Ce droit qu'elles ont pour les bancs, pour les cloches et pour le clocher, elles l'ont pour une horloge, car il serait absurde de soutenir qu'ayant la disposition du clocher comme du reste de l'église, elles n'ont pas le droit de placer dans le clocher ce qu'elles ont le droit de placer dans l'église.

Nous pensons que l'autorisation du maire ne serait pas nécessaire, alors même qu'il y aurait lieu de modifier la charpente, parce que si la fabrique a le droit en question, elle doit avoir celui de le mettre à exécution. On ne peut raisonnablement admettre qu'elle modifie cette partie de l'église au désavantage de l'édifice, de façon à nuire

à son entretien et à multiplier les réparations qui sont à sa charge.

Au surplus, comme il s'agit de l'établissement d'une horloge dans l'intérêt général de la commune, et qu'il convient, d'une autre part, de ne rien négliger de ce qui peut contribuer à maintenir la bonne intelligence entre l'autorité religieuse et l'autorité civile, si la fabrique prévoyait qu'elle dût avoir besoin d'effectuer dans le clocher quelques changements notables, elle ne devrait point hésiter à provenir le maire de son projet, si déjà celui-ci n'était averti par la délibération du conseil à laquelle il a pris part comme fabricien ; mais ce ne serait qu'un avertissement de convenance, et non une demande d'autorisation, puisque la fabrique, en droit, n'en a besoin d'aucune.

2° En ce qui concerne le droit de quêter à domicile pour un objet d'utilité religieuse :

Le conseil croit que cette question peut se résoudre d'abord par les principes généraux du droit. Les quêtes à domicile pour l'église, effectuées par le curé ou par un membre de la fabrique, ne sont prohibées par aucune disposition législative. Elles sont permises comme tout ce qui n'est pas défendu par la loi : le droit de les faire existe donc par lui-même, et il suffit qu'elles ne soient accompagnées d'aucune violence matérielle ou morale de nature à gêner la liberté, et que la bonne foi de ceux qui sont sollicités et qui donnent, ne soit pas trompée.

Mais il y a plus, le droit de quête, qui a presque constamment été pratiqué dans l'église, est formellement reconnu par la législation. En effet, d'après l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809, les quêtes sont mises au rang des sources de revenus des fabriques.

Mais comment est réglé ce droit? Est-ce un droit absolu qui appartient aux conseils de fabriques sans contrôle, ou bien, ces conseils, pour l'exercer, ont-ils besoin d'une autorisation quelconque, soit de la part de l'autorité religieuse, soit de la part de l'autorité civile?

L'art. 75 du décret précité répond à cette question : « Tout ce qui « concerne les quêtes dans les églises, y est-il dit, doit être réglé « par l'évêque, *sur le rapport des marguilliers*. » Ainsi, d'après cet article, les marguilliers ont l'initiative des quêtes ordinaires et même extraordinaires, car l'article ne distingue pas, et elles doivent être faites avec l'intervention de l'autorité ecclésiastique ; la loi n'exige nullement l'intervention de l'autorité civile.

Il ne s'agit toutefois dans cet article que du règlement des quêtes dans les églises; en doit-il être de même des quêtes faites au domicile des fidèles? Le conseil n'hésite point à le penser, parce que l'article 36, en mettant les quêtes au nombre des sources de revenus des fabriques, n'a fait aucune distinction entre les quêtes faites dans l'église et celles qui pourraient être faites hors de l'église. Or il n'est pas permis de distinguer là où la loi ne distingue pas.

Le droit de quêter hors de l'église est donc incontestable; comme celui de quêter dans l'église. Seulement, comme ce dernier, il est soumis à l'approbation de l'autorité diocésaine, mais il n'a pas plus que lui besoin de celle de l'autorité civile.

Il est vrai qu'au rapport de Jousse, *Gouvernement des paroisses*, il fallait jadis, pour ces sortes de quêtes, la permission du juge de police. Mais cette jurisprudence n'a jamais été suivie d'une manière générale. Cette prétention fut seulement élevée par quelques autorités locales, elle n'était fondée sur aucun texte de loi.

Aujourd'hui la liberté est encore plus favorable aux fabriques, puisque le droit de quêter pour les besoins de l'église leur a été concédé d'une manière formelle.

On objecterait vainement qu'il ne rentre pas dans les attributions des fabriques de faire placer une horloge dans le clocher de l'église, et que cette opération n'ayant rien qui touche au culte, elles ne sauraient avoir le droit de quêter pour un objet non religieux. Quoiqu'une horloge n'ait aucun caractère religieux, qu'elle ne rentre nullement dans les choses qui d'après l'art. 37 du décret du 30 déc. 1809 doivent être fournies à l'église, elle n'en est pas moins un meuble d'une utilité incontestable pour le service de la paroisse, et lorsqu'une fabrique a les ressources suffisantes pour se le procurer, elle aurait grand tort de ne le point faire; mais il serait puéril d'insister sur ce point, qui a déjà été examiné dans la première question.

Le conseil estime donc qu'en droit, lorsqu'une fabrique a senti l'utilité de placer une horloge dans l'église, elle peut faire pour cette acquisition, au domicile des fidèles, et sans autorisation de l'autorité locale, une quête ou collecte, comme s'il s'agissait de l'acquisition d'une cloche, d'une bannière, d'un orgue, ou de tout autre objet utile pour le service paroissial, et que s'il peut être quelquefois convenable de faire connaître officieusement au maire l'adoption d'une pareille mesure, cette formalité était d'autant moins nécessaire dans l'espèce, que ce fonctionnaire l'avait en quelque sorte approuvée en signant la délibération qui l'avait ordonnée.

3° En ce qui concerne le défaut d'autorisation du maire et l'illégalité de son opposition, le conseil estime que cette question se résout par les mêmes raisons que la précédente. De ce que la législation n'interdit point à la fabrique d'ouvrir une souscription ou de faire au domicile des paroissiens une quête pour l'objet dont il s'agit, qu'elle ne soumet l'exercice de ce droit naturel à aucune autorisation de la part du pouvoir civil, il s'ensuit que le maire n'a pas le droit d'interdire cette quête, ou souscription; par conséquent l'arrêté qu'il pourrait prendre à cet égard serait illégal et nullement obligatoire.

Les maires sont bien, en général, chargés de l'administration de la police dans la circonscription de leur commune; ils y peuvent

porter des arrêtés qui obligent leurs administrés et dont l'inobservation peut entraîner des peines de police ; mais leur autorité, à ce sujet, ne peut être exercée d'une manière légale que dans la limite des objets qui sont confiés à leur vigilance. Ces objets sont énumérés dans l'art. 3 du titre XI de la loi du 16-24 août 1790, et dans cette énumération nous ne voyons pas figurer le soin de défendre ou d'autoriser la perception des dons volontaires des fidèles, pour un objet utile à l'église. L'arrêté par lequel un maire interdirait à la fabrique cette perception, dûment autorisée par l'évêque, serait donc pris en dehors des limites du pouvoir municipal; il sortirait des matières sur lesquelles il lui est permis légalement d'exercer son droit d'arrêté; il porterait une atteinte à la liberté des fidèles et à l'exercice du droit de la fabrique. Il doit, par conséquent, être considéré comme nul et non avenu. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette prétention du maire : que le fait dont il s'agit rentre dans ceux qui sont spécifiés par la loi, sous la dénomination de délit de mendicité. Il est évident que cette prétention est erronée, et qu'il ne peut entrer dans l'esprit de personne qu'un curé et un trésorier de fabrique, qui quêtent pour les besoins de l'église, se rendent coupables du délit de mendicité.

Au surplus, la doctrine que nous combattons a déjà été condamnée par la jurisprudence, elle l'a été aussi par les auteurs et par l'administration supérieure elle-même. Ainsi, dès 1808, la Cour de cassation reconnaît pour MM. les curés et desservants le droit de quêter ou faire quêter au domicile de leurs paroissiens, et elle décide qu'on ne peut pas poursuivre, comme coupables du délit de mendicité, ceux qui font pour eux des quêtes dans la commune. (Arrêt de la Cour de cassation du 18 nov. 1808, cité par M. Affre, *Administration temporelle des paroisses*, page 187.)

En 1834, elle décide de nouveau qu'un maire n'a pas le droit de défendre au sacristain d'une paroisse d'aller au domicile des habitants solliciter des dons volontaires destinés à son salaire, et qu'un arrêté portant semblable défense est pris hors des limites du pouvoir municipal, et n'est pas obligatoire. (Arrêt de la Cour de cassation du 16 février 1833, Sirey. vol. 34. 1re partie, page 776.)

De son côté, le tribunal civil d'Arbois décide que les quêtes ou collectes effectuées dans les paroisses au profit des curés ou desservants ne sont défendues par aucune loi et passibles d'aucune peine; que l'arrêté par lequel un maire, même avec l'autorisation du préfet, interdirait de pareilles quêtes, serait illégal, et qu'il n'obligerait ni les citoyens ni les tribunaux, et ne pourrait servir de base à aucune condamnation. (Jugement du tribunal civil d'Arbois, du 17 déc. 1834.)

Les auteurs ne sont pas moins unanimes sur la solution de ces questions. M. Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, 5e édition, page 169; le *Journal des conseils de fubriques*, tom. 1, page 254; le *Recueil génénal du droil civil ecclésiastique*, tom. 2,

page 416, enseignent que les quêtes à domicile sont permises, qu'elles sont autorisées par l'usage dans beaucoup de localités, qu'aucune loi ne les prohibe, et qu'elles peuvent, par conséquent, avoir lieu sans autorisation aucune de la part de l'autorité locale.

Enfin l'administration supérieure elle-même s'est montrée favorable à la liberté de ces quêtes, et il existe plusieurs circulaires ministérielles qui décident formellement, dans le sens de la jurisprudence et de l'opinion des auteurs, que les curés et les desservants ont le droit de faire faire à leur profit des quêtes volontaires, et que les maires n'ont pas le droit de s'y opposer ; mais elles statuent en même temps que ces quêtes ne doivent pas être imposées aux paroissiens comme obligatoires pour eux ; que les délibérations des conseils municipaux qui les prescriraient comme telles, même à titre de supplément de traitement, ne seraient pas légales ; et que si les quêtes au profit des curés étaient présentées aux paroissiens comme une contribution forcée, les maires seraient fondés à s'y opposer et à les dénoncer à l'autorité administrative supérieure.

(*Lettres* de M. le ministre des cultes au préfet de la Corse, 14 sept. 1838; de M. le ministre de l'intérieur à M. le ministre des cultes, 10 nov. 1838; de M. le ministre des cultes à M. le ministre de l'intérieur, 7 décemb. 1838.)

Toutes ces décisions s'appliquent au cas où la souscription, quête ou collecte est faite pour le curé ; mais elles sont de même applicables à celui où le produit de ladite quête est destiné aux besoins de l'église : car s'il est reconnu en principe que le curé peut, sans autorisation du maire, solliciter les dons volontaires de ses paroissiens pour lui personnellement, à plus forte raison cette faculté doit-elle exister pour lui lorsqu'il s'agit de solliciter ces offrandes pour l'utilité de l'église.

4° En ce qui concerne la prohibition du maire relative à la distribution de la circulaire du trésorier aux paroissiens.

Si le maire n'a pas le droit de défendre au curé de se présenter chez ses paroissiens pour solliciter leurs libres offrandes dans un but utile à l'église, il est certain qu'il n'a pas celui de prohiber la distribution d'une adresse imprimée portant invitation de remettre ces mêmes offrandes entre ses mains ou entre celles du trésorier de la fabrique; il n'a pas plus ce droit qu'il n'a celui de défendre aux paroissiens de remettre au curé leurs offrandes. Cette dernière prétention du maire constitue comme la première un excès de pouvoir, un acte arbitraire qui n'a rien d'obligatoire, et qui ne lie en conséquence ni le curé ni la fabrique,

En résumé, le conseil estime, d'après toutes ces considérations, que la fabrique de la Balme n'a pas besoin de l'autorisation du maire pour faire placer une horloge dans le clocher de l'église, et que M. le curé et le trésorier de cette fabrique n'ont pas non plus besoin de cette autorisation pour solliciter et recueillir au domicile

des paroissiens les offrandes que ceux-ci veulent bien donner pour couvrir les frais de cette acquisition ; que le maire n'a pas le droit d'interdire la perception de ces offrandes, non plus que la distribution de la circulaire de M. le trésorier de la fabrique ; que les arrêtés pris par lui à cet égard ne sont point obligatoires ; que leur infraction ne pourrait être punie par les tribunaux d'aucune peine, et qu'enfin M. le curé de la Balme et M. le trésorier de la fabrique peuvent régulièrement, en droit, continuer la mission dont ils ont bien voulu se charger.

Délibéré à Paris par MM. BERRYER, BÉCHARD, BIOCHE, PASQUALINI, VAN-WETER, MASSON, de CHAMPEAUX et SUVIGNY.

Administration Fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois de novembre.

Dans la pensée que, dans beaucoup de paroisses, la location des bancs et places de l'église, ainsi que les baux des biens ruraux des fabriques, se renouvellent au commencement de novembre, nous avons rappelé succinctement, dans notre dernière livraison, les principales règles d'après lesquelles il doit être procédé à ces opérations. MM. les marguilliers comprennent trop l'importance qui s'attache à ces actes d'administration pour les négliger, et il est par conséquent inutile de leur faire à ce sujet aucune nouvelle recommandation. (Voy. nos observations ci-dessus, page 281.)

Nous croyons, toutefois, devoir revenir sur l'avis que nous avons inséré touchant les réparations des églises et autres bâtimcnts paroissiaux, et lui donner un peu plus de développement.

Les articles 41 et suivants du décret du 30 décembre 1809 tracent à MM. les marguilliers leurs devoirs et la marche qu'ils ont à suivre en cette matière.

Lorsqu'il y a lieu de faire effectuer dans une église des travaux de réparation, de restauration ou d'embellissement, ces travaux doivent être provoqués, réglés et dirigés par le conseil de fabrique. Ce sont les fabriques seules que la loi a investies du droit et chargées du soin de veiller à l'entretien et à la conservation des temples (art. 76 de la loi du 12 germinal an X, 1^er^ du décret du 30 déc. 1809). Ni le maire ni le conseil municipal ne sont fondés à intervenir et à s'immiscer dans ces travaux, à moins que la commune ne contribue à la dépense qu'ils nécessitent. Si le montant de ces travaux n'excède pas les sommes fixées par les art. 12 et 41 du décret du 30 décembre 1809, c'est-à-dire 50 fr. dans les paroisses au-dessous de mille âmes, ou celle de 100 fr. dans les paroisses d'une plus grande population, les marguilliers sont en droit d'ordonner seuls ces travaux conformément

aux articles précités. S'il les dépasse, sans s'élever toutefois au-dessus de 100 fr. quand la population est au-dessus de mille âmes, ou au-dessous de 200 fr. quand la paroisse renferme une plus grande population, le bureau n'a plus le droit d'ordonner lesdits travaux de sa seule autorité; il est tenu d'en faire rapport au conseil de fabrique, qui décide s'ils auront lieu. Le conseil doit alors charger le bureau de faire dresser un devis estimatif et de procéder à l'adjudication au rabais ou par soumission, après trois affiches renouvelées de huit jours en huit jours (art. 42, décret du 3 octobre 1809).

Tant que les travaux sont exécutés dans ces limites, il n'est besoin d'aucune approbation; du moins il n'en est prescrit aucune par le décret que nous venons de citer.

Mais voici le cas où la fabrique est obligée d'avoir recours à l'approbation de l'autorité supérieure : c'est quand la dépense nécessitée par les travaux à faire doit dépasser 100 fr. dans une paroisse de moins de mille habitants, ou 200 fr. dans une paroisse de mille ou de plus de mille habitants. Dans cette circonstance, des plans et devis des travaux doivent être dressés et soumis à l'approbation administrative.

Quand les travaux à entreprendre ne s'élèvent pas au-dessus de 30,000 fr., il suffit de l'autorisation du préfet; mais s'ils dépassent cette somme, il faut l'approbation du gouvernement (ordonnance du 8 août 1821 ; circulaire du ministre des cultes à NNg^{rs} les évêques, du 29 décembre 1834).

Il existe plusieurs circulaires ministérielles, notamment celle du 29 décembre que nous venons de citer, qui statuent que si les réparations doivent entraîner des changements dans quelqu'une des parties de l'église, les plans et devis à ce sujet doivent toujours être appuyés d'un projet et soumis au préfet.

Cette prescription semble générale, et applicable, par conséquent, à toute espèce de changements, quelle que soit la valeur de la réparation ; mais nous croyons que cette règle est évidemment trop absolue et qu'elle aurait pour effet de gêner les fabriques dans les réparations journalières de leur église. Toutefois, il est certain que si la dépense doit dépasser les chiffres indiqués ci-dessus, la fabrique se trouve dans la nécessité d'obtenir l'approbation de l'administration civile.

Au reste, dans tous les cas où cette approbation est indispensable, il ne faut point négliger de la solliciter ; les marguilliers qui croiraient devoir s'en passer et qui feraient exécuter des travaux en dehors de leur compétence seraient infailliblement tenus d'en supporter les frais; c'est ce qui résulte de l'avis du conseil d'état du 17 mai 1813, de l'ordonnance du 8 août 1821 et de l'instruction ministérielle du 12 août de la même année.

Le conseil municipal n'a point d'autre objet que de veiller à ce que la solidité de l'édifice ne soit pas compromise, et il ne doit intervenir que si la commune est appelée à contribuer à la dépense (voy., pour ce qui concerne le recours à la commune, nos observations, p. 284).

MM. les marguilliers savent aussi que dans leur séance mensuelle de novembre ils doivent s'occuper de la nomination du prédicateur de la station de l'Avent, là où cette mesure peut être mise en usage. Cette nomination leur est dévolue par l'art. 32 du décret du 30 décembre 1809, mais la présentation du prédicateur appartient à M. le curé.

Chronique.

Lois votées par l'Assemblée législative.

Loi qui ordonne le prolongement de la rue de Rivoli et l'établissement d'une promenade sur une partie de l'emplacement compris entre le Louvre et les Tuileries (4 octobre).

— Loi qui autorise le paiement du douaire de 300,000 fr. de madame la duchesse d'Orléans pour 1849 (16 octobre). — Loi qui punit d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr. quiconque aura fait usage d'un timbre poste ayant déjà servi (16 octobre). — Loi qui accorde au Gouvernement les crédits par lui demandés pour l'expédition d'Italie (20 octobre). — Loi qui accorde des crédits extraordinaires et supplémentaires pour la marine (1,873,050 fr. pour l'exercice 1848, et 1,950,540 fr. pour l'exercice 1849) (26 octobre).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

ACTES DU SAINT-SIÉGE. — CONSISTOIRE DE NAPLES.

Un consistoire secret à été tenu à Portici, dans la matinée du 28 septembre. Dans ce consistoire ont été préconisés Mgr Dupanloup, évêque nommé d'Orléans, et Mgr Pie, évêque nommé de Poitiers.

— Par décret du président de la République, en date du 6 septembre, les églises de Tenez, Dellys et Aumale (Afrique), ont été érigées en succursales. Le traitement de chacun des titulaires de ces trois nouvelles paroisses a été fixé à 1,200 fr. par la loi des finances qui en a autorisé la création.

— Le R. P. Lacordaire, de l'ordre des Frères Prêcheurs, vient résider à Paris, avec quatorze religieux de son ordre. Ils habitent une partie de l'ancienne maison des Carmes dont l'autre partie continue d'être affectée à l'école des hautes études ecclésiastiques de la province de Paris, sous la direction de M. l'abbé Cruice. La famille de saint François va avoir aussi des représentants dans la capitale ; déjà leur supérieur est arrivé ; enfin il paraît que les bénédictins ne tarderont pas à se rapprocher de nos bibliothèques et de nos savantes collections.

— Mgr l'évêque d'Angoulême vient de publier une ordonnance qui prescrit le rétablissement du rit romain dans son diocèse.

— La direction du grand-séminaire de Blois vient d'être confiée

aux jésuites, qui ont également été appelés au séminaire de Montauban.

— Par suite de la nomination de M. Cahen, professeur israélite, à la chaire de philosophie du lycée de Napoléon-Vendée, Mgr l'évêque de Luçon a cru devoir interdire la chapelle de cet établissement. Le prélat a eu grandement raison. La Vendée tout entière a applaudi à cette énergique mesure, qui était ici un impérieux devoir.

L'Université se hâtera sans doute de rappeler cet israélite, et de confier le cours de philosophie à un professeur bon catholique et capable.

— Après bien des réclamations inutiles, les sœurs de Saint-Joseph, viennent enfin de reprendre leur service à l'hôpital d'Avignon.

— Plusieurs missionnaires de la congrégation du Saint-Esprit se sont embarqués le 2 octobre, à Bordeaux, pour Cayenne, où ils vont évangéliser les nombreux adultes de la Guyane française. Voici les noms de ces apôtres, dont nos contrées méridionales ont fourni, comme toujours, une bonne part : MM. Picot, de Saint-Gaudens, (Haute-Garonne) ; Lagrasserie de Paradis, d'Arbas (Lot) ; Vautravers, de Velloreille-les-Oiselay (Haute-Saône) ; Ougies, de Tarentaise (Savoie); Pollet, de Chambéry (Savoie). Ces missionnaires ont pour supérieur M. Dossat, du diocèse de Tarbes, préfet apostolique de la Guyane à Cayenne.

— Quatre autres missionnaires de la Société des missions étrangères viennent également de s'embarquer à Nantes, sur le navire le *Cent-Vingt-Trois*, qui doit les transporter dans les mers de Chine. Ce sont : MM. Sylvestre, du diocèse de Dijon, destiné pour le Camboge, qui fait partie du vicariat apostolique de la Cochinchine occidentale ; Donrisboure, du diocèse de Bayonne, destiné pour la Cochinchine orientale; Bernon, du diocèse de Bordeaux, destiné pour les missions de Chine; Marin, du diocèse de Gap, destiné pour la Malaisie. La situation religieuse s'améliore d'ailleurs dans certaines contrées de la Chine. Le grand mandarin de la province de Kan-Sou a fait, avec l'agrément de l'empereur, don à Mgr de Besi, évêque administrateur de la province, d'une jolie maison d'habitation avec un jardin, pour y établir une église. Cette maison est située à Chang-Haï, dont la population chrétienne s'augmente chaque jour.

— Les jésuites viennent de fonder deux missions importantes dans les Montagnes-Rocheuses, l'une dans la tribu des Têtes-Plates, et l'autre dans la tribu des Pends-d'Oreilles. Les directeurs de ces missions appartiennent à la maison de la rue des Postes.

— Nous avons le regret d'annoncer que M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes, que des raisons de santé ont éloigné depuis quelque temps des affaires, a décidément donné sa démission. Un courrier vient de partir de la nonciature de Paris, pour porter à Portici la nouvelle de sa retraite.

CONCILE DE SOISSONS.

Le concile de la province de Reims s'est ouvert à Soissons le 1er octobre, et a été clos le lundi 22 du même mois. Il se composait de vingt-cinq membres, au nombre desquels nous citerons Mgr Gousset, archevêque de Reims, président du concile; MMgrs de Garsignies, évêque de Soissons; Gignoux, évêque de Beauvais; de Prilly, évêque de Châlons; de Salinis, évêque d'Amiens, suffragants de la province; MM. Gerbet, docteur, professeur à la faculté de théologie de Paris; Obré, vicaire-général de Beauvais; Deladoue, vicaire-général d'Amiens; Theurel, chanoine de Reims, délégué du chapitre; Lequeux, vicaire-général et supérieur du grand-séminaire de Soissons; Barast, chanoine, curé de la métropole, doyen du chapitre et délégué du chapitre de Reims; Muzart, chanoine, délégué du chapitre de Châlons; Ruellau, vicaire-général de Soissons; Barraud, chanoine, délégué du chapitre de Beauvais; Vicart, prêtre de la mission, supérieur du grand-séminaire de Châlons; Dauthuille, chanoine, délégué du chapitre d'Amiens; Querry, vicaire-général de Reims; Congnet, chanoine, délégué du chapitre de Soissons; Rayé, chanoine, délégué du chapitre de Beauvais; Bégin, chanoine, délégué du chapitre d'Amiens, et Clabault, chanoine théologal, doyen du chapitre d'Amiens et délégué du même chapitre.

Le concile, comme celui de Paris, s'était divisé en quatre commissions: 1° des décrets, 2° de la foi, des jugements et des peines ecclésiastiques, 3° des personnes ecclésiastiques, 4° des choses ecclésiastiques.

Les séances avaient lieu au séminaire. Après plusieurs sessions générales, le concile a rendu ses décrets dont la lecture à été faite à la cathédrale avec une grande solennité. L'un de ces décrets traite de la situation faite aux desservants par le concordat de 1802; des améliorations à établir dans le clergé des campagnes; de la possibilité d'ériger, de concert avec le Gouvernement, plusieurs cures inamovibles dans chaque canton. Les évêques de la province feront en sorte que le vœu si légitime émis à ce sujet par le concile puisse recevoir bientôt son exécution.

Voici au surplus la liste définitive de tous les décrets qui ont été approuvés par les pères du Concile :

1. *Décrets concernant la Foi.*

Titre 1. De l'obéissance due à l'Église et au Saint-Siége. — 2. De la Foi Catholique et des principales erreurs qui renversent les fondements de la Foi.—3. De la justice et de la charité.

2. *Décrets concernant les personnes ecclésiastiques.*

Titre 1. De la vie et des bonnes mœurs des clercs.—2. Des Évêques, leur dignité, leurs prérogatives, leurs obligations.—3. Des vicaires généraux, chapitres cathédraux, chanoines.—4. Des doyens ruraux, curés, vicaires, chapelains.—5. Des ordres religieux et autres pieuses congrégations.

3. *Décrets concernant les choses ecclésiastiques.*

Titre 1. De la Sainte liturgie et du Culte divin.—C. I. De la liturgie.—C. II. Du Culte divin, Culte de la sainte Vierge et des Saints.—C. III. Du Culte des images et des reliques.—C. IV. De la sanctification des dimanches et fêtes et du précepte d'entendre la messe.—C. V. Du chant et de la musique dans les Eglises.

Titre 2. Des Sacrements en général.—C. I. Des cérémonies usitées dans

l'administration des Sacrements.—C. II. Des dispositions requises dans celui qui admistre les Sacrements.

Titre 3. Du Baptême et de la Confirmation.

Titre 4. De la Pénitence.—C. I. Des qualités requises dans le ministre du sacrement de Pénitence.—C. II. Des devoirs du Confesseur.—C. III. De la Confession annuelle.—C. IV. De la Confession des enfants.

Titre 5. De l'Eucharistie.—C. I. Des dispositions requises pour recevoir le Sacrement de l'Eucharistie.—C. II. De la Communion pascale.—C. III. De la Communion des infirmes.—C. IV. De la première Communion des enfants.—C. V. De la fréquente Communion.—C. VI. De ceux à qui l'on doit refuser la première Communion.

Titre 6. Du Très-Saint Sacrifice de la Messe.—C. I. Des cérémonies prescrites pour la célébration de la Sainte-Messe.—C. II. Des choses qu'il faut faire dans la célébration de la Sainte-Messe.

Titre 7. De l'Extrême-Onction.—C. I. De l'administration du Sacrement de l'Extrême-Onction.—C. II. Du soin et de la visite des malades.

Titre 8. De l'Ordre.

Titre 9. Du Mariage.—C. I. Obligation d'observer les lois de l'Eglise par rapport au Mariage.—C. II. Des empêchements canoniques qui rendent le Mariage nul.—C. III. De la proclamation des bans du Mariage.—C. IV. De la solennité des noces.

Titre 10. De la sépulture ecclésiastique.—C. I. Devoirs des prêtres par rapport aux funérailles.—C. II. De ceux à qui il faut refuser la sépulture ecclésiastique.—C. III. Des cimetières.

4. Décrets concernant les jugements ecclésiastiques.

Titre 1. De l'Officialité diocésaine.
2. De l'Officialité métropolitaine.
3. Des Appels.

5. Décrets sur les Études ecclésiastiques.

Etudes des petits et des grands séminaires.
Etudes des prêtres.

Il a été décidé qu'un autre concile aurait lieu à Reims l'année prochaine.

Le concile actuel de Soissons est le quatorzième dont cette ville a déjà été honorée.

Il n'est pas inutile de rappeler à nos lecteurs qu'une décision de M. le ministre des finances, en date du 9 mai 1848, concède au directeur général de l'administration des cultes la franchise de correspondance administrative attribuée à M. le ministre des cultes. Ce fonctionnaire reçoit donc en franchise toutes les dépêches qui lui sont adressées, ainsi qu'il vient lui-même d'en donner avis par sa lettre du 16 octobre présent mois, et son contre-seing opère la franchise à l'égard des personnes avec lesquelles, aux termes de l'ordonnance royale du 17 nov. 1844, M. le ministre des cultes correspond lui-même en franchise, c'est-à-dire avec MM. les archevêques, évêques, vicaires-généraux, supérieurs des séminaires, supérieurs des écoles secondaires ecclésiastiques, curés, desservants, doyens des facultés de théologie, frères de la doctrine chrétienne, conseillers d'État, maîtres des requêtes, préfets, sous-préfets, pasteurs, rabbins, et présidents des consistoires protestants ou israélites.

La même faculté existe aussi à l'égard des architectes chargés du service des édifices diocésains.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. LETTRES

Concile provincial de Paris.

LETTRE SYNODALE ADRESSÉE PAR LES PÈRES DU CONCILE PROVINCIAL DE PARIS AU CLERGÉ ET AUX FIDÈLES DE LEURS DIOCÈSES.

L'*archevêque* métropolitain et les évêques de la province de Paris :

Au clergé et aux fidèles de leurs diocèses, salut et bénédiction en Notre Seigneur Jésus-Christ.

Nos bien-aimés coopérateurs et nos très-chers Frères,

Vous nous avez accompagnés de vos prières et de vos vœux dans cette sainte et solennelle Assemblée, où l'esprit de Dieu nous a conduits, et par laquelle nous avons inauguré, pour nos églises, une période nouvelle qui, nous l'espérons, sera féconde en bénédictions et en fruits de salut. Sortis à peine de notre pieux Cénacle, où vos intérêts les plus chers n'ont pas cessé un instant d'être présents à notre pensée, l'âme encore émue par tout ce que le Seigneur nous a donné de voir et d'éprouver durant ces jours de grâce et de bonheur, nous nous sentons pressés de venir à vous; nous voulons que vous partagiez nos joies les plus intimes, et qu'en attendant la publication des décrets du Concile, vous soyez initiés à la connaissance de ses travaux; car, pasteurs et troupeaux, évêques, prêtres et fidèles, nous ne faisons tous qu'une même famille, et nous n'avons qu'un cœur et qu'une âme (1).

Cette union, principe de nos rapports réciproques, est l'esprit et la vie même de l'Église. Les conciles en sont un signe manifeste et un des liens les plus forts. Toujours utiles pour entretenir le feu de la charité parmi les pasteurs, et pour faire, selon les circonstances, de sages lois, ils sont parfois en quelque sorte nécessaires. Ils le sont quand une jeune Église s'élève, qu'il faut veiller sur son berceau, et diriger ses premiers pas : les églises qui fleurissent aux États-Unis en sont la preuve. Ils le sont plus encore quand une église est ancienne, et que, placée sur un sol profondément et fréquemment remué par des convulsions intestines, elle a besoin de guérir ses propres maux et d'être soutenue contre les assauts qu'on lui livre.

Les circonstances graves dans lesquelles notre pays et l'Europe entière se trouvent ont inspiré, presque en même temps, à tous les cœurs catholiques un plus vif sentiment du besoin de nos Assemblées épiscopales. Des pays voisins, moins avancés que nous dans la voie des libertés publiques, ont pu cependant nous précéder pour la tenue des conciles, et le monde a entendu avec respect et admiration

(1) Actes IV, 32.

la voix des églises d'Allemagne dominant les bruits de la guerre et des révolutions, et dans des accents pleins d'élévation et de force, proclamant les grands et immuables principes du Christianisme, au milieu du chaos des doctrines et de la plus déplorable anarchie des intelligences.

En France, quelques essais, à Paris et ailleurs, avaient déjà été tentés. Le droit n'était pas douteux, mais l'opportunité pouvait l'être encore. Enfin une nouvelle révolution et une constitution nouvelle étant venues, la première, augmenter pour les chefs des églises, dans notre pays, la nécessité de se concerter ; la seconde, proclamer encore plus solennellement les principes de la liberté religieuse, nous n'avons plus hésité ; et, appuyés à la fois sur la sainte constitution de l'Église et sur celle de l'État, nous avons annoncé, préparé et tenu le concile de notre province.

Notre entreprise a excité quelques clameurs dans le camp des ennemis de la religion. Ils ont méconnu notre droit, dénaturé nos intentions et nos projets. Nous nous y attendions. Un reproche qui nous a été fait par un certain nombre d'hommes graves et bienveillants nous a beaucoup plus émus. Ils reconnaissaient au fond la convenance, le besoin et même l'urgence de nos réunions; mais ils croyaient apercevoir dans le passé une loi qu'il aurait fallu respecter; ils citaient une disposition des articles organiques prohibitive de nos saintes assemblées. Quoique nous ne puissions pas entrer ici dans tous les développements qui seraient nécessaires pour mettre notre droit en évidence, nous avons pourtant à cœur de répondre un mot à cette accusation.

Non, ce n'est pas nous qui aurions jamais donné l'exemple du mépris de la loi ; ce n'est pas nous qui, dans un temps où l'autorité publique a plus besoin que jamais d'être forte et respectée, au moment où les digues de la société sont battues par tant de flots soulevés, aurions voulu faire brèche, et profiter des embarras et des affaiblissements du pouvoir pour conquérir la liberté.

Mais, sans discuter ici l'origine des articles organiques et l'incompétence du pouvoir civil pour régler seul les matières purement ecclésiastiques, ou même les matières mixtes qui en sont l'objet; sans rappeler les anciennes et constantes réclamations du Saint-Siége et de l'épiscopat, est-ce que, depuis l'époque où ces articles ont paru, rien n'est changé autour de nous? Est-ce que tout le monde ne convient pas que notre droit public a été profondément modifié? Est-ce que les principes de la liberté de conscience, de la liberté des cultes, de la liberté de réunion, n'ont pas été, à diverses reprises, solennellement proclamés et étendus? Que signifiraient toutes les Constitutions nouvelles, s'il suffisait de quelques lambeaux arrachés aux codes du passé pour les voiler et les étouffer? Que signifieraient ces articles formels qui déclarent abrogées toutes les lois en opposition avec la loi fondamentale? Certes, s'il est permis quelquefois

d'invoquer le principe incontestable de l'abrogation implicite des lois, n'est-ce pas en matière religieuse, lorsque le temps surtout a si complétement changé les rapports de l'Église et de l'État?

Nous comprenons, sans les partager, les scrupules que, dans certaines consciences, notre sainte entreprise a pu faire naître. Nous nous y sommes arrêtés un instant, non pour les lever ou les détruire entièrement : ce ne serait pas ici le lieu de le faire, et nous n'avons pas pris la plume pour disserter, mais uniquement pour montrer que nous n'avons voulu rien entreprendre contre la loi, et que ce n'est pas par un zèle inconsidéré, mais avec la conviction de notre droît la plus entière que nous avons agi. Contents de garder intacts, comme nous les entendions, les principes de la liberté de l'Église, nous ne nous sommes pas plaints qu'on voulût sauvegarder, d'un autre côté, les intérêts de l'autorité et de la loi, comme on les comprenait. Ce dissentiment n'a pu être pour nous un sujet d'affliction. S'il montrait les entraves anciennes toujours existantes, il montrait en même temps le désir qu'on avait de les briser bientôt, et de mettre enfin notre droit public ecclésiastique en harmonie avec notre droit public constitutionnel. On y voyait aussi que le besoin que nous éprouvions de nous réunir était compris, et qu'on était prêt à le satisfaire. Cette disposition favorable des esprits, en ce qui touche la liberté de l'Église, et, au milieu de quelques nuages non encore complétement dissipés, cette intelligence plus grande des droits, des besoins, de l'influence salutaire de l'Église, tout cela nous apportait des consolations et des espérances.

Ah! le moment n'est donc peut-être pas éloigné où tous ceux qui veulent le bien sauront reconnaître où en est la source, et, foulant aux pieds d'anciens préjugés, viendront à cette religion qui leur tend les bras. Alors nos mains dans leurs mains, nous marcherons ensemble, et par des efforts communs nous travaillerons au salut du monde. Pour nous, qu'avons-nous voulu dans ce premier concile? Quelle est la pensée qui a dominé toutes nos autres pensées et tous nos travaux? Nous avons voulu fortifier nos églises en les unissant plus étroitement, affermir le règne de la foi, resserrer les liens de la discipline, et par là aussi travailler plus efficacement au salut des âmes et à la guérison de la société. Un tableau quoique très-sommaire des objets sur lesquels portent les décrets du concile en sera la preuve. Ce tableau, en consolant les pieux enfants de l'Église, achèvera peut-être de rassurer aussi ceux qui ne nous connaissent pas assez.

I.

Nous avons traité d'abord de la hiérarchie et des personnes ecclésiastiques.

Quoi de plus beau, même aux yeux de la sagesse humaine, que la constitution de l'Église! Elle est aujourd'hui ce qu'elle fut il y a dix-

huit siècles, en sortant des mains de son divin auteur. Les empires sont tombés, les nations se sont transformées, les peuples se sont fait un jeu des révolutions, l'humanité s'est agitée en tous sens, comme un malade qui cherche le repos sans pouvoir le trouver. Au milieu de tous ces mouvements, de toutes ces ruines, de toute cette instabilité des choses humaines, l'Église est restée debout sur un roc inébranlable : *Super hanc petram ædificabo ecclesiam meam* (1). Mêlée tantôt à des sociétés en décadence, tantôt à des peuples enfants, elle a vécu dans tous les âges, sous tous les climats, à tous les degrés les plus divers de civilisation, en gardant toujours intacts les principes constitutifs de son organisation. Quel grand spectacle et aussi quelle grande leçon donnée au monde ! A côté de toutes ces sociétés qui s'en vont en pousière, Dieu a voulu placer, comme un perpétuel enseignement, une société immuable : *Et portæ inferi non prævalebunt adversùs eam* (2). Mais, comme cette société qui est d'institution divine existe pourtant sur la terre, et que ses membres sont des hommes, elle devait avoir avec des principes invariables un côté variable et contingent. L'organisation de l'Eglise se compose donc d'une constitution divine, que nul ne peut ni changer ni modifier, et d'un ensemble d'institutions et de règlements qui, toujours dictés par le même esprit, sont cependant divers selon la diversité des temps et des lieux. Voilà la force et la beauté de l'Église : un élément immuable, des pouvoirs bien définis, et qui ne peuvent pas être contestés, une autorité dont la source, la distribution, les limites et les attributions sont certaines ; puis à côté, un élément variable, suivant et dirigeant, dans l'ordre religieux, la société humaine à travers toutes ses phases, s'adaptant à tous les besoins, permettant à l'Église de se faire toute à tous, pour gagner tout le monde à Jésus-Christ (3). Mais ces changements sont sans danger, et pourquoi ? d'abord parce qu'ils ne touchent pas le fond mais la forme seule des choses ; ensuite parce qu'ils sont opérés par un esprit toujours le même, et en vertu de principes qui ne changent pas ; enfin parce qu'on les fait lentement, avec maturité, les yeux toujours tournés vers la tradition, ne cédant à aucun de ces besoins factices que les générations malades se créent, et mêlant même à des modifications devenues nécessaires tous les éléments anciens qu'il est possible de conserver.

Quand on se demande ce qui fait la force de l'organisation de l'Église, on reconnaît sans peine que c'est son admirable unité. Unité dans la foi, unité dans le gouvernement ; tout ce qui sort de ce cercle formé par une chaîne qui va du souverain pontife au plus petit des fidèles n'appartient plus à l'Église. L'Église est un corps dont la tête et les membres vivent de la même vie. La loi d'unité, qui con-

---

(1) S. Matth., XVI, 18.
(2) Ibid.
(3) Cor. IX, 22.

centre l'autorité dans l'Église, est merveilleusement tempérée par la loi de charité. Comme l'harmonie de la nature résulte des deux forces égales que Dieu a placées dans son sein et qui président ensemble à tous ses mouvements, ainsi pour cette autre création de sa sagesse, pour l'Église qui est la patrie des âmes, tout repose sur la double loi d'unité et de charité, de concentration et d'expansion, d'autorité et de liberté : de là, avec un pouvoir toujours un et indivisible, un ensemble d'institutions qui se soutiennent les unes les autres, et qui, loin d'entraver le gouvernement, éclairent sa marche et fortifient son action.

La merveille du gouvernement de l'Église, c'est que tout ce qu'on accorde à la liberté n'entraîne aucun amoindrissement de l'autorité. Plus l'autorité est forte et inviolable, plus la liberté peut être étendue sans danger. C'est ce qui fait que dans l'Église l'autorité n'a jamais comprimé le légitime usage de la liberté. Où l'esprit humain s'est-il plus développé qu'au sein du christianisme? Les enfants de Dieu sont libres pour toute espèce de bien ; le mal seul leur est interdit. Ils peuvent déployer leurs ailes et parcourir librement les espaces infinis de la lumière, il n'y a que le royaume des ténèbres qui leur soit fermé. Mais autorité et liberté, tout est tempéré par la charité. Car, si dans l'Église la justice et le devoir règlent l'autorité des supérieurs et la liberté de ceux qui leur sont soumis, c'est aussi la charité qui empêche l'autorité d'être arbitraire, et la liberté abusive. Que les peuples le sachent, les constitutions, les lois, les combinaisons politiques les plus sages, la plus savante pondération des pouvoirs, tout cela est bien faible et bien impuissant quand l'œuvre humaine n'est plus animée par le souffle divin et par le feu de la charité. La force matérielle est un fondement bien fragile. Rien au contraire n'est fort comme l'amour : *fortis est ut mors dilectio* (1).

Enfin cette constitution de l'Église si divine dans son origine, si inébranlable dans son organisation, si forte dans son unité, si belle dans cette esprit de mansuétude et d'amour qui l'anime, qu'est-ce qui achève de la perfectionnner, en lui faisant accomplir sa fin ? C'est la foi que les fidèles ont dans son autorité divine. Cette foi est la mère du respect et de la soumission. En entendant la voix de l'Église, on entend la voix même de Jésus-Christ. On n'obéit pas par contrainte, mais par conscience. Quand la loi sainte parle au dehors, le devoir parle dans le cœur. Sans cette correspondance, cette soumission, ce respect, la loi divine même serait impuissante; et jugez ce qu'il en doit être de la loi humaine, quand elle s'applique à des générations dont la foi s'est affaiblie, et qui n'obéissent plus que par force ou par intérêt.

Nous avons retracé dans les premiers décrets du concile, comme

---

(1) Cant. VIII, 6.

un salutaire enseignement pour tous, les principales lignes de cette admirable constitution, qui porte si visiblement le sceau de la divinité : elle repose sur le pape et sur les évêques. Au successeur de Pierre était dû le premier hommage de notre foi et de notre amour; nos cœurs d'ailleurs s'inclinaient d'eux-mêmes vers le pontife méconnu et persécuté. Notre temps a vu s'élever contre la barque symbolique une furieuse tempête; puissions-nous voir aussi, après les flots apaisés, la nef déposer bientôt sur la rive du Tibre, à l'ombre des vieilles basiliques qui gémissent de leur veuvage, un père et un Pontife bien-aimé!

L'Église de Dieu est régie par les évêques soumis au pape. Nous avons rappelé les textes de l'antiquité qui donnent une si haute idée de la dignité épiscopale et une idée si effrayante des obligations qui y sont attachées. Ah! puisse le sauveur et le consolateur de nos âmes nous aider à porter un si lourd et si redoutable fardeau! L'Église, dans les premiers siècles, a vu une tentative impuissante faite contre l'autorité et la prééminence des évêques (1). L'esprit de révolte qui a soufflé dans les temps modernes, et qui a occasionné tant de ravages, a voulu aussi ébranler la hiérarchie, changer la constitution de l'Église et ruiner l'autorité de ses chefs. Les hérésies du seizième siècle ont été condamnées comme celles du quatrième. Mais dans le sein même de l'Église, et sous le manteau de la piété et de l'orthodoxie, un parti s'était formé, qui joignait à toutes les apparences de la soumission toutes les réalités de la révolte. Ses systèmes, étayés sur une indigeste érudition, ressuscitaient le presbytérianisme, et enfantaient cette œuvre coupable, la constitution civile du clergé, de laquelle est sortie cette persécution qui a fait tant de martyrs. Quelques germes de ce mal sont restés dans notre législation. Ce sera le travail et la gloire de notre temps de les extirper. Mais indépendamment de ces germes funestes dont le travail est intérieur, lent et ténébreux, il est venu du dehors des semences de discordes que l'esprit du mal s'efforce de féconder. Les enfants de l'Église ne sont pas séparés du siècle. Ils vivent dans cette atmosphère enflammée où se forment tant d'orages. Quoi d'étonnant que, de temps en temps, l'inquiétude, la fièvre, le vertige en prennent quelques-uns, et qu'ils veuillent, oubliant que la constitution de l'Église est divine et invariable, appliquer au gouvernement de la société spirituelle les théories en vogue dans les autres sociétés! Notre cœur paternel s'émeut quand nous voyons des enfants, ceux que nous avons engendrés à Jésus-Christ par le baptême ou par l'ordination, atteints des maladies du siècle, montrer un amour déréglé de l'indépendance, oublier l'humilité, la douceur, la charité, fomenter des divisions intestines, ne sachant plus porter le joug si doux de l'obéissance chrétienne, et

---

(1) Hérésie d'Arius.

foulant aux pieds les lois du respect, leurs devoirs et les droits sacrés des supérieurs.

Il nous importe, avant tout, de défendre l'Église contre l'envahissement de ces flots superbes poussés contre elle par les tempêtes du dehors. Tant que les colonnes de l'édifice seront fermes et assurées sur leurs bases, l'édifice restera debout. Ce sont les évêques qui forment les colonnes du temple élevé par Jésus-Christ. Nos décrets rappellent leur autorité, leur rang dans la hiérarchie, leurs rapports avec les prêtres et les fidèles. Notre vigilance pastorale, en en procurant l'exécution, assurera en même temps la paix et l'harmonie dans nos Églises, bien sans lequel tout autre bien devient impossible.

L'Episcopat est un (1). L'Église a cependant établi parmi les évêques des rangs divers, auxquels sont attachés divers degrés de puissance, diverses attributions. Nous ne parlons pas ici de la dignité papale : sa prééminence non-seulement d'honneur mais de juridiction sur toute l'Église est de droit divin. Mais le droit ecclésiastique à introduit des divisions de personnes et de territoire nécessaires à l'ordre et à l'organisation de la société spirituelle dans ce monde.

Les principales dignités parmi les évêques sont celles de patriarche, de primat et de métropolitain. Dans la nouvelle organisation de l'Église de France, telle qu'elle résulte du concordat et des bulles pontificales qui l'accompagnent, la dignité de métropolitain est seule reconnue; elle a seule conservé des droits réels qui s'étendent à tous les diocèses de la province. Nous avons rappelé les plus importants de ces droits : celui de juger les causes ecclésiastiques qui, selon les canons, sont déférées par appel à son tribunal ; et celui de convoquer le concile provincial, dont la présidence lui appartient.

Nous ne pouvions pas nous borner à rétablir en fait, dans la province de Paris, les conciles provinciaux; nous en avons consacré le droit, en renouvelant la règle fixée par le concile de Trente. La situation de nos églises, les besoins de la discipline demandaient même, pour un temps, une périodicité plus fréquente que la périodicité triennale. Nous y avons pourvu, et si des obstacles insurmontables ne s'y opposent point, nous continuerons notre œuvre sans une aussi longue interruption, jusqu'à ce que le but que nous nous proposons et que nous avons indiqué soit atteint.

Le concile provincial n'est pas la seule assemblée utile, la seule propre à maintenir la vigueur de la règle et la force de l'autorité. Au-dessus du concile provincial est placé dans l'Église le concile œcuménique, qui se compose de l'ensemble des évêques présidés par le souverain pontife.

Des esprits ardents, remplis souvent d'un zèle qui n'est pas selon la science, appellent à grands cris un concile œcuménique. Les uns,

---

(1) S. Cyprien, *de unitate Ecclesiæ.*

semblables aux réformateurs du seizième siècle, demandent des réformes qui atteindraient le dogme, et supposent par là qu'il est de création humaine, le fruit de la raison, une élaboration de l'Église elle-même. Les autres, ne sachant pas assez distinguer ce qui dans l'Église tient aux principes de sa constitution qui sont immuables, ou aux règles de sa discipline qui sont sujettes au changement, demandent des réformes dont quelques-unes sont tellement radicales et organiques qu'elles modifieraient non pas seulement la forme, mais le fond de la société ecclésiastique. Ce sont là des vœux qui s'égarent visiblement. Rappelons à tous ceux qui les forment qu'au souverain pontife seul appartient la convocation des conciles généraux. Leur réunion est environnée de difficultés souvent presque insurmontables. A mesure que l'unité politique a été brisée dans le monde par la chute des grands empires et par la formation de tant de nationalités et de tant de souverainetés indépendantes, il est devenu bien difficile d'obtenir l'accord de tant de volontés, en quelque sorte nécessaires pour la réunion d'un concile œcuménique. Nous engageons donc les fidèles à ne pas se tromper eux-mêmes, et à ne pas négliger les moyens ordinaires de salut, pour courir après des moyens extraordinaires dont il ne nous sera peut-être jamais donné d'éprouver l'efficacité.

Le concile provincial est un de ces moyens ordinaires. Il est suffisant pour guérir des plaies locales, et porter de sages lois. Un autre moyen se trouve dans le synode diocésain. Ces saintes assemblées entretiennent, perfectionnent et consomment l'union entre le premier pasteur et les prêtres placés sous sa juridiction. Elles sont comme un appendice des conciles provinciaux. Nous en avons rétabli la tenue périodique, et ce retour à l'observation devenue enfin possible des saints Canons prêtera un nouvel appui à la règle et à l'autorité ecclésiastique.

Outre ces assemblées périodiques, il y a encore autour de chaque évêque un chapitre, un sénat, représentation de ce presbytère antique, qui formait la famille sacerdotale, dont le premier pasteur était le père et le chef. Ce sénat est encore aujourd'hui l'ornement de l'Église. Il est le dépositaire de la juridiction, quand le siége est vacant. Composé de prêtres vénérables, ou distingues par leur zèle et leurs talents, il rend par le conseil, par l'exemple, par la prédication, par la prière de grands services à la religion. Nous avons voulu, par nos décrets, rehausser ces corps si utiles, reconnaître leurs prérogatives, leur tracer, pour tous les diocèses de la province, des règles et des obligations uniformes.

Nous devions aussi nous occuper avec un soin particulier des paroisses : à quoi serviraient de sages lois, si les fidèles ne les connaissaient pas, ne les aimaient pas, ne les pratiquaient pas? Nos décrets relatifs à la paroisse ont eu pour objet, dans cette première partie où nous traitons des personnes, les curés et leurs vicaires. Témoins cha-

que jour de leur zèle, nous leur demandons de redoubler encore de courage dans ces temps difficiles, de se tenir étroitement unis entre eux et unis à l'évêque, de faire du presbytère une famille. Les curés gouvernent leurs paroisses avec une autorité subordonnée à celle des premiers pasteurs. Qu'ils soient les pères de ceux qui leur ont été donnés pour coopérateurs; que ceux-ci à leur tour entretiennent dans leur âme des sentiments de respect et d'amour pour leur Supérieur. Sans l'union et la charité, leur ministère sera frappé de stérilité. L'Esprit saint l'a dit : Tout royaume divisé périra, *omne regnum in seipsum divisum desolabitur* (1).

Voilà les principales parties et comme les principaux ressorts de l'organisation ecclésiastique.

II.

Mais cette admirable constitution, cette puissante hiérarchie, ces ministères organisés, depuis le sommet jusqu'à la base de l'édifice divin : tout cela ne représente en quelque sorte que le corps et l'action extérieure de l'Église; le principe de sa vie est dans la foi. Tout ce qui troublerait la pureté du dogme ruinerait plus infailliblement l'Eglise que tous les coups et toutes les tempêtes du dehors. Il y a eu des temps, qui ne sont pas éloignés de nous, où des hommes qui se disaient raisonnables affectaient de ne pas comprendre le zèle que l'Église avait toujours déployé contre les erreurs. Ils vantaient la morale du Christianisme et dédaignaient son dogme. Ils reprochaient aux catholiques d'être intolérants et exclusifs. Quoi de plus insignifiant, quoi de plus inoffensif, selon eux, que les idées! Ah! l'expérience a dû commencer à les éclairer : la terre tremble sous leurs pas. Ils voient de toute part des gouffres entr'ouverts dans lesquels ils sont sur le point de tomber. Où est la cause de ces déchirements et de ces périls de la société? Pourquoi cette fièvre, ce vertige qui troublent tant de têtes? Il est facile de le savoir. Deux ou trois idées fausses qui, sorties du cerveau malade de quelques philosophes, sont tombées dans les masses et y ont germé, voilà ce qui cause ce malaise qui travaille nos vieilles sociétés. Quand on n'aimerait pas la vérité pour elle-même, il faudrait encore détester l'erreur pour les conséquences funestes qu'elle peut avoir.

L'Église a toujours mis au rang de ses premiers devoirs celui de garder intact, entre ses mains, le dépôt de la foi que Jésus-Christ lui a confié. Elle n'a jamais pactisé avec le mensonge; elle l'a marqué au front pour le flétrir et en détourner les fidèles. Comme la mer qui repousse de son sein toute corruption, elle n'a jamais laissé se mêler à sa vie des éléments viciés. C'est surtout dans les conciles que les erreurs ont été signalées par elle et condamnées. C'est là

---

(1) Luc, XI, 17.

qu'assistée de l'Esprit saint, d'une manière toute particulière, elle a terrassé les hérésies les plus puissantes, et qu'elle les a poursuivies jusque dans leurs derniers replis. Continuant la même mission et agissant dans le même esprit, nous avons fait comme nos pères; nous avons examiné les principales erreurs contemporaines, et nous avons imprimé sur elles le sceau de la réprobation du concile. Quel siècle a été plus fécond que le nôtre en faux systèmes, en théories décevantes et en monstrueux égarements? Ils tendent à renverser de fond en comble la société religieuse comme la société civile. Ils attaquent Dieu, l'homme, le ciel, la terre, l'ordre moral et l'ordre matériel. Quand a-t-on vomi contre la Divinité de plus effrayants blasphèmes? Quand a-t-on osé professer des maximes plus audacieusement subversives de la société? L'individualité de l'homme et sa responsabilité morale disparaissent avec tous les systèmes qui ont le panthéisme pour base ou pour résultat. Que deviennent alors et la liberté humaine, et la distinction du juste et de l'injuste, et l'existence du bien et du mal, et les peines comme les récompenses d'une autre vie? Une fatalité aveugle préside à nos destinées. Nos devoirs ne sont plus réglés que par nos appétits. La voix de la conscience est l'écho d'anciens préjugés. L'intérêt, voilà le maître et le précepteur du monde. L'homme ce n'est plus une intelligence, ce n'est plus un cœur, ce n'est plus une âme, c'est une machine grossière destinée à consommer. O honte et crime de ces saturnales de la raison! Pour punir les peuples, si jamais ils suivaient en masse ces voies funestes dans lesquelles des insensés les poussent, Dieu n'aurait qu'à laisser faire : la société humaine se changerait d'elle-même en enfer. Tous ces désordres sont enfantés par un orgueilleux rationalisme. C'est une nouvelle tour de Babel. L'homme essaie d'escalader le ciel pour détrôner Dieu et prendre sa place.

Le monde moral, tel que Dieu l'a créé pour l'homme, repose sur deux fondements : le visible et l'invisible, le temps et l'éternité, le fini et l'infini, la matière et l'esprit, le naturel et le surnaturel, la grâce et la liberté.

Le travail du rationalisme impie, le but constant de ses efforts est d'ôter tout ce qu'il y a de divin dans la création. Si, après cela, le monde, privé d'une de ses bases nécessaires, penche et menace ruine, que lui importe? Dieu l'importune, il n'admet aucune intervention, aucune influence de sa part dans les destinées humaines. L'ordre surnaturel tout entier disparaît. Le christianisme devient une pure philosophie. Il mutile ses monuments. A l'aide d'une interprétation humaine, ou symbolique ou mythologique, il détruit tous les faits merveilleux, il leur enlève toute vérité historique. Il traite nos livres saints comme s'il s'agissait de ces livres qui renferment les fables de l'antiquité. Cette science superbe prétend pénétrer dans nos plus profonds mystères; elle les étudie, non au flambeau de la foi, mais aux faibles lueurs de la raison. Elle les dé-

nature pour les rendre compréhensibles. Elle réduit la trinité, le plus élevé de nos dogmes, à une formule philosophique, abstraction vaine qui met trois mots à la place des trois personnes divines. Tous ces systèmes, les uns enfantés par l'esprit germanique, les autres qui sont le produit malheureux de l'activité philosophique de notre propre pays, nous les avons, dans leurs points essentiels, réprouvés et flétris.

Il est d'autres erreurs contemporaines, qui ne sont pas nées de l'orgueil de la raison, mais plutôt de sa faiblesse et de sa défiance, et qui devaient aussi éveiller notre sollicitude. Nous voulons parler d'un certain mysticisme qui se nourrit de faux miracles et de fausses prophéties, qui met sa confiance dans des pratiques superstitieuses. Il n'est pas rare, dans des époques tourmentées comme la nôtre, de voir l'esprit humain passer d'un excès à un autre excès, et aller de l'incrédulité à la superstition. L'homme a besoin de communiquer avec l'infini de quelque manière. Quand il ne le fait pas dans les rapports que la religion véritable nous a révélés, il invente d'autres rapports, il essaie de se fabriquer une religion. C'est ainsi qu'on a vu de nos jours des cultes nouveaux, de nouveaux révélateurs. Ceux-ci sont déjà presque tous descendus dans le tombeau. Heureux si, à mesure que les hommes disparaissaient, les erreurs avaient disparu avec eux. Mais les erreurs mettent plus de temps à mourir que les hommes. Il est rare même qu'elles s'évanouissent entièrement; quand elles sont vaincues, elles se transforment. Des débris de plusieurs écoles mystiques, dont les chefs ne sont plus, une secte s'est formée, qui essaie d'étendre dans l'ombre ses racines, et qui, sous le manteau de la piété, a déjà séduit un grand nombre d'âmes simples et ignorantes. Nous avons appris avec un douloureux étonnement qu'elle était parvenue à s'établir dans quelques-uns de nos diocèses, et qu'elle comptait même quelques prêtres parmi ses adeptes. Elle a pris le nom menteur d'*Œuvre de la Miséricorde*. Elle renouvelle des rêveries anciennes, déjà condamnées par les conciles. Elle annonce, comme prochaine dans l'Église, une ère nouvelle, qui sera le règne du Saint-Esprit. Sa doctrine sur les anges, sur la nature humaine est contraire à la foi. Elle l'appuie sur des révélations et sur de prétendus miracles. Par l'abus le plus impie des choses saintes, elle fait servir même nos plus sacrés mystères à ses pratiques superstitieuses, et à toutes les menées souterraines qui ont pour but la séduction et la corruption des âmes. Le point de départ de ces sectaires, c'est l'obscurcissement prétendu de l'Église. Oubliant les promesses qui lui ont été faites, et qui lui assurent jusqu'à la consommation des siècles l'assistance divine, ils la déclarent déchue, et ils se présentent pour la restaurer et la renouveler. Nous devions démasquer ces novateurs, et arrêter, autant qu'il était en notre pouvoir, les ravages qu'ils font au milieu même de nos troupeaux. Tous les points de cette doctrine, dont les auteurs mentent, même en la proclamant

nouvelle, ont été déjà condamnés par l'Église dans les temps anciens. De notre temps, la secte elle-même a été l'objet d'une condamnation expresse de la part de Grégoire XVI et de plusieurs évêques. Nous avons renouvelé toutes ces condamnations.

A côté de ces sectaires obscurs qui s'avancent dans l'ombre, se cachent sous les dehors de la piété chrétienne, il est des hommes plus dangereux, qui regardent aussi l'Église comme ayant perdu le sens de ses dogmes et de ses traditions, et qui lui arrachent des mains l'Évangile pour l'interpréter à leur guise, et le faire servir d'appui à leurs théories sociales ou politiques. Ils abusent des maximes évangéliques sur le désintéressement, sur la pauvreté volontaire, sur la charité fraternelle, et les séparant des autres maximes où l'obéissance, le respect de tous les droits, l'humilité, la lutte perpétuelle contre les passions sont ordonnés, ils anathématisent au nom du Christ non-seulement les vices et les désordres de la société actuelle, mais encore les principes sur lesquels repose l'ordre social tout entier. Comme l'homme, la société a besoin de travailler sans cesse à son perfectionnement. Mais, pas plus que l'homme, elle ne peut changer sa nature. Il y a des lois qui lui sont essentielles : il y a aussi des faits dont il faut tenir compte. Les utopies étaient autrefois des jeux d'esprit qu'on permettait aux philosophes. Ce sont aujourd'hui des rêves coupables, à l'aide desquels on trompe le peuple et l'on tourmente la société. En promettre la réalisation au nom de l'Évangile, c'est un crime et un danger de plus. Il n'est pas de doctrine plus pratique, plus sociale que la doctrine de Jésus-Christ ; mais il faut la prendre tout entière, avec son mépris des choses périssables, avec ses destinées immortelles, avec ses éternelles compensations. Jésus Christ sans doute est venu restaurer l'homme ; mais l'homme de son fond ne peut rien, il n'est que misère et néant. Ce n'est qu'en luttant avec le secours de la grâce contre lui-même, contre ses passions et ses vices, ce n'est qu'en luttant même contre le monde extérieur qu'il se perfectionne et qu'il grandit : *Militia est vita hominis super terram* (1). Sont-ce là les idées que donnent de l'homme et de sa destinée tous les novateurs téméraires qui parlent de l'Evangile sans le connaître ? Ils se sont fait un Evangile à eux qui ne ressemble pas plus à celui de Jésus-Christ, que les ténèbres ne ressemblent à la lumière.

Du côté opposé, on scinde aussi quelquefois l'Évangile et on le défigure. Ceux dont nous venons de parler ruinent par leurs systèmes les fondements de la justice ; ceux dont nous voulons parler maintenant ruinent aussi, à leur manière, les fondements de la charité. Ils savent très-bien trouver dans l'Évangile ce qui protége l'ordre établi, la tranquillité de leur foyer, le respect de tous les droits acquis ; mais

---

(1) Job, VII, 1.

ils ferment les yeux, quand il s'agit des devoirs de la charité fraternelle, des anathèmes portés contre l'abus des richesses, de l'abnégation qu'il faut faire de soi-même, des sacrifices et des dévouements qui sont imposés ou conseillés. Retranchés dans leur égoïsme, ils traitent ces maximes de pieuses exagérations. Leur âme, matérialisée par une philosophie sans entrailles, reste étrangère à l'exercice de la charité, aux sentiments de la charité; la notion même de la charité périt en eux. Ah! rien n'est sans contredit plus opposé à l'esprit chrétien et aux préceptes évangéliques que de pareilles dispositions; rien n'est aussi plus nuisible au bien public. Une telle conduite préparerait à la société d'incalculables malheurs.

L'Église réprouve toutes ces doctrines, et nous les réprouvons avec elle. Elle maintient l'Évangile entier, elle traite d'hérétiques ceux qui veulent choisir dans le dépôt de la vérité. La vérité divisée et mutilée n'est plus la vérité. Du haut de son autorité divine, elle enseigne aux pauvres comme aux riches, aux faibles comme aux puissants, leurs devoirs.

Cette conduite de l'Église excite contre elle des clameurs qui s'élèvent de deux points opposés. Les uns l'accusent de flatter le peuple, et les autres de flatter les grands. C'est ainsi que les partis voudraient lui prêter tour à tour leurs passions. Nous en serions peu émus pour elle, elle est accoutumée à être méconnue et calomniée. Mais quelques-uns des reproches qu'on lui adresse, de notre temps, sont tellement odieux, tellement de nature à lui aliéner le cœur des peuples, qu'il nous a paru indispensable de les relever et de les repousser dans le concile. Oui, on calomnie l'Église, ses institutions et son histoire, on calomnie les sentiments les plus intimes de son cœur, quand on dit qu'elle est insensible aux souffrances des pauvres et des malheureux. Mère tendre, elle aime sans doute d'un égal amour tous ses enfants; mais pour qui réserve-t-elle donc ses soins les plus empressés, ses plus affectueuses caresses, si ce n'est, à l'exemple de Jésus-Christ, pour les faibles et les petits, pour tous ceux qui souffrent, pour ces ouvriers infortunés qui trop souvent manquent de travail et de pain? mais qui donc inspire à des femmes héroïques, à de pieux jeunes hommes tant d'amour pour les malheureux, tant de dévouement? Qui fonde, qui soutient tant d'œuvres de bienfaisance? qui a formé le patrimoine des pauvres dans les siècles écoulés? qui leur a ouvert tant d'asiles, préparé tant de secours pour l'âme, pour l'intelligence, pour le corps? Enfin qui a formé le cœur, qui a nourri et enflammé le zèle de tant de vierges chrétiennes qui, chaque jour, sous nos yeux, se consacrent aux pauvres et s'immolent pour eux? C'est l'Église. Elle a toujours mis sa gloire à être la mère des pauvres, de tous ces orphelins que la nature a abandonnés : elle les réchauffe dans son sein, et, non contente de panser les plaies de leurs corps, elle verse dans leur âme avec amour des paroles de consolation et d'espérance. Oui encore, on calomnie l'Église quand on lui

attribue, sur l'inégalité des conditions ici-bas, des doctrines qui feraient des hommes deux classes, dont l'une serait en quelque sorte fatalement condamnée à un état misérable, et l'autre verrait s'ouvrir devant elle, par un inique privilége, la carrière de la fortune et des honneurs. Le paganisme pensait ainsi, quand il formait et maintenait des castes vouées au mépris, quand il déclarait l'esclavage nécessaire, quand il enchaînait l'esclave à une misère sans espoir. Mais l'Église repousse ces inhumaines théories. Que fait-elle depuis dix-huit siècles, si ce n'est de travailler à procurer le bien-être aux hommes et à l'accroître de plus en plus. Ne leur dit-elle pas à tous qu'ils sont frères et égaux à ses yeux, comme aux yeux de Dieu, par leur nature et par leur destinée? A-t-elle posé des limites que les pauvres ne peuvent pas franchir ? ne les excite-t-elle pas tous au contraire à l'activité, au travail, à la prévoyance, à la sobriété, à l'économie et à toutes les vertus domestiques, qui seules peuvent sûrement améliorer et changer leurs conditions.

L'Église sait, ainsi que le dit l'Évangile, qu'il y aura toujours des pauvres parmi nous. Elle sait que souvent la pauvreté est le résultat des vices et des passions de l'homme. Mais de même qu'en constatant les vices et les passions de la nature humaine, elle ne les aime pas pour cela, et qu'elle les poursuit bien plutôt de toutes ses forces et travaille à les diminuer; de même en constatant la misère, elle n'entend pas en consacrer la nécessité. Elle la combat, au contraire, dans ses causes et dans ses résultats. Elle tend sans cesse la main à ceux qui sont devenus ses victimes, pour les arracher à tous les maux qu'elle traîne à sa suite. Sans doute aussi l'Église apprend à tous les malheureux à tirer le bien du mal même. Elle prêche l'amour des souffrances, et elle indique des trésors de vertu et de perfection cachés dans la pauvreté et la douleur. Mais cette sainte et sublime doctrine, qui a cicatrisé tant de plaies et enfanté tant de pauvres volontaires, est précisément ce qu'il y a de plus efficace contre les maux de la vie présente. La misère, à ses yeux, n'en est pas moins un mal, une des plus douloureuses suites du péché, et elle apprend à ses enfants à élever chaque jour la voix vers leur père qui est dans le ciel, pour lui demander de les en délivrer. Enfin, on calomnie l'Église quand on assure qu'elle est ou indifférente ou hostile à tous les efforts que la science politique et sociale peut tenter pour l'amélioration des classes souffrantes. Elle applaudit au contraire à toutes les sages tentatives qui ont un si louable but. Elle ne demande qu'à y être associée et à y apporter l'esprit du christianisme, le seul qui soit à ses yeux le véritable esprit consolateur et réparateur. L'Église ne cache pas les épines de la vie sous des fleurs. Donnée à l'humanité pour être son ange conducteur, elle la mène par la main à travers les rudes sentiers de cette vallée de larmes, elle la soutient, elle la fortifie, elle verse sur ses blessures le baume de ses célestes

consolations; puis, pour ranimer son cœur, elle lui montre le but du voyage, la céleste patrie où tous les maux seront finis.

Voilà l'Église, la voilà dans ses rapports avec les misères de ce monde. Nous tenions à la montrer sous ses traits véritables, et à déchirer ce tissu de calomnies dont ses ennemis voilent sa face, pour la rendre odieuse au peuple. Là s'arrêtent les décisions du concile contre les doctrines fausses et perverses qui empoisonnent notre siècle, et le rendent si malade. Mais les décrets sur la foi et contre tant d'erreurs dangereuses ne marquent pas la fin de ses travaux. Nous devons poursuivre jusqu'au bout la rapide exposition que nous avons entreprise.

La suite à la prochaine livraison.

Actes officiels.

Décret qui autorise l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique à Sarlat.

Du 12 novembre 1849.

Le président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes; vu la demande formée par M. l'évêque de Périgueux, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir une école secondaire ecclésiastique à Sarlat; — vu l'avis du préfet de la Dordogne, en date du 15 octobre 1849; — vu l'ordonnance du 16 juin 1828 sur la réorganisation des écoles secondaires ecclésiastiques, *décrète* ce qui suit :

Art. 1er. M. l'évêque de Périgueux est autorisé à former une école secondaire ecclésiastique à Sarlat, sans que le nombre de deux cent cinquante élèves fixé pour son diocèse par l'ordonnance du 21 octobre 1839 puisse être dépassé.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret,

Signé, LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé, PARIEU.

Droit public ecclésiastique.

DES LIBERTÉS ET DES SERVITUDES DE L'ÉGLISE GALLICANE.

INFAILLIBILITÉ DU PAPE EN MATIÈRE DE FOI (1).

Au moment où le Père commun des fidèles est encore errant sur l'une des plages hospitalières où la providence divine l'a conduit du

---

(1) L'abondance des matières et la nécessité où nous avons été de recueillir

milieu des tempêtes, au moment où la barque de Pierre est à peine reposée de tant de violentes secousses, et lorsque les flots grondent encore autour d'elle, il est consolant de voir avec quelle ardeur les unanimes hommages de l'univers catholique suivent tous les pas du saint Pontife ; et ce touchant spectacle est digne d'attirer les regards du ciel.

C'est qu'en effet tout est céleste, tout est divin dans les épreuves de l'Église de Jésus-Christ. On comprend, on voit d'un coup d'œil qu'il y a là autre chose que l'intérêt passager de l'un des trônes de ce monde, et qu'il ne s'agit pas d'une puissance périssable, mais de la puissance de Dieu même, telle qu'il l'a déléguée à son auguste représentant sur la terre.

Et comme elle doit s'exercer sur les hommes et sur les peuples, il lui faut, à cette puissance, toute divine qu'elle est, il lui faut nécessairement une autorité temporelle et des moyens humains pour se manifester et se perpétuer jusqu'à la fin des temps, suivant les promesses sacrées dont l'accomplissement se déroule déjà depuis bientôt vingt siècles.

Aussi ce n'est pas l'un des moindres miracles de ce temps miraculeux que d'avoir vu d'une part une république, dont la constitution ne professe aucune croyance, se faire néanmoins l'instrument d'une action providentielle ; et, d'autre part, le chef du grand empire schismatique se poser comme une barrière au torrent qui menaçait d'engloutir la catholique Europe, et surtout le trône pontifical.

En présence de tels événements, la foi se ranime et écoute avec bonheur les vérités saintes.

Suivons donc la démonstration commencée sur l'autorité des jugements du pasteur suprême quand il prononce EX CATHEDRA.

Dans cette question d'infaillibilité, nous ne parlons pas, nous ne devons point parler des misères, des faiblesses, ni même des crimes de l'homme, alors qu'il s'agit de la foi seule du pontife. Où en serait le christianisme si toute faute quelconque emportait nécessairement avec soi l'altération des saintes croyances ! Jésus-Christ n'a point promis l'impeccabilité au chef de son Église ; mais il lui a promis l'indéfectibilité, l'infaillibilité, et, nous le redisons, vingt siècles sont là comme premiers témoins de sa divine parole. Quel éclatant prodige au milieu des mille variations de l'erreur !

---

au jour le jour les actes et documents officiels qui doivent entrer spécialement dans la composition de ce recueil, ont retardé jusqu'à présent la publication de cet article, qui est le complément de celui que nous avons inséré dans notre livraison de février, p. 33. Il sera suivi d'un troisième, que nous publierons, à la fin de décembre, sur l'autorité des conciles : l'auteur épuisera ainsi, pour cette première année, un ordre de matières qu'il avait lui-même annoncé et dans lequel il lui avait paru utile, avant d'entrer dans la discusssion des libertés et des servitudes que la législation civile a faites à l'Eglise de France, de fixer les notions orthodoxes sur la puissance respective des Papes et des Conciles.

Ajoutons que le pape et l'Eglise sont aussi inséparables l'un de l'autre que la tête et le corps ; le pape, sans l'Église, ne serait plus le Pape ; et l'Église, sans le Pape, ne serait plus l'Église.

Or, l'infaillibilité de l'Église n'est pas mise en doute.

La conséquence est palpable : donc le Pape, le chef de l'Église, est lui-même infaillible en matière de foi.

Comment concevoir le gouvernement de l'Église dans les voies de l'erreur? Si le pasteur dévie, le troupeau s'égare ; si le pilote ignore la route, la barque de Pierre est en péril, elle touche aux écueils.

Cette grande question se représentera lors de l'examen de la trop fameuse Déclaration de 1682; alors on entendra Bossuet déplorer lui-même l'œuvre gallicane. Il suffit, quant à présent, de recueillir le principe resté intact dans la controverse de 1682, pour en adopter sans réserve toutes les conséquences ; or, le principe resté intact, c'est la certitude des promesses divines ; elles sont claires, elles sont absolues, elles sont immuables ; et celles qui sont faites à Pierre vont plus loin encore que celles qui sont faites aux apôtres. Le grand évêque de Meaux en expose le motif dans toute son évidence :

« La puissance donnée à plusieurs, dit-il, porte sa restriction dans « son partage ; au lieu que la puissance donnée à un seul, et sur tous, « et sans exception, emporte la plénitude (1). »

Le courage de Pierre pourra bien faillir un moment à la voix d'une simple servante, mais la foi de Pierre, jamais ! et il semble que sa chute a expliqué, sous les yeux même du Christ livré à des juges et à des bourreaux, la vraie infaillibilité de l'apostolat, en regard de la faillibilité de l'homme.

Bossuet reconnaît aussi que, dans la faculté de théologie de Paris, comme dans toute la catholicité, il est constant que nul concile, nul synode ne peu avoir lieu sans l'adhésion du Pape. *Quod attinet ad synodos habitas secluso romano pontifice, Parisienses ultrò fatentur ex antiquissimis regulis absque romano pontifice, irritas esse et nullas.*

Que le Pape, que le Saint-Siége ait le soin, disons même le devoir de s'entourer de toutes les lumières apostoliques avant de rien définir, avant de rien prononcer dans les questions de foi, cela est digne d'une sainte sagesse, et c'est la pratique constante de la cour de Rome toutes les fois que la nécessité ne commande pas une décision immédiate ; aussi tout est solennel dans les délibérations et dans leurs préliminaires, dans les décrets et dans leur promulgation. Des prières publiques invoquent l'assistance de l'Esprit saint, les conseils sacrés se rassemblent à la voix du souverain pontife, le sénat vénérable implore la lumière céleste, les questions sont posées, débattues, pleinement éclairées ; Dieu est là, il l'a promis, et le chef suprême de l'Église prononce *ex cathedrâ*. Voilà l'infaillibilité ; elle ne fait donc

---

(1) Sermon sur l'*Unité de l'Eglise*.

point obstacle à la discussion préalable, elle la provoque sous l'œil de l'esprit divin; et si, aux premiers jours de l'Église, saint Paul a pu se permettre de reprendre saint Pierre, non sur un point de foi déjà reconnu et consacré dans un concile, mais sur un tempérament de conduite envers les juifs convertis (1), combien doit-elle être plus grande, cette liberté évangélique, dans les consultations préparatoires, alors que rien n'est encore arrêté ni imposé à la croyance!

D'ailleurs, tout ce qui se décide en matière de foi par le Saint-Siége est fait en esprit d'union avec l'Église entière, qui chaque jour, et dans tout l'univers catholique, adhère au centre de l'unité, et par ses prières, et par ses vœux, et par ses actes, et par son silence, comme elle y adhère hautement par ses oracles, dans la solennité des conciles. Aussi, toute la catholicité conserve toujours sa première divise : *cor unum et anima una.*

Et il faut bien qu'il en soit ainsi : autrement, il n'y a plus de gouvernement possible dans l'Église universelle. Comment, en effet, au milieu des vicissitudes de la terre, au milieu des conflagrations, des guerres, ou mêmes des simples antipathies de la politique, et quelquefois au milieu des plus urgentes nécessités, comment rassembler les premiers pasteurs de toutes les contrés catholiques? Enfin, des temps peuvent se rencontrer où la force matérielle, tout incapable qu'elle est d'envelopper les consciences, peut néanmoins enchaîner les pas des augustes représentants de l'Église, alors surtout que cette force règne avec empire, avec tyrannie, dans le centre même de la catholicité.

Ce désolant spectacle s'est vu de nos jours. Un glaive éclatant de gloire (de gloire sanglante), un glaive jusque-là victorieux, pesait sur l'Europe et tenait Rome sous son joug. Dieu le permettait, parce qu'il faut, dans le cours des siècles, que son Église subisse l'épreuve de tous les périls ; et jamais, sans aucun doute, jamais la foi chrétienne, et en particulier la foi de la France, ne fut plus menacée ; mais, par une providentielle manœuvre, si on peut le dire, jamais non plus la puissance du Saint-Siége ne fut couronnée tout à la fois d'un deuil plus grand et d'un plus grand éclat, par un bras de chair, par le bras dans lequel la force ennemie était concentrée. Il sembla que le ciel voulait donner cette haute leçon aux détracteurs de la Papauté. Soyons attentifs : les mêmes hommes qui, aujourd'hui encore, se font les aveugles champions des libertés de l'Église gallicane, exaltent le concordat de 1801, qui cependant reconnaît au souverain Pontfe la puissance, jusque là inouïe, de supprimer à la fois tous les siéges épiscopaux du royaume, même ceux qui dataient

---

(1) Écoutons ici Bossuet : « Saint Pierre ne manquait pas dans la foi, mais dans la conduite, je le sais; les anciens l'ont dit, et il est certain. » (Sermon sur l'*Unité de l'Eglise.*

du temps des anciennes Gaules, et cela pour les reconstituer avec de nouvelles circonscriptions, sans aucune espèce d'entrave!

En effet, par ces actes où s'imprimait un doigt de fer à côté du doigt de la Providence, le saint Père se plaçant malgré lui au-dessus de toutes les règles connues, a calmé, seul et sans concile, une des plus grandes crises de la catholicité.

Aujourd'hui, après un demi-siècle, et sauf quelques rares dissidences désormais éteintes, l'acte d'omnipotence exercé par Pie VII, à la sollicitation du vainqueur de l'Europe, se trouve irrévocablement consacré.

On le comprend donc : l'autorité du pape s'élève *au-dessus de tout*, non-seulement quand il s'agit de l'exécution des lois de l'Église, mais aussi quand il s'agit de la conservation de l'Église, ou d'une partie notable de l'Église, comme le fait observer l'abbé Emery, en donnant précisément pour exemple ce concordat de 1801 (1) et comme le soutient, en thèse générale, Fleury lui même, dans le discours déjà cité.

ALEX. GUILLEMIN,
Avocat à la Cour d'appel, docteur en droit.

La suite à la prochaine livraison.

Jurisprudence.

CONSEILS DE FABRIQUE — SÉANCE EXTRAORDINAIRE. — CONVOCATION PAR LE MAIRE. — RÉUNION A LA MAIRIE. — EXCÈS DE POUVOIR. — DÉLIBÉRATION. — ANNULATION.

Lorsqu'un conseil de fabrique a été autorisé à se réunir extraordinairement, la convocation des membres appartient au président de ce conseil, et le maire n'a aucune qualité pour la faire.

Les séances des conseils de fabrique doivent être tenues dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère; celles qui seraient tenues à la mairie sont illégales.

Les conseils de fabrique réunis extraordinairement ne peuvent s'occuper que des objets pour lesquels ils ont été autorisés à s'assembler.

SPÉCIALEMENT, *le conseil de fabrique qui a été autorisé à s'assembler pour délibérer sur le projet d'érection d'une église en succursale n'a pas le droit de procéder à l'élection des membres du bureau.*

La délibération prise en contravention à l'une ou à l'autre de ces trois règles est susceptible d'être annulée par le ministre.

Le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Pissos (Landes)

(1) Préface des Opuscules de Fleury.

s'est réuni, le 20 mai 1849, en séance extraordinaire, pour délibérer sur le projet d'érection en succursale de l'église de Lypostey, section de la commune de Pissos. La réunion a été convoquée par le maire ; elle a eu lieu à la mairie, et le conseil s'est occupé non-seulement de l'objet pour lequel il avait été autorisé à s'assembler, mais encore de la formation de son bureau.

Ces irrégularités ayant été signalées à Mgr l'évêque d'Aire, le prélat n'hésita point à proposer à M. le Ministre des Cultes d'annuler la délibération du 20 mai comme illégale. Cette annulation était d'autant plus nécessaire qu'il devenait urgent de faire comprendre à certains maires du diocèse qu'au-dessus de leurs exigences et de leur despotisme, il y a des lois, et, de plus, une autorité supérieure pour faire respecter les lois par tous les citoyens avec une parfaite égalité. M. le préfet des Landes a également reconnu que la délibération du 20 mai était entachée d'illégalité, et, en outre, qu'il y avait chez les maires des communes du département des Landes, en général, une disposition déplorable à outrepasser leurs droits dans les matières qui tiennent au culte. Mais il a exprimé en même temps la crainte que l'annulation de la délibération du conseil de fabrique de Pissos ne produisît un effet fâcheux sur le maire de sa commune, membre du conseil général, fort influent dans son canton et dont les rapports avec le curé ne sont pas bienveillants.

Les irrégularités qui ont été signalées consistent dans le mode de convocation, dans le choix du local où le conseil s'est assemblé, et enfin dans l'élection des membres du bureau du conseil faite dans une réunion extraordinaire.

Les maires sont membres de droit des conseils de fabrique ; mais ils n'y ont aucune autorité et ne peuvent pas plus que les conseillers ordinaires se substituer au président, lorsqu'il s'agit de faire les convocations.

La réunion du conseil de fabrique de Pissos, du 20 mai 1849, se trouve donc irrégulière pour défaut de qualité de la part de celui qui l'a convoqué.

Elle est également irrégulière, comme ayant été tenue à la mairie, contrairement aux dispositions de l'article 10 du décret du 30 déc. 1809, portant que les conseils de fabrique s'assembleront dans l'église, ou dans un lieu attenant à l'église, ou dans le presbytère.

Enfin, en procédant à l'organisation de son bureau, le conseil de fabrique avait outrepassé ses pouvoirs. En effet, dans leurs réunions ordinaires, les conseils de fabrique sont libres d'examiner toutes les affaires dont ils jugent convenable de s'occuper ; mais dans les séances extraordinaires, ils ne peuvent délibérer que sur les affaires seulement pour lesquelles ils ont été autorisés à s'assembler.

La demande de Mgr l'évêque d'Aire, tendant à faire annuler la délibération du conseil de fabrique de Pissos était donc fondée sur les principes.

M. le Ministre des Cultes a prononcé cette annulation par l'arrêté suivant :

LE MINISTRE, etc., — Vu la lettre du 15 juin 1849, par laquelle Mr l'évêque d'Aire propose d'annuler, comme irrégulière sous divers rapports, une délibération du conseil de fabrique de l'église paroissiale de Pissos, en date du 20 mai précédent ; — Vu l'avis de M. le préfet des Landes exprimé dans sa lettre du 14 juillet 1849;—Vu la délibération du conseil de fabrique de Pissos, du 20 mai 1849, énonçant : 1° que cette réunion extraordinaire a été convoquée directement par le maire ; 2° qu'elle a eu lieu à la mairie ; 3° que le conseil s'y est occupé de l'organisation de son bureau et du projet d'érection en succursale de l'église de Lypostey, commune de Pissos ;—Vu le décret du 30 déc. 1809 ;

Considérant que le droit de convocation des membres d'un conseil de fabrique appartient au président de ce conseil, et que le maire de Pissos était dès-lors sans qualité pour convoquer la réunion du 20 mai 1849 ;

Considérant que, aux termes de l'article 10 du décret du 30 déc. 1809, les séances des conseils de fabrique doivent être tenues dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère, et que le conseil de fabrique n'a pu se réunir légalement à la mairie ;

Considérant que les conseils de fabrique réunis extraordinairement ne peuvent s'occuper que des objets pour lesquels ils sont autorisés à s'assembler, et que le conseil de fabrique de Pissos n'avait pas été autorisé à procéder à l'élection des membres du bureau dans sa séance extraordinaire du 20 mai 1849 ;

Arrête:

La délibération prise par le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Pissos (Landes), dans sa réunion extraordinaire du 20 mai 1849, est annulée.

Paris, 4 septembre 1849.

Le ministre de l'agriculture et du commerce chargé par intérim, etc.,

V. LANJUINAIS.

FABRIQUE. — DONATION. — ACCEPTATION. — AUTORISATION DU GOUVERNEMENT. — REFUS DU CONSEIL. — RÉVOCATION.

Le refus par un conseil de fabrique d'accepter la donation gratuite qui lui est faite pour compléter le traitement du vicaire, après qu'il est intervenu un arrêté du gouvernement qui a autorisé cette acceptation, constitue de la part de ce conseil un acte d'insubordination envers l'autorité supérieure qui le rend passible de la révocation.

M. l'abbé Lucas dessert, depuis plus de vingt ans, la succursale de Plumetot (Calvados); mais les infirmités qu'il a contractées dans l'exercice de ses fonctions ne lui permettent plus de remplir seul toutes les obligations de son ministère. On a donc pensé à lui donner un vicaire.

Par acte public du 13 juillet 1847, le sieur Jean-Louis Bénard a fait donation à la fabrique de Plumetot d'une rente annuelle de 300 fr., destinée à servir de traitement à ce vicaire. Un arrêté du gouvernement, du 21 novembre 1848, a autorisé l'acceptation de cette donation malgré les avis contraires du conseil de fabrique et du conseil municipal de Plumetot, qui s'étaient opposés à l'établissement

du vicariat et à l'approbation de cette libéralité. Enfin, par une décision ministérielle du 31 mars dernier, M. le Ministre des Cultes a alloué à ce vicaire l'indemnité de 350 fr. sur les fonds de l'État dont jouissait le vicaire de Saint-Ouen-le-Houx (même département).

Ces actes n'ont pas déterminé le conseil de fabrique de Plumetot à renoncer à son système d'opposition. Il a prétendu, qu'au lieu d'adjoindre au desservant un vicaire, on devait remplacer ce prêtre infirme dès qu'il ne pouvait plus remplir les fonctions de son ministère. Par sa délibération du 4 mars 1849, prise à l'unanimité, ce conseil a décidé qu'il refusait l'acceptation de la donation du sieur Bénard, autorisée par l'arrêté du 21 novembre 1848.

Mgr l'évêque de Bayeux a considéré ce refus comme un acte d'insubordination envers l'autorité supérieure. Il a, en conséquence, démandé à M. le Ministre des Cultes la révocation du conseil de fabrique de Plumetot par application de l'article 5 de l'ordonnance réglementaire du 12 janvier 1825.

M. le préfet du Calvados a émis un avis conforme à cette demande. M. le Ministre a prononcé cette révocation par l'arrêté suivant :

LE MINISTRE, etc.; Vu la demande de M. l'évêque de Bayeux, en date du 16 mai 1849, tendant à faire révoquer le conseil de fabrique de l'église succursale de Plumetot, à raison de son refus d'exécuter un arrêté du 21 novembre 1848, autorisant l'acceptation de la donation d'une rente annuelle de 300 fr. faite à la dite fabrique par le sieur Jean-Louis Bénard, suivant acte public du 13 juillet 1847, dans le but de compléter le traitement du titulaire du vicariat à établir dans la commune de Plumetot, à cause des infirmités du sieur Lucas, desservant actuel, qui ne peut pas remplir les fonctions de son ministère;—Vu l'avis de M. le préfet du Calvados conforme à la demande de M. l'évêque de Bayeux;—Vu la délibération du 4 mars 1849, par laquelle le conseil de fabrique de Plumetot refuse d'intervenir dans l'acceptation autorisée par arrêté du 21 novembre 1848 de la donation d'une rente de 300 fr., faite par le sieur Jean-Louis Bénard pour compléter le traitement d'un vicaire;—Vu les autres pièces du dossier;—Vu le décret du 30 déc. 1809 et l'art. 5 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825;

Arrête :

Art. 1er. Le conseil de fabrique de l'église succursale de Plumetot (Calvados) est révoqué.

Art. 2. Il sera procédé à la formation d'une nouvelle fabrique, suivant les règles établies par l'art. 6 du décret du 30 décembre 1809.

Art. 3. Les administrateurs révoqués seront tenus de rendre compte de leur gestion au nouveau conseil de fabrique, lequel devra faire immédiatement tous actes conservatoires, toutes diligences nécessaires pour le maintien des droits de la fabrique et le recouvrement des sommes qui lui seraient dues conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1809, et pour assurer la responsabilité des fabriciens et du trésorier sortants.

Art. 4. M. l'évêque de Bayeux et M. le préfet du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, 4 septembre 1849.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce chargé par intérim, etc.,

V. LANJUINAIS.

FABRIQUE. — DÉPENSE EXTRAORDINAIRE. — SUBVENTION COMMUNALE. — REFUS DU CONSEIL MUNICIPAL. — INSCRIPTION D'OFFICE PAR LE PRÉFET.

Les frais quelconques du culte paroissial sont à la charge des fabriques et subsidiairement à celle des communes.

En conséquence, la dépense faite par une fabrique pour l'achat d'un dais et la réparation d'une pièce du presbytère est obligatoire pour la commune, lorsque cette dépense a été reconnue comme urgente, et qu'il est constaté que la fabrique n'a aucun fonds qu'elle puisse y affecter.

En cas de refus par le conseil municipal de voter l'allocation nécessaire pour l'acquitter, le préfet doit en ordonner l'inscription d'office au budget de la commune.

Ces solutions résultent de la lettre ci-après de M. le Ministre des Cultes à M. le préfet de la Meuse.

Paris, le 13 novembre 1849.

M. le préfet, la fabrique de l'église succursale de Bouquemont a demandé à la commune une subvention de 563 fr. 15 cent. pour suppléer à l'insuffisance de ses propres ressources dans le paiement de la dépense qu'elle a faite pour l'achat d'un dais et la réparation d'une pièce du presbytère; mais le conseil municipal de Bouquemont a refusé, à différentes reprises, d'accueillir cette demande.

Cependant, la dépense à laquelle il s'agit de pourvoir a été reconnue urgente. On n'a pas non plus contesté que la fabrique se trouve dans l'impossibilité de l'acquitter.

M. l'évêque de Verdun et M. le sous-préfet de Commercy ont pensé que, dans ces circonstances, la commune était mal fondée dans son refus de subvention.

Telle est aussi, M. le sous-préfet, l'opinion que vous avez exprimée, en adressant le 8 aout 1849 à mon prédécesseur le dossier de cette affaire. Toutefois, avant de prendre une décision, vous avez désiré connaître son avis sur la question de savoir si vous devez ordonner l'inscription d'office au budget de la commune de Bouquemont de la somme nécessaire au paiement de la dépense extraordinaire dont il s'agit.

Au terme du décret du 30 décembre 1809 et des lois des 14 février 1810 et 18 juillet 1837, les frais quelconques du culte paroissial sont à la charge des fabriques et subsidiairement à celle des communes. Une commune est donc légalement obligée d'acquitter ceux de ces frais dont l'urgence est reconnue lorsqu'il est constaté que la fabrique n'a aucun fonds qu'elle puisse y affecter.

Je pense donc, M. le préfet, que la question que vous avez présentée doit être résolue dans le sens de l'affirmative.

M. le Ministre de l'Intérieur, après avoir pris connaissance de l'affaire, dont les pièces lui ont été communiquées le 12 octobre dernier, a émis un avis dans le même sens.

J'ai l'honneur de vous envoyer, en conséquence, le dossier ci-joint, afin que vous puissiez prendre les mesures convenables pour mettre fin aux difficultés actuelles entre la fabrique et la commune de Bouquemont.

Le Ministre de l'Instruction publique et des cultes.

M. DE PARIEU.

Questions proposées (1).

Lorsqu'une fabrique a reçu le remboursement d'une rente sur particulier, non grevée de services religieux, et qu'en autorisant ce remboursement le Gouvernement a statué qu'il serait fait emploi des fonds en rente sur l'Etat, cette fabrique peut-elle, de son chef, les employer en achats d'ornements, de vases sacrés, de meubles ou autres objets reconnus nécessaires à l'église?

La législation refuse aux fabriques un pareil droit. L'emploi des fonds qui leur sont remboursés est déterminé par les règlements, et il doit être fait conformément à leurs prescriptions.

Il y a trois modes d'emploi : les rentes sur l'Etat, les rentes sur particuliers, ou en biens-fonds (art. 63 du décret du 30 décembre 1809 (2).

---

(1) Les questions de droit nous ont été adressées en si grand nombre qu'il ne nous a pas toujours été possible d'en insérer la solution dans le *Bulletin*, conformément au désir des consultants. Ces solutions, qui sont préalablement transmises par lettre à l'abonné qui les a proposées, sont classées par ordre de dates et elles seront ultérieurement publiées.

(2) Voici le texte de cet article :

« Les deniers provenant de donations ou legs dont l'emploi ne serait pas « déterminé par la fondation, *les remboursements de rentes*, le prix de « ventes ou soultes d'échange, les revenus excédant l'acquit des charges « ordinaires, seront employés dans les formes déterminées par l'avis du « conseil d'État, approuvé par nous le 21 décembre 1808.—Dans le cas où « la somme serait insuffisante, elle restera en caisse si on prévoit que dans « les six mois suivants il rentrera des fonds disponibles, afin de compléter « la somme nécessaire pour cette espèce d'emploi ; sinon le conseil délibérera sur l'emploi à faire, et le préfet ordonnera celui qui lui paraîtra « le plus avantageux. »

Cet article, ainsi que l'avis qui y est énoncé et qui prescrivait l'emploi des fonds de fabriques en rentes sur l'Etat ou sur particulier, ont été modifiés par un décret du 16 juillet 1810, en ce qui concerne le mode d'autorisation de l'emploi des fonds. Ainsi, d'après cet acte, les fabriques ou autres établissements publics pouvaient, sur l'autorisation des préfets, effectuer le remploi de leurs fonds en rentes sur l'Etat ou sur particulier, toutes les fois que cette somme n'excédait pas 500 fr.; à partir de cette somme jusqu'à 2,000 fr., il leur fallait l'autorisation du ministre de l'intérieur, et enfin un arrêté du Gouvernement lorsque la somme à placer dépassait 2,000 fr. L'ordonnance royale du 14 janvier 1831 est venue à son tour changer cet état de choses en statuant que dans tous les cas l'autorisation du Gouvernement était nécessaire.

La fabrique n'est pas précisément obligée de placer sur l'État, et en sollicitant du Gouvernement l'autorisation qui lui est nécessaire elle peut présenter un autre mode de placement; mais lorsqu'elle n'a pris aucune initiative à cet égard et que le Gouvernement a déterminé lui-même l'emploi, elle doit s'en référer à la prescription qui lui a été faite.

Par suite du même principe, elle ne peut plus changer la destination de la somme à placer, et l'appliquer notamment à une dépense même indispensable, parce que d'une part il y a un acte du Gouvernement qui s'y oppose, et que de l'autre elle aliénerait une propriété fabricienne, ce qu'en général elle ne peut faire si elle n'y a point été dûment autorisée. Elle doit donc dans ce cas se pourvoir auprès de l'autorité compétente pour obtenir un décret de l'administration supérieure qui l'autorise à appliquer tout ou partie des fonds remboursés à l'acquisition des choses dont elle a besoin. Cette autorisation n'est jamais refusée lorsque la demande est suffisamment justifiée.

Les fabriciens qui procéderaient autrement et qui sans l'accomplissement de cette mesure emploieraient tout ou partie de ces capitaux en achats d'ornements ou autres objets, engageraient leur responsabilité personnelle. Nous leur conseillons donc de solliciter l'autorisation du Gouvernement qui leur est nécessaire pour agir régulièrement.

Quant à la marche à suivre par la fabrique pour arriver à cette autorisation, elle devra prendre une délibération à cet effet et dans laquelle elle constatera la cause qui l'oblige à aliéner une partie de son capital. Ce sont, d'après cela, les mêmes formalités à observer que pour une aliénation ordinaire (art. 60 du décret du 30 décembre 1809). La délibération ci-dessus devra, en conséquence, être soumise au conseil municipal avec les autres pièces justificatives, telles que le budget de la fabrique, l'état des ornements, vases sacrés, etc. Ces pièces, après que l'avis du conseil municipal a été obtenu, sont transmises au sous-préfet, puis au préfet et à l'évêque, et enfin au ministre des cultes, sur le rapport duquel il est statué, par un décret du président de la République, sur l'autorisation demandée (arrêté du 7 germinal an X; avis du comité de l'intérieur des 16 août et 29 septembre 1833, et art. 21 de la loi du 18 juillet 1837).

Le conseil municipal peut-il, de sa propre autorité, distraire une partie du presbytère ou de ses dépendances, sous prétexte que cette partie est superflue? A qui appartient-il de décider si cette distraction est nécessaire, et d'en autoriser l'exécution?

Le vœu de la loi est que les curés et desservants soient logés convenablement et le mieux possible : ce but eût été quelquefois manqué si l'on eût laissé aux conseils municipaux la faculté de juger ar-

bitrairement ce qui est convenable aux curés. On aurait pu faire de la partie des logements qu'on leur aurait enlevée tel emploi qui les aurait incommodés, et leur donner tel voisinage qui se serait mal assorti avec leur personne ou leur caractère sacré. Le législateur prévoyant ces inconvénients, a cru devoir y remédier. C'est ce qu'il fit en 1802, ainsi que nous le voyons par un rapport de Portalis, du 3 nivôse an XI, approuvé par l'Empereur le 4 suivant (1). D'après cet acte, toute demande en distraction de parties de presbytères devait être faite au gouvernement par délibération des conseils-généraux des communes, accompagnée de devis et de l'avis des préfets, ainsi que de celui des évêques. Cette jurisprudence a été suivie jusqu'à l'ordonnance royale du 3 mars 1825, dont l'art. 1er règle aujourd'hui la matière.

Voici le texte de cet article, qui, d'ailleurs, résout pleinement les deux questions proposées :

« A l'avenir, aucune distraction de parties superflues d'un presby-
« tère pour un autre service ne pourra avoir lieu sans notre autori-
« sation spéciale, notre conseil d'État entendu.

« Toute demande, à cet effet, sera revêtue de l'avis de l'évêque et
« du préfet, et accompagnée d'un plan qui figurera le logement à
« laisser au curé ou desservant, et la distribution à faire pour isoler
« ce logement. »

(*Consultants* : MM. Gache, vicaire de Boulieu (diocèse de Viviers), et Verger, curé du diocèse de Nevers.)

Quelles sont les règles à observer par le curé pour l'administration des biens qui composent la dotation de la cure ou de la succursale?

L'administration des biens des cures et succursales par les titulaires est soumise d'une manière générale aux lois et règlements relatifs à l'administration des biens des établissements publics et d'une manière spéciale aux dispositions du décret du 6 novembre 1813. qui règle actuellement la jouissance et l'administration des biens possédés par le clergé.

Voici le texte de ce décret en ce qui concerne l'administration des biens des cures.

Décret impérial sur la conservation et l'administration des biens possédés par le clergé (2).

TITRE PREMIER.—DES BIENS DES CURES.

SECTION 1re.—*De l'Administration des Titulaires.*

Art. 1er. Dans toutes les paroisses dont les curés ou desservants

---

(1) Voy. le texte de ce rapport dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique*, T. II, pag. 294.

(2) Ce décret a été rendu dans le principe pour les provinces belges et

possèdent à ce titre des biens-fonds ou des rentes, la fabrique établie près chaque paroisse est chargée de veiller à la conservation desdits biens.

Art. 2. Seront déposés dans une caisse ou armoire à trois clefs de la fabrique, tous papiers, titres et documents concernant ces biens. Ce dépôt sera effectué dans les six mois, à compter de la publication du présent décret. Toutefois les titres déposés près des chancelleries des évêchés ou archevêchés seront transférés aux archives des préfectures respectives, sous récépissé, et moyennant une copie authentique, qui en sera délivrée par les préfectures à l'évêché.

Art. 3. Seront aussi déposés dans cette caisse ou armoire les comptes, les registres, les sommiers et les inventaires, le tout ainsi qu'il est statué par l'article 54 du règlement des fabriques.

Art. 4. Nulle pièce ne pourra être retirée de ce dépôt que sur un avis motivé, signé par le titulaire.

Art. 5. Il sera procédé aux inventaires des titres, registres et papiers, à leurs récolements et à la formation d'un registre-sommier, conformément aux articles 55 et 56 du même réglement.

Art. 6. Les titulaires exercent les droits d'usufruit; ils en supportent les charges, le tout ainsi qu'il est établi par le code Napoléon, et conformément aux explications et modifications ci-après.

Art. 7. Le procès-verbal de leur prise de possession, dressé par le juge de paix, portera la promesse, par eux souscrite, de jouir des biens en bons pères de famille, de les entretenir avec soin, et de s'opposer à toute usurpation ou détérioration.

Art. 8. Sont défendus aux titulaires, et déclarés nuls, toutes aliénations, échanges, stipulations d'hypothèques, concessions de servitudes, et en général toutes dispositions opérant un changement dans la nature desdits biens, ou une diminution dans leurs produits, à moins que ces actes ne soient par nous autorisés en la forme accoutumée.

Art. 9. Les titulaires ne pourront faire des baux excédant neuf ans, qûe par forme d'adjudication aux enchères, et après que l'utilité en aura été déclarée par deux experts, qui visiteront les lieux et feront leur rapport : ces experts seront nommés par le sous-préfet, s'il s'agit de biens de cures, et par le préfet, s'il s'agit de biens d'évêchés, de chapitres et de séminaires. (1)

Ces baux ne continueront, à l'égard des successeurs des titulai-

---

italiennes, alors réunies à l'Empire français, mais il n'en a pas moins toujours été suivi en France, ainsi que le constatent un grand nombre d'actes de l'administration, et notamment plusieurs circulaires ministérielles des 8 janv. 1824, 26 juil. 1831, 30 avril 1835, l'arrêt du conseil d'Etat du 4 mars 1835, et celui de la Cour de cassation du 8 fév. 1837.

(1) La durée des baux peut être aujourd'hui portée à 18 ans, en vertu de la loi du 25 mai 1835, et cela, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de 9 ans.

res, que de la manière prescrite par l'article 1429 du code Napoléon.

Art. 10. Il est défendu de stipuler des pots-de-vin pour les baux des biens ecclésiastiques. Le successeur du titulaire qui aura pris un pot de vin aura la faculté de demander l'annulation du bail, à compter de son entrée en jouissance, ou d'exercer son recours en indemnité, soit contre les héritiers ou représentants du titulaire, soit contre le fermier.

Art. 11. Les remboursements des capitaux faisant partie des dotations du clergé seront faits conformément à notre décret du 16 juillet 1810, et à l'avis du conseil d'État du 21 décembre 1808 (1). Si les capitaux dépendeut d'une cure, ils seront versés dans la caisse de la fabrique par le débiteur, qui ne sera libéré qu'au moyen de la décharge signée par les trois dépositaires des clefs.

Art. 12. Les titulaires ayant des bois dans leur dotation en jouiront conformément à l'article 590 du code Napoléon, si ce sont des bois taillis. Quant aux arbres futaies réunis en bois ou épars, ils devront se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes (2),

Art. 13. Les titulaires seront tenus de toutes les réparations des biens dont ils jouissent, sauf à l'égard des presbytères, la disposition ci-après, article 21. S'il s'agit de grosses réparations, et qu'il y ait dans la caisse à trois clefs des fonds provenant de la cure, ils y seront employés. S'il n'y a point de fonds dans cette caisse, le titulaire sera tenu de les fournir jusqu'à concurrence du tiers du revenu foncier de la cure, indépendamment des autres réparations dont il est chargé. Quant à l'excédant du tiers du revenu, le titulaire pourra être autorisé, en la forme accoutumée, soit à un emprunt avec hypothèque, soit même à l'aliénation d'une partie des biens. Le décret d'autorisation d'emprunt fixera les époques de remboursement à faire sur les revenus, de manière qu'il en reste toujours les deux tiers aux curés. En tout cas, il sera suppléé par le trésor impérial à ce qui manquerait pour que le revenu restant au curé égale le taux ordinaire des congrues.

Art. 14. Les poursuites à fin de recouvrement des revenus seront faites par les titulaires, à leurs frais et risques. Ils ne pourront néanmoins soit plaider en demandant ou en défendant, soit même se désister, lorsqu'il s'agira des droits fonciers de la cure, sans l'autorisation du conseil de préfecture, auquel sera envoyé l'avis du conseil de la fabrique (3).

---

(1) C'est-à-dire que ces remboursements doivent être autorisés par le Gouvernement, qui détermine dans l'ordonnance d'autorisation de quelle manière les capitaux remboursés seront employés. (Voy. l'ordonn. royale du 14 janv. 1831.)

(2) Voy. ce que nous avons dit relativement à cette jouissance dans notre livraison de juillet, pag. 207.

(3) Par application de cet article, il a été décidé que le curé ou desservant

Art. 15. Les frais des procès seront à la charge des curés, de la même manière que les dépenses pour réparations.

SECTION II.— *De l'Administration des biens des cures pendant la vacance.*

Art. 16. En cas de décès du titulaire d'une cure, le juge de paix sera tenu d'apposer le scellé d'office, sans rétribution pour lui et son greffier, ni autres frais, si ce n'est le seul remboursement du papier timbré.

Art. 17. Les scellés seront levés, soit à la requête des héritiers, en présence du trésorier de la fabrique, soit à la requête du trésorier de la fabrique, en y appelant les héritiers.

Art. 18. Il sera procédé par le juge de paix, en présence des héritiers et du trésorier, au récolement du précédent inventaire, contenant l'état de la partie du mobilier et des ustensiles dépendante de la cure, ainsi que des titres et papiers la concernant.

Art. 19. Expédition de l'acte de récolement sera délivrée au trésorier par le juge de paix, avec la remise des titres et papiers dépendants de la cure.

Art. 20. Il sera fait, à chaque mutation de titulaire, par le trésorier de la fabrique, un récolement de l'inventaire des titres et de tous les instruments aratoires, de tous les ustensiles ou meubles d'attache, soit pour l'habitation, soit pour l'exploitation des biens.

Art. 21. Le trésorier de la fabrique poursuivra les héritiers pour qu'ils mettent les biens de la cure dans l'état de réparations où ils doivent les rendre. Les curés ne sont tenus, à l'égard du presbytère, qu'aux réparations locatives, les autres étant à la charge de la commune.

Art. 22. Dans le cas où le trésorier aurait négligé d'exercer ses poursuites à l'époque où le nouveau titulaire entrera en possession, celui-ci sera tenu d'agir lui-même contre les héritiers, ou de faire une sommation au trésorier de la fabrique de remplir à cet égard ses obligations. Cette sommation devra être dénoncée par le titulaire au procureur impérial, afin que celui-ci contraigne le trésorier de la fabrique d'agir, ou que lui-même il fasse d'office les poursuites, aux risques et périls du trésorier, et subsidiairement aux risques des paroissiens.

Art. 23. Les archevêques et évêques s'informeront, dans le cours de leurs visites, non-seulement de l'état de l'église et du presbytère,

---

n'est pas recevable à intenter une action en complainte relative à un droit foncier de sa cure, et, par exemple, à un droit de servitude qu'un tiers voudrait établir sur le fonds du presbytère, s'il n'y a été préalablement autorisé par le conseil de préfecture, sur l'avis du conseil de fabrique. (*Arrêt de la Cour de cassation* du 8 févr 1837, *rapporté par Devilleneuve*, *t.* 37, 1re *part*, *pag.* 804.)

mais encore de celui des biens de la cure, afin de rendre, au besoin, des ordonnances à l'effet de poursuivre soit le précédent titulaire, soit le nouveau. Une expédition de l'ordonnance restera aux mains du trésorier pour l'exécuter ; et une autre expédition sera adressée au procureur impérial, à l'effet de contraindre, en cas de besoin, le trésorier par les moyens ci-dessus.

Art. 24. Dans tous les cas de vacance d'une cure, les revenus de l'année courante appartiendront à l'ancien titulaire ou à ses héritiers, jusqu'au jour de l'ouverture de la vacance, et au nouveau titulaire, depuis le jour de sa nomination. Les revenus qui auront eu cours du jour de l'ouverture de la vacance jusqu'au jour de la nomination, seront mis en réserve dans la caisse à trois clefs, pour subvenir aux grosses réparations qui surviendront dans les bâtiments appartenant à la dotation, conformément à l'article 13.

Art. 25. Le produit des revenus pendant l'année de la vacance sera constaté par les comptes que rendront le trésorier pour le temps de la vacance, et le nouveau titulaire pour le reste de l'année : ces comptes porteront ce qui aurait été reçu par le précédent titulaire pour la même année, sauf reprise contre sa succession s'il y a lieu.

Art. 26. Les contestations sur les comptes ou répartitions de revenus dans les cas indiqués aux articles précédents seront décidées par le conseil de préfecture.

Art. 27. Dans le cas où il y aurait lieu à remplacer provisoirement un curé ou desservant qui se trouverait éloigné du service, ou par suspension, par peine canonique, ou par maladie, ou par voie de police, il sera pourvu à l'indemnité du remplaçant provisoire, conformément au décret du 17 novembre 1811. Cette disposition s'appliquera aux cures ou succursales dont le traitement est en tout ou en partie payé par le trésor impérial.

Art. 28. Pendant le temps que, pour les causes ci-dessus, le curé ou desservant sera éloigné de la paroisse, le trésorier de la fabrique remplira à l'égard des biens les fonctions qui sont attribuées au titulaire par les articles 6 et 13 ci-dessus.

Le maire et le conseil municipal ont-ils le droit de consentir des servitudes sur les murs du cimetière; et si par suite de leur négligence ces murs ont été démolis ou envahis par les voisins, la fabrique est-elle fondée à exiger de la commune qu'ils soient relevés ?

Le consultant expose, que le cimetière de sa paroisse tient à l'église, dont les murs lui servent de clôture à l'ouest; au sud il donne sur une petite place commune servant comme de chemin de ronde à l'église ; à l'est et au nord, il est fermé par un mur qui le sépare de la cour d'une propriété voisine. En 1829, ce mur était en mauvais état. Le propriétaire de la maison contiguë (ancienne ferme

du seigneur), acheva d'en démolir un bout, et sur les fondations il éleva le pignon d'un tect-à-porc. Le conseil municipal d'alors garda le silence, c'était le propriétaire démolisseur qui était maire à cette époque. On ignore si le curé de ce temps là fit des observations.

En 1842, le même propriétaire voulant construire une chambre à four, exerça de nouveau son action destructive sur le mur de clôture et sur les fondations ; il édifia un côté du pignon et la gouttière de ladite chambre à four ; de plus, il ouvrit un jour dans le pignon sur le coin du cimetière. M. le curé porta plainte à M. le maire ; il lui fut répondu que tout ceci se faisait de l'agrément du conseil, qui avait été consulté (le propriétaire démolisseur était encore membre dudit conseil), et qui *dans sa haute sagesse* avait décidé que l'entretien des murs du cimetière étant onéreux à la commune, il était économique pour elle de les abandonner au susdit propriétaire, à charge par lui de les réparer et de les entretenir. Voulant ensuite faire preuve d'érudition, M. le maire ajouta que l'histoire nous apprenait que, dans les temps anciens, c'étaient les seigneurs qui bâtissaient les églises et qui fournissaient les emplacements pour les cimetières ; qu'il pouvait bien en avoir été ainsi pour celui dont il s'agissait, et que, comme le propriétaire actuel jouissait du bien possédé autrefois par le châtelain, lesdits murs lui appartenaient peut-être encore plus qu'à la fabrique et à la commune. Ainsi, d'après le raisonnement de ce maire, les paroissiens devaient s'estimer heureux que le propriétaire ne labourât pas le cimetière et ne démolît pas l'église ; quant au jour pris sur le cimetière, on prétendit qu'il ne gênait en rien ledit cimetière, puisque le sol de la cour et de la chambre à four était plus bas que le niveau du cimetière, et que la fenêtre se trouvait à deux mètres de hauteur du terrier de la chambre à four.

Ne voulant pas entamer une lutte avec le conseil de la commune, M. le curé ne fit pas d'autres instances. La chambre à four fut donc achevée ; quant au reste du mur qui regarde la cour et celui qui sépare le cimetière d'une autre pièce voisine, il est en ruine et donne passage à tous les animaux, sans que la commune ni le propriétaire en prennent souci.

On demande donc : 1° Si le conseil municipal n'a pas manqué à son devoir en souffrant et en permettant sur le cimetière les servitudes précitées ; 2° si ledit conseil peut légalement concéder les murs du cimetière au propriétaire voisin en le chargeant de leur réparation et de leur entretien ; 3° enfin, si, en supposant que le propriétaire ne puisse devenir le propriétaire de ces murs, la fabrique peut forcer la commune à les faire relever, et quels sont les moyens à employer pour cela ?

Le conseil estime que le conseil municipal a outrepassé ses pouvoirs, en permettant au voisin de construire sur les murs du cimetière ou de démolir la partie de ces murs qui joint sa propriété. Les ser-

vitudes sont des droits qui constituent des démembrements de la propriété, et il n'appartenait nullement à ce conseil d'en consentir, sans formalité aucune, l'établissement au détriment de la commune. Au reste, le conseil pense que les murs d'un cimetière ne devraient point être susceptibles de servitudes, d'un droit de mitoyenneté, par exemple : c'est ce qui a été décidé à l'égard des murs des églises, par cette raison, qu'elles ne sont point dans le commerce et qu'elles sont affectées à un service public ; cette solution comme les raisons qui l'ont motivée sont assurement applicables aux lieux d'inhumation et aux murs qui les entourent et qui en sont l'accessoire. Le maire qui laisse établir une servitude de ce genre tolère une infraction aux dispositions des décrets des 23 prairial an XII et 7 mars 1808, qui statuent que les cimetières seront isolés des habitations, ce qui exclut complétement toute idée de servitude. Le maire et le conseil ne peuvent pas non plus abandonner les murs du cimetière au propriétaire voisin, à la charge par lui de les réparer et de les entretenir, en tant que cet abandon aurait pour objet d'en transférer la propriété, parce que les magistrats de la commune n'ont le droit de consentir une aliénation sans autorisation du gouvernement ; mais s'il s'agissait seulement de charger le voisin de la réparation et de l'entretien de ces murs moyennant certains avantages régulièrement stipulés, il n'y aurait rien d'illégal dans un pareil arrangement.

Quant au rôle que doit remplir la fabrique dans cette affaire, il est tracé par la loi (art. 37 du décret du 30 déc. 1809). Elle peut ne pas se borner à dénoncer à l'autorité supérieure les empiétements tolérés par les agents municipaux, et le dépérissement dans lequel ils laissent depuis longtemps la clôture du cimetière. Elle est chargée de veiller à l'entretien de cette clôture, et dans un grand nombre de paroisses c'est elle qui y pourvoit sur ses propres revenus, conformément à l'article 37 du décret précité. Si elle ne peut pas forcer directement la commune à relever ces murs, elle peut au moins entreprendre les réparations les plus urgentes. Elle s'adressera alors à la commune pour l'obliger à contribuer à la dépense et suppléer à l'insufisance de ses ressources. C'est peut-être le meilleur parti à prendre, pour ne pas laisser plus longtemps en ruine la clôture du cimetière. Car, une fois que la nécessité des travaux aura été dûment constatée, la commune ne pourra plus se dispenser de contribuer aux réparations, puisque, d'après les lois sur la matière, c'est pour elle une dépense obligatoire. (Voy. ci-dessus, page 277.)

Le conseil ne saurait d'ailleurs trop recommander aux fabriques de veiller à l'exécution de la loi à cet égard, car, c'est une désolation de voir dans quel abandon certaines administrations municipales laissent les lieux de sépultures, que nos pères entretenaient avec un soin si religieux.

COMMUNES RÉUNIES.—MAISON D'ÉCOLE INDIVISE.—LICITATION.

Les deux communes de M... et de C... réunies en une seule paroisse, n'avaient, depuis nombre d'années qu'une seule et même maison d'école dont la propriété est reconnue appartenir à M... pour deux tiers et à C... pour l'autre tiers; depuis quelque temps la commune de C... a fait bâtir pour elle une maison d'école distincte et séparée, et aujourd'hui elle prétend faire liciter l'ancienne maison, à l'effet de se faire attribuer le tiers dans le prix de vente; on demande si les prétentions de cette commune sont légitimes.

L'affirmative ne saurait faire l'objet d'un doute selon nous. Les deux communes ne peuvent être considérées autrement que comme deux copropriétaires ordinaires d'un immeuble par indivis. Il n'y a aucune règle de droit ancien ou moderne qui puisse faire considérer les immeubles appartenant aux communes comme soumis à un régime particulier, en ce qui concerne les questions de propriété. C'est-à-dire que cette propriété s'établit, se transmet au même titre et avec les mêmes effets que les propriétés des simples particuliers. Or, nul n'étant tenu de demeurer dans l'indivision (Cod. civ. 815), il en résulte évidemment que la prétention de la commune de C... est légitime.

On demande pareillement, si dans ce cas la licitation doit porter non-seulement sur la maison mais encore sur le jardin et l'enclos qui en dépend. Ceci n'est pas une question de droit mais seulement de fait et de pure appréciation des circonstances. S'il n'y a aucun titre duquel il résulte que le jardin et l'enclos étaient les propriétés exclusives de l'une des communes; si, d'un autre côté le jardin et l'enclos sont des dépendances naturelles de la maison d'école et ont toujours été affectés au service de l'école, il n'est pas douteux qu'ils doivent être compris dans la licitation, comme formant un tout avec le bâtiment même.

Laquelle, de la commune ou de la fabrique, doit en l'absence de titres être réputée aujourd'hui propriétaire d'un terrain reconnu pour avoir servi très-anciennement de lieu de sépulture, mais dans lequel il n'a pas été fait d'inhumations depuis un temps immémorial et sur lequel la fabrique a exercé depuis plus de trente ans tous les droits d'un propriétaire, l'affermant par baux administratifs ou notariés, et percevant le prix annuel de la location?

La fabrique de l'église de Saint-Samson (Mayenne) possède depuis longues années un terrain nommé le grand cimetière. Depuis plus d'un siècle, ce terrain ne sert plus aux inhumations, et la dite fabrique en jouit, à titre de propriétaire, sans interruption comme sans contestation depuis au moins quarante-cinq ans. C'est elle, notam-

ment, qui y a planté les arbres, qui a vendu ceux de ces arbres qui n'y existent plus, qui a réparé les haies, qui a affermé l'enclos, soit par-devant notaire, soit administrativement, et qui a perçu constamment le prix annuel de la location. M. le maire de la commune de Saint-Samson veut s'emparer de cette pièce de terre pour y bâtir une maison d'école, prétendant qu'elle appartient à la commune. La fabrique a cru devoir s'opposer à cet empiétement. Elle s'est réunie en séance extraordinaire sur l'autorisation de l'évêque, et a pris une délibération tendant à repousser la prétention de la commune. Malgré cette délibération, le maire a fait commencer les travaux. M. le préfet, ayant été consulté, a ordonné de les discontinuer, mais il a reconnu qu'il y avait lieu de réserver la question de propriété.

C'est cette question qui est aujourd'hui soumise au conseil et sur laquelle on lui demande de vouloir bien émettre son avis.

La question de propriété des anciens cimetières est une de celles qui ont été le plus controversées. Ces cimetières appartenaient-ils jadis aux communes ou aux fabriques? Ceux qui appartenaient aux fabriques leur ont-ils été restitués en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an xi? Lorsque la commune et la fabrique ne peuvent produire aucun titre de propriété, à qui cette propriété doit-elle être attribuée? Lorsqu'un cimetière dont l'origine est inconnue est possédé par une fabrique pendant le temps requis pour prescrire, et qu'ensuite cette possession lui est contestée, cette fabrique peut-elle être admise à opposer la prescription? telles sont les diverses formes sous lesquelles elle a été soulevée.

La première de ces questions ne présente qu'un intérêt historique et ne saurait ici faire l'objet d'un long examen. Il est impossible de décider d'une manière absolue si les fabriques étaient propriétaires des cimetières, ou bien si c'étaient les communautés d'habitants. Dans l'origine, il semble bien que ces lieux étaient par leur caractère religieux une dépendance de l'église, et que, rangés ainsi dans l'ordre des choses ecclésiastiques, leur propriété n'était point séparée de celle de cet édifice, et qu'ils appartenaient comme lui aux paroisses. Mais cette règle n'a jamais été d'une application générale : quand les communautés d'habitants bâtirent les églises, elles durent fournir aussi les terrains pour les inhumations. Il existe plusieurs anciens arrêts qui ont décidé que ces lieux leur appartenaient en propriété. C'est au surplus un point incontestable qu'avant 1789 les cimetières étaient, selon les localités, fournis par les fabriques ou par les communautés d'habitants, et qu'ils restaient la propriété de celui de ces établissements qui les avait donnés ou acquis de ses deniers.

La question de savoir si ceux qui appartenaient aux fabriques leur ont été restitués en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an xi n'est pas douteuse. Ces cimetières sont devenus la propriété de l'Etat par l'effet de la loi du 2-4 novembre 1789, qui mit tous les biens ecclésiastiques

à la disposition de la nation, et de celle du 13 brumaire an II, qui déclara réunis au domaine de l'État tout l'actif des fabriques et tous les meubles et immeubles provenant de cet actif. Par suite de cette confiscation générale, l'art. 3 de la loi du 6-15 mai 1791, ordonna la vente des cimetières des paroisses et succursales supprimées, et en effet un certain nombre de ces cimetières furent vendus. Mais tous ceux qui à l'époque du 7 thermidor an XI n'avaient point été aliénés se trouvèrent nécessairement compris dans la catégorie des biens restitués aux fabriques, et celles-ci purent en revendiquer utilement la propriété. (Voyez dans ce sens l'ordonn. du roi, du 11 mai 1840.)

Mais quels moyens de preuve ont les fabriques pour établir qu'elles étaient anciennement propriétaires de ces cimetières ? elles n'en ont qu'un seul ; c'est la production des titres de propriété. Si elles n'en peuvent produire aucun, il y a présomption de propriété en faveur de la commune, et, à ce sujet, il n'est pas inutile de faire observer que cette présomption existe alors même que la commune ne possède aucun titre. Telle est la jurisprudence qui a été suivie sous l'Empire, sous la Restauration et sous le gouvernement de Juillet.

D'après cette jurisprudence, la question de savoir à qui doit appartenir un ancien cimetière dont l'origine est ignorée et sur lequel la commune ni la fabrique ne peuvent justifier d'aucun titre de propriété n'offre plus, en thèse générale, de difficulté. Un pareil cimetière est attribué par l'administration à la commune. Mais cette attribution n'est plus possible lorsque, comme dans l'espèce, ce cimetière est possédé par la fabrique, à titre de propriétaire, pendant plus de trente ans. Dans ce cas, quelle qu'ait été son origine, quand bien même il aurait jadis appartenu à la commune, la fabrique est propriétaire, comme l'ayant acquis par prescription.

En effet, si les communes ont la propriété des cimetières, cette propriété est protégée entre leurs mains par le principe d'imprescriptibilité qui s'attache à ces objets, comme aux églises, comme à toutes les dépendances du domaine public. Mais ce privilége ne subsiste qu'autant que la chose pour laquelle il a été établi par la loi conserve le caractère, la destination qui sont la seule et unique cause qui a donné lieu à cette dérogation au droit commun. Du moment qu'un cimetière a cessé d'être un lieu public de sépulture, une église un lieu public de prières, ils sont rentrés, dans la catégorie des biens ordinaires, dans le mouvement de mutation des choses qui sont dans le commerce, et par conséquent ils sont pour l'avenir aliénables et prescriptibles. C'est ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de Cassation, du 4 juin 1835, rapporté au recueil DEVILLENEUVE, vol. de 1835. 1re part., p. 413. On peut voir aussi, dans ce sens, Domat, *Lois civiles*, liv. 3, tit. 7, sect. 5, n. 2; Proudhon, *Traité du domaine public*, tom. 1, n. 210, 218, 341, etc. ; et Troplong, *Des Prescriptions*, t. 1, n. 171.

Puisqu'il est constant, dans l'espèce, que le terrain qui fait le sujet

de la contestation présente, a cessé d'être affecté à la sépulture des habitants de la commune, il en résulte, en point de droit, que la commune a pu en perdre la propriété par l'effet de la possession exercée sur ce terrain par un tiers, notamment par la fabrique, depuis le jour où il a cessé d'être un cimetière, et prolongée pendant plus de trente ans. En fait, cette possesssion de la part de la fabrique de Saint-Samson étant reconnue, celle-ci se trouve aujourd'hui investie de la propriété du terrain litigieux.

On fait toutefois une objection tirée de l'article 2240 du Code civil, qui porte qu'on ne peut pas prescrire contre son titre, et l'on soutient que les fabriques étant en possession légale du droit de récolter les produits spontanés des cimetières (art. 36 du décret du 30 déc. 1809), ne peuvent, après qu'ils ont perdu cette destination, se prévaloir de la possession qu'elles auraient pu conserver depuis ce changement pour prétendre en avoir acquis la propriété au moyen de la prescription ; pas plus qu'un fermier qui aurait continué à demeurer dans la ferme après l'expiration de son bail ne pourrait prétendre en prescrire la propriété; en un mot on dénie à la possession de la fabrique le caractère de possession *animo domini*.

A cette objection, il y a deux réponses à faire :

Premièrement. On ne peut pas dire que la possession de la fabrique ait eu lieu en vertu de son titre et par conséquent qu'en la reconnaissant aujourd'hui propriétaire de l'ancien cimetière dont il s'agit on viole la disposition de l'art. 2240 du Code civil. En effet, ce titre des fabriques à la jouissance des produits spontanés des cimetières, quel est-il? C'est uniquement l'affectation du terrain à la sépulture des morts de la commune. Tant que cette affectation subsiste et partout où elle existe, la fabrique peut réclamer cette jouissance. Mais aussi, du moment où cette affectation cesse, le droit de la fabrique s'éteint en même temps, son titre est anéanti, et pour l'empêcher de récolter les produits auxquels elle avait seule droit auparavant il suffit de lui montrer le cimetière fermé par une mesure définitive ; si donc la fabrique continue à exercer encore les mêmes actes de jouissance qu'auparavant, ce ne peut être en vertu de son titre, il ne subsiste plus ; elle possède sans titre précaire, c'est-à-dire que sa possession a le véritable caractère d'une possession *animo domini*. Ce cas n'est pas semblable à celui du fermier qui reste dans la ferme après l'expiration du bail. Dans ce dernier cas, le titre du fermier n'est pas anéanti, il a seulement perdu sa force obligatoire, mais il subsiste encore, à ce point que le propriétaire est présumé avoir consenti une nouvelle relocation au fermier, et qu'il ne pourrait l'expulser de la ferme avant l'expiration d'une nouvelle période de bail.

Secondement. On ne peut pas dire que la possession de la fabrique ait eu lieu en vertu de son titre. En effet, à quels droits s'appliquait le titre de la fabrique? Uniquement à la jouissance des produits spontanés du cimetière. Si donc les actes de la fabrique se fussent

bornés, après que le cimetière a cessé d'avoir cette destination, à cette simple jouissance, on pourrait, à ce point de vue, prétendre qu'elle a continué à jouir en vertu de son titre. Mais, dans l'espèce, la possession de la fabrique a eu une tout autre étendue, elle a embrassé tous les produits du terrain, elle s'est manifestée par tous les actes qui caractérisent le droit de propriété, ainsi que cela est formellement articulé en fait. Sous ce rapport encore, on ne peut donc pas opposer à la fabrique la maxime qu'on ne peut prescrire contre son titre, car ce n'est pas en vertu de son titre mais au contraire malgré son titre ou au-delà de son titre qu'elle a possédé. V, en ce sens. Duranton, tom. 21, n. 250; Vazeille, *Des Prescript.*, n. 170; Troplong, *Prescript.*, n. 529; Proudhon, *Droits d'usage*, n. 102; Carasson, *Ibid.*, n. 105. V. aussi l'arrêt de la cour de Cass. du 16 janvier 1838 (Devill., vol. de 1838. 1. 191), et celui de la cour de Bourges du 6 août 1839 (Devill., vol. de 1840. 2. 52).

Par tous ces motifs, le conseil estime que la fabrique de Saint-Samson a acquis définitivement, au moyen de la prescription, la propriété du terrain en litige.

Comme dans l'espèce la commune s'est emparée de ce terrain et y a commencé des constructions, la fabrique peut se borner à exercer une action possessoire contre la commune, en lui donnant une assignation devant le juge de paix pour la faire condamner à détruire les travaux ; si la commune excipe devant ce juge de son prétendu droit de propriété, elle sera renvoyée devant le tribunal civil, où elle comparaîtra comme demanderesse, et alors, cette qualité faisant retomber sur elle la charge de la preuve, si la commune ne parvient pas à l'établir la fabrique sera maintenue dans sa possession actuelle du terrain, sans avoir aucune justification à faire elle-même.

Délibéré à Paris, par MM. Béchard, Guillemin, Bioche, Masson, Van-Weter, Biauzon, De Champeaux et Suvigny.

Administration Fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois de décembre.

Nous avons, dans nos dernières livraisons, appelé l'attention de MM. les marguilliers sur plusieurs points d'administration dont ils ont à s'occuper à cette époque de l'année. Il ne nous reste aujourd'hui aucune indication particulière à leur donner pour leur réunion du mois de décembre, si ce n'est que, dans cette séance, il doivent préparer, autant que possible, les affaires qu'ils auront à soumettre à l'examen et à la discussion du conseil de fabrique dans sa session du mois de janvier prochain.

Nous croyons devoir rappeler que, d'après l'art. 5 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819, de l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1829 et des ordonnances des 3 février 1830 et 4 janvier 1832, il doit être procédé, à la fin de chaque année, au récolement annuel du mobilier des archevêchés et évêchés. Ce récolement est fait par les soins du préfet ou d'un conseiller de préfecture désigné par lui, assisté de deux membres du conseil général désignés d'avance par le conseil, concurremment avec le titulaire, ou, en cas de vacance du siége, avec le vicaire capitulaire administrateur du diocèse (art. 5 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819). Suivant le même article, le procès-verbal de cette opération doit contenir l'évaluation des sommes jugées nécessaires, soit pour les nouveaux achats de meubles, soit pour l'entretien annuel de l'ameublement.

Jusqu'en 1836, il avait été d'usage, et les circulaires ministérielles des 22 mars 1831 et 1er décembre 1832 en avaient imposé même l'obligation aux préfets, de dresser tous les ans l'état complet en forme d'inventaire de tous les objets composant l'ameublement des évêchés. Mais une modification a été apportée à cet état de choses par une circulaire ministérielle du 29 novembre 1835. On a reconnu que cette partie des écritures pouvait être supprimée, lorsque cet état ne devait être que la copie littérale de celui de l'année précédente, sauf les cas de mutation prévus par l'art. 5 de l'ordonnance du 7 avril 1819. Hors ce cas, il suffit d'un procès-verbal constatant la représentation exacte des objets décrits au précédent inventaire approuvé (Circulaire du ministre de la justice et des cultes des 29 novembre 1835 et 25 novembre 1837).

Pour ce qui concerne le récolement annuel de l'inventaire du mobilier des églises, voyez *sup.*, p. 85.

Chronique.

Lois votées par l'Assemblée législative.

L'Assemblée législative a voté, dans le cours du mois de novembre les lois suivantes : Loi qui proroge l'état de dissolution des gardes nationales de Lyon, de la Croix-Rousse, de Vaise et de la Guillotière (5 nov.).—Loi qui ouvre un crédit de 132,511 fr. 32 c., pour les dépenses d'achèvement de l'hôtel de la présidence de l'Assemblée législative (6 nov.).—Loi qui ouvre au ministre de la guerre des crédits extraordinaires sur l'exercice 1849, pour les dépenses de l'armée des Alpes (14 nov.), — qui ouvre au ministre des finances un crédit de 522,019 fr., à l'effet de pourvoir, à défaut du gou-

vernement de la Grèce, au paiement des intérêts de l'emprunt grec (14 nov.).—Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, un crédit de 203,080 fr. pour la liquidation de l'indemnité allouée aux colons (15 nov.).—Loi qui autorise la prorogation du traité passé le 30 juin 1848 entre le ministre des finances et la Banque de France, au sujet de l'emprunt de 150 millions (19 nov.).—Loi relative au chemin de fer de Marseille à Avignon (19 nov.). — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1849, un crédit extraordinaire de 250,000 fr., pour secours aux citoyens blessés et aux familles des citoyens qui ont succombé dans les journées de juin 1848 (20 nov.).—Loi qui proroge celles du 21 avril 1832, 1er mai 1834 et 24 juillet 1839, relatives aux étrangers réfugiés (20 nov.).—Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit de 14 millions applicable aux dépenses des services des vivres, de chauffage et de fourrage (23 nov.).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

Les bulles de NN. SS. les évêques d'Orléans et de Poitiers ont été enregistrées au conseil d'État. Mgr Pie a reçu la consécration épiscopale le 25 novembre, dans la cathédrale de Chartres. Le vénérable Mgr Clausel de Montals, prélat consécrateur, était assisté de NN. SS. les évêques de Langres et de Versailles.

Cette touchante cérémonie avait attiré une foule immense. Toutes les autorités du département s'y étaient rendues : à leur tête on remarquait M. le préfet et M. le général Lebreton, ainsi que plusieurs autres représentants du peuple. Le chapitre et le clergé de Poitiers étaient dignement représentés par M. de Rochemonteix, premier vicaire-général, M. le curé archiprêtre de la cathédrale, deux chanoines titulaires et cinq ou six curés d'arrondissement; le clergé de Chartres était aussi fort nombreux.

— Mgr Dupanloup sera sacré à Paris dans les premiers jours de décembre.

—C'est M. l'abbé de Dreux-Brezé, ancien vicaire général et chanoine de Paris, qui a été nommé évêque du diocèse de Moulins, en remplacement de Mgr de Pons décédé. La date de l'arrêté de nomination est du 28 octobre dernier.

Les recettes de l'Association pour la propagation de la Foi de l'an 1848 ont été fort inférieures à celles de l'année précédente, et les circonstances n'expliquent que trop cette diminution : on se félicite toutefois et on bénit le ciel de ce qu'elle n'a pas été plus considérable. Voici le total des aumônes reçues, avec les noms des différentes contrées qui prennent part à cette bonne œuvre : France, 1,773,485 fr. 60 c. Etats Sardes, 205,724 fr. 93. Belgique, 165,679 fr. 71 c. Prusse, 134,063 fr. 58 c. Iles Britanniques, 113,043 fr. 75 c. Pays-Bas, 85,539 fr. 64 c. Amérique du Nord, 49,798 fr. 58 c. Toscane,

47,848 fr. 29 c. Allemagne, 46,831 fr. 01 c. Suisse, 36,588 fr. 47 c. Deux-Siciles, 33,162 fr. 50 c. Portugal, 29,354 fr. 87 c. Royaume lombard-vénitien, 28,428 fr. 21 c. Modène, 15,618 fr. 18 c. Amérique du Sud, 14,908 fr. 75 c. Malte. 12,326 fr. 47 c. Parme, 9,749 fr. 30 c. Espagne, 7,467 fr. 97 c. Levant, 4,436 fr. 23 c. Empire birman, 657 fr. 35 c. Grèce, 325 fr. 55 c. Diverses contrées du nord de l'Europe, 672 fr. 75 c.—Le total des recettes pour 1848 est de 2,845,691 fr. 59 c. Voici, parmi toutes les contrées, les dix diocèses qui ont produit les plus fortes sommes : Lyon, 142,072 fr. 75 c. Cologne, 75,831 fr. 83 c. Cambrai, 72,324 fr. 53 c. Nantes, 67,230 fr. 50 c. Paris, 65,958 fr. 55 c. Rennes, 58,803 fr. 60. Turin, 56,766 fr. 77 c. Le Mans, 50,167 fr. 20 c. Toulouse, 47,485 fr. 20. Strasbourg, 41,693 fr. 30.

—Les protestants qui habitent l'Ille-et-Villaine ont, au nombre de 200, adressé une pétition au ministre des cultes pour demander la réunion de leur église à celle de Nantes, et avoir un pasteur à Rennes. Considérant qu'aux termes de l'art. 28 de la loi du 18 germinal an x, aucune église consistoriale ne peut s'étendre d'un département à un autre, et qu'il faut, d'après l'art. 16 de la même loi, au moins 6,000 protestanss, et que les pétionnaires ne sont pas dans ces conditions, leur demande a été rejetée.

— Mgr l'évêque d'Alger vient de publier une instruction pastorale pour la consécration de son diocèse au sacré cœur de Jésus.

— Le P. d'Herbonnez, prêtre oblat de l'Immaculée-Conception-de-Marie, accompagné de deux frères de cette congrégation, s'est embarqué à Marseille, sur le navire *la Félicie*, qui porte à San-Francisco une soixantaine de passagers. Ce religieux et ces catéchistes ne feront que toucher au nouvel Eldorado. Leur destination définitive est l'état de l'Orégon où, de concert avec les autres prêtres et frères oblats qui les ont devancés, ils travailleront, au milieu des fatigues et des périls, à la conversion des sauvages.

—N. S. P. le pape vient de nommer chanoine de Saint-Pierre Mgr. de Falloux, frère du dernier ministre de l'instruction publique. Ce témoignage de haute estime et de bienveillance de la part de S. S. est une juste récompense de la belle conduite de ce prélat, qui, pendant les plus mauvais jours du triumvirat républicain, n'a pas cessé, malgré les dangers auxquels l'exposaient son zèle et son courage, de remplir publiquement dans Rome tous les devoirs de la mission purement ecclésiastique dont la confiance de Pie IX l'avait chargé.

—Le tribunal de la sainte Rote a été réouvert à Rome le 15 avec beaucoup de solennité. Son Em. le cardinal Maï est arrivé le même jour dans la ville éternelle.

—La congrégation de l'*Index* a publié la liste suivante des livres qu'elle a condamnés dans sa séance du 25 octobre, et dont la lecture est par conséquent défendue non-seulement dans les États romains, mais dans tout l'univers catholique :

« *Raisonnement sacré pour la solennité du très-saint rédempteur*, par le professeur l'abbé Giambattista Piccaluga, Gênes, 1849; *État présent de l'Église*, par Hirscher; *Institut synodal ecclésiastique*, par Haitz; *Synode diocésain*, Nécessité et moyen de le restaurer salutairement; les Prêtres et le progrès, par le docteur Giovanni Boschi.

—La liturgie romaine a été rétablie avec grande pompe le jour de la Toussaint dans l'Église de la Châtre, chef-lieu d'arrondissement, et 11 prêtres réunis en conférence à Aigurande ont émis unanimement le vœu que le cardinal archevêque de Bourges rétablît le plus tôt possible cette liturgie de l'Église-mère dans tout son diocèse.

Concile de Rennes.

C'est le 11 novembre, le jour de la fête de saint Martin, évêque et patron de Tours, que le concile de cette province ecclésiastique a tenu, à Rennes, sa première session.

Mgr Morlot, archevêque de Tours, présidait l'auguste assemblée, à laquelle ont pris part NN. SS. les évêques du Mans, d'Angers, de Rennes, de Nantes, de Quimper, de Vannes, de Saint-Brieuc; MM. les abbés de Solesmes, de Port du Salut, de la Meilleraye, et Mgr de la Hailandière, ancien évêque de Vincennes, aux États-Unis.

Le concile a nommé : promoteurs, MM. Bernier, vicaire-général d'Angers; Chevereau, vicaire-général du Mans. Secrétaires, MM. Bruchet, chanoine archiprêtre de Tours; Vrignaud, vicaire-général de Nantes; Jégou, vicaire-général honoraire de Quimper. Notaires, MM. Lebreton, chanoine de Saint-Brieuc; Le Joubloux, chanoine de Vannes; Bourassée, chanoine de Tours. Maîtres des cérémonies, MM. Denos, chanoine de Rennes; Raguideau, chanoine honoraire de Nantes.

La deuxième session du concile a eu lieu le 24 dans la chapelle du séminaire. Dans cette session, après la messe et les prières prescrites par le pontifical, on a promulgué les décrets suivants.

Le premier, *de episcopis*, est relatif à l'autorité et aux devoirs des évêques; après avoir cité plusieurs passages de l'Écriture, quelques canons des conciles généraux sur cette matière, le concile emprunte aux plus vénérables monuments de la tradition catholique des termes très-expressifs pour caractériser le pouvoir dont les évêques ont toujours été investis et les obligations qui leur sont imposées.

Le second décret, *de metropolitano*, résume les droits et les attributions spéciales réservées au métropolitain.

Le troisième, *de concilio provinciali*, constate le droit qu'a le métropolitain de convoquer le concile provincial tous les trois ans, et l'obligation des évêques suffragants de répondre à cette convocation en se rendant au lieu désigné. Le concile de Rennes, comprenant l'importance de ces graves délibérations, arrête donc que désormais il se réunira tous les trois ans; il fixe quels sont ceux qui, en vertu

des lois canoniques ou de la coutume, devront prendre part à ces assemblées; il règle comment les décisions y seront prises, et comment ensuite, dans leurs diocèses respectifs, les évêques devront s'y conformer.

Le quatrième décret, *de synodo diocœsanâ*, énumère aussi les avantages de ces réunions qui, sous le nom de synode diocésain, rassemblent sous la présidence de l'évêque MM. les chanoines et MM. les curés d'un même diocèse. Le concile de Rennes arrête que tous les ans il se tiendra dans chaque diocèse de la province un synode ou concile diocésain.

Viennent ensuite plusieurs décrets sur lesquels le temps et l'espace nous empêchent de donner des détails. Le cinquième a pour titre : *de capitulis cathedralibus*.

Le sixième, *De habitu clericali*; — Le septième, *De disciplinâ ecclesiasticâ*; — Le huitième, *De residentiâ*; — Le neuvième, *De sollicitudine pastorali*; — Le dixième, *De novis congregationibus*; — Le onzième, *De piis sodalitatibus et confraternitatibus*; — Le douzième, *Contra fictitium misericordiæ opus*.

L'OEuvre de la Miséricorde, que le concile condamne avec une juste sévérité dans ce dernier décret, est cette sacrilége nouveauté que Michel Vintras a essayé de propager au moyen de révélations et de prodiges qu'il a inventés et qui n'ont jamais existé.

La troisième session du concile a eu lieu le 28, à la cathrédrale. Mgr Morlot a célébré la messe. Six cents prêtres environ assistaient à cette auguste cérémonie.

Voici les titres des décrets qui ont été publiés par le concile dans cette dernière session :

1° *Decretum de divina ecclesiæ constitutione et hierarchia ecclésiastica*; 2° *Decretum de summo pontifice*; 3° *Decretum de parochis cæterisque presbiteris*; 4° *Decretum contra quosdam hujus temporis errores*; 5° *Decretum de iis quæ hodiernis temporibus scriptoribus catholicis præcavenda sunt*; 6° *Decretum de studiis ecclesiasticis, et præsertim de seminariis*; 7° *Decretum de beatissima virgine MARIA*.

Ces décrets ont été signés par les vénérables pères; puis Mgr l'archevêque de Tours a annoncé que le prochain concile serait tenu à Tours au mois de septembre 1852.

Les acclamations ont eu lieu après le chant du *Te Deum*. Les évêques ont ensuite reçu et donné le baiser de paix; le métropolitain a donné la bénédiction solennelle, et le cortége a repris sa marche processionnelle, en sortant de la cathédrale et en se dirigeant par les rues vers le palais épiscopal.

Une foule immense et profondément recueillie s'est pressée par tout sur le parcours de la procession. On reconnaissait parmi ces chrétiens les fils pieux de la catholique Bretagne, cette vieille patrie de l'honneur et de la foi.

— Le concile de la province ecclésiastique d'Avignon s'ouvrira dans cette ville le samedi 8 décembre prochain, fête de l'Immaculée Conception, sous la présidence de Mgr Debelay, le digne métropolitain. Indépendamment des évêques suffragants de Nîmes, de Valence, de Viviers et de Montpellier, Mgr l'évêque démissionnaire de Verdun et le R. P. abbé de la Trappe d'Aiguebelle y assisteront.

Mgr Menjaud, évêque de Nancy et de Toul, qui se trouve actuellement dans sa famille, près d'Aramon. a été également invité à prendre part au travaux du concile. Les chapitres d'Avignon, de Nîmes, de Valence, de Viviers, de Montpellier, y enverront leurs délégués. Les chartreux, les jésuites, les capucins, les maristes, les oblats de Marie immaculée, etc., ont plusieurs établissements dans la province ; il est probable qu'ils seront aussi représentés au concile.

Instruction publique.

M. de Parieu, appelé au ministère de l'instruction publique et des cultes, en remplacement de M. de Falloux, par décret de M. le président de la République, du 31 octobre dernier, vient de provoquer à l'égard des certificats d'étude dont la production était demandée pour les épreuves du baccalauréat, une mesure que la raison et la morale publique réclamaient depuis longtemps. Sur son rapport, M. le président a rendu un décret supprimant ces certificats, qui, à dater de ce jour, ne seront plus exigés des aspirants au diplôme de bachelier-ès-lettres. (Décret du 16 novembre 1849.) Le *Moniteur* du 27 contient, au surplus, un nouveau règlement sur le baccalauréat.

Quant au projet de loi sur l'instruction publique élaboré par M. de Falloux, il est toujours au conseil d'Etat, auquel il a été renvoyé par délibération de l'Assemblée législative.

— Les catholiques d'Avignon viennent d'instituer, au moyen de souscriptions, l'enseignement gratuit. « Notre ville, dit un journal d'Avignon, vient de prendre une heureuse initiative, qui illustrera les pages de son histoire. Des pères de famille dévoués au bien, et dans le but de donner à leur enfants une éducation chrétienne, viennent de fonder un établissement dont l'enseignement, qui s'étend aux sciences, aux lettres et aux arts, sera en outre gratuitement ouvert à tous les enfants du peuple. Ceux d'entre eux qui se trouvent doués d'heureuses dispositions ne seront plus désormais arrêtés, dans leur

élan, devant des sacrifices que la position des parents ne pouvait accepter, et qui faisaient ainsi souvent étouffer dans son germe une intelligence supérieure. Aussi ne sommes-nous pas étonnés de voir la cité entière applaudir avec bonheur à l'ouverture d'un établissement qui doit infailliblement opérer tant de bien. »

Institution de la Magistrature.

— Une cérémonie religieuse et civile en même temps a eu lieu le 3 novembre au Palais de Justice à Paris. C'est l'installation de la magistrature et le serment qu'elle a prêté à la constitution. Une semblable cérémonie avait eu lieu le 2 janvier 1811, lorsque, sous la présidence du grand-juge Régnier, la magistrature impériale fut installée après une messe du Saint-Esprit. Une seconde installation fut faite le 21 février 1815, sous la Restauration. Il est consolant de voir les ministres de la justice humaine reconnaître aux pieds des autels qu'ils ont besoin, pour remplir leur importante mission, des lumières de Celui qui est le juge par excellence, et devant qui les juges civils auront un jour à rendre compte de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Sainte-Chapelle, ce riche monument de la piété d'un saint roi, que ses sujets avaient surnommé le *justicier*, a été dignement inaugurée en cette circonstance. Depuis le vandalisme de 93, le service divin n'avait pu y être célébré à cause de l'état de dégradation où se trouvait ce monument remarquable de l'art au treizième siècle. La restauration en étant presque achevée, on a pu, au moyen de quelques tapisseries antiques, masquer la partie des vitraux qui n'est pas placée et harmoniser l'ensemble de manière à donner à l'intérieur du monument un aspect des plus gracieux. L'autel et le grand reliquaire dont il est surmonté dénotent dans l'architecte chargé de diriger les travaux une connaissance approfondie de l'archéologie sacrée, et rappellent la pensée qui a présidé à la construction de cet édifice. Ainsi la capitale s'est enrichie d'un nouveau monument qui sera des plus remarquables, sinon par sa grandeur, du moins par sa beauté architecturale et par les souvenirs qui s'y rattachent. C'est Mgr l'archevêque de Paris qui a officié.

— L'institution de la magistrature a aussi été, à Rennes, l'occasion d'une grande solennité. Les Pères du concile y ont assisté.

BIBLIOTHÈQUE ... IMPRIMÉS

Concile provincial de Paris.

LETTRE SYNODALE ADRESSÉE PAR LES PÈRES DU CONCILE PROVINCIAL DE PARIS AU CLERGÉ ET AUX FIDÈLES DE LEURS DIOCÈSES.

(Suite.—Voir ci-dessus, p. 321.)

III.

Nous l'avons dit, l'Eglise, outre les lois divines qui forment le fond de sa constitution, a un ensemble d'institutions et de règles qui émanent de son esprit, et qui, diverses selon la diversité des temps et des lieux, sont destinées à lui faciliter l'accomplissement de sa mission sur la terre. C'est ce qu'on appelle la discipline. Elle embrasse tous les détails de la vie ecclésiastique et du ministère sacré. Elle donne à tous, dans l'ordre spirituel, des règles de conduite. Elle s'attache aux abus pour les poursuivre et les déraciner. Elle exhorte, elle commande, elle juge, elle punit. Le culte lui doit son unité et sa splendeur, les fonctions saintes, la régularité et la décence qui président à leur accomplissement. En un mot, la discipline, c'est l'esprit de l'Eglise se répandant sur tous les pas de ses enfants pour les régler et les diriger.

Il n'y a rien de plus important que la force et le nerf de la discipline. Que ferait une armée, fût-elle composée des soldats les plus vaillants et des plus habiles capitaines, si elle n'était pas conduite, si elle ne marchait pas comme un seul homme, et si chacun voulait s'y comporter à sa manière et selon son propre esprit ? La milice sainte a plus besoin que toute autre d'ensemble et d'unité, jusque dans les détails. Les ennemis qu'elle a à combattre sont nombreux et puissants. Si les soldats de Jésus-Christ secouent le joug de la discipline, s'ils se divisent, s'ils marchent au hasard, serait-ce même en suivant l'inspiration d'un zèle ardent, mais qui ne serait pas selon la sagesse, leurs efforts seront vains et leur défaite assurée.

La variété de la discipline ne s'oppose pas à son unité. Seulement, c'est alors une unité relative au temps, au pays, Il doit y avoir unité de discipline pour chaque diocèse. Mais, lorsque cette unité s'élargit et peut embrasser à la fois plusieurs diocèses, c'est un avantage considérable, d'où naît une plus grande force, pour chaque Eglise, et une plus grande beauté. Cet avantage est naturellement attaché aux conciles. Les conciles provinciaux font des règles qui obligent une province tout entière. En faisant émaner les lois disciplinaires d'une autorité plus imposante que celle d'un seul évêque, et en leur donnant une base plus large que celle d'un seul diocèse, ils communiquent à ces lois une portée plus grande et une plus grande vigueur.

Nous avons cherché dans notre premier concile tous ces salutaires résultats ; mais nous ne pourrons les obtenir complétement qu'à la suite de plusieurs conciles successifs. Nous espérons avoir alors des statuts provinciaux renfermant au moins les principaux points de discipline, qui deviendront communs à tous nos diocèses.

Mais il n'y a pas de discipline sans correction, pas de lois sans sanction. L'Eglise exerce sur tous ses enfants une juridiction spirituelle dont elle ne peut pas être dépouillée. Elle a le droit de punir les délinquants, de les censurer, de les séparer même de son sein. Les Evêques sont juges de la foi et des mœurs ; c'est leur droit et leur devoir de tenir la main à l'exécution des lois ecclésiastiques, et d'y contraindre au besoin par des peines spirituelles.

Toutefois la multiplicité des affaires, l'étendue des diocèses portèrent les évêques à se faire représenter dans l'exercice de la juridiction contentieuse par un délégué, et telle fut l'origine de ces tribunaux ecclésiastiques qu'on appela officialités. C'était en France des tribunaux mixtes, appartenant moitié à la puissance temporelle, et moitié à la puissance spirituelle. Les officiaux peu à peu oublièrent leur simple délégation, et, comme les juges civils, se prétendirent inamovibles. L'abus n'était pas tolérable. Les parlements les prirent quelquefois sous leur protection ; mais les évêques réclamèrent toujours, et parvinrent à maintenir leur autorité. Ces déviations des officialités, plus encore que la guerre qui leur fut déclarée par les juridictions civiles, préparèrent leur ruine. Le concile de Trente se montra favorable à l'exercice personnel de l'autorité par les évêques. La longueur des procédures, et les chicanes auxquelles elles donnaient lieu, entravaient souvent la correction des abus par les voies judiciaires. Les officialités n'étaient plus qu'un débris, quand elles furent emportées par la révolution, avec toutes les autres juridictions exceptionnelles.

Nul ne songe à relever ce tribunal mixte, qui a été renversé alors. Mais serait-il aujourd'hui utile que l'évêque déléguât à un vicaire spécial l'exercice ordinaire de sa juridiction contentieuse? Serait-il utile d'établir quelques règles fixes de procédure? Voilà la question que le concile s'est posée. Toutes les solutions présentent des inconvénients et des avantages qu'il serait trop long d'énumérer ici. Après avoir mûrement pesé les uns et les autres, le concile s'est décidé pour l'affirmative, et il a posé les bases d'un tribunal disciplinaire ecclésiastique.

Cependant la discipline n'est pas bonne seulement pour la correction, elle l'est encore pour les avertissements et les conseils. Dans les temps de trouble au milieu desquels nous vivons, les prêtres en particulier ont le droit de demander à leurs guides le chemin qu'ils doivent suivre, la conduite qu'ils doivent tenir. Faire son devoir, comme on l'a dit, est souvent moins difficile, dans les révolutions, que de le connaître. Nous devions à nos fils bien-aimés dans le sacerdoce

des conseils, fruits de l'expérience, et une direction inspirée par le plus pur amour de l'Eglise et de la vérité. Nous les exhortons donc à ne s'occuper de politique qu'avec une extrême réserve, à ne jamais ouvrir leur âme aux passions qui troublent et divisent la société, à ne jamais faire servir leur ministère sacré au triomphe des partis. Ce n'est pas l'indifférence politique que nous conseillons au clergé. Les prêtres, comme citoyens, ont des devoirs à remplir : il faut qu'ils aient des convictions. Mais les prêtres, comme prêtres, sont les hommes de Dieu et les hommes de tous. Ils se rendraient coupables s'ils se faisaient les hommes d'un parti, et s'ils exposaient ainsi leur ministère divin à être souvent méprisé ou paralysé. Qu'ils considèrent l'Eglise. Avec quelle sagesse elle se conduit au milieu des révolutions ! Elle plane au-dessus de la poussière soulevée par les agitations des hommes ; elle ne songe qu'au salut des âmes.

Un des inconvénients et presque une des nécessités des époques de trouble, c'est de voir se constituer et se développer des forces irrégulières qui commencent par être un secours, et qui finissent presque toujours par devenir un danger ; c'est ce que nous avons vu pour la presse de notre temps. Que de bien et que de mal ne nous a pas fait cette puissance des temps modernes ! Le mal qu'elle a fait a été surtout visible : chaque jour des flots de mensonges, d'impiété et de corruption ont été répandus dans le sein de la nation, et y ont exercé les plus grands ravages. Il fallait bien opposer la vérité à l'erreur, le bien au mal ; il fallait bien ne pas laisser une arme si puissante et si dangereuse entre les mains des ennemis seulement. Les écrivains catholiques sont descendus dans l'arène, et ils ont rendu à la religion les plus signalés services. Dans leurs livres, dans leurs journaux, ils ont repoussé les calomnies, ils ont défendu la vérité, nous avons applaudi à leurs efforts, et nous y applaudissons encore. Volontaires dans la milice sacrée, ils ont entouré l'arche sainte et l'ont défendue contre les Philistins.

Mais notre gratitude ne saurait détourner notre vigilance ; l'amour que nous avons pour ces fils bien-aimés, l'amour que nous savons qu'ils ont eux-mêmes pour l'Eglise, ne nous a pas permis de passer sous silence un danger qui est né de la situation, et que le concile n'a pas cru pouvoir se dispenser de signaler.

La presse élève chaque jour la voix, l'univers entier l'entend ; elle retentit dans les lieux publics, elle pénètre au sein des familles ; il n'y a pas une seule question qu'elle ne croie de sa compétence. Elle donne sur toutes son avis, ses appréciations, ses jugements ; elle fait l'opinion, elle gouverne le monde. Cette puissante initiative de la presse, selon qu'elle est au service de la vérité ou de l'erreur, comme nous venons de le dire, produit de grands biens ou de grand maux. La liberté du mal étant donnée, ce n'est pas nous assurément qui voudrions restreindre la liberté du bien. Et pourtant tout n'est pas permis pour le bien ; le zèle est condamnable, quand il n'est pas tem-

péré par la sagesse. Il y a une licence que les enfants du siècle se donnent, mais que les enfants de l'Eglise doivent s'interdire. Pour eux il n'y aura jamais de liberté illimitée. La charité, la décence, les intérêts et les règles de la religion, le respect qu'ils se doivent à eux-mêmes et le respect qu'ils doivent aux autres, imposent une grande retenue à leurs pensées, et à leurs plumes un frein. Il est des sujets surtout qu'ils ne doivent traiter qu'avec la plus grande réserve et en s'environnant toujours de sages conseils. Quand il s'agit de l'Eglise, de ses droits, de ses intérêts, de sa conduite, pourraient-ils jamais oublier qu'il ne leur appartient pas de se jeter en avant, et de devancer les chefs?

Nous comprenons tout ce qu'il y a de droiture dans les cœurs, de pureté dans les intentions; nous comprenons encore les ardeurs et les impatiences du zèle; mais nous comprenons aussi le péril qu'il y aurait d'intervertir dans l'Eglise l'ordre des pouvoirs établis par Jésus-Christ, de donner la parole à ceux qui doivent écouter et le gouvernement à ceux qui doivent obéir. Ah! ne portons pas dans notre société religieuse les mœurs, les habitudes des autres sociétés, si nous ne voulons pas aussi y porter bientôt le trouble et le désordre. Conservons-nous purs de tout excès, afin qu'en nous voyant, ceux du dehors soient forcés de rendre hommage à notre foi, principe et règle de notre conduite.

Ces conseils paternels, adressés par le concile aux écrivains religieux, seront, nous n'en doutons pas, reçus avec reconnaissance et docilité. Il en a adressé d'autres à tous les fidèles sur la nature des rapports qu'ils doivent avoir avec nos frères séparés. Ces conseils sont basés sur la charité; ils sont inspirés par le désir le plus ardent d'aplanir de plus en plus les obstacles qui empêchent des enfants égarés de venir se jeter dans les bras de l'Eglise leur mère. La Providence pousse les hommes de toutes les manières vers l'unité. La grande unité catholique est là pour les recevoir. Un grand ébranlement se manifeste au sein des hérésies et des schismes. Prions comme le divin maître; prions non-seulement pour les apôtres, pour les instruments de la grâce : *Non pro eis autem rogo tantùm;* mais encore pour tous ceux qui un jour doivent croire en leurs paroles : *Sed et pro eis qui credituri sunt per verbum eorum.* Prions afin que tous soient un : *Ut omnes unum sint.* Qu'ils soient un comme le Père et le Fils, et un dans l'unité du Père et du Fils : *Sicut tu Pater in me et ego in te, ut et ipsi in nobis unum sint* (1).

Mais, si nous devons désirer de voir l'Eglise s'étendre et se dilater de telle sorte, qu'il n'y ait plus un jour sur la terre qu'un seul troupeau et qu'un seul pasteur, avec quelle ardeur devons-nous souhaiter de voir les brebis qui sont déjà dans le bercail, demeurer fidèles!

---

(1) Joan., XVIII, 20, 21.

Avec quel zèle devons-nous courir après elles, quand elles s'égarent! Avec quel amour devons-nous les ramener! Avec quelle sollicitude devons-nous les panser, les nourrir, les fortifier! Ah! le ministère pastoral, voilà le ministère essentiel de Jésus-Christ. C'est à lui que tout se rapporte dans l'Eglise. C'est dans la paroisse surtout qu'il s'exerce.

La paroisse, c'est l'Église en abrégé, c'est la patrie du chrétien. C'est là qu'il naît, qu'il grandit ; jeune, il y reçoit le lait de la doctrine, ensuite le pain des forts. Quelles douces et profondes émotions dans son âme, quand, pour la première fois, il a été admis au banquet divin! s'il reste fidèle, que de leçons, que de conseils, que de consolations il recevra du haut de la chaire, dans les tribunaux sacrés! S'il a le malheur de s'égarer, le souvenir de son enfance chrétienne et de sa première communion sera un dernier lien qui le rattachera à l'Eglise. Peut-être au si n'aura-t-il pas oublié le vénérable prêtre qu'il appelait son père. Dans ses épreuves, dans ses malheurs, il aura recours à lui. Il viendra comme l'enfant prodigue se jeter dans ses bras, sûr de n'être jamais repoussé. Que de touchants souvenirs vivent sous les voûtes saintes de l'église paroissiale! Tous les événements de la vie y ont imprimé une trace. Voici le lieu, où, par les mains de la Religion, furent formés et bénits des nœuds indissolubles. Là, venait prier chaque jour une mère tendre et regrettée. Sur ces dalles furent déposées ses dépouilles mortelles, tandis que son âme, accompagnée des chants, des prières et des vœux de la religion, faisait son entrée dans le ciel. L'église de la paroisse est pour la famille chrétienne une seconde maison. Elle appartient à tous, chacun y doit trouver sa place. C'est là que se forme et se resserre entre les enfants de Dieu les liens de la véritable fraternité! Quelle paix et quelle douceur dans ces assemblées, dans ces fêtes, dans cette sainte communauté de prières et de sentiments! Apporter là l'orgueil de la naissance ou de la richesse serait un contre-sens. On s'assied à la même table, tous les rangs sont confondus, toutes les inégalités naturelles disparaissent; s'il y a quelques préférences du côté de Dieu, elles sont accordées à la vertu, non à la puissance. Ainsi la pauvre femme qui, dans un coin obscur de l'église, son rosaire à la main, verse avec simplicite sa prière dans le sein de Dieu, est peut-être, devant lui, de toute l'assemblée la plus grande et la plus privilégiée. L'église de la paroisse, c'est la maison de tous, parce que c'est la maison de Dieu. C'est là qu'il a dressé sa tente, au milieu de nos tentes : *Tabernaculum ponam in medio vestrî* (1). C'est sa demeure, son champ, sa vigne de prédilection. Il y a placé des ministres pour faire son œuvre. Malheur à eux s'ils la faisaient négligemment.

---

(1) Levit. XXVI, 11.

O vous tous, nos bien-aimés coopérateurs, et les coopérateurs de Jésus-Christ dans le ministère pastoral, comprenez la grandeur de votre mission, et, à la voix de vos pères, redoublez de zèle pour en accomplir tous les devoirs!

Ces devoirs, les décrets du concile vous les rappellent dans ce qu'ils ont de plus important et de plus essentiel. Ils vous recommandent la résidence, qui est tout à la fois le fondement et la preuve de la vigilance pastorale. Ils vous exhortent à paître vos brebis et à leur distribuer avec soin, avec discernement et avec abondance, le pain de la parole. La paróle de Dieu, au commencement des choses, a tiré le monde du néant; elle l'a converti ensuite et donné à Jésus-Christ. Nous sommes les ministres de cette parole toute-puissante. Il ne nous appartient pas de la tenir captive; nous en sommes les dispensateurs et non pas les maîtres. Mais il ne suffit pas de prêcher, il faut prêcher avec onction, il faut parler avec ordre. Il faut prêcher de manière à éclairer l'esprit et à toucher le cœur de ceux qui nous écoutent. Ne soyez pas un airain sonnant et des cimbales retentissantes. Loin de nos chaires les discours vides, les ornements empruntés, les inspirations de la sagesse humaine! Sommes-nous des rhéteurs ou des philosophes? Non, nous sommes les ministres de l'Évangile. Nous ne parlons pas au nom d'une vaine science, *non in humanæ sapientiæ verbis* (1), mais au nom même de Jésus-Christ. C'est sa doctrine que nous avons à faire connaître, aimer et pratiquer.

Le concile, en excitant votre sollicitude à s'étendre sur tout le troupeau, vous signale les enfants, les malades et les pauvres comme y ayant des droits particuliers. Semblables au divin Maître, laissez venir à vous les petits enfants. Aimez à réunir autour des autels leur innocente cohorte. Comme des lis qui exhalent un suave parfum, l'angélique candeur de leur âme embaumera vos églises. Cultivez ces jeunes fleurs, vous vous préparerez des moissons abondantes. Dans ces temps d'indifférence et de corruption, les enfants sont la consolation et l'espérance des pasteurs. Par les soins les plus assidus, les plus tendres, les plus intelligents, il faut leur faire connaître et surtout leur faire aimer la religion. Ah! prolongez, le plus que vous pourrez, l'innocence de leur jeunesse. Les anges, qui les accompagnent, seconderont vos efforts. Ne bornez pas ces efforts au temps qui précède la première communion. Que votre persévérance assure la leur, et que des exercices sagement continués les retiennent auprès de vous, et mettent entre eux et le monde une salutaire barrière.

Le soin des malades n'est pas moins sacré que celui des enfants. L'Église, dans sa maternelle sollicitude, appelle sur les infirmes votre dévouement le plus tendre et votre zèle le plus actif. La maladie qui, dans les vues de Dieu, est une épreuve et souvent une grâce, se

---

(1) Cor. II, II. 4.

change, pour ceux qui sont faibles dans la foi, en une tentation. Allez au secours du chrétien fidèle, dans cette lutte dernière et décisive, à laquelle est attachée son éternité ; allez, avec plus de charité encore et de zèle, si c'est possible, au secours du pécheur. Songez au compte que Dieu vous demandera des âmes qui vous ont été confiées. Pensée terrible et qui doit vous faire tous trembler ! Mais songez surtout à la miséricorde divine, à l'efficacité de la grâce, à la puissance des sacrements, et qu'une pensée d'amour pour vos frères, plus encore qu'une pensée de crainte pour vous-mêmes vous conduise au pied du lit des mourants.

Il est des temps où le soin des malades impose des devoirs particuliers. Quand une épidémie sévit, quand elle remplit de larmes et de deuil une cité entière, le prêtre doit redoubler de zèle et proportionner aux maux les divines consolations. Il doit alors aux malades plus que son temps, plus que son zèle, il leur doit sa vie : *bonus Pastor animam suam dat pro ovibus suis* (1). Hélas ! déjà plusieurs fois, à de courts intervalles, la Providence a envoyé à nos peuples cette épreuve terrible des fléaux publics. Grâce à Dieu, elle n'a pas été, bien-aimés coopérateurs, au-dessus de votre dévouement ! Tous, nous aimons à vous rendre ce témoignage, vous avez fait votre devoir, et, parmi vous, il en est plusieurs qui, martyrs de la charité, ont trouvé dans l'exercice de leur zèle une fin glorieuse et une immortelle couronne.

L'Église est la mère et la tutrice de tout ce qui est faible et souffrant. C'est pourquoi les enfants et les malades sont l'objet de sa prédilection ; mais la pauvreté est aussi un état de souffrance et de faiblesse, et, à ce titre seul, elle est à ses yeux vénérable et privilégiée. Le concile aurait-il pu oublier les pauvres dans ses recommandations ? Il aurait donc oublié Jésus-Christ qui les a aimés jusqu'à vouloir se faire pauvre lui-même. Ah ! que nos bras et nos cœurs leur soient toujours ouverts ; que l'Église soit leur maison. Laissons-les s'y confondre avec les autres fidèles. Que toutes les barrières s'ouvrent devant eux. Qu'ils se trouvent réellement là au milieu d'une réunion de frères, et que rien ne les fasse rougir de leur pauvreté ! Les pauvres sont les créanciers, jamais les débiteurs de l'Église. Il faut leur donner toujours, selon les ressources, et ne jamais leur demander. S'il est vrai que l'entretien du culte et de ses ministres est à la charge du peuple fidèle, il ne l'est pas moins que les pauvres doivent avoir sur ce point les plus complètes immunités.

Nous venons de faire allusion à ces oblations et à ces droits casuels, qui quelquefois excitent des plaintes dans les paroisses. Le concile s'en est préoccupé. La source de ces plaintes serait tarie, si, d'une part, on considérait que le prêtre doit vivre de l'autel (2), comme

---

(1) Joan. XI, 11.
(2) I Cor. IX, 13.

le dit saint Paul; que l'indépendance de son ministère demande que son existence soit garantie par des droits fixes et certains ; que d'ailleurs le produit des oblations et du casuel ne lui appartient pas exclusivement, mais qu'il est consacré en majeure partie aux besoins et aux pompes du culte ; et si, d'autre part, on recevait toujours les dons de la piété, comme on le fait d'ordinaire, sans les solliciter avec trop d'empressement ni les exiger avec empire; si on les recevait sans arbitraire, d'après des usages constants et les règles établies ; si on se montrait toujours disposé à céder de son droit, craignant par-dessus tout de voir les faibles se scandaliser et s'éloigner par avarice ou par pauvreté de la pratique de la religion.

Tels sont, bien-aimés coopérateurs, en ce qui concerne le ministère paroissial, les principaux points sur lesquels portent les décrets et les exhortations du concile.

De salutaires conseils ont été aussi adressés aux fidèles. Nous ne craignons pas de dire que, pour le salut des âmes, le plus important de tous est celui qui regarde l'observation et la sanctification du dimanche. C'est l'oubli de ce divin précepte qui détruit la foi, qui relâche et brise les liens entre le pasteur et les ouailles, et qui, en séparant le peuple de la religion, de ses doctrines, de ses leçons, de ses inspirations, de ses grâces, le livre à l'ignorance, aux vices, à la corruption et à la barbarie.

O fils bien-aimés, écoutez la voix de vos pères ! ils ne veulent que votre bonheur dans ce monde et dans l'autre. Songez que vous êtes des créatures de Dieu, et qu'il a imprimé sur votre front son image. Pourquoi le courbez-vous sans cesse vers la terre, ce front qui doit regarder le ciel? croyez-vous que la terre soit votre unique héritage, et que votre dernière fin soit ici-bas? pensez donc à votre âme. Cultivez-la, nourrissez-la : sa nourriture, c'est la vérité. La religion, comme une mère tendre, vous la présente, et vous détournez la tête. Elle ouvre pour vous des écoles, elle vous convoque chaque dimanche autour de ses chaires, et vous n'y venez pas. Vous préférez à ses nobles enseignements un travail défendu; et cependant, comme le repos vous est nécessaire, vous choisissez un autre jour pour vous y livrer. Alors, au lieu de ces délassements que Dieu lui-même vous avait préparés, et qui étaient destinés à rafraîchir votre âme ainsi que votre corps, vous allez vous plonger ordinairement dans des plaisirs grossiers, où vos forces et votre intelligence s'éteignent à la fois.

Mais achevons cette revue déjà trop longue de nos travaux, en disant quelques mots de ce que le concile a fait pour les études ecclésiastiques.

IV.

La source la plus féconde de la corruption, des erreurs, de l'impiété des hommes, c'est l'ignorance. Jamais l'ignorance de la religion ne fut plus grande que de nos jours. Le peuple de nos grandes

villes, celui de nos campagnes ne se fait plus de la religion que des idées ou incomplètes ou fausses. Voilà ce qui engendre les préjugés les préventions, souvent les colères. Les classes éclairées elles-mêmes ne connaissent guère plus du christianisme que sa surface. Combien peu d'hommes parmi les plus instruits étudient maintenant et approfondissent la religion ! Ah ! autrefois la science religieuse florissait même dans le monde. Les hommes les plus puissants et les plus élevés aimaient à connaître et à méditer nos sublimes doctrines. Les Condé et les d'Aguesseau pouvaient comprendre en matière de théologie le langage profond des Bossuet et des Fénelon. Les philosophes mêmes du dix-huitième siècle avaient acquis une certaine connaissance de la religion, et ils se piquaient généralement de n'en vouloir qu'à ses abus. Il était encore possible d'engager avec eux le combat, car il était possible de trouver pour la lutte un terrain commun. Mais aujourd'hui, la plupart de ceux qui se disent philosophes n'ont jamais fixé leur attention sur l'ensemble de nos doctrines. Il se sont fait un fantôme du christianisme, et c'est ce fantôme qu'ils poursuivent de leurs clameurs. Il est difficile de les combattre, car on ne sait comment les saisir, tant il y a de vague dans leurs systèmes, et tant il y a, à l'endroit du christianisme, de notions fausses ou incomplètes dans leur esprit. Il faut dissiper leur ignorance, avant d'attaquer leurs erreurs.

Cette situation constitue un des plus grands maux de notre temps. Il appartient surtout aux ministres de la religion d'y apporter le remède efficace. C'est à eux qu'il a été dit : Allez, enseignez les nations : *Euntes, docete omnes gentes* (1). L'aveuglement volontaire des esprits arrête la lumière qui doit *éclairer tout homme venant au monde* (2). C'est à eux qu'il appartient de lever l'obstacle, et de rétablir entre le ciel et la terre les communications qui sont, pour un grand nombre d'âmes, interrompues. Pour cela, le clergé doit se livrer d'abord lui-même à une étude approfondie de la religion. L'esprit ne donne que de son abondance. Les malheurs des temps, la ruine de nos anciennes écoles, la dispersion des ordres religieux, la plupart centre et foyers scientifiques ; la rareté des vocations, le besoin d'employer tous les prêtres aux travaux extérieurs du ministère : toutes ces causes, reconnaissons-le, ont affaibli dans le clergé la science sacrée. Il est temps pour lui d'en ressaisir le flambeau, et de le rendre de plus en plus brillant dans ses mains.

Mais quelque vaste que soit la science sacrée, et bien qu'on puisse la regarder comme la mère et la reine de toutes les autres sciences, les besoins de notre temps, la direction imprimée aux esprits, la nécessité de les atteindre là où le courant du siècle les a entraînés, tout cela rend indispensables quelques modifications dans les études

---

(1) Matth. xxviii, 19.

(2) Joan. i, 9.

ecclésiastiques. Il faut qu'elles contiennent au moins les éléments des sciences profanes. Ces éléments étant très-répandus aujourd'hui, l'ignorance du clergé sur ce point nuirait à sa considération et à la juste influence qu'il doit exercer.

C'est sans doute un grand défaut des méthodes d'instruction suivies de nos jours de trop multiplier les objets d'études, de diviser l'application et de promener de fleurs en fleurs, dans le champ des sciences humaines, l'esprit naturellement volage des enfants. Il en résulte des notions superficielles qui s'effacent bientôt, et, ce qui est pis encore, des notions fausses qui malheureusement ne sont que trop durables. La demi-science nous fait encore plus de mal que l'ignorance. Elle enfle l'esprit, elle corrompt le cœur, elle engendre cette suffisance, cette ridicule admiration de soi, qui est un des plus déplorables et des plus dangereux travers de la jeunesse. Malheur à l'Église si jamais la jeunesse ecclésiastique était entraînée dans une pareille voie! Qu'elle élève sur les bases les plus solides l'édifice de ses connaissances ; qu'elle lui donne toujours pour fondement les livres saints, l'antiquité ecclésiastique et la piété sacerdotale; et, si nous n'excluons pas, comme ornement de l'esprit, une certaine variété devenue nécessaire, c'est à la condition de pouvoir toujours ramener tout à l'unité, sans laquelle nulle science véritable ne saurait exister. L'unité pour nous, le centre vers lequel doivent converger tous les rayons les plus épars de nos connaissances, c'est la théologie. Les sciences humaines ont fourni des armes pour l'attaquer ; elles en fournissent encore plus pour la défendre. La vérité est une. Il ne peut pas exister, au fond, de divorce et de dissentiment sérieux entre la vérité réligieuse et la vérité scientifique ; elles découlent toutes de la même source, qui est Dieu.

Ces considérations n'ont jamais été perdues de vue par le concile, quand il s'est agi, dans son sein, des écoles et des études ecclésiastiques. Il a voulu d'abord pour les jeunes clercs de fortes études classiques. Quand bien même la culture de l'antiquité, la connaissance des langues que les deux civilisations grecque et latine ont parlées, ne seraient pas devenues une nécessité pour se mettre au niveau de cet ensemble de connaissances qui est le résultat des siècles et des efforts de l'humanité, ce serait encore une nécessité pour les ecclésiastiques. L'Eglise est en quelque sorte grecque et latine. Nos grands monuments, à commencer par nos livres saints, sont écrits en grec et en latin. Ignorer ces deux langues, ce serait ignorer la langue de sa mère, la langue de sa patrie. Tout le monde le sait, et les bons esprits le déplorent, le latin se perd parmi nous. On l'étudie très-lentement, et on l'oublie très-vite. Nous voulons que les ecclésiastiques ne l'oublient pas, et qu'ils le parlent assidûment et correctement dans la plupart des exercices qui, depuis la rhétorique, accompagnent leurs études jusqu'à la fin de la théologie.

Nous avons joint à la philosophie les sciences exactes: deux années

seront, aussitôt que les circonstances le permettront, consacrées à ces études importantes; et, si ce temps n'est pas suffisant pour faire de grands philosophes et de grands savants, il le sera au moins pour donner des notions justes et précises, pour semer ces germes qui peuvent se développer ensuite, s'ils rencontrent des goûts et des habitudes spéciales.

La théologie sera accompagnée du droit canon, de l'histoire ecclésiastique et de l'éloquence sacrée. Des examens sérieux seront passés par les élèves, de semestre en semestre, sur toutes les matières qui composent les divers cours suivis.

Outre ces cours destinés à donner à tous la science suffisante, nous espérons voir bientôt s'établir, dans une faculté de théologie canoniquement constituée, au centre de la province, des leçons qui formeront un ensemble de hautes études continuées pendant quatre ou cinq ans. C'est là que les ecclésiastiques pourront prendre leurs degrés en théologie et en droit canon, afin que, si plus tard les évêques jugeaient utile de rendre de nouveau les grades obligatoires, ils puissent le faire sans inconvénients et sans embarras.

Mais il ne servirait de rien de s'appliquer, durant le séminaire et même au-delà, à toutes ces études importantes, si bientôt après on les délaissait, et si on négligeait de mûrir ses connaissances par une culture prolongée. Voilà pourquoi, après les études et les examens du séminaire, nous avons établi pour les jeunes prêtres d'autres examens, et rendu ainsi une prolongation d'études indispensable. Pendant cinq ans, et durant plus long temps encore, quand les examens n'auront pas été satisfaisants, les jeunes prêtres étudieront les questions renfermées dans un programme composé de toutes les matières des études ecclésiastiques ordinaires.

Cependant, même après ces cinq années complétant les années du séminaire, allons-nous fermer nos livres et nous croire suffisamment instruits? Ah! ce serait une grande illusion. Pour nous, l'étude est un devoir de chaque jour, un devoir de la vie entière. Nos lèvres ne doivent pas cesser un instant d'être les dépositaires de la science. Or, cesser d'étudier c'est cesser d'entretenir la lampe qui nous éclaire, c'est tomber bientôt dans les ténèbres. Travailler et prier, voilà la vie du prêtre; son travail se partage entre l'étude et l'exercice de ses fonctions saintes. Nous avons donc cru devoir sanctionner, par un décret, une institution qui existait déjà dans tous nos diocèses, les conférences ecclésiastiques. Nous engageons tous les prêtres à les fréquenter avec exactitude et à s'y préparer avec soin. C'est ainsi qu'ils accompliront le devoir de l'étude, et qu'ils échapperont aux menaces que l'Esprit saint profère contre les prêtres négligents (1).

---

(1) Osée, IV, 6.

La sollicitude du Concile pour les études ecclésiastiques ne devait pas avoir seulement les élèves pour objet, mais aussi les maîtres. Leur tâche est pénible; leur dévouement est souvent admirable. Qu'ils n'attendent pas ici-bas leur juste récompense, mais qu'ils comptent au moins sur la reconnaissance et sur une affection toute particulière de la part de leurs évêques. Tels sont les professeurs, telles sont les études. Vouloir améliorer les études, c'est donc s'engager à améliorer le professorat.

A vrai dire, excepté pour nos grands-séminaires, dirigés par quelques congrégations savantes et pieuses, à la tête desquelles nous aimerons toujours à placer la société de Saint-Sulpice, où s'est si bien conservé l'esprit de modestie, de sagesse et de zèle qui était l'esprit même de son fondateur, il n'existe pas parmi nous un véritable professorat ecclésiastique. Nous avons des professeurs, il en est beaucoup parmi eux de très-habiles et de très-dévoués, mais nous n'avons pas un corps dont les membres se vouent à l'enseignement, font de l'enseignement une carrière, l'occupation de toute leur vie. C'est pour nos petits-séminaires un mal, qu'on a peut-être exagéré quelquefois, mais qu'on ne peut s'empêcher de reconnaître. Le concile s'en est préoccupé à juste titre. Son intention serait d'établir une école provinciale où se formeraient des professeurs qui d'abord, pour l'étendue des connaissances, ne le céderaient à personne, et qui, unis ensuite par le lien d'une origine commune, pourraient composer une sorte d'institut, où la province entière recruterait ses professeurs ecclésiastiques.

Et ce n'est pas pour les petits-séminaires seuls que nous les formerons. Si les promesses qui nous sont faites s'accomplissent bientôt, les institutions libres pourront se multiplier, et si nous concourons à les doter de bons professeurs, nous aurons rendu non-seulement à l'église, mais à la société tout entière, le plus signalé service. La prospérité des écoles libres ne dépend pas moins de la possibilité d'avoir de bons professeurs que de la liberté même. On attache un grand prix à la bonne éducation, mais on ne veut pas qu'elle soit séparée d'une forte instruction. Il faut satisfaire à ce double besoin de notre siècle. On ne le peut qu'en jetant les bases d'un bon professorat. Le concile place pour cela de grandes espérances dans une école provinciale. Puissent ces espérances se réaliser !

Puissions-nous voir se réaliser aussi tous les autres biens que nous attendons des travaux de ce premier concile, que nous nous efforcerons de compléter dans les conciles qui suivront, si Dieu fait jouir notre patrie du double bienfait de la paix et de la liberté ! Puissions-nous voir la foi reprendre son empire sur les âmes, la charité régner dans tous les cœurs, la discipline plier toutes les volontés sous la loi de l'ordre et de l'unité, la science sacrée refleurir au sein du clergé, le zèle de la vérité multiplier les hommes apostoliques, les fidèles se montrer toujours les dignes enfants de Dieu et de l'Église, et la so-

ciété elle-même recommencer une nouvelle carrière de prospérité et de grandeur ! Mais nous avons besoin, pour obtenir cet accomplissement de nos vœux, de tourner incessamment nos regards et nos cœurs vers celui de qui descend tout don parfait, vers le père de la lumière et de la grâce :

O ESPRIT SAINT, qui nous avez assistés dans cette première réunion, et qui nous avez donné chaque jour un sentiment si intime de votre divine présence, c'est à vous de faire fructifier ces germes que vous avez fait éclore. Achevez donc notre œuvre, ou plutôt la vôtre, en illuminant les esprits, et en inclinant les cœurs vers le bien.

Et vous, ô Marie, recevez l'hommage de nos premiers travaux. Nous aimons à vous les dédier comme à notre Reine et à notre Mère. Nous espérons qu'ils vous seront agréables, car ils ont pour unique but la gloire de votre Fils. Amen.

Donné à Paris, le vingt-sept octobre de l'an de grâce mil huit cent quarante-neuf.

M. D. AUGUSTE, *archevêque de Paris*, AUGUSTE, *évêque de Meaux*, JEAN-NICAISE, *évêque de Versailles*, MARIE-AUGUSTE, *évêque de Blois*, FÉLIX-ANTOINE-PHILIBERT, *évêque élu d'Orléans*, Pierre-Philippe PACQUER, *procureur de l'évêque de Chartres*.

Droit public ecclésiastique.

DES LIBERTÉS ET DES SERVITUDES DE L'ÉGLISE GALLICANE.

INFAILLIBILITÉ DU PAPE EN MATIÈRE DE FOI.

(Suite et fin.) (1)

Si, dans les grandes crises de l'univers chrétien, le Pape exerce sans contestation la suprême puissance pour le salut de la catholicité, comme on l'a démontré jusqu'à l'évidence, il s'ensuit nécessairement que cette puissance est infaillible, et par conséquent à l'abri de toute atteinte, soit de la part des peuples, soit même de la part des assemblées générales des premiers pasteurs de l'Église.

Vouloir soumettre à l'autorité d'un concile le souverain pontife, sans lequel il n'y a pas de concile, vouloir courber sous une autre puissance cette suprématie chargée toute seule, au milieu des tempêtes, de sauver le peuple fidèle, c'est donc tout à la fois oublier les promesses divines qui ont prophétisé l'infaillibilité de Pierre, et

---

(1) V. *sup.*, p. 33 et p. 335.

affichen les plus déplorables contradictions dans les voies de l'erreur.

Est-ce qu'il peut jamais être subordonné ce pontife qui est la tête, le chef de l'Église militante? Est-ce qu'il peut jamais faillir en matière de foi, celui qui, dans son omnipotence, garde comme en dépôt les destinées et le salut d'Israël? Est-ce qu'il peut jamais être justiciable, celui qui tient ici-bas la place du tout-puissant Juge?

Oui, nous avons droit de le dire et de le redire avec certitude, l'infaillibilité, bien comprise, a pour soi l'évidence, tandis-que l'erreur contraire ne peut soutenir la lumière d'une loyale discussion.

Une autre conséquence des vérités ainsi démontrées, c'est l'indépendance du pape de toute autorité, de toute pression venant de la terre; c'est parconséquent encore son pouvoir temporel, non pour dominer les peuples en tant que peuples, mais pour sauvegarder les droits de l'Église, pour veiller comme pasteur sur le bercail, pour écarter loin du troupeau et la dent du lion et le faux zéle du mercenaire.

Le gallicanisme, en attaquant la doctrine de l'infaillibilité, aurait indirectement ruiné aussi la puissance temporelle des papes; la modération apparente de quelques-uns de ses principaux organes, de Fleury, par exemple, ne doit pas les sauver d'une juste réprobation.

Fleury prétend que le *concile de Constance « a établi la maxime de « tout temps enseignée en France, que tout pape est soumis au jugement de tout concile universel, en ce qui regarde la foi, l'extinction « du schisme et la réformation générale.* »

Mais d'abord, en ce qui touche la papauté, le concile de Constance juge des faits plutôt qu'il ne définit des maximes; et la teneur des actes ne dit pas tout ce qu'on voudrait lui faire dire.

Ces expressions du texte original : *Quilibet cujuscumque statûs vel dignitatis, etiamsi papalis existât*, ne nomment point le *pape*, comme le prétend Fleury, mais seulement une *personne de dignité papale;* et cette désignation tout extraordinaire s'explique aussi par des circonstances également extraordinaires; car Jean XXIII ayant abdiqué n'était plus pape, Grégoire XII l'était encore moins, et Benoit XIII ne l'avait jamais été. On pouvait même douter, avec juste raison, que tous trois ils eussent été ou fussent encore de condition ou de dignité papale; c'est pourquoi le texte, en parlant de la *dignité* ajoute : *quand bien même elle serait papale* (etiamsi papalis exîstât) ou *fût-elle même papale;* mais il ne dit point ces termes formels : *même le pape*, comme dans la traduction de Fleury.

Cette conclusion, tirée par le même auteur, que *tout pape est soumis au jugement de tout concile universel*, exagère encore à l'excès la prétendue maxime du concile de Constance.

A l'exagération il joint aussi la témérité, l'inexactitude et l'oubli,

en signalant trois exemples hypothétiques pour la compétence du concile :

La témérité : en ce qu'il ose dire que le pape peut *devenir hérétique*, et comme tel, justiciable du concile. Voilà pour la première hypothèse.

L'inexactitude, en ce qu'il suppose que, s'il y a schisme, le vrai pape, et non pas seulement l'anti-pape, peut être jugé et déposé : voilà pour la seconde hypothèse ;

L'oubli, en ce qu'il lui a été impossible d'ignorer que le concile de Constance, loin de vouloir s'élever au-dessus du pape en matière de réformation générale, a, au contraire, appelé le futur pape à opérer lui-même cette réformation : voilà pour la troisième hypothèse.

Les erreurs d'un esprit si docte et presque toujours judicieux sont palpables à des yeux simples et dont aucune prévention n'a troublé la vue.

Donc, en dernière analyse, dans ces grands débats, il faut gémir sur la faillibilité des opinions humaines, et revenir au texte sacré dont nous sommes partis : *Vous êtes Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle.*

Enfin, ce même texte doit prémunir les catholiques contre l'idée que l'Église proprement dite, l'Église telle que Jésus-Christ la tient, l'Église militante et fidèle à la communion des saints, ait besoin de réformation. Elle est indéfectible, elle est pure, elle est sans tache dans son corps spirituel et mystique; car c'est d'elle, comme de la Vierge divine, qu'il a été dit dans le Cantique des Cantiques : *Macula non est in te.* Mais le corps extérieur de l'Église, pasteurs et troupeau, sujets au péché, doivent perpétuellement s'étudier à la réforme des mœurs et des abus inséparables de l'humanité sur la terre. C'est cette discipline qui doit perpétuellement aussi provoquer la sollicitude maternelle de la vraie Église de Dieu. Tel est le sens des déclarations du concile de Constance. Ce cri de réforme est donc sorti du sein même de l'Église catholique, apostolique et romaine. Cent ans après, l'hérésie en a fait son cri de ralliement. L'Église a gardé l'unité, et l'hérésie s'est divisée et subdivisée à l'infini. Ainsi, de part et d'autre, les faits sont éclatants de lumière, et la vraie foi est aussi la bonne foi.

En résumé, dans les rapports entre l'Église, les papes et les conciles, il faut reconnaître les vérités suivantes :

1° Le pape a seul le gouvernement de l'Église universelle ;

2° Les conciles n'administrent pas, mais ils sont, avec le pape, les interprètes de la loi divine ;

3° Le pape est infaillible en matière de foi, quand il prononce *ex cathedrâ* ;

4° Cette infaillibilité n'a jamais été en défaut depuis dix-huit siècles ;

5° Les faiblesses, les fautes, les crimes même dans l'homme ne détruisent point l'indéfectibilité de la foi dans le pontife;

6° L'Église et le pape sont indivisibles, en telle sorte que l'Église sans le pape ne serait plus l'Église, et que le pape sans l'Église ne serait plus le pape;

7° L'omnipotence appartient au pape pour toutes les décisions nécessaires au salut de l'Église;

8° Les conciles n'ont ni le droit de juger, ni le droit de déposer le pape;

9° L'autorité du concile de Constance en ce point est inséparable et de l'abdication et de la ratification de Jean XXIII, et des circonstances extraordinaires du grand schisme d'Occident, où les papes étaient *douteux*;

10° Les conciles n'ont aucune puissance indépendante de celle du pape, qui peut seul donner la sanction à leurs décrets;

11° Il n'y a point de concile sans pape;

12° L'Église, comme corps spirituel dont Jésus-Christ est le chef invisible et le pape le chef visible, a toujours été et restera toujours sans tache, et toute réformation ne peut et ne doit jamais s'entendre que des abus extérieurs et individuels, quelles que soient leur étendue et leur contagion.

Cela posé, nous pouvons aborder les doctrines gallicanes. Il faut jeter quelque lumière sur leurs erreurs; il faut que l'on puisse dire: Voilà ce qu'elles étaient, et voici ce qu'elles sont encore. OEuvres de mensonge, elles n'ont produit que des fruits de mort. Leur premier manifeste a été la pragmatique de Bourges, trop fidèle écho du schisme de Bâle. En vain de séditieux arrêts ont essayé de le faire triompher avec l'hérésie; la jurisprudence parlementaire est tombée, comme la pragmatique elle-même, sous les censures de Rome, et elle s'est évanouie en face du concordat de Léon X. Un opiniâtre gallican, rassemblant les poudreux débris de ces fausses maximes, en a fait une espèce de code informe qui, plus tard, est devenu l'arsenal des détracteurs du Saint-Siége; il importe d'y pénétrer d'abord avec la simple logique, et d'y porter aussi le flambeau de la foi sans être rebuté ni par l'obscur langage de l'erreur, ni par l'importune érudition du vieux commentaire des vieilles lois. On a voulu, de nos jours, ressusciter ces cadavres; il est bon de montrer leur poussière. Le gallicanisme parut sans doute imposant dans quelques chaires théologiques, et plus encore dans l'assemblée de 1682; mais il est permis de le juger là même où l'aigle de Meaux a semblé perdre un moment de vue la pierre du céleste Capitole, cette pierre sacrée vers laquelle il jetait un cri d'amour du fond de ses entrailles. Aussi, Bossuet a-t-il eu des larmes pour déplorer ensuite ses propres paroles. Les fruits de mort se sont reproduits dans les révoltes nouvelles des parlements contre la papauté et contre la royauté elle-même, jusqu'au jour d'une immense catastrophe; leurs germes ont survécu:

ils ont été fécondés sous l'étreinte du despotisme, puis maintenus dans les Organiques du concordat de 1801 et dans les œuvres mêmes de la Restauration livrée au souffle des ses ennemis ; enfin, ils menacent encore aujourd'hui les vraies libertés, les libertés vitales, la liberté religieuse et la liberté d'enseignement. Ainsi se trouve trop exactement appliquée cette maxime évangélique : *Ex fructibus eorum cognoscetis eos.*

Naguère, une voix éloquente s'écriait du sein de la pairie : *Le gallicanisme est mort* (1). C'est là une illusion. Le gallicanisme vit encore non pas, il est vrai, dans le clergé de France, mais dans la législation française. On peut, toutefois, espérer sa fin plus ou moins prochaine, sous les coups d'une juste réprobation : alors il ne s'agira plus que d'un souvenir ; et, dès à présent, le gallicanisme ne mérite rien de plus.

Voilà ce que nous disions il y déjà deux années, et l'événement a précipité le résultat de nos prévisions.

Aujourd'hui, la puissance sur laquelle s'appuyait le gallicanisme est tombée dans la poussière : ne la maudissons point ; elle a servi quoique involontairement au triomphe de la vérité ; mais saluons toujours de nos vœux et de nos constants hommages cette Église, cette arche sainte, qui s'avance à travers les siècles vers les portes du ciel et de la glorieuse éternité.

ALEXANDRE GUILLEMIN,
Avocat à la Cour d'appel, docteur en droit.

Jurisprudence.

ÉGLISE. — PRESCRIPTION.

Le principe de l'imprescriptibilité des églises ne s'étend pas aux terrains existant entre les piliers extérieurs ou contreforts qui en soutiennent les murs ; dès-lors, si des constructions ont été élevées sur ces terrains depuis plus de trente ans par un particulier, celui-ci a acquis, par la prescription, tant la propriété du sol que la propriété des constructions (Cod. civil, art. 2226) (2),

Cette décision résulte de l'arrêt de la Cour d'appel de Caen, ci-après (affaire de l'hospice d'Orbec contre Porte) :

LA COUR : — Considérant, à l'égard du bâtiment E du plan, construit sur le terrain entre les deux contreforts à l'*est* de l'église, que, sous l'empire

(1) Séance du 19 mai 1847.

(2) L'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des édifices consacrés au culte est une règle de notre droit public : ces édifices font partie du domaine public, et sont, par conséquent, compris au nombre des choses qui ne sont

de la coutume de Normandie, comme sous la législation nouvelle, les édifices publics consacrés au culte sont imprescriptibles tant que dure leur destination ;—Mais, considérant que l'imprescriptibilité des édifices religieux n'existe qu'en leur faveur, et ne s'est jamais étendue aux biens de nature ordinaire, en fussent-ils une dépendance ;—Considérant que le terrain d'entre les deux piliers extérieurs à l'*est* de l'église de l'hospice d'Orbec a bien pu être un accessoire de ladite église, mais qu'il n'en a jamais formé une partie intégrante, dont le retranchement empêche cette église de rester entière et de remplir sa destination, d'où il suit qu'il n'appartient pas à la classe des choses imprescriptibles ;—Considérant qu'il est constant, en fait, que le terrain dont il s'agit était occupé non-seulement depuis trente ans avant l'action, mais même plus de quarante ans avant le 3 février 1844, date de la transaction, par un bâtiment appartenant à Porte ou à ses auteurs, et que, par conséquent, la propriété en est acquise audit Porte, par prescription ;—Considérant que, s'il est vrai que ce bâtiment a été récemment exhaussé, Porte a usé en cela du droit que la propriété par lui acquise du sol lui donnait sur le dessus ; que seulement, si la surélévation nuisait à des droits d'égout, de fenêtres ou autres de même nature subsistant au profit de l'église avant qu'elle eût été opérée, il est clair qu'elle ne pourrait y préjudicier ; mais qu'aucun grief n'est signalé sur ce point par l'Administration des Hospices ; qu'au chef relatif à cette construction, le jugement dont est appel doit donc être maintenu ; —Par ces motifs, confirme, etc.

Arrêt de la Cour d'appel de Caen, du 11 déc. 1848.

CONSEIL DE FABRIQUE. — RÉORGANISATION. — RECOURS.

L'arrêté par lequel un préfet renouvelle, dans la limite de ses attributions, un conseil de fabrique, alors même qu'il serait prétendu que ce renouvellement a eu lieu hors des cas prévus par la loi, ne constitue qu'un acte d'aministration non susceptible d'être déféré au conseil d'État par la voie contentieuse.

(Affaire Lefebvre et autres).

L'organisation du conseil de fabrique de l'église succursale de Cailleville (Seine-Inférieure), ayant été jugée illégale par les autorités diocésaine et départementale, Mgr l'archevêque de Rouen et M. le préfet ont cru qu'il leur appartenait, dans une telle circonstance, de nommer directement de nouveaux membres, par application de l'art. 1er de l'ordonnance du 12 janvier 1825.—En conséquence, le

---

pas dans le commerce, et qui, comme telles, ne peuvent être l'objet des conventions (Code civil, art. 1128, 1593), ni être atteintes par la prescription (Code civil, art. 2226). On peut voir, à ce sujet, tant dans le droit ancien que dans le droit nouveau, d'Argentré, *Cout. de Bretagne*, art. 266, chap. 20, p. 1120 ; Voët, *Usucap*, n° 12 ; Dunod, *de la Prescrip.*, p. 74 ; Henrion de Pansey, *Compét des Juges de Paix*, chap. 13, § 10, p. 413 ; Proud'hon, *Domaine public*, tom. 1, n° 207 ; Carré, *Justices de Paix*, tom. 2, n° 1532 ; Curasson, *Compét. des Juges de Paix*, tom. 2, p. 220 ; Troplong, *des Prescrip.*, tom. 1, n° 170 ; Garnier, *Action poss.*, p. 340 ; Caron, *Cod.*, n° 536 —Ajoutons que ce privilége d'inaliénabilité et d'im-

préfet nomma deux conseillers, laissant à Mgr l'archevêque le soin de nommer les trois autres membres nécessaires pour compléter le conseil.

Les sieurs Lefebvre et autres, conseillers remplacés, se sont pourvus contre l'arrêté du préfet, en soutenant que ce n'était qu'au ministre des cultes qu'il appartenait, d'après l'art. 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, de prononcer la révocation des conseils de fabrique ; que l'art. 1er de l'ordonnance n'attribuait à l'évêque et au préfet le pouvoir de nommer eux-mêmes de nouveaux membres que dans le cas où les renouvellements partiels, prescrits tous les trois ans, par les art. 7 et 8 du décret du 30 décembre 1809, n'avaient pas eu lieu, et que, dans l'espèce, cette formalité avait été régulièrement exécutée.

Au nom du peuple français ;—le conseil d'État, section du contentieux ; vu la requête au nom des sieurs François Lefebvre, Victor Florentin Ridel, Jean Duval, Edmond Delannoy, Grenon (adjoint), ladite requête tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler deux arrêtés du préfet de la Seine-inférieure des 17 avril et 7 août 1847, qui nomment membres du conseil de fabrique de l'église de Cailleville, les sieurs François Lefebvre et Gouard (Honoré), et leur ordonnent de se réunir aux membres dont la nomination appartient à l'autorité diocésaine, pour, avec le maire et le desservant, membres de droit, composer le conseil de fabrique et le bureau des marguilliers, conformément au décret du 30 décembre 1809, en ce que lesdits arrêtés auraient été pris après la constitution du conseil de fabrique de Cailleville, et seraient dès-lors entachés d'excès de pouvoir ; annulant lesdits arrêtés, déclarer que les requérants doivent être maintenus au nombre des membres du conseil de fabrique de Cailleville, avec dépens ;—Vu le décret du 30 décembre 1809, l'ordonnance du 12 janvier 1835, considérant que les arrêtés du préfet de la Seine-Inférieure, en date des 17 avril et 7 août 1847, sont des actes d'administration non susceptibles d'être déférés par la voie contentieuse au conseil d'État :

Art. 1er. La requête des sieurs Lefebvre et consorts est rejetée.

Arrêt du conseil d'État, du 21 juillet 1849.

ÉGLISE SUPPRIMÉE. — RÉUNION SUCCESSIVE A DEUX SUCCURSALES. — CLOCHE. — REVENDICATION.

Lorsque, en vertu des décrets des 30 *mai et* 31 *juillet* 1806, *une ancienne église supprimée a été réunie à une succursale, et que la fabrique*

---

prescriptibilité s'étend aux chapelles intérieures qui font partie intégrante des églises, *Sic*, cass., 1er déc. 1823 (Sirey, 24, 1, 161 ; *Collect. nouvelle*, 7, 1, 345) ; 19 avril 1825 (Sirey, 27, 1, 89 ; *Coll. nouv.*, 8, 1, 106) ; 18 juill. 1838 (vol. 1839, 2, 110), et la plupart des auteurs précités.—Quant aux chapelles établies en dehors de l'enceinte des églises, et qui ne sont pas situées sous la voûte même de ces édifices, suivant Carré, *du Gouvernement des Paroisses*, n° 307. elles ne participent point au même privilége.—Au reste, les anciennes églises qui ont cessé d'être consacrées au culte sont rentrées dans le domaine privé, et sont désormais susceptibles d'aliénation ou de prescription. C'est ce qui résulte de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1835 (Sirey, vol. 1835, 1re part., p. 413).

de cette succursale s'est approprié le mobilier de cette église, et notamment sa cloche, si, par suite d'un changement dans les circonscriptions paroissiales, l'ancienne église est réunie à une autre succursale, cette nouvelle réunion fait cesser les effets de la première, et la seconde succursale est fondée à réclamer à la première la restitution de la cloche de l'ancienne église qui lui avait été antérieurement attribuée?

La fabrique de l'église succursale de Flavignac (Haute-Vienne) a demandé l'autorisation de se mettre en possession de la cloche de l'ancienne église de Texon, commune réunie d'abord à la succursale de Lavignac, et actuellement comprise dans la circonscription de la succursale de Flavignac, en exécution d'une ordonnance du 18 juin 1836.

Le conseil municipal de cette dernière commune, Mgr l'évêque de Limoges et M. le préfet de la Haute-Vienne ont pensé qu'il y avait lieu d'accueillir cette demande; mais le conseil de fabrique et le conseil municipal de Lavignac se sont opposés à l'envoi en possession de la cloche, se fondant sur ce que l'ancienne cloche de Texon avait été régulièrement attribuée à la fabrique de Lavignac.

Aux termes des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, les églises et presbytères supprimés, ainsi que les biens ayant autrefois appartenu à ces églises, ont été transférés aux fabriques des églises conservées. C'est en vertu de ces principes que la fabrique de Lavignac était devenue propriétaire de la cloche de l'ancienne église de Texon. Mais comme cette propriété n'avait été acquise qu'en raison de la réunion de la commune de Texon à la succursale de Lavignac, dès que cette réunion n'existe plus, l'effet doit cesser avec la cause qui l'a produit.

La fabrique de l'église succursale de Flavignac, qui comprend dans sa circonscription la commune de Texon, est en droit de revendiquer la cloche en litige, d'après les textes mêmes des règlements invoqués d'abord par la fabrique de Lavignac, et sur les dispositions de l'ordonnance du 28 mars 1820, relative aux envois en possession de cette nature.

Il est d'ailleurs à remarquer que la cloche en litige n'était point nécessaire aux besoins du culte paroissial de l'église de Lavignac, tandis qu'elle pouvait être d'une grande utilité à Flavignac. En autorisant l'envoi en possession demandé, on mettait ainsi fin aux divisions et aux troubles dont l'ancienne cloche de Texon a été la cause entre les habitants de cette commune et ceux de Lavignac. C'est ce qui a été fait par l'arrêté présidentiel ci après :

Le président, etc., sur le rapport de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, vu la délibération du 4 décembre 1848, par laquelle la fabrique de l'église succursale de Flavignac sollicite l'autorisation de se mettre en possession de la cloche de l'ancienne église de Texon, attribuée précédemment à la fabrique de l'église succursale de Lavignac, dont faisait

d'abord partie la commune de Texon, qui a été depuis réunie à la succursale de Flavignac par ordonnance du 18 juin 1836;—Vu l'avis du conseil municipal de Flavignac ;—Vu la délibération du conseil de fabrique et du conseil municipal de Lavignac ;—Vu les avis de l'évêque de Limoges et du préfet de la Haute-Vienne ;—Vu l'arrêté du 7 thermidor an XI, les décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, et l'ordonnance réglementaire du 28 mars 1820, *arrête :*

Art. 1er. La fabrique de l'église succursale de Flavignac (Haute-Vienne) est autorisée à se mettre en possession de la cloche de l'ancienne église de Texon, attribuée précédemment à la fabrique de l'église succursale de Lavignac, dont faisait d'abord partie la commune de Texon, qui a été depuis réunie à la succursale de Flavignac par ordonnance du 18 juin 1836.

Art. 2. Le ministre est chargé, etc.

Arrêté de M. le président de la République, du 23 juillet 1849.

ÉGLISE. — CONSTRUCTION. — TRAVAUX COMMUNAUX. — EXÉCUTION. — COMPÉTENCE.

Des travaux purement communaux, tels que ceux relatifs à la construction d'une église, ne peuvent être réputés travaux publics, dans le sens de la loi du 22 pluviôse an VIII; en conséquence, les difficultés qui s'élèvent relativement à l'exécution de ces travaux sont de la compétence, non du conseil de préfecture, mais des tribunaux ordinaires.

Spécialement, *le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur les contestations existantes, non entre l'administration et un entrepreneur de travaux publics, mais entre une commune, son entrepreneur et son architecte, qu'elle veut rendre responsable de la mauvaise exécution des travaux de son église.*

Arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1849.

Le contraire avait été jugé par la Cour d'appel de Pau le 10 décembre 1845. C'est sur le pourvoi dirigé contre cette décision que la Cour de cassation a rendu l'arrêt ci-dessus. Le conseil d'État est également en désaccord avec la Cour suprême et considère les travaux dont il s'agit comme des travaux publics.

Questions proposées.

Un évêque peut-il de sa propre autorité, et contrairement à l'avis d'une fabrique, diviser une paroisse légalement reconnue, et placer la partie détachée sous la direction d'un chapelain?

La succursale de Saint-Sernin-de-Félix, diocèse d'Alby, fut, à la suite du concordat, formée de son ancien territoire, d'une partie de

l'ancienne paroisse de Graulhet et d'une autre partie de celle de Saint-Pierre-des-Ports.

Depuis quelque temps, les habitants de ce dernier quartier, adjoints à la paroisse de Saint-Sernin, ont formé le projet de solliciter en faveur de leur église le titre de succursale, et, en attendant, ils se sont engagés à payer au chapelain que l'autorité diocésaine voudrait bien leur envoyer, un traitement de 500 fr.; en effet, Mgr a accueilli leur demande, et malgré les réclamations de la fabrique de Saint-Sernin, un prêtre dessert aujourd'hui l'église de Saint-Pierre.

En principe, on ne saurait contester aux évêques le droit d'établir de nouvelles paroisses, mais ce droit, comme tous les autres, est soumis à diverses règles. « Lorsque les paroissiens, dit le concile de « Trente, sess. 21, chap. 4, ne pourront, sans grande incommodité, « aller à la paroisse recevoir les sacrements et assister au service di- « vin, les évêques pourront en établir de nouvelles, contre la volonté « même des recteurs, suivant les constitutions d'Alexandre III. »

Ce décret a été reçu dans plusieurs conciles de France. L'édit de 1695 l'a ensuite confirmé, lorsqu'il a dit que « les évêques pourront « avec les solennités et procédures accoutumées ériger des cures dans « les lieux où ils l'estimeront nécessaire. » Cependant ces érections ne peuvent avoir lieu sans causes, et les motifs ordinaires pour les autoriser sont l'éloignement de l'église paroissiale, les mauvais chemins et les torrents à traverser pour y arriver.

La législation nouvelle n'a point enlevé aux évêques cette prérogative; elle a pensé qu'eux seuls peuvent être juges des besoins spirituels des fidèles, seulement les nouvelles circonscriptions ne peuvent avoir lieu que d'après le consentement du gouvernement. (Art. 9 du Concordat.)

Les articles organiques ont été ensuite plus loin, il est vrai; ils ont voulu que, de concert avec le préfet, chaque évêque réglât le nombre et l'étendue des nouvelles succursales, et que leur projet ne pût être mis à exécution qu'après l'autorisation du gouvernement. (Art. 61.)

Mais, comme on le voit, c'est toujours à l'évêque qu'appartient l'initiative dans cette affaire, et si les autorités civiles, tels que les conseils municipaux, les fabriques, les sous-préfets et les préfets sont appelées à donner leur avis, il faut le reconnaître, le gouvernement s'en rapporte presque toujours à cet égard à la sagesse et au jugement des évêques.

Comme il n'y a ensuite entre les succursales et les chapelles d'autre différence que la dénomination, le traitement du titulaire, et, dans certains cas, le mode de possession des biens, nous avons cru qu'en établissant d'abord le droit qu'ont les évêques de diviser les paroisses, c'était établir aussi qu'ils ont le pouvoir d'ériger des chapelles vicariales et communales qui, comme nous l'avons dit, n'ont d'autre

différence entre elles que la dénomination et le traitement du desservant.

Cependant, tout en reconnaissant aux évêques le droit d'être seuls juges des besoins spirituels du troupeau qui leur est confié, comme à ces besoins sont joints des intérêts matériels dans lesquels doit intervenir la sollicitude de l'État, intérêts dont les fabriques ne peuvent être dessaisies que par un acte du gouvernement, il est nécessaire que celui-ci intervienne dans l'érection des chapelles comme dans celle des paroisses, et alors ces érections doivent avoir lieu conformément à l'art. 9 du décret du 30 septembre 1807.

Dans le cas présent, le consultant ne dit pas si le quartier de Saint-Pierre est érigé en commune. S'il l'est, dans ce cas il serait à croire que l'administration supérieure se serait contentée de l'engagement prescrit par l'article 9 du décret précité, sans prendre l'avis de la fabrique dépossédée, ni réclamer l'enquête qu'il paraîtrait juste de faire dans cette circonstance; mais cette enquête, dit à ce sujet la circulaire ministérielle du 22 août 1833, n'est pas de rigueur à l'égard de la commune du chef-lieu de la cure ou succursale dépossédée; la délibération du conseil municipal qui réclame la succursale ou la chapelle peut tenir lieu de l'information *de commodo et incommodo*, l'enquête n'est donc indispensable que dans la commune où la chapelle doit être établie.

Si au contraire le quartier de Saint-Pierre fait partie de la commune de Saint-Sernin, la division ne peut avoir lieu qu'après que le conseil municipal et la fabrique auront donné leurs avis. (Art. 21 de la loi du 18 juillet 1837.)

Maintenant, si aucune de ces formalités n'ont été remplies, la fabrique et la commune de Saint-Sernin ont le droit de se plaindre d'abord auprès de l'évêque, et ensuite auprès de MM. les ministres de l'intérieur et des cultes, sur une illégalité qui blesse naturellement leurs intérêts pécuniaires, soit dans les frais d'inhumations et services religieux, soit dans les oblations et autres revenus que la loi accorde aux fabriques.

Quant à l'administration spirituelle, ceci ne regarde ni les conseils municipaux ni les fabriques, l'évêque est toujours libre d'étendre ou de restreindre les pouvoirs qu'il donne à ses prêtres; et quoique le décret du 30 septembre 1807 porte que les chapelles dépendent des cures ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles sont placées, qu'elles sont sous la surveillance du curé ou desservant, et que le prêtre qui y est attaché n'exerce qu'en qualité de vicaire ou de chapelain, cependant, d'après Mgr Affre, les évêques ont, en général, fait partout à l'égard des chapelains ce qu'ils avaient fait pour les desservants que la loi du 18 germinal an x avait rendus aussi dépendants que les simples vicaires; ils les ont reconnus comme pasteurs ordinaires et ne les ont distingués des curés, sous le rapport spirituel, qu'en ce qu'ils sont tous amovibles.

A qui appartient-il de faire les concessions de terrains dans un cimetière qui appartient à la fabrique?

Les concessions de terrains pour sépultures privées dans les cimetières sont autorisées par la loi. Voici quelles sont, à cet égard, les dispositions du décret du 23 prairial an XII :

Art. 10. Lorsque l'étendue des lieux consacrés aux inhumations le permettra, il pourra y être fait des concessions de terrains aux personnes qui désireront y posséder une place distincte pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parents et successeurs, et y construire des caveaux monuments ou tombeaux.

Art. 11. Les concessions ne seront néanmoins accordées qu'à ceux qui offriront de faire des fondations ou donations en faveur des pauvres et des hôpitaux, indépendamment d'une somme qui sera donnée à la commune, et lorsque ces fondations ou donations auront été autorisées par le gouvernement, dans les formes accoutumées, sur l'avis des conseils municipaux et la proposition des préfets.

Le dernier de ces articles suppose clairement que le droit de faire ces concessions et d'en percevoir le prix existe au profit des communes. La loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale a consacré de nouveau ce point de droit, en rangeant le produit desdites concessions parmi les recettes ordinaires des communes (art. 31, n° 9). Ce principe semblerait devoir souffrir exeption, dans le cas où la fabrique est propriétaire du cimetière, c'est-à-dire qu'elle devrait être appelée à faire la concession de terrain, et à en percevoir le prix. Il n'en est cependant pas ainsi. Dans le système de l'administration, les anciens cimetières qui ont conservé leur destination, et les nouveaux terrains qui sont actuellement affectés au service des inhumations, sont considérés comme appartenant aux communes. Les fabriques, d'après la jurisprudence du conseil-d'État, ne peuvent même posséder aucun de ces lieux, parce que, aux yeux de la loi, ils n'ont plus qu'un caractère civil, et sont parconséquent essentiellement communaux. On en a conclu que, dans tous les cas, c'était à la commune qu'il appartenait d'accorder ces concessions, même dans les cimetières dont le sol est la propriété de la fabrique ou de tout autre établissement. C'est au surplus ce qui résulte d'une décision ministérielle du 11 août 1836, rapportée au *Journal des Conseils de Fabriques*, t. 2, p. 176; mais, dans une pareille circonstance, les fabriques sont fondées à réclamer des communes, soit d'acquérir ces cimetières, soit de se pourvoir d'autres terrains, afin de rentrer dans la règle ordinaire, qui est que tous les lieux publics de sépulture appartiennent directement aux communes.

(*Consultants* : MM. Péré, vicaire à Gan (B.-Pyrénées); Voirey, curé du diocèse de Bourges; Saunier, prêtre du diocèse de Nevers).

Lorsque par suite d'un ancien usage établi dans une paroisse, des particuliers ont été admis, moyennant certaines redevances payées à la fabrique, mais sans concession de la commune, à établir des monuments ou signes funèbres sur la tombe de leurs parents défunts, l'administration municipale peut-elle, en vertu d'un nouveau règlement sur les concessions, obliger ces familles à payer le prix d'une concession quelconque, ou à enlever ces signes ou monuments?

Si ces signes et monuments sont de construction récente, ils restent la propriété de la famille qui les a placés, jusqu'au renouvellement des fosses qui, aux termes de l'art. 6 du décret du 23 prairial an XII, peut avoir lieu cinq ans après l'inhumation; ils rentrent dans ceux qui sont autorisés par l'art. 12 du même décret, qui donne à chaque particulier le droit de faire placer, sans aucune autorisation, sur la fosse de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture, ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent. Mais à partir de l'expiration des cinq années, l'administration municipale peut en ordonner la destruction, à moins que les parties intéressées ne consentent à payer à la commune le prix réglé pour les concessions, et à se conformer d'ailleurs aux autres charges qui sont imposées par les règlements (Voy. les art. 3 et suiv. de l'ordonn. roy. du 6 déc. 1843).

Toutefois, lorsque ces pierres et monuments funèbres remontent à plus de trente ans, ils doivent être considérés comme acquis par la prescription à ceux qui les ont fait élever, et l'administration municipale n'est point fondée à réclamer le prix du terrain qu'ils occupent ni à en ordonner la destruction.

Lorsque, dans un conseil de fabrique composé de sept membres, y compris les deux membres de droit, quatre membres ont donné leur démission, les trois autres membres du conseil peuvent-ils valablement procéder au remplacement des fabriciens démissionnaires?
Dans le cas de la négative, l'évêque peut-il lui-même nommer ces quatre membres?

Ces deux questions doivent être résolues négativement.

1° En ce qui concerne le droit des trois fabriciens restants relativement au remplacement des membres démissionnaires, le conseil estime que les nominations qui seraient faites par eux seraient irrégulières, parce que ces fabriciens ne sont point en nombre suffisant pour délibérer.

En effet, l'art. 9 du décret du 30 décembre 1809 est ainsi conçu :

« Le conseil nommera au scrutin son secrétaire et son président; ils « seront renouvelés le premier dimanche d'avril de chaque année, « et pourront être réélus. Le président aura, en cas de partage, voix « prépondérante. *Le conseil ne pourra délibérer que lorsqu'il y aura* « PLUS DE LA MOITIÉ DES MEMBRES PRÉSENTS A L'ASSEMBLÉE... »

Ces mots : *plus de la moitié des membres*, doivent-ils s'entendre de la moitié des membres en exercice au moment où le conseil de fabrique se réunit, ou de la moitié des membres dont ce conseil doit être légalement composé?

Nous n'hésitons pas à dire qu'il s'agit ici de la moitié des membres dont le conseil doit être légalement composé, parce que ce nombre est nécessaire pour donner aux délibérations la valeur morale dont elles ont besoin, et pour qu'elles soient considérées comme l'expression véritable de l'opinion du conseil. Dans le système opposé, on arriverait à des conséquences tout-à-fait inadmissibles, ainsi que nous le verrons ultérieurement.

Ce point de doctrine étant incontestable, il est facile de déterminer le nombre des fabriciens qui doivent former la majorité nécessaire pour délibérer. Cette majorité varie selon que le conseil de fabrique est composé de sept membres ou de onze membres, conformément à l'art. 6 du décret du 30 décembre 1809; mais il est évident que, dans un conseil composé de sept membres, elle doit toujours être de quatre, et dans un conseil de onze membres, de six.

Par conséquent, dans l'espèce, le fabricien restant et les deux membres de droit ne formant pas la majorité réelle, qui est de quatre, ne peuvent valablement délibérer, et sont par là même inhabiles à procéder au remplacement des fabriciens démissionnaires.

Le conseil ne pense pas que l'on puisse objecter la disposition contenue en l'art. 8 du décret du 30 décembre 1809, et qui est ainsi conçue :

« Les conseillers qui devront remplacer les membres sortants « seront élus par les membres restants. » Si cette disposition devait être interprétée en ce sens qu'en matière de renouvellement les fabriciens restants ont le droit d'élire dans tous les cas et quel que soit leur nombre, on serait amené à ce résultat qu'un seul fabricien suffirait pour procéder au remplacement de la moitié ou des trois quarts des membres de la fabrique, ce qui est inadmissible, parce qu'une fabrique qui serait le produit du choix d'un seul de ses membres serait dépourvue de toute force morale. L'art. 8 ne peut donc pas avoir une pareille signification ; il ne faut point, par conséquent, le prendre isolément, mais bien le rapprocher de l'art. 9, qui en est le complément indispensable, et qui exige toujours pour la régularité des opérations du conseil la moitié plus un des membres dont ce conseil doit être composé.

On ne peut pas dire qu'il y ait une différence entre les délibérations ordinaires et les élections, et que la majorité des membres qui

est nécessaire pour la légalité des unes n'est pas la même pour les autres. Toute élection est suivie d'un procès-verbal, et par conséquent d'une délibération ; les élections ont d'ailleurs une importance bien plus grande que certains actes de l'administration fabricienne. La majorité doit donc au moins être la même dans les deux cas. Au surplus, l'ensemble des dispositions de l'art. 9 ne laisse aucun doute à cet égard.

On ne peut pas non plus opposer ici la jurisprudence suivie au ministère des cultes, jurisprudence d'après laquelle il suffit, pour qu'un conseil de fabrique puisse valablement procéder aux élections triennales, que les fabriciens prenant part à ces élections soient toujours, dans les conseils de paroisses de 5,000 âmes, au nombre de quatre, et dans ceux des paroisses de moins de 5,000 âmes, au nombre de trois. (Voy. l'avis du conseil de l'administration des cultes, du 7 août 1841, approuvé par le ministre, le 18 du même mois. (1)

Cette jurisprudence vient au contraire corroborer notre opinion. En effet, si l'avis du 7 août précité décide que dans un conseil de fabrique de sept membres, trois de ces membres suffisent pour faire les élections triennales, c'est que ces trois membres forment la majorité plus un du conseil tel qu'il est légalement composé au moment de ces élections. Cela est facile à justifier : quel est dans un conseil de fabrique de sept membres le nombre de fabriciens dont ce conseil doit être légalement composé à l'époque du renouvellement triennal ? Deux ou trois membres devant sortir par suite de l'expiration de leurs fonctions, conformément à l'art. 7 du décret du 30 décembre 1809, ce conseil ne se trouve plus légalement composé que de cinq ou de quatre conseillers. Or, quelle est la majorité sur quatre ? trois. Il est donc vrai que dans un conseil de fabrique de sept membres, trois de ces membres forment, au jour des élections triennales, la majorité légale de ce conseil, et qu'ils peuvent régulièrement procéder à ces élections.

Ainsi, la jurisprudence du ministère des cultes est parfaitement exacte au point de vue de l'art. 9, qui statue d'une manière générale, et qui doit par conséquent recevoir son application, soit qu'il s'agisse d'élections triennales, comme dans l'avis du 7 août 1841, soit qu'il s'agisse d'élections accidentelles, comme dans l'espèce actuelle.

2° En ce qui concerne la nomination par l'évêque, le conseil ne croit pas qu'en droit cette nomination soit valable, parce que, en matière d'élections accidentelles ou triennales, l'évêque n'intervenant, ainsi que nous allons le voir, qu'en vertu de la délégation qui lui est faite du droit de la fabrique, et cette délégation n'ayant pu avoir lieu par l'incapacité du conseil, l'évêque ne saurait être appelé à l'exercice de ce droit lorsque le conseil n'a pu l'exercer lui-même.

---

(1) Cet avis est rapporté dans le *Recueil général du Droit civil ecclésiastique*, tom. 2, pag. 396, en note.

Pour justifier cette solution, il suffit de considérer l'économie de la loi et l'intention patente du législateur touchant la part qui est faite aux conseils de fabrique et à l'autorité épiscopale dans ces sortes d'opérations.

Le législateur appelle l'évêque et le préfet pour la première organisation du conseil de fabrique (art. 6 du décret du 30 décembre 1809). Mais une fois cette organisation faite, il statue que ce conseil existe et se perpétue par lui-même, dans l'état ordinaire, sans le secours de l'évêque ou du préfet (art. 7 du même décret). Or, pour se perpétuer, un conseil de fabrique est dans l'obligation de pourvoir à deux sortes de remplacements : le remplacement triennal qui a lieu à Quasimodo, et le remplacement accidentel, qui s'effectue dans la première séance du conseil après l'événement qui a rendu ce remplacement nécessaire. Là, le législateur prévoit que des négligences peuvent être commises ; alors il appelle l'intervention de l'autorité épiscopale pour les réparer dans les limites qu'il prescrit. Voici quelle est à ce sujet la disposition du § 2 de l'art. 8 du décret du 30 décembre 1809 : « Lorsque le remplacement ne sera pas « fait à l'époque fixée, l'évêque ordonnera qu'il y soit procédé dans « le délai d'un mois; passé lequel délai il nommera lui-même, et « pour cette fois seulement. »

Plus tard cette disposition a été remplacée par une autre beaucoup plus large, qui est celle de l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825. « Si un mois après les époques indiquées dans les « deux articles précédents, dit cet article, le conseil de fabrique n'a « pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui- « même. »

Les termes de ces articles prouvent manifestement que l'évêque n'intervient que lorsque le conseil de fabrique a épuisé son droit, c'est-à-dire accidentellement et par exception. Il n'interviendrait point si ce conseil avait observé les règles qui lui sont prescrites, s'il avait nommé lui-même dans les délais voulus. On peut donc dire que c'est par une espèce de délégation que le droit de nommer est exercé par l'évêque, et que là où le conseil de fabrique n'a point abandonné son droit, le prélat n'a pu l'exercer lui-même. Tel est précisément le cas de la question proposée. Le curé et le maire, joints au fabricien restant, ne peuvent point remplacer les conseillers démissionnaires, comme n'étant point en nombre suffisant ; ils ne peuvent par conséquent transmettre à l'évêque un pouvoir qu'ils n'ont point et qu'ils n'auront jamais. On conçoit d'ailleurs que si l'évêque était appelé à nommer en pareille circonstance, la nomination par lui faite témoignerait que le conseil est en faute, que les trois membres ont commis quelque négligence ; or il n'en existe aucune de leur part, et l'on ne saurait les rendre responsables du fait de la démission des quatre membres, et de l'impossibilité où cette démission les a mis de faire aucun acte valable.

On soutiendrait vainement que la disposition légale qui confère à l'évêque le droit de pourvoir lui-même aux nominations n'établit aucune distinction entre le cas où le conseil a pu faire ces nominations et celui où il ne l'a pas pu. Cette distinction existe : l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825 la consacre implicitement en ne donnant ouverture à l'exercice du droit épiscopal, en fait d'élections triennales ou accidentelles, que lorsque le conseil de fabrique chargé de ces élections a laissé passer l'époque indiquée sans y procéder. C'est justement pour le punir de cette négligence que le législateur a cru devoir armer l'évêque du droit de nommer à sa place. C'est le droit que la fabrique s'est rendu incapable d'exercer que l'évêque vient accomplir ; l'exercice de ce droit par l'évêque suppose toujours l'existence antérieure de celui de la fabrique; il s'ensuit que quand la fabrique n'en a point été investie, il ne saurait appartenir personnellement à l'évêque.

En résumé, et par tous ces motifs, le conseil estime que les trois fabriciens restants ne peuvent point valablement procéder au remplacement des conseillers démissionnaires, et que la législation civile ne donne point non plus à l'évêque le pouvoir de le faire (1). Il ne suit pas de là toutefois que le conseil de fabrique soit dissous par le fait même de l'impossibilité où il est de délibérer, ou qu'il doive rester dans cet état incomplet. Or voici ce que le conseil de jurisprudence croit devoir proposer pour faire cesser cette situation anormale : c'est de demander au fabricien restant sa démission, et s'il la refuse, en se rendant ainsi responsable de ce déplorable état de choses, l'évêque devra provoquer auprès du ministre sa révocation, mesure unique pour arriver à une nouvelle organisation du conseil de fabrique.

Délibéré à Paris par MM. Berryer, Béchard, Pasqualini, Bioche, Devilleneuve, Masson, l'*abbé* Van-Weter, Biauzon, de Champeaux et Suvigny.

---

(1) Voy. Mgr. Affre, *Traité de l'adminis. temp. des paroisses*, pag. 55. Anciennement l'évêque ne jouissait point du droit de nomination. Sous ce rapport la législation actuelle qui le leur concède dans certains cas, est plus favorable à leur autorité. C'était jadis une maxime constante que les fabriciens étaient les représentants de la paroisse, et ne devaient tenir leur place que de la confiance et du choix des paroissiens. Les auteurs et réglements étaient unanimes sur ce point. « L'usage de nommer les marguilliers sans les soumettre à l'élection, est un abus, dit Boyer (*Traité des Paroisses*, t. 1er, p. 3), que le laps du temps n'a pu couvrir, et qui réclame toujours contre celui qui veut s'en aider. » Il existe plusieurs arrêts du Parlement qui ont cassé les nominations faites par l'évêque. On peut voir à ce sujet, Fevret, *Traité de l'Abus*, liv. IV, ch. IX, n° 2, Chenu, maréchal, le nouveau Brillon, V° *Abus*. Voy. aussi Héricourt, *Lois eccl.*, IVe partie, chap. IV, 11° 35; Duperray, *Comment. sur l'Edit de* 1695, p. 291, Gohard, t. 1er, p. 804; Jousse, *Gouvern. des Paroisses*, p. 131. Mais on voit tout d'abord combien cette jurisprudence avait empiété sur le pouvoir épiscopal qui, dans l'origine, était seule chargée d'administrer les revenus de l'Église, et qui pour cette raison a dû être le premier organisateur des fabriques.

Administration Fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois de janvier.

MM. les Fabriciens savent que les conseils de fabrique doivent se réunir en séance ordinaire, le premier dimanche de janvier de chaque année (Art. 10 du décret du 30 décembre 1809). Le jour de la prochaine réunion sera le 6 janvier.

Nous avons dans notre livraison de mars, ci-dessus, page 80, rappelé quelques règles générales, qui sont applicables aux quatre séances ordinaires des conseils de fabrique. Nous n'avons aujourd'hui que peu de chose à y ajouter. Nous inviterons ceux de nos lecteurs dans les paroisses desquels il y aurait quelque nomination à faire, en remplacement d'un ou de plusieurs fabriciens décédés ou démissionnaires, de ne point négliger d'y procéder. Il y a toujours avantage à ce que le conseil de fabrique soit complet. Le vœu de la loi est d'ailleurs clairement exprimé à cet égard, puisque l'art. 3 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, statue expressément que ces nominations devront être faites à la première séance qui suit la vacance, sinon qu'un mois après il y sera pourvu directement par l'Évêque. On comprend ce que la négligence des conseils de fabrique pourrait créer d'embarras pour l'autorité diocésaine, s'il n'était point satisfait à cette prescription. Il est donc très-important et d'une bonne administration, quand une vacance accidentelle arrive dans un conseil, de la remplir conformément à la loi et à l'époque qu'elle prescrit.

S'il arrivait que la séance fût insuffisante pour arrêter les délibérations sur tous les objets dont le conseil doit s'occuper, il y aurait lieu de demander immédiatement à l'Évêque ou au Préfet l'autorisation de se réunir extraordinairement pour terminer les opérations.

Nous ajouterons cette autre observation, qui est également applicable à toutes les séances ordinaires, c'est que les délibérations du conseil doivent être inscrites sur un registre, et non sur des feuilles détachées (Voyez l'art. 9 du décret du 30 décembre 1809). Il en est de même des délibérations du bureau des Marguilliers. Dans quelques paroisses, le registre des délibérations du conseil n'est pas distinct de celui des délibérations du bureau. Nous croyons que ce mode d'administration est mauvais. Quoique ces deux registres ne soient pas formellement prescrits par la loi, ils sont dans l'ordre des choses, et il est certain qu'ils existent dans toutes les fabriques bien organisées.

Pour ce qui concerne la réunion du premier dimanche de janvier, MM. les Fabriciens n'ont à y faire aucune opération spéciale, sur laquelle nous ayons besoin d'appeler leur attention. Nous ne pouvons

donc que les renvoyer à nos précédentes observations touchant l'administration générale de la fabrique. (Voyez ci-dessus pages 150 et 151 ; voyez aussi ce que nous disons relativement aux baux des bancs et des biens des fabriques, pages 281 et suivantes.)

Nous ne rappellerons pas non plus les fonctions de MM. les Marguilliers, dans leur séance de janvier. Nous avons déjà fait connaître ce que la loi leur prescrit au sujet du bordereau trimestriel de la situation, de l'évaluation des dépenses du trimestre suivant, du compte rendu et de l'affiche des fondations. (Voyez nos observations ci-dessus pages 85, 179 et 281.)

Pour ce qui est des contributions auxquelles les ministres du culte sont assujettis, et des réclamations auxquelles elles peuvent donner lieu, nos lecteurs voudront bien aussi se reporter à nos précédentes indications, que l'on trouvera aux pages 47, 52 et 274.

Chronique.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'Assemblée législative a voté les lois suivantes dans le cours de ce mois : Loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France (3 déc.).—Loi relative à la publication des motifs des nominations et des promotions dans l'ordre national de la Légion d'Honneur (4 déc.). — Lois qui accordent aux ministres de l'agriculture et de l'intérieur, des crédits pour des créances appartenant à des exercices clos (6 déc.).—Loi relative à l'aunulation de rentes appartenant à la caisse d'amortissement (9 déc.).—Loi sur les boissons (20 déc.).—Loi portant demande des trois douzièmes provisoires sur l'exercice 1850 (21 déc.).—Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire de 500,000 fr. pour le paiement d'un subside mensuel consenti en faveur du gouvernement de Montevideo (*Ib.*).—Loi qui porte à 125 millions le maximum des émissions de la banque de France et de ses comptoirs (22 déc.).—Loi sur l'appel de 80,000 hommes (26 déc.).—Loi relative à l'augmentation du nombre des circonscriptions électorales (*Id.*).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

Le sacre de Mgr Dupanloup a eu lieu le 9 de ce mois, dans l'église cathédrale de Paris. Le prélat consécrateur était Mgr l'archevêque de Paris, assisté de Mgr Blancart de Bailleul, archevêque de

Rouen, et de Mgr Gros, évêque de Versailles. La cérémonie de son installation a été faite le mardi suivant, à Orléans. A peine arrivé dans son diocèse, Mgr Dupanloup a rendu à la liberté, en payant leurs dettes, plusieurs prisonniers ; il a aussi obtenu du gouvernement la grâce de trois détenus.

—Mgr Morlot, archevêque de Tours, est promu au grade d'officier de la Légion-d'Honneur. Sont nommés chevaliers : Mgr Gignoux, évêque de Beauvais; M. Maudurit, curé de Granville (Manche) ; M. Reveillaud, curé de Saint-Pierre, à Saintes ; M. Montera, chanoine d'Alger ; M. l'abbé Brumaud, fondateur de l'établissement d'orphelins de Bou-Aknoun ; M. l'abbé Foulquier, aumônier à l'hôpital militaire de Marseille.

—Mgr d'Hautpoul, ancien évêque de Cahors, chanoine de Saint-Denis, frère du brave général tué à Eylau, et oncle de M. le ministre actuel de la guerre, est mort à Toulouse, le 3 décembre. dans sa 86e année. Mgr d'Hautpoul, qui est né dans le Tarn, était entré dans les ordres dès sa jeunesse ; il était prêtre avant la première révolution.

Les dépouilles mortelles du prélat ont été déposées dans les caveaux des archevêques de Toulouse.

—S. A. Mgr le prince Alexandre de Hohenlohe-Waldenbourg-Schillingsfurst, évêque de Sardica, vient également de rendre son âme à Dieu, à l'âge de cinquante-six ans.

CONCILE PROVINCIAL D'AVIGNON.

L'ouverture du concile d'Avignon a eu lieu dans la matinée du 8. NN. SS. les évêques, sortis du grand séminaire à huit heures, se sont rendus processionnellement à la métropole, où le service divin a été célébré par Mgr de Belay.

Le concile a commencé ses travaux le lendemain, et s'est formé en plusieurs congrégations particulières. Ces congrégations étaient ainsi composées :

Congrégation *de Decretis*.—Président, Mgr. l'archevêque d'Avignon vice-président, dom Oraise, abbé de la Trappe d'Aiguebelle ; secrétaire, le R. P. Martin, jésuite.

Congrégation *de fide et studiis*.—Président, Mgr. l'évêque de Montpellier ; vice-président, M. Caval, supérieur du grand-séminaire d'Avignon ; secrétaire, M. Peyrac, supérieur du grand séminaire de Montpellier.

Congrégation *de cultu et sacramentis*.—Président, Mgr. l'évêque de Nimes ; vice-président, M. Martin, vicaire-général d'Avignon ; secrétaire, M. d'Alzon, vicaire-général de Nimes.

Congrégation *de clero et regularibus*.—Président. Mgr. l'évêque de Valence; vice-président, M. Michel, vicaire-général de Valence; secrétaire, M. Gareiso, professeur au grand séminaire de Nimes.

Congrégation *de disciplina christiana, exequiis et variis institutis*. —Président, Mgr. l'évêque de Viviers; vice-président, M. Albouys, supérieur du grand séminaire de Viviers; secrétaire, M. Dabert, vicaire-général de Viviers.

Le concile a tenu sa deuxième session le 17, dans la chapelle du séminaire. La troisième a eu lieu le 23, à la cathédrale : 38 décrets ont été promulgués dans le cours de ces sessions. En voici les titres :

Decretum. 1. De Professione Fidei.—2. De Fide catholica.—3. Excepta ex litteris encyclicis Pii IX.—4. De lectione et usu Scripturæ sacræ.—5. De sodalitate gallicè dictâ *Propagation de la Foi*.—6. De propagandis bonis libris, gallicè *Commission des bons livres*.—7. Contrà perjurium et blasphemiam.—8. De cultu sanctorum, crucis, reliquiarum ac sanctarum imaginum.—9. De Reverentiâ his qui Deo sunt consecrati debitâ.—10 De diebus Dominicis et Festis.—11. De liturgiâ.—12. De jejunio et abstinentiâ.—13. De exequiis.—14. De Sacramentis in genere.—15. De Baptismo.—16. De Confirmatione. —17. De Eucharistiâ.—18. De sacramento Pœnitentiæ.—19. De Extremâ-Unctione.—20. De sacramento Ordinis.—21. De Matrimonio. —22. De dignitate et auctoritate Episcoporum deque obedientiâ et reverentiâ ipsis debitâ.—23. De Episcorum officiis.—24. De Synodo diœcesanâ.—25. De Capitulis et Canonicis cathedralibus.—26. De Parochorum et aliorum clericorum obligationibus.—27. De Parochis gallicè dictis *desservants*.—28. De foro Episcopi.—29. De Regularibus.—30. De Monialibus.—31. De Pœnitentium confraternitatibus et aliis piis sodalitatibus virorumac mulierum.—32. De Summo Pontificio Pio IX.—33. De Reverentiâ locis sacris, tumulis et rebus benedictis debitâ.—34. De Caritate christianâ in provinciâ Avenionensi exercèndâ.—35. De Damnatione sectæ mendaciter dictæ *OEuvre de la Miséricorde*.—36. De Studiis.—37. De Immaculatâ Conceptione B. Mariæ Virginis.—38. De Sacratissimo Corde D. N. J.-C.

De ces décrets, les uns ne font que rappeler la tradition et l'enseignement de l'Eglise, les autres donnent au Concile d'Avignon un rang glorieux d'initiative parmi les assemblées qui pourront s'occuper de progrès intellectuel et de régénération sociale. Tel est le décret *de Studiis* divisé en deux parties, dont la première contient un programme des études pour les grands et les petits séminaires, et la seconde institue dans la province une maison de hautes études ecclésiastiques fondée et dotée par les Évêques. On choisira toutes les années, dans chacun des diocèses, deux élèves qui viendront à la métropole suivre pendant deux ans des cours préparatoires aux grades théologiques. Ceux qui arriveraient d'une autre province, ou qui ne seraient pas choisis par leur Évêque, pourront être admis dans

l'établissement, moyennant une pension. On demandera l'érection d'une faculté catholique ou du moins la jouissance de ses droits, et les Evêques. assistés d'examinateurs nommés par eux, confèreront successivement, à ceux qui en seront jugés dignes, le baccalauréat, la licence et le doctorat. Tous les prêtres seront libres de se présenter aux examens, mais ils ne le pourront que trois ans après leur sortie du séminaire, les élèves de la maison des hautes études auront seuls le droit de se présenter plus tôt, ils subiront l'examen du baccalauréat à la fin de leur première année et celui de la licence à la fin de la seconde. Ces règlements ultérieurs détermineront dans chaque diocése les offices et bénéfices qui ne pourront être donnés qu'à des ecclésiastiques gradués. Toutefois, on n'exigera que le baccalauréat ou la licence, le doctorat sera purement honorifique. Ce décret fort détaillé coutient une foule de dispositions très-sages, et qui, tout en sauvegardant les droits et les justes prétentions des anciens prêtres, ouvrent au jeune clergé une brillante carrière d'émulation et de science.

Deux autres décrets d'une importance réelle pour le bien de la société sont le 6e et le 34e. Le 6e *de Propagandis bonis libris* remédie au mal moral par la création d'une commission de bons livres ayant un comité de direction dans chacune des cinq villes épiscopales et un comité de direction générale dans la ville métropolitaine. Le 34e *de Caritate christianâ* tend à guérir le mal physique par l'organisation d'une œuvre générale de bienfaisance à laquelle tous les curés seront obligés d'apporter leur concours. Cette œuvre de bienfaisance existait déjà dans la ville d'Avignon, on en étendra désormais les bienfaits à toute la province.

Le Concile, en s'occupant des fidèles, n'a pas négligé la discipline ecclésiastique. Il a statué sur le rétablissement des officialités diocésaines par le décret 28e, intitulé dans la rédaction définitive *de foro episcopi*. Le décret précédent accorde aux desservants une espèce d'inamovibilité de fait; ils ne pourront, sans de très-graves raisons, être changés malgré eux, et les évêques s'obligent à ne point les inquiéter sans avoir soumis l'affaire à l'officialité ou du moins à leur conseil.

Dans le décret 11e, le Concile témoigne le désir et manifeste l'intention d'établir au plus tôt le rit romain dans toute la province.

Enfin, les deux derniers décrets couronnent la gloire de cette sainte assemblée, par les consolations qu'ils doivent donner à la piété chrétienne. Marie proclamée conçue sans péché, ce serait le vœu le plus cher du Concile; le cœur sacré de Jésus Christ choisi pour le protecteur spécial de la province, oh! voilà qui nous fait espérer que Dieu bénira les travaux de nos Evêques et leur accordera ces consolations qu'ils méritent à tant de titres!

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

ABUS ECCLÉSIASTIQUE. — Il n'y a abus ecclésiastique donnant lieu à recours au conseil d'État, préalablement à toute poursuite devant les tribunaux, pour délits commis par des ecclésiastiques, qu'autant que le fait incriminé a été commis par le prêtre dans l'exercice du culte, 19. — Il n'y a exercice du culte, et par suite abus ecclésiastique, que lorsque le fait incriminé se confond nécessairement avec l'exercice du sacerdoce, et s'identifie en quelque sorte avec les actes dont les ecclésiastiques seuls peuvent se rendre coupables en abusant du caractère dont ils sont revêtus, *ibid.* — Voy. *Diffamation.*

ACTES DU SAINT-SIEGE. — Consistoires tenus à Gaëte et à Portici, et dans lesquels ont été préconisés plusieurs prélats français, 31, 124, 153, 317. — Encyclique de Pie IX aux patriarches, archevêques et évêques de tout l'univers, sur l'immaculée conception de la Sainte-Vierge, 122.

ACTES OFFICIELS.—7, 38, 65, 97, 145, 155, 170, 185, 258, 300, 335.

ADJOINT.—Voy. *Fabriques.*

ADMINISTRATION *des Cultes.*—Voy. *Cultes.*

ADMINISTRATION *fabricienne.*—Voy. *Fabriques.*

AFFAIRES *d'Italie.*—Situation des Etats pontificaux après la retraite de Pie IX à Gaëte, 27, 29.—Proclamation de la République à Rome, confiscation des biens ecclésiastiques et des richesses des églises, persécution du clergé, 62, 93.—Intervention du Gouvernement français, 121, 153.—Siége et prise de Rome, 181, 211.—Rétablissement de l'autorité papale, 211.—Départ du St-Père de Gaëte pour Portici, 287.—Edit de Pie IX sur la constitution du gouvernement pontifical, *ibid.*

ALGÉRIE.—Erection de nouvelles paroisses, 59; 317.—Voy. *Budget des cultes, Chronique religieuse, Instruction publique.*

ALIÉNATIONS.—Voy. *Cures, Curés, Fabriques.*

ANNIVERSAIRE *du 24 Février* 1848.—Décret qui ordonne qu'il sera célébré une fête nationale le 24 février en commémoration du jour de la proclamation de la République, 58.

ARCHEVÊCHES.—Voy. *Evêchés.*

ARCHEVÊQUES.—Traitement, 158. — Décret qui alloue un crédit de 10,000 fr. pour compléter le traitement de Mgr le cardinal archevêque de Bourges, 26.—Voy. *Budget des cultes, Evêchés, Evêques.*

ASSEMBLÉES DU CLERGÉ.—Quel était anciennement leur objet; leur différence avec les Conciles et les Synodes, 268.—Voy. *Conciles.*

ASSEMBLÉE NATIONALE.—Décret relatif à la dissolution de l'assemblée Constituante et à la convocation de l'assemblée Législative, 58.—Nomenclature des décrets d'un intérêt général votés par ces deux assemblées pendant l'année 1849 : 26, 58, 91, 119, 151, 179, 210, 247, 317, 358, 395.

AUTELS.—Voy. *Eglises, Lettres pastorales.*

B

BANCS.—Location des bancs et chaises; formes et conditions de cette location; cas où il y a lieu d'obtenir l'autorisation du préfet ou celle du gouvernement, 281.—Les membres du conseil ou du bureau peuvent individuellement se rendre adjudicataires de bancs et places dans l'église, mais pour leur usage personnel seulement, 114.—Il n'est pas nécessaire de faire intervenir un notaire pour recevoir les actes de concessions des bancs ou des chaises, 282.—Aucune place distinguée et gratuite n'étant due au maire, rien n'empêche de mettre aux enchères le banc ou la stalle qu'il peut occuper gratuitement dans l'église, 283.

BAUX.—Voy. *Bancs, Cures, Fabriques.*

BÉNÉDICTION NUPTIALE.—La bénédiction nuptiale ne doit être donnée qu'à ceux qui justifient s'être préalablement mariés devant l'officier de l'état-civil, 304.—Peines encourues pour l'infraction à cette règle, *ibid.*—La prescription qui soumet au timbre les certificats à produire pour la justification du mariage civil n'est pas tellement obligatoire, que le prêtre doive refuser de célébrer le mariage religieux de ceux qui ne lui présentent qu'un certificat sur papier libre, 77.—Voy. *Lettres pastorales.*

BIENS.—Biens des cures, voy. *Cures;*—des fabriques, voy. *Fabriques;* —des succursales, voy. *Succursales.*

BIENS DE MAIN-MORTE.—Les biens de main-morte sont assujettis à une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès, 58.

BORDEREAU *trimestriel.*—Prescriptions du décret du 30 déc. 1809, y relatives, 179, 281, 395.

BOURSES *des Séminaires.*—Voy. *Séminaires.*

BUDGET DES CULTES.—Avis du comité des cultes concernant le maintien du budget des cultes, 119.—Rapport de M. Chapot à l'Assemblée nationale, au nom du comité des cultes, 125.—Le budget des cultes est maintenu par la Constitution, 9.—Décret qui ouvre sur l'exercice de 1848 un crédit extraordinaire de 400,000 fr., applicable aux traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial, 26.—Décret qui accorde au ministre des cultes, en augmentation des restes à payer des exercices de 1845 et 1846, un crédit supplémentaire de 67,078 fr. 50 c., montant des nouvelles créances constatées sur ces exercices, *ibid.*—Budget de 1849.—Rapport de M. Jean Reynaud, à la même Assemblée, au nom de la commission du budget des cultes sur les dépenses du ministère des cultes pour ladite année, 131.—Discussion et vote : Personnel des bureaux, 155. —Matériel, 157.—Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques, *ibid.*—Traitement et indemnités aux membres des chapitres et du clergé paroissial, 158.—Chapitre de Saint-Denis, 161.—Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses, 162.—Dépenses des services intérieurs des édifices diocésains, *ibid.*—Entretien, acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains, *ibid.*—Secours pour acquisitions et travaux des églises et presbytères, 165.—Secours annuels à divers établissements ecclésiastiques, 166.—Restauration de la cathédrale de Paris, *ibid.*—Dépenses du personnel des cultes protestants, *ibid.*—Dépenses du matériel des cultes protestants, *ibid.*—Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg, *ibid.*—Dépenses du culte israélite, 167.—Dépenses des cultes en Algérie, *ibid.*—Loi portant fixation du budget, 185.—Voy. *Cultes.*

BUDGET DES FABRIQUES. — Voy. *Fabriques.*

BUREAU des *Marguilliers*.—Voy. *Fabriques*.

C

CARDINAUX.—Discussion sur la réduction de leur traitement et des autres dépenses qui les concernent, 132, 158.—Voy. *Budget des cultes, Traitements ecclésiastiques.*

CATHEDRALES.—Voy. *Eglises, Fabriques de cathédrales.*—Cathédrale de Paris, somme proposée et allouée pour sa restauration, 141, 166.—Voy. *Budget des cultes.*

CASUEL.—Discussion à l'Assemblée nationale, 159.

CHAISES.—Voy. *Bancs.*

CHAPITRES.—Traitement des chanoines, sommes portées au budget pour cet objet, 135.—Voy. *Budget des cultes, Fabriques de cathédrales, Traitements ecclésiastiques.*

CHAPITRE *de Saint-Denis*.—Institué en 1806, maintenu en 1816; destination, 137.—Avis du comité des cultes sur son existence, 128.—Opinion de la commission du Budget de 1849 sur sa compatibilité avec ls régime républicain, 137, 161.—Crédit alloué pour sa dotation de la présente année, *ibid.*—Voy. *Budget des cultes.*

CHRONIQUE RELIGIEUSE.—27. 58, 94, 122, 153, 182, 210, 247, 285, 317, 359, 395.

CIMETIERES.—Propriété : Les cimetières appartenaient-ils anciennement aux communes ou aux fabriquess? Ceux qui appartenaient aux fabriques leur ont-ils été restitués en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an XI ; lorsque la commune et la fabrique ne peuvent produire aucun titre de propriété, à qui cette propriété doit-elle être attribuée ? 354.—Laquelle, de la commune ou de la fabrique, doit en l'absence de titres être réputée aujourd'hui propriétaire d'un terrain reconnu pour avoir servi très-anciennement de lieu de sépulture, mais dans lequel il n'a pas été fait d'inhumations depuis un temps immémorial et sur lequel la fabrique a exercé depuis plus de trente ans tous les droits d'un propriétaire, l'affermant par baux administratifs ou notariés, et percevant le prix annuel de la location? 353. Concessions : c'est à la commune qu'il appartient de faire les concessions de terrain pour les sépultures privées dans les cimetières 388.—Lorsque, par suite d'un ancien usage existant dans une paroisse, des particuliers ont été admis, moyennant certaines redevances payées à la fabrique, sans concession de la commune, à établir des monuments ou signes funèbres sur la tombe de leurs parents défunts, l'administration municipale peut-elle, en vertu d'un nouveau règlement sur les concessions, obliger ces particuliers à payer le prix d'une concession quelconque, ou à enlever ces signes ou monuments ? 389.—Clôture : Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'incombe la charge des frais de clôture et d'entretien des cimetières ? 277.—Servitudes : Le maire et le conseil municipal ont-ils le droit de consentir des servitudes sur les murs du cimetière ; et si par suite de leur négligence ces murs ont été démolis ou envahis par les voisins, la fabrique est-elle fondée à exiger de la commune qu'ils soient relevés ? 350.—Produit spontané : attribution aux fabriques ; ce qu'il comprend 340, 350.—Arbres : Avis du comité de législation du conseil d'Etat sur les droits respectifs des fabriques et des communes touchant la propriété et la jouissance des arbres des cimetières, *ibid.*—Voy, *Communes, Fabriques, Lettres pastorales.*

CIRCULAIRES.—De M. le ministre des travaux publics relative à la suspension des travaux publics les dimanches et jours de fêtes, 145;—de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1849, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite, 170;—de M. le directeur général de l'administration des cultes, relative aux augmentations de trai-

tements accordées au budget de 1849, en faveur des desservants des succursales, 187; — relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1848, 300; — demandant aux préfets des extraits des délibérations prises par les conseils généraux de départements, dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes, *ibid*; — demandant aux mêmes l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1849, 301; — relative à la situation des dépenses des cultes au 31 octobre 1849, par suite de la clôture des paiements, et au paiement des dépenses d'exercices clos, réordonnancés sur cet exercice, *ibid.*

CLEFS *de l'Eglise.* — Voy. *Eglises.*

CLOCHES. — Elles sont comprises dans les objets affectés au culte, 22. — Transfert d'une ancienne église dans une nouvelle; contestation, *ibid.* — La nomination ou la révocation du sonneur, dans les paroisses urbaines, appartient aux marguilliers sur la proposition du curé, mais dans les paroisses rurales, c'est au curé directement qu'elle appartient et il en doit être ainsi, alors même que la cloche servirait tout à la fois aux besoins du culte et à certains usages communaux, 24.

COLONIES. — Arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur l'administration du personnel des cultes dans les colonies (10 décembre 1848), 18. — Voy. *Budget des cultes.*

COMITÉ *des Cultes.* — Avis du comité sur l'inamovibilité des desservants, et le rétablissement des officialités, 25. — Rapport de M. Pradié, à ce comité à propos de plusieurs pétitions relatives à ces deux questions, 55, 85. — Proposition concernant la réorganisation des conseils de fabriques, 25. — Résumé des travaux du comité sur les questions dont il a eu à s'occuper, 117.

COMMUNES. — Les frais quelconques du culte paroissial sont à la charge des fabriques et subsidiairement à celle des communes, 343. — La dépense faite par une fabrique pour l'achat d'un dais et la réparation d'une pièce du presbytère est obligatoire pour la commune, lorsque cette dépense a été reconnue comme urgente, et qu'il est constaté que la fabrique n'a aucun fonds qu'elle puisse y affecter. En cas de refus par le conseil municipal de voter l'allocation nécessaire pour l'acquitter, le préfet doit en ordonner l'inscription d'office au budget de la commune, *ibid.* — Obligation des communes relativement aux presbytères. Voy. *Presbytères* — Dans les communes où il n'y a pas de presbytère, la commune ne doit une indemnité de logement pour le curé ou desservant, qu'autant que les revenus de la fabrique sont insuffisants pour y pourvoir, 20. — A l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, il appartient de statuer sur les difficultés qui s'élèvent à cet égard, *ibid.* — Obligation relative au jardin presbytéral, voy. *Jardin;* aux cimetières, Voy. *Cimetières.* — Les communes ne peuvent, sans y avoir été autorisées par le gouvernement, s'emparer d'une propriété fabricienne, 50. — Maison d'école : lorsque deux communes sont co-propriétaires d'une maison d'école, l'une d'elles est en droit de demander la licitation de la maison, à l'effet de se faire attribuer la part qui lui revient dans le prix, 353. — Voy. *Fabriques.*

COMPETENCE. — Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents, à l'exclusion du conseil de préfecture, pour statuer sur la question de savoir si une haie qui sert de clôture à un cimetière est la propriété de la commune, ou si, à titre de produit spontané du sol, elle appartient à la fabrique, en vertu de l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809, 238; — Sur les contestations existantes, non entre l'administration et un entrepreneur de travaux publics, mais entre une commune, son entrepreneur et son architecte, qu'elle veut rendre responsable de la mauvaise exécution des travaux de son église, 385. — Voy. *Communes.*

COMPTE *des fabriques.* — Voy. *fabriques.*

CONCILES. — Conciles provinciaux tenus dans les états sardes, 247. — — Concile de Baltimore. — Lettre synodale des pères de ce concile, 293. — Concile provincial de Paris : Rapport de M le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, et décret de M. le président de la République, relatifs à la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains, 258. — Dissertation

sur la liberté des conciles provinciaux et des synodes diocésains; de la législation sur ces assemblées, 266.—Tenue du concile provincial de Paris, et nomenclature des décrets par lui votés, 288.—Lettre synodale adressée par les pères de ce concile au clergé et aux fidèles de leurs diocèses, 321 : De la hiérarchie et des personnes ecclésiastiques, 323.—Des erreurs du siècle, le panthéisme et le rationalisme, 329;—De la discipline ecclésiastique, 365.—Concile provincial de Reims, célébration de ce concile à Soissons, décrets votés, 319.—Concile de la province de Tours: tenu à Rennes, nomenclature des décrets votés, 361.—Concile provincial d'Avignon: célébration et décrets votés, 396.

CONFÉRENCES *ecclésiastiques*.—Questions proposées, 95.

CONGRÉGATIONS *religieuses*.—Les sœurs converses, bien que ne jouissant pas des mêmes priviléges que les autres religieuses ou dames du chœur, n'en font pas moins partie de la communauté; par suite, après le décès des dames du chœur, la congrégation est représentée par les converses survivantes, qui ont, dès-lors, le droit de jouir des dons et legs faits à la communauté. Les tiers qui ont des intérêts à débattre avec une communauté religieuse légalement autorisée, ne sont pas recevables à contester la validité des vœux des personnes qui en font partie, pour omission des formalités prescrites par la loi civile, dans l'intérêt de la liberté des engagements religieux. *Spécialement*, et en ce qui touche les congrégations de femmes hospitalières, les tiers ne sont pas admis à prétendre que les vœux des personnes qui en font partie doivent être considérés comme non existants, par le motif qu'il ne serait pas justifié qu'ils ont été constatés devant l'officier de l'état civil dans la forme prescrite pour ces sortes de congrégations par l'article 8 du décret du 18 février 1809, 260.

CONSEILS *de fabriques*.—Voy. *Fabriques*.

CONSTITUTION DE 1848.—Texte, 7 et suiv.—*Discussions auxquelles a donné lieu, dans le sein de l'Assemblée nationale, l'article 7 de la Constitution, relatif à la liberté religieuse, à la protection due aux cultes, et au traitement du clergé*, 38, 65.—De la souveraineté, 8.—Droits des citoyens garantis par la constitution, *ibid.*—Des pouvoirs publics, 10.—Du pouvoir législatif, *ibid.*—Du pouvoir exécutif, 11.—Du conseil d'état, 14.—De l'administration intérieure, 15.—Du pouvoir judiciaire, *ibid.*—De la force publique, 17.—Dispositions particulières concernant la légion d'honneur, l'Algérie et les colonies, 18.—De la révision de la constitution, *ibid.*—Dispositions transitoires, *ibid.*

CONTRIBUTIONS.—La contribution foncière n'est pas due pour les édifices consacrés au culte, les archevêchés, les évêchés, les séminaires, les maisons communes, les presbytères et jardins y attenants, les cimetières, les maisons d'écoles appartenant aux fabriques, 54, 274.—Mais elle est due pour les biens appartenant aux communes, aux évêchés, aux chapitres, aux séminaires, aux fabriques, aux cures et aux succursales, 275.—Il y a exemption de la contribution des portes et fenêtres pour les bâtiments servant d'église ou d'école, même lorsque ces bâtiments sont loués par l'administration, 51.—Le curé est-il soumis à la contribution des portes et fenêtres, à la contribution personnelle et mobilière, et à la prestation pour la réparation des chemins vicinaux, 274.—Le curé qui dessert-à-la-fois les églises de deux communes, ayant chacune un presbytère, ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle, 47.—Le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le 1er janvier n'y doit aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté, 54.—Réclamations en matière de contributions, formes, 53.

CORRESPONDANCE.—Franchise : Décision du ministre des finances, concédant à M. le directeur général de l'administration des cultes la franchise de correspondance avec NN. SS. les archevêques et évêques, MM. les vicaires-généraux, supérieurs des grands et petits séminaires, curés, desservants, doyens des facultés de théologie, frères de la doctrine chrétienne, etc., 320.

COSTUME ECCLÉSIASTIQUE.—Prescriptions, 254.—Voy. *Lettres pastorales.*

CULTES.—Liberté des cultes ; elle est garantie et protégée par la Constitution, 9.—Les troubles apportés à l'exercice du culte sont réprimés par la loi pénale, 23.—Dotation : Les ministres des cultes actuellement reconnus et de ceux qui le seraient à l'avenir ont le droit de recevoir un traitement de l'État, *ibid.*—Administration, comptabilité : Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes à MM. les préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils-généraux des départements, dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes, 300. — Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes à MM. les préfets, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1848, *ibid.*—Circulaire relative à la situation des dépenses des cultes pour 1849 et les exercices antérieurs, 301. —Circulaire aux préfets, leur demandant l'indication approximative des diverses dépenses des cultes pour 1849, *ibid.*—Colonies : Arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur l'administration du personnel des cultes dans les colonies (10 décembre 1848), 18.—Voy. *Budget des Cultes, Culte catholique.*

Culte Catholique. — Législation religieuse : Jusqu'à quel point les lois de l'État, et en particulier les articles organiques qui ont été publiés avec le concordat, obligent l'Église de France, 263 — Transfert de l'exercice du culte d'une église dans une autre : Lorsqu'une nouvelle église a été construite avec l'approbation du gouvernement, suffit-il de l'autorisation de l'évêque pour y transférer l'exercice du culte? 20.—Dotation.—Voy. *Budget des Cultes, Curés, Évêques, Fabriques.*

Culte Israélite.—Allocations portées au budget de 1849, 143, 167.

Cultes Protestants.—Allocations portées au budget de 1849, 141, 166.

CURÉS.—Règles à observer par le curé pour l'administration des biens qui composent la dotation de la cure ou de la succursale.—Administration pendant la vacance : Texte du décret du 6 novembre 1813, concernant la conservation et l'administration de ces biens, 346.—Baux des biens, 347.—Quelles réparations sont à la charge du titulaire, 348.—Le curé ou desservant n'est pas recevable à intenter une action en complainte relative à un droit foncier de sa cure, et, par exemple, à un droit de servitude qu'un tiers voudrait établir sur le fonds du presbytère, s'il n'y a été préalablement autorisé par le conseil de préfecture, 349.—Mutation des curés et desservants; partage des fruits, 350.—Absence ou éloignement du curé; intervention du trésorier de la fabrique, *ibid.*—Voy. *Contributions, Curés, Fabriques*

CURÉS.—Classement des curés relativement à leur traitement; taux du traitement des curés de première et de deuxième classe, 159.—*Curés et Desservants.*—Leurs droits dans les conseils de fabrique relativement à la garde de l'église, 172;—aux serviteurs d'église, 24, 52;—a la jouissance du presbytère, du jardin presbytéral et des arbres qui s'y trouvent, 172, 204 et suiv;—a la jouissance des biens curiaux, 346.—Voy. *Budget des Cultes, Cures, Contributions, Dons* et *Legs, Églises, Fabriques, Jardin, Presbytères, Réparations, Traitements ecclésiastiques.*

D

DESSERVANTS.—Inamovibilité : Rapport de M. Pradié au Comité des cultes, citation des canons des conciles qui militent en faveur de cette inamovibilité, 55.—Avis du Comité des cultes sur le même sujet, 118.—Traitements, augmentation, 136, 158, 167.—Les desservants, âgés de 75 ans, ayant exercé pendant trente ans, ont droit au traitement des curés de 2e classe, 185, 187.—Traitements antérieurs, 186.—Voy. *Budget des cultes, Cures, Curés, Succursales.*

DIFFAMATION.—Le prêtre, en assistant au conseil de fabrique, ne rem-

plit pas de fonctions sacerdotales, et dès-lors il peut être poursuivi directement devant les tribunaux, sans recours préalable au Conseil d'état, à raison du délit de diffamation dont il s'est rendu coupable, dans une séance du conseil de fabrique, envers l'un des membres de ce conseil, 19.

DIMANCHES.—Circulaire de M. le ministre des travaux publics aux préfets, aux ingénieurs et aux architectes chargés de diriger les travaux nationaux, relative à la suspension de ces travaux le dimanche et les jours de fêtes, 145.

DIOCESES.—Nombre des diocèses créés par le concordat de 1801, 133.—Augmentation en 1821, *ibid.*—Proposition de modification des circonscriptions actuelles des diocèses, avis du Comité des cultes, 118;—Edifices diocésains : dépenses du service intérieur, mobilier des archevêchés et évêchés, entretien et grosses réparations; allocation sur le budget de l'État, 140, 162. Voy. *Budget des Cultes, Cultes, Evêques.*

DONS ET LEGS.—Etablissements religieux : un legs fait à une personne dénommée, pour être employé au profit d'un établissement religieux de bienfaisance non autorisé, peut être déclaré nul, comme fait au profit de cet établissement lui-même. Vainement, dans ce cas, soutiendrait-on que le legs est fait bien moins à l'établissement qu'aux personnes qui doivent y être admises, Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi, par appréciation des faits et circonstances, échappe sous ce rapport à la censure de la Cour de cassation, 45.—Conditions : Le legs fait pour aider le légataire (déjà au séminaire) dans sa vocation religieuse doit être considéré comme un legs fait sous la condition de se faire prêtre, c'est-à-dire sous une condition contraire aux bonnes mœurs, en ce qu'elle porte atteinte à la liberté de conscience : dès-lors une telle condition doit être réputée non écrite, et le legs déclaré pur et simple aux termes de l'art. 900 du Code civil, 146.—Destination : Le legs fait au curé pour être employé en messes, est-il soumis à la formalité de l'autorisation du gouvernement? distinctions, 307.—Demande en délivrance : Qui, de la fabrique instituée légataire à titre particulier dans un testament, ou des héritiers appelés à recueillir la succession du testateur, est tenu au paiement, 1° des frais de la demande en délivrance du legs; 2° des droits de mutation dus à l'occasion de ce legs, 114?

DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE.—Des libertés et des servitudes de l'Église gallicane, 33, 266, 335, 377.

E

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES *des Carmes*.—Lettre de Mgr l'archevêque de Paris, 247.

ÉCOLES SECONDAIRES ECCLÉSIASTIQUES.—Décret du président de la République qui autorise l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique à Sarlat, 335.—Voy. *Instruction publique.*

ÉDIFICES DIOCÉSAINS.—Voy. *Cathédrales, Diocèses, Evêchés.*

ÉGLISES.—Propriété, 174.—Imprescriptibilité : le principe de l'imprescriptibilité des Eglises ne s'étend pas aux terrains existant entre les piliers extérieurs ou contreforts qui en soutiennent les murs ; dès-lors, si des constructions ont été élevées sur ces terrains depuis plus de trente ans par un particulier, celui-ci a acquis par la prescription tant la propriété du sol que la propriété des constructions, 381.—Jouissance et administration temporelle dévolues aux fabriques, 173, 310.—Les églises doivent être disposées de la manière la plus convenable pour le service divin, 174.—Autels, prescriptions relatives au placement de la pierre sacrée, 251.—Fonts baptismaux, 252.—Culte, objets à fournir par les fabriques, 278.—Lampe, 251.—Transfert du culte : lorsqu'une nouvelle église a été construite dans une paroisse, il suffit de l'autorisation de l'évêque pour y transférer canoniquement l'exercice du culte ; mais pour donner à ce transfert quelque effet civil il est nécessaire de faire intervenir l'administration, 20.—Surveillance et garde de l'église, 172.—Le curé doit avoir seul la clef de l'église et du

clocher, *ibid.*—Le curé peut-il. sans autorisation, ouvrir une porte de communication entre le presbytère et l'église, lorsque les deux bâtiments ne sont séparés que par nn jardin ?—Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'appartient le droit d'autoriser ou d'empêcher l'établissement d'une pareille ouverture? 172.—Bancs et places, location, formalités, 281.—Places à réserver à ceux qui ne louent ni chaises ni bancs, *ibid.*—Réparations : obligations des marguilliers, formalités, 283.—Insuffisance des ressources fabric ennes ; demande de subventions à la commune ; marche à suivre, 28, 284.—Secours pour acquisitions et travaux des églises : sommes allouées au budget de 1849, 140, 165. — Eglises supprimées, 384. — Voy. *Bancs, Budget des cultes, Cloches, Cultes, Culte catholique, Cures, Fabriques, Lettres pastorales, Presbytères.*

ÉGLISE GALLICANE.—Examen des libertés et des servitudes de l'Eglise gallicane, 33. 266, 335, 377. — Voy. *Conciles, Culte catholique, Droit public ecclésiastique.*

ELECTIONS.—Loi organique électorale du 15 mars 1849, 97.—Les archevêques, évêques et vicaires généraux ne peuvent être élus à la députation dans les départements compris en tout ou en partie dans le ressort de leur juridiction, 59.

ÉTABLISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES.—Allocations sur les fonds de l'Etat pour l'année 1849, 141, 166.—Voy. *Budget des cultes, Congrégations religieuses, Dons et legs.*

ÉVÊCHÉS.—Les palais des évêchés ne sont pas assujettis à la contribution foncière, 275.—Récolement annuel de l'inventaire du mobilier, 358.—Voy. *Contributions, Diocèses.*

ÉVÊQUES.—Nomination, avis du comité des cultes, 117.—Traitement, 158.—Voy. *Budget des cultes, Culte catholique, Diocèses, Eglises, Evêchés Fabriques, Instruction publique, Paroisses, Secours de l'Etat.*—Nominations : de Mgr Foulquier, à Mende, Mgr Mioland, comme coadjuteur à Toulouse, Mgr de Salinis, à Amiens, 58;—Mgr Caverot, à Saint-Dié, 94;—Mgr Dupanloup, à Orléans, 124;—Mgr Pie, à Poitiers, 154;—Mgr de Dreux-Brezé, à Moulins, 359.—Préconisation : de Mgr Cœur, de Mgr Meyrieu, 31 ; des autres prélats nommés dans le conrs de l'année 1849, 124, 153, 317.—Sacre : 58, 182, 247, 359, 395.

F

FABRIQUES.—Les fabriques sont établies pour l'administration temporelle des églises, 173.—*Conseil*, conditions nécessaires pour y entrer : il faut être notable, catholique, domicilié dans la paroisse, et âgé de 25 ans eu moins, 84.—Le vicaire de la paroisse peut être nommé fabricieux, 148.—Renouvellement, époque, 83.—Les conseils de fabrique doivent se renouveler partiellement tous les trois ans, et la durée des fonctions des fabriciens est de six ans révolus. Le conseil de fabrique qui avant l'expiration du temps que doivent durer les fonctions des membres nouvellement entrés dans son sein, procède au renouvellement de l'un ou de plusieurs d'entre eux, est en état d'irrégularité, et il y a lieu de procéder à la formation d'un nouveau conseil, d'après les règles établies par l'art. 6 du décret du 30 déc. 1809, 305.—Pour qu'un conseil de fabrique puisse valablement procéder aux élections triennales, il suffit que les fabriciens prenant part à ces élections soient, dans les conseils des paroisses de 5,000 âmes. au nombre de quatre, et dans ceux des paroisses de moins de 5,000 âmes, au nombre de trois, 84.—En cas d'omission, par un conseil de fabrique, de procéder au remplacement annuel du membre sortant du bureau des marguilliers, le droit de procéder à ce remplacement passe-t-il à l'évêque, ou bien appartient-il toujours au conseil de fabrique ? 149.—L'arrêté par lequel un préfet renouvelle, dans la limite de ses attributions, un conseil de fabrique, alors même qu'il serait prétendu que ce renouvellement a eu lieu hors des cas prévus par la loi, ne constitue qu'un acte d'administration non susceptible d'être déféré au conseil

d'état par la voie contencieuse, 382.—Vacance par démission : lorsque dans un conseil de fabrique composé de sept membres, quatre de ces membres ont donné leur démission, les trois autres ne peuvent pas valablement procéder au remplacement des fabriciens démissionnaires, 389.—L'évêque n'a pas non plus, dans ce cas, le droit de nommer, *ibid.*—Ce que l'on doit faire en semblable circonstance, *ibid.*—Époque après laquelle le conseil ne peut plus procéder à ses élections, droit de l'évêque, 85.—Remplacement du président et du secrétaire, 116.—Les fabriciens dont les fonctions sont expirées peuvent être réélus, 84.—Séances: Observations applicables à toutes les séances: scéances ordinaires, 79, 177, 280, 394.—Séances extraordinaires, autorisation, convocation : Lorsqu'un conseil de fabrique a été autorisé à se réunir extraordinairement, la convocation des membres appartient au président de ce conseil, et le maire n'a aucune qualité pour la faire.—Les séances des conseils de fabrique doivent être tenues dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère ; celles qui seraient tenues à la mairie sont illégales.—Les conseils de fabrique réunis extraordinairement ne peuvent s'occuper que des objets pour lesquels ils ont été autorisés à s'assembler. Spécialement, le conseil de fabrique qui a été autorisé à s'assembler pour délibérer sur le projet d'érection d'une église en succursale n'a pas le droit de procéder à l'élection des membres du bureau. La délibération prise en contravention à l'une ou à l'autre de ces trois règles est susceptible d'être annulée par le ministre, 339.—Délibérations, nombre de fabriciens nécessaires pour délibérer, 390.—Fonctions : le conseil de fabrique qui a pris une délibération par laquelle il a ordonné que tous les objets servant au culte seront transportés d'une ancienne église dans une nouvelle ne dépasse pas les limites de son droit, en comprenant la cloche parmi ces objets, quand cette cloche sert de timbre à une horloge communale placée dans le clocher, 20.—Si cette cloche vient à être enlevée violemment de l'église nouvelle, dans laquelle elle avait été transférée, ce conseil est en droit d'en demander le rétablissement, *ibid.*—Lorsque les autorités locales refusent d'intervenir pour ce rétablissement, c'est auprès du ministre qu'il y a lieu de se pourvoir, 22.—Le conseil de fabrique a le droit de faire placer à ses frais une horloge dans le clocher de l'église paroissiale, sans l'autorisation du maire et du conseil municipal, 309.—*Bureau des marguilliers.* Composition : incapacité du maire, 51.—Trésorier : le maire peut-il être appelé à remplir cette fonction ? *ibid.*—*Quid* de l'adjoint et des conseillers municipaux ? *ibid.*—*Quid* du curé ? ancienne jurisprudence, 52.—Aucune loi ne défend aux fabriques de rétribuer leur trésorier, *ibid.*—Présidence du bureau, 85.—Séances ordinaires du bureau : réunion mensuelle, 150.—Attribution : devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de janvier, 394;—de février, 24; de mars, 52;—d'avril, 79;—de mai, 115;—de juin, 150;—de juillet, 177;—d'août, 210;—de septembre, 246;—d'octobre, 280;—de novembre, 315;—de décembre, 357.—Fonctions relatives aux fondations, 179;—à la nomination des prédicateurs, 24;—à la nomination et à la révocation du sonneur et autres serviteurs de l'église, *ibid;*—au bordereau de situation et à l'évaluation des dépenses pour le trimestre suivant, 85, 179, 281, 315;—aux réparations des bâtiments paroissiaux, *ibid;*—au budget, voyez *Budget des fabriques;* à la location des bancs et chaises, 281;—aux quêtes, 311;—aux comptes du trésorier, 81.—*Biens des fabriques.* Eglise supprimée : lorsque, en vertu des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, une ancienne église supprimée a été réunie à une succursale, et que la fabrique de cette succursale s'est approprié le mobilier de cette église et notamment sa cloche ; si, par suite d'un changement dans les circonscriptions paroissiales, l'ancienne église est réunie à une autre succursale, cette nouvelle réunion fait cesser les effets de la première, et la seconde succursale est fondée à réclamer à la première la restitution de la cloche de l'ancienne église qui lui avait été antérieurement attribuée 383.—Produit spontané du cimetière, attribution, 240, 280.—Dons et legs : le refus par un conseil de fabrique d'accepter la donation gratuite qui lui est faite pour compléter le traitement du vicaire, après qu'il est intervenu un arrêté du gouvernement qui a autorisé cette acceptation, constitue de la part de ce

conseil un acte d'insubordination envers l'autorité supérieure qui le rend passible de la révocation, 341.—Administration et régie des biens ruraux. Baux : la durée des baux des biens des fabriques qui, avant la loi du 25 mai 1835, ne devait pas dépasser neuf ans, peut, en vertu de cette loi, être portée à dix-huit ans, 347.—Les marguilliers ne peuvent se rendre adjudicataires des baux des biens des fabriques 283.—*Quid* à l'égard des baux des bancs? *ibid.*—Remboursement des capitaux, emploi : lorsqu'une fabrique a reçu le remboursement d'une rente sur particulier, non grevée de services religieux, et qu'en autorisant ce remboursement, le gouvernement a statué qu'il serait fait emploi des fonds en rentes sur l'Etat, cette fabrique ne peut pas de son chef les employer en achats d'ornements, de vases sacrés, de meubles ou autres objets reconnus nécessaires à l'église ; elle doit obtenir pour cette nouvelle destination l'autorisation du gouvernement, 344.—Droit de transcription et d'enregistrement, 115.

Charges.—Les fabriques sont chargées de subvenir à tous les frais du culte ;—énumération de ces charges, 278, 343.—Le paiement du servant de messe est à la charge de la fabrique, 52.—Les frais de célébration des services religieux ordonnés par le gouvernement, comme ceux ordonnés récemment pour l'anniversaire du 24 Février, constituent des dépenses obligatoires pour le culte, qui sont à la charge des fabriques, 78.—Les fabriques peuvent-elles réclamer des communes le montant de ces frais, *ibid.*?—*Budget :* règles concernant la formation, la discussion et le vote du budget, envoi à l'évêque, 53, 82, 83.—*Comptes :* Reddition par le trésorier, 81.—Préparation par le trésorier dans le mois de février, 24.—Pièces justificatives qui doivent accompagner le compte, 52.—L'apurement des comptes du trésorier appartient au conseil de fabrique, et le conseil municipal n'a aucune autorité pour le faire, 49.—Droit de l'évêque concernant les comptes, 244.—La législation actuelle donne-t-elle à l'évêque le droit d'ordonner la transcription de ses avis et décisions sur les registres des délibérations des conseils de fabriques, 241.—Si ce droit n'appartient pas à l'évêque, appartient-il au préfet, ou au ministre des cultes, ou du moins au conseil d'Etat, *ibid.*?—Le compte doit être dressé en double copie, 82.—Poursuites contre le trésorier, 82, 116.—*Subventions communales.*—Quand les fabriques manquent des ressources suffisantes pour faire face à leurs besoins, elles doivent adresser à la commune une demande en subvention, 178, 284.—Les fabriques qui reçoivent des subventions communales doivent fournir au conseil municipal, à l'appui de leur demande en subvention, leur compte et leur budget, ainsi que toutes les autres pièces qui peuvent être nécessaires à la commune pour éclairer son vote, 48.—Les fabriques peuvent réclamer la subvention qui leur est nécessaire à quelque époque de l'année que ce soit, 178.—Voy. *Bancs et chaises, Budget des cultes, Cimetières, Communes, Contributions, Curés, Dons et legs. Eglises, Presbytères, Quêtes.*

FABRIQUES DE CATHÉDRALES.—Les chapitres des églises métropolitaines sont sans qualité pour demander l'envoi en possession des biens non aliénés qui doivent être restitués aux fabriques en vertu du décret du 15 ventôse an XIII ; c'est à la fabrique seule de la métropole qu'il appartient de faire une telle réclamation, 73.

FACULTÉS DE THÉOLOGIE.—Avis du comité des cultes, 118.—Proposition de rénovation, 183.—Crédit alloué sur les fonds de l'Etat, 192.—Voy. *Budget de l'instruction publique.*

FÊTES.—Voy. *Dimanches.*

FONDATIONS.—Les marguilliers sont chargés de veiller à l'acquit des fondations. 179, 281, 395.—Affiche d'un extrait du sommier des titres et du nom de l'ecclésiastique qui doit les acquitter, *ibid.*—Compte-rendu trimestriel, *ibid.*

FONTS BAPTISMAUX.—Voy. *Lettres pastorales.*

FRÈRES PRÊCHEURS.—Établissement, 210, 317.

H

HYPOTHÈQUE.—Voy. *Fabriques, Trésoriers.*

I

INAMOVIBILITÉ.—Voy. *Desservants.*
INDEMNITÉ DE LOGEMENT.—Voy. *Communes, Curés, Presbytères.*
INDEX.—Ouvrages mis à l'index par le Saint-Siége, 287, 360.
INHUMATION.—Autorisation d'inhumer, raison de la nécessité de cette autorisation, 304 —Elle ne doit pas être donnée au nom du curé, *ibid.*—Modèle de certificat à délivrer par les officiers de l'état civil, *ibid.*—Infractions contre les inhumations, dispositions du Code pénal, 303.—Voy. *Lettres pastorales.*
INSTITUTEURS PRIMAIRES — Augmentation de leurs traitements, 120, 198 —Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION PRIMAIRE.—Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION PUBLIQUE.—Disposition de la Constitution concernant la liberté d'enseignement, 9.—Commission nommée par M. de Falloux pour la préparation d'un projet de loi sur l'instruction publique. 27.—Budget de 1849, rapport de M. Corne: administration centrale, 189;—conseil de l'Université et inspecteurs généraux, 190;—services généraux de l'Université, école normale, indemnités et secours, *ibid.*;—administration académique, 191;—frais du service divin à la Sorbonne, *ibid.*; —instruction supérieure : facultés de théologie, 192;—facultés de droit, 193;—de médecine, 194;—des sciences, 195;—des lettres, *ibid;*—écoles supérieures de pharmacie, 196;—instruction secondaire, frais généraux, 179;—lycées et colléges communaux. 198;—instruction primaire, inspection, *ibid.*;—comptabilité des caisses d'épargne pour les instituteurs, *ibid;*—dépenses générales, 199;—ouvroirs publics, *ibid.*;—instruction primaire en Algérie, *ibid.*; —dépenses départementales, 200;—académie des beaux arts, *ibid;*—collége de France, *ibid;*—museum d'histoire naturelle, *ibid;*—établissements astronomiques, 201;—bibliothèque nationale et service des bibliothèques publiques, *ibid.*;—académie de médecine, écoles des chartes, écoles des langues orientales vivantes, 203;—souscriptions, sociétés savantes, voyages, missions, etc., *ibid;*—encouragements et secours aux savants et hommes de lettres, 204;—documents inédits d'histoire nationale, *ibid.*;—subvention aux caisses de retraite, *ibid.*;—réimpression et publication d'œuvres scientifiques, *ibid.*;—exposé des motifs du projet de loi sur l'instruction publique, présenté par M de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes, 212 et suiv.;—abolition des certificats d'études pour les aspirants au baccalauréat ès-lettres, 363;— fondation d'un établissement d'enseignement gratuit à Avignon, *ibid.*
INVENTAIRE.—Il doit être procédé, à la fin de chaque année, au récolement de l'inventaire du mobilier des archevêchés et évêchés, 315.—Le récolement annuel de l'inventaire des titres et papiers de la fabrique, doit être fait à la séance de Quasimodo, 85, 358;—inventaire et récolement des titres et papiers des biens curiaux, 347.

J

JARDIN.—Est-il dû un jardin au curé?—Quelle doit être l'étendue de ce jardin?—Quels sont les droits du curé sur les arbres existants dans le jardin ou autres dépendances du presbytère?—Le curé peut-il les faire abattre pour en percevoir le prix?—Quelles sont les formalités à observer pour l'abattage?—Le curé qui est changé peut-il arracher les arbres qu'il a lui-même plantés, 204?—Voy. *Presbytères.*
JURISPRUDENCE.—19, 44, 73, 146, 238, 260, 305, 381.

L

LAMPE.—Nécessité de la conservation d'une lampe devant le Saint-Sacrement, 251.—Voy. *Lettres pastorales.*
LEGS.—Voy *Dons et Legs.*
LETTRES PASTORALES.—Lettre pastorale de Mgr. l'évêque de Gap

au clergé de son diocèse, à l'occasion de sa seconde visite pastorale, et relative à plusieure points de discipline et d'administration ecclésiastiques, 249; —lettre du même prélat concernant la production de l'autorisation d'inhumer et du certificat justificatif du mariage civil, 302.

LIBERTÉ RELIGIEUSE.—Garantie par la constitution, 9.—Voy. *Conciles, Cultes, Culte catholique.*

LITURGIE.—Adoption du bréviaire romain dans le diocèse d'Angoulême, 266, 317;—de la liturgie romaine dans l'église de La Châtre, 361.

M

MAGISTRATURE.—Institution de la magistrature, 364.

MAIRES.—Voy. *Fabriques, Quêtes.*

MAISON D'ÉCOLE.—Voy. *Communes, Contributions.*

MANDAT LÉGISLATIF —Lettre du souverain pontife à Mgr. l'évêque de Langres, concernant l'acceptation du mandat de représentant par les membres de l'épiscopat, 210.

MISSIONS.—Départ de missionnaires. 60, 318.

MODELES D'ACTES.—Formule d'un procès-verbal d'une séance ordinaire d'un conseil de fabrique, 284;—d'un permis d'inhumation, 304.

MONUMENTS FUNÈBRES.—Voy. *Cimetières.*

N

NÉCROLOGIE.—Mort de Mgr de Hercé, évêque de Nantes, de Mgr Manglard, évêque de Saint-Dié, 59;—de Mgr Fayet, évêque d'Orléans, de M. de Genoude, 124;—de Mgr l'évêque de Poitiers, 153;—du maréchal Bugeaud, 184;—de Mgr l'évêque de Moulins, 286.

NOTABLES.—Voy. *Fabriques.*

O

OFFICIALITÉS.—Rapport de M. Pradié au comité des cultes sur le rétablissement des officialités, 85.—Avis du comité des cultes sur la même question, 25, 119.—Ce qu'étaient anciennement les officialités, 366.—Voy. *Comité des cultes, Conciles.*

ORNEMENTS.—Voy *Fabriques, Lettres pastorales.*

OUVROIRS PUBLICS.—Allocations portées au Budget de l'instruction publique, 199.

P

PAPE.—Dissertation sur la puissance respective du pape et des conciles, infaillibilité du pape en matière de foi, 36, 335, 377.

PAROISSES.—La translation d'un chef-lieu de paroisse d'un endroit dans un autre, en sortant des limites de la circonscription ecclésiastique, ne peut se faire qu'en vertu de l'autorisation du gouvernement, mais s'il s'agit d'un simple changement d'église, c'est-à-dire de la translation du culte d'une ancienne église dans une nouvelle située dans la même paroisse, il suffit de l'ordonnance de l'évêque et de l'autorisation du préfet, 22.—Un évêque peut-il de sa propre autorité, et contrairement à l'avis d'une fabrique, diviser une paroisse légalement reconnue, et placer la partie détachée sous la direction d'un chapelain? 385.

PENSION DE RETRAITE.—Voy. *Comité des cultes.*

PRÉCONISATION.—Voy. *Actes du Saint-Siége, Evêques.*

PRÉDICATEURS.—Nomination des prédicateurs aux stations de l'Avent et du carême, 25, 317.

PRESBYTÈRES.—Restitution aux curés et aux desservants, 204, 265.—Jouissance : porte de communication avec l'église, 172. — Distraction : le conseil municipal peut-il, de sa propre autorité, distraire une partie du presbytère ou de ses dépendances, sous prétexte que cette partie est superflue? A qui appartient-il de décider si cette distraction est nécessaire, et d'en autoriser l'exécution, 345.—Entretien, obligation des fabriques, 278. — Indemnité de logement due aux curés, à défaut de presby-

tère, par qui payée, 82. — Cette indemnité doit représenter le prix de la location d'un logement convenable, 264. — Un conseil municipal n'est pas fondé à prétendre ne devoir qu'une somme déterminée et inférieure à celle payée par le curé, pour son logement; mais celui-ci ne doit pas non plus aggraver la charge de la commune, en ajoutant à sa location un plus grand nombre de pièces que cela ne lui est véritablement nécessaire, *ibid.* — Ce que doit faire le curé, quand cette indemnité ne lui est allouée ni par la fabrique ni par la commune, 82. — Voy. *Communes, Curés, Églises, Fabriques, Jardin, Lettres pastorales, Réparations.*

PRÊTRES *âgés et infirmes.* — Sommes allouées au budget de l'Etat de 1849, 139, 162. — Voy. *Budget des cultes. Traitements ecclésiastiques.*

PROPAGATION *de la foi.* — État des recettes générales pour l'année 1848. — 359.

Q

QUESTIONS PROPOSÉES. — 20, 48, 77, 113, 148, 172, 204, 241, 266, 307, 344, 385.

QUÊTES. — Disposition du décret du 30 décembre 1809, concernant les quêtes dans les églises, 311. — Les quêtes à domicile pour l'église, effectuées par le curé ou par un membre de la fabrique, ne sont prohibées par aucune loi, 311. — Dès-lors, les fabriques ont le droit de faire appel, pour un objet d'utilité religieuse, à la libre générosité des paroissiens, au moyen d'une souscription, d'une quête à domicile, sans y être autorisées par le maire, 309. — Quêtes pour le curé, 313. — Les curés ont le droit de quêter et de faire quêter pour eux au domicile de leurs paroissiens, *ibid.* — Le même droit appartient au sacristain qui quête pour son salaire, *ibid.* — Le maire n'a pas le droit d'interdire au curé ou au trésorier la quête ou la souscription annoncée au prône; l'arrêté prohibitif, qu'il prendrait à cet égard, serait illégal et non obligatoire, alors même qu'il aurait été approuvé par le préfet, 309. — Le maire n'a pas non plus le droit de prohiber la disiribution d'une adressee imprimé, portant invitation aux paroissiens de remettre leurs offrandes aux domiciles soit du pasteur, soit du trésorier. *ibid.* — Les quêtes facultatives, faites dans certaines localités au profit des curés et desservants, peuvent-elles être remplacées par une allocation annuelle portée au budget communal en faveur de ces ecclésiastiques, 173. — Lettre de M. le Ministre de l'intérieur à M. le Ministre des cultes, statuant que la proposition faite par un conseil municipal de remplacer la perception des droits curiaux et les quêtes facultatives par une allocation annuelle au budget communal ne doit pas être accueillie par l'administration supérieure, 176.

R

REGISTRE DE PAROISSE. — Utilité de ces registres, 253.

REMBOURSEMENT. Règles concernant le remboursement des capitaux dus aux fabriques, 344; — de ceux faisant partie des dotations du clergé, 348. — Voyez *Cures, Fabriques.*

RÉPARATIONS. — Règles à suivre pour les réparations des églises et autres bâtiments paroissiaux, 315. — Cas où la fabrique est obligée d'avoir recours à l'approbation de l'autorité supérieure, 316. — Quand cet approbation est nécessaire, si les marguilliers ont négligé de l'obtenir, ils peuvent être condamnés à payer les frais des travaux qu'ils ont faits en dehors de leur compétence, *ibid.* — Les réparations locatives du presbytère sont à la charge du curé, 349. — Voy. *Communes, Cures. Fabriques, Presbytères.*

ROTE. — Réouverture du tribunal de la rote, 360.

S

SALLES D'ASILE. — Allocations sur le budget de 1849, 225.

SECOURS DE L'ÉTAT. — Secours aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite; conditions, 54. — État de-pro-

positions à fournir par les évêques, pour l'allocation de ces secours, 170.—Rapport et discussion à l'Assemblée nationale, 139, 162.—Secours annue à divers établissements ecclésiastiques, 141, 166.—Voy. *Budget des Culte Traitements ecclésiastiques, Vicaires-Généraux.*

SÉMINAIRES.—Bourses ; subvention de l'État en 1849, 138, 162.—Voy. *Budget des Cultes, Instruction publique.*

SOEURS CONVERSES.—Voy. *Congrégations religieuses.*

SORBONNE.—Suppression du service divin à la Sorbonne, 191.—Voy. *Budget de l'Instruction publique.*

SUCCURSALES.—Créations nouvelles; avis du comité des cultes, 118.—Nombre à créer en 1849, 136, 158, 167.—Voy. *Budget des Cultes, Cures, Desservants, Fabriques,*

SURPLIS A LA ROMAINE.—Voy. *Lettres pastorales.*

SYNODES DIOCÉSAINS.—Tenue de celui du diocèse de Nevers, 286.—Voy. *Conciles, Chronique religieuse.*

T

TRAITEMENTS ECCLÉSIASTIQUES.—Ces traitements sont à la charge de l'État, 9.—Rapport de la commission du budget sur les crédits demandés pour cet objet, 132, 135.—Traitement des cardinaux, voy. *Cardinaux;*—Des archevêques, voy. *Archevêques;*—Des évêques, voy. *Évêques;*—De Mgr. l'Archevêque de Paris, 135.—Des chanoines, voy. *Chapitres;*—Des chanoines de Saint-Denis, voy. *Chapitre de Saint-Denis;*—Des curés de première et de deuxième classe, voy. *Curés;*—Des desservants, voy. *Desservants;*—Des vicaires, voy. *Vicaires.*—Arrêté de M. le Président de la République, relatif aux augmentations accordées au budget de 1849, en faveur des desservants des succursales, 186.—Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes sur le même sujet, 187.—Voy. *Budget des Cultes, Casuel, Comité des Cultes, Secours de l'État, Vicaires-Généraux.*

TRAVAUX PUBLICS.—Voy. *Dimanches.*

TRÉSORIERS *de fabrique.*—Les trésoriers de fabrique doivent rendre annuellement le compte de leur gestion, 106.—Des poursuites peuvent être dirigées contre eux, quand ils ne s'acquittent point de cette obligation, *ibid.*—Leurs biens sont soumis à l'hypothèque légale, et ils sont passibles de la contrainte par corps, *ibid.*—Voy. *Cures, Fabriques.*

V

VASES SACRÉS.—Fournis par la fabrique, 278.—Voy. *Lettres pastorales.*

VICAIRES GÉNÉRAUX.—Les vicaires généraux qui, après trois ans consécutifs d'exercice, sont forcés de quitter leurs fonctions par l'âge, les infirmités, ou par suite d'un changement d'évêque, ont droit à un secours de l'État, 55.

VICAIRES PAROISSIAUX.—Traitement : historique depuis la loi du 18 germinal an X, 75.—Le traitement à payer aux vicaires par les fabriques et par les communes ne peut pas être moindre de 300 fr., 74.—Quand il n'atteint pas ce chiffre, le vicaire est en droit de réclamer ; moyen de réclamation, 77.—Indemnité de l'État, 75.—Voy. *Budget des cultes, Fabriques.*

VICARIATS. — Création de nouveaux vicariats, avis du Comité des cultes, 118.—Voyez *Budget des cultes.*

VOEUX.— Voy. *Congrégations religieuses.*

FIN.

Table des Matières.
Avant-propos.
LOIS ET ACTES DU GOUVERNEMENT. - Constitution du 4 novembre 1848.
LOIS ET ACTES DU GOUVERNEMENT. - Arrêté relatif à l'administration du personnel des cultes dans les colonies.
JURISPRUDENCE. - Abus ecclésiastique. - Exercice du culte. - Conseil de fabrique. - Diffamation.
JURISPRUDENCE. - Fabrique. - Commune. - Presbytère. - Indemnité de logement. - Nouvel arrêt du Conseil-d'Etat.
SOLUTIONS. - Translation de l'exercice du culte d'une église dans une autre. - Formalités. - Droits des fabriques relativement au transport des objets servant au culte, etc.
SOLUTIONS. - Sonneur. - Nomination.
ADMINISTRATION FABRICIENNE. - Travaux des marguilliers pendant le mois de février.
CHRONIQUE. - Travaux du comité des cultes. - Nomenclature des décrets votés dans le mois. - Faits divers. - Nouvelles d'Italie. - Actes du Saint-Siége, etc., etc.
Table des Matières.
DES LIBERTES ET SERVITUDES DE L'EGLISE GALLICANE.
CONSTITUTION DE 1848. - Discussion de l'article 7.
JURISPRUDENCE. - Etablissement religieux. - Legs. - Fidéicomis. - Nullité.
JURISPRUDENCE. - Contributions directes. - Portes et fenêtres. - Curés. - Presbytères.
QUESTIONS PROPOSEES - Fabriques. - Recours à la commune. - Pièces à produire au conseil municipal à l'appui de la demande en subvention.
QUESTIONS PROPOSEES - Terrain appartenant à la fabrique. - Abandon d'une partie à la commune pour la construction d'une maison d'école. - Prétention de la commune.
QUESTIONS PROPOSEES - Fonctions de trésorier. - Maire, adjoint, conseiller municipal.
QUESTIONS PROPOSEES - Servant de messe. - Choix. - Paiement.
ADMINISTRATION FABRICIENNE. - Travaux des marguilliers pendant le mois de mars. - Réclamations en matière de contributions.
DE L'ALLOCATION des secours portés au budget de l'Etat pour les anciens prêtres, les anciennes religieuses, les curés et desservants en retraite.
CHRONIQUE. - Travaux du comité des cultes. - Décrets votés dans le mois. - Faits divers. - Nouvelles d'Italie.
Table des Matières.
CONSTITUTION DE 1848 - Suite de la discussion de l'article 7.
JURISPRUDENCE. - Fabrique. - Métropole. - Chapitre métropolitain. - Biens restitués.
QUESTIONS PROPOSEES. - Vicaires. - Traitement. - Minimum.
QUESTIONS PROPOSEES. - Bénédiction nuptiale. - Constatation du mariage civil. - Certificats sur papier non timbré. - Droits des curés.
QUESTIONS PROPOSEES. - Services religieux demandés par le Gouvernement. - Frais à la charge des fabriques.
ADMINISTRATION FABRICIENNE. - Travaux des conseils de fabriques et des marguilliers pendant le mois d'avril.
CHRONIQUE. - Travaux du comité des cultes.
CHRONIQUE. - Décrets votés dans le mois.
CHRONIQUE. - Situation - Nouvelles d'Italie. - Faits divers. - Nomination de M. Caverot à l'évêché de Saint-Dié.
CHRONIQUE. - Conférences ecclésiastiques.
Table des Matières.
DU BUDGET DES CULTES.
DU BUDGET DES CULTES. Rapport de M. Chapot au nom du comité des cultes.
DU BUDGET DES CULTES. Rapport par M. Jean Reynaud, à l'Assemblée nationale, au nom de la commission du budget sur les dépenses du ministère des cultes pour 1849.
CIRCULAIRE de M. le ministre des travaux publics, relative à la suspension des travaux publics les dimanches et jours de fêtes.
JURISPRUDENCE. - Legs. - Conditions. - Prétrise.
QUESTIONS PROPOSEES. - Vicaire. - Conseils de fabriques. - Election. Bureau des marguuilliers. - Défaut de renouvellement à l'époque déterminée. - Droit de l'évêque.
ADMINISTRATION FABRICIENNE. - Travaux des marguilliers pendant le mois de juin.
CHRONIQUE. - Travaux législatifs de l'Assemblée nationale, et actes votés par elle pendant le mois de mai.
CHRONIQUE. Observations. - Nouvelles de l'expédition d'Italie. - Elections. - Ouverture de l'Assemblée législative. - Nouvelles de Gaëte. - Nouvelles religieuses.
TABLE ALPHABETIQUE ET RAISONNEE DES MATIERES CONTENUES DANS CE VOLUME.
A
ABUS ECCLESIASTIQUE. - Il n'y a abus ecclésiastique donnant lieu à recours au conseil d'Etat, préalablement à toute poursuite devant les tribunaux, pour délits commis par des ecclésiastiques, qu'autant que le fait incriminé a été commis par le prêtre dans l'exercice du culte,
ABUS ECCLESIASTIQUE. - Il n'y a exercice du culte, et par suite abus ecclésiastique, que lorsque le fait incriminé se confond nécessairement avec l'exercice du sacerdoce, et s'identifie en quelque sorte avec les actes dont les ecclésiastiques seuls peuvent se rendre coupables en abusant du caractère dont ils sont revêtus,
ABUS ECCLESIASTIQUE. - Voy. *Diffamation.*
ACTES DU SAINT-SIEGE. - Consistoires tenus à Gaëte et à Portici, et dans lesquels ont été préconisés plusieurs prélats français,
ACTES DU SAINT-SIEGE. - Encyclique de Pie IX aux patriarches, archevêques et évêques de tout l'univers, sur l'immaculée conception de la Sainte-Vierge,
ACTES OFFICIELS.-
ADJOINT. - Voy. *Fabriques.*
ADMINISTRATION *des Cultes.* - Voy. *Cultes.*
ADMINISTRATION *fabricienne.* - Voy. *Fabriques.*
AFFAIRES *d'Italie.* - Situation des Etats pontificaux après la retraite de Pie IX à Gaëte,
AFFAIRES *d'Italie.* - Proclamation de la République à Rome, confiscation des biens ecclésiastiques et des richesses des églises, persécution du clergé,
AFFAIRES *d'Italie.* - Intervention du Gouvernement français,
AFFAIRES *d'Italie.* - Siége et prise de Rome,
AFFAIRES *d'Italie.* - Rétablissement de l'autorité papale,
AFFAIRES *d'Italie.* - Départ du St-Père de Gaëte pour Portici,
AFFAIRES *d'Italie.* - Edit de Pie IX sur la constitution du gouvernement pontifical,
ALGERIE. - Erection de nouvelles paroisses,
ALGERIE. - Voy. *Budget des cultes, Chronique religieuse, Instruction publique.*
ALIENATIONS. - Voy. *Cures, Curés, Fabriques.*
ANNIVERSAIRE *du* 24 *Février* 1848. - Décret qui ordonne qu'il sera célébré une fête nationale le 24 février en commémoration du jour de la proclamation de la République,
ARCHEVECHES. - Voy. *Evêchés.*
ARCHEVEQUES. - Traitement,
ARCHEVEQUES. - Décret qui alloue un crédit de 10,000 fr. pour compléter le traitement de Mgr le cardinal archevêque de Bourges,
ARCHEVEQUES. - Voy. *Budget des cultes, Evêchés, Evêques.*
ASSEMBLEES DU CLERGE. - Quel était anciennement leur objet; leur différence avec les Conciles et les Synodes,
ASSEMBLEES DU CLERGE. - Voy. *Conciles.*
ASSEMBLEE NATIONALE. - Décret relatif à la dissolution de l'assemblée Constituante et à la convocation de l'assemblée Législative,
ASSEMBLEE NATIONALE. - Nomenclature des décrets d'un intérêt général votés par ces deux assemblées pendant l'année 1849:
AUTELS. - Voy. *Eglises, Lettres pastorales.*
B
BANCS. - Location des bancs et chaises; formes et conditions de cette location; cas où il y a lieu d'obtenir l'autorisation du préfet ou celle du gouvernement,
BANCS. - Les membres du conseil ou du bureau peuvent individuellement se rendre adjudicataires de bancs et places dans l'église, mais pour leur usage personnel seulement,
BANCS. - Il n'est pas nécessaire de faire intervenir un notaire pour recevoir les actes de concessions des bancs ou des chaises,
BANCS. - Aucune place distinguée et gratuite n'étant due au maire, rien n'empêche de mettre aux enchères le banc ou la stalle qu'il peut occuper gratuitement dans l'église,
BAUX. - Voy. *Bancs, Cures, Fabriques.*
BENEDICTION NUPTIALE. - La bénédiction nuptiale ne doit être donnée qu'à ceux qui justifient s'être préalablement mariés devant l'officier de l'état-civil,
BENEDICTION NUPTIALE. - Peines encourues pour l'infraction à cette règle,
BENEDICTION NUPTIALE. - La prescription qui soumet au timbre les certificats à produire pour la justification du mariage civil n'est pas tellement obligatoire, que le prêtre doive refuser de célébrer le mariage religieux de ceux qui ne lui présentent qu'un certificat sur papier libre,
BENEDICTION NUPTIALE. - Voy. *Lettres pastorales.*
BIENS. - Biens des cures, voy. *Cures;*
BIENS. - Biens des fabriques, voy. *Fabriques;*
BIENS. - Biens des succursales, voy. *Succursales.*
BIENS DE MAIN-MORTE. - Les biens de main-morte sont assujettis à une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès,
BORDEREAU *trimestriel.* - Prescriptions du décret du 30 déc. 1809, y relatives,
BOURSES *des Séminaires.* - Voy. *Séminaires.*
BUDGET DES CULTES. - Avis du comité des cultes concernant le maintien du budget des cultes,
BUDGET DES CULTES. - Rapport de M. Chapot à l'Assemblée nationale, au nom du comité des cultes,
BUDGET DES CULTES. - Le budget des cultes est maintenu par la Constitution.
BUDGET DES CULTES. - Décret qui ouvre sur l'exercice de 1848 un crédit extraordinaire de 400,000 fr., applicable aux traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial,
BUDGET DES CULTES. - Décret qui accorde au ministre des cultes, en augmentation des restes à payer des exercices de 1845 et 1846, un crédit supplémentaire de 67,078 fr. 50 c., montant des nouvelles créances constatées sur ces exercices,
BUDGET DES CULTES. - Budget de 1849. - Rapport de M. Jean Reynaud, à la même Assemblée, au nom de la commission du budget des cultes sur les dépenses du ministère des cultes pour ladite année,
BUDGET DES CULTES. - Discussion et vote: Personnel des bureaux,
BUDGET DES CULTES. - Matériel,
BUDGET DES CULTES. - Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques,
BUDGET DES CULTES. - Traitement et indemnités aux membres des chapitres et du clergé paroissial,
BUDGET DES CULTES. - Chapitre de Saint-Denis,
BUDGET DES CULTES. - Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses,
BUDGET DES CULTES. - Dépenses des services intérieurs des édifices diocésains,
BUDGET DES CULTES. - Entretien, acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains,
BUDGET DES CULTES. - Secours pour acquisitions et travaux des églises et presbytères,

BUDGET DES CULTES. - Secours annuels à divers établissements ecclésiastiques,
BUDGET DES CULTES. - Restauration de la cathédrale de Paris,
BUDGET DES CULTES. - Dépenses du personnel des cultes protestants,
BUDGET DES CULTES. - Dépenses du matériel des cultes protestants,
BUDGET DES CULTES. - Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg,
BUDGET DES CULTES. - Dépenses du culte israélite,
BUDGET DES CULTES. - Dépenses des cultes en Algérie,
BUDGET DES CULTES. - Loi portant fixation du budget,
BUDGET DES CULTES. - Voy. *Cultes.*
BUDGET DES FABRIQUES. - Voy. *Fabriques.*
BUREAU des *Marguilliers.* - Voy. *Fabriques.*

C

CARDINAUX. - Discussion sur la réduction de leur traitement et des autres dépenses qui les concernent,
CARDINAUX. - Voy. *Budget des cultes, Traitements ecclésiastiques.*
CATHEDRALES. - Voy. *Eglises, Fabriques de cathédrales.* - Cathédrale de Paris, somme proposée et allouée pour sa restauration,
CATHEDRALES. - Voy. *Budget des cultes.*
CASUEL. - Discussion à l'Assemblée nationale,
CHAISES. - Voy. *Bancs.*
CHAPITRES. - Traitement des chanoines, sommes portées au budget pour cet objet,
CHAPITRES. - Voy. *Budget des cultes, Fabriques de cathédrales, Traitements ecclésiastiques.*
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Institué en 1806, maintenu en 1816; destination,
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Avis du comité des cultes sur son existence,
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Opinion de la commission du Budget de 1849 sur sa comptabilité avec ls régime républicain,
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Crédit alloué pour sa dotation de la présente année,
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Voy. *Budget des cultes.*
CHRONIQUE RELIGIEUSE. -
CIMETIERES. - Propriété: Les cimetières appartenaient-ils anciennement aux communes ou aux fabriques? Ceux qui appartenaient aux fabriques leur ont-ils été restitués en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an XI; lorsque la commune et la fabrique ne peuvent produire aucun titre de propriété, à qui cette propriété doit-elle être attribuée?
CIMETIERES. - Laquelle, de la commune ou de la fabrique, doit en l'absence de titres être réputée aujourd'hui propriétaire d'un terrain reconnu pour avoir servi très-anciennement de lieu de sépulture, mais dans lequel il n'a pas été fait d'inhumations depuis un temps immémorial et sur lequel la fabrique a exercé depuis plus de trente ans tous les droits d'un propriétaire, l'affermant par baux administratifs ou notariés, et percevant le prix annuel de la location?
CIMETIERES. Concessions: c'est à la commune qu'il appartient de faire les concessions de terrain pour les sépultures privées dans les cimetières
CIMETIERES. - Lorsque, par suite d'un ancien usage existant dans une paroisse, des particuliers ont été admis, moyennant certaines redevances payées à la fabrique, sans concescion de la commune, à établir des monuments ou signes funèbres sur la tombe de leurs parents défunts, l'administration municipale peut-elle, en vertu d'un nouveau règlement sur les concessions, obliger ces particuliers à payer le prix d'une concession quelconque, ou à enlever ces signes ou monuments?
CIMETIERES. - Clôture: Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'incombe la charge des frais de clôture et d'entretien des cimetières?
CIMETIERES. - Servitudes: Le moire et le conseil municipal ont-ils le droit de consentir des servitudes sur les murs du cimetière; et si par suite de leur négligence ces murs ont été démolis ou envahis par les voisins, la fabrique est-elle fondée à exiger de la commune qu'ils soient relevés?
CIMETIERES. - Produit spontané: attribution aux fabriques; ce qu'il comprend
CIMETIERES. - Arbres Avis du comité de législation du conseil d'Etat sur les droits respectifs des fabriques et des communes touchant la propriété et la jouissance des arbres des cimetières,
CIMETIERES. - Voy, *Communes, Fabriques, Lettres pastorales.*
CIRCULAIRES. - De M. le ministre des travaux publics relative à la suspension des travaux publics les dimanches et jours de fêtes,
CIRCULAIRES. - de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1849, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite,
CIRCULAIRES. - de M. le directeur général de l'administration des cultes, relative aux augmentations de traitements accordées au budget de 1849, en faveur des desservants des succursales,
CIRCULAIRES. - relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1848,
CIRCULAIRES. - demandant aux préfets des extraits des délibérations prises par les conseils généraux de départements, dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes,
CIRCULAIRES. - demandant aux mêmes l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1849,
CIRCULAIRES. - relative à la situation des dépenses des cultes au 31 octobre 1849, par suite de la clôture des paiements, et au paiement des dépenses d'exercices clos, réordonnances sur cet exercice,
CLEFS de l'Eglise. - Voy. *Eglises.*
CLOCHES. - Elles sont comprises dans les objets affectés au culte,
CLOCHES. - Transfert d'une ancienne église dans une nouvelle; contestation,
CLOCHES. - La nomination ou la révocation du sonneur, dans les paroisses urbaines, appartient aux marguilliers sur la proposition du curé, mais dans les paroisses rurales, c'est au curé directement qu'elle appartient et il en doit être ainsi, alors même que la cloche servirait tout à la fois aux besoins du culte et à certains usages communaux,
COLONIES. - Arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur l'administration du personnel des cultes dans les colonies (10 décembre 1848),
COLONIES. - Voy. *Budget des cultes.*
COMITE *des Cultes.* - Avis du comité sur l'inamovibilité des desservants, et le rétablissement des officialités,
COMITE *des Cultes.* - Rapport de M. Pradié à ce comité à propos de plusieurs pétitions relatives à ces deux questions,
COMITE *des Cultes.* - Proposition concernant la réorganisation des conseils de fabriques,
COMITE *des Cultes.* - Résumé des travaux du comité sur les questions dont il a eu a s'occuper,
COMMUNES. - Les frais quelconques du culte paroissial sont à la charge des fabriques et subsidiairement à celle des communes,
COMMUNES. - La dépense faite par une fabrique pour l'achat d'un dais et la réparation d'une pièce du presbytère est obligatoire pour la commune, lorsque cette dépense a été reconnue comme urgente, et qu'il est constaté que la fabrique n'a aucun fonds qu'elle puisse y affecter. En cas de refus par le conseil municipal de voter l'allocation nécessaire pour l'acquitter, le préfet doit en ordonner l'inscription d'office au budget de la commune,
COMMUNES. - Obligation des communes relativement aux presbytères. Voy. *Presbytères* - Dans les communes où il n'y a pas de presbytère, la commune ne doit une indemnité de logement pour le curé ou desservant, qu'autant que les revenus de la fabrique sont insuffisants pour y pourvoir,
COMMUNES. - A l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, il appartient de statuer sur les difficultés qui s'élèvent à cet égard,
COMMUNES. - Obligation relative au jardin presbytéral, voy. *Jardin;* aux cimetières, Voy. *Cimetières.*
COMMUNES. - Les communes ne peuvent, sans y avoir été autorisées par le gouvernement, s'emparer d'une propriété fabricienne,
COMMUNES. - Maison d'école: lorsque deux communes sont co-propriétaires d'une maison d'école, l'une d'elles est en droit de demander la licitation de la maison, à l'effet de se faire attribuer la part qui lui revient dans le prix,
COMMUNES. - Voy. *Fabriques.*
COMPETENCE. - Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents, à l'exclusion du conseil de préfecture, pour statuer sur la question de savoir si une haie qui sert de clôture à un cimetière est la propriété de la commune, ou si, à titre de produit spontané du sol, elle appartient à la fabrique, en vertu de l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809,
COMPETENCE. - Sur les contestations existantes, non entre l'administration et un entrepreneur de travaux publics, mais entre une commune, son entrepreneur et son architecte, quelle veut rendre responsable de la mauvaise exécution des travaux de son église,
COMPETENCE. - Voy. *Communes.*
COMPTE *des fabriques.* - Voy. *fabriques.*
CONCILES. - Conciles provinciaux tenus dans les états sardes,
CONCILES. - - Concile de Baltimore. - Lettre synodale des pères de ce concile,
CONCILES. - Concile provincial de Paris: Rapport de M le ministre de l'agriculture et du commerce, chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, et décret de M. le président de la République, relatifs à la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains,
CONCILES. - Dissertation sur la liberté des conciles provinciaux et des synodes diocésains; de la législation sur ces assemblées,
CONCILES. - Tenue du concile provincial de Paris, et nomenclature des décrets par lui votés,
CONCILES. - Lettre synodale adressée par les pères de ce concile au clergé et aux fidèles de leurs diocèses,
CONCILES. De la hiérarchie et des personnes ecclésiastiques,
CONCILES. - Des erreurs du siècle, le panthéisme et le rationalisme,
CONCILES. - De la discipline ecclésiastique,
CONCILES. - Concile provincial de Reims, célébration de ce concile à Soissons, décrets votés,
CONCILES. - Concile de la province de Tours: tenu à Rennes, nomenclature des décrets votés,
CONCILES. - Concile provincial d'Avignon: célébration et décrets votés,
CONFERENCES *ecclésiastiques.* - Questions proposées,
CONGREGATIONS *religieuses.* - Les soeurs converses, bien que ne jouissant pas des mêmes priviléges que les autres religieuses ou dames du choeur, n'en font pas moins partie de la communauté; par suite, après le décès des dames du choeur, la congrégation est représentée par les converses survivantes, qui ont, dès-lors, le droit de jouir des dons et legs faits à la communauté. Les tiers qui ont des intérêts à débattre avec une communauté religieuse légalement autorisée, ne sont pas recevables à contester la validité des voeux des personnes qui en font partie, pour omission des formalités prescrites par la loi civile, dans l'intérêt de la liberté des engagements religieux. *Spécialement,* et en ce qui touche les congrégations de femmes hospitalières, les tiers ne sont pas admis à prétendre que les voeux des personnes qui en font partie doivent être considérés comme non existants, par le motif qu'il ne serait pas justifié qu'ils ont été constatés devant l'officier de l'état civil dans la forme prescrite pour ces sortes de congrégations par l'article 8 du décret du 18 février 1809,
CONSEILS *de fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
CONSTITUTION DE 1848. - Texte.
CONSTITUTION DE 1848. - *Discussions auxquelles a donné lieu, dans le sein de l'Assemblée nationale, l'article 7 de la Constitution, relatif à la liberté religieuse, à la protection due aux cultes, et au traitement du clergé,*
CONSTITUTION DE 1848. - De la souveraineté,
CONSTITUTION DE 1848. - Droits des citoyens garantis par la constitution,
CONSTITUTION DE 1848. - Des pouvoirs publics,
CONSTITUTION DE 1848. - Du pouvoir législatif,
CONSTITUTION DE 1848. - Du pouvoir exécutif,
CONSTITUTION DE 1848. - Du conseil d'état,
CONSTITUTION DE 1848. - De l'administration intérieure,

CONSTITUTION DE 1848. - Du pouvoir judiciaire,
CONSTITUTION DE 1848. - De la force publique,
CONSTITUTION DE 1848. - Dispositions particulières concernant la légion d'honneur, l'Algérie et les colonies,
CONSTITUTION DE 1848. - De la révision de la constitution,
CONSTITUTION DE 1848. - Dispositions transitoires,
CONTRIBUTIONS. - La contribution foncière n'est pas due pour les édifices consacrés au culte, les archevêchés, les évêchés, les séminaires, les maisons communes, les presbytères et jardins y attenants, les cimetières, les maisons d'écoles appartenant aux fabriques,
CONTRIBUTIONS. - Mais elle est due pour les biens appartenant aux communes, aux évêchés, aux chapitres, aux séminaires, aux fabriques, aux cures et aux succursales,
CONTRIBUTIONS. - Il y a exemption de la contribution des portes et fenêtres pour les bâtiments servant d'église ou d'école, même lorsque ces bâtiments sont loués par l'administration,
CONTRIBUTIONS. - Le curé est-il soumis à la contribution des portes et fenêtres, à la contribution personnelle et mobilière, et à la prestation pour la réparation des chemins vicinaux,
CONTRIBUTIONS. - Le curé qui dessert-à-la-fois les églises de deux communes, ayant chacune un presbytère, ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle,
CONTRIBUTIONS. - Le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le 1er janvier n'y doit aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté,
CONTRIBUTIONS. - Réclamations en matière de contributions, formes,
CORRESPONDANCE. - Franchise: Décision du ministre des finances, concédant à M. le directeur général de l'administration des cultes la franchise de correspondance avec NN. SS. les archevêques et évêques, MM. les vicaires-généraux, supérieurs des grands et petits séminaires, curés, desservants, doyens des facultés de théologie, frères de la doctrine chrétienne, etc.,
COSTUME ECCLESIASTIQUE. - Prescriptions,
COSTUME ECCLESIASTIQUE. - Voy. *Lettres pas torales.*
CULTES. - Liberté des cultes; elle est garantie et protégée par la Constitution,
CULTES. - Les troubles apportés à l'exercice du culte sont réprimés par la loi pénale,
CULTES. - Dotation: Les ministres des cultes actuellement reconnus et de ceux qui le seraient à l'avenir ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat,
CULTES. - Administration, comptabilité: Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes à MM. les préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils-généraux des départements, dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes,
CULTES. - Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes à MM. les préfets, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1848,
CULTES. - Circulaire relative à la situation des dépenses des cultes pour 1849 et les exercices antérieurs.
CULTES. - Circulaire aux préfets, leur demandant l'indication approximative des diverses dépenses des cultes pour 1849,
CULTES. - Colonies: Arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur l'administration du personnel des cultes dans les colonies (10 décembre 1848),
CULTES. - Voy. *Budget des Cultes, Culte catholique.*
CULTES. - *Culte Catholique.* - Législation religieuse: Jusqu'à quel point les lois de l'Etat, et en particulier les articles organiques qui ont été publiés avec le concordat, obligent l'Eglise de France,
CULTES. - *Culte Catholique.* - Transfert de l'exercice du culte d'une église dans une autre: Lorsqu'une nouvelle église a été construite avec l'approbation du gouvernement, suffit il de l'autorisation de l'évêque pour y transférer l'exercice du culte?
CULTES. - *Culte Catholique.* - Dotation. - Voy. *Budget des Cultes, Curés, Evêques, Fabriques.*
CULTES. - *Culte Israélite.* - Allocations portées au budget de 1849,
CULTES. - *Cultes Protestants.* - Allocations portées au budget de 1849,
CURES. - Règles à observer par le curé pour l'administration des biens qui composent la dotation de la cure ou de la succursale. - Administration pendant la vacance: Texte du décret du 6 novembre 1813, concernant la conservation et l'administration de ces biens,
CURES. - Baux des biens,
CURES. - Quelles réparations sont à la charge du titulaire,
CURES. - Le curé ou desservant n'est pas recevable à intenter une action en complainte relative à un droit foncier de sa cure, et, par exemple, à un droit de servitude qu'un tiers voudrait établir sur le fonds du presbytère, s'il n'y a été préalablement autorisé par le conseil de préfecture,
CURES. - Mutation des curés et desservants; partage des fruits,
CURES. - Absence ou éloignement du curé; intervention du trésorier de la fabrique,
CURES. - Voy. *Contributions, Curés, Fabriques*
CURES. - Classement des curés relativement à leur traitement; taux du traitement des curés de première et de deuxième classe,
CURES. - *Curés et Desservants.* - Leurs droits dans les conseils de fabrique relativement à la garde de l'église,
CURES. - aux serviteurs d'église,
CURES. - a la jouissance du presbytère, du jardin presbytéral et des arbres qui s'y trouvent,
CURES. - a la jouissance des biens curiaux,
CURES. - Voy. *Budget des Cultes, Cures, Contributions, Dons et Legs, Eglises, Fabriques, Jardin, Presbytères, Réparations, Traitements ecclésiastiques.*

D

DESSERVANTS. - Inamovibilité: Rapport de M. Pradié au Comité des cultes, citation des canons des conciles qui militent en faveur de cette inamovibilité,
DESSERVANTS. - Avis du Comité des cultes sur le même sujet,
DESSERVANTS. - Traitements, augmentation,
DESSERVANTS. - Les desservants, âgés de 75 ans, ayant exercé pendant trente ans, ont droit au traitement des curés de 2e classe,
DESSERVANTS. - Traitements antérieurs,
DESSERVANTS. - Voy. *Budget des cultes, Cures, Curés, Succursales.*
DIFFAMATION. - Le prêtre, en assistant au conseil de fabrique, ne remplit pas de fonctions sacerdotales, et des-lors. Il peut être poursuivi directement devant les tribunaux, sans recours préalable au Conseil d'état, à raison du délit de diffamation dont il s'est rendu coupable, dans une séance du conseil de fabrique, envers l'un des membres de ce conseil,
DIMANCHES. - Circulaire de M. le ministre des travaux publics aux préfets, aux ingénieurs et aux architectes chargés de diriger les travaux nationaux, relative à la suspension de ces travaux le dimanche et les jours de fêtes,
DIOCESES. - Nombre des diocèses créés par le concordat de 1801,
DIOCESES. - Augmentation en 1821,
DIOCESES. - Proposition de modification des circonscriptions actuelles des diocèses, avis du Comité des cultes,
DIOCESES. - Edifices diocésains: dépenses du service intérieur, mobilier des archevêchés et évêchés, entretien et grosses réparations; allocation sur le budget de l'Etat,
DIOCESES. - Voy. *Budget des Cultes, Cultes, Evêques.*
DONS ET LEGS. - Etablissements religieux: un legs fait à une personne dénommée, pour être employé au profit d'un établissement religieux de bienfaisance non autorisé, peut être déclaré nul, comme fait au profit de cet établissement lui-même. Vainement, dans ce cas, soutiendrait-on que le legs est fait bien moins à l'établissement qu'aux personnes qui doivent y être admises, Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi, par appréciation des faits et circonstances, échappe sous ce rapport à la censure de la Cour de cassation,
DONS ET LEGS. - Conditions: Le legs fait pour aider le légataire (déjà au séminaire) dans sa vocation religieuse doit être considéré comme un legs fait sous la condition de se faire prêtre, c'est-à-dire sous une condition contraire aux bonnes moeurs, en ce qu'elle porte atteinte à la liberté de conscience: dès-lors une telle condition doit être réputée non écrite, et le legs déclaré pur et simple aux termes de l'art. 900 du Code civil,
DONS ET LEGS. - Destination: Le legs fait au curé pour être employé en messes, est-il soumis à la formalité de l'autorisation du gouvernement? distinctions,
DONS ET LEGS. - Demande en délivrance: Qui, de la fabrique instituée légataire à titre particulier dans un testament, ou des héritiers appelés à recueillir la succession du testateur, est tenu au paiement, 1° des frais de la demande en délivrance du legs; 2° des droits de mutation dus à l'occasion de ce legs,
DROIT PUBLIC ECCLESIASTIQUE. - Des libertés et des servitudes de l'Eglise gallicane,

E

ECOLE DES HAUTES ETUDES *des Carmes.* - Lettre de Mgr l'archevêque de Paris,
ECOLES SECONDAIRES ECCLESIASTIQUES. - Décret du président de la République qui autorise l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique à Sarlat,
ECOLES SECONDAIRES ECCLESIASTIQUES. - Voy. *Instruction publique.*
EDIFICES DIOCESAINS. - Voy. *Cathédrales, Diocèses, Evêchés.*
EGLISES. - Propriété,
EGLISES. - Imprescriptibilité: le principe de l'imprescriptibilité des Eglises ne s'étend pas aux terrains existant entre les piliers extérieurs ou contreforts qui en soutiennent les murs; dès-lors, si des constructions ont été élevées sur ces terrains depuis plus de trente ans par un particulier, celui-ci a acquis par la prescription tant la propriété du sol que la propriété des constructions,
EGLISES. - Jouissance et administration temporelle dévolues aux fabriques,
EGLISES. - Les églises doivent être disposées de la manière la plus convenable pour le service divin,
EGLISES. - Autels, prescriptions relatives au placement de la pierre sacrée,
EGLISES. - Fonts baptismaux,
EGLISES. - Culte, objets à fournir par les fabriques,
EGLISES. - Lampe,
EGLISES. - Transfert du culte: lorsqu'une nouvelle église a été construite dans une paroisse, il suffit de l'autorisation de l'évêque pour y transférer canoniquement l'exercice du culte; mais pour donner à ce transfert quelque effet civil il est nécessaire de faire intervenir l'administration,
EGLISES. - Surveillance et garde de l'église,
EGLISES. - Le curé doit avoir seul la clef de l'église et du clocher,
EGLISES. - Le curé peut-il sans autorisation, ouvrir une porte de communication entre le presbytère et l'église, lorsque les deux bâtiments ne sont séparés que par un jardin? - Est-ce à la fabrique ou à la commune qu'appartient le droit d'autoriser ou d'empêcher l'établissement d'une pareille ouverture?
EGLISES. - Bancs et places, location, formalités,
EGLISES. - Places à réserver à ceux qui ne louent ni chaises ni bancs,
EGLISES. - Réparations : obligations des marguilliers, formalités,
EGLISES. - Insuffisance des ressources fabriciennes; demande de subventions à la commune; marche à suivre,
EGLISES. - Secours pour acquisitions et travaux des églises: sommes allouées au budget de 1849,
EGLISES. - Eglises supprimées,
EGLISES. - Voy. *Bancs, Budget des cultes, Cloches, Cultes, Culte catholique, Cures, Fabriques, Lettres pastorales, Presbytères.*
EGLISE GALLICANE. - Examen des libertés et des servitudes de l'Eglise gallicane,
EGLISE GALLICANE. - Voy. *Conciles, Culte catholique, Droit public ecclésiastique.*
ELECTIONS. - Loi organique électorale du 15 mars 1849,

ELECTIONS. - Les archevêques, évêques et vicaires généraux ne peuvent être élus à la députation dans les départements compris en tout ou en partie dans le ressort de leur juridiction,
ETABLISSEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Allocations sur les fonds de l'Etat pour l'année 1849,
ETABLISSEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Voy. *Budget des cultes, Congrégations religieuses, Dons et legs.*
EVECHES. - Les palais des évêchés ne sont pas assujettis à la contribution foncière,
EVECHES. - Récolement annuel de l'inventaire du mobilier,
EVECHES. - Voy. *Contributions, Diocèses.*
EVEQUES. - Nomination, avis du comité des cultes,
EVEQUES. - Traitement,
EVEQUES. - Voy. *Budget des cultes, Culte catholique, Diocèses, Eglises, Evêchés Fabriques, Instruction publique, Paroisses, Secours de l'Etat.*
EVEQUES. - Nominations: de Mgr Foulquier, à Mende, Mgr Mioland, comme coadjuteur à Toulouse, Mgr de Salinis, à Amiens,
EVEQUES. - Mgr Caverot, à Saint-Dié,
EVEQUES. - Mgr Dupanloup, à Orléans,
EVEQUES. - Mgr Pie, à Poitiers,
EVEQUES. - Mgr de Dreux-Brezé, à Moulins,
EVEQUES. - Préconisation: de Mgr Coeur, de Mgr Meyrieu,
EVEQUES. - Préconisation: des autres prélats nommés dans le cours de l'année 1849,
EVEQUES. - Sacre:

F

FABRIQUES. - Les fabriques sont établies pour l'administration temporelle des églises,
FABRIQUES. - *Conseil,* conditions nécessaires pour y entrer: il faut être notable, catholique, domicilié dans la paroisse, et âgé de 25 ans au moins,
FABRIQUES. - Le vicaire de la paroisse peut être nommé fabricieux,
FABRIQUES. - Renouvellement, époque,
FABRIQUES. - Les conseils de fabrique doivent se renouveler partiellement tous les trois ans, et la durée des fonctions des fabriciens est de six ans révolus. Le conseil de fabrique qui avant l'expiration du temps que doivent durer les fonctions des membres nouvellement entrés dans son sein, procède au renouvellement de l'un ou de plusieurs d'entre eux, est en état d'irrégularité, et il y a lieu de procéder à la formation d'un nouveau conseil, d'après les règles établies par l'art. 6 du décret du 30 déc. 1809,
FABRIQUES. - Pour qu'un conseil de fabrique puisse valablement procéder aux élections triennales, il suffit que les fabriciens prenant part à ces élections soient, dans les conseils des paroisses de 5,000 âmes, au nombre de quatre, et dans ceux des paroisses de moins de 5,000 âmes, au nombre de trois,
FABRIQUES. - En cas d'omission, par un conseil de fabrique, de procéder au remplacement annuel du membre sortant du bureau des marguilliers, le droit de procéder à ce remplacement passe-t-il à l'évêque, ou bien appartient-il toujours au conseil de fabrique?
FABRIQUES. - L'arrêté par lequel un préfet renouvelle, dans la limite de ses attributions, un conseil de fabrique, alors même qu'il serait prétendu que ce renouvellement a eu lieu hors des cas prévus par la loi, ne constitue qu'un acte d'administration non susceptible d'être déféré au conseil d'état par la voie contenciense,
FABRIQUES. - Vacance par démission: lorsque dans un conseil de fabrique composé de sept membres, quatre de ces membres ont donné leur démission, les trois autres ne peuvent pas valablement procéder au remplacement des fabriciens démissionnaires,
FABRIQUES. - L'évêque n'a pas non plus, dans ce cas, le droit de nommer,
FABRIQUES. - Ce que l'on doit faire en semblable circonstance,
FABRIQUES. - Epoque après laquelle le conseil ne peut plus procéder à ses élections, droit de l'évêque,
FABRIQUES. - Remplacement du président et du secrétaire,
FABRIQUES. - Les fabriciens dont les fonctions sont expirées peuvent être réélus,
FABRIQUES. - Séances: Obsérvations applicables à toutes les séances: scéances ordinaires,
FABRIQUES. - Séances extraordinaires, autorisation, convocation: Lorsqu'un conseil de fabrique a été autorisé à se réunir extraordinairement, la convocation des membres appartient au président de ce conseil, et le maire n'a aucune qualité pour la faire. - Les séances des conseils de fabrique doivent être tenues dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère; celles qui seraient tenues à la mairie sont illégales. - Les conseils de fabrique réunis extraordinairement ne peuvent s'occuper que des objets pour lesquels ils ont été autorisés à s'assembler. Spécialement, le conseil de fabrique qui a été autorisé à s'assembler pour délibérer sur le projet d'érection d'une église en succursale n'a pas le droit de procéder à l'élection des membres du bureau. La délibération prise en contravention à l'une ou à l'autre de ces trois règles est susceptible d'être annulée par le ministre,
FABRIQUES. - Délibérations, nombre de fabriciens nécessaires pour délibérer,
FABRIQUES. - Fonctions: le conseil de fabrique qui a pris une délibération par laquelle il a ordonné que tous les objets servant au culte seront transportés d'une ancienne église dans une nouvelle ne dépasse pas les limites de son droit, en comprenant la cloche parmi ces objets, quand cette cloche sert de timbre à une horloge communale placée dans le clocher,
FABRIQUES. - Si cette cloche vient à être enlevée violemment de l'église nouvelle, dans laquelle elle avait été transférée, ce conseil est en droit d'en demander le rétablissement,
FABRIQUES. - Lorsque les autorités locales refusent d'intervenir pour ce rétablissement, c'est auprès du ministre qu'il y a lieu de se pourvoir,
FABRIQUES. - Le conseil de fabrique a le droit de faire placer à ses frais une horloge dans le clocher de l'église paroissiale, sans l'autorisation du maire et du conseil municipal,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* Composition: incapacité du maire,
FABRIQUES. - Trésorier: le maire peut-il être appelé à remplir cette fonction?
FABRIQUES. - *Quid* de l'adjoint et des conseillers municipaux?
FABRIQUES. - *Quid* du curé? ancienne jurisprudence,
FABRIQUES. - Aucune loi ne défend aux fabriques de rétribuer leur trésorier,
FABRIQUES. - Présidence du bureau,
FABRIQUES. - Séances ordinaires du bureau: réunion mensuelle,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de janvier,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de février,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de mars,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois d'avril,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de mai,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de juin,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de juillet,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois d'août,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de septembre,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois d'octobre,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de novembre,
FABRIQUES. - Attribution: devoirs des fabriciens et des marguilliers pour le mois de décembre,
FABRIQUES. - Fonctions relatives aux fondations,
FABRIQUES. - Fonctions relatives à la nomination des prédicateurs,
FABRIQUES. - Fonctions relatives à la nomination et à la révocation du sonneur et autres serviteurs de l'église,
FABRIQUES. - Fonctions relatives au bordereau de situation et à l'évaluation des dépenses pour le trimestre suivant,
FABRIQUES. - Fonctions relatives aux réparations des bâtiments paroissiaux,
FABRIQUES. - Fonctions relatives au budget, voyez *Budget des fabriques;* à la location des bancs et chaises,
FABRIQUES. - Fonctions relatives aux quêtes,
FABRIQUES. - Fonctions relatives aux comptes du trésorier,
FABRIQUES. - *Biens des fabriques.* Eglise supprimée: lorsque, en vertu des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, une ancienne église supprimée a été réunie à une succursale, et que la fabrique de cette succursale s'est approprié le mobilier de cette église et notamment sa cloche; si, par suite d'un changement dans les circonscriptions paroissiales, l'ancienne église est réunie à une autre succursale, cette nouvelle réunion fait cesser les effets de la première, et la seconde succursale est fondée à réclamer à la première la restitution de la cloche de l'ancienne église qui lui avait été antérieurement attribuée
FABRIQUES. - Produit spontané du cimetière, attribution,
FABRIQUES. - Dons et legs: le refus par un conseil de fabrique d'accepter la donation gratuite qui lui est faite pour compléter le traitement du vicaire, après qu'il est intervenu un arrêté du gouvernement qui a autorisé cette acceptation, constitue de la part de ce conseil un acte d'insubordination envers l'autorité supérieure qui le rend passible de la révocation,
FABRIQUES. - Administration et régie des biens ruraux. Baux: la durée des baux des biens des fabriques qui, avant la loi du 25 mai 1835, ne devait pas dépasser neuf ans, peut, en vertu de cette loi, être portée à dix-huit ans,
FABRIQUES. - Les marguilliers ne peuvent se rendre adjudicataires des baux des biens des fabriques
FABRIQUES. - *Quid* à l'égard des baux des bancs?
FABRIQUES. - Remboursement des capitaux, emploi: lorsqu'une fabrique a reçu le remboursement d'une rente sur particulier, non grevée de services religieux, et qu'en autorisant ce remboursement, le gouvernement a statué qu'il serait fait emploi des fonds en rentes sur l'Etat, cette fabrique ne peut pas de son chef les employer en achats d'ornements, de vases sacrés, de meubles ou autres objets reconnus nécessaires à l'église; elle doit obtenir pour cette nouvelle destination l'autorisation du gouvernement,
FABRIQUES. - Droit de transcription et d'enregistrement,
FABRIQUES. - *Charges.* - Les fabriques sont chargées de subvenir à tous les frais du culte; - énumération de ces charges,
FABRIQUES. - Le paiement du servant de messe est à la charge de la fabrique,
FABRIQUES. - Les frais de célébration des services religieux ordonnés par le gouvernement, comme ceux ordonnés récemment pour l'anniversaire du 24 Février, constituent des dépenses obligatoires pour le culte, qui sont à la charge des fabriques,
FABRIQUES. - Les fabriques peuvent-elles réclamer des communes le montant de ces frais,
FABRIQUES. - *Budget:* règles concernant la formation, la discussion et le vote du budget, envoi à l'évêque,
FABRIQUES. - *Comptes:* Reddition par le trésorier.
FABRIQUES. - Préparation par le trésorier dans le mois de février,
FABRIQUES. - Pièces justificatives qui doivent accompagner le compte,
FABRIQUES. - L'apurement des comptes du trésorier appartient au conseil de fabrique, et le conseil municipal n'a aucune autorité pour le faire,
FABRIQUES. - Droit de l'évêque concernant les comptes,
FABRIQUES. - La législation actuelle donne-t-elle à l'évêque le droit d'ordonner la transcription de ses avis et décisions sur les registres des délibérations des conseils de fabriques,
FABRIQUES. - Si ce droit n'appartient pas à l'évêque, appartient-il au préfet, ou au ministre des cultes, ou du moins au conseil d'Etat,
FABRIQUES. - Le compte doit être dressé en double copie,
FABRIQUES. - Poursuites contre le trésorier,
FABRIQUES. - *Subventions communales.* - Quand les fabriques manquent des ressources suffisantes pour faire face à leurs besoins, elles doivent adresser à la commune une demande en subvention,

FABRIQUES. - Les fabriques qui reçoivent des subventions communales doivent fournir au conseil municipal, à l'appui de leur demande en subvention, leur compte et leur budget, ainsi que toutes les autres pièces qui peuvent être nécessaires à la commune pour éclairer son vote,
FABRIQUES. - Les fabriques peuvent réclamer la subvention qui leur est nécessaire à quelque époque de l'année que ce soit,
FABRIQUES. - Voy. *Bancs et chaises, Budget des cultes, Cimetières, Communes, Contributions, Curés, Dons et legs. Eglises, Presbytères, Quêtes.*
FABRIQUES DE CATHEDRALES. - Les chapitres des églises métropolitaines sont sans qualité pour demander l'envoi en possession des biens non aliénés qui doivent être restitués aux fabriques en vertu du décret du 15 ventose an XIII; c'est à la fabrique seule de la métropole qu'il appartient de faire une telle réclamation,
FACULTES DE THEOLOGIE. - Avis du comité des cultes,
FACULTES DE THEOLOGIE. - Proposition de rénovation,
FACULTES DE THEOLOGIE. - Crédit alloué sur les fonds de l'Etat,
FACULTES DE THEOLOGIE. - Voy. *Budget de l'instruction publique.*
FETES. - Voy. *Dimanches.*
FONDATIONS. - Les marguilliers sont chargés de veiller à l'acquit des fondations,
FONDATIONS. - Affiche d'un extrait du sommier des titres et du nom de l'ecclésiastique qui doit les acquitter,
FONDATIONS. - Compte-rendu trimestriel,
FONTS BAPTISMAUX. - Voy. *Lettres pastorales.*
FRERES PRECHEURS. - Etablissement,

H

HYPOTHEQUE. - Voy. *Fabriques, Trésoriers.*

I

INAMOVIBILITE. - Voy. *Desservants.*
INDEMNITE DE LOGEMENT. - Voy. *Communes, Curés, Presbytères.*
INDEX. - Ouvrages mis à l'index par le Saint-Siége,
INHUMATION. - Autorisation d'inhumer, raison de la nécessité de cette autorisation,
INHUMATION. - Elle ne doit pas être donnée au nom du curé,
INHUMATION. - Modèle de certificat à délivrer par les officiers de l'état civil.
INHUMATION. - Infractions contre les inhumations, dispositions du Code pénal,
INHUMATION. - Voy. *Lettres pastorales.*
INSTITUTEURS PRIMAIRES. - Augmentation de leurs traitements,
INSTITUTEURS PRIMAIRES. - Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION PRIMAIRE. - Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION PUBLIQUE. - Disposition de la Constitution concernant la liberté d'enseignement,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - Commission nommée par M. de Falloux pour la préparation d'un projet de loi sur l'instruction publique.
INSTRUCTION PUBLIQUE. - Budget de 1849, rapport de M. Corne: administration centrale,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - conseil de l'Université et inspecteurs généraux,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - services généraux de l'Université, école normale, indemnités et secours,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - administration académique,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - frais du service divin à la Sorbonne,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction supérieure: facultés de théologie,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction supérieure: facultés de droit,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction supérieure: facultés de médecine,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction supérieure: facultés des sciences,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction supérieure: facultés des lettres,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - écoles supérieures de pharmacie,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction secondaire, frais généraux,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - lycées et colléges communaux.
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction primaire, inspection,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - comptabilité des caisses d'épargne pour les instituteurs,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - dépenses générales,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - ouvroirs publics,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - instruction primaire en Algérie,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - dépenses départementales,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - académie des beaux arts,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - collége de France,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - museum d'histoire naturelle,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - établissements astronomiques,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - bibliothèque nationale et service des bibliothèques publiques,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - académie de médecine, écoles des chartes, écoles des langues orientales vivantes,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - souscriptions, sociétés savantes, voyages, missions, etc.,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - encouragements et secours aux savants et hommes de lettres,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - documents inédits d'histoire nationale,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - subvention aux caisses de retraite,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - réimpression et publication d'oeuvres scientifiques,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - exposé des motifs du projet de loi sur l'instruction publique, présenté par M de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - abolition des certificats d'études pour les aspirants au baccalauréat ès-lettres,
INSTRUCTION PUBLIQUE. - fondation d'un établissement d'enseignement gratuit à Avignon,
INVENTAIRE. - Il doit être procédé, à la fin de chaque année, au récolement de l'inventaire du mobilier des archevêchés et évêchés,
INVENTAIRE. - Le récolement annuel de l'inventaire des titres et papiers de la fabrique, doit être fait à la séance de Quasimodo,
INVENTAIRE. - inventaire et récolement des titres et papiers des biens curiaux,

J

JARDIN. - Est-il dû un jardin au curé? - Quelle doit être l'étendue de ce jardin? - Quels sont les droits du curé sur les arbres existants dans le jardin ou autres dépendances du presbytère? - Le curé peut-il les faire abattre pour en percevoir le prix? - Quelles sont les formalités à observer pour l'abattage? - Le curé qui est changé peut-il arracher les arbres qu'il a lui-même plantés,
JARDIN. - Voy. *Presbytères.*
JURISPRUDENCE. -

L

LAMPE. - Nécessité de la conservation d'une lampe devant le Saint-Sacrement,
LAMPE. - Voy. *Lettres pastorales.*
LEGS. - Voy *Dons et Legs.*
LETTRES PASTORALES. - Lettre pastorale de Mgr. l'évêque de Gap au clergé de son diocèse, à l'occasion de sa seconde visite pastorale, et relative à plusieure points de discipline et d'administration ecclésiastiques,
LETTRES PASTORALES. - lettre du même prélat concernant la production de l'autorisation d'inhumer et du certificat justificatif du mariage civil,
LIBERTE RELIGIEUSE - Garantie par la constitution,
LIBERTE RELIGIEUSE - Voy. *Conciles, Cultes, Culte catholique.*
LITURGIE. - Adoption du bréviaire romain dans le diocèse d'Angoulème,
LITURGIE. - Adoption de la liturgie romaine dans l'église de La Châtre,

M

MAGISTRATURE. - Institution de la magistrature,
MAIRES. - Voy. *Fabriques, Quètes.*
MAISON D'ECOLE. - Voy. *Communes, Contributions.*
MANDAT LEGISLATIF - Lettre du souverain pontife à Mgr, l'évêque de Langres, concernant l'acceptation du mandat de représentant par les membres de l'épiscopat,
MISSIONS. - Départ de missionnaires.
MODELES D'ACTES. - Formule d'un procès-verbal d'une séance ordinaire d'un conseil de fabrique,
MODELES D'ACTES. - Formule d'un permis d'inhumation,
MONUMENTS FUNEBRES. - Voy. *Cimetières.*

N

NECROLOGIE. - Mort de Mgr de Hercé, évêque de Nantes, de Mgr Manglard, évêque de Saint-Dié,
NECROLOGIE. - Mort de Mgr Fayet, évêque d'Orléans, de M. de Genoude,
NECROLOGIE. - Mort de Mgr l'évêque de Poitiers,
NECROLOGIE. - Mort du maréchal Bugeaud,
NECROLOGIE. - Mort de Mgr l'évêque de Moulins,
NOTABLES. - Voy. *Fabriques.*

O

OFFICIALITES. - Rapport de M. Pradié au comité des cultes sur le rétablissement des officialités,
OFFICIALITES. - Avis du comité des cultes sur la même question,
OFFICIALITES. - Ce qu'étaient anciennemeni les officialités,
OFFICIALITES. - Voy. *Comité des cultes, Conciles.*
ORNEMENTS. - Voy *Fabriques, Lettres pastorales.*
OUVROIRS PUBLICS. - Allocations portées au Budget de l'instruction publique,

P

PAPE. - Dissertation sur la puissance respective du pape et des conciles, infaillibilité du pape en matière de foi,
PAROISSES. - La translation d'un chef-lieu de paroisse d'un endroit dans un autre en sortant des limites de la circonscription ecclésiastique, ne peut se faire qu'en vertu de l'autorisation du gouvernement, mais s'il s'agit d'un simple changement d'église, c'est-à-dire de la translation du culte d'une ancienne église dans une nouvelle située dans la même paroisse, il suffit de l'ordonnance de l'évêque et de l'autorisation du préfet,
PAROISSES. - Un évêque peut-il de sa propre autorité, et contrairement à l'avis d'une fabrique, diviser une paroisse légalement reconnue, et placer la partie détachée sous la direction d'un chapelain?
PENSION DE RETRAITE. - Voy. *Comité des cultes.*

PRECONISATION. - Voy. *Actes du Saint-Siége, Evêques.*
PREDICATEURS. - Nomination des prédicateurs aux stations de l'Avent et du carême,
PRESBYTERES. - Restitution aux curés et aux desservants,
PRESBYTERES. - Jouissance: porte de communication avec l'église,
PRESBYTERES. - Distraction: le conseil municipal peut-il, de sa propre autorité, distraire une partie du presbytère ou de ses dépendances, sous prétexte que cette partie est superflue? A qui appartient-il de décider si cette distraction est nécessaire, et d'en autoriser l'exécution,
PRESBYTERES. - Entretien, obligation des fabriques,
PRESBYTERES. - Indemnité de logement due aux curés, à défaut de presbytère, par qui payée,
PRESBYTERES. - Cette indemnité doit représenter le prix de la location d'un logement convenable,
PRESBYTERES. - Un conseil municipal n'est pas fondé à prétendre ne devoir qu'une somme déterminée et inférieure à celle payée par le curé, pour son logement; mais celui-ci ne doit pas non plus aggraver la charge de la commune, en ajoutant à sa location un plus grand nombre de pièces que cela ne lui est véritablement nécessaire,
PRESBYTERES. - Ce que doit faire le curé, quand cette indemnité ne lui est allouée ni par la fabrique ni par la commune,
PRESBYTERES. - Voy. *Communes, Curés, Eglises, Fabriques, Jardin, Lettres pastorales, Réparations.*
PRETRES âgés et infirmes. - Sommes allouées au budget de l'Etat de 1849,
PRESBYTERES. - Voy. *Budget des cultes. Traitements ecclésiastiques.*
PROPAGATION *de la foi.* - Etat des recettes générales pour l'année 1848. -

Q

QUESTIONS PROPOSEES. -
QUETES. - Disposition du décret du 30 décembre 1869, concernant les quêtes dans les églises,
QUETES. - Les quêtes à domicile pour l'église, effectuées par le curé ou par un membre de la fabrique, ne sont prohibées par aucune loi,
QUETES. - Dès-lors, les fabriques ont le droit de faire appel, pour un objet d'utilité religieuse, à la libre générosité des paroissiens, au moyen d'une souscription, d'une quête à domicile, sans y être autorisées par le maire,
QUETES. - Quêtes pour le curé,
QUETES. - Les curés ont le droit de quêter et de faire quêter pour eux au domicile de leurs paroissiens,
QUETES. - Le même droit appartient au sacristain qui quête pour son salaire,
QUETES. - Le maire n'a pas le droit d'interdire au curé ou au trésorier la quête ou la souscription annoncée au prône; l'arrêté prohibitif, qu'il prendrait à cet égard, serait illégal et non obligatoire, alors même qu'il aurait été approuvé par le préfet,
QUETES. - Le maire n'a pas non plus le droit de prohiber la distribution d'une adresse imprimé, portant invitation aux paroissiens de remettre leurs offrandes aux domiciles soit du pasteur, soit du trésorier.
QUETES. - Les quêtes facultatives, faites dans certaines localités au profit des curés et desservants, peuvent-elles être remplacées par une allocation annuelle portée au budget communal en faveur de ces ecclésiastiques,
QUETES. - Lettre de M. le Ministre de l'intérieur à M. le Ministre des cultes, statuant que la proposition faite par un conseil municipal de remplacer la perception des droits curiaux et les quêtes facultatives par une allocation annuelle au budget communal ne doit pas être accueillie par l'administration supérieure,

R

REGISTRE DE PAROISSE. - Utilité de ces registres,
REMBOURSEMENT. Règles concernant le remboursement des capitaux dus aux fabriques,
REMBOURSEMENT. - de ceux faisant partie des dotations du clergé,
REMBOURSEMENT. - Voyez *Cures, Fabriques.*
REPARATIONS. - Règles à suivre pour les réparations des églises et autres bâtiments paroissiaux,
REPARATIONS. - Cas où la fabrique est obligée d'avoir recours à l'approbation de l'autorité supérieure,
REPARATIONS. - Quand cet approbation est nécessaire, si les marguilliers ont négligé de l'obtenir, ils peuvent être condamnés à payer les frais des travaux qu'ils ont faits en dehors de leur compétence,
REPARATIONS. - Les réparations locatives du presbytère sont à la charge du curé,
REPARATIONS. - Voy. *Communes, Cures. Fabriques, Presbytères.*
ROTE. - Réouverture du tribunal de la rote,

S

SALLES D'ASILE. - Allocations sur le budget de 1849,
SECOURS DE L'ETAT. - Secours aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite; conditions,
SECOURS DE L'ETAT. - Etat de propositions à fournir par les évêques, pour l'allocation de ces secours,
SECOURS DE L'ETAT. - Rapport et discussion à l'Assemblée nationale,
SECOURS DE L'ETAT. - Secours annuel à divers établissements ecclésiastiques,
SECOURS DE L'ETAT. - Voy. *Budget des Culte Traitements ecclésiastiques, Vicaires-Généraux.*
SEMINAIRES. - Bourses; subvention de l'Etat en 1849,
SEMINAIRES. - Voy. *Budget des Cultes, Instruction publique.*
SOEURS CONVERSES. - Voy. *Congrégations religieuses.*
SORBONNE. - Suppression du service divin à la Sorbonne,
SORBONNE. - Voy. *Budget de l'Instruction publique.*
SUCCURSALES. - Créations nouvelles; avis du comité des cultes,
SUCCURSALES. - Nombre à créer en 1849,
SUCCURSALES. - Voy. *Budget des Cultes, Cures, Desservants, Fabriques,*
SURPLIS A LA ROMAINE. - Voy. *Lettres pastorales.*
SYNODES DIOCESAINS. - Tenue de celui du diocèse de Nevers,
SYNODES DIOCESAINS. - Voy. *Conciles, Chronique religieuse.*

T

TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Ces traitements sont à la charge de l'Etat,
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Rapport de la commission du budget sur les crédits demandés pour cet objet,
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Traitement des cardinaux, voy. *Cardinaux;* - Des archevêques, voy. *Archevêques;* - Des évêques, voy. *Evêques;* - De Mgr. l'Archevêque de Paris, 13 ;
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Des chanoines, voy. *Chapitres;*
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Des chanoines de Saint-Denis, voy. *Chapitre de Saint-Denis;*
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Des curés de première et de deuxième classe, voy. *Curés;*
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Des desservants, voy. *Desservants;*
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Des vicaires, voy. *Vicaires.*
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Arrêté de M. le Président de la République, relatif aux augmentations accordées au budget de 1849, en faveur des desservants des succursales,
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Circulaire de M. le directeur-général de l'administration des cultes sur le même sujet,
TRAITEMENTS ECCLESIASTIQUES. - Voy. *Budget des Cultes, Casuel, Comité des Cultes, Secours de l'Etat, Vicaires-Généraux.*
TRAVAUX PUBLICS. - Voy. *Dimanches.*
TRESORIERS *de fabrique.* - Les trésoriers de fabrique doivent rendre annuellement le compte de leur gestion,
TRESORIERS *de fabrique.* - Des poursuites peuvent être dirigées contre eux, quand ils ne s'acquittent point de cette obligation,
TRESORIERS *de fabrique.* - Leurs biens sont soumis à l'hypothèque légale, et ils sont passibles de la contrainte par corps,
TRESORIERS *de fabrique.* - Voy. *Cures, Fabriques.*

V

VASES SACRES. - Fournis par la fabrique,
VASES SACRES. - Voy. *Lettres pastorales.*
VICAIRES GENERAUX. - Les vicaires généraux qui, après trois ans consécutifs d'exercice, sont forcés de quitter leurs fonctions par l'âge, les infirmités, ou par suite d'un changement d'évêque, ont droit à un secours de l'Etat,
VICAIRES PAROISSIAUX. - Traitement: historique depuis la loi du 18 germinal an X,
VICAIRES PAROISSIAUX. - Le traitement à payer aux vicaires par les fabriques et par les communes ne peut pas être moindre de 300 fr.,
VICAIRES PAROISSIAUX. - Quand il n'atteint pas ce chiffre, le vicaire est en droit de réclamer; moyen de réclamation,
VICAIRES PAROISSIAUX. - Indemnité de l'Etat,
VICAIRES PAROISSIAUX. - Voy. *Budget des cultes, Fabriques.*
VICARIATS. - Création de nouveaux vicariats, avis du Comité des cultes,
VICARIATS. - Voyez *Budget des cultes.*
VOEUX. - Voy. *Congrégations religieuses.*

FIN.